S FRA 1 (1983)

89e VOLUME

C2

institut national
de la
statistique
et des
études économiques

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

RESULTATS DE 1983

1984

insee

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ministère de l'économie,
des finances et du budget

Institut national de la statistique et des études économiques
18, boulevard Adolphe-Pinard - 75675 PARIS CEDEX 14 - Tél. : 540.12.12

I. N. S. E. E.
DOCUMENTATION
28. DEC. 1984
BIBLIOTHEQUE

89e VOLUME

RÉSULTATS DE 1983

Nouvelle série n° 31

ISBN-2-11-064754-X

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE 1984

S FRA 1 (1983) Bis

I. N. S. E. E.
DOCUMENTATION
28. DEC. 1984
BIBLIOTHEQUE

Directeur de la publication : Edmond MALINVAUD

Rédacteur en chef : Jacqueline SABOURET

Assistants de rédaction : Pierre BACHELIER, Marguerite ROLLAND

Secrétaire de fabrication : Josiane BRAQUEHAIS

L'INSEE souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion possibles des informations et des analyses qu'il publie. Toute reproduction est donc autorisée, sans aucune restriction. Mais, dans l'intérêt même des lecteurs, l'INSEE demande que la mention précise de la source et la référence exacte de la publication (année d'édition) soient explicitement indiquées.

Avant-propos

Le développement de l'appareil d'observation statistique a entraîné, au cours des vingt dernières années, un accroissement considérable du volume de l'information statistique disponible; celle-ci est désormais diffusée par de multiples publications spécialisées, ainsi que sur de nouveaux supports tels que les microformes ou les bandes magnétiques.

*La conception de l'*Annuaire statistique de la France *s'est progressivement adaptée à cette situation tout en s'efforçant de maintenir une très grande continuité dans le choix et la présentation des séries statistiques.*

*Fournir à l'utilisateur l'essentiel de l'information disponible ainsi que les moyens d'accéder à une information plus détaillée est le but recherché par l'*Annuaire statistique de la France.

Chaque chapitre se compose donc :

— d'un commentaire technique nécessaire à la compréhension des données chiffrées;

— des résultats essentiels (séries annuelles, données d'enquêtes, comparaisons internationales,...);

— de références documentaires permettant l'accès aux publications spécialisées, voire aux services statistiques eux-mêmes lorsqu'il s'agit de questions complexes.

De plus, le lecteur trouvera une liste d'organismes utiles à connaître :

— les observatoires économiques régionaux de l'INSEE, *auxquels il peut s'adresser pour consulter ou se procurer la totalité des résultats élaborés par l'INSEE, mais également les principaux résultats élaborés par les autres services statistiques;*

— les services statistiques spécialisés, *qui possèdent généralement un service d'information du public.*

*L'édition 1984 de l'*Annuaire statistique de la France *présente les données les plus récentes au moment de la constitution du manuscrit (troisième trimestre 1984). Les résultats portant sur l'année 1983 représentent un bon tiers des résultats les plus récents. Une grande partie des tableaux (plus des deux tiers) présentent des séries sur six ans ou plus.*

D'une façon générale, l'annuaire fait état de résultats au niveau de la nation dans son ensemble et pour l'année dans son entier. Il est rappelé au lecteur que les résultats régionaux et départementaux se trouvent dans Statistiques et indicateurs des régions françaises *(Les collections de l'INSEE, série R) d'une part, et dans les* Publications régionales de l'INSEE *d'autre part, et que les résultats infra-annuels sont régulièrement publiés dans le* Bulletin mensuel de statistique *et dans* Tendances de la conjoncture.

***

Dans cette édition 1984, les utilisateurs remarqueront des changements notables par rapport aux éditions antérieures. Des modifications dans la typographie et dans la présentation matérielle de l'ouvrage accompagnent une rénovation de l'organisation d'ensemble, dont la trace la plus visible concerne l'articulation des différents chapitres. Nous espérons que ces aménagements trouveront un accueil favorable.

***

*L'Institut national de la Statistique et des Études économiques tient à remercier les Administrations, les Services publics et les Organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'*Annuaire statistique de la France.

Bien qu'il s'efforce constamment d'en accroître la qualité, cet ouvrage comporte encore certainement des lacunes et des imperfections; aussi accueillera-t-il bien volontiers les observations ou les suggestions dont pourraient tirer profit les prochaines éditions.

SOMMAIRE

Chapitre		Page
	A. GÉOGRAPHIE ET ENVIRONNEMENT	
A.01	Territoire	5
A.02	Climatologie	17
A.03	Environnement	23
	B. DONNÉES DE DÉMOGRAPHIE	
B.01	État de la population	41
B.02	Mouvement naturel	65
B.03	Mouvements migratoires	77
B.04	Nationalité	91
	C. EMPLOI, SALAIRES ET REVENUS	
C.01	Population active	97
C.02	Conditions de travail	125
C.03	Salaires et revenus	137
C.04	Prestations sociales	151
	D. CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE	
D.01	Consommation et modes de vie des ménages	175
D.02	Logement	195
D.03	Santé, aide sociale	203
	E. COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS	
E.01	Communication	225
E.02	Culture	235
E.03	Tourisme	257
E.04	Jeunesse et sports	271
E.05	Loisirs divers	281
	F. ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE	
F.01	Enseignement et formation	289
F.02	Recherche et développement technologique	309
F.03	Propriété industrielle	315
	G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES	
G.01	Comptabilité nationale	323
G.02	L'appareil productif	335
G.03	Production industrielle	363
G.04	Mouvement économique	377
	H. PRIX	
H.01	Indices de prix à la consommation	387
H.02	Prix de détail	401
H.03	Indices de prix de gros et à la production	409
	I. AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	
I.01	Agriculture	423
I.02	Forêts	451
I.03	Pêche maritime	459
I.04	Industries agricoles et alimentaires	467
	J. ÉNERGIE	
J.01	Bilan de l'énergie	483
J.02	Charbon	493
J.03	Pétrole	499
J.04	Électricité	507
J.05	Gaz	515
	K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION	
K.01	Minerai de fer et sidérurgie	523
K.02	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	531
K.03	Minéraux divers et matériaux de construction	539
K.04	Verre et chimie	545
K.05	Fonderie et travail des métaux	557
K.06	Construction mécanique, électrique et électronique	563
K.07	Matériel de transport terrestre, construction navale et aéronautique	575
K.08	Textiles et cuirs	585
K.09	Bois, papiers, imprimerie	601

Chapitre		Page
	K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION (*suite*)	
K.10	**Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses**	613
K.11	**Bâtiment et génie civil et agricole**	621
	L. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	
L.01	**Transports ferroviaires**	637
L.02	**Transports routiers**	645
L.03	**Transports de navigation intérieure**	657
L.04	**Transports maritimes**	665
L.05	**Transports aériens**	675
L.06	**Postes et télécommunications**	685
	M. COMMERCE ET SERVICES MARCHANDS	
M.01	**Commerce intérieur**	695
M.02	**Services marchands rendus principalement aux entreprises**	713
M.03	**Services marchands à destination des ménages**	725
M.04	**Assurances**	729
	N. FINANCES	
N.01	**Monnaie, crédit, épargne**	741
N.02	**Marché financier, bourse**	765
	O. COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS	
O.01	**Commerce extérieur**	777
O.02.	**Balance des paiements**	799
	P. ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE	
P.01	**Élections**	817
P.02	**Justice**	827
P.03	**Finances publiques**	837

ANNEXES

	Page
• *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*	
Avant-propos	III
Sommaire	IV
Précisions d'ordre général	VI
Signes conventionnels	VI
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire	VI
Organigramme de la direction générale de l'INSEE	VIII
Établissements régionaux de l'INSEE et services statistiques outre-mer	IX
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire	XIV
• *SUR FEUILLETS VERTS :*	
Liste des tableaux	1*
Index alphabétique	14*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale	21*
Principales publications statistiques internationales	33*
Publications de l'INSEE	39*

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. — Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, à moins de mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. — Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

SIGNES CONVENTIONNELS

Signe	Signification
●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
—	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
ε	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée de la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

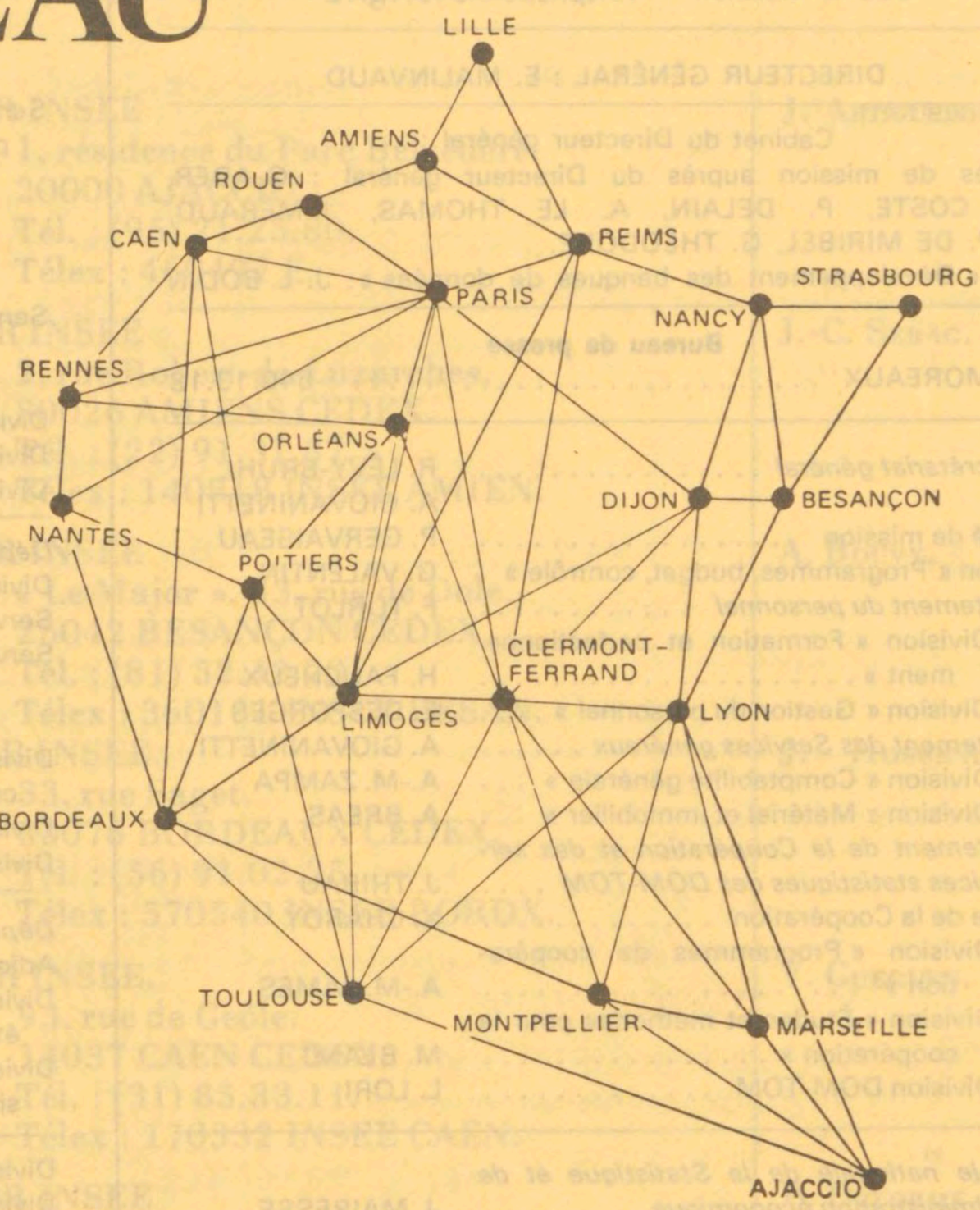
RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

— soit à l'aide du *sommaire*;
— soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en annexe);
— soit à l'aide de l'*index alphabétique* (en annexe).

Un service public d'information économique et sociale

LE RESEAU des Observatoires Economiques Régionaux de L'INSEE



Vous êtes à la recherche d'informations économiques et sociales: un **Observatoire Economique, centre public de documentation et d'information,** est à votre disposition dans votre région.

L'Observatoire Economique rassemble et sélectionne pour vous, auprès des principaux détenteurs d'informations locales, régionales, nationales et internationales, les chiffres, les études, les articles, les mémoires et notes diverses qui vont effectivement vous aider.

Parmi les nombreux services rendus :

— consultation gratuite de tous les documents en salle de lecture ;
— reproduction et expédition des documents à la demande ;
— ventes de toutes les publications nationales et régionales de l'INSEE ;
— exploitations informatiques sur mesure des fichiers statistiques de l'INSEE.

Vous pouvez téléphoner, écrire, vous rendre à l'Observatoire Economique. **Une équipe attentive et compétente vous attend.** Elle a pour métier d'informer, elle vous écoute, analyse avec vous **VOTRE PROBLEME,** vous conseille dans l'utilisation de l'information.

Quelle que soit la région sur laquelle porte votre question, votre Observatoire y répondra : les OER travaillent ensemble.

La liste et les adresses des Observatoires Économiques Régionaux figurent page XI de cette publication.

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

SP 620

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : 540.12.12 — 540.01.12
École (ENSAE) : 3, avenue Pierre-Larousse,
92240 Malakoff — Téléphone : 540.12.12

DIRECTEUR GÉNÉRAL : E. MALINVAUD

Cabinet du Directeur général : ...
Chargés de mission auprès du Directeur général : G. ADER, H. COSTE, P. DELAIN, A. LE THOMAS, J. MÉRAUD, P. DE MIRIBEL, G. THÉODORE.
Unité « Développement des banques de données » : J.-L. BODIN

Bureau de presse

J.-F. MOREAUX 540.13.18

- *Secrétariat général* . . . . . R. LÉVY-BRUHL
  A. GIOVANINETTI
  Chargé de mission . . . . . P. GERVAISEAU
  Division « Programmes, budget, contrôle » . G. VALENTIN
  Département du personnel . . . . . F. TURLOT
  Division « Formation et perfectionnement » . . . . . H. FAUCHEUX
  Division « Gestion du personnel » . . . . E. DESFORGES
  Département des Services généraux . . . . . A. GIOVANINETTI
  Division « Comptabilité générale » . . . A.-M. ZAMPA
  Division « Matériel et immobilier » . . . A. BREAS
  Département de la Coopération et des services statistiques des DOM-TOM . . . . J. THIBAU
  Service de la Coopération . . . . . X. CHAROY
  Division « Programmes de coopération » . . . . . A.-M. JAMES
  Division « Études et méthodes pour la coopération » . . . . . M. BLANC
  Division DOM-TOM . . . . . L. LORI

- *École nationale de la Statistique et de l'Administration économique* . . . . . J. MAIRESSE

- *Département de la Coordination statistique et comptable* . . . . . A. VANOLI
  Adjoint au chef de Département, chef de la division « Relations avec les services statistiques » . . . . . J. BÉGUÉ
  Division « Concepts et définitions statistiques et comptables » . . . . . P. TEILLET
  Division « Synthèse des comptes nationaux » . . . . . M. PERSONNAZ
  Division « Nomenclatures » . . . . . P. LESTANG
  Division « Systèmes d'informations des administrations » . . . . . A. BENEDETTI
  Secrétariat des questions internationales . . . . . J.-M. NIVLET
  Secrétariat du Conseil National de l'Information Statistique (CNIS) . . . . . C. CHIARAMONTI

- *Direction de la Production* . . . . . J. VACHER

Service « Organisation et méthodes de la production » . . . . . H. REDON
Division « Études et méthodes de la production » . . . . . J.-L. BELLIER
Division « Organisation de la production » . . . . . J. BACK
Département des Travaux régionaux . . . . . J.-M. REMPP
Division « Collecte » . . . . . H. HÉBRARD
Division « Plan de charge et suivi des travaux » . . . . . F. PASCAUD

Département « Informatique » . . . . . A. JEANTET
Adjoint au chef de Département . . . . . A. GOY
Division « Ordinateurs et systèmes » . M. CHARBONNIER
Division « Coordination des moyens informatiques » . . . . . C. BAUDROIT
Division « Logiciels » . . . . . J.-P. GRANDJEAN

- *Direction de la Statistique générale* . . . . J. DESABIE

Département « Population - ménages » . . . C. SEIBEL
Service de la Démographie . . . . . J. BOUDOUL
Division « Mouvement de la population et études démographiques » . . J.-C. LABAT
Division « Recensements de la population » . . . . . A. LERY
Service « Conditions de vie des ménages, prix de détail » . . . . . H. PICARD
Division « Prix de détail » . . . . . A. MARRET
Division « Études sur le logement » . . R. POHL
Division « Conditions de vie des ménages » . . . . . Y. LEMEL
Service « Emploi-Revenus » . . . . . B. GRAIS
Division « Revenus » . . . . . J.-F. PONSOT
Division « Emploi » . . . . . C. THÉLOT
Division « Synthèses relatives aux ménages » . P. L'HARDY
Division « Études sociales » . . . . . A. DESROSIÈRES
Division « Méthodes des sondages » . . . . . J.-C. DEVILLE

Département « Entreprises » . . . . . A. MOTHE
Division « Agriculture » . . . . . J. ALLAIN
Service « Statistiques des entreprises » . . . . M. QUELENNEC
Service des Activités tertiaires . . . . . J. ALBERT
Division « Commerce » . . . . . C. HESSE
Division « Services » . . . . . J.-P. TROGAN
Division « Synthèse des biens et services, comptes des entreprises » . . . . . J.-L. MARIÉ
Division « Échanges extérieurs » . . . . . A. CAILLAUD
Division « Études des entreprises » . . . . . J.-C. DUTAILLY

Département « Répertoires » . . . . . J.-M. CALLIES
Adjoint au chef de Département . . . . . P. POMMIER
Division « Répertoires des entreprises et des établissements » . . . . . J. GARAGNON
Division « Répertoires des personnes physiques » . . . . . J. MORIN

Division « Statistiques financières » . . . . . P. LE FILLATRE
Division « Statistiques locales » . . . . . J. ANFRÉ

- *Direction des Synthèses économiques* . . P. DUBOIS
  Service des Programmes . . . . . J.-P. PUIG
  Service de la Conjoncture . . . . . P. MAZODIER
  Division « Conjoncture générale » . . . . M. DEVILLIERS
  Division « Comptes trimestriels » . . . . G. LAROQUE
  Division « Études régionales » . . . . . G. SICHERMAN
  Unité de recherche . . . . . R. SALAIS
  Unité « Banque de données macroéconomiques » . . . . . M. DAPPE

- *Département de la Diffusion* . . . . . G. NEYRET
  Adjoint au chef de Département . . . . . C. ROYNEAU
  Rédaction d'« Économie et statistique » . . . D. TEMAM
  Division « Animation des relations avec les publics » . . . . . P. NARDIN
  Service « Produits de diffusion » . . . . . B. GENTIL
  Division « Plan de diffusion » . . . . . P. GHIGLIAZZA
  Division « Publications » . . . . . M. BOËDA
  Division « Systèmes informatiques de diffusion » . . . . . J. VISEUR
  Service « Mise à disposition de l'information » . . . . . P. BUFFET
  Division « Promotion de l'information et animation du réseau des OER » . G. POUGETOUX
  Division « Documentation » . . . . . B. CHEVALIER
  Observatoire économique de Paris . . . . . J.-F. ROYER

- *Coordination des études régionales (CESDR)* . . . . . A. TIMMEL
  Adjoint au directeur . . . . . R. PADIEU

ÉTABLISSEMENTS RÉGIONAUX DE L'INSEE ET SERVICES STATISTIQUES D'OUTRE-MER

Ressort territorial (région)	Localisation		Directeur
	Localité	Adresse, téléphone et télex	
I. FRANCE MÉTROPOLITAINE			
A. Directions régionales (DR) et services régionaux (SR)			
Corse	AJACCIO	SR INSEE 1, résidence du Parc Belvédère. 20000 AJACCIO. Tél. : (95) 21.25.80. Télex : 460497 F.	J. Artiguebieille.
Picardie	AMIENS	SR INSEE 2, rue Robert-de-Luzarches. 80026 AMIENS CEDEX. Tél. : (22) 91.31.87. Télex : 140818 INSEE AMIEN.	J.-C. Sebag.
Franche-Comté	BESANÇON	SR INSEE « Le Major », 83, rue de Dole. 25042 BESANÇON CEDEX. Tél. : (81) 52.42.20. Télex : 360161 INSEE BESAN.	A. Bouvy.
Aquitaine	BORDEAUX	DR INSEE. 33, rue Saget. 33076 BORDEAUX CEDEX. Tél. : (56) 91.02.35. Télex : 570540 INSEE BORDX.	J. Hossenlopp.
Basse-Normandie	CAEN	SR INSEE. 93, rue de Geôle. 14037 CAEN CEDEX. Tél. : (31) 85.33.11. Télex : 170332 INSEE CAEN.	Y. Gueguen.
Auvergne	CLERMONT-FERRAND	DR INSEE 52, avenue de Royat. BP 120. 63403 CHAMALIÈRES CEDEX. Tél. : (73) 36.03.50. Télex : 392785 INSEE CHAML.	P. Delorme.
Bourgogne	DIJON	DR INSEE. Cité administrative Delaborde. Avenue Albert-1er. BP 1509. 21035 DIJON CEDEX. Tél. : (80) 43.31.45 Télex : 350781 INSEE DIJON	F. Madinier.
Nord	LILLE	DR INSEE. 12, rue du Bas Jardin. BP 769. 59034 LILLE CEDEX. Tél. : (20) 52.65.02. Télex : 820562 INSEE LILLE.	R. Nistri.
Limousin	LIMOGES	DR INSEE. 29, rue Beyrand. BP 1553. 87031 LIMOGES CEDEX. Tél. : (55) 79.26.25. Télex : 580790 INSEE LIMOG.	A. Godinot.

Ressort territorial (région)	Localisation		Directeur
	Localité	Adresse, téléphone et télex	
Rhône-Alpes	LYON	DR INSEE. 165, rue Garibaldi. BP 3184. 69401 LYON CEDEX 03. Tél. : (7) 863.25.07. Télex : 340835 INSEE LYON.	J. ROCHAS.
Provence - Alpes - Côte d'Azur.	MARSEILLE	DR INSEE 17, rue Menpenti (10e). 13387 MARSEILLE CEDEX 10. Tél. : (91) 83.00.22. Télex : 420618 INSEE MARSL.	P. SOUBIE.
Languedoc-Roussillon	MONTPELLIER	DR INSEE 274, allée Henri-II-de-Montmorency. « Le Polygone ». 34064 MONTPELLIER CEDEX. Tél. : (67) 65.58.00. Télex : 490739 ORMONT-MONPL.	P. GOUNOT.
Lorraine	NANCY	DR INSEE 15, rue du Général-Hulot. Case officielle nº 3846. 54029 NANCY CEDEX. Tél. : (8) 327.03.27. Télex : 850834 INSEE NANCY.	M. PÉTRY.
Pays de la Loire	NANTES	DR INSEE 76, rue Desaix. 44035 NANTES CEDEX. Tél. : (40) 29.44.00. Télex : 711150 INSEE NANTE.	P. JOULIA.
Centre	ORLÉANS	DR INSEE 8, rue Édouard-Branly. 45046 ORLÉANS CEDEX. Tél. : (38) 63.01.64. Télex : 760464 INSEE ORLNS.	J. BRÉAS.
Ile-de-France	PARIS	DR INSEE 7, rue Stephenson. Montigny-le-Bretonneux. 78188 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX. Tél. : (3) 064.51.52 Télex : 696392 F INSEE SQ.	M. LÉCOLLE.
Poitou - Charentes . . .	POITIERS	DR INSEE 5, rue Sainte-Catherine. 86020 POITIERS CEDEX. Tél. : (49) 88.31.69. Télex : 790588 INSEE POITR.	P. DEBREU.
Champagne - Ardenne	REIMS	DR INSEE 1, rue de l'Arbalète. 51084 REIMS CEDEX. Tél. : (26) 88.24.12. Télex : 830896 INSEE REIMS.	L. MARCINIAK.
Bretagne	RENNES	DR INSEE « Le Colbert », 35-36, place du Colombier. BP 17. 35031 RENNES CEDEX. Tél. : (99) 30.91.90. Télex : 740756 INSEE RENNE.	L. LAURENT.

Ressort territorial (région)	Localisation		Directeur
	Localité	Adresse, téléphone et télex	
Haute-Normandie . . .	ROUEN	DR INSEE 8, quai de la Bourse. 76037 ROUEN CEDEX. Tél. : (35) 98.43.50. Télex : 180487 INSEE ROUEN.	F. LIMET.
Alsace	STRASBOURG	DR INSEE Cité administrative. rue de l'Hôpital-Militaire. 67084 STRASBOURG CEDEX. Tél. : (88) 84.22.62. Télex : 870756 INSEE STRBG.	J. AUBOUIN.
Midi - Pyrénées	TOULOUSE	DR INSEE 36, rue des Trente-Six-Ponts. 31054 TOULOUSE CEDEX. Tél. : (61) 25.21.36. Télex : 530151 INSEE TLSE.	L. AMIEL.

Ressort territorial (région)	Localisation	
	Localité	Adresse, téléphone et télex

B - Observatoires économiques régionaux

Corse	AJACCIO	1, résidence du Parc Belvédère - 20000 AJACCIO. Tél. : (95) 21.25.80 - Télex : 460497 F.
Picardie	AMIENS	2, rue Robert-de-Luzarches - 80026 AMIENS CEDEX. Tél. : (22) 91.91.91 (indices courants) et 91.39.39 (autres informations). Télex : 140818 INSEE AMIEN.
Franche-Comté	BESANÇON	« Le Major », 83, rue de Dole - 25042 BESANÇON CEDEX. Tél. : (81) 52.03.33 (indices courants) et 52.42.20 (autres informations). Télex : 360161 INSEE BESAN.
Aquitaine	BORDEAUX	33, rue Saget - 33076 BORDEAUX CEDEX. Tél. : (56) 91.84.90 (indices courants) et 91.89.90 (autres informations). Télex : 570540 INSEE BORDX.
Basse-Normandie . . .	CAEN	93, rue de Geole - 14037 CAEN CEDEX. Tél. : (31) 85.35.70 - Télex : 170332 INSEE CAEN.
Auvergne	CLERMONT-FERRAND	52, avenue de Royat, BP 120 - 63403 CHAMALIERES CEDEX. Tél. : (73) 36.03.50 et 36.79.90 (indices courants). Télex : 392785 INSEE CHAML.
Bourgogne	DIJON	Immeuble « Mercure », avenue Albert-I^{er}, BP 1509. 21035 DIJON CEDEX. Tél. : (80) 43.31.45 et 45.28.34 (indices courants). Télex : 350781 INSEE DIJON.
Nord - Pas-de-Calais .	LILLE	10-12, boulevard Vauban - 59800 LILLE. Tél. : (20) 30.86.86 - Télex : 120160 OER LILL.
Limousin	LIMOGES	50, avenue Garibaldi, BP 1553 - 87031 LIMOGES CEDEX. Tél. : (55) 79.26.25 - Télex : 580790 INSEE LIMOG.

Ressort territorial (région)	Localisation	
	Localité	Adresse, téléphone et télex
Rhône - Alpes	LYON	165, rue Garibaldi, BP 3196 - 69401 LYON CEDEX 03. Tél. : (7) 863.23.33 et 863.22.01 (indices courants), 863.22.02 et 863.22.03 (autres informations). Télex : 380832 INSEE LYON.
Provence - Alpes - Côte d'Azur.	MARSEILLE	17, rue Menpenti (10e). 13387 MARSEILLE CEDEX 10 (adresse postale). Tél. : (91) 83.00.22 - Télex : 420618 INSEE MARSL. 37-39, boulevard Vincent-Delpuech. 13006 MARSEILLE (adresse visiteurs). Tél. : (91) 78.05.95 et (91) 83.00.22.
Languedoc - Roussillon	MONTPELLIER	274, allée Henri-II-de-Montmorency, « Le Polygone » 34064 MONTPELLIER CEDEX. Tél. : (67) 64.54.53 (indices courants) et 64.31.95 (autres informations). Télex : 490739 ORMONT-MONPL.
Lorraine	NANCY	15, rue du Général-Hulot, case officielle nº 3846. 54029 NANCY CEDEX. Tél. : (8) 327.03.27 - Télex : 850834 INSEE NANCY.
Pays de la Loire	NANTES	5 et 6, boulevard Louis-Barthou - 44037 NANTES CEDEX. Tél. : (40) 89.36.10 (indices courants) et (40) 89.36.02 (autres informations). Télex : 711125 INSEEOR NANTE.
Centre	ORLÉANS	43, avenue de Paris - 45046 ORLEANS CEDEX. Tél. : (38) 68.18.28 (indices courants) et (38) 53.71.08 (autres informations). Télex : 760464 INSEE ORLNS.
Ile-de-France	PARIS	Tour Gamma A, 195, rue de Bercy (12e). 75582 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 341.71.41 et 345.70.75 (répondeurs-indices), 345.73.74 (autres informations statistiques), et 345.72.31 (contrats indexations). Télex : 230541.
Poitou - Charentes . . .	POITIERS	3, rue du Puygareau - 86020 POITIERS CEDEX. Tél. : (49) 88.38.70 (indices courants) et (49) 88.38.71 et 88.38.72 (autres informations). Télex : 790588 INSEE POITR.
Champagne - Ardenne	REIMS	1, rue de l'Arbalète - 51084 REIMS CEDEX. Tél. : (26) 88.24.12 - Télex : 830896 INSEE REIMS.
Bretagne	RENNES	« Le Colbert », 35-36, place du Colombier. (BP 17), 35031 RENNES CEDEX. Tél. : (99) 30.91.90 - Télex : 740756 INSEE RENNE.
Haute-Normandie . . .	ROUEN	8, quai de la Bourse - 76037 ROUEN CEDEX. Tél. : (35) 98.43.50 et (35) 98.41.10 (autres informations). Télex : 180487 INSEE ROUEN.
Alsace	STRASBOURG	14, rue Adolphe-Seyboth - 67084 STRASBOURG CEDEX. Tél. : (88) 22.43.53 (indices courants) et (88) 32.03.18 (autres informations). Télex : 870756 INSEE STRBG.
Midi - Pyrénées	TOULOUSE	36, rue des Trente-Six-Ponts - 31054 TOULOUSE CEDEX. Tél. : (61) 25.42.67 (indices courants) et (61) 25.21.36 (autres informations). Télex : 530151 INSEE TLSE.

Ressort territorial (région)	Localisation		Responsable
	Localité	Adresse, téléphone et télex	
II. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER			
Antilles-Guyane	POINTE-A-PITRE . . . *(Guadeloupe)*	*Service interrégional* Antilles-Guyane : « SIRAG » *(INSEE)*. BP 863. 97175 POINTE-A-PITRE CEDEX. Tél. : (19.590) 83.42.20. Télex : 919912 GL.	O. MELTZ.
Guadeloupe	BASSE-TERRE . . . . . *(Guadeloupe)*	*Service régional (INSEE)*. Avenue Paul-Lacavé. BP 96, 97102 BASSE-TERRE. Tél. : (19.590) 81.17.86. Télex : 919915 GL-SDGUAP.	J.-C. ROUDIL.
Martinique	FORT-DE-FRANCE . *(Martinique)*	*Service régional (INSEE)*. Lotissement Pointe de Jaham Schoelcher. BP 605. 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX. Tél. : (19.596) 71.71.79. Télex : 912394 MR-SDMART.	V. MORALES.
Guyane	CAYENNE . . . . . *(Guyane)*	*Service régional (INSEE)*. 81, rue Christophe-Colomb. 97306 CAYENNE CEDEX. Tél. : (19.594) 31.45.87. Télex : INSEGY 910344 FG.	N. LEVESQUES.
Réunion	SAINT-DENIS . . . . . *(Réunion)*	*Service régional (INSEE)*. 4, rue de l'École. 97490 SAINTE-CLOTILDE. Tél. : (19.262) 28.02.60. Télex : 916405 RE.	C. DURAND.
		Observatoire économique régional (INSEE). 4, rue de l'École. 97490 SAINTE-CLOTILDE. Tél. : (19.262) 28.10.98.	
III. TERRITOIRES D'OUTRE-MER			
Nouvelle-Calédonie . .	NOUMÉA . . . . . *(Nouvelle-Calédonie)*	*Direction territoriale de la statistique et des études économiques*. BP 823. NOUMÉA CEDEX.	J.-C. RENAUD.
Polynésie française . .	PAPEETE-TAHITI . . *(Polynésie française)*	*Institut territorial de la statistique de Polynésie française*. BP 395. PAPEETE-TAHITI.	G. BAUDCHON.

Principales nomenclatures utilisées dans l'annuaire

Il a paru souhaitable de rassembler ici, pour les utilisateurs de l'Annuaire statistique de la France, quelques informations sommaires sur les nomenclatures utilisées ainsi que leurs références bibliographiques. Ces documents comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives qui permettent une interprétation plus précise des données publiées.

En effet, l'élaboration d'une nomenclature destinée à structurer des informations économiques ou sociales représente, au-delà de la formulation explicite des principes de base retenus, un double compromis :

— compromis entre l'adaptation parfaite à un objectif déterminé et la nécessité de pouvoir utiliser le même outil pour d'autres usages (nature différente des unités statistiques prises en compte ou des informations quantifiées recueillies, influence des réseaux de collecte des données, etc.);

— compromis entre la finesse et la précision de la description qui conduirait à une multiplication de classes contenant chacune peu d'unités et la nécessité de disposer d'une information synthétique, ce qui pousse souvent à réunir des objets dissemblables dans une même classe parce que leur nombre est relativement faible.

L'INSEE a entrepris depuis quelques années une réorganisation complète des différentes familles de nomenclatures statistiques. Le but recherché est de réduire au maximum le nombre de nomenclatures différentes qui décrivent des domaines voisins et de mieux préciser les relations qui existent entre ces nomenclatures. Actuellement, les nomenclatures d'activités et de produits, ainsi que les nomenclatures des professions, ont été ainsi révisées.

A. Nomenclatures d'activités

Ces nomenclatures permettent la définition précise des diverses activités économiques et le classement des entreprises et établissements d'après l'activité qu'ils exercent à titre principal.

1. *Nomenclature d'activités,* INSEE, 1973. — Version « activités » de la « Nomenclature d'activités et de produits » (NAP) qui remplace, depuis le 1er janvier 1974, la Nomenclature des activités économiques, ainsi que les diverses nomenclatures utilisées en comptabilité nationale. Un index alphabétique la complète :

— en vente au *Journal officiel,* 26, rue Desaix, Paris (15e) et dans les observatoires économiques régionaux.

Cette nomenclature est complétée par deux documents : « Niveaux 15 et 40 », présentant deux versions agrégées des nomenclatures d'activités et de produits, utilisés entre autre pour les comptes nationaux;
« Table de correspondance NAE-NAP », présentant une correspondance détaillée entre ces deux nomenclatures;

— ces deux documents sont édités dans la collection « Nomenclatures et codes » de l'INSEE et sont disponibles dans les observatoires économiques régionaux.

2. *Nomenclature des activités économiques* (NAE), INSEE, 1959. — Comprend un index analytique et un index alphabétique :

— disponible dans les observatoires économiques régionaux;

— n'est plus en vigueur depuis le 1er janvier 1974.

3. *Nomenclature de branches* (pour les comptes nationaux), INSEE, 1966. — Est utilisée pour l'élaboration du tableau d'échanges interindustriels. Elle est définie par référence à la « Nomenclature générale des produits », pour les biens, et à la NAE, pour les services.

4. *Nomenclature de secteurs* (pour les comptes nationaux), INSEE, 1966. — Est utilisée pour la présentation des résultats d'exploitation des entreprises. Elle est définie par référence à la NAE.

Ces deux dernières nomenclatures sont publiées dans le volume « Méthodes de la comptabilité nationale » (bases 1959 et 1962);

— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

B. Nomenclatures de produits

Ces nomenclatures regroupent les biens meubles mis sur le marché en un nombre de groupes variable selon le niveau de détail retenu par chaque nomenclature :

1. *Nomenclature de produits,* INSEE, 1973. — Version « produits » de la « Nomenclature d'activités et de produits » (voir plus haut, A 1).

2. *Nomenclature du Conseil de coopération douanière* (NCCD) [anciennement Nomenclature de Bruxelles (NDB)] :

— élaborée et tenue à jour par le « Conseil de coopération douanière », sert de base commune aux diverses

nomenclatures présentées ci-après; comporte des notes explicatives très détaillées et un index alphabétique :

— en vente à l'« Encyclopédie douanière », 43, rue du Colisée, Paris (8e).

Nomenclature détaillée de produits (NODEP).

Subdivision des classes 00 à 54 et 56 de la Nomenclature de produits. Sert de cadre pour la présentation de l'ensemble des données concernant les produits : production, commerce extérieur (1) :

— en vente au *Journal officiel,* 26, rue Desaix, 75727 Paris.

3. *Nomenclature générale des produits.* — Élaborée et tenue à jour par la Direction générale des douanes et des droits indirects :

— en vente au « Service de vente des publications officielles », 182, rue Saint-Honoré, Paris (1er).

4. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1974 (2e révision) :

— en vente au « Centre d'informations des Nations-Unies », 7, place de Fontenoy, Paris (7e).

5. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports* (NST), Office statistique des communautés européennes, 2e révision, 1970 :

— en vente au « Service d'information des Communautés européennes », 61, rue des Belles-Feuilles, Paris (16e).

6. *Nomenclatures de la consommation des ménages.* — Elles servent à décrire la consommation des ménages :

— *« Fonctions de consommation »,* INSEE, 1969. — Comprend une correspondance avec la nomenclature de branches;

- brochure interne consultable dans les observatoires économiques régionaux.

— *« Nomenclature de la consommation des ménages »,* INSEE, 1975. — Adaptation, pour la France, des « fonctions de consommations » établies par l'ONU. Comprend une table de correspondance avec la « Nomenclature de produits »;

- brochure éditée dans la collection « Nomenclatures et codes », disponible dans les observatoires économiques régionaux.

7. *Tables de correspondance.*

Les diverses nomenclatures de produits peuvent être définies par référence à la nomenclature générale des produits (cf. § 3 ci-dessus).

Les documents présentant ces correspondances peuvent être consultés au siège des Directions régionales des douanes et, à Paris, au Centre de renseignements des douanes, 182, rue Saint-Honoré.

C. Nomenclatures des métiers emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

1. *Nomenclature des métiers et activités individuelles,* INSEE, 1954. — Constitue la base des nomenclatures citées ci-après (épuisé).

2. *Code des métiers.* — Utilisé pour l'exploitation des recensements de la population. Comprend un index analytique et un index alphabétique :

— disponible dans les observatoires économiques régionaux;

— code n° 2 : Recensement de 1968;

— code n° 64 : Recensement de 1975, collection « Nomenclatures et codes ».

3. *Nomenclature des emplois,* ministère du Travail, INSEE, 1970. — Utilisée pour les diverses statistiques sur les emplois;

— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

4. *Code des catégories socioprofessionnelles,* INSEE, 1975 (6e édition). — Publié dans la collection « Nomenclatures et codes » :

— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

5. *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles* (PCS), INSEE 1982. — Appliquée dès le Recensement de la population de 1982, elle remplace les diverses nomenclatures utilisées pour la description de la population *(Code des métiers, Code des catégories socioprofessionnelles, etc.);* elle comprend un index alphabétique;

— deux brochures éditées dans la collection « Nomenclatures et codes »; disponibles dans les observatoires économiques régionaux.

D. Découpages géographiques

— *Code officiel géographique* [édition 1982 + rectificatif n° 1 (1983)]. — Document officiel présentant la dénomination exacte et la codification des découpages administratifs : communes, cantons, arrondissements et départements;

Il comprend :

— un volume France entière;
— des fascicules départementaux;
— des fascicules des DOM-TOM;
— un fascicule « pays étrangers »;
  — en vente dans les observatoires économiques régionaux.

E. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (9e révision, 1975). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

---

1. N'est disponible en 1984 qu'un fascicule réduit. Le texte complet, avec notes explicatives, sortira au cours de l'année 1985.

F. Nomenclature des fonctions des administrations

Élaborée conjointement par l'INSEE, la Direction du budget du Ministère des finances et le Commissariat au plan, 1975. — Elle permet une présentation de l'ensemble des dépenses des administrations publiques (y compris la Sécurité sociale), en fonction de leur objet :

— publiée dans la collection « Nomenclatures et codes », disponible dans les observatoires économiques régionaux.

G. Méthodes d'élaboration des comptes nationaux

Ces documents regroupent l'ensemble des méthodes d'élaboration et cadres de présentation des comptes nationaux :

— *Méthodes de la comptabilité nationale* (cadres et définition de la base 1959), INSEE, 1966;

— *Système élargi de comptabilité nationale* (base 1971), INSEE, 1976;

— en vente dans les observatoires économiques régionaux.

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

A

Géographie et environnement

A

Géographie et environnement

Chapitre A.01

Territoire

1. Métropole et départements d'outre-mer

2. Territoires d'outre-mer

1. Métropole et départements d'outre-mer

11. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20′ et 51° 5′ de latitude nord; en longitude, elle s'étend de 4° 47′ de longitude ouest à 8° 15′ de longitude est.

Ces données essentielles sont complétées par les tableaux du présent chapitre et les indications données :

— au chapitre *climatologie,* en ce qui concerne la situation géographique et l'altitude de certaines stations météorologiques;

— au chapitre *agriculture,* en ce qui concerne la répartition du territoire d'après son utilisation;

— au chapitre *état de la population,* en ce qui concerne la population des principales communes et des unités urbaines des départements d'outre-mer.

12. Superficie

Pour l'évaluation de la superficie du territoire français, on dispose de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'*Institut géographique national* mais ne descendant pas, actuellement, au-dessous de l'arrondissement; la superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50.000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2;

— données de la Direction générale des impôts (*services du cadastre*) disponibles pour chaque commune.

Ce sont ces derniers renseignements qui ont été retenus dans le présent annuaire avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km^2 ainsi que des estuaires.

13. Population légale des circonscriptions administratives

Les effectifs de population figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats officiels du recensement général de la population de 1982. Ces résultats ont été authentifiés par les décrets n° 82-1219 du 31 décembre 1982 et n° 83-70 du 2 février 1983.

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population *municipale* et en population *comptée à part* (celle qui vit dans certaines collectivités).

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret n° 81-415 du 28 avril 1981 prescrivant l'exécution du recensement de 1982, en métropole et dans les DOM) résidant dans des établissements situés dans la commune :

· *Catégorie I*

Militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernements, camps ou assimilés; élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, grandes écoles, écoles spéciales, séminaires et tous établissements publics ou privés avec internat;

Personnes en traitement dans les sanatoriums, les préventoriums et les aériums; personnels logés sur des chantiers temporaires.

· *Catégorie II*

Personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques.

· *Catégorie III*

Détenus dans les maisons d'arrêt et de correction, les maisons centrales et centres pénitentiaires; mineurs confiés à un établissement public ou privé d'éducation

surveillée; personnes recueillies dans les centres d'hébergement et centres d'accueil.

Le décret précité du 28 avril 1981 spécifie que les personnes de la catégorie I ci-dessus qui ont une *résidence personnelle* doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des *doubles comptes* (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur établissement). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

— *la population légale* des communes, qui comprend les deux parties *a.* et *b.*; c'est cette population qui figure dans le tableau 3 pour les chefs-lieux de département, ainsi que dans les tableaux 4 et 6 ;

— *la population sans doubles comptes,* qui comprend seulement la partie *b.* et qui, par addition, donne notamment la population des régions (tableau 1), des départements (tableau 3), des unités urbaines et des zones de peuplement industriel ou urbain (tableaux 5 et 7).

14. Détermination de zones géographiques particulières

En vue de la publication des résultats des recensements de la population et de diverses enquêtes, l'INSEE procède à la délimitation de zones géographiques particulières, constituées d'ensembles de communes.

141. Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres); une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale;

— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2.000 habitants; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975 et 1982.

142. Zones de peuplement industriel ou urbain

Les zones de peuplement industriel ou urbain sont constituées par des ensembles de communes dépassant largement le cadre des unités urbaines et où :

— il y a une certaine homogénéité de peuplement, en particulier une faible part de cultivateurs;

— il y a d'importants échanges de main-d'œuvre;

— l'activité industrielle s'est créée ou développée en raison de la proximité d'une grande ville, des richesses du sous-sol ou encore de la présence d'un grand axe de communication.

Une première délimitation des zones de peuplement industriel ou urbain a été réalisée à l'occasion du recensement de 1962. De nouvelles délimitations ont été établies lors des recensements de 1968, 1975 et 1982.

2. Territoires d'outre-mer

Pour les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1978 pour Mayotte, 1983 pour les autres.

LA FRANCE ADMINISTRATIVE



TABLEAU A.01-1

Subdivisions, superficie et population des régions. Année 1982

Sources : Direction générale des Impôts (Service du cadastre); INSEE (Recensement de la population)

Région	Nombre de :			Superficie (en km²)		Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²
	Arrondissements	Cantons	Communes	Totale	Moyenne par commune		
Ile-de-France (1)	22	284	1.281	12.012,27	9,38	10.073,1	839
Champagne - Ardenne	15	143	1.903	25.605,75	13,46	1.345,9	53
Picardie	13	127	2.293	19.399,46	8,46	1.740,3	90
Haute-Normandie	6	110	1.421	12.317,42	8,67	1.655,7	134
Centre	19	192	1.841	39.150,94	21,27	2.264,2	58
Basse-Normandie	11	140	1.808	17.589,32	9,73	1.351,0	77
Bourgogne	15	169	2.040	31.581,96	15,48	1.596,1	51
Nord - Pas-de-Calais	13	137	1.550	12.414,09	8,01	3.932,9	317
Lorraine	19	148	2.303	23.547,40	10,22	2.319,9	99
Alsace	13	75	896	8.280,20	9,24	1.566,0	189
Franche-Comté	9	112	1.780	16.202,34	9,10	1.084,0	67
Pays de la Loire	17	198	1.502	32.081,77	21,36	2.930,4	91
Bretagne	15	194	1.265	27.207,91	21,51	2.707,9	100
Poitou - Charentes	14	151	1.461	25.809,53	17,67	1.568,2	61
Aquitaine	18	234	2.281	41.308,42	18,11	2.656,5	64
Midi - Pyrénées	22	281	3.019	45.347,94	15,02	2.325,3	51
Limousin	8	103	747	16.942,34	22,68	737,2	44
Rhône - Alpes	25	312	2.874	43.698,23	15,20	5.015,9	115
Auvergne	14	154	1.308	26.012,89	19,89	1.332,7	51
Languedoc - Roussillon	14	178	1.539	27.375,79	17,79	1.926,5	70
Provence - Alpes - Côte d'Azur (2)	18	220	961	31.399,64	32,67	3.965,2	126
Corse	5	52	360	8.679,79	24,11	240,2	28
Ensemble métropole	*325*	*3.714*	*36.433*	*543.965,40*	*14,93*	*54.334,9*	*100*
Ensemble départements d'outre-mer	*12*	*124*	*114*	*96.632,00*	*847,7*	*1.251,8*	*13*
France (métropole et départements d'outre-mer)	**337**	**3.838**	**36.547**	**640.597,40**	**17,53**	**55.586,7**	**87**

(1) La région d'Ile-de-France, qui correspond à la circonscription précédemment dénommée « région parisienne », a été créée par la loi n° 76-394 du 6 mai 1976. — (2) Par décret n° 76-722 du 2 août 1976, la région Provence - Côte d'Azur a pris le nom de Provence - Alpes - Côte d'Azur.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays

Sources : Annuaire démographique des Nations Unies 1982
Volume « Population de la France » et bilan démographique

Pays	Population				Superficie totale (km²) 1982	Densité au km² 1982
	Au dernier recensement		Estimée au milieu de 1982 (milliers)	Type d'estimation (1)		
	(Date)	(Unités)				
Allemagne (RFA)	27-V-70	60.650.599	61.638	A12*b*1	248.577	248
Belgique	1-III-81	9.848.647	9.845	A12*b*1	30.513	323
Danemark	9-XI-70	4.937.579	5.118	A12*a*1	43.069	119
France	4-III-82	54.334.871	54.429	A7*b*1	547.026	99
Grèce	5-IV-81	9.706.687	9.793	A1*b*2	131.944	74
Irlande	5-IV-81	3.443.405	3.483	A1*b*2	70.283	50
Italie	25-X-81	56.243.935	56.276	A1*b*1	301.225	187
Luxembourg	31-III-81	364.606	357	A12*b*2	2.586	138
Pays-Bas	28-II-71	13.061.115	14.310	A11*b*1	40.844	350
Royaume-Uni	5-IV-81	55.671.000	55.782	A11*b*1	244.046	229
Brésil	1-IX-80	118.674.604	126.806	A2*c*1	8.511.965	15
Canada	1-VI-81	24.098.473	24.625	A1*b*1	9.976.139	2
Chine	1-VII-82	1.031.882.511	1.020.673	...	9.596.961	106
Espagne	28-II-81	37.746.260	37.935	A12*c*1	504.782	75
États-Unis d'Amérique	1-IV-80	226.545.805	232.057	A2*b*1	9.372.614	25
Inde	1-III-81	685.184.692	711.664	A1*c*1	3.287.590	216
Indonésie	31-X-80	147.490.298	153.032	A11*c*1	1.904.569	80
Japon	1-X-80	117.060.396	118.449	A2*b*1	372.313	314
Portugal	16-III-81	9.794.100	10.056	A12*b*1	92.082	109
URSS	17-I-79	262.436.227	269.994	A2*b*1	22.402.200	12

(1) Le type d'estimation est ainsi codifié : A : estimation basée sur un recensement exhaustif; le chiffre qui suit indique l'âge de ce recensement; la lettre minuscule indique la méthode d'estimation, soit : *a.* ajustement d'après un registre de population permanent; *b.* ajustement d'après l'équation de concordance (solde des naissances-décès plus migration nette); *c.* ajustement d'après un taux d'accroissement présumé de la population; le dernier chiffre montre, pour les lettres *a* et *b*, la qualité de l'ajustement, soit : 1. Balance démographique sûre; 2. Balance démographique de qualité inconnue, mais supposée sûre. Pour la lettre *c*, le chiffre 1 signifie que le taux d'accroissement utilisé est basé sur au moins deux recensements à intervalle de dix ans au moins. Ainsi, le type A7*b*1 pour la France signifie : estimation basée sur un recensement exhaustif datant de 7 ans (recensement de 1975); ajustement d'après l'équation de concordance et, enfin, balance démographique sûre.

TABLEAU A.01-3

Subdivisions, superficie et population des départements. Population et altitude du chef-lieu

Année 1982

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population)

	Département	Département						Chef-lieu		
		Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale (avec doubles comptes)	Altitude (en mètres)
		Arrondissements	Cantons	Communes						
01	Ain	4	41	419	5.762,44	418,5	73	Bourg-en-Bresse	43.675	227
02	Aisne	5	42	817	7.369,12	534,0	72	Laon	29.074	181
03	Allier	3	34	320	7.340,11	369,6	50	Moulins	25.548	227
04	Alpes-de-Haute-Provence	4	32	200	6.925,22	119,1	17	Digne	16.391	618
05	Alpes (Hautes-)	2	30	175	5.548,68	105,1	19	Gap	32.097	782
06	Alpes-Maritimes	2	46	163	4.298,58	881,2	205	Nice	338.486	46
07	Ardèche	3	33	338	5.528,64	268,0	48	Privas	10.638	322
08	Ardennes	4	37	460	5.229,41	302,3	58	Charleville-Mézières	61.588	217
09	Ariège	3	20	332	4.889,92	135,7	28	Foix	10.044	455
10	Aube	3	32	430	6.004,16	289,3	48	Troyes	64.769	110
11	Aude	3	34	437	6.138,98	280,7	46	Carcassonne	42.450	104
12	Aveyron	3	46	304	8.735,12	278,7	32	Rodez	26.346	633
13	Bouches-du-Rhône	4	47	119	5.087,49	1.724,2	339	Marseille	878.689	162
14	Calvados	4	48	704	5.547,92	589,6	106	Caen	117.119	26
15	Cantal	3	26	258	5.725,98	162,8	28	Aurillac	33.197	622
16	Charente	3	35	405	5.955,99	340,8	57	Angoulême	50.151	96
17	Charente-Maritime	5	45	472	6.863,75	513,2	75	La Rochelle	78.231	8
18	Cher	2	35	290	7.234,99	320,2	44	Bourges	79.408	156
19	Corrèze	3	36	286	5.856,83	241,4	41	Tulle	20.642	214
2A	Corse-du-Sud (1)	2	22	124	4.014,22	108,6	27	Ajaccio	55.279	38
2B	Corse (Haute) (1)	3	30	236	4.665,57	131,6	28	Bastia	45.081	15
21	Côte-d'Or	3	43	705	8.763,21	473,5	54	Dijon	145.569	338
22	Côtes-du-Nord	4	52	369	6.877,55	538,9	78	Saint-Brieuc	51.399	89
23	Creuse	2	27	260	5.565,38	140,0	25	Guéret	16.621	445
24	Dordogne	4	50	555	9.060,01	377,4	42	Périgueux	35.392	99
25	Doubs	3	35	592	5.233,64	477,2	91	Besançon	119.687	368
26	Drôme	3	35	371	6.529,95	389,8	60	Valence	68.157	128
27	Eure	3	40	676	6.039,74	462,3	77	Évreux	48.653	139
28	Eure-et-Loir	4	29	402	5.879,95	362,8	62	Chartres	39.243	158
29	Finistère	4	49	283	6.733,00	828,4	123	Quimper	60.162	6
30	Gard	3	45	353	5.852,90	530,5	91	Nîmes	129.924	114
31	Garonne (Haute-)	3	50	587	6.309,34	824,5	131	Toulouse	354.289	139
32	Gers	3	31	462	6.256,82	174,2	28	Auch	25.543	166
33	Gironde	5	63	543	10.000,14	1.127,5	113	Bordeaux	211.197	7
34	Hérault	3	45	343	6.101,01	706,5	116	Montpellier	201.067	44
35	Ille-et-Vilaine	4	51	352	6.774,72	749,7	111	Rennes	200.390	54
36	Indre	4	26	247	6.790,63	243,2	36	Châteauroux	53.967	158
37	Indre-et-Loire	3	33	277	6.126,70	506,1	83	Tours	136.483	55
38	Isère	3	50	532	7.431,44	936,8	126	Grenoble	159.503	247
39	Jura	3	34	543	4.999,18	242,9	49	Lons-le-Saunier	21.886	258
40	Landes	2	30	331	9.242,60	297,4	32	Mont-de-Marsan	30.894	43
41	Loir-et-Cher	3	28	291	6.343,44	296,2	47	Blois	49.422	102
42	Loire	3	39	327	4.780,59	739,5	155	Saint-Étienne	206.688	540
43	Loire (Haute-)	3	33	260	4.977,14	205,9	41	Le Puy	25.968	686
44	Loire-Atlantique	4	56	221	6.815,38	995,5	146	Nantes	247.227	19
45	Loiret	3	41	334	6.775,23	535,7	79	Orléans	105.589	116
46	Lot	3	30	340	5.216,53	154,5	30	Cahors	20.774	124
47	Lot-et-Garonne	4	39	313	5.360,91	298,5	56	Agen	32.893	43
48	Lozère	2	25	185	5.166,88	74,3	14	Mende	12.113	739
49	Maine-et-Loire	4	41	364	7.165,60	675,3	94	Angers	141.143	47
50	Manche	4	52	597	5.938,02	465,9	78	Saint-Lô	24.792	33
51	Marne	5	42	618	8.161,58	543,6	67	Châlons-sur-Marne	54.359	151
52	Marne (Haute-)	3	32	395	6.210,60	210,7	34	Chaumont	29.552	324
53	Mayenne	3	30	259	5.175,21	271,8	53	Laval	53.766	75

N. B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU A.01-3 (*suite et fin*)

Subdivisions, superficie et population des départements. Population et altitude du chef-lieu

Année 1982

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population)

	Département	Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Chef-lieu		
		Arrondissements	Cantons	Communes				Nom du chef-lieu	Population totale (avec doubles comptes)	Altitude (en mètres)
54	Meurthe-et-Moselle	4	40	587	5.240,95	716,8	137	Nancy	93.307	279
55	Meuse	3	31	482	6.216,40	200,1	32	Bar-le-Duc	20.029	271
56	Morbihan	3	42	261	6.822,64	590,9	87	Vannes	45.397	18
57	Moselle	9	46	718	6.216,27	1.007,2	162	Metz	118.502	262
58	Nièvre	4	30	312	6.816,71	239,6	35	Nevers	44.777	201
59	Nord	6	76	652	5.742,74	2.520,5	439	Lille	174.039	24
60	Oise	4	41	693	5.860,22	661,8	113	Beauvais	54.147	71
61	Orne	3	40	507	6.103,38	295,5	48	Alençon	32.526	136
62	Pas-de-Calais	7	61	898	6.671,35	1.412,4	212	Arras	45.364	67
63	Puy-de-Dôme	5	61	470	7.969,66	594,4	75	Clermont-Ferrand	151.092	407
64	Pyrénées-Atlantiques	3	52	539	7.644,76	555,7	73	Pau	85.766	207
65	Pyrénées (Hautes-)	3	34	475	464,04	227,9	51	Tarbes	54.055	312
66	Pyrénées-Orientales	3	29	221	4.116,02	334,6	81	Perpignan	113.646	60
67	Rhin (Bas-)	7	44	519	4.755,03	915,7	193	Strasbourg	252.264	284
68	Rhin (Haut-)	6	31	377	3.525,17	650,4	184	Colmar	63.764	261
69	Rhône	2	47	293	3.249,12	1.445,2	445	Lyon	418.476	225
70	Saône (Haute-)	2	29	545	5.360,08	232,0	43	Vesoul	20.269	235
71	Saône-et-Loire	5	56	573	8.574,69	571,9	67	Mâcon	39.866	184
72	Sarthe	3	40	376	6.205,99	504,8	81	Le Mans	150.931	77
73	Savoie	3	34	304	6.028,25	323,7	54	Chambéry	54.896	269
74	Savoie (Haute-)	4	33	290	4.387,80	494,5	113	Annecy	51.993	454
75	Ville de Paris	1	20	1	105,40	2.176,2	20.647	Paris	2.188.918	60
76	Seine-Maritime	3	70	745	6.277,68	1.193,0	190	Rouen	105.083	22
77	Seine-et-Marne	3	37	514	5.915,29	887,1	150	Melun	36.218	70
78	Yvelines	4	38	262	2.284,43	1.196,1	524	Versailles	95.240	184
79	Sèvres (Deux-)	3	33	303	5.999,35	342,8	57	Niort	60.230	29
80	Somme	4	44	783	6.170,12	544,6	88	Amiens	136.358	36
81	Tarn	2	42	324	5.757,89	339,3	59	Albi	48.341	169
82	Tarn-et-Garonne	2	28	195	3.718,28	190,5	51	Montauban	53.147	96
83	Var	3	41	153	5.972,54	708,3	119	Toulon (2)	181.405	10
84	Vaucluse	3	24	151	3.567,13	427,3	120	Avignon	91.474	55
85	Vendée	3	31	282	6.719,59	483,0	72	La Roche-sur-Yon	48.156	73
86	Vienne	3	38	281	6.990,44	371,4	53	Poitiers	82.884	118
87	Vienne (Haute-)	3	40	201	5.520,13	355,7	64	Limoges	144.082	287
88	Vosges	3	31	516	5.873,78	395,8	67	Épinal	40.954	365
89	Yonne	3	40	450	7.427,35	311,0	42	Auxerre	41.164	122
90	Belfort (Territoire de)	1	14	100	609,44	132,0	217	Belfort	52.739	429
91	Essonne	3	35	196	1.804,40	988,0	548	Évry	29.578	65
92	Hauts-de-Seine	3	40	36	175,61	1.387,0	7.898	Nanterre	90.371	40
93	Seine-Saint-Denis	2	40	40	236,20	1.324,3	5.607	Bobigny	42.727	48
94	Val-de-Marne	3	39	47	245,03	1.193,7	4.871	Créteil	71.705	45
95	Val-d'Oise	3	35	185	1.245,91	920,6	739	Pontoise	29.411	52
97-1	Guadeloupe	3	36	34	1.780,00	328,4	184	Basse-Terre	13.796	50
97-2	Martinique	3	36	34	1.100,00	328,6	299	Fort-de-France	100.663	144
97-3	Guyane	2	16	20	91.000,00	73,0	1	Cayenne	38.135	8
97-4	Réunion	4	36	24	2.510,00	515,8	206	Saint-Denis	109.588	10
97-5	Saint-Pierre-et-Miquelon	—	—	2	242,00	6,0	25	Saint-Pierre	5.415	3

(1) La loi n° 75-356 du 15 mai 1975 a remplacé le département de la Corse par deux départements : Corse-du-Sud et Haute-Corse. — (2) Par décret n° 74-1028 du 4 décembre 1974, le chef-lieu du département du Var a été transféré de Draguignan à Toulon.

TABLEAU A.01-4

Communes de plus de 50.000 habitants. Métropole

Année 1982

Source : INSEE (recensement de la population)

Numéro d'ordre	Département	Communes	Population totale (avec doubles comptes)	Densité au km² (1)	Numéro d'ordre	Département	Communes	Population totale (avec doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2.188.918	20.647	53	62	Calais	76.935	2.284
2	13	Marseille	878.689	3.634	54	94	Champigny-sur-Marne	76.260	*r* 6741
3	69	Lyon	418.476	8.630	55	93	Aulnay-sous-Bois	76.032	4.691
4	31	Toulouse	354.289	2.942	56	59	Dunkerque	73.618	1.958
5	06	Nice	338.486	4.687	57	06	Cannes	72.787	3.683
6	67	Strasbourg	252.264	3.178	58	94	Créteil	71.705	6.272
7	44	Nantes	247.227	3.690	59	92	Asnières-sur-Seine	71.220	14.746
8	33	Bordeaux	211.197	4.217	60	44	Saint-Nazaire	68.947	1.461
9	42	Saint-Étienne	206.688	*r* 2.563	61	26	Valence	68.157	1.809
10	34	Montpellier	201.067	3.467	62	93	Aubervilliers	67.775	11.757
11	76	Le Havre	200.411	*r* 4.247	63	02	Saint-Quentin	65.067	2.818
12	35	Rennes	200.390	3.863	64	69	Vénissieux	64.982	4.227
13	51	Reims	181.985	3.779	65	10	Troyes	64.769	4.817
14	83	Toulon	181.405	4.188	66	56	Lorient	64.675	3.579
15	59	Lille	174.039	6.636	67	92	Rueil-Malmaison	64.545	4.314
16	29	Brest	160.355	3.152	68	92	Neuilly-sur-Seine	64.450	17.204
17	38	Grenoble	159.503	8.640	69	68	Colmar	63.764	939
18	63	Clermont-Ferrand	151.092	3.454	70	06	Antibes	63.248	2.374
19	72	Le Mans	150.331	2.797	71	08	Charleville-Mézières	61.588	1.866
20	21	Dijon	145.569	3.488	72	79	Niort	60.230	853
21	87	Limoges	144.082	1.813	73	93	Drancy	60.224	7.756
22	49	Angers	141.143	3.186	74	29	Quimper	60.162	674
23	37	Tours	136.483	3.848	75	92	Courbevoie	59.931	14.348
24	80	Amiens	136.358	2.655	76	59	Villeneuve-d'Ascq	59.868	2.168
25	30	Nîmes	129.924	768	77	83	La Seyne-sur-Mer	58.146	2.601
26	13	Aix-en-Provence	124.550	652	78	71	Chalon-sur-Saône	57.967	3.692
27	25	Besançon	119.687	1.741	79	49	Cholet	56.528	635
28	57	Metz	118.502	2.724	80	94	Ivry-sur-Seine	55.948	*r* 9.131
29	69	Villeurbanne	118.330	7.986	81	2 A	Ajaccio	55.279	659
30	14	Caen	117.119	4.438	82	73	Chambéry	54.896	2.545
31	68	Mulhouse	113.794	5.057	83	92	Antony	54.668	*r* 5.712
32	66	Perpignan	113.646	1.641	84	51	Châlons-sur-Marne	54.359	1.963
33	45	Orléans	105.589	3.738	85	60	Beauvais	54.147	1.570
34	76	Rouen	105.083	*r* 4.768	86	65	Tarbes	54.055	3.354
35	92	Boulogne-Billancourt	102.595	16.626	87	19	Brive-la-Gaillarde	54.032	1.060
36	59	Roubaix	101.886	7.680	88	36	Châteauroux	53.967	2.034
37	54	Nancy	99.307	6.417	89	92	Levallois-Perret	53.777	22.199
38	59	Tourcoing	97.121	6.380	90	53	Laval	53.766	1.472
39	95	Argenteuil	96.045	5.537	91	95	Sarcelles	53.732	6.347
40	78	Versailles	95.240	3.495	92	82	Montauban	53.147	375
41	93	Montreuil	93.394	10.467	93	94	Fontenay-sous-Bois	53.019	9.431
42	84	Avignon	91.474	1.376	94	33	Mérignac	52.785	1.065
43	93	Saint-Denis	91.275	7.349	95	90	Belfort	52.739	3.007
44	92	Nanterre	90.371	7.266	96	94	Villejuif	52.488	9.822
45	94	Vitry-sur-Seine	85.820	*r* 7.306	97	03	Montluçon	51.765	2.415
46	64	Pau	85.766	2.659	98	74	Annecy	51.593	3.660
47	86	Poitiers	82.884	1.884	99	94	Maisons-Alfort	51.591	9.492
48	94	Saint-Maur-des-Fossés	80.954	7.183	100	22	Saint-Brieuc	51.399	2.200
49	18	Bourges	79.408	1.112	101	13	Arles	50.772	67
50	92	Colombes	78.783	10.087	102	33	Pessac	50.543	1.295
51	34	Béziers	78.477	803	103	93	Épinay-sur-Seine	50.314	11.010
52	17	La Rochelle	78.231	*r* 2.668	104	16	Angoulême	50.151	*r* 2.114

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-5

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants. Métropole

Délimitations et populations de 1982

Source : INSEE (recensement de la population)

N° d'ordre	Département (1)	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1982 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	*	851	335	Paris	8.706.963	*r* 3.766
2	*	753	84	Lyon	1.220.844	*r* 1.494
3	13	701	28	Marseille	1.110.511	1.337
4	59	702	55	Lille-partie française	936.295	2.420
5	33	701	40	Bordeaux	640.012	792
6	31	701	47	Toulouse	541.271	*r* 936
7	44	701	18	Nantes	464.857	1.022
8	06	702	17	Nice	449.496	2.011
9	83	701	18	Toulon	410.393	884
10	38	701	32	Grenoble	392.021	1.304
11	76	702	29	Rouen	379.879	1.538
12	67	701	16	Strasbourg-partie française	373.470	2.184
13	59	701	57	Valenciennes-partie française	349.505	784
14	62	701	36	Lens	327.383	1.220
15	42	701	15	Saint-Étienne	317.228	1.497
16	54	701	29	Nancy	306.982	1.215
17	06	701	23	Grasse - Cannes - Antibes	295.525	866
18	37	701	20	Tours	262.786	*r* 714
19	*	752	61	Béthune	258.383	678
20	63	701	17	Clermont-Ferrand	256.189	1.417
21	76	701	13	Le Havre	254.595	*r* 1.758
22	35	701	8	Rennes	234.418	1.367
23	34	701	6	Montpellier	221.307	2.182
24	68	701	17	Mulhouse	220.613	1.139
25	45	701	19	Orléans	220.478	762
26	21	701	12	Dijon	215.865	1.480
27	*	751	31	Douai	202.366	*r* 1.001
28	29	701	7	Brest	201.145	1.009
29	51	601	5	Reims	199.388	*r* 2.501
30	49	601	10	Angers	195.859	1.014
31	*	655	12	Dunkerque	195.705	*r* 1.053
32	72	601	10	Le Mans	191.080	1.022
33	57	602	18	Metz	186.437	1.269
34	14	601	16	Caen	183.526	1.539
35	*	654	13	Avignon	174.264	610
36	87	601	7	Limoges	171.689	861
37	78	601	23	Mantes-la-Jolie	170.265	1.094
38	80	601	10	Amiens	154.498	1.381
39	57	601	12	Thionville	138.034	935
40	66	601	6	Perpignan	137.915	1.178
41	30	601	4	Nîmes	132.343	656
42	64	601	14	Pau	131.265	822
43	44	601	10	Saint-Nazaire	130.271	464
44	25	602	21	Montbéliard	128.194	914
45	*	653	12	Bayonne	127.477	727
46	13	601	2	Aix-en-Provence	126.552	612
47	10	601	14	Troyes	125.240	1.190
48	25	601	7	Besançon	120.772	1.244
49	*	652	23	Hagondange-Briey	119.669	688
50	74	601	12	Annecy	112.632	828
51	*	651	6	Valence	106.041	961
52	59	601	15	Maubeuge-partie française	105.714	897
53	56	601	4	Lorient	104.025	1.256
54	16	601	15	Angoulême	103.552	644
55	86	601	7	Poitiers	103.204	*r* 705
56	17	601	7	La Rochelle	102.143	*r* 1.249
57	62	601	7	Calais	100.823	739
58	57	501	14	Forbach-partie française	99.606	1.113
59	62	503	9	Boulogne-sur-Mer	98.566	1.159
60	73	501	15	Chambéry	96.163	720
61	18	501	4	Bourges	92.202	670
62	50	501	6	Cherbourg	85.485	1.247
63	22	501	6	Saint-Brieuc	83.900	712
64	60	503	11	Creil	82.505	*r* 1.000
65	77	502	8	Melun	82.479	1.601
66	68	501	6	Colmar	82.468	646
67	42	502	10	Saint-Chamond	82.059	612
68	42	501	9	Roanne	81.786	666
69	34	502	3	Béziers	81.347	650
70	62	502	12	Arras	80.477	995
71	71	502	10	Chalon-sur-Saône	78.064	886
72	65	501	8	Tarbes	78.056	1.062
73	28	501	8	Chartres	77.795	1.201
74	*	556	14	Belfort	76.221	939
75	13	501	3	Martigues	72.316	631
76	*	555	14	Genève (CH) - Annemasse-partie française	72.242	730
77	02	501	4	Saint-Quentin	71.887	1.761
78	30	501	11	Alès	70.180	378
79	03	502	6	Montluçon	67.963	576
80	08	501	7	Charleville-Mézières	67.694	952
81	36	501	4	Châteauroux	66.851	387
82	*	554	6	Brive-la-Gaillarde	64.301	523
83	03	501	9	Vichy	63.501	557
84	51	501	5	Châlons-sur-Marne	63.061	843
85	60	502	11	Compiègne	62.778	514
86	79	501	2	Niort	61.959	660
87	41	501	6	Blois	61.049	552
88	83	501	3	Fréjus	60.289	276
89	81	501	6	Albi	60.181	629
90	24	501	7	Périgueux	59.716	464
91	58	501	5	Nevers	59.274	560
92	06	501	9	Menton - Monaco-partie française	59.198	803
93	34	501	3	Sète	58.865	911
94	47	501	10	Agen	58.288	370
95	29	501	1	Quimper	56.907	674
96	53	501	2	Laval	55.984	844
97	59	501	7	Armentières-partie française	55.913	602
98	60	501	4	Beauvais	55.817	796
99	77	501	7	Meaux	55.797	991
100	49	501	1	Cholet	55.524	635
101	27	501	4	Évreux	54.654	932
102	2 A	501	1	Ajaccio	54.089	659
103	62	501	10	Saint-Omer	53.748	594
104	01	501	5	Bourg-en-Bresse	53.463	522
105	*	553	2	Arles	52.547	66
106	45	501	7	Montargis	51.954	461
107	88	501	6	Épinal	51.495	534
108	71	501	6	Montceau-les-Mines	51.290	275
109	*	552	8	Elbeuf	51.083	852
110	82	501	1	Montauban	50.682	375
111	2 B	501	4	Bastia	50.596	1.019
112	*	551	10	Villefranche-sur-Saône	50.143	632

(1) Un astérisque (*) dans la colonne indique que l'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.

TABLEAU A.01-6

Les communes par tranche de population. Métropole

Recensement de 1982

Source : INSEE

Tranche de population (population totale avec doubles comptes)	Nombre de communes	%	Population correspondante (avec doubles comptes)	%
1.000.000 d'habitants et plus	1	0,1	2.188.918	4,0
500.000 à moins de 1.000.000 habitants	1		878.689	1,6
200.000 — 500.000 —	10		2.630.495	4,8
100.000 — 200.000 —	24		3.233.050	5,8
50.000 — 100.000 —	68	0,2	4.503.062	8,1
30.000 — 50.000 —	123	0,3	4.750.661	8,6
20.000 — 30.000 —	162	0,4	3.952.251	7,2
10.000 — 20.000 —	412	1,2	5.693.608	10,3
9.000 — 10.000 —	84	0,2	792.663	1,4
6.000 — 9.000 —	426	1,2	3.126.571	5,7
5.000 — 6.000 —	307	0,9	1.669.461	3,0
4.000 — 5.000 —	398	1,1	1.776.537	3,2
3.500 — 4.000 —	270	0,7	1.005.750	1,8
3.000 — 3.500 —	399	1,1	1.287.909	2,3
2.500 — 3.000 —	549	1,5	1.497.164	2,7
2.000 — 2.500 —	786	2,2	1.741.156	3,1
1.500 — 2.000 —	1.291	3,5	2.221.605	4,0
1.000 — 1.500 —	2.480	6,8	3.005.953	5,4
700 — 1.000 —	2.850	7,8	2.356.533	4,3
500 — 700 —	3.602	9,9	2.112.230	3,8
400 — 500 —	2.390	6,6	1.061.027	1,9
300 — 400 —	3.656	10,0	1.265.801	2,3
200 — 300 —	5.077	13,9	1.249.917	2,3
100 — 200 —	6.989	19,2	1.032.085	1,9
50 — 100 —	3.025	8,3	227.331	0,4
Moins de 50 habitants	(1) 1.053	2,9	36.212	0,1
dont : *moins de 10 habitants*	(1) *25*	*0,07*	*128*	ε
Ensemble	**36.433**	**100**	**55.296.639**	**100**

(1) Dont 4 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-7

Zones de peuplement industriel ou urbain de plus de 100.000 habitants. Métropole

Délimitations et population de 1982

Source : INSEE (recensement de la population)

Numéro d'ordre	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1982 (sans doubles comptes)
1	Paris	Ville de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne, Oise, Loiret, Eure	1.263	10.210.059
2	Lyon	Rhône, Isère, Ain, Loire	271	1.533.305
3	Marseille	Bouches-du-Rhône, Var	57	1.227.901
4	Lille	Nord	122	1.117.347
5	Côte d'Azur	Alpes-Maritimes, Var	107	865.492
6	Bordeaux	Gironde	166	843.411
7	Toulouse	Haute-Garonne	153	648.267
8	Bassin houiller Ouest	Pas-de-Calais, Nord	144	629.507
9	Strasbourg	Bas-Rhin	186	613.380
10	Rouen	Seine-Maritime, Eure	251	596.504
11	Nantes	Loire-Atlantique, Maine-et-Loire	58	558.814
12	Saint-Étienne	Loire, Haute-Loire, Rhône	102	547.729
13	Nancy	Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse	331	517.382
14	Bassin sidérurgique de Lorraine du Nord	Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse	262	506.731
15	Grenoble	Isère, Savoie	157	500.341
16	Toulon	Var	33	446.501
17	Bas-Escaut	Nord	128	442.092
18	Mulhouse	Haut-Rhin	229	414.499
19	Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme	115	376.915
20	Rennes	Ille-et-Vilaine	79	373.902
21	Bassin houiller lorrain	Moselle, Bas-Rhin	212	330.860
22	Montpellier	Hérault, Gard	64	321.798

TABLEAU A.01-7 (*suite et fin*)

Zones de peuplement industriel ou urbain de plus de 100.000 habitants. Métropole

Délimitations et population de 1982

Source : INSEE (recensement de la population)

Numéro d'ordre	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1982 (sans doubles comptes)
23	Avignon	Vaucluse, Gard, Bouches-du-Rhône	50	321.128
24	Tours	Indre-et-Loire	61	320.001
25	Caen	Calvados	200	317.333
26	Amiens	Somme, Pas-de-Calais	253	304.126
27	Brest	Finistère	46	298.419
28	Le Havre	Seine-Maritime	62	292.253
29	Dijon	Côte-d'Or	160	290.543
30	Orléans	Loiret	64	273.232
31	Choletais	Maine-et-Loire, Vendée, Loire-Atlantique, Deux-Sèvres	112	270.005
32	Dunkerque	Nord, Pas-de-Calais	55	269.124
33	Le Mans	Sarthe	64	264.921
34	Scarpe	Nord, Pas-de-Calais	74	247.822
35	Angers	Maine-et-Loire	47	246.919
36	Metz	Moselle	134	243.541
37	Reims	Marne, Aisne	86	237.979
38	Montbéliard - Héricourt - Delle	Doubs, Territoire de Belfort, Haute-Saône	191	230.416
39	Limoges	Haute-Vienne	41	226.441
40	Bayonne - Côte basque	Pyrénées-Atlantiques, Landes	52	224.659
41	Valence	Drôme, Ardèche	60	210.236
42	Lorient	Morbihan	34	207.468
43	Étang-de-Berre	Bouches-du-Rhône	18	205.448
44	Saint-Nazaire	Loire-Atlantique, Morbihan	41	203.962
45	Perpignan	Pyrénées-Orientales	32	199.704
46	Besançon	Doubs, Haute-Saône, Jura	179	199.427
47	Sambre	Nord	105	188.277
48	Nîmes	Gard	33	183.899
49	Haute vallée de la Moselle	Vosges, Meurthe-et-Moselle	117	182.794
50	Pau	Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées	71	182.775
51	Troyes	Aube	120	174.597
52	Charleville-Mézières	Ardennes	107	169.425
53	Colmar	Haut-Rhin	96	169.266
54	Compiègne - Noyon	Oise, Aisne	156	161.443
55	Poitiers	Vienne	47	156.396
56	Bourges	Cher	72	156.361
57	Cambrésis	Nord, Aisne, Pas-de-Calais	98	154.181
58	Angoulême - La Rochefoucauld	Charente	67	151.607
59	Roanne	Loire, Rhône	64	149.119
60	Chambéry	Savoie	51	148.343
61	Genève (Suisse) [partie française]	Haute-Savoie, Ain	86	147.515
62	La Rochelle	Charente-Maritime	43	145.074
63	Aix-en-Provence	Bouches-du-Rhône	11	142.729
64	Annecy	Haute-Savoie	53	141.610
65	Belfort - Lure	Territoire de Belfort, Haute-Saône, Haut-Rhin	115	139.773
66	Boulogne-sur-Mer	Pas-de-Calais	44	137.300
67	Saint-Quentin	Aisne	101	132.431
68	Saint-Brieuc	Côtes-du-Nord	32	130.172
69	Le Creusot	Saône-et-Loire	38	127.156
70	Alès	Gard, Lozère, Ardèche	74	126.642
71	Chalon-sur-Saône - Chagny	Saône-et-Loire, Côte-d'Or	68	125.466
72	Arras	Pas-de-Calais	95	124.601
73	Nevers	Nièvre, Cher	68	124.473
74	Auxerre - Joigny	Yonne	95	122.569
75	Béziers	Hérault	24	121.978
76	Tarbes	Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques, Gers	79	116.450
77	Castres - Mazamet	Tarn, Hérault, Aude	49	114.427
78	Beauvais	Oise, Seine-Maritime	104	114.344
79	Calais	Pas-de-Calais	22	113.771
80	Arles	Bouches-du-Rhône, Gard	22	113.678
81	La Côte varoise	Var	20	112.214
82	Bourgoin - Pont-de-Beauvoisin	Isère, Savoie, Ain	83	106.379
83	Chartres	Eure-et-Loir	56	105.888
84	Évreux	Eure	123	104.525
85	Quimper	Finistère	19	100.588
86	La vallée du Loing	Loiret, Seine-et-Marne	52	100.386

TABLEAU A.01-8

Superficie des principales îles et des principaux lacs

Métropole

Sources : Direction générale des Impôts (service du Cadastre) ou bureau des Longitudes

Unité : km²

Ile	Superficie	Lac	Superficie
Corse	8.720	Le Bourget (Savoie)	45
Oléron	175	Grand-Lieu (Loire-Atlantique)	37
Belle-Ile	90	Annecy (Haute-Savoie)	27
Ré	85	Aiguebelette (Savoie)	5,4
Noirmoutier	48	Saint-Point (Doubs)	4,0
Yeu	23	Gérardmer (Vosges)	1,2
Ouessant	15		
Groix	14		

TABLEAU A.01-9

Altitude des principaux sommets de plus de 2.500 mètres. Métropole (1).

Source : Bureau des longitudes — *Unité :* Mètre

Massif et sommet	Altitude
Alpes	
Zone des massifs centraux :	
Sommet du Mont Blanc	4.807
Dôme du Goûter (signal)	4.331
Aiguille des Grandes-Jorasses	4.208
Barre des Écrins (Pelvoux)	4.102
Aiguille du Géant	4.013
Grande Meije (Pelvoux)	3.983
Pelvoux (signal)	3.955
Mont Dolent	3.823
Crête des Grandes Rousses	3.468
Aiguille d'Olan (Pelvoux)	3.383
Pic de Rochebrune	3.324
Le Vieux Chaillol (Champsaur)	3.163
Les Grands Mulets (hôtellerie)	3.051
Mont Clapier	3.045
Tinibras	3.031
Le Roignais	3.001
Grand Pic de Belledonne	2.981
Brévent	2.525
Alpes (suite)	
Régions intra-alpines :	
Pointe de la Grande-Casse (Vanoise)	3.850
Mont Pourri ou Thuria (Vanoise)	3.779
Aiguille de la Grande Sassière	3.747
Les Trois Becs (Levanna)	3.640
Grandes Pareis ou la Bessanese	3.615
Aiguille d'Arves	3.510
Aiguille de Chambeyron	3.411
Grand Mont Cenis	3.320
Mont Thabor (pic)	3.204
Chaberton	3.130
Mont Pelat	3.051
Visoulet	3.030
Euchastrayes	2.956
Perron des Encombres	2.828
Préalpes :	
Mont Buet	3.099
Mont Mounier	2.817
Tête de l'Obiou	2.793
Pointe Percée	2.752
Corse	
Mont Cinto	2.706
Mont Rotondo	2.622
Pyrénées	
Pic de Vignemale	3.298
Pic de Marboré	3.253
Pic Long	3.132
Pic d'Aubert (Néouvielle)	3.091
Pic de Montcalm	3.080
Pic Carlitte	2.921
Puigmal	2.910
Pic du Midi d'Ossau	2.884
Pic du Midi (de Bagnères ou de Bigorre)	2.872
Pic de Montvallier	2.839
Mont Canigou	2.784
Pic de Ger	2.612
Pic d'Anie	2.504

(1) Le Massif central culmine au Puy de Sancy à 1.886 mètres.

TABLEAU A.01-10

Altitude des principaux cols. Métropole

Source : Bureau des longitudes — *Unité :* Mètre

Massif et col	Altitude
Alpes	
Zone des massifs centraux :	
Col du Géant (cabane)	3.369
Col du Galibier	2.645
Col de la Seigne	2.513
Col du Bonhomme	2.483
Col de Balme	2.205
Col de Tende (route)	1.870
Régions intra-alpines :	
Tunnel de la Traversette (chemin)	2.950
Col de l'Iseran	2.762
Col d'Agnel	2.699
Col de la Vanoise	2.527
Régions intra-alpines (suite) :	
Col de Fréjus	2.450
Col du Mont-Cenis	2.083
Col du Lautaret	2.058
Col de Larche	1.991
Col de la Madeleine	1.984
Col du Mont-Genèvre	1.849
Col de l'Échelle	1.790
Sillon alpin :	
Col Bayard	1.248
Préalpes :	
Col des Aravis	1.498
Col de la Croix-Haute	1.177
Pyrénées	
Brèche de Roland	2.804
Col du Tourmalet	2.115
Col de Puymorens	1.915
Col de la Perche	1.577
Col de Roncevaux	1.090
Jura	
Col de la Faucille	1.320
Col de Saint-Cergue	1.232
Col de Jougne	1.010
Vosges	
Col du Ballon	1.178
Col de la Schlucht	1.139

TABLEAU A.01-11

Longueur des principaux cours d'eau (1). Métropole

Source : Bureau des longitudes — *Unité :* Km

Bassin et cours d'eau	Longueur	Bassin et cours d'eau	Longueur	Bassin et cours d'eau	Longueur	Bassin et cours d'eau	Longueur
Bassin de l'Escaut		*Bassin de la Loire*		*Bassin du Rhin*		*Bassin du Rhône* (suite)	
Escaut	430	Loire	1.020	Rhin (frontière)	190	Argens	115
Lys	214	Allier	410	Ill	208	Var	120
Scarpe	100	Cher	350	Moselle	550	Hérault	160
		Indre	265	Meurthe	170	Aude	220
		Vienne	350			Têt	120
Bassin de la Garonne		Creuse	255			*Bassin de la Seine*	
Garonne	575	Mayenne (avec Maine)	195			Seine	776
Ariège	170	Sarthe	285	*Bassin du Rhône*		Aube	248
Tarn	375	Vilaine	225	Rhône	812	Marne	525
Aveyron	250	Blavet	140	Ain	200	Oise	302
Lot	480	Rance	110	Saône	480	Aisne	280
Dordogne	472	Vire	120	Doubs	430	Yonne	293
Adour	335	Orne	152	Ardèche	120	Loing	166
Charente	360	*Bassin de la Meuse*		Isère	290	Eure	225
Sèvre Niortaise	150	Meuse	950	Drôme	110	Rille (ou Risle)	140
		Sambre	190	Durance	305	Somme	245

(1) A l'exception du Rhin (fleuve frontière), c'est la longueur totale du cours d'eau qui est indiquée, même dans le cas où il ne coule pas entièrement sur le territoire français.

TABLEAU A.01-12

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer

Sources : Bureau des longitudes; INSEE

Territoire	Superficie en km²	Population			Chef-lieu	Population	
		Année de recensement	Effectifs (milliers)	Densité au km²		Année de recensement	Effectifs (milliers)
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE ET TERRITOIRES							
Mayotte	374	1978	47,2	126,2	Dzaoudzi	1978	4,1
Nouvelle-Calédonie	19.058	1983	145,4	7,6	Nouméa	1976	56,1
Polynésie française (1)	4.000	1983	145,4	36,3	Papeete	1977	23,5
Wallis et Futuna	255	1983	12,4	48,6	Mata-Utu	1976	0,6

(1) Polynésie française, îles habitées 3.265 km², densité : 36,5.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Annuaire du Bureau des longitudes.
- Recensement général de la population de 1982 (les ouvrages mentionnés ci-dessous portent sur les chiffres de la population légale et certaines données qui leur ont été associées) :

— volume *Population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes;*
— brochure *Tableaux statistiques de population légale. Population légale des communes de plus de 2.000 habitants;*
— fascicules départementaux *Population légale et statistiques communales complémentaires (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).* Dans ces fascicules figurent notamment la superficie et la densité de population de chaque commune, canton et arrondissement de la métropole;
— volume *Villes et agglomérations urbaines, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975);*
— volume *Les zones de peuplement industriel ou urbain, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).*

- Recensement général de la population de 1982 dans les départements d'outre-mer :

— Réunion;
— Saint-Pierre et Miquelon;
— Martinique;
— Guadeloupe;
— Guyane.

- Recensement de la population de 1983 dans les territoires d'outre-mer :

— Nouvelle-Calédonie et dépendances;
— Wallis et Futuna;
— Polynésie française.

Chapitre A.02

Climatologie

Définitions

· *Température*

La température indiquée est celle prise sous abri à 1,50 m au-dessus du sol. La *température minimum quotidienne* est la plus basse qui ait été observée entre 18 heures TU (1) la veille et 18 heures le jour. La *température maximum quotidienne* est la plus haute température entre 6 heures TU le jour et 6 heures le lendemain.

· *Gelée*

Jour de gelée : toute journée au cours de laquelle la température minimum a été inférieure ou au plus égale à 0° C sous abri.

· *Durée d'insolation*

La durée d'insolation (durée pendant laquelle l'éclat du soleil est suffisant pour porter des ombres au sol, soit 100 watts par mètre carré), exprimée en heures, est mesurée au moyen d'un héliographe Campbell.

· *Jour de précipitations*

Est considérée comme jour de précipitations toute journée où la quantité d'eau de précipitations recueillie dans le pluviomètre correspond à une hauteur d'au moins 0,1 mm. Ne sont pas considérés comme précipitations les brouillards et condensations entraînant un dépôt d'eau dans le pluviomètre.

· *Précipitations*

Les précipitations sont mesurées de 6 heures TU le jour à 6 heures le lendemain, entre autres au moyen du pluviomètre plastique à lecture directe dont la surface de réception a 4 dm^2 et est placée à 1 m au-dessus du sol. Une hauteur d'eau de 1 mm équivaut pratiquement à 1 litre par mètre carré ou 10 m^3 à l'hectare.

· *Humidité relative*

Rapport entre la quantité de vapeur d'eau de l'air et celle qu'aurait l'air s'il était saturé (brouillard). L'humidité relative moyenne quotidienne est la moyenne des huit rapports ainsi observés toutes les 3 heures.

1. On donne le nom de temps universel (TU) au temps civil du méridien de Greenwich; ce temps civil est compté de 0 heure à 24 heures à partir de minuit.
Le temps légal en France métropolitaine est celui du temps universel + 1 heure (« heure d'hiver »); à la Réunion, + 4 heures; à la Guadeloupe, à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, — 4 heures; à la Guyane, — 3 heures; à Mayotte, + 3 heures; en Nouvelle-Calédonie, + 11 heures; en Polynésie, — 10 heures; à Wallis et Futuna, — 12 heures.

TABLEAU A.02-1

Principales caractéristiques météorologiques (métropole)

Source : Météorologie nationale

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Insolation : heure

	Normale (1)	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
AUXERRE (Aérodrome) Lat. 47° 48′ N — Long. 3° 33′ E — Alt. 207 m												
Température :												
Moyenne (2)	10,8	10,2	10,5	11,2	10,8	11,4	11,1	10,4	10,5	10,2	10,8	12,0
Minimum absolu	///	— 10,0	— 11,1	— 3,5	— 7,8	— 8,9	— 7,0	— 6,9	— 11,8	— 9,9	— 6,8	— 6,2
Maximum absolu	///	31,0	34,3	38,8	36,8	36,8	29,5	33,4	32,6	34,0	35,0	34,9
Gelée (nombre de jours)	67	42	81	28	62	65	43	54	65	67	63	38
Précipitations :												
Hauteur	643	647	645	716	607	480	874	696	847	677	847	703
Nombre de jours	159	163	158	204	171	142	202	179	193	187	206	186
Insolation (durée totale)	1.842	1.677	1.836	1.632	1.801	2.047	1.586	1.623	1.524	1.561	1.472	1.818
BORDEAUX (Mérignac) Lat. 44° 50′ N — Long. 0° 42′ W — Alt. 47 m												
Température :												
Moyenne (2)	12,5	12,1	12,2	12,6	12,7	13,1	12,8	12,6	12,6	12,2	13,3	13,6
Minimum absolu	///	— 4,4	— 6,8	— 3,6	— 8,9	— 5,2	— 5,2	— 6,4	— 5,0	— 6,3	— 4,4	— 3,1
Maximum absolu	///	33,9	34,9	35,3	38,3	36,8	30,0	33,3	32,9	32,4	36,1	38,2
Gelée (nombre de jours)	44	30	65	24	38	50	27	27	31	43	35	12
Précipitations :												
Hauteur	900	791	788	922	780	1.018	960	892	1.185	916	990	1.158
Nombre de jours	162	181	171	206	148	165	173	176	191	174	188	186
Insolation (durée totale)	2.076	1.914	2.235	1.952	2.119	2.261	2.048	2.133	1.926	2.032	2.044	2.038
CLERMONT-FERRAND (Aulnat) Lat. 45° 48′ N — Long. 3° 09′ E — Alt. 329 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,0	10,7	10,7	10,9	10,4	10,8	10,8	10,3	10,7	10,0	10,8	11,8
Minimum absolu	///	— 9,4	— 10,1	— 6,2	— 13,5	— 10,1	— 9,6	— 13,2	— 14,1	— 14,2	— 11,4	— 8,2
Maximum absolu	///	32,0	34,6	39,5	35,7	34,4	29,4	34,1	32,4	36,3	35,1	36,1
Gelée (nombre de jours)	74	50	92	50	86	84	59	77	72	77	74	56
Précipitations :												
Hauteur	563	631	507	618	545	705	782	473	765	583	750	526
Nombre de jours	132	153	145	175	151	141	167	164	172	164	171	159
Insolation (durée totale)	1.899	1.893	2.085	1.818	1.919	2.202	1.682	1.818	1.859	1.845	1.748	1.930
DIJON (Longvic) Lat. 47° 16′ N — Long. 5° 05′ E — Alt. 222 m												
Température :												
Moyenne (2)	10,6	10,4	10,6	11,1	10,7	11,4	11,1	10,2	10,7	10,0	10,7	11,2
Minimum absolu	///	— 11,0	— 12,7	— 5,0	— 8,9	— 10,0	— 8,3	— 7,1	— 11,3	— 9,3	— 7,4	— 6,4
Maximum absolu	///	30,9	33,0	34,7	34,0	34,9	29,3	32,2	33,2	32,0	32,1	33,6
Gelée (nombre de jours)	69	55	92	34	63	63	39	61	55	69	62	52
Précipitations :												
Hauteur	739	564	528	703	782	610	1.041	663	868	639	1.002	857
Nombre de jours	147	152	144	198	168	139	197	162	184	172	184	164
Insolation (durée totale)	1.934	1.832	1.956	1.729	1.841	2.152	1.632	1.759	1.746	1.709	1.664	1.884
LILLE (Lesquin) Lat. 50° 34′ N — Long. 3° 06′ E — Alt. 44 m												
Température :												
Moyenne (2)	9,9	9,4	9,8	10,3	10,2	10,5	10,0	9,5	9,2	9,6	10,0	10,4
Minimum absolu	///	— 9,0	— 9,2	— 3,5	— 6,6	— 9,8	— 4,5	— 12,4	— 16,4	— 8,8	— 7,0	— 19,5
Maximun absolu	///	29,5	31,9	30,7	35,0	35,8	30,2	29,6	29,8	30,8	30,2	32,5
Gelée (nombre de jours)	61	40	61	21	49	63	45	59	74	52	55	43
Précipitations :												
Hauteur	637	697	534	899	774	481	754	643	784	789	884	736
Nombre de jours	171	173	167	217	188	151	207	191	203	188	212	183
Insolation (durée totale)	1.641	1.601	1.794	1.645	1.641	1.940	1.604	1.468	1.488	●	1.364	1.637
LYON (Bron) Lat. 45° 43′ N — Long. 4° 57′ E — Alt. 200 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,5	11,1	10,8	11,8	11,5	11,8	11,5	11,0	11,5	10,9	11,5	12,6
Minimum absolu	///	— 4,8	— 10,0	— 3,5	— 7,9	— 10,0	— 7,5	— 9,0	— 9,6	— 10,1	— 7,7	— 6,0
Maximum absolu	///	33,3	33,2	37,1	35,6	35,8	29,9	33,8	35,8	34,1	33,9	36,3
Gelée (nombre de jours)	63	53	79	25	53	63	36	59	60	64	61	35
Précipitations												
Hauteur	813	818	679	799	941	754	1.170	681	914	562	916	903
Nombre de jours	145	155	141	179	158	137	194	160	196	158	168	154
Insolation (durée totale)	2.036	1.869	2.109	1.866	1.886	2.264	1.831	1.899	1.943	1.850	1.831	1.933
MONTPELLIER (Fréjorgues) Lat. 43° 35′ N — Long. 3° 58′ E — Alt. 5 m												
Température :												
Moyenne (2)	13,8	13,8	14,0	14,0	14,0	14,1	14,2	14,0	14,5	13,8	14,2	15,1
Minimum absolu	///	— 3,3	— 8,0	— 2,0	— 5,4	— 6,5	— 3,6	— 4,9	— 4,8	— 6,2	— 6,4	— 3,2
Maximum absolu	///	34,0	34,8	34,0	33,7	34,1	31,6	33,5	33,7	35,6	36,2	37,0
Gelée (nombre de jours)	38	19	52	18	30	28	17	18	30	29	42	14
Précipitations :												
Hauteur	709	1.004	531	707	610	1.001	681	733	914	520	587	575
Nombre de jours	88	126	69	103	92	106	109	108	90	89	89	99
Insolation (durée totale)	2.079	2.507	2.964	2.575	2.675	2.722	2.442	2.692	2.768	2.669	2.673	2.629

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1931-1960 (1951-1970 pour l'insolation). — (2) La moyenne de température est égale à la moyenne arithmétique des 2 moyennes : T*n*, moyenne des minima quotidiens et T*x*, moyenne des maxima quotidiens.

TABLEAU A.02-1 *(suite)*

Principales caractéristiques météorologiques (métropole)

Source : Météorologie nationale

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Insolation : heure

	Normale (1)	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
NANCY (Tomblaine) Lat. 48° 42′ N — Long. 6° 13′ E — Alt. 212 m												
Température :												
Moyenne (2)	9,6	8,8	9,4	10,2	9,9	10,1	10,1	9,1	9,4	9,0	9,7	10,2
Minimum absolu	///	— 11,6	— 19,0	— 4,1	— 8,7	— 19,0	— 8,8	— 11,6	— 14,7	— 12,3	— 13,6	— 12,7
Maximum absolu	///	30,1	32,2	33,5	32,4	35,2	29,5	31,9	31,5	31,0	31,1	32,1
Gelée (nombre de jours)	82	89	104	34	71	85	54	77	74	79	82	74
Précipitations :												
Hauteur	712	733	624	781	643	536	953	703	954	773	911	913
Nombre de jours	161	161	175	214	180	145	203	182	181	182	208	180
Insolation (durée totale)	1.633	1.633	1.811	1.502	1.659	1.953	1.423	1.496	1.495	1.429	1.542	1.843
NANTES (Aérodrome) Lat. 47° 10′ N — Long. 1° 37′ W — Alt. 26 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,8	11,3	11,8	11,9	11,9	12,5	11,8	11,6	11,3	11,0	12,3	12,9
Minimum absolu	///	— 6,8	— 4,5	— 3,2	— 4,8	— 5,6	— 5,3	— 7,8	— 7,1	— 8,2	— 4,1	— 2,3
Maximum absolu	///	30,3	33,4	34,1	36,5	36,7	30,4	28,4	32,2	31,0	32,6	36,2
Gelée (nombre de jours)	44	21	43	22	36	37	31	36	51	43	34	15
Précipitations :												
Hauteur	782	764	553	815	660	669	879	763	941	769	961	970
Nombre de jours	168	186	142	192	160	150	191	163	189	175	180	188
Insolation (durée totale)	1.901	1.738	2.026	2.017	1.979	2.142	1.806	1.999	1.864	1.832	1.748	1.982
NICE (Aérodrome) Lat. 43° 39′ N — Long. 7° 12′ E — Alt. 5 m												
Température :												
Moyenne (2)	15,0	14,9	14,4	14,9	15,1	15,0	15,2	15,1	15,4	14,8	15,4	16,1
Minimum absolu	///	— 1,6	— 2,7	2,4	1,2	— 0,1	2,1	0,0	— 0,3	— 0,2	— 1,2	1,7
Maximum absolu	///	30,5	31,1	31,3	31,1	29,9	28,0	32,5	30,8	30,5	31,3	32,0
Gelée (nombre de jours)	3	—	1	—	—	2	—	1	1	—	3	—
Précipitations :												
Hauteur	862	1.090	710	761	1.024	939	968	795	1.204	538	551	533
Nombre de jours	86	117	73	93	110	117	104	85	99	77	88	86
Insolation (durée totale)	2.779	2.443	2.982	2.804	2.691	2.562	2.592	2.631	2.682	2.619	2.640	2.660
PARIS (Montsouris) Lat. 48° 49′ N — Long. 2° 20′ E — Alt. 75 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,5	10,8	11,7	12,0	11,8	12,5	11,8	11,1	11,1	11,2	11,8	12,4
Minimum absolu	///	— 7,2	— 4,2	— 0,4	— 4,5	— 6,2	— 3,7	— 8,0	— 12,7	— 5,1	— 3,1	— 6,6
Maximum absolu	///	30,1	32,7	34,0	35,7	35,4	29,0	30,1	32,1	31,3	31,9	32,8
Gelée (nombre de jours)	41	15	23	5	18	27	23	34	39	30	25	18
Précipitations :												
Hauteur	619	740	579	668	659	417	717	743	729	690	746	700
Nombre de jours	162	286	155	195	159	144	184	178	182	170	197	173
Insolation (durée totale)	1.814	1.780	1.961	1.762	1.832	2.043	1.755	1.629	1.621	1.639	1.485	1.708
RENNES (Aérodrome) Lat. 48° 04′ N — Long. 1° 43′ W — Alt. 35 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,3	10,8	11,2	11,5	11,5	12,0	11,5	11,2	10,9	10,7	11,5	12,1
Minimum absolu	///	— 6,4	— 4,7	— 3,9	— 4,1	— 5,0	— 4,8	— 7,7	— 7,9	— 7,1	— 5,6	— 4,6
Maximum absolu	///	30,1	33,8	31,2	36,1	36,3	30,5	29,6	31,1	30,8	31,5	33,4
Gelée (nombre de jours)	42	21	57	17	32	37	32	39	57	44	36	22
Précipitations :												
Hauteur	669	599	568	704	556	550	634	700	711	622	870	821
Nombre de jours	168	188	166	195	160	153	197	182	196	183	200	192
Insolation (durée totale)	1.835	1.689	1.960	1.808	1.972	2.129	1.903	1.838	1.809	1.785	1.607	1.895
ROUEN (Rouvray) Lat. 49° 23′ N — Long. 1°11′ E — Alt. 68 m												
Température :												
Moyenne (2)	10,3	9,4	9,7	9,9	9,9	10,5	9,8	9,3	9,2	9,3	9,9	10,4
Minimum absolu	///	— 10,3	— 7,3	— 4,7	— 8,0	— 8,9	— 5,8	— 10,1	— 12,2	— 9,1	— 5,5	— 11,2
Maximum absolu	///	27,7	31,6	30,9	33,3	34,4	28,2	26,3	30,5	28,7	29,5	30,5
Gelée (nombre de jours)	61	38	76	29	50	59	43	58	71	63	58	45
Précipitations :												
Hauteur	680	688	610	988	732	480	807	772	926	930	1.024	914
Nombre de jours	167	176	209	230	176	154	147	199	207	190	227	201
Insolation (durée totale)	1.694	1.597	1.783	1.637	1.761	1.979	1.583	1.526	1.497	1.563	1.430	1.787
TOURS (Aérodrome) Lat. 47° 27′ N — Long. 0° 43′ E — Alt. 108 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,2	10,6	10,8	11,2	11,1	11,8	11,2	10,9	11,1	10,9	12,2	12,1
Minimum absolu	///	— 8,0	— 7,2	— 3,7	— 4,8	— 5,0	— 4,7	— 5,0	— 6,7	— 7,2	— 3,1	— 3,0
Maximum absolu	///	31,1	33,9	35,8	37,6	36,7	29,1	30,8	32,1	32,5	33,9	33,3
Gelée (nombre de jours)	52	32	75	25	46	49	39	47	45	45	30	21
Précipitations :												
Hauteur	670	519	528	606	636	550	776	725	808	757	723	774
Nombre de jours	157	165	149	197	162	134	186	164	183	179	189	181
Insolation (durée totale)	1.859	1.718	2.003	1.961	1.863	2.150	1.728	1.755	1.712	1.701	1.592	1.811

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1931-1960 (1951-1970 pour l'insolation). — (2) La moyenne de température est égale à la moyenne arithmétique des 2 moyennes : T*n*, moyenne des minima quotidiens et T*x*, moyenne des maxima quotidiens.

TABLEAU A.02-2

Principales caractéristiques (outre-mer)

Source : Météorologie nationale

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Humidité relative : en %
Insolation : heure

		(1)	(2)	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Départements d'outre-mer														
GUADELOUPE (Raizet) Lat. 16° 16′ N — Long. 61° 31′ W — Alt. 7 m														
Température :														
Minimum absolu	*h*	13,0	15,5	16,0	16,7	15,8	14,8	16,8	16,0	15,8	15,9	18,3	16,2	
Maximum absolu	*h*	32,8	32,8	33,0	32,9	33,0	33,0	33,0	33,6	32,8	33,3	33,8	32,9	
Précipitations :														
Hauteur	*f*	1.874	1.971	995	1.806	1.614	1.656	1.626	1.735	2.236	1.559	2.490	1.662	
Nombre de jours	*f*	242	271	245	263	251	258	261	251	234	247	257	249	
Humidité relative moyenne	*h*	81	79	77	78	80	80	77	82	83	81	84	81	
Insolation (3)	*h*	2 721	2.687	2.769	2.784	2.756	2.733	2.771	2.825	2.641	2.865	2.694	2.666	
GUYANE (Cayenne-Rochambeau) Lat. 4° 50′ N — Long. 52° 22′ W — Alt. 8 m														
Température :														
Minimum absolu	*h*	17,2	20,0	20,0	20,0	19,2	18,3	19,6	18,5	20,0	19,5	19,8	19,8	
Maximum absolu	*h*	34,6	32,9	32,7	33,1	32,6	33,7	32,8	32,6	33,0	33,5	32,9	32,7	
Précipitations :														
Hauteur	*f*	3.583	3.896	4.060	4.011	3.576	5.429	3.731	3.500	3.615	3.618	3.620	3.483	
Nombre de jours	*f*	251	283	289	277	286	271	286	271	262	271	267	259	
Humidité relative moyenne	*h*	86	88	87	87	87	87	82	87	87	87	87	85	
Insolation (3)	*k*	2.277	2.080	2.071	2.100	2.134	2.114	2.162	2.144	2.229	2.185	2.303	2.105	
MARTINIQUE (Fort-de-France-Desaix) Lat. 14° 37′ N — Long. 61° 04′ W — Alt. 144 m														
Température :														
Minimum absolu	*h*	17,3	19,3	19,0	19,1	18,4	17,9	20,0	20,0	19,0	19,0	19,5	19,2	
Maximum absolu	*h*	32,8	31,5	32,6	32,2	32,5	31,8	31,7	32,6	32,6	32,0	32,2	32,3	
Précipitations :														
Hauteur	*d*	1.950	2.036	976	1.553	1.794	1.691	1.630	1.807	2.075	1.911	2.380	2.333	
Nombre de jours	*d*	262	301	239	264	280	291	281	281	258	257	251	262	
Humidité relative moyenne	*h*	81	81	78	81	80	83	79	84	84	81	83	77	
Insolation (3)	*h*	2.905	2.865	2.970	3.025	3.050	2.988	3.012	3.115	2.857	2.970	2.871	2.738	
RÉUNION (Saint-Denis-Gillot) Lat. 20° 54′ S — Long. 55° 31′ E — Alt. 10 m														
Température :														
Minimum absolu	*i*	12,8	15,2	14,6	14,5	14,6	15,3	15,0	15,0	14,0	14,8	14,0	14,2	
Maximum absolu	*i*	33,8	32,3	32,8	31,0	31,9	31,7	33,5	32,3	32,7	32,7	32,7	31,8	
Précipitations :														
Hauteur	*i*	1.541	2.117	1.418	2.153	1.308	1.964	1.824	1.452	1.749	2.541	1.550	2.365	
Nombre de jours	*i*	183	183	180	216	167	170	185	172	154	175	185	201	
Humidité relative moyenne	*i*	73	77	75	75	74	75	72	72	73	75	77	79	
Insolation (3)	*i*	2.652	2.510	2.688	2.504	2.673	2.734	2.695	2.800	2.646	2.755	2.670	2.508	
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (Saint-Pierre) Lat. 46° 46′ N — Long. 56° 10′ W — Alt. 3 m														
Température :														
Minimum absolu	*b*	- 18,4	- 17,4	- 12,2	- 15,6	- 18,7	- 13,3	- 12,2	- 11,8	- 15,1	- 13,6	- 11,1	- 17,0	
Maximum absolu	*b*	28,4	21,8	22,0	22,3	21,9	22,0	23,1	22,7	21,4	23,0	23,4	21,1	
Précipitations :														
Hauteur	*b*	1.394	1.220	1.309	1.181	1.003	1.207	1.036	1.131	1.261	1.430	1.353	1.094	
Nombre de jours	*b*	195	211	190	185	184	197	199	197	206	224	209	212	
Humidité relative moyenne	*h*	83	84	85	82	83	83	82	83	85	82	84	85	
Insolation (3)	*f*	1.470	1.412	1.411	1.404	1.484	1.380	1.535	1.512	1.346	1.363	1.307	1.497	
Collectivités territoriales et territoires d'outre-mer														
MAYOTTE (Dzaoudzi-Pamanzi) Lat. 12° 49′ S — Long. 45° 17′ E — Alt. 5 m														
Température :														
Minimum absolu	*h*	15,6	17,7	15,8	16,6	17,0	18,0	18,8	17,4	16,7	18,5	17,9	18,6	
Maximum absolu	*h*	35,0	32,9	32,2	32,2	32,4	32,0	33,0	32,0	32,9	32,0	32,0	32,2	
Précipitations :														
Hauteur	*h*	1.235	1.221	1.480	1.434	1.016	1.269	1.235	1.472	1.113	1.487	1.480	1.029	
Nombre de jours	*h*	114	120	128	140	112	115	122	140	125	140	105	111	
Humidité relative moyenne	*h*	83	81	81	83	81	80	82	81	76	82	78	80	
Insolation (3)	*k*	2.886	2.893	2.957	2.879	3.025	3.037	3.078	2.837	2.972	2.895	2.939	3.048	
NOUVELLE-CALÉDONIE (Nouméa) Lat. 22° 17′ S — Long. 166° 27′ E — Alt. 70 m														
Température :														
Minimum absolu	*e*	13,2	14,7	15,6	15,0	15,3	14,6	14,5	13,8	14,0	14,1	13,7	13,9	
Maximum absolu	*e*	35,3	33,5	35,3	33,7	33,2	34,1	32,2	35,7	33,8	35,2	34,2	34,4	
Précipitations :														
Hauteur	*a*	1.056	1.197	729	1.108	1.295	1.022	765	937	972	894	1.070	1.039	
Nombre de jours	*c*	135	180	139	153	171	165	172	169	157	173	165	181	
Humidité relative moyenne	*g*	75	76	74	75	78	76	76	76	76	75	76	76	
Insolation (3)	*h*	2.562	2.591	2.913	2.596	2.391	2.491	2.515	2.627	2.542	2.656	2.696	2.619	

(1) Période de référence des observations, soit : *a.* 1903-1970; *b.* 1933-1970; *c.* 1936-1970; *d.* 1941-1970; *e.* 1948-1970; *f.* 1949-1970; *g.* 1950-1970; *h.* 1951-1970; *i.* 1953-1970; *j.* 1958-1970; *k.* 1961-1970. — (2) Nouvelles statistiques établies, depuis 1973, sur les périodes de la colonne 1. — (3) Durée annuelle de l'insolation en heures.

TABLEAU A.02-2 *(suite et fin)*

Principales caractéristiques météorologiques (outre-mer)

Source : Météorologie nationale

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Humidité relative : en %
Insolation : heure

	(1)	(2)	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
POLYNÉSIE (Papeete-Faa) Lat. 17° 33′ S — Long. 149° 37′ W — Alt. 1,4 m													
Température :													
Minimum absolu	*j*		14,9	16,1	17,5	16,0	16,3	16,1	16,4	17,5	17,2	17,9	17,2	15,9
Maximum absolu	*j*		33,3	32,4	32,8	31,8	32,6	31,8	33,4	32,4	34,0	32,3	32,7	33,0
Précipitations :														
Hauteur	*j*		1.795	941	1.321	1.774	1.271	1.134	1.110	1.688	2.052	1.726	2.249	2.267
Nombre de jours	*j*		135	115	141	166	148	123	115	143	142	155	159	163
Humidité relative moyenne	*j*		78	80	78	77	76	75	76	77	80	80	79	77
Insolation (3)	*j*		2.627	2.816	2.727	2.594	2.730	2.922	2.745	2.661	2.583	2.773	2.560	2.761
WALLIS ET FUTUNA (4) (Hihifo) Lat. 13° 14′ S — Long. 176° 10′ W — Alt. 26 m														
Température :														
Minimum absolu	●	●		18,8	20,5	18,5	20,4	19,8	19,0	18,4	18,8	20,3	19,9	19,5
Maximum absolu	●	●		31,6	32,0	31,5	32,0	31,5	32,0	31,8	31,7	32,1	32,1	32,0
Précipitations :														
Hauteur	●	●		4.049	3.506	2.751	3.490	3.381	2.905	3.520	3.558	3.464	4.225	3.918
Nombre de jours	●	●		246	286	247	271	241	225	264	262	260	275	250
Humidité relative moyenne	●	●		83	85	84	84	84	83	84	84	85	86	84
Insolation (3)	●	●		2.545	2.525	2.863	2.700	2.567	2.394	2.288	2.596	2.377	2.246	2.316

(1) Période de référence des observations soit : *a.* 1903-1970; *b.* 1933-1970; *c.* 1936-1970; *d.* 1941-1970; *e.* 1948-1970; *f.* 1949-1970; *g.* 1950-1970; *h.* 1951-1970; *i.* 1953-1970; *j.* 1958-1970; *k.* 1961-1970. — (2) Nouvelles statistiques établies, depuis 1973, sur les périodes de la colonne 1. — (3) Durée annuelle de l'insolation en heures. — (4) Précédemment Aka-Aka (lat. 13° 16′ S — long. 176° 08′ W — alt. 11 m); la station a été transférée à Hihifo, depuis 1971.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Secrétariat d'État chargé des Transports; Direction de la météorologie; Service météorologique métropolitain; Division documentation, 2, avenue Rapp, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : 555.95.02, poste 2062.

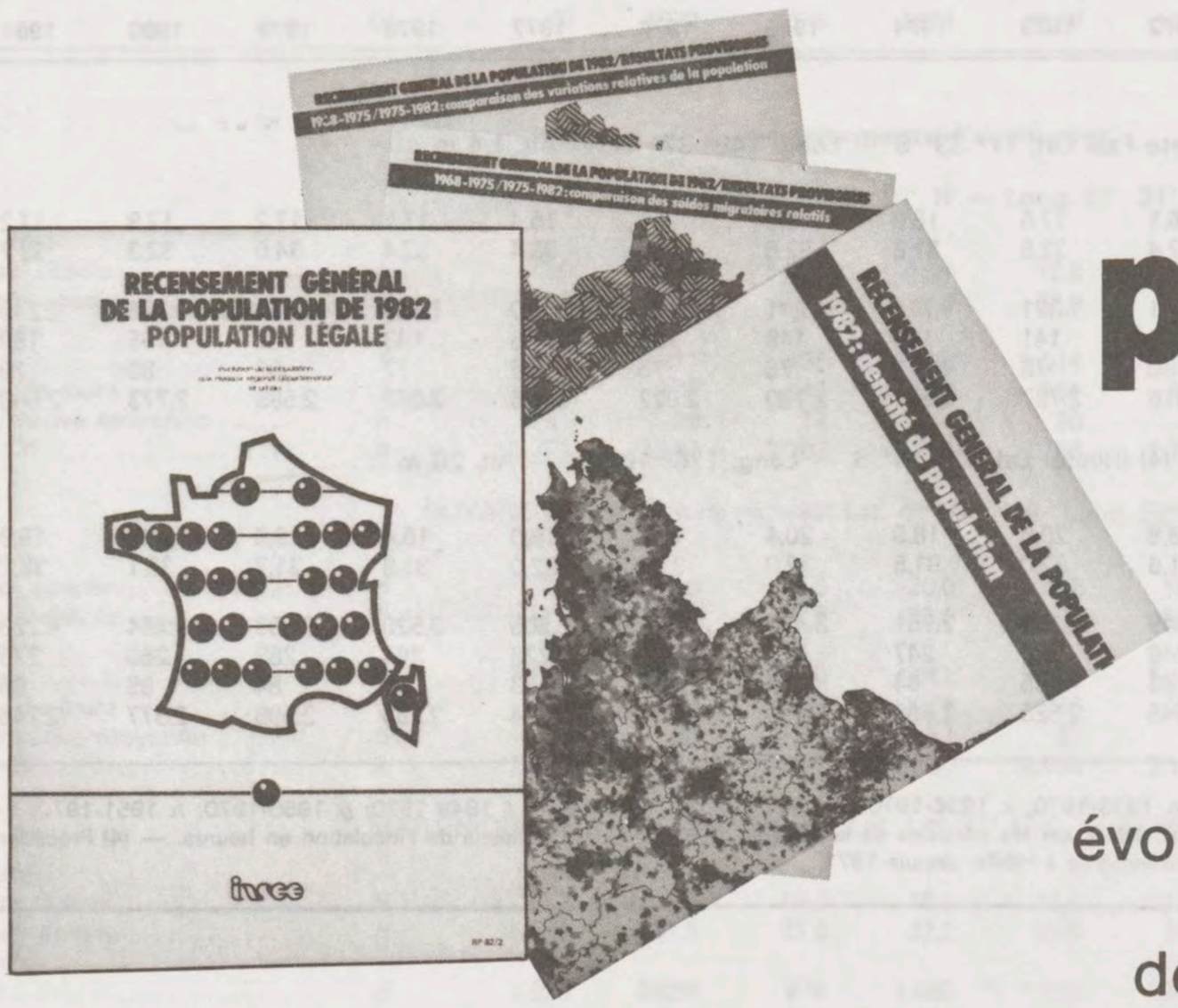
Publications :

— *Bulletin quotidien de renseignements;*
— *Bibliographie signalétique hebdomadaire sélectionnée;*
— *Résumé mensuel du temps en France*
comprenant :
  — 36 bulletins décadaires d'observations quotidiennes pour 100 stations françaises;
  — 12 bulletins mensuels fournissant les caractéristiques météorologiques du mois;
  — 1 bulletin annuel;
— *Bulletin pluviométrique mensuel;*
— *Mét. Mar. (études de météorologie marine) trimestriel;*
— *Bibliographie météorologique (annuel).*

Divers :

— *Annales météorologiques de la France d'outre-mer* (période 1961-1970) :
  Tome 1. — Départements et territoires français de l'Amérique,
  Tome 2. — Départements et territoires français de l'océan Indien et de l'Antarctique,
  Tome 3. — Territoires français de l'océan Pacifique;
— *Mémorial;*
— *Monographies;*
— *Atlas climatiques de la France;*
— *Le climat de la France, par. R. Arlery.*

RECENSEMENT DE LA POPULATION 1982



population légale

évolution de la population aux niveaux régional, départemental et urbain

Ce fascicule présente :

- le texte du décret authentifiant les résultats du Recensement de 1982 et ses annexes (population des départements et des régions).
- la liste des communes de plus de 10 000 habitants avec leur population légale (par ordre décroissant).
- un article « renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ? » qui analyse les premiers résultats du Recensement de la Population.
- **un ensemble de cartes** illustrant la répartition de la population sur le territoire et ses variations entre 1975 et 1982 au niveau de l'arrondissement ou de la commune (ex. : variations relatives de la population entre 1975 et 1982 au niveau communal). Ces cartes viennent compléter la série déjà parue dans le fascicule « premières estimations » et qui donnait des indications sur la variation de population aux niveaux régional ou départemental.

Le fascicule **« population légale - évolution de la population aux niveaux régional, départemental et urbain »** sous jaquette, format 21 × 29,7. 35 F.
Les cartes peuvent être vendues séparément : 2 cartes, format 21 × 29,7. 4 F l'une.
3 cartes, grand format, 10 F l'une.

Autres publications du Recensement disponibles : les **fascicules bleus** départementaux, 7 F l'unité. Ces fascicules donnent la population légale par arrondissement, canton et commune. Le fascicule **« premières estimations »** sous jaquette, format 21 × 29,7. 30 F.

CONSULTATION-VENTE P 477

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Chapitre A.03

Environnement

1. Le territoire

2. La faune et la flore

3. L'air

4. Les eaux continentales

5. La mer

6. Les déchets

7. Les dépenses en faveur de l'environnement

Dans ce chapitre, la notion d'environnement est restreinte à l'environnement naturel, c'est-à-dire à l'ensemble des milieux physiques et des écosystèmes qui constituent la biosphère. En particulier sont exclus les aspects de l'environnement ayant trait au cadre et aux conditions de vie des Français, d'autant que certains d'entre eux sont traités dans d'autres chapitres de cet annuaire. Par contre une large place est accordée aux interactions entre les activités humaines et l'environnement. Ce sont en effet les prélèvements de ressources et les émissions de résidus, induits par les activités de production et de consommation, qui déterminent l'évolution des différents éléments de l'environnement naturel : biotopes et biocénoses, sol, air, eaux continentales et marines. Dans la mesure où elle touche à la fois l'ensemble des activités humaines et les conditions de vie des français, l'appréciation de l'état de l'environnement apporte une dimension horizontale et qualitative à la compréhension de l'évolution économique et sociale du pays, même si l'appareil statistique sur lequel elle s'appuie reste encore dans certains domaines très rudimentaire. Les données de ce chapitre sont principalement extraites du « Rapport annuel sur l'état de l'environnement » publié par le ministère de l'Environnement.

1. Le territoire

11. Utilisation du territoire

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace.

Les données fournies proviennent de l'enquête « Utilisation du territoire », réalisée annuellement par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du *ministère de l'Agriculture,* à partir d'un échantillon permanent de 300.000 points. Le tableau 1 ci-après fournit la répartition physique du territoire, en fonction notamment de la nature du couvert végétal.

12. Protection de l'espace

La protection de l'espace répond à des objectifs variés : gestion de l'occupation du sol, aménagement de l'espace, maîtrise de l'urbanisation, conservation des terrains agricoles et des milieux naturels. Les procédures mises en place afin de répondre à ces différents objectifs sont nombreuses et complémentaires. Leur vocation est soit générale (documents d'urbanisme), soit spécifique (réserves naturelles). Leur intérêt est soit national (parcs nationaux), soit local (zones naturelles des plans d'occupation des sols). Enfin le degré de protection est variable selon les procédures. Ainsi le tableau 2 distingue les protections fortes (zones totalement inconstructibles) des protections légères ou spécifiques.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Environnement (division des statistiques).

Parmi les différents types d'instrument de protection de l'espace, on retiendra en particulier :

121. Les documents d'urbanisme

Sans reprendre ici l'ensemble des documents et procédures d'urbanisme, il convient de citer :

— le *Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme* (SDAU) qui fixe les orientations fondamentales de l'aménagement pour des groupes de communes;

— le *Plan d'occupation des sols* (POS), document d'urbanisme opposable aux tiers, qui fixe les règles d'utilisation des sols pour l'ensemble d'un territoire communal.

Le territoire couvert par le POS est divisé en zones traduisant les affectations dominantes du sol prévues par le plan. On distingue les zones U (urbaines) et les zones N (naturelles). En particulier, pour assurer la conservation d'un espace non aménagé, on peut utiliser la classification suivante (tableau 3) :

— les zones NC où, en raison de la valeur agronomique ou économique (du sol ou du sous-sol), les constructions sont interdites, à l'exception de celles liées et nécessaires à l'activité agricole ou à la richesse exploitée;

— les zones ND, où les constructions sont interdites en raison de la qualité du site et en vue de sa préservation contre d'éventuels risques de nuisances.

En l'absence de Plan d'occupation des sols, les communes ont la possibilité d'établir, en accord avec le commissaire de la République des POS simplifiés, qui représentent l'application pour la commune du règlement national d'urbanisme. Contrairement aux Plans d'occupation des sols, les POS simplifiés ne sont pas opposables aux tiers.

La procédure de ZEP (Zone d'environnement protégé) permet de contrôler l'affectation de l'espace en tenant compte de l'agriculture, des équilibres écologiques et des paysages. Elle n'est appliquée qu'en l'absence de POS, toutefois, cette procédure disparaîtra au profit des POS avec la mise en œuvre de la décentralisation de l'urbanisme.

122. Les périmètres sensibles

Les périmètres sensibles (procédure créée par le décret n° 59-768 du 26 juin 1959) sont délimités dans les départements nécessitant une protection spéciale en raison de l'intérêt de leurs sites et paysages (littoral, montagne, secteurs fragiles) et permettent :

— la perception d'une taxe départementale d'espaces verts;

— l'acquisition d'espaces naturels en vue de leur ouverture au public (notamment grâce à la délimitation de zones de préemption à l'intérieur des périmètres sensibles);

— la délimitation de zones de protection également incluses dans les périmètres sensibles où l'utilisation du sol est réglementée. Elle concerne les territoires non couverts par un document d'urbanisme.

123. Les parcs naturels régionaux
(tableau 4)

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les parcs naturels régionaux ont pour objectif :

— de préserver et de mettre en valeur un patrimoine naturel et culturel;

— de favoriser le maintien et le développement de l'activité économique et sociale notamment par des actions concertées d'aménagement et de développement;

— de développer l'accueil, les activités de détente et d'initiation à la nature.

Le parc est créé à l'initiative de la région qui élabore la Charte constitutive du parc et la soumet ensuite à l'agrément du ministère de l'Environnement. La Charte doit définir : l'organisme de gestion et de réalisation, le plan du parc et ses limites, les dispositions juridiques à mettre en œuvre, le programme des équipements à réaliser, le plan de financement des équipements et de la gestion.

124. Les sites
(tableau 5)

Certains sites, dont la conservation ou la préservation présente, d'un point de vue artistique, historique ou autre, un intérêt général, font l'objet d'une protection particulière organisée par la loi du 2 mai 1930 modifiée par la loi du 28 décembre 1967.

On distingue deux niveaux de protection :

— le *classement* est une procédure de protection stricte qui soumet toute intervention (construction, modification ou destruction) sur le site à l'autorisation préalable expresse du ministre de l'Urbanisme, du Logement et des Transports. Le classement est institué par arrêté ministériel (1), ou, en cas de litige avec les personnes concernées, par décret en Conseil d'État;

— *l'inscription sur l'inventaire des sites* est un mode de protection atténué des sites, qui intervient à l'initiative de la Commission départementale des sites après avis du Conseil municipal. L'inscription comporte essentiellement obligation pour les propriétaires de faire la déclaration préalable de leurs travaux autres qu'agricoles auprès du commissaire de la République, quatre mois à l'avance.

125. Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), créé par la loi du 10 juillet 1975, est un établissement public chargé de mener une politique d'acquisitions foncières et de sauvegarder les espaces naturels dans les cantons du littoral et les communes bordant les grands lacs. Les terrains acquis par le Conservatoire sont voués à être maintenus dans leur état naturel.

126. Les Parcs nationaux
(tableau 6)

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les Parcs nationaux sont de grandes étendues rurales et naturelles (en particulier de montagne) qui méritent une protection rigoureuse. Ils assurent, pour la vie et l'agrément de générations actuelles et futures, la préservation de certains éléments majeurs du patrimoine naturel de la Nation. Les mesures de protection peuvent concerner trois types de zones :

— la *zone centrale* dans laquelle est interdite « toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune, de la flore et plus généralement d'altérer le caractère naturel du parc »;

---

1. Ministère de l'Environnement pour les sites naturels.

— les *réserves intégrales :* protection encore renforcée dans une zone particulière dans un but scientifique;
— la *zone périphérique* où le développement des activités (en particulier le tourisme) est possible dans le cadre d'un programme d'ensemble à caractère social, économique et culturel coordonné avec le programme État-Région.

127. Les réserves naturelles
(tableau 7)

Instituées par les lois du 2 mai 1930 (modifiée) et du 10 juillet 1976, les réserves naturelles ont pour but d'assurer la protection, la conservation et la gestion d'espaces naturels de haute valeur écologique et en particulier de milieux naturels devenus rares ou particulièrement menacés, présentant un intérêt spécifique sur le plan scientifique. Les mesures de protection très strictes sont adaptées à chaque cas particulier : elles visent à permettre une gestion du milieu naturel en fonction d'un objectif de sauvegarde, mais sans pour autant éliminer les activités traditionnelles compatibles avec cette protection.

2. La faune et la flore

On ne dispose pas d'appareil statistique permanent pour recenser les populations de 120.000 espèces animales et plus de 4.200 espèces végétales présentes en France. La prise de conscience récente des menaces qui pèsent sur bon nombre d'espèces animales et végétales a toutefois conduit à entamer la réalisation d'inventaires de faune et de flore dont la plupart sont encore inachevés. Généralement, les inventaires sont dits qualitatifs, c'est-à-dire relatifs à l'existence d'espèces par sources géographiques; mais quelques-uns comportent également des quantifications approximatives. La centralisation des données est en cours au Secrétariat de la faune et de la flore (Muséum national d'histoire naturelle), où une banque de données informatisées a été créée. D'ores et déjà sont disponibles des résultats pour un grand nombre d'espèces. Des éléments plus synthétiques ont déjà été élaborés en ce qui concerne les vertébrés supérieurs et les espèces végétales.

La conservation de la faune et de la flore passe également par la protection des espèces menacées et des milieux naturels.

En ce qui concerne la protection des espèces (tableau 8), la plus grande partie des espèces animales sauvages rares ou menacées est aujourd'hui intégralement protégée par un certain nombre d'arrêtés publiés entre 1978 et 1982. La réglementation de la chasse, de la pêche, de la cueillette et de la commercialisation concourent également à cet objectif.

En matière de protection des biotopes, outre les parcs nationaux et les réserves naturelles, il convient de citer les réserves de chasse, les réserves de pêche ainsi que les réserves maritimes, approuvées ou libres.

3. L'air

La *pollution atmosphérique* est un phénomène complexe qui peut se manifester par de fortes variations dans l'espace et dans le temps. En ce qui concerne les résultats de mesures, les différences de situations existant entre les diverses agglomérations sont difficiles à apprécier parfaitement en raison d'une certaine hétérogénéité inévitable des réseaux de mesures. La présentation de moyennes annuelles par ville, qui ne rend compte ni de ces disparités, ni des variations saisonnières ou géographiques, a toutefois l'intérêt de permettre des comparaisons entre des années sucessives, et donc de déterminer les tendances d'évolution pour chaque ville.

Le tableau 10 concerne une des pollutions les plus importantes : l'*acidité forte,* indicateur de la pollution par le SO^2, produit par les foyers domestiques ou industriels. Il convient toutefois de se rappeler qu'il existe d'autres formes de pollution dont il n'est pas rendu compte ici, notamment les fumées noires, le *monoxyde de carbone* produit par les moteurs à explosion, les poussières spécifiques et les polluants gazeux divers, produits par les procédés industriels.

Les moyennes annuelles de pollution atmosphérique sont établies à partir des relevés journaliers des appareils de mesure de la pollution atmosphérique qui sont centralisés dans une banque de données gérée par la sous-direction de la pollution de l'air du ministère de l'Environnement. A la suite des résultats de mesure sont présentées des données concernant les émissions de polluants (tableaux 11 et 12). Il convient de souligner que ces résultats ne proviennent pas de mesures mais d'estimations, réalisées annuellement par le CITEPA *(centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique).*

4. Les eaux continentales

41. La qualité des eaux superficielles

La connaissance de l'état de la qualité des eaux en France résulte de nombreux travaux effectués localement par les services de l'État et les Agences financières de bassin. En outre, en application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, des campagnes ont lieu tous les 5 ans sur l'ensemble du pays pour caractériser les niveaux de qualité des eaux des rivières et des canaux. Ces campagnes se sont déroulées en 1971 et 1976. Une nouvelle campagne a eu lieu en 1981. Entre ces périodes quinquennales, la qualité des eaux est suivie d'une manière permanente sur un nombre de points qui a augmenté chaque année : de 95 en 1971, il est de 205 en 1982. Les points constituent un réseau de surveillance de lieux caractéristiques d'une dégradation de la qualité.

Ce sont les résultats de ces points de mesure qui sont présentés (tableau 13). Ils ont fait l'objet d'un traitement statistique, par application de la circulaire du 29 juillet 1971 relative à la préparation des décrets d'objectifs de qualité des cours d'eau qui distingue cinq classes de qualité selon les usages que doivent satisfaire les rivières.

· *Classe 1 A*

Elle caractérise les *eaux exemptes de pollution.*

· *Classe 1 B*

D'une *qualité légèrement moindre,* ces eaux peuvent néanmoins satisfaire tous les usages.

· *Classe 2*

La qualité est *passable* : suffisante pour l'irrigation, les usages industriels, la production d'eau potable après un traitement poussé. L'abreuvage des animaux est généralement toléré. Le poisson y vit normalement mais sa reproduction peut être aléatoire. Les loisirs liés à l'eau y sont possibles lorsqu'ils ne nécessitent que des contacts exceptionnels avec elle.

· *Classe 3*

La qualité est *médiocre* : juste apte à l'irrigation, au refroidissement et à la navigation. La vie piscicole peut subsister dans ces eaux, mais cela est aléatoire en période de faibles débits ou de fortes températures.

· *Hors classe*

Eaux dépassant la valeur maximale tolérée en classe 3 pour un ou plusieurs paramètres. Elles sont considérées comme *inaptes à la plupart des usages* et peuvent constituer une menace pour la santé publique et l'environnement.

En conséquence, pour chacune des classes, des valeurs maximales sont fixées à chacun des paramètres. On admet qu'on attribue à une eau la classe qui est donnée par le (ou les) paramètre(s) le (les) plus défavorable(s). Cette classe est celle qui, d'après les valeurs, est atteinte par au moins 10 % des plus mauvaises mesures de ce paramètre.

Le tableau 13 qui distingue d'une part, la qualité des eaux du point de vue des matières oxydables et d'autre part, la qualité des eaux du point de vue de la minéralisation et des toxiques, donne l'évolution du nombre de points de mesure dans chacune des classes de qualité indiquées ci-dessus.

42. Les prélèvements d'eau

Le tableau 14 donne une estimation des prélèvements et des consommations nettes d'eau par les différents secteurs économiques.

Les grands barrages français (tableau 15), d'abord réalisés à des fins purement hydroélectriques, sont conçus aujourd'hui dans le cadre plus général de l'aménagement des ressources en eau.

43. La lutte contre la pollution

La politique de gestion et d'amélioration de la qualité des eaux se développe à partir de 3 principaux modes d'intervention : la surveillance des milieux, le contrôle des activités et l'incitation économique.

Trois paramètres sont retenus pour apprécier les émissions de pollution dans l'eau :

1. *Poids de matières en suspension* (MES) en kilogrammes;

2. *Poids d'oxygène nécessaire à la décomposition des matières oxydables* (MO) contenues dans l'eau. Les quantités sont calculées en tenant compte de la demande chimique en oxygène (DCO) et de la demande biochimique en oxygène pendant cinq jours (DBO_5) en appliquant la formule suivante :

$$\text{pollution (kg)} = \frac{DCO + 2\ DBO_5}{3}$$

Pour la pollution domestique (pollution des collectivités locales), les quantités de pollution (MES et MO) sont souvent données en équivalents habitants :
Un *équivalent habitant* correspond à 90 g/jour de matières en suspension et 57 g/jour de matières oxydables, soit en tout 147 g de ces matières.

3. Quantités de substances inhibitrices ou toxiques, mesurées par des tests de *toxicité sur la daphnie* ou puce d'eau. La toxicité est exprimée en kilo équitox/jour de matières inhibitrices. Une eau contient un équitox par mètre cube si, dans les conditions de l'essai, elle immobilise 50 % d'une population de daphnies.

Le tableau 16 indique la pollution nette rejetée et la pollution retirée par les industries pour chacun de ces paramètres. Les données sont établies chaque année par le Service de l'environnement industriel (ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions), à partir des assiettes de redevances des Agences financières de bassin.

Le tableau 17 indique le poids relatif des émissions nettes des différentes branches d'activités par rapport à la pollution industrielle des eaux.

Le tableau 18 rend compte de la pollution des collectivités locales, des capacités des stations d'épuration et de la pollution éliminée.

5. La mer

La surveillance de la qualité du milieu marin se heurte à plusieurs difficultés inhérentes à la nature du domaine étudié :
— difficulté de réaliser des mesures dans un milieu aux caractéristiques biochimiques complexes;
— difficulté d'apprécier les flux de pollution en provenance de la terre (pollution tellurique);
— difficulté enfin de gérer un patrimoine commun à l'ensemble des nations.

51. La qualité des eaux marines

La mesure de la qualité des eaux s'effectue à partir de deux types d'opérations continues de surveillance :
— une surveillance générale des différents composants du milieu (eau, sédiments, matière vivante) dans le cadre du Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin (RNO);
— une surveillance particulière de la qualité des eaux de baignade sur l'ensemble des plages françaises.

511. Le Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin
(tableau 19)

Mis en place en 1974 par le ministère chargé de l'Environnement, avec l'appui scientifique et technique du CNEXO, le Réseau national d'observation s'articule autour

de 18 zones de surveillance comportant chacune plusieurs stations hydrographiques sur lesquelles sont effectués des prélèvements selon des fréquences variables en fonction des paramètres étudiés. Ils donnent lieu à la réalisation, par des laboratoires spécialisés et sous la direction scientifique du CNEXO, d'analyses sur l'eau, la matière vivante et les sédiments.

L'hétérogénéité du milieu marin et la diversité des usages actuels ou potentiels conduisent à faire porter les efforts sur trois types de zones :

— les zones manifestement soumises à des apports importants d'agents exogènes (grands estuaires, zones industrialo-portuaires);
— les zones représentant un intérêt biologique ou hydrographique particulier (zones conchylicoles, baies, rades);
— des zones *a priori* indemnes de toute pollution servant de zones témoins.

Parmi les nombreux paramètres mesurés (50 environ) le tableau 19 indique les moyennes (sur l'année 1982) des résultats de mesure pour les hydrocarbures, les diphényls polychlorés (PCB), le mercure et le cadmium, ainsi que les concentrations admissibles correspondantes.

512. La salubrité des plages
(tableau 20)

La surveillance de la qualité des eaux de baignade s'effectue à partir du réseau de surveillance de la qualité bactériologique des plages du littoral français mis en place en 1972 par le ministère chargé de la Santé en liaison avec le ministère chargé de l'Environnement.

Conformément à une directive du 8 décembre 1975 du Conseil des communautés européennes, le principe du contrôle sanitaire repose principalement sur la réalisation d'analyses d'eau comprenant la recherche de germes-tests.

52. Les sources de pollution

La pollution du milieu marin provient de sources multiples :

— les *déversements* volontaires ou accidentels *de navires* (en particulier hydrocarbures);
— les *pollutions transportées par les fleuves,* très importantes, mais difficilement quantifiables;
— les *pollutions en provenance du littoral* : pollution domestique des communes littorales et pollution industrielle en provenance des complexes industrialo-portuaires.

521. La pollution des communes littorales
(tableaux 21, 22)

Les chiffres indiqués proviennent de la Direction de la prévention des pollutions (ministère de l'Environnement).

La *pollution brute* est calculée à partir de la population des communes littorales : en hiver, population sédentaire; en été, population de pointe.

La *pollution nette* est la pollution rejetée par une population équivalente après épuration.

Le tableau 22 donne l'évolution des capacités des stations d'épuration et du nombre d'habitants raccordés.

522. La pollution industrielle
(tableau 23)

Les chiffres proviennent du dépouillement des redevances de la pollution pour les entreprises des communes littorales (voir définitions dans le paragraphe consacré à la pollution de l'eau). Ils correspondent à la pollution nette, c'est-à-dire à la pollution effectivement rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectifs.

6. Les déchets

61. Les déchets des ménages
(tableaux 24 et 25)

14 millions de tonnes d'ordures ménagères doivent être éliminées en France chaque année (soit en moyenne 270 kg/habitant/an).

Elles sont constituées par 50 % d'emballages environ (cartons, bouteilles, boîtes de conserves...). A ce tonnage viennent s'ajouter environ 1.500.000 tonnes de déchets encombrants.

Le tableau 24 donne l'évolution en pourcentage de la population bénéficiant d'un système de collecte et de traitement des ordures ménagères.

Pour le traitement des déchets des ménages, plusieurs procédés sont habituellement utilisés (tableau 25) :

— la *décharge contrôlée,* dans laquelle les ordures sont mises en couches successives sur un terrain dont les caractéristiques évitent tout risque de pollution. Les déchets peuvent être compactés ou non, et éventuellement broyés au préalable;
— le *compostage* a pour but de transformer une partie des ordures en compost utilisable pour l'amendement des sols agricoles;
— l'*incinération sans récupération d'énergie* consiste à brûler les ordures dans des fours spéciaux adaptés à leurs caractéristiques;
— l'*incinération avec récupération d'énergie* permet, pour les usines de grande capacité et lorsqu'il existe des débouchés suffisants, de récupérer de la chaleur qui peut être vendue à une compagnie de chauffage urbain ou à des industries proches. Dans certains cas, on produit simultanément de l'électricité;
— le *traitement mixte* combine le procédé de *compostage* et celui de l'*incinération* des produits non compostables.

62. Les déchets industriels
(tableau 26)

Les déchets industriels peuvent être schématiquement classés en deux groupes :

— les déchets industriels « banals » assimilables aux ordures ménagères;
— les déchets industriels « spéciaux » qui peuvent être à l'origine d'atteintes particulières à l'environnement en cas de mauvaise élimination. Au sein de cette catégorie, il convient de distinguer :
· les déchets ne nécessitant pas un traitement spécifique et dont la mise en décharge, moyennant certaines conditions, constitue pour certains d'entre eux une solution acceptable;

· les déchets toxiques et dangereux dont l'élimination doit être assurée grâce à la mise en œuvre de moyens adaptés.

Les principales filières d'élimination des déchets industriels spéciaux toxiques sont actuellement : l'incinération, les traitements physico-chimiques et la mise en décharge contrôlée. Les installations collectives de traitement ont été créées pour les établissements industriels ne disposant pas de capacité interne de traitement. On distingue (tableau 26) :

— les centres collectifs polyvalents pour l'incinération ou les traitements physico-chimiques;
— les centres collectifs spécialisés adaptés au traitement et à la revalorisation de déchets industriels spécifiques (huiles, fluides d'usinage, solvants, acides, bains métalliques, etc.).

63. La récupération des déchets
(tableau 27)

Dans le contexte général de lutte contre le gaspillage des matières premières et de protection de l'environnement contre les pollutions, un des objectifs des pouvoirs publics est de développer l'utilisation de technologies propres, et la récupération.

Les déchets solides constituent en fait un important gisement de matériaux, ils doivent donc être considérés comme une ressource qui peut trouver plusieurs types d'utilisation :

— le *recyclage* proprement dit, par réincorporation dans le processus de fabrication permettant de générer le même produit;
— la *réutilisation*, par réincorporation dans un autre processus de fabrication afin d'obtenir un nouveau produit;
— le *réemploi*, qui consiste à prolonger la période d'utilisation du produit destiné à l'abandon par son détenteur.

Bien qu'encore trop peu développée, la récupération est organisée pour certains produits et matériaux contenus dans les déchets en vue du recyclage ou de la réutilisation par l'industrie (tableau 27).

7. Les dépenses en faveur de l'environnement

Le tableau 28, tiré du Rapport sur l'état de l'environnement, a été réalisé par la Mission des études économiques, des statistiques et du plan du ministère de l'Environnement. Il constitue un essai d'établissement d'un bilan des dépenses pour l'environnement réalisées par l'ensemble des agents en France, complétant par des estimations les postes n'ayant pas encore, à ce jour, fait l'objet d'un chiffrement précis. Ce bilan doit, par conséquent, être utilisé avec la plus grande précaution.

Les dépenses sont ventilées en dépenses d'investissement et de fonctionnement; certaines dépenses de renouvellement de matériels ont été comptabilisées en investissements.

Les défenses en faveur de l'environnement sont présentées en distinguant les actions suivantes :

· Eau :
— mobilisation de la ressource : barrages, hydraulique agricole, alimentation en eau potable (stations de traitement des eaux potables, grands transferts d'eau, réservoirs, réseaux de distribution, installations d'alimentation en eau, forages, pompages, traitement de l'eau...), défense contre les eaux et la mer...,
— lutte contre les pollutions :

· Air : bruits, déchets : lutte contre les pollutions et nuisances provenant du système de production-consommation;

· Protection du patrimoine écologique : parcs nationaux, défense des forêts contre l'incendie, protection contre l'érosion, protection de la flore et de la faune, réserves naturelles, fixation des dunes;

· Amélioration du cadre de vie : parcs naturels régionaux, parcs et jardins péri-urbains, espaces verts, rues piétonnes, équipements piscicoles et cynégétiques, initiation à la nature, protection des sites naturels, aménagements de forêts.

TABLEAU A.03-1

Répartition du territoire métropolitain

Sources : Ministère de l'Agriculture. SCEES (Statistique annuelle et enquête utilisation du territoire)
Ministère de l'Environnement. État de l'environnement 1984

Catégories	1948		*p* 1983	
	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%
Terres arables (1)	18.949	34,4	17.663	32,1
Superficies toujours en herbe	12.302	22,3	12.565	22,9
Autres superficies agricoles utilisées	2.131	3,8	1.360	2,5
Peupleraies et bois et forêts (2)	11.100	20,2	14.594	26,6
Territoire agricole non cultivé	6.036	11,0	2.746	5,0
Territoire non agricole	4.586	8,3	(3) 5.991	10,9
Total (4)	**55.104**	**100**	**54.919**	100

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs. — (2) Progression en partie apparente. — (3) Dont sols artificialisés : 2.968 milliers d'hectares. — (4) Cadastre en 1948, planimétrage IGN en 1983.

TABLEAU A.03-2

Evolution de la superficie des espaces protégés entre 1978 et 1983 (France métropolitaine)

Sources : Ministère de l'Environnement. État de l'environnement 1984
(Mission des études économiques, des statistiques et du Plan). Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports

	1978		1983	
	Superficie en km²	% du total des espaces non aménagés	Superficie en km²	% du total des espaces non aménagés
Total France métropolitaine (Planimétrage IGN)	549.192	100	549.192	100
dont : Espaces protégés :				
Réserves naturelles	369	0,1	565	0,1
Forêts publiques	17.531	3,2	17.440	3,2
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)	51	ε	240	ε
Parcs nationaux (zone centrale)	2.767	0,5	3.433	0,6
Zones ND des POS (1)	18.420	3,4	43.808	8,0
Sites classés (2)	1.856	0,3	2.100	0,4
Acquisitions dans les périmètres sensibles	—	ε	66	ε
Total brut des protections fortes	*40.994*	*7,5*	*67.652*	*12,3*
Zone NC des POS (1)	26.327	4,8	69.820	12,7
Forêts communales, sectionnales, affectées et soumises à l'article L. 224.6	24.600	4,5	25.280	4,6
Total brut des zones agricoles ou forestières protégées	*50.927*	*9,3*	*95.100*	*17,3*
Sites inscrits (2) [données 1980]	10.186	1,8	10.816	2,0
Périmètres de protection des monuments historiques	5.204	1,0	(3) 4.929	0,9
Total brut des autres protections	*15.390*	*2,8*	*15.745*	*2,9*
Total brut toutes protections	*107.311*	*19,5*	*178.497*	*32,5*
Recouvrement entre protections	8.334	1,5	13.386	2,4
Total net des surfaces protégées	**98.977**	**18,0**	**165.111**	**30,1**

(1) POS : plans d'occupation des sols rendus publics ou approuvés; ND : zones naturelles protégées; NC : zones naturelles agricoles. — (2) Les surfaces données pour les sites inscrits et classés sont sous-estimées; en effet, une partie seulement de ces sites a pu être planimétrée, faute de documents cartographiques (sites très anciens). — (3) Les surfaces des périmètres de protection des monuments historiques comptabilisés dans ce tableau ne concernent que les zones non urbanisées, déduction faite des doubles comptes avec les autres mesures de protection, les POS notamment, ce qui explique une légère diminution par rapport à une précédente estimation faite en 1978.

TABLEAU A.03-3

Superficies des zones naturelles protégées (ND) et des zones naturelles agricoles (NC) (France métropolitaine et DOM)

Situation au 1er octobre

Source : Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports (Direction de l'Urbanisme et des Paysages)
État de l'environnement 1984

Unité : Km²

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Zones naturelles protégées (ND)	7.706	12.755	18.575	23.710	29.130	34.382	38.905	43.809
Zones naturelles agricoles (NC)	10.747	18.256	26.769	33.840	42.870	52.165	61.721	69.820

TABLEAU A.03-4

Parcs naturels régionaux

Situation au 31 décembre 1983

Source : Ministère de l'Environnement
Étude : « Les espaces, parcs », analyse socio-économique SEGESA
État de l'environnement 1984

Nom du parc (année de création)	Départements	Nombre de communes	Superficie km² (1)	Nombre d'habitants (2)		Capacité d'accueil (estimation)
				1975	1982	
Armorique (1969)	Finistère	29	650	33.771	32.605	25.200
Brière (1970)	Loire-Atlantique	11	414	26.276	33.877	7.500
Brotonne (1974)	Eure - Seine-Maritime	39	446	32.591	34.451	3.800
Camargue (1970)	Bouches-du-Rhône	2	820	2.120	2.045	14.100
Corse (1972)	Corse du Sud, Haute-Corse	80	2.200	46.803	...	58.000
Forêt d'Orient (1970)	Aube	44	669	17.293	18.349	5.200
Haut-Languedoc (1973)	Hérault - Tarn	70	1.450	58.672	58.592	37.900
Haute-Vallée de Chevreuse (1983-1984)	Yvelines	19	256	///	37.500	...
Landes de Gascogne (1970)	Gironde - Landes	22	2.087	26.792	30.138	11.000
Livradois-Forez (1983-1984)	Haute-Loire - Puy-de-Dôme	140	2.530	///	99.000	...
Lorraine (1974)	Meuse - Moselle - Meurthe-et-Moselle	176	2.059	73.784	74.138	12.900
Lubéron (1977)	Alpes-de-Haute-Provence - Vaucluse	60	1.523	102.757	112.634	43.700
Marais Poitevin (1979)	Vendée - Charente-Maritime - Deux-Sèvres	107	2.167	83.188	87.926	54.700
Martinique (1976)	Martinique	33	701	80.000	...	...
Montagne de Reims (1976)	Marne	69	554	35.192	33.737	3.900
Morvan (1970)	Côte-d'Or - Nièvre - Saône-et-Loire - Yonne	64	1.717	30.176	28.667	39.500
Nord - Palais-de-Calais (1983-1984)	Nord - Pas-de-Calais	172	1.656	...	...	...
Normandie - Maine (1975)	Manche - Orne - Mayenne - Sarthe	159	2.520	99.080	99.349	44.200
Pilat (1974)	Loire - Rhône	42	641	29.838	33.400	21.200
Queyras (1977)	Hautes-Alpes	11	707	4.549	5.438	46.600
Vercors (1970)	Drôme - Isère	54	1.570	24.216	25.455	69.200
Volcans d'Auvergne (1977)	Cantal - Puy-de-Dôme	124	3.355	85.413	86.937	130.800
Vosges du Nord (1975)	Bas-Rhin - Moselle	94	1.167	73.915	73.730	20.800

(1) Il s'agit de la superficie entière des communes, même si dans certains cas, la totalité de cette superficie ne se trouve pas dans le périmètre du parc (excepté pour les parcs de l'Armorique, la Corse, le Haut-Languedoc pour lesquels un réajustement a été fait). — (2) A été pris en compte la population totale des communes rurales intégrées dans le périmètre du parc.

TABLEAU A.03-5

Nombre cumulé de sites inscrits et classés (1)

Source : Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports. Direction de l'Urbanisme et des Paysages
État de l'environnement 1984

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Nombre de sites inscrits	4.413	4.508	4.546	4.616	4.675	4.733	4.795	4.840
Nombre de sites classés	2.168	2.195	2.221	2.233	2.260	2.280	2.309	2.328

(1) Nombre cumulé depuis 1930.

TABLEAU A.03-6

Parcs nationaux

Situation au 31 décembre 1983

Source : Ministère de l'Environnement
Étude « Les parcs nationaux et leurs zones périphériques » SEGESA
État de l'environnement 1984

Nom du parc et date de création	Départements	Superficie en km²		Population totale	
		Superficie (1)			
		Totale	Dont zone centrale	1975	1982
Vanoise (décret du 7 juillet 1963)	Savoie	1.993	528,4	25.192	27.973
Port-Cros (décret du 14 décembre 1963)	Var	(2) 6,9	...	30	30
Pyrénées-occidentales (décret du 23 mars 1967)	Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques	2.632	457,1	41.631	40.223
Cévennes (décret du 2 septembre 1970)	Lozère, Gard, Ardèche	3.209	844,1	40.280	41.272
Les Écrins (décret du 27 mars 1973)	Hautes-Alpes, Isère	2.288	918,0	24.935	27.639
Mercantour (décret du 18 août 1979)	Alpes-Maritimes, Alpes-de-Haute-Provence	2.152	685,0	15.525	16.445
Total		**12.280,9**	**3.432,6**	**147.593**	**153.582**

(1) A été prise en compte la superficie totale des communes situées dans certains cas en partie seulement dans le périmètre du parc. — (2) Non compris 18 km² en zone maritime.

TABLEAU A.03-7

Réserves naturelles officiellement créées

Situation en fin d'année

Source : Ministère de l'Environnement (direction de la Protection de la nature)
État de l'environnement 1984

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Nombre de réserves.....	8	21	27	31	36	36	40	50	58	63	67
Superficies [en km²] (1).....	74,2	122,6	273,2	308,7	401,4	401,4	459,9	532,0	543,2	547,3	564,8

(1) Non compris la réserve de Banc d'Arguin dont la superficie varie de 1,5 à 5 km², et y compris à partir de 1976 la réserve de la presqu'île de la Caravelle (Martinique) de 5,2 km².

TABLEAU A.03-8

La protection des espèces animales et végétales sur le territoire français

Sources : Ministère de l'Environnement. Direction de la Protection de la nature. État de l'environnement 1984
Journal officiel

Espèces protégées	Date de l'arrêté	Nature et étendue de la protection
Mollusques	Arrêtés du 24 avril 1979 (*JO* du 12 mai 1979)	9 espèces, dont 8 espèces de gastéropodes, sont totalement protégées (1) sur l'ensemble du territoire; pour les 3 espèces d'escargots consommés (bourgognes, petits-gris, pesons), le ramassage est réglementé (les mesures nationales peuvent être complétées par des arrêtés préfectoraux).
Amphibiens.....	Arrêté du 24 avril 1979 (*JO* du 12 mai 1979)	Tous les amphibiens (salamandre, triton, crapaud, rainette, grenouille...) sont protégés, soit intégralement (1) [23 espèces], soit partiellement (2 espèces).
Reptiles	Arrêté du 6 mai 1980 (*JO* du 4 juin 1980)	Tous les reptiles (tortue, couleuvre, vipère, lézard, orvet...) sont protégés soit intégralement (1) [30 espèces], soit partiellement (2 espèces).
Insectes	Arrêté du 3 août 1979 (*JO* du 28 août 1979)	26 espèces rares de papillons, 5 espèces de coléoptères et 2 espèces de criquets sont totalement protégées (1).
Mammifères marins	Arrêté du 29 février 1980 (*JO* du 14 mars 1980)	Le phoque veau-marin, le phoque gris et le phoque moine sont totalement protégés (1) dans les eaux territoriales françaises ainsi que dans le territoire des terres Australes et Antarctiques françaises.
	Arrêté du 20 octobre 1970 (*JO* du 4 novembre 1970)	Il est interdit de détruire, de poursuivre ou de capturer par quelque procédé que ce soit, même sans l'intention de les tuer, les mammifères marins de la famille des delphinés (dauphins et marsouins).
Mammifères	Arrêté du 17 avril 1981 (*JO* du 19 mai 1981)	Les espèces rares suivantes sont totalement protégées (1) : toutes les chauves-souris (31 espèces), le desman, les hérissons (2 espèces), la musaraigne aquatique, l'écureuil, le castor, la genette, le vison, la loutre, l'ours, le chat sauvage, le lynx, le bouquetin. Par ailleurs, la martre, la fouine, la belette, l'hermine, le putois sont partiellement protégés.
Oiseaux.....	Arrêté du 29 septembre 1981	240 espèces d'oiseaux nicheurs et/ou migrateurs sont totalement protégées (1), parmi lesquelles on trouve les oiseaux marins (cormoran, fou de Bassan, macareux moine, pingouin, etc.), les échassiers (hérons, flamants roses, grues, etc.), les cigognes, toutes les espèces de rapaces diurnes ou nocturnes, les hirondelles, pics, coucous, martins-pêcheurs, mésanges, grands corbeaux, etc. Pour toutes les espèces d'oiseaux, à l'exclusion de 7 espèces, le commerce est interdit.
Poissons et cyclostomes	Arrêté du 25 janvier 1982 (*JO* du 14 février 1982)	Protection intégrale de l'espèce *Acipenser sturio* (Esturgeon)
	Arrêté du 12 février 1982 (*JO* du 24 février 1982)	Interdiction de détruire ou d'enlever sciemment les œufs des espèces suivantes sur leurs zones de frai et protection des zones particulières à ces espèces : lamproie marine, lamproie fluviatile, grande alose, alose feinte, saumon atlantique, truite de mer.
Champignons	Arrêté du 24 avril 1979 (*JO* du 12 mai 1979)	Le ramassage et la cession de toutes les espèces de champignons peuvent être soumis à autorisation ou interdits dans chaque département par arrêté préfectoral.
Airelles	Arrêté du 21 août 1981 (*JO* du 16 septembre 1981)	Le ramassage et la cession de toutes les espèces d'airelles peuvent être soumis à autorisation ou interdits dans chaque département par arrêté préfectoral.
Espèces de flore.....	Arrêté du 20 janvier 1982 (*JO* du 13 mai 1982)	390 espèces environ de plantes menacées sont totalement protégées et 40 environ partiellement protégées (récolte, ramassage, utilisation...) soumis à autorisation du ministre chargé de la protection de la nature.

(1) Espèces dont la destruction, la mutilation, la capture, l'enlèvement ou, que les animaux soient vivants ou morts, le transport, le colportage, l'utilisation, la mise en vente, la vente ou l'achat sont interdits sur tout le territoire national et en tous temps dans les conditions déterminées par le décret du 25 novembre 1977.

TABLEAU A.03-9

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse. Conseil supérieur de la pêche

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
CHASSE												
Permis délivrés [en milliers] (1)	2.065,4	2.318,7	2.418,1	2.225,0	2.222,3	2.165,7	2.125,9	2.064,0	2.016,5	1.983,1	1.989,7	1.993,9
Réserves particulières approuvées (surface en milliers d'ha).....	298,3	298,3	298,3	(2) 247,2	249,6	261,8	261,2	261,2	261,2	257,7	260,8	...
PÊCHE FLUVIALE												
1. *Pêcheurs professionnels* (pêcheurs aux filets et aux engins) :												
Permis délivrés.....	19.712	19.450	19.806	20.285	19.988	15.686	15.252	15.199	15.045	14.560	12.583	13.540
dont : *Permissionnaires de petites pêches et compagnons* ..	*15.471*	*15.192*	*15.613*	*15.625*	*15.521*	*12.577*	*12.533*	*12.505*	*12.762*	*12.403*	*11.069*	*11.008*
2. *Pêcheurs à la ligne :*												
Associations agréées.....	4.043	4.056	4.062	4.074	4.078	4.080	4.084	4.095	4.110	4.134	4.152	4.151
Permis délivrés (en milliers).....	2.569,1	2.537,8	2.565,8	2.585,8	2.485,9	2.580,6	2.530,3	2.434,6	2.359,4	2.349,1	2.321,5	2.326,1
dont : *pêcheurs au lancer* (en milliers)	*1.888,5*	*1.862,4*	*1.880,7*	*1.906,0*	*1.844,6*	*1.935,1*	*1.951,4*	*1.903,8*	*1.877,5*	*1.890,0*	*1.884,7*	*1.915,6*

(1) Permis départementaux et nationaux. Période de juillet de l'année *n* — 1 à juin de l'année *n*. — (2) Au 1er novembre 1975.

TABLEAU A.03-10

Pollution atmosphérique dans les principales villes de France (moyenne annuelle)

Acidité forte

(principalement dioxyde de soufre [SO_2] produit par les chauffages domestiques et industriels)

Source : Ministère de l'Environnement
Direction de la Prévention des pollutions. État de l'environnement 1984

Unité : Microgramme de polluant par m^3 d'air

Ville ou agglomération	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	*p* 1983
Ville de Paris.....	149	110	115	116	97	109	104	89	71	68	61
Agglomération lyonnaise.....	100	82	74	76	61	67	70	66	52	46	51
Ville de Marseille.....	119	86	91	105	101	●	77	72	64	56	(1) 45
Agglomération lilloise.....	108	77	72	69	61	58	69	57	54	50	(1) 48
Agglomération de Rouen	●	84	63	53	72	85	83	70	49	48	41
Ville de Strasbourg.....	89	84	65	65	47	59	63	58	44	55	64
Ville de Nantes.....	45	35	34	41	37	39	38	30	21	26	22
Ville de Caen.....	55	49	74	77	39	31	20	27	20	24	25
Zone du Havre	●	●	66	65	70	70	72	76	63	59	47
Zone de Fos-Berre	68	56	55	51	45	59	55	54	34	30	29
Ville de Dunkerque	●	●	42	45	58	41	46	32	30	35	(1) 26

(1) Nouveau réseau : mesure du dioxyde de soufre par fluorescence UV ou photométrie de flamme; pas de résultat disponible pour l'acidité forte sur l'ensemble de l'agglomération.

TABLEAU A.03-11

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par secteur d'activité

Source : Ministère de l'Environnement (État de l'environnement 1984)
Centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique (CITEPA)

Unité : Millier de tonnes/an

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	*p* 1983
Électricité et Gaz de France	1.065	1.102	974	1.382	1.041	1.192	1.370	1.230	967	938	723
Industrie et agriculture.....	1.378	1.432	1.237	1.259	1.255	1.252	1.256	1.181	904	818	706
Transformation d'énergie (1).....	591	592	499	516	532	556	545	526	416	427	494
Résidentiel-tertiaire.....	605	515	399	409	366	383	378	333	240	230	203
Transports (2).....	111	113	96	105	103	110	115	119	85	87	90
Ensemble	**3.750**	**3.754**	**3.205**	**3.671**	**3.297**	**3.493**	**3.664**	**3.389**	**2.612**	**2.500**	**2.216**

(1) Y compris Lacq et coke de pétrole. — (2) Y compris essence et super.

TABLEAU A.03-12

Émissions d'oxydes d'azote par secteur d'activité

Source : Ministère de l'Environnement
État de l'environnement 1984 (CITEPA)

Unité : Millier de tonnes

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Électricité et gaz de France	222	230	226	223	293	268	282	306	288	235	240
Industrie (1) et agriculture	342	364	372	315	325	320	318	331	329	288	254
Domestique et tertiaire	204	223	189	175	184	174	190	183	165	156	145
Transports	480	529	525	543	583	605	640	661	673	690	698
Ensemble	**1.248**	**1.346**	**1.312**	**1.256**	**1.385**	**1.367**	**1.430**	**1.481**	**1.455**	**1.369**	**1.337**

(1) Y compris raffineries.

TABLEAU A.03-13

Qualité des eaux superficielles

[répartition par classe de qualité en % des points de mesure] (1)

Source : Ministère de l'Environnement (direction de la Prévention des pollutions)
État de l'environnement 1984

Unité : %

Qualité	1971	1973	1975	1977	1979	1981	1982
Du point de vue des matières oxydables							
1A Eaux exemptes de pollution	7	3	2	5	7	17	4
1B Qualité légèrement moindre	18	20	27	21	25	44	21
2 Qualité passable	45	51	50	45	48	28	49
3 Qualité médiocre	24	20	14	20	16	8	21
Hors classe (eaux inaptes à la plupart des usages)	6	6	7	9	4	3	5
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Du point de vue de la minéralisation et des toxiques							
1A Eaux exemptes de pollution	7	5	2	2	4	7	6
1B Qualité légèrement moindre	9	8	8	7	9	11	30
2 Qualité passable	29	26	24	11	25	33	14
3 Qualité médiocre	32	24	33	50	55	48	46
Hors classe (eaux inaptes à la plupart des usages)	23	37	33	30	7	1	4
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

(1) En raison de l'augmentation des points de surveillance permanents particulièrement en 1982, l'évolution chronologique ne doit pas être déduite de ce tableau.

TABLEAU A.03-14

Bilan annuel : ressources, prélèvements, consommation d'eau

Moyenne annuelle 1975-1978

Source : Ministère de l'Environnement (direction de la Prévention des pollutions)
État de l'environnement

Unité : Million de mètres cubes

Bassin hydrographique	Ressources	Prélèvements					Consommations				
		Agricoles	Urbains	Industriels	Refroidissement	Total	Agricoles	Urbaines	Industrielles	Refroidissement	Total
Adour-Garonne	40.000	300	400	800	600	2.100	120	100	70	6	296
Artois-Picardie	4.000	100	300	600	—	1.000	50	80	50	11	191
Loire-Bretagne	35.000	500	550	300	2.100	3.450	200	120	30	19	369
Rhin-Meuse	13.000	30	450	1.300	1.100	2.880	10	100	130	7	247
Rhône-Méditerranée-Corse	55.000	3.800	950	500	1.400	6.650	1.700	200	50	11	1.961
Seine-Normandie	18.000	300	1.300	1.100	4.200	6.900	100	350	100	26	576
France entière	**165.000**	**5.030**	**3.950**	**4.600**	**9.400**	**22.980**	**2.180**	**950**	**430**	**80**	**3.640**

TABLEAU A.03-15

Barrages de plus de 100 millions de mètres cubes de capacité totale de réserve

Au 1er septembre 1982

Sources : Électricité de France
Ministère de l'Environnement

Nom des barrages	Capacité totale (millions m³)	Année d'achèvement
Serre-Ponçon (Hautes-Alpes et Alpes-de-Haute-Provence)	1.270	1960
Sainte-Croix (Alpes-de-Haute-Provence)	767	1974
Vouglans (Jura)	605	1968
Bort-les-Orgues (Corrèze)	477	1952
Du Der de Chantecoq (Haute-Marne)	350	1974
Mont-Cenis (Savoie)	322,5	1968
Sarrans (Aveyron)	296	1933
Grandval (Cantal)	292	1960
Monteynard (Isère)	270	1962
Villerest (Loire)	238	1982
Tignes (Savoie)	235	1953
L'Aigle (Cantal)	230	1946
Seine	205	1966
Roselend (Savoie)	188	1962
La Rance (Ille-et-Vilaine)	184	1966
Le Chastang (Corrèze)	180	1951
Parreloup (Aveyron)	169	1951
Castillon (Alpes-de-Haute-Provence)	149	1948
Saint-Étienne-Cantalès (Cantal)	133,5	1945
Naussac (Haute-Loire)	128	1981
Orédon (Hautes-Pyrénées)	127	...
Salagou (Hérault)	125	1972
Le Sautet (Isère)	107,7	1935
Vassivières (Creuse et Haute-Vienne)	107	1951
Total	**7.382,7**	
Barrage en cours de réalisation		
Aube	175	

TABLEAU A.03-16

Pollution industrielle de l'eau

Source : Ministère de l'Environnement (direction de la Prévention des pollutions); État de l'environnement 1984

Unités : Matières en suspension et matières oxydables : tonne/jour
Matières toxiques : kilo équitox/jour

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Pollution nette (1) rejetée par les industries :								
— matières en suspension	2.754	2.525	2.637	2.577	2.481	2.424	2.397	2.190
— matières oxydables	3.621	3.409	3.278	3.215	3.068	2.847	2.774	2.558
— matières toxiques	●	86.016	85.443	71.561	70.987	65.567	56.185	50.332
Pollution retirée par les industries :								
— matières en suspension	2.890	3.796	4.762	6.982	6.065	8.498	8.797	9.231
— matières oxydables	1.038	1.196	1.418	1.739	1.905	2.523	2.719	2.677
— matières toxiques	27.248	33.624	37.071	51.031	56.365	69.783	76.651	76.343

(1) Pollution après traitement.

TABLEAU A.03-17

Contribution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux

Source : Ministère de l'Environnement (direction de la Prévention des pollutions)

Unité : %

Secteurs d'activité	Matières en suspension				Matières oxydables				Matières toxiques			
	1978	1979	1980	1981	1978	1979	1980	1981	1978	1979	1980	1981
Industrie chimique	31,9	31,8	32,2	32,3	24,6	22,8	21,7	19,5	47,7	47,7	47,8	51,5
Industrie agro-alimentaire	19,4	19,8	20,1	21,0	35,0	37,2	38,9	42,7	0,2	0,1	—	0,4
Industries des métaux	15,5	15,9	15,6	15,0	8,7	9,9	10,0	9,8	41,8	42,8	41,6	38,1
Bois, papiers, cartons	12,9	10,6	10,0	8,6	17,5	14,3	13,3	12,1	1,8	1,4	1,7	2,0
Industries textiles	4,5	5,5	5,8	5,5	7,5	8,4	8,9	8,7	4,7	4,0	4,2	4,5
Commerces et services	5,4	5,5	5,5	5,9	2,9	3,1	3,1	3,4	—	—	—	—
Industries extractives	4,2	3,8	4,0	3,8	0,9	0,9	0,9	0,8	1,1	1,3	1,6	0,7
Cuirs et peaux	1,4	1,3	1,2	1,4	1,3	1,3	1,3	1,5	1,3	1,1	1,3	1,4
Production d'énergie	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,5	1,3	0,9	0,8	0,9	1,0	0,7
Industries minérales	1,5	1,6	1,8	1,9	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,8	0,7
Indéterminés + divers. Imprimerie, plastiques, tabacs	2,2	3,2	2,7	3,5	0,2	0,3	0,3	0,3	—	0,1	—	—
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU A.03-18

Pollution et capacités de traitement installées dans les collectivités locales

Source : Ministère de l'Environnement
(Statistiques des agences financières de bassin);
État de l'environnement 1984

Unité : Million d'équivalents/habitants

	1970	1973	1976	1978	1979	1980	1981
Pollution brute	58,5	●	●	64,9	64,3	65,3	66,9
Pollution nette	52,5	●	●	43,8	41,0	40,5	41,0
Pollution éliminée	6,0	11,2	20,3	21,1	23,3	24,8	25,9
Capacité de traitement	13,0	21,4	37,3	44,7	46,6	48,5	51,9

TABLEAU A.03-19

Micropolluants dans les eaux littorales

Moyennes des mesures supérieures au seuil

Sources : Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin
État de l'environnement 1984

Unités : Hydrocarbures : microgramme/litre et milligramme/litre
Diphényls polychlorés : nanogramme/litre
Mercure et cadmium : microgramme/litre

	Hydrocarbures (1)			Diphényls polychlorés			Mercure			Cadmium		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982
Dunkerque		*Seuil : 0,05 mg/l*				*Seuil* (2)			*Seuil : 0,05*			*Seuil : 0,10*
Côte	0,82	0,07	—	●	●	●	0,05	0,12	0,06	0,20	0,12	0,11
Large	0,18	0,06	—	●	●	●	—	—	—	0,55	—	0,15
Baie de Seine		*Seuil : 0,02 mg/l*				*Seuil : 20*			*Seuil : 0,02*			*Seuil : 0,10*
Côte	0,17	0,04	0,09	35	25	50	0,21	0,08	0,09	0,69	0,33	0,31
Large	0,02	—	0,03	—	26	20	0,05	0,03	0,05	0,85	0,15	0,20
Rade de Brest		*Seuil : 0,02 mg/l*				*Seuil : 2*			*Seuil : 0,01*			*Seuil : 0,02*
Côte	—	0,07	0,57	12	2	6	0,01	0,02	0,04	0,14	0,30	0,61
Large	—	—	—	3	2	—	0,02	0,02	—	0,05	0,26	—
Golfe du Morbihan		*Seuil : 0,05 µg/l*				*Seuil : 8*			*Seuil : 0,05*			*Seuil : 0,01*
Côte	0,30	—	—	54	15	20	0,63	0,24	0,21	0,14	0,24	0,26
Large	0,17	—	—	15	23	18	0,60	0,31	0,16	0,09	0,18	0,12
Estuaire de la Loire		*Seuil : 0,05 µg/l*				*Seuil : 8*			*Seuil : 0,05*			*Seuil : 0,01*
Côte	0,63	0,20	1,22	28	23	26	0,41	0,23	0,17	0,26	0,83	0,93
Large	0,43	0,10	0,55	15	15	17	0,50	0,12	0,14	0,63	0,42	0,11
Estuaire de la Gironde			*Seuil* (2)			*Seuil : 30*			*Seuil : 0,05*			*Seuil : 0,10*
Côte	●	●	●	53	80	40	0,11	0,17	0,08	0,48	1,03	0,56
Large	●	●	●	—	—	40	0,08	0,11	0,05	0,35	0,75	0,60
Golfe de Fos		*Seuil : 0,05 mg/l*				*Seuil : 50*			*Seuil : 0,05*			*Seuil : 0,20*
Côte	0,07	0,24	0,16	58	101	70	0,17	0,21	0,11	0,33	0,80	—
Large	0,06	0,11	0,16	—	145	66	0,25	0,18	0,13	—	—	—
Villefranche-sur-Mer		*Seuil : 0,02 µg/l*				*Seuil : 10*			*Seuil : 0,01*			*Seuil : 0,05*
Côte	0,64	0,66	1,51	—	4	—	0,02	0,02	0,01	0,02	0,02	0,02
Large	1,95	0,66	0,43	—	—	—	—	—	—	0,01	0,01	0,02

(1) Hydrocarbures aromatiques en microgrammes par litre (µg/l) pour : golfe du Morbihan, estuaire de la Loire; hydrocarbures totaux (infra-rouge) en milligrammes par litre (mg/l) pour : Dunkerque, baie de Seine, rade de Brest, golfe de Fos. — (2) Seuil de détection insuffisant.

TABLEAU A.03-20

Qualité des eaux de baignade en mer (2)

Sources : Directions départementales de l'Action sanitaire et sociale et cellules de lutte contre les pollutions marines
Ministère de l'Environnement

Année	Nombre de points de mesure	Catégories (1) A		AB		B		C		CD		D	
		Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%
1976													
1977	750	288	38,4	92	12,3	192	25,6	127	16,9	15	2,0	36	4,8
1978	860	193	22,4	190	22,1	191	22,2	172	20,0	63	7,3	51	5,9
1979	1075	95	8,8	320	29,8	267	24,8	244	22,7	84	7,8	65	6,0
1980	1186	189	15,9	357	30,1	296	25,0	245	20,7	43	3,6	56	4,7
1981	1316	279	21,2	334	25,4	295	22,4	298	22,6	45	3,4	65	4,9
1982	1381	327	23,7	316	22,9	376	27,2	293	21,2	16	1,2	53	3,8
	1654	408	24,7	508	30,7	329	19,9	328	19,8	25	1,5	56	3,4

(1) Au moins 10 mesures par point : A : eau de bonne qualité; B : eau de qualité moyenne; C : eau pouvant être momentanément polluée; D : eau de mauvaise qualité. Moins de 10 mesures par point : AB : eau de bonne ou moyenne qualité; CD : eau pouvant être momentanément polluée ou de mauvaise qualité. — (2) Une comparaison globale de la qualité des eaux de baignade en mer n'est pas possible du fait que les points de surveillance et la fréquence des prélèvements ne sont pas les mêmes au cours des années.

TABLEAU A.03-21

Pollution brute et nette des communes littorales

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la prévention des pollutions); État de l'environnement 1981-82-83-84

Unité : Millier d'équivalents/habitants

Année	Hiver			Été		
	Pollution brute (1)	Pollution nette (2)	Pollution réellement éliminée [en %] (3)	Pollution brute (1)	Pollution nette (2)	Pollution réellement éliminée [en %] (3)
1979	5.968	3.576	40	10.100	7.092	36
1980	6.852	2.946	57	12.375	6.311	49
1981	6.427	3.653	43	12.542	7.944	37
1982	6.660	3.611	46	12.914	7.805	40

(1) Pollution rejetée par une population équivalente avant toute épuration. — (2) Pollution rejetée par une population équivalente après épuration. — (3) Part de la pollution effectivement retirée par les stations d'épuration avant rejet.

TABLEAU A.03-22

Capacité d'épuration des communes littorales et nombre d'habitants raccordés

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la Prévention des pollutions); État de l'environnement 1984

Unité : Million d'équivalents/habitants

	1978 (1er juin)	1979 (1er juin)	1980 (1er janvier)	1981 (1er janvier)	1982 (1er janvier)	1983 (1er janvier)
Capacité d'épuration	6,09	7,01	7,54	8,09	8,85	9,45
Habitants raccordés (été)	3,95	4,35	4,88	5,26	5,75	6,28
Taux de raccordement (%)	39,0	39,7	44,4	45,6	45,8	48,6
Habitants raccordés (hiver)	2,79	2,87	2,99	3,04	3,42	3,74
Taux de raccordement (%)	46,1	47,6	50,1	50,5	53,2	56,2

TABLEAU A.03-23

Pollution nette (1) du milieu marin en provenance des industries des communes littorales en 1980

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la Prévention des pollutions); État de l'environnement 1982-83-84

Unités : Matières en suspension et matières oxydables : tonne/jour
Matières toxiques : million d'équitox/jour

	Matières en suspension	Matières oxydables	Matières toxiques
1979	259,3	201,6	9,5
1980	256,2	210,8	7,5
1981	352,8	250,9	11,2

(1) Il s'agit d'une estimation du maximum de pollution rejetée en un jour. Cette estimation permet d'établir l'assiette de la redevance. Les chiffres indiqués comprennent à la fois la pollution rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectif.

TABLEAU A.03-24

Part de la population bénéficiant d'un système de collecte et de traitement des ordures ménagères

Source : Ministère de l'Environnement
État de l'environnement 1981-82-83-84

Unité : %

Taux de population desservie	1975	1980	1981	1982	1983
Par un système de collecte	80	95	95	98	98
Par un système de traitement	35	69	80	82	87

TABLEAU A.03-25

Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'unités, capacité de traitement et population

Situation au 1er janvier

Source : Ministère de l'Environnement (Direction de la Prévention des pollutions); État de l'environnement 1984

Unités : Capacité : tonne/jour
Population : millier d'habitants

Type de traitement	Nombre d'unités		Capacité de traitement		Population desservie			Part de la population desservie (%)		
	1975	1982	1975	1982	1975	1982	1984 (1)	1975	1982	1984 (1)
Incinération sans récupération d'énergie	126	184	5.796	7.337	6.247	6.905	7.105	12	13	13
Incinération avec récupération d'énergie	20	34	8.149	11.337	9.381	11.695	12.615	18	22	24
Compostage	86	94	4.154	4.671	4.585	4.260	4.760	9	8	9
Broyage	52	139	1.629	4.735	1.565	4.785	5.145	3	9	10
Décharges contrôlées	10	264	5.938	17.634	5.273	15.950	16.480	8	30	31
Total	**294**	**715**	**25.666**	**45.714**	**27.051**	**43.595**	**46.125**	**50**	**82**	**87**

(1) Situation au 1er janvier établie d'après les prévisions de mise en service pour 1983 d'installations prévues en 1982.

TABLEAU A.03-26

Capacité des installations de traitement des déchets industriels spéciaux

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la prévention des pollutions).
État de l'environnement 1984

Unité : Millier de tonnes/an

Centres de traitement	Nombre de centres		Capacité	
	1980	1983	1980	1983
Centres collectifs polyvalents :				
— incinération	15	18	309	380
— traitements physico-chimiques			173	220
Centres collectifs spécialisés :				
— huiles solubles	7	10	70	80

TABLEAU A.03-27

Quelques données sur la récupération

(situation en 1983)

Sources : Ministère de l'Environnement (Direction de la prévention des pollutions. — Service des déchets).
Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED). État de l'environnement 1984

	Unités	Quantités récupérées	%
Papier	●	●	38,5 (2)
Verre recyclé	millier de tonnes/an	450	●
dont : Verre ménager	//	300	●
Plastique	//	50	●
dont : Bouteilles PVC (1)	//	1,5	●
Ferrailles	//	9.000	35 (2)
Métaux non ferreux :			
Plomb recyclé	//	135	57 (3)
Cuivre	//	215	37 (3)
Aluminium	//	200	28 (3)
Zinc	//	70	30 (3)
Bouteilles	million de cols	100	●
Pneumatiques :			
— valorisés par rechapage	millier de tonnes	90	●
— valorisés par fabrication de poudrette et caoutchouc régénéré	//	30	●
Boues d'épuration	●	150	20 (4)
Utilisation des ordures ménagères à des fins énergétiques	●	●	22 (5)
Compost produit à partir d'ordures ménagères	millier de tonnes	800	●
Huiles	//	110	●

(1) Polychlorure de vinyle. — (2) De la production. — (3) De la consommation. — (4) Valorisées en agriculture. — (5) Du tonnage des ordures ménagères.

TABLEAU A.03-28

Évaluation des dépenses en faveur de l'environnement en 1981

Source : Ministère de l'Environnement
Données économiques de l'environnement 1983

Unité : Million de francs au prix de 1981

Programmes	Investissements				Fonctionnement (1)				Ensemble			
	Administration	Industrie	Ménages	Total	Administration	Industrie	Ménages	Total	Administration	Industrie	Ménages	Total
Eau	13.120	1.430	1.000	15.550	15.500	2.500	—	18.000	28.620	3.930	1.000	33.550
soit : *Mobilisation de la ressource*	*6.890*	*660*	—	*7.550*	*9.500*	*1.000*	—	*10.500*	*16.390*	*1.660*	—	*18.050*
Lutte contre les pollutions	*6.230*	*770*	*1.000*	*8.000*	*6.000*	*1.500*	—	*7.500*	*12.230*	*2.270*	*1.000*	*15.500*
Air	—	900	—	900	—	500	—	500	—	1.400	—	1.400
Bruit	380	780	670	1.830	—	—	—	—	380	780	670	1.830
Déchets	780	400	130	1.310	4.500	2.000	500	7.000	5.280	2.400	630	8.310
Patrimoine écologique	200	—	—	200	150	—	—	150	350	—	—	350
Cadre de vie	1.560	—	1.500	3.060	2.400	—	2.300	4.700	3.960	—	3.800	7.760
Total	**16.040**	**3.510**	**3.300**	**22.850**	**22.550**	**5.000**	**2.800**	**30.350**	**38.590**	**8.510**	**6.100**	**53.200**

(1) Les dépenses de fonctionnement ne comprennent pas les dépenses de renouvellement du matériel qui se sont ajoutées au coût des travaux nouveaux dans les dépenses d'investissement.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère de l'Environnement

- Direction de la prévention des pollutions.
- Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement. Mission des études économiques, de la statistique et du plan, 14, boulevard du Général-Leclerc, 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex. Tél. : 758.12.12.
- Direction de la protection de la nature (même adresse).
- Service de l'information (même adresse).
- Conseil supérieur de la pêche, 10, rue Péclet, 75015 Paris.
- Office national de la chasse, 85 *bis,* rue de Wagram, 75017 Paris.

Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports

- Service technique de l'Urbanisme, 64, rue de la Fédération, 75015 Paris.

Muséum national d'histoire naturelle

Secrétariat de la faune et de la flore, 57, rue Cuvier, 75321 Paris Cedex 05. Tél. : 336.54.32.

Principales publications

- *L'État de l'environnement,* rapports annuels (1980, 1981, 1982, 1983 et 1984) et *Données économiques de l'environnement,* 1980, 1981, 1982, 1983 et 1984. Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, mission des études économiques, des statistiques et du plan.
- *Dossier statistique de l'environnement 1982,* Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, mission des études, des statistiques et du plan.
- *Processor* (Procédures et institutions d'aménagement et d'urbanisme), ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, DUP, service technique de l'urbanisme (1979).
- *Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme* (RISU, publication annuelle), ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports DUP.
- *Annuaire de la qualité des eaux* (publication annuelle) et *inventaire du degré de pollution des eaux superficielles 1976* (1981 à paraître), Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, Service de l'eau.
- *Réseau national d'observations de la qualité du milieu marin (Synthèse des travaux de surveillance 1975-1979 et résultats semestriels). État de l'assainissement des zones littorales.* Ministère de l'Environnement, CNEXO.
- *Bilan 75-82 de la loi du 15 juillet 1975 sur l'élimination des déchets. Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, Service des déchets.*
- *Composantes industrielles de la pollution des eaux.* Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, Service de l'environnement industriel.

B

Données de démographie

TABLEAU A.03-28

Évaluation des dépenses en faveur de l'environnement en 1981

Source : Ministère de l'Environnement
Données économiques de l'environnement 1983

Unité : Million de francs en prix de 1981

Programmes	Investissements				Fonctionnement (1)				Ensemble
	Administration	Industrie	Ménages	Total	Administration	Industrie	Ménages	Total	
Eau	13.120	1.430	1.000	15.550	15.900	2.500	—	18.000	33.550
soit : Modification de la ressource	6.930	060	—	7.990	8.800	1.030	—	10.900	18.890
Lutte contre les pollutions	6.230	770	1.000	8.000	6.000	1.300	—	7.600	15.600
Air	—	900	—	900	—	900	—	800	1.700
Bruit	280	780	670	1.830	—	—	—	—	1.830
Patrimoine écologique	200	—	—	200	150	—	—	150	350
Cadre de vie	1.360	—	1.300	3.060	2.400	—	2.300	4.700	7.760
Total	15.040	2.810	2.300	22.650	22.550	5.500	2.300	30.350	53.200
								38.850	8.510	6.100	53.200

(1) Les dépenses de fonctionnement ne comprennent pas les dépenses de remboursement du capital qui se sont ajoutées au coût des travaux nouveaux dans les dépenses d'investissement.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère de l'Environnement

Direction de la prévention des pollutions, mission des études économiques, des statistiques et du plan

Bilan statistique de l'environnement 1982, Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, mission des études, des statistiques et du plan.

Premières Procédures et instruments d'aménagement et d'urbanisme, ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports DUP, service technique de l'urbanisme (1979).

Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme (RISU, publication annuelle), ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports DUP.

Annuaire de la qualité des eaux (publication annuelle) et *Inventaire du degré de pollution des eaux superficielles 1976* (1980), Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, Service de l'eau.

Réseau national d'observations de la qualité du milieu marin. Résultats des travaux de surveillance 1975-1979 et *Etat de l'environnement*, Ministère de l'Environnement, CNEXO.

Bilan 75-82 de la loi du 15 juillet 1975 sur l'élimination des déchets, Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, Service des déchets.

Comptes industriels de la pollution des eaux, Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, Service de l'environnement industriel.

Chapitre B.01

État de la population

1. Recensements
2. Évaluations annuelles
3. Population des régions et des départements
4. Population des États de la Communauté économique européenne
5. Ménages - Familles
6. Départements et territoires d'outre-mer

1. Recensements

Les principales statistiques concernant l'état de la population (répartition géographique et structure démographique) sont fournies par les *recensements généraux de la population* (1).

Le dernier recensement de population effectué est celui du 4 mars 1982 dans la métropole et du 9 mars 1982 dans les départements d'outre-mer (DOM).

Les résultats officiels de ce dénombrement, fixant la *population légale* (2) des communes, cantons, arrondissements, départements et régions ont été authentifiés par décret et publiés en une série de fascicules (bleus) :

— population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes (un volume, 101 fascicules départementaux);
— tableaux statistiques de population légale (métropole), communes de plus de 2.000 habitants.

Les résultats de la comparaison des dénombrements de 1968, 1975 et 1982, combinés aux statistiques de naissances et de décès, font l'objet d'une deuxième série de fascicules départementaux (fasc. orange) intitulée :

— population légale et statistiques communales (métropole) complémentaires (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975) : 22 fascicules régionaux, 96 fascicules départementaux;
— villes et agglomérations urbaines;
— zones de peuplement industriel ou urbain.

La description des caractéristiques de la population (sexe, âge, activité professionnelle, etc.) et des logements qu'elle occupe provient de l'exploitation des réponses fournies par les habitants. Cette exploitation statistique a commencé par le *dépouillement d'un échantillon au 1/20* (un questionnaire sur vingt a été tiré puis traité). La documentation ainsi rassemblée a donné lieu à la publication de volumes spécialisés par thème (volumes bordeaux). Les principales statistiques sur l'état de la population de la France ont été publiées dans le volume « Structure de la population totale ».

Certaines statistiques démographiques, notamment celles relatives à des sous-populations (étrangers, cf. tableaux 3 et 4; répartition par catégorie socio-professionnelle, cf. tableau 5; répartition par département, cf. tableau 6) ne sont disponibles qu'au moment des recensements. Cependant, pour certaines données importantes, et lorsque

1. Les résultats annotés des recensements de 1851 à 1962 sur la population par sexe, âge et état matrimonial de la France (territoire du moment) ont été publiés dans le volume *Études et documents démographiques,* n° 10 (INSEE, Paris 1968).
2. *Population légale.* La *population légale* de la France comprend toutes les personnes (françaises et étrangères) *résidant habituellement* en France métropolitaine au moment du recensement, y compris les militaires français de carrière ou du contingent stationnés hors métropole ayant une résidence personnelle en France.

cela est possible, on procède entre les recensements à des évaluations périodiques, de façon à mettre à jour les résultats du dernier recensement; c'est le cas, en particulier, de la population totale du pays et de sa répartition par sexe, âge et état matrimonial, ainsi que de sa répartition géographique. Dès que sont connus les résultats du recensement suivant, on procède à certaines réévaluations. Les chiffres relatifs aux états de la population dérivés des résultats détaillés des recensements de 1975 et de 1982 seront publiés dans la prochaine édition de l'Annuaire.

2. Évaluations annuelles

21. Résultats d'ensemble

211. Évaluation de la population totale au 1er janvier 1984

Au 4 mars 1982, on a recensé en France métropolitaine 54.334.871 habitants. Sans préjuger des corrections qui pourront être apportées lorsque les résultats détaillés du sondage au 1/20 auront été analysés, on peut, à titre provisoire, évaluer le nombre d'habitants de la métropole à 54.556.000 au 1er janvier 1983 et à 54.748.000 au 1er janvier 1984.

La répartition de la population par sexe et âge au 1er janvier 1984 est indiquée dans le tableau 2.

Elle se déduit directement de la répartition par sexe et âge provenant du sondage au 1/20 du recensement de 1982 (cf. tableau 1). Les seules corrections apportées sont un recalage sur la population légale par répartition proportionnelle et, bien entendu, la prise en compte du mouvement naturel (naissances et décès) entre la date du recensement et le 1er janvier 1984.

Sur les 54.748.000 personnes au 1er janvier 1984, 29,4 % ont moins de 20 ans, 57,6 % de 20 à 65 ans et 13,0 % 65 ans et plus.

22. Évaluation par sexe, âge et état matrimonial

Le sondage au 1/20 du recensement de 1982 a fourni une répartition de la population par sexe, âge et état matrimonial (tableau 1) qu'il faudrait corriger pour prendre en compte d'une part, les diverses rectifications affectant l'effectif global de la population (voir § 211), d'autre part, certaines imperfections propres à l'âge et à l'état matrimonial déclarés. A partir de cette répartition, on évalue l'état à chaque 1er janvier au moyen des éléments suivants :

— statistiques des naissances, décès, mariages provenant du dépouillement des bulletins d'état civil;
— statistiques des divorces provenant du dépouillement du Répertoire général civil;
— estimation par sexe, âge et état matrimonial des migrations extérieures.

Au moment de la mise sous presse de la présente édition de l'Annuaire, les résultats ainsi calculés ne sont pas encore disponibles. Ils seront présentés dans les prochaines éditions.

3. Population des régions et des départements

A l'aide des statistiques d'état civil et d'une évaluation des mouvements migratoires (intérieurs et extérieurs), on évalue, par département et région, la population totale au 1er janvier de l'année courante fondée sur la population totale retenue au dernier recensement. La population totale sans doubles comptes recensée le 4 mars 1982 est indiquée dans le tableau 6.

En raison de la fragilité des estimations détaillées par sexe et âge des mouvements migratoires intérieurs annuels (cf. chap. B.03) l'INSEE ne publie pas d'évaluation annuelle de population départementale par sexe et âge.

4. Population des États de la Communauté économique européenne

Le tableau 7 reproduit une évaluation de la population totale des dix états de la Communauté économique européenne par sexe et âge calculée par les instituts de statistiques nationaux et publiée par l'Office statistique des communautés européennes (statistiques démographiques, 1984, EUROSTAT, Luxembourg).

Les définitions et les bases d'évaluation de la population ne sont pas strictement comparables d'État à État; le lecteur est invité à consulter cet ouvrage pour une utilisation pertinente de ce tableau.

5. Ménages - Familles

51. Définitions

· *Ménages ordinaires*

Un *ménage ordinaire* est constitué par l'ensemble des occupants d'un logement d'habitation utilisé comme résidence principale, quel qu'en soit le nombre et quels que soient les liens qui les unissent (une personne vivant seule constitue un ménage d'une seule personne). Les membres du ménage qui séjournent à l'époque du recensement dans un établissement de *population comptée à part* et qui y ont été recensés (militaires du contingent, élèves internes, personnes en traitement dans un sanatorium, ouvriers logés dans un baraquement de chantier temporaire) font également partie du ménage : en effet, les bulletins de recensement recueillis dans les établissements de population comptée à part où séjournent de telles personnes ont été « réintégrés » dans la feuille de logement du ménage.

· *Familles*

L'analyse de la composition des ménages a été réalisée en tenant compte de la présence éventuelle de familles à l'intérieur du ménage.

La famille est un groupe comprenant au moins deux personnes et constitué soit d'un couple et, le cas échéant, de ses enfants, soit d'une personne sans conjoint et de ses enfants (famille monoparentale). Dans cette définition, le terme d'« enfant » s'applique à des

enfants célibataires, âgés de moins de 25 ans, n'ayant pas eux-mêmes de conjoint ou d'enfants vivant dans le ménage. Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent être mariés ou non.

Un ménage peut comporter zéro, une ou, plus rarement, deux familles. Les membres du ménage qui ne font partie d'aucune famille sont les *isolés* du ménage. Lorsqu'il n'y a aucune famille dans le ménage, celui-ci est donc entièrement constitué d'isolés.

Si le ménage comporte au moins une famille, la personne de référence du ménage appartient nécessairement à une famille et on appelle *famille principale* la famille de la personne de référence du ménage. Si le ménage comporte deux familles, la deuxième famille est appelée famille secondaire.

· *Personne de référence du ménage*

Jusqu'au recensement de 1975, le *chef de ménage* était la personne qui s'était déclarée comme telle à l'agent recenseur; en 1982, on a défini une *personne de référence* qui est déterminée à partir de la structure familiale du ménage de la façon suivante (2) :

— s'il n'y a *aucune famille* dans le ménage, on retient comme personne de référence du ménage la plus âgée des personnes actives du ménage ou, s'il n'y a aucun actif dans le ménage, la personne la plus âgée du ménage;

— s'il y a *une famille* dans le ménage, on retient comme personne de référence du ménage l'homme (l'adulte de sexe masculin) dans le cas d'un couple, ou la personne adulte sans conjoint dans le cas d'une famille monoparentale;

— s'il y a dans le ménage *deux familles,* trois cas sont possibles :

a. Dans le cas où il y a *deux familles* monoparentales, on retient comme personne de référence du ménage parmi les deux adultes sans conjoint de ces familles :
· l'actif si un seul est actif ou le plus âgé des actifs s'ils sont tous deux actifs,
· le plus âgé s'ils sont tous deux inactifs;

b. Dans le cas où il y a *une famille* monoparentale et *un couple,* on retient comme personne de référence du ménage l'homme du couple;

c. Dans le cas où il y a *deux couples,* on retient comme personne de référence du ménage parmi les deux hommes de ces couples :
· l'actif si un seul est actif ou le plus âgé des actifs s'ils sont tous deux actifs,
· le plus âgé s'ils sont tous deux inactifs.

52. Évaluation annuelle du nombre de ménages

En dehors des années de recensement, on évalue le nombre de ménages ordinaires à chaque 1er janvier en appliquant à la population totale — classée par sexe, âge et état matrimonial — le taux de ménage correspondant (rapport nombre personnes de référence/population). Le tableau 5 reproduit l'évolution du nombre de ménages ordinaires ainsi évalué de 1946 à 1984. Les taux de ménage retenus sont fonction de la période considérée :

— sur une période intercensitaire écoulée, les taux annuels relatifs à chaque catégorie par sexe, âge et état matrimonial sont interpolés entre les taux correspondants déduits des recensements encadrants [périodes 1946-1954, 1954-1962, 1962-1968 et 1968-1975] (1);

— pour les années postérieures au recensement de 1975 (1976 à 1984), ils résultent de l'extrapolation de ceux connus dans le passé.

6. Départements et territoires d'outre-mer

Les trois derniers recensements effectués dans les départements d'outre-mer ont eu lieu en octobre 1967, octobre 1974 et mars 1982. Les définitions retenus alors pour la population totale municipale et comptée à part des communes ont été celles retenues pour la population des communes de France métropolitaine lors des trois derniers recensements.

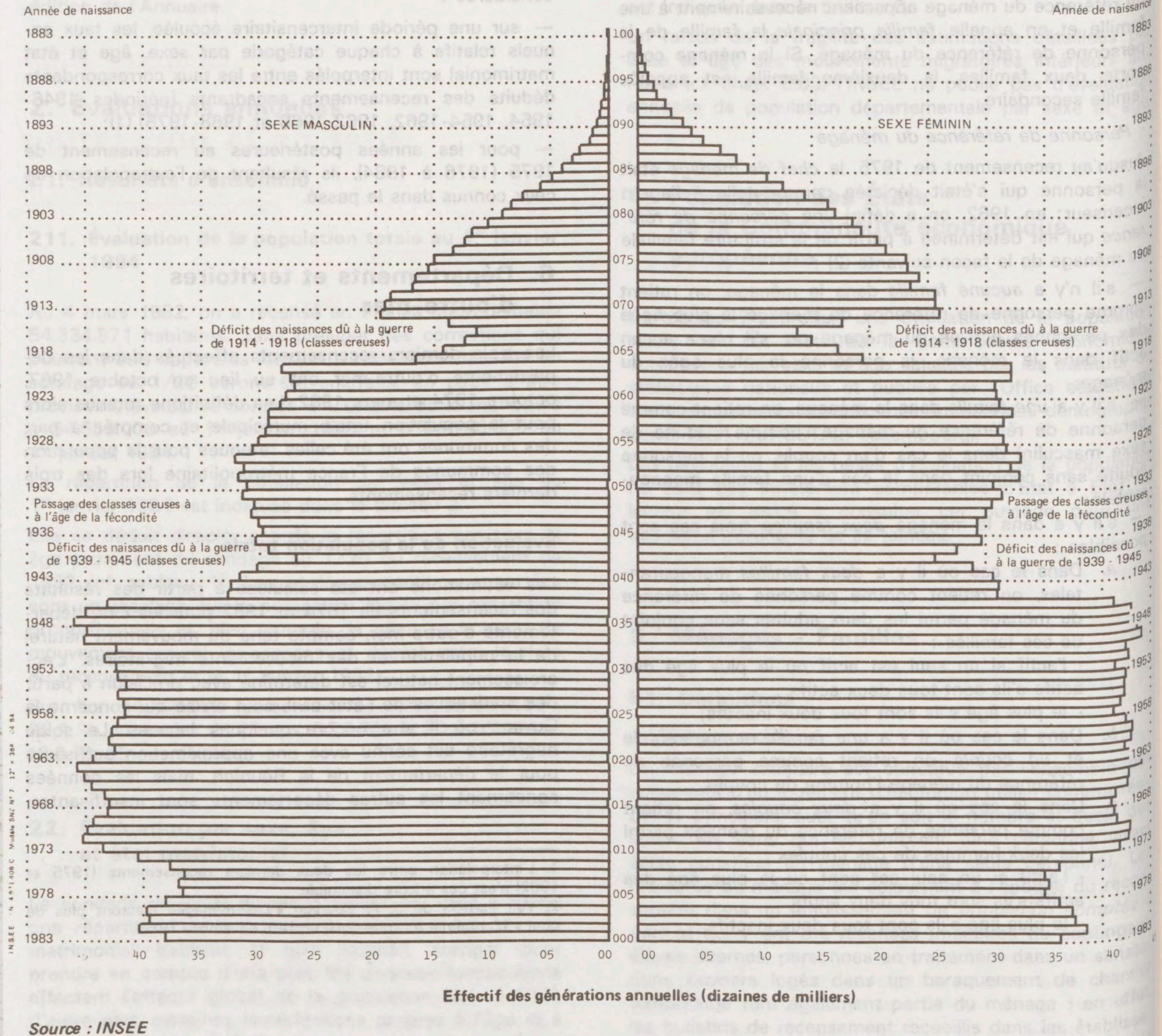
Évaluation de la population totale

Les estimations ont été calculées à partir des résultats des recensements de 1974 et 1982 pour les cinq départements d'outre-mer, compte tenu du mouvement naturel de la population et des mouvements migratoires. L'accroissement naturel est déterminé avec précision à partir des statistiques de l'état civil, sauf en ce qui concerne la Guyane où il y a encore quelques lacunes. Le solde migratoire est connu avec une approximation suffisante pour le département de la Réunion, mais les données concernant les autres départements sont insuffisantes.

---

1. L'interpolation entre les deux derniers recensements (1975 et 1982) n'est pas encore disponible.
2. Voir l'article de J. P. Courson « Les ménages n'auront plus de chef » (*Économie et statistique* n° 149, novembre 1982).

Pyramide des âges de la population au 1er Janvier 1984 (évaluation provisoire)



Source : INSEE

TABLEAU B.01-1

Population totale au 4 mars 1982 par sexe, année de naissance, âge et état matrimonial

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Année de naissance	Age atteint en 1982	Ensemble	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1982-1978	0-4	3.129.440	1.606.540	1.606.540	—	—	—	1.522.900	1.522.900	—	—	—
1982	0	127.500	66.560	66.560	—	—	—	60.940	60.940	—	—	—
1981	1	771.780	395.700	395.700	—	—	—	376.080	376.080	—	—	—
1980	2	771.680	397.560	397.560	—	—	—	374.120	374.120	—	—	—
1979	3	743.540	381.060	381.060	—	—	—	362.480	362.480	—	—	—
1978	4	714.940	365.660	365.660	—	—	—	349.280	349.280	—	—	—
1977-1973	5-9	3.820.840	1.950.980	1.950.980	—	—	—	1.869.860	1.869.860	—	—	—
1977	5	723.760	369.600	369.600	—	—	—	354.160	354.160	—	—	—
1976	6	714.460	365.260	365.260	—	—	—	349.200	349.200	—	—	—
1975	7	739.800	377.200	377.200	—	—	—	362.600	362.600	—	—	—
1974	8	794.280	404.700	404.700	—	—	—	389.580	389.580	—	—	—
1973	9	848.540	434.220	434.220	—	—	—	414.320	414.320	—	—	—
1972-1968	10-14	4.282.700	2.204.060	2.204.060	—	—	—	2.078.640	2.078.640	—	—	—
1972	10	876.540	452.700	452.700	—	—	—	423.840	423.840	—	—	—
1971	11	872.160	447.900	447.900	—	—	—	424.260	424.260	—	—	—
1970	12	856.220	443.460	443.460	—	—	—	412.760	412.760	—	—	—
1969	13	840.800	431.160	431.160	—	—	—	409.640	409.640	—	—	—
1968	14	836.980	428.840	428.840	—	—	—	408.140	408.140	—	—	—
1967-1963	15-19	4.361.980	2.231.320	2.226.900	4.420	—	—	2.130.660	2.090.360	39.240	440	620
1967	15	844.380	433.340	433.340	—	—	—	411.040	410.380	660	—	—
1966	16	866.840	444.660	444.660	—	—	—	422.180	420.920	1.260	—	—
1965	17	875.260	451.400	451.400	—	—	—	423.860	420.840	3.020	—	—
1964	18	896.420	458.380	457.080	1.300	—	—	438.040	428.680	9.000	160	200
1963	19	879.080	443.540	440.420	3.120	—	—	435.540	409.540	25.300	280	420
1962-1958	20-24	4.231.540	2.124.840	1.807.320	311.280	480	5.760	2.106.700	1.361.420	724.180	2.640	18.460
1962	20	845.920	425.780	416.820	8.960	—	—	420.140	362.560	56.620	280	680
1961	21	857.200	430.660	406.160	24.120	40	340	426.540	322.320	101.740	460	2.020
1960	22	855.300	428.000	376.320	50.600	180	900	427.300	273.860	149.420	600	3.420
1959	23	845.000	423.960	328.680	93.680	100	1.500	421.040	222.160	193.380	580	4.920
1958	24	828.120	416.440	279.340	133.920	160	3.020	411.680	180.520	223.020	720	7.420
1957-1953	25-29	4.194.700	2.104.780	860.200	1.202.940	1.700	39.940	2.089.920	545.920	1.461.340	7.160	75.500
1957	25	834.400	418.540	236.320	178.220	220	3.780	415.860	148.220	256.540	1.120	9.980
1956	26	843.340	423.160	200.800	216.100	260	6.000	420.180	125.120	280.220	1.180	13.660
1955	27	835.720	415.620	162.120	245.180	440	7.880	420.100	105.680	297.080	1.320	16.020
1954	28	844.460	423.800	141.080	272.320	300	10.100	420.660	90.300	310.580	1.880	17.900
1953	29	836.780	423.660	119.880	291.120	480	12.180	413.120	76.600	316.920	1.660	17.940
1952-1948	30-34	4.373.500	2.221.800	420.840	1.713.960	3.360	83.640	2.151.700	288.620	1.723.680	15.340	124.060
1952	30	858.560	435.140	105.380	315.560	520	13.680	423.420	70.680	328.840	2.360	21.540
1951	31	846.400	424.740	89.440	318.480	580	16.240	421.660	63.840	331.440	2.860	23.520
1950	32	889.900	452.340	84.000	349.960	560	17.820	437.560	56.180	353.660	3.160	24.560
1949	33	882.300	449.300	74.740	356.740	720	17.100	433.000	50.360	352.440	3.220	26.980
1948	34	896.340	460.280	67.280	373.220	980	18.800	436.060	47.560	357.300	3.740	27.460
1947-1943	35-39	3.623.700	1.857.320	220.900	1.543.220	5.080	88.120	1.766.380	156.940	1.472.540	21.620	115.280
1947	35	877.940	451.040	60.960	369.240	960	19.880	426.900	42.360	353.700	3.660	27.180
1946	36	843.140	432.520	53.680	357.100	1.220	20.520	410.620	37.660	340.500	4.740	27.720
1945	37	639.440	328.680	37.700	273.760	880	16.340	310.760	27.800	258.600	3.820	20.540
1944	38	637.600	326.020	35.600	274.400	920	15.100	311.580	25.020	262.500	4.460	19.600
2943	39	625.580	319.060	32.960	268.720	1.100	16.280	306.520	24.100	257.240	4.940	20.240
1942-1938	40-44	2.886.000	1.472.560	149.820	1.246.040	8.100	68.600	1.413.440	103.220	1.186.400	35.180	88.640
1942	40	592.960	303.640	31.360	255.620	1.260	15.400	289.320	22.920	240.020	6.180	20.200
1941	41	527.040	269.720	28.040	226.720	1.460	13.500	257.320	19.580	216.100	5.260	16.380
1940	42	569.580	293.780	29.960	249.180	1.520	13.120	275.800	19.880	232.320	6.440	17.160
1939	43	603.020	305.740	31.980	259.420	1.660	12.680	297.280	21.400	249.760	8.580	17.540
1938	44	593.400	299.680	28.480	255.100	2.200	13.900	293.720	19.440	248.200	8.720	17.360
1937-1933	45-49	3.077.520	1.554.120	163.580	1.309.740	15.580	65.220	1.523.400	105.140	1.263.680	70.080	84.500
1937	45	596.780	303.220	32.280	255.340	2.540	13.060	293.560	19.780	246.500	10.860	16.420
1936	46	611.000	310.080	32.200	261.400	2.900	13.580	300.920	21.260	251.000	12.000	16.660
1935	47	614.020	308.020	32.780	259.260	3.000	12.980	306.000	20.880	253.560	14.680	16.880
1935	48	633.840	319.220	34.120	268.660	3.400	13.040	314.620	21.260	260.320	15.260	17.780
1933	49	621.880	313.580	32.200	265.080	3.740	12.560	308.300	21.960	252.300	17.280	16.760

TABLEAU B.01-1 (*suite et fin*)

Population totale au 4 mars 1982 par sexe, année de naissance, âge et état matrimonial

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Année de naissance	Âge atteint en 1982	Ensemble	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1932-1928	50-54	3.211.600	1.589.440	165.340	1.333.520	28.440	62.140	1.622.160	118.960	1.289.320	131.540	82.340
1932	50	653.900	323.820	34.180	271.520	4.600	13.520	330.080	23.740	266.720	20.860	18.760
1931	51	642.420	319.120	33.880	268.120	5.220	11.900	323.300	23.700	259.780	23.560	16.260
1930	52	659.100	326.800	33.180	275.440	5.440	12.740	332.300	24.440	263.040	27.160	17.660
1929	53	630.700	311.660	32.440	260.320	6.660	12.240	319.040	23.860	252.280	28.600	14.300
1928	54	625.480	308.040	31.660	258.120	6.520	11.740	317.440	23.220	247.500	31.360	15.360
1927-1923	55-59	3.055.940	1.475.260	143.620	1.240.160	41.320	50.160	1.580.680	126.800	1.171.320	212.180	70.380
1927	55	613.220	301.140	29.480	253.540	7.100	11.020	312.080	23.940	237.960	35.820	14.360
1926	56	617.520	299.400	29.360	253.340	7.060	9.640	318.120	25.180	240.340	37.880	14.720
1925	57	625.560	299.980	30.800	249.300	8.960	10.920	325.580	26.780	240.200	44.180	14.420
1924	58	603.200	289.740	27.460	243.660	8.640	9.980	313.460	25.900	229.180	44.860	13.520
1923	59	596.440	285.000	26.520	240.320	9.560	8.600	311.440	25.000	223.640	49.440	13.360
1922-1918	60-64	2.508.740	1.174.700	96.640	988.680	51.680	37.700	1.334.040	104.200	892.500	280.240	57.100
1922	60	589.660	278.760	23.980	235.680	9.860	9.240	310.900	24.780	216.980	55.820	13.320
1921	61	608.620	283.180	24.220	239.040	11.080	8.840	325.440	25.800	223.500	62.260	13.880
1920	62	617.340	291.440	23.760	245.120	13.460	9.100	325.900	24.780	216.240	70.800	14.080
1919	63	369.200	172.580	13.560	144.400	8.640	5.980	196.620	15.320	126.680	46.220	8.400
1918	64	323.920	148.740	11.120	124.440	8.640	4.540	175.180	13.520	109.100	45.140	7.420
1917-1913	65-69	1.809.840	806.740	66.680	658.320	59.760	21.980	1.003.100	81.680	555.160	325.480	40.780
1917	65	282.480	129.660	10.360	108.980	7.100	3.220	152.820	11.580	91.220	43.400	6.620
1916	66	259.880	119.100	9.800	97.620	7.840	3.840	140.780	10.920	81.540	42.140	6.180
1915	67	324.580	144.740	11.580	118.420	10.620	4.120	179.840	14.820	100.380	57.580	7.060
1914	68	474.380	207.720	17.680	167.900	16.760	5.380	266.660	21.280	146.160	88.480	10.740
1913	69	468.520	205.520	17.260	165.400	17.440	5.420	263.000	23.080	135.860	93.880	10.180
1912-1908	70-74	2.145.100	900.540	73.320	697.640	106.280	22.300	1.244.560	103.900	555.120	542.120	43.420
1912	70	465.560	200.920	16.560	159.660	19.320	5.380	264.640	19.980	133.900	101.340	9.420
1911	71	424.780	181.820	15.340	142.600	19.500	4.380	242.960	19.780	114.080	99.840	9.260
1910	72	433.060	181.400	13.960	140.740	22.500	4.200	251.660	21.640	110.260	110.820	8.940
1909	73	412.940	170.340	14.100	130.280	21.660	4.300	242.600	21.520	101.540	111.360	8.180
1908	74	408.760	166.060	14.360	124.360	23.300	4.040	242.700	20.980	95.340	118.760	7.620
1907-1903	75-79	1.699.760	654.380	48.540	468.700	123.320	13.820	1.045.380	98.140	323.980	593.400	29.860
1907	75	376.920	149.800	12.060	111.200	23.000	3.540	227.120	21.160	81.720	116.840	7.400
1906	76	361.200	141.000	10.320	103.680	24.040	2.960	220.200	19.880	74.540	119.360	6.420
1905	77	342.320	134.480	9.760	95.900	25.760	3.060	207.840	19.300	63.200	119.780	5.560
1904	78	322.220	120.380	8.340	84.320	25.220	2.500	201.840	19.320	56.820	120.360	5.340
1903	79	297.100	108.720	8.060	73.600	25.300	1.760	188.380	18.480	47.700	117.060	5.140
1902-1898	80-84	1.119.940	380.460	25.720	236.360	113.000	5.380	739.480	73.940	135.260	512.420	17.860
1902	80	285.040	101.180	6.940	66.560	26.400	1.280	183.860	17.940	42.380	118.760	4.780
1901	81	254.580	90.320	6.400	57.120	25.300	1.500	164.260	16.580	31.940	111.400	4.340
1900	82	218.200	73.800	4.880	45.640	22.300	980	144.400	14.260	25.440	101.240	3.460
1899	83	193.680	62.600	4.180	37.540	19.960	920	131.080	12.940	20.260	94.920	2.960
1898	84	168.440	52.560	3.320	29.500	19.040	700	115.880	12.220	15.240	86.100	2.320
1897-1893	85-89	525.260	137.440	6.940	66.440	62.500	1.560	387.820	43.700	33.360	303.560	7.200
1897	85	147.060	41.900	2.240	22.000	17.020	640	105.160	11.020	11.980	79.760	2.400
1896	86	126.220	34.940	1.760	16.680	16.120	380	91.280	10.160	8.440	71.060	1.620
1895	87	98.200	24.140	1.220	11.680	10.980	260	74.060	9.320	6.080	57.460	1.200
1894	88	82.980	20.140	1.000	8.780	10.180	180	62.840	7.520	3.980	50.380	960
1893	89	70.800	16.320	720	7.300	8.200	100	54.480	5.680	2.880	44.900	1.020
1892-1888	90-94	175.880	38.360	2.200	14.420	21.400	340	137.520	15.460	5.720	114.100	2.240
1892	90	53.560	12.180	600	4.740	6.660	180	41.380	4.440	2.260	33.960	720
1891	91	44.740	9.820	500	4.140	5.100	80	34.920	4.060	1.520	28.860	480
1890	92	32.660	6.940	560	2.440	3.940	—	25.720	2.920	980	21.300	520
1889	93	26.800	5.700	280	2.060	3.300	60	21.100	2.240	640	17.920	300
1888	94	18.120	3.720	260	1.040	2.400	20	14.400	1.800	320	12.060	220
Avant 1888	95 ou plus	39.220	7.160	460	1.740	4.960	—	32.060	3.720	800	27.000	540
1887	95	13.460	2.500	180	580	1.740	—	10.960	1.120	180	9.400	260
1886	96	8.420	1.400	140	300	960	—	7.020	940	200	5.740	140
1885	97	5.780	940	40	260	640	—	4.840	380	100	4.280	80
1884	98	3.540	800	40	200	560	—	2.740	420	40	2.260	20
Avant 1884	99 ou plus	8.020	1.520	60	400	1.060	—	6.500	860	280	5.320	40
Population totale		**54.273.200**	**26.492.800**	**12.241.600**	**13.037.580**	**646.960**	**566.660**	**27.780.400**	**10.893.520**	**12.833.600**	**3.194.500**	**858.780**
Moins de 20 ans		15.594.960	7.992.900	7.988.480	4.420	—	—	7.602.060	7.561.760	39.240	440	620
20 ans à 64 ans		31.163.240	15.574.820	4.028.260	10.889.540	155.740	501.280	15.588.420	2.911.220	11.184.960	775.980	716.260
65 ans ou plus		7.515.000	2.925.080	224.860	2.143.620	491.220	65.380	4.589.920	420.540	1.609.400	2.418.080	141.900

TABLEAU B.01-2

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1984

(Evaluation provisoire fondée sur les résultats du rencensement de 1982)

Source : INSEE

Année de naissance	Age en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Année de naissance	Age en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
1983.....	0	744.419	380.675	363.744	1933.....	50	616.442	309.476	306.966
1982.....	1	789.306	403.577	385.729	1932.....	51	647.706	319.157	328.549
1981.....	2	770.852	395.171	375.681	1931.....	52	635.715	314.176	321.539
1980.....	3	771.746	397.546	374200	1930.....	53	651.695	321.316	330.379
1979.....	4	743.783	381.150	362.633	1929.....	54	622.888	305.815	317.073
1983-1979	0-4	3.820.106	1.958.119	1.861.987	1933-1929	50-54	3.174.446	1.569.940	1.604.506
1978.....	5	715.278	365.779	349.499	1928.....	55	616.895	301.693	315.202
1977.....	6	724.122	369.755	354.367	1927.....	56	604.139	294.446	309.693
1976.....	7	714.846	365.448	349.398	1926.....	57	608.002	292.438	315.564
1975.....	8	740.210	377.391	362.819	1925.....	58	615.487	292.625	322.862
1974.....	9	794.764	404.913	389.851	1924.....	59	593.036	282.281	310.755
1978-1974	5-9	3.689.220	1.883.286	1.805.934	1928-1924	55-59	3.037.559	1.463.483	1.574.076
1973.....	10	849.102	434.487	414.615	1923.....	60	585.267	277.008	308.259
1972.....	11	877.087	452.952	424.135	1922.....	61	577.599	270.162	307.437
1971.....	12	872.730	448.148	424.582	1921.....	62	595.343	273.894	321.449
1970.....	13	856.758	443.710	413.048	1920.....	63	602.484	281.040	321.444
1969.....	14	841.180	431.297	409.883	1919.....	64	359.596	165.968	193.628
1973-1969	10-14	4.296.857	2.210.594	2.086.263	1923-1919	60-64	2.720.289	1.268.072	1.452.217
1968.....	15	837.295	428.930	408.365	1918.....	65	315.001	142.679	172.322
1967.....	16	844.540	433.347	411.193	1917.....	66	274.039	123.934	150.105
1966.....	17	866.803	444.493	422.310	1916.....	67	251.343	113.345	137.998
1965.....	18	874.869	450.917	423.952	1915.....	68	313.232	137.295	175.937
1964.....	19	895.531	457.485	438.046	1914.....	69	456.478	196.135	260.343
1968-1964	15-19	4.319.038	2.215.172	2.103.866	1918-1914	65-69	1.610.093	713.388	896.705
1963.....	20	878.114	442.596	435.518	1913.....	70	449.388	193.042	256.346
1962.....	21	844.903	424.738	420.165	1912.....	71	444.106	187.345	256.761
1961.....	22	856.200	429.646	426.554	1911.....	72	403.094	168.355	234.739
1960.....	23	854.328	427.014	427.314	1910.....	73	408.624	166.627	241.997
1959.....	24	844.169	423.094	421.075	1909.....	74	386.727	154.805	231.922
1963-1959	20-24	4.277.714	2.147.088	2.130.626	1913-1909	70-74	2.091.939	870.174	1.221.765
1958.....	25	827.282	415.595	411.687	1908.....	75	380.355	149.629	230.726
1957.....	26	833.494	417.696	415.798	1907.....	76	347.872	133.541	214.331
1956.....	27	842.530	422.372	420.158	1906.....	77	330.343	124.298	206.045
1955.....	28	835.018	414.909	420.109	1905.....	78	309.900	117.266	192.634
1954.....	29	843.687	423.030	420.657	1904.....	79	288.305	103.202	185.103
1958-1954	25-29	4.182.011	2.093.602	2.088.409	1908-1904	75-79	1.656.775	627.936	1.028.839
1953.....	30	835.933	422.848	413.085	1903.....	80	262.020	91.512	170.508
1952.....	31	857.690	434.317	423.373	1902.....	81	248.062	83.698	164.364
1951.....	32	845.397	423.852	421.545	1901.....	82	217.942	73.619	144.323
1950.....	33	888.823	451.395	437.428	1900.....	83	183.061	58.533	124.528
1949.....	34	881.255	448.432	432.823	1899.....	84	159.341	48.625	110.716
1953-1949	30-34	4.309.098	2.180.844	2.128.254	1903-1899	80-84	1.070.426	355.987	714.439
1948.....	35	895.141	459.272	435.869	1898.....	85	135.500	39.972	95.528
1947.....	36	876.398	449.815	426.583	1897.....	86	115.596	30.907	84.689
1946.....	37	841.528	431.320	410.208	1896.....	87	96.979	25.118	71.861
1945.....	38	638.032	327.634	310.398	1895.....	88	73.311	16.671	56.640
1944.....	39	636.059	324.856	311.203	1894.....	89	59.677	13.501	46.176
1948-1944	35-39	3.887.158	1.992.897	1.894.261	1898-1894	85-89	481.063	126.169	354.894
1943.....	40	623.875	317.774	306.101	1893.....	90	49.454	10.397	39.057
1942.....	41	591.226	302.355	288.871	1892.....	91	36.019	7.590	28.429
1941.....	42	525.227	268.401	256.826	1891.....	92	29.314	5.980	23.334
1940.....	43	567.444	292.192	275.252	1890.....	93	20.934	4.183	16.751
1939.....	44	600.557	303.872	296.685	1889.....	94	16.372	3.226	13.146
1943-1939	40-44	2.908.329	1.484.594	1.423.735	1893-1889	90-94	152.093	31.376	120.717
1938.....	45	590.789	297.725	293.064	1888 et avant.	95 ou +	32.677	5.653	27.024
1937.....	46	593.668	300.898	292.770					
1936.....	47	607.373	307.366	300.007	**Population totale .....**		**54.747.600**	**26.724.850**	**28.022.750**
1935.....	48	609.904	304.964	304.940	Moins de 20 ans.....		16.125.221	8.267.171	7.858.050
1934.....	49	628.975	315.523	313.452	20 à 64 ans...		31.527.313	15.726.996	15.800.317
1938-1934....	45-49	3.030.709	1.526.476	1.504.233	65 ans ou plus		7.095.066	2.730.683	4.364.383

TABLEAU B.01-3

Étrangers au 4 mars 1982 par nationalité détaillée et pays de résidence au 1er janvier 1975

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Nationalité	Les deux sexes		Sexe masculin		Sexe féminin	
	Total	Dont résidence hors métropole au 1er janvier 1975	Total	Dont résidence hors métropole au 1er janvier 1975	Total	Dont résidence hors métropole au 1er janvier 1975
Nationalités d'Europe (sauf URSS) :						
01 Allemands	43.840	16.540	23.800	7.120	20.040	9.420
02 Autrichiens	2.740	1.280	1.260	620	1.480	660
03 Belges	50.200	14.620	26.140	6.580	24.060	8.040
04 Bulgares	1.140	520	680	260	460	260
05 Danois	2.440	1.540	1.040	600	1.400	940
06 Espagnols	321.440	15.860	169.360	7.500	152.080	8.360
07 Finlandais, Finnois	960	720	280	220	680	500
08 Grecs	7.860	3.400	4.780	2.160	3.080	1.240
09 Hongrois	3.700	420	2.380	260	1.320	160
10 Irlandais (Eire)	1.880	940	680	400	1.200	540
11 Italiens	333.740	21.560	190.240	12.100	143.500	9.460
12 Luxembourgeois	3.480	1.200	2.020	740	1.460	460
13 Norvégiens	1.220	680	540	180	680	500
14 Néerlandais, Hollandais	13.980	6.140	7.200	2.700	6.780	3.440
15 Polonais	64.820	6.120	26.900	2.560	37.920	3.560
16 Portugais	764.860	74.640	405.480	34.380	359.380	40.260
17 Roumains	3.420	1.560	1.800	720	1.620	840
18 Britanniques	34.180	19.740	17.500	9.900	16.680	9.840
19 Suédois	3.040	1.840	1.220	720	1.820	1.120
20 Suisses	22.640	5.580	13.280	2.880	9.360	2.700
21 Tchécoslovaques, Tchèques, Slovaques	3.160	420	1.700	160	1.460	260
22 Yougoslaves	64.420	6.400	34.240	2.800	30.180	3.600
23 Monégasques	1.040	360	740	300	300	60
24 Andorrans	620	120	280	40	340	80
25 Baltes	480	—	220	—	260	—
29 Autres nat. d'Europe (sauf URSS)	1.860	1.060	940	440	920	620
Total	**1.753.160**	**203.260**	**934.700**	**96.340**	**818.460**	**106.920**
dont : *nationalités de la CEE*	*491.600*	*85.680*	*273.400*	*42.300*	*218.200*	*43.380*
Nationalités d'Afrique :						
31 Algériens	795.920	104.820	491.040	53.520	304.880	51.300
33 Camerounais	14.220	5.700	8.220	3.340	6.000	2.360
34 Centrafricains	2.860	2.080	1.560	1.060	1.300	1.020
35 Congolais (République populaire)	7.620	5.280	4.840	3.260	2.780	2.020
36 Ivoiriens	11.680	6.560	7.280	4.060	4.400	2.500
37 Béninois, Dahoméens	3.800	2.020	2.300	1.140	1.500	880
39 Gabonais	2.880	1.860	1.680	1.000	1.200	860
40 Guinéens (République de Guinée)	2.140	1.140	1.440	680	700	460
42 Voltaiques	2.360	1.120	1.620	800	740	320
43 Malgaches	5.900	3.680	2.980	1.720	2.920	1.960
44 Maliens	24.340	8.740	18.220	5.860	6.120	2.880
45 Marocains	431.120	122.220	263.220	64.460	167.900	57.760
46 Mauritaniens	5.060	1.100	3.860	640	1.200	460
47 Nigériens	1.980	1.260	1.420	860	560	400
48 Egyptiens	4.340	2.860	2.980	1.980	1.360	880
49 Sénégalais (et Gambiens)	33.240	12.320	23.240	7.480	10.000	4.840
50 Tchadiens	1.280	1.040	900	660	380	380
51 Togolais	4.680	1.980	2.600	1.100	2.080	880
52 Tunisiens	189.400	41.380	117.100	22.480	72.300	18.900
53 Comoriens	1.800	620	1.280	280	520	340
54 Afars, Issas, Somalis	480	400	300	260	180	140
55 Mauriciens	11.760	5.400	5.760	2.500	6.000	2.900
56 Nigérians	840	660	620	460	220	200
57 Zaïrois (Congolais Kinshasa)	6.900	5.160	4.400	3.260	2.500	1.900
59 Autres nationalités d'Afrique	7.220	4.900	4.800	3.200	2.420	1.700
Total	**1.573.820**	**344.300**	**973.660**	**186.060**	**600.160**	**158.240**

TABLEAU B.01-3 *(suite et fin)*

Étrangers au 4 mars 1982 par nationalité détaillée et pays de résidence au 1er janvier 1975

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Nationalité	Les deux sexes		Sexe masculin		Sexe féminin	
	Total	Dont résidence hors métropole au 1er janvier 1975	Total	Dont résidence hors métropole au 1er janvier 1975	Total	Dont résidence hors métropole au 1er janvier 1975
Nationalités d'Amérique :						
60 Canadiens	4.980	3.500	2.860	2.120	2.120	1.380
61 Américains (Etats-Unis)	17.740	10.200	8.820	4.980	8.920	5.220
62 Haïtiens	4.520	3.360	2.280	1.580	2.240	1.780
63 Méxicains	1.900	1.540	1.080	880	820	660
64 Argentins	4.080	2.720	2.100	1.320	1.980	1.400
65 Brésiliens	3.940	2.240	1.680	960	2.260	1.280
66 Chiliens	5.580	3.220	2.940	1.780	2.640	1.440
67 Colombiens	1.540	780	580	320	960	460
68 Vénézuéliens	1.380	1.120	660	520	720	600
69 Autres nationalités d'Amérique	5.240	4.140	2.760	1.980	2.480	2.160
Total	**50.900**	**32.820**	**25.760**	**16.440**	**25.140**	**16.380**
Nationalités d'Asie :						
70 Arméniens	4.780	1.140	2.140	560	2.640	580
71 Cambodgiens (Khmers)	36.880	30.280	20.000	16.020	16.880	14.260
72 Chinois (et Formosans)	4.960	2.460	2.920	1.360	2.040	1.100
73 Indiens	2.480	1.720	1.340	880	1.140	840
74 Iraniens	10.420	7.920	6.200	4.660	4.220	3.260
75 Israëliens	4.040	2.280	2.080	1.180	1.960	1.100
76 Japonais	7.660	4.840	4.040	2.500	3.620	2.340
77 Laotiens	33.480	27.080	17.440	14.080	16.040	13.000
78 Libanais	11.200	8.920	7.100	5.620	4.100	3.300
79 Syriens	3.640	2.480	2.560	1.760	1.080	720
80 Turcs	123.540	50.400	72.060	25.920	51.480	24.480
81 Viétnamiens	35.160	27.680	18.600	14.000	16.560	13.680
82 Irakiens	2.400	1.980	1.420	1.160	980	820
83 Pakistanais	3.400	1.680	2.480	1.200	920	480
84 Autres nationalités d'Asie (sauf URSS)	9.740	7.200	5.740	4.240	4.000	2.960
Total	**293.780**	**178.060**	**166.120**	**95.140**	**127.660**	**82.920**
85 Soviétiques, Russes	6.840	700	3.360	280	3.480	420
Nationalités d'Océanie :						
86 Australiens	1.420	820	660	340	760	480
89 Autres nationalités d'Océanie	180	60	100	20	80	40
Total	**1.600**	**880**	**760**	**360**	**840**	**520**
Ensemble des nationalités	**3.680.100**	**760.020**	**2.104.360**	**394.620**	**1.575.740**	**365.400**

TABLEAU B.01-4

Population totale par sexe, année de naissance, âge et nationalité regroupée

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Année de naissance	Age atteint en 1982	Les deux sexes				Sexe masculin				Sexe féminin			
		Total	Français de naissance	Français par acquisition	Etrangers	Total	Français de naissance	Français par acquisition	Etrangers	Total	Français de naissance	Français par acquisition	Etrangers
1982-1978	0-4	3.129.440	2.844.260	5.100	280.080	1.606.540	1.459.460	2.680	144.400	1.522.900	1..384.800	2.420	135.680
1982.....	0	127.500	116.620	80	10.800	66.560	60.760	60	5.740	60.940	55.860	20	5.060
1981.....	1	771.780	702.040	1.100	68.640	395.700	359.820	520	35.360	376.080	342.220	580	33.280
1980.....	2	771.680	703.480	1.340	66.860	397.560	361.980	860	34.720	374.120	341.500	480	32.140
1979.....	3	743.540	673.920	1.320	68.300	381.060	345.460	620	34.980	362.480	328.460	700	33.320
1978.....	4	714.940	648.200	1.260	65.480	365.660	331.440	620	33.600	349.280	316.760	640	3.1880
1977-1973	5-9	3.820.840	3.467.780	11.180	341.880	1.950.980	1.772.540	5.460	172.980	1.869.860	1.695.240	5.720	168.900
1977.....	5	723.760	654.960	1.580	67.220	369.600	335.380	900	33.320	354.160	319.580	680	33.900
1976.....	6	714.460	645.600	1.820	67.040	365.260	329.420	840	35.000	349.200	316.180	980	32.040
1975.....	7	739.800	669.400	1.820	68.580	377.200	341.680	1.000	34.520	362.600	327.720	820	34.060
1974.....	8	794.280	723.040	3.100	68.140	404.700	369.780	1.300	33.620	389.580	353.260	1.800	34.520
1973.....	9	848.540	774.780	2.860	70.900	434.220	396.280	1.420	36.520	414.320	378.500	1.440	34.380
1972-1968	10-14	4.282.700	3.933.420	22.360	326.920	2.204.060	2.021.960	11.020	171.080	2.078.640	1.911.460	11.340	155.840
1972.....	10	876.540	802.060	3.960	70.520	452.700	412.800	2.180	37.720	423.840	389.260	1.780	32.800
1971.....	11	872.160	801.220	4.340	66.600	447.900	411.220	2.080	34.600	424.260	390.000	2.260	32.000
1970.....	12	856.220	784.920	4.180	67.120	443.460	406.940	2.240	34.280	412.760	377.980	1.940	32.840
1969.....	13	840.800	774.020	4.940	61.840	431.160	396.760	2.060	32.340	409.640	377.260	2.880	29.500
1968.....	14	836.980	771.200	4.940	60.840	428.840	394.240	2.460	32.140	408.140	376.960	2.480	28.700
1967-1963	15-19	4.361.980	4.039.920	44.320	277.740	2.231.320	2.064.360	22.320	144.640	2.130.660	1.975.560	22.000	133.100
1967.....	15	844.380	778.720	5.780	59.880	433.340	398.720	3.000	31.620	411.040	380.000	2.780	28.260
1966.....	16	866.840	801.580	6.940	58.320	444.660	411.240	3.500	29.920	422.180	390.340	3.440	28.400
1965.....	17	875.260	812.580	7.820	54.860	451.400	418.380	4.160	28.860	423.860	394.200	3.660	26.000
1964.....	18	896.420	831.980	10.200	54.240	458.380	425.440	5.060	27.880	438.040	406.540	5.140	26.360
1963.....	19	879.080	815.060	13.580	50.440	443.540	410.580	6.600	26.360	435.540	404.480	6.980	24.080
1962-1958	20-24	4.231.540	3.893.660	71.460	266.420	2.124.840	1.959.140	33.040	132.660	2.106.700	1.934.520	38.420	133.760
1962.....	20	845.920	779.760	13.500	52.660	425.780	393.260	6.080	26.440	420.140	386.500	7.420	26.220
1961.....	21	857.200	793.100	13.180	50.920	430.660	398.620	6.640	25.400	426.540	394.480	6.540	25.520
1960.....	22	855.300	786.840	15.340	53.120	428.000	394.840	7.300	25.860	427.300	392.000	8.040	27.260
1959.....	23	845.000	776.700	14.780	53.520	423.960	391.740	6.400	25.820	421.040	384.960	8.380	27.700
1958.....	24	828.120	757.260	14.660	56.200	416.440	380.680	6.620	29.140	411.680	376.580	8.040	27.060
1957-1953	25-29	4.194.700	3.795.960	85.800	312.940	2.104.780	1.902.980	37.020	164.780	2.089.920	1.892.980	48.780	148.160
1957.....	25	834.400	761.740	16.380	56.280	418.540	382.180	7.120	29.240	415.860	379.560	9.260	27.040
1956.....	26	843.340	767.520	16.060	59.760	423.160	384.980	6.940	31.240	420.180	382.540	9.120	28.520
1955.....	27	835.720	754.860	16.300	64.560	415.620	374.660	7.320	33.640	420.100	380.200	8.980	30.920
1954.....	28	844.460	761.200	18.560	64.700	423.800	382.260	7.800	33.740	420.660	378.940	10.760	30.960
1953.....	29	836.780	750.640	18.500	67.640	423.660	378.900	7.840	36.920	413.120	371.740	10.660	30.720
1952-1948	30-34	4.373.500	3.916.660	97.260	359.580	2.221.800	1.963.720	41.400	216.680	2.151.700	1.952.940	55.860	142.900
1952.....	30	858.560	769.000	18.220	71.340	435.140	386.160	7.720	41.260	423.420	382.840	10.500	30.080
1951.....	31	846.400	760.740	19.860	65.800	424.740	379.280	8.340	37.120	421.660	381.460	11.520	28.680
1950.....	32	889.900	794.800	19.040	76.060	452.340	397.840	8.300	46.200	437.560	396.960	10.740	29.860
1949.....	33	882.300	790.840	19.400	72.060	449.300	396.140	8.400	44.760	433.000	394.700	11.000	27.300
1948.....	34	896.340	801.280	20.740	74.320	460.280	404.300	8.640	47.340	436.060	396.980	12.100	26.980
1947-1943	35-39	3.623.700	3.203.600	100.900	319.200	1.857.320	1.603.460	42.320	211.540	1.766.380	1.600.140	58.580	107.660
1947.....	35	877.940	784.080	21.940	71.920	451.040	394.940	8.740	47.360	426.900	389.140	13.200	24.560
1946.....	36	843.140	756.760	21.040	65.340	432.520	380.120	8.840	43.560	410.620	376.640	12.200	21.780
1945.....	37	639.440	557.280	19.440	62.720	328.680	278.400	8.560	41.720	310.760	278.880	10.880	21.000
1944.....	38	637.600	554.880	20.360	62.360	326.020	275.500	8.600	41.920	311.580	279.380	11.760	20.440
1943.....	39	625.580	550.600	18.120	56.860	319.060	274.500	7.580	36.980	306.520	276.100	10.540	19.880
1942-1938	40-44	2.886.000	2.513.680	97.360	274.960	1.472.560	1.243.960	41.520	187.080	1.413.440	1.269.720	55.840	87.880
1942.....	40	592.960	514.680	18.640	59.640	303.640	255.740	7.560	40.340	289.320	258.940	11.080	19.300
1941.....	41	527.040	456.780	17.860	52.400	269.720	226.340	7.540	35.840	257.320	230.440	10.320	16.560
1940.....	42	569.580	488.640	20.400	60.540	293.780	243.540	8.740	41.500	275.800	245.100	11.660	19.040
1939.....	43	603.020	530.520	19.900	52.600	305.740	261.360	8.900	35.480	297.280	269.160	11.000	17.120
1938.....	44	593.400	523.060	20.560	49.780	299.680	256.980	8.780	33.920	293.720	266.080	11.780	15.860
1937-1933	45-49	3.077.520	2.737.800	111.940	227.780	1.554.120	1.350.100	49.880	154.140	1.523.400	1.387.700	62.060	73.640
1937.....	45	596.780	526.780	21.500	48.500	303.220	260.000	9.960	33.260	293.560	266.780	11.540	15.240
1936.....	46	611.000	538.900	22.440	49.660	310.080	267.140	9.360	33.580	300.920	271.760	13.080	16.080
1935.....	47	614.020	546.480	21.960	45.580	308.020	267.640	10.080	30.300	306.000	278.840	11.880	15.260
1934.....	48	633.840	567.860	23.060	42.920	319.220	279.860	10.200	29.160	314.620	288.000	12.860	13.760
1933.....	49	621.880	557.780	22.980	41.120	313.580	275.460	10.280	27.840	308.300	282.320	12.700	13.280

TABLEAU B.01-4 *(suite et fin)*

Population totale par sexe, année de naissance, âge et nationalité regroupée

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Année de naissance	Age atteint en 1982	Les deux sexes				Sexe masculin				Sexe féminin			
		Total	Français de naissance	Français par acquisition	Etrangers	Total	Français de naissance	Français par acquisition	Etrangers	Total	Français de naissance	Français par acquisition	Etrangers
1932-1928	50-54	3.211.600	2.901.120	129.080	181.400	1.589.440	1.408.640	58.000	122.800	1.622.160	1.492.480	71.080	58.600
1932.....	50	653.900	589.660	23.580	40.660	323.820	286.260	10.160	27.400	330.080	303.400	13.420	13.260
1931.....	51	642.420	582.760	24.300	35.360	319.120	283.640	11.120	24.360	323.300	299.120	13.180	11.000
1930.....	52	659.100	593.320	27.140	38.640	326.800	288.640	12.040	26.120	332.300	304.680	15.100	12.520
1929.....	53	630.700	569.860	26.860	33.980	311.660	275.880	12.800	22.980	319.040	293.980	14.060	11.000
1928.....	54	625.480	565.520	27.200	32.760	308.040	274.220	11.880	21.940	317.440	291.300	15.320	10.820
1927-1923	55-59	3.055.940	2.766.840	150.520	138.580	1.475.260	1.316.640	67.360	91.260	1.580.680	1.450.200	83.160	47.320
1927.....	55	613.220	556.180	27.500	29.540	301.140	269.260	12.240	19.640	312.080	286.920	15.260	9.900
1926.....	56	617.520	559.380	28.400	29.740	299.400	266.600	13.080	19.720	318.120	292.780	15.320	10.020
1925.....	57	625.560	565.940	31.300	28.320	299.980	268.260	13.300	18.420	325.580	297.680	18.000	9.900
1924.....	58	603.200	544.560	31.800	26.840	289.740	257.760	14.200	17.780	313.460	286.800	17.600	9.060
1923.....	59	596.440	540.780	31.520	24.140	285.000	254.760	14.540	15.700	311.440	286.020	16.980	8.440
1922-1918	60-64	2.508.740	2.278.120	136.960	93.660	1.174.700	1.056.140	60.780	57.780	1.334.040	1.221.980	76.180	35.880
1922.....	60	589.660	535.820	31.260	22.580	278.760	251.640	13.600	13.520	310.900	284.180	17.660	9.060
1921.....	61	608.620	558.020	30.400	20.200	283.180	256.740	13.460	12.980	325.440	301.280	16.940	7.220
1920.....	62	617.340	565.640	31.200	20.500	291.440	264.460	13.700	13.280	325.900	301.180	17.500	7.220
1919.....	63	369.200	329.420	23.780	16.000	172.580	152.200	10.860	9.520	196.620	177.220	12.920	6.480
1918.....	64	323.920	289.220	20.320	14.380	148.740	131.100	9.160	8.480	175.180	158.120	11.160	5.900
1917-1913	65-69	1.809.840	1.626.000	113.320	70.520	806.740	719.300	48.380	39.060	1.003.100	906.700	64.940	31.460
1917.....	65	282.480	250.300	19.040	13.140	129.660	113.640	8.200	7.820	152.820	136.660	10.840	5.320
1916.....	66	259.880	226.080	20.600	13.200	119.100	103.000	8.820	7.280	140.780	123.080	11.780	5.920
1915.....	67	324.580	285.580	25.360	13.640	144.740	126.160	10.880	7.700	179.840	159.420	14.480	5.940
1914.....	68	474.380	434.000	24.820	15.560	207.720	189.140	10.480	8.100	266.660	244.860	14.340	7.460
1913.....	69	468.520	430.040	23.500	14.980	205.520	187.360	10.000	8.160	263.000	242.680	13.500	6.820
1912-1908	70-74	2.145.100	1.970.700	102.580	71.820	900.540	823.260	41.600	35.680	1.244.560	1.147.440	60.980	36.140
1912.....	70	465.560	427.900	22.960	14.700	200.920	184.480	8.980	7.460	264.640	243.420	13.980	7.240
1911.....	71	424.780	390.480	20.660	13.640	181.820	165.940	8.840	7.040	242.960	224.540	11.820	6.600
1910.....	72	433.060	398.480	20.160	14.420	181.400	165.720	8.220	7.460	251.660	232.760	11.940	6.960
1909.....	73	412.940	378.680	19.720	14.540	170.340	155.620	7.780	6.940	242.600	223.060	11.940	7.600
1908.....	74	408.760	375.160	19.080	14.520	166.060	151.500	7.780	6.780	242.700	223.660	11.300	7.740
1907-1903	75-79	1.699.760	1.560.880	76.040	62.840	654.380	591.620	33.360	29.400	1.045.380	969.260	42.680	33.440
1907.....	75	376.920	345.340	18.220	13.360	149.800	135.600	7.960	6.240	227.120	209.740	10.260	7.120
1906.....	76	361.200	331.780	15.860	13.560	141.000	127.440	7.080	6.480	220.200	204.340	8.780	7.080
1905.....	77	342.320	313.920	15.420	12.980	134.480	121.540	6.640	6.300	207.840	192.380	8.780	6.680
1904.....	78	322.220	297.040	13.540	11.640	120.380	109.220	6.080	5.080	201.840	187.820	7.460	6.560
1903.....	79	297.100	272.800	13.000	11.300	108.720	97.820	5.600	5.300	188.380	174.980	7.400	6.000
1902-1898	80-84	1.119.940	1.029.180	45.500	45.260	380.460	343.580	18.380	18.500	739.480	685.600	27.120	26.760
1902.....	80	285.040	261.460	12.340	11.240	101.180	91.660	4.840	4.680	183.860	169.800	7.500	6.560
1901.....	81	254.580	235.120	9.700	9.760	90.320	81.800	4.000	4.520	164.260	153.320	5.700	5.240
1900.....	82	218.200	199.180	9.140	9.880	73.800	66.440	3.720	3.640	144.400	132.740	5.420	6.240
1899.....	83	193.680	178.420	7.620	7.640	62.600	56.220	3.500	2.880	131.080	122.200	4.120	4.760
1898.....	84	168.440	155.000	6.700	6.740	52.560	47.460	2.320	2.780	115.880	107.540	4.380	3.960
1897-1893	85-89	525.260	486.080	18.680	20.500	137.440	123.840	6.020	7.580	387.820	362.240	12.660	12.920
1897.....	85	147.060	134.920	5.840	6.300	41.900	37.660	1.800	2.440	105.160	97.260	4.040	3.860
1896.....	86	126.220	117.080	4.380	4.760	34.940	32.040	1.420	1.480	91.280	85.040	2.960	3.280
1895.....	87	98.200	91.380	3.300	3.520	24.140	21.780	1.220	1.140	74.060	69.600	2.080	2.380
1894.....	88	82.980	76.620	2.840	3.520	20.140	17.680	860	1.600	62.840	58.940	1.980	1.920
1893.....	89	70.800	66.080	2.320	2.400	16.320	14.680	720	920	54.480	51.400	1.600	1.480
1892-1888	90-94	175.880	164.780	4.640	6.460	38.360	35.020	1.340	2.000	137.520	129.760	3.300	4.460
1892.....	90	53.560	50.000	1.620	1.940	12.180	10.960	620	600	41.380	39.040	1.000	1.340
1891.....	91	44.740	42.000	1.040	1.700	9.820	8.900	340	580	34.920	33.100	700	1.120
1890.....	92	32.660	30.840	820	1.000	6.940	6.460	140	340	25.720	24.380	680	660
1889.....	93	26.800	25.140	700	960	5.700	5.300	180	220	21.100	19.840	520	740
1888.....	94	18.120	16.800	460	860	3.720	3.400	60	260	14.400	13.400	400	600
Avant 1888.....	95 ou +	39.220	36.740	920	1.560	7.160	6.520	320	320	32.060	30.220	600	1.240
1887.....	95	13.460	12.600	280	580	2.500	2.320	40	140	10.960	10.280	240	440
1886.....	96	8420	7.860	260	300	1.400	1.180	120	100	7.020	6.680	140	200
1885.....	97	5.780	5.500	40	240	940	920	20	0	4.840	4.580	20	240
1884.....	98	3.540	3.320	120	100	800	760	20	20	2.740	2.560	100	80
Avant 1884.....	99 ou +	8.020	7.460	220	340	1.520	1.340	120	60	6.500	6.120	100	280
Population totale		**54.273.200**	**49.167.180**	**1.425.920**	**3.680.100**	**26.492.800**	**23.766.240**	**622.200**	**2.104.360**	**27.780.400**	**25.400.940**	**803.720**	**1.575.740**
Moins de 20 ans .		15.594.960	14.285.380	82.960	1.226.620	7.992.900	7.318.320	41.480	633.100	7.602.060	6.967.060	41.480	593.520
20 ans à 64 ans ..		31.163.240	28.007.440	981.280	2.174.520	15.574.820	13.804.780	431.320	1.338.720	15.588.420	14.202.660	549.960	835.800
65 ans ou plus ...		7.515.000	6.874.360	361.680	278.960	2.925.080	2.643.140	149.400	132.540	4.589.920	4.231.220	212.280	146.420

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle individuelle suivant la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Catégorie socioprofessionnelle individuelle	Population totale	Population hors ménages ordinaires	Population des ménages ordinaires								
			Ensemble	Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage							
				Agriculteurs exploitants	Artisans, Commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés (y compris personnels des services)	Ouvriers (y compris agricoles)	Retraités	Autres sans activité professionnelle
11 Agriculteurs (petite exploitation)	690.240	680	689.560	602.780	6.520	1.540	3.940	4.300	25.720	40.380	4.380
12 Agriculteurs (moyenne exploitation)	450.340	160	450.180	429.160	1.200	220	740	780	3.440	13.560	1.080
13 Agriculteurs (grande exploitation)	334.800	60	334.740	322.640	720	820	500	280	1.440	7.720	620
21 Artisans	903.600	9.060	894.540	3.700	830.520	7.040	12.160	6.580	17.860	13.200	3.480
22 Commerçants et assimilés	797.100	13.040	784.060	7.480	650.520	15.440	27.040	14.920	35.000	25.040	8.620
23 Chefs entreprises (10 salariés ou plus)	133.920	220	133.700	280	125.740	2.760	1.500	620	900	1.500	400
31 Professions libérales	238.900	240	238.660	500	2.880	222.740	5.260	1.600	1.280	3.120	1.280
33 Cadres (Fonction publique)	244.400	2.700	241.700	720	2.240	215.620	10.440	3.500	4.000	3.880	1.300
34 Professeurs, professions scientifiques.	353.140	4.260	348.880	1.860	5.900	300.940	21.340	4.860	4.120	7.120	2.740
35 Professions de l'information, arts et spectacles	116.800	1.400	115.400	320	2.580	95.700	6.960	2.860	2.540	3.580	860
37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	558.360	380	557.980	800	11.660	505.480	17.840	5.940	6.760	7.500	2.000
38 Ingénieurs, cadres techniques d'entreprise	383.120	580	382.540	660	2.120	367.720	4.140	1.420	1.980	3.420	1.080
42 Instituteurs et assimilés	776.900	14.400	762.500	13.560	26.100	100.200	509.100	34.280	49.260	20.700	9.300
43 Professions intermédiaires (santé, travail social)	613.380	10.280	603.100	9.960	21.340	63.840	371.400	41.140	67.440	16.280	11.700
44 Clergé, religieux	58.920	33.500	25.420	100	20	60	24.540	180	80	380	60
45 Professions intermédiaires administratives (Fonction publique)	277.660	3.180	274.480	3.360	5.480	18.100	206.260	13.880	15.720	9.540	2.140
46 Professions intermédiaires (administratives, commerciales) des entreprises	995.400	2.700	992.700	6.840	36.360	63.060	753.380	33.560	65.580	25.920	8.000
47 Techniciens	678.260	3.700	674.560	5.540	7.960	14.060	593.340	11.240	24.240	14.060	4.120
48 Contremaîtres, agents de maîtrise	570.580	1.840	568.740	1.280	3.720	3.240	537.560	3.400	12.320	5.900	1.320
52 Employés civils (Fonction publique)	1.702.620	16.640	1.685.980	25.420	49.120	58.640	202.080	835.840	408.240	75.000	31.640
53 Policiers et militaires	380.260	24.440	355.820	1.460	3.100	2.720	8.200	317.180	14.220	6.040	2.900
54 Employés administratifs d'entreprise	2.532.040	23.580	2.508.460	42.760	129.540	151.780	370.800	1.074.660	579.040	108.500	51.380
55 Employés de commerce	742.180	3.080	739.100	12.740	45.760	22.540	83.640	283.740	236.540	35.660	18.480
56 Personnels (services directs à particuliers)	890.140	11.880	878.260	16.060	41.720	19.800	68.500	332.920	315.700	57.020	26.540
62 Ouvriers qualifiés (type industriel)	1.602.200	18.220	1.583.980	18.360	17.860	8.420	43.520	30.460	1.399.480	48.560	17.320
63 Ouvriers qualifiés (type artisanal)	1.509.340	22.680	1.486.660	22.700	41.040	9.580	40.360	45.420	1.244.440	53.820	29.300
64 Chauffeurs	566.520	3.500	563.020	7.280	6.320	1.420	5.220	7.800	517.060	13.040	4.880
65 Ouvriers qualifiés (manutention, transport)	416.720	5.280	411.440	3.200	3.660	2.280	9.340	9.480	364.820	13.040	5.620
67 Ouvriers non qualifiés (type industriel)	2.352.580	73.380	2.279.200	42.560	38.080	11.100	92.560	84.020	1.843.580	106.940	60.360
68 Ouvriers non qualifiés (type artisanal)	1.007.000	36.920	970.080	19.380	31.160	5.660	34.800	47.220	749.100	51.020	31.740
69 Ouvriers agricoles	294.500	9.840	284.660	31.340	3.320	1.020	3.680	4.520	220.980	13.560	6.240
71 Anciens agriculteurs exploitants	1.346.040	50.900	1.295.140	148.580	14.720	3.440	13.100	18.000	68.140	1.021.900	7.260
72 Anciens artisans, commerçants, chefs entreprises	754.940	31.840	723.100	4.560	19.320	7.280	11.440	11.540	18.140	646.160	4.660
74 Anciens cadres	343.580	9.420	334.160	880	1.780	4.980	3.820	3.300	3.020	314.600	1.780
75 Anciennes professions intermédiaires	721.860	48.080	673.780	2.480	6.200	10.320	13.660	8.840	10.600	616.320	5.360
77 Anciens employés (y compris personnel de service)	1.975.580	84.300	1.891.280	6.800	18.760	16.820	34.380	37.120	62.900	1.699.040	15.460
78 Anciens ouvriers (y compris agricoles)	2.294.020	102.600	2.191.420	11.380	18.280	9.020	27.700	29.980	92.120	1.986.680	16.260
81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé	353.200	4.440	348.760	15.880	19.320	11.200	28.740	39.340	144.700	30.800	58.780
83 Militaires du contingent	251.380	9.860	241.520	21.540	21.780	15.800	31.160	25.460	78.900	21.100	25.780
84 Élèves, étudiants (15 ans ou plus)	4.278.100	159.600	4.118.500	262.620	393.140	547.860	676.860	436.860	1.190.840	173.440	436.880
85 Autres inactifs (moins de 60 ans)	16 805.060	310.040	16.495.020	719.860	1.296.680	1.729.740	2.535.980	1.789.320	6.616.360	610.000	1.197.080
86 Autres inactifs (60 ans et plus)	1.977.520	128.940	1.848.580	36.620	46.740	44.260	53.480	49.760	112.960	857.740	647.020
Ensemble	**54.273.200**	**1.291.840**	**52.981.360**	**2.886.000**	**4.010.980**	**4.694.260**	**7.500.460**	**5.708.120**	**16.631.560**	**8.782.780**	**2.767.200**
1 Agriculteurs exploitants	1.475.380	900	1.474.480	1.354.580	8.440	2.580	5.180	5.360	30.600	61.660	6.080
2 Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1.834.620	22.320	1.812.300	11.460	1.606.780	25.240	40.700	22.120	53.760	39.740	12.500
3 Cadres, professions intellectuelles supérieures	1.894.720	9.560	1.885.160	4.860	27.380	1.708.200	65.980	20.180	20.680	28.620	9.260
4 Professions intermédiaires	3.971.100	69.600	3.901.500	40.640	100.980	262.560	2.995.580	137.680	234.640	92.780	36.640
5 Employés (y compris personnes de services)	6.247.240	79.620	6.167.620	98.440	269.240	255.480	733.220	2.844.340	1.553.740	282.220	130.940
6 Ouvriers (y compris agricoles)	7.748.860	169.820	7.579.040	144.820	141.440	39.480	229.480	228.920	6.339.460	299 980	155.460
7 Retraités	7.436.020	327.140	7.108.880	174.680	79.060	51.860	104.100	108.780	254.920	6.284.700	50.780
8 Autres sans activité professionnelle	23.665.260	612.880	23.052.380	1.056.520	1.777.660	2.348.860	3.326.220	2.340.740	8.143.760	1.693.080	2.365.540

TABLEAU B.01-6

Population légale par département et région au recensement de mars 1982

Source : Décrets n° 82-1219 du 31 décembre 1982 et n° 83-70 du 4 février 1983

Département ou région	Population légale au 4 mars 1982
Paris	2.176.243
Seine-et-Marne	887.112
Yvelines	1.196.111
Essonne	988.000
Hauts-de-Seine	1.387.039
Seine-Saint-Denis	1.324.301
Val-de-Marne	1.193.655
Val-d'Oise	920.598
Ile-de-France	*10.073.059*
Ardennes	302.338
Aube	289.300
Marne	543.627
Haute-Marne	210.670
Champagne - Ardenne	*1.345.935*
Aisne	533.970
Oise	661.781
Somme	544.570
Picardie	*1.740.321*
Eure	462.323
Seine-Maritime	1.193.039
Haute-Normandie	*1.655.362*
Cher	320.174
Eure-et-Loir	362.813
Indre	243.191
Indre-et-Loire	506.097
Loir-et-Cher	296.220
Loiret	535.669
Centre	*2.264.164*
Calvados	589.559
Manche	465.948
Orne	295.472
Basse-Normandie	*1.350.979*
Côte-d'Or	473.548
Nièvre	239.635
Saône-et-Loire	571.852
Yonne	311.019
Bourgogne	*1.596.054*
Nord	2.520.526
Pas-de-Calais	1.412.413
Nord	*3.932.939*
Meurthe-et-Moselle	716.846
Meuse	200.101
Moselle	1.007.189
Vosges	395.769
Lorraine	*2.319.905*
Bas-Rhin	915.676
Haut-Rhin	650.372
Alsace	*1.566.048*
Doubs	477.163
Jura	242.925
Haute-Saône	231.962
Territoire de Belfort	131.999
Franche-Comté	*1.084.049*
Loire-Atlantique	995.498
Maine-et-Loire	675.321
Mayenne	271.784
Sarthe	504.768
Vendée	483.027
Pays de la Loire	*2.930.398*
Côtes-du-Nord	538.869
Finistère	828.364
Ille-et-Vilaine	749.764
Morbihan	590.889
Bretagne	*2.707.886*
Charente	340.770
Charente-Maritime	513.220
Deux-Sèvres	342.812
Vienne	371.428
Poitou - Charentes	*1.568.230*
Dordogne	377.356
Gironde	1.127.546
Landes	297.424
Lot-et-Garonne	298.522
Pyrénées-Atlantiques	555.696
Aquitaine	*2.656.544*
Ariège	135.725
Aveyron	278.654
Haute-Garonne	824.501
Gers	174.154
Lot	154.533
Hautes-Pyrénées	227.922
Tarn	339.345
Tarn-et-Garonne	190.485
Midi - Pyrénées	*2.325.319*
Corrèze	241.448
Creuse	139.968
Haute-Vienne	355.737
Limousin	*737.153*
Ain	418.516
Ardèche	267.970
Drôme	389.781
Isère	936.771
Loire	739.521
Rhône	1.445.208
Savoie	323.675
Haute-Savoie	494.505
Rhône - Alpes	*5.015.947*
Allier	369.580
Cantal	162.838
Haute-Loire	205.895
Puy-de-Dôme	594.365
Auvergne	*1.332.678*
Aude	280.686
Gard	530.478
Hérault	706.499
Lozère	74.294
Pyrénées-Orientales	334.557
Languedoc - Roussillon	*1.926.514*
Alpes-de-Haute-Provence	119.068
Hautes-Alpes	105.070
Alpes-Maritimes	881.198
Bouches-du-Rhône	1.724.199
Var	708.331
Vaucluse	427.343
Provence - Alpes - Côte d'Azur	*3.965.209*
Corse-du-Sud	108.604
Haute-Corse	131.574
Corse	*240.178*
France entière	**54.334.871**

TABLEAU B.01-7

Population des États de la Communauté économique européenne et de divers grands pays

(Moyenne 1982)

Source : EUROSTAT — *Unité :* Millier

Pays	Population	Sexe masculin				Sexe féminin			
		Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
République fédérale d'Allemagne	61.638	29.482	8.064	18.150	3.268	32.156	7.648	18.503	6.005
France	54.215	26.557	8.249	15.509	2.799	27.658	7.884	15.328	4.446
Italie	56.639	...	...	...	...	...	...	...	...
Pays-Bas	14.313	7.092	2.196	4.212	684	7.221	2.096	4.129	996
Belgique	9.856	4.813	1.388	2.889	536	5.043	1.327	2.891	825
Luxembourg	366	178	48	111	19	188	46	112	30
Royaume-Uni	56.341	27.400	8.265	15.811	3.324	28.941	7.847	15.951	5.143
Irlande	3.483	1.750	710	875	165	1.733	676	853	204
Danemark	5.118	2.523	727	1.481	315	2.595	694	1.464	437
Grèce	9.792	4.785	...	...	...	5.007	...	...	...
EUROPE DES DIX	*271.761*	...	...	...	...	...	...	...	...
Espagne	37.935	...	...	...	...	...	...	...	...
Portugal	10.033	...	...	...	...	...	...	...	...
URSS	269.994	...	...	...	...	...	...	...	...
USA	232.057	...	...	...	...	...	...	...	...
Japon	118.449	...	...	...	...	...	...	...	...
Monde	**4.586.000**	...	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.01-8

Ménages ordinaires

Situation au 1er janvier

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Année	Nombre de ménages ordinaires	Année	Nombre de ménages ordinaires
1946 (*)	12.656	1966	15.382
1947	12.748	1967	15.555
1948	12.861	1968 (*)	15.732
1949	12.965	1969	15.957
1950	13.037	1970	16.245
1951	13.142	1971	16.553
1952	13.225	1972	16.853
1953	13.319	1973	17.154
1954 (*)	13.392	1974	17.453
1955	13.489	1975 (*)	17.720
1956	13.610	1976 (1)	17.997
1957	13.749	1977 (1)	18.274
1958	13.916	1978	18.553
1959	14.085	1979	18.826
1960	14.245	1980	19.103
1961	14.371	1981	19.343
1962 (*)	14.562	1982 (*)	19.576
1963	14.933	1983	19.806
1964	15.081	1984	20.039
1965	15.249		

(*) Année de recensement. — (1) Ces chiffres diffèrent de ceux publiés dans l'annuaire de 1980 : de nouvelles évaluations ont été faites à partir d'enquêtes statistiques effectuées depuis 1975.

TABLEAU B.01-9

Répartition des ménages selon leur type

(Recensements de la population)

Source : INSEE

	Recensements de la population (millier de ménages)			Évolutions (en %)	
	1968	1975	1982	1968-1975	1975-1982
Personnes seules	**3.199**	**3.935**	**4.817**	**+ 23,0**	**+ 22,4**
Homme seul	*1.022*	*1.312*	*1.666*	*+ 28,4*	*+ 27,0*
Inactif	386	521	654		
Actif	636	791	1.012		
Femme seule	*2.177*	*2.623*	*3.151*	*+ 20,5*	*+ 20,1*
Inactive	1.500	1.809	2.173		
Active	677	814	978		
Familles monoparentales	**654**	**723**	**847**	**+ 10,6**	**+ 17,2**
Père seul	*133*	*142*	*123*	*+ 6,0*	*– 13,4*
Mère seule	*521*	*581*	*724*	*+ 11,4*	*+ 24,6*
Inactive	197	168	173		
Active	324	413	551		
Couples	**10.919**	**12.118**	**13.120**	**+ 11,0**	**+ 8,3**
Homme inactif, femme inactive	*1.776*	*2.218*	*2.648*	*+ 24,9*	*+ 19,4*
Sans enfant	1.506	1.940	2.345		
Avec enfant (s)	270	278	303		
Homme inactif, femme active	*265*	*331*	*426*	*+ 24,8*	*+ 28,7*
Sans enfant	181	229	300		
Avec enfant (s)	84	102	126		
Homme actif, femme inactive	*5.424*	*4.961*	*4.057*	*– 8,5*	*– 18,2*
L'homme à moins de 40 ans	2.130	1.909	1.659	– 10,4	– 13,1
Sans enfant	171	151	143		
1 enfant	505	447	369		
2 enfants	708	699	616		
3 enfants ou +	746	612	531		
L'homme à 40 ans ou +	3.294	3.052	2.398	– 7,3	– 21,4
Sans enfant	988	874	744		
1 enfant	657	620	505		
2 enfants	663	640	511		
3 enfants ou +	986	918	638		
Homme et femme actifs	*3.454*	*4.608*	*5.989*	*+ 33,4*	*+ 30,0*
L'homme à moins de 40 ans	1.483	2.373	3.272	+ 60,0	+ 37,9
Sans enfant	492	704	890		
1 enfant	548	927	1.149		
2 enfants	298	554	979		
3 enfants ou +	145	188	254		
L'homme à 40 ans ou +	1.971	2.235	2.717	+ 13,4	+ 21,6
Sans enfant	804	814	917		
1 enfant	541	623	752		
2 enfants	348	463	668		
3 enfants +	278	335	380		
Autres ménages	**1.006**	**968**	**806**	**– 3,8**	**– 16,7**
Ensemble	**15.778**	**17.744**	**19.590**	**+ 12,5**	**+ 10,4**

TABLEAU B.01-10

Ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence et le nombre de personnes du ménage

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE — *Unité :* Ménage

Catégorie socioprofessionnelle (niveau 42) de la personne de référence du ménage	Ensemble	Nombre de personnes du ménage 01	02	03	04	05	06 et plus
11 Agriculteurs sur petite exploitation	390.420	42.620	117.500	87.560	68.860	37.980	35.900
12 Agriculteurs sur moyenne exploitation	247.200	10.700	50.800	54.100	56.420	39.160	36.020
13 Agriculteurs sur grande exploitation	179.260	6.260	30.120	37.880	47.280	31.560	26.160
21 Artisans	669.220	42.420	145.340	172.200	187.120	82.840	39.300
22 Commerçants et assimilés	460.320	66.300	126.100	110.980	100.420	38.620	17.900
23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	113.360	7.980	29.180	25.460	30.520	14.640	5.580
31 Professions libérales	182.300	22.440	40.340	36.560	50.120	24.000	8.840
33 Cadres de la fonction publique	197.140	31.000	44.200	42.920	51.100	20.460	7.460
34 Professeurs, professions scientifiques	226.600	53.220	44.480	43.840	55.040	22.780	7.240
35 Professions de l'information, des arts et spectacles	78.120	25.240	22.280	14.760	10.860	3.620	1.360
37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	472.960	56.420	100.820	115.880	132.760	50.380	16.700
38 Ingénieurs, cadres techniques d'entreprise	355.860	30.960	74.120	85.740	110.680	40.540	13.820
42 Instituteurs et assimilés	347.340	92.400	74.340	69.980	77.980	25.720	6.920
43 Professions intermédiaires de la santé et du travail social	255.900	94.780	59.020	43.600	39.200	14.640	4.660
44 Clergé, religieux	21.480	12.020	6.040	1.660	780	400	580
45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	172.360	32.520	35.320	38.740	44.160	16.620	5.000
46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	645.760	107.020	161.820	163.140	146.360	50.720	16.700
47 Techniciens	563.580	60.680	129.060	157.680	153.980	48.220	13.960
48 Contremaîtres, agents de maîtrise	527.560	24.840	110.360	142.360	156.680	65.280	28.040
52 Employés civils, agents de service fonction pubique	642.260	184.560	157.440	130.240	102.540	43.560	23.920
53 Policiers et militaires	305.320	30.740	65.920	79.560	79.480	35.940	13.680
54 Employés administratifs d'entreprise	818.900	261.360	224.360	159.800	112.540	39.920	20.920
55 Employés de commerce	207.780	62.440	58.660	43.000	27.340	10.880	5.460
56 Personnels des services directs aux particuliers	245.320	96.240	65.500	39.800	25.920	11.180	6.680
62 Ouvriers qualifiés de type industriel	1.232.480	93.940	264.000	325.720	302.220	152.420	94.180
63 Ouvriers qualifiés de type artisanal	1.058.820	103.420	239.140	265.480	248.840	121.620	80.320
64 Chauffeurs	491.160	30.820	104.760	121.820	119.100	68.320	46.340
65 Ouvriers qualifiés, manutention, magasinage, transport	326.680	28.540	74.520	83.800	73.420	39.060	27.340
67 Ouvriers non qualifiés de type industriel	1.171.540	166.640	267.340	255.960	214.440	133.140	134.020
68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal	473.060	74.620	106.500	101.900	88.340	50.680	51.020
69 Ouvriers agricoles	167.560	28.160	37.740	31.760	29.640	19.740	20.520
71 Anciens agriculteurs exploitants	726.440	318.100	303.540	73.640	20.780	6.320	4.060
72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	490.920	220.400	223.260	36.200	7.640	2.040	1.380
74 Anciens cadres	282.440	72.240	168.780	31.280	7.200	2.040	900
75 Anciennes professions intermédiaires	501.680	175.420	257.700	51.080	12.340	3.460	1.680
77 Anciens employés (y compris personnels des services)	1.272.940	652.660	489.340	94.740	24.380	7.440	4.380
78 Anciens ouvriers (y compris agricoles)	1.651.000	603.100	788.960	169.320	52.900	19.960	16.760
81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé	25.920	8.980	8.640	3.900	2.080	880	1.440
83 Militaires du contingent	12.980	5.240	6.500	960	240	—	40
84 Élèves, étudiants de 15 ans ou plus	194.600	123.980	50.380	12.040	5.860	1.680	660
85 Autres inactifs moins de 60 ans (sauf retraités)	584.360	173.800	140.560	104.220	78.420	41.700	45.660
86 Autres inactifs de 60 ans ou plus (sauf retraités)	599.500	481.460	87.280	18.180	7.040	3.340	2.200
Ensemble	**19.590.400**	**4.816.680**	**5.592.060**	**3.679.440**	**3.163.020**	**1.443.500**	**895.700**

TABLEAU B.01-11

Ménages selon le type de ménage et la catégorie de commune

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Unité : Ménage

Type de ménage	Ensemble	Communes rurales			Communes urbaines				
		Total	Hors ZPIU	En ZPIU	Total	— de 20.000 habitants	20.000 à 99.999 habitants	100.000 à 1.999.999 habitants	Agglomération parisienne
Une personne vivant seule	**4.816.680**	**998.660**	**456.700**	**541.960**	**3.818.020**	**639.180**	**626.520**	**1.444.320**	**1.108.000**
Homme seul	*1.665.660*	*376.320*	*179.000*	*197.320*	*1.289.340*	*203.240*	*196.460*	*471.920*	*417.720*
Inactif	653.880	191.540	93.920	97.620	462.340	86.300	70.740	190.580	114.720
Actif	1.011.780	184.780	85.080	99.700	827.000	116.940	125.720	281.340	303.000
Femme seule	*3.151.020*	*622.340*	*277.700*	*344.640*	*2.528.680*	*435.940*	*430.060*	*972.400*	*690.280*
Inactive	2.172.520	525.700	238.040	287.660	1.646.820	327.480	289.280	648.480	381.580
Active	978.500	96.640	39.660	56.980	881.860	108.460	140.780	323.920	308.700
Autres ménages sans famille	**807.280**	**238.620**	**117.240**	**121.380**	**568.660**	**107.560**	**90.720**	**227.200**	**143.180**
Famille principale monoparentale	**846.820**	**128.480**	**47.460**	**81.020**	**718.340**	**114.660**	**131.740**	**291.700**	**180.240**
Homme + enfant(s)	*122.900*	*29.780*	*11.720*	*18.060*	*93.120*	*17.700*	*15.700*	*34.820*	*24.900*
Femme + enfant(s)	*723.920*	*98.700*	*35.740*	*62.960*	*625.220*	*96.960*	*116.040*	*256.880*	*155.340*
Inactive	172.500	32.460	12.080	20.380	140.040	27.220	28.280	62.740	21.800
Active	551.420	66.240	23.660	42.580	485.180	69.740	87.760	194.140	133.540
Famille principale = couple	**13.119.620**	**3.549.800**	**1.381.700**	**2.168.100**	**9.569.820**	**2.144.540**	**1.769.020**	**3.599.200**	**2.057.060**
Homme et femme inactifs	*2.647.640*	*828.340*	*366.220*	*462.120*	*1.819.300*	*444.420*	*349.040*	*729.120*	*296.720*
Sans enfant	2.344.940	748.040	335.000	413.040	1.596.900	396.080	308.400	627.640	264.780
Avec enfant(s)	302.700	80.300	31.220	49.080	222.400	48.340	40.640	101.480	31.940
Homme inactif, femme active	*426.300*	*106.100*	*45.960*	*60.140*	*320.200*	*64.500*	*55.660*	*119.480*	*80.560*
Sans enfant	299.900	74.300	33.360	40.940	225.600	44.600	38.980	83.880	58.140
Avec enfant(s)	126.400	31.800	12.600	19.200	94.600	19.900	16.680	35.600	22.420
Homme actif, femme inactive	*4.056.540*	*1.060.040*	*385.080*	*674.960*	*2.996.500*	*685.640*	*562.680*	*1.192.600*	*555.580*
L'homme a moins de 40 ans	1.658.500	425.560	147.920	277.640	1.232.940	289.260	239.520	493.080	211.080
Sans enfant	142.480	27.500	12.320	15.180	114.980	20.440	18.500	47.800	28.240
1 enfant	369.120	82.620	30.980	51.640	286.500	62.000	57.260	114.920	52.320
2 enfants	616.280	160.400	53.140	107.260	455.880	109.800	89.080	179.200	77.800
3 enfants ou plus	530.620	155.040	51.480	103.560	375.580	97.020	74.680	151.160	52.720
L'homme a 40 ans ou plus	2.398.040	634.480	237.160	397.320	1.763.560	396.380	323.160	699.520	344.500
Sans enfant	744.560	195.800	82.220	113.580	548.760	116.820	100.480	211.340	120.120
1 enfant	504.960	126.920	47.920	79.000	378.040	82.420	70.580	152.880	72.160
2 enfants	510.640	130.040	44.400	85.640	380.600	85.160	67.600	152.880	74.960
3 enfants ou plus	637.880	181.720	62.620	119.100	456.160	111.980	84.500	182.420	77.260
Homme et femme actifs	*5.989.140*	*1.555.320*	*584.440*	*970.880*	*4.433.820*	*949.980*	*801.640*	*1.558.000*	*1.124.200*
L'homme a moins de 40 ans	3.271.660	767.940	242.640	525.300	2.503.720	526.080	465.440	910.060	602.140
Sans enfant	889.560	151.560	50.620	100.940	738.000	128.260	134.340	277.880	197.520
1 enfant	1.149.080	254.320	74.800	179.520	894.760	184.800	169.240	327.460	213.260
2 enfants	979.020	275.240	85.080	190.160	703.780	168.760	130.960	247.260	156.800
3 enfants ou plus	254.000	86.820	32.140	54.680	167.180	44.260	30.900	57.460	34.560
L'homme a 40 ans ou plus	2.717.480	787.380	341.800	445.580	1.930.100	423.900	336.200	647.940	522.060
Sans enfant	916.960	267.160	127.740	139.420	649.800	135.180	111.920	208.300	194.400
1 enfant	752.180	198.760	83.000	115.760	553.420	115.160	95.180	187.880	155.200
2 enfants	668.380	181.520	70.280	111.240	486.860	108.320	87.060	169.460	122.020
3 enfants ou plus	379.960	139.940	60.780	79.160	240.020	65.240	42.040	82.300	50.440
Ensemble	**19.590.400**	**4.915.560**	**2.003.100**	**2.912.460**	**14.674.840**	**3.005.940**	**2.618.000**	**5.562.420**	**3.488.480**

TABLEAU B.01-12

Ménages par catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence et celle de son conjoint éventuel selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans du ménage

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE — *Unité :* Ménage

Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence	Nombre d'enfants de 0 à 16 ans du ménage								Nombre d'enfants de 0 à 16 ans
	Ensemble	0 enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	5 enfants	6 enfants et plus	
Agriculteurs exploitants	*816.880*	*479.740*	*146.120*	*119.360*	*52.000*	*13.920*	*4.460*	*1.280*	*627.260*
Conjoint agriculteur exploitant	400.640	220.320	77.640	62.620	29.200	7.640	2.620	600	338.080
Conjoint autre activité professionnelle	73.160	27.300	22.860	17.680	4.440	660	160	60	75.380
Conjoint sans activité professionnelle	198.640	96.280	40.280	36.780	17.620	5.440	1.620	620	200.660
Pas de conjoint	144.440	135.840	5.340	2.280	740	180	60	—	13.140
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	*1.242.900*	*634.100*	*284.520*	*231.540*	*72.300*	*14.600*	*3.740*	*2.100*	*1.055.620*
Conjoint artisan, commerçant, chef d'entreprise	335.400	168.760	82.060	64.060	17.020	2.840	400	260	276.360
Conjoint autre activité professionnelle	304.080	120.580	94.520	71.580	14.720	2.120	320	240	293.460
Conjoint sans activité professionnelle	414.160	176.920	93.320	90.640	39.240	9.500	2.940	1.600	455.740
Pas de conjoint	189.260	167.840	14.620	5.260	1.320	140	80	—	30.060
Cadres, professions intellectuelles supérieures	*1.512.980*	*737.020*	*329.960*	*323.100*	*101.560*	*17.880*	*2.720*	*740*	*1.370.560*
Conjoint cadre ou profession intermédiaire	405.320	142.160	112.820	115.540	30.500	3.660	460	180	453.440
Conjoint autre activité professionnelle	242.380	99.840	73.480	57.280	10.400	1.220	100	60	224.980
Conjoint sans activité professionnelle	572.040	229.360	124.940	142.900	59.360	12.880	2.120	480	653.940
Pas de conjoint	293.240	265.660	18.720	7.380	1.300	120	40	20	38.200
Professions intermédiaires	*2.533.980*	*1.259.060*	*608.440*	*503.900*	*136.140*	*21.300*	*3.660*	*1.480*	*2.137.620*
Conjoint cadre ou profession intermédiaire	457.580	162.460	140.540	125.740	25.940	2.540	280	80	481.900
Conjoint autre activité professionnelle	775.820	305.180	256.020	182.800	28.180	3.040	420	180	721.540
Conjoint sans activité professionnelle	689.100	258.140	159.660	173.880	78.300	15.020	2.900	1.200	824.620
Pas de conjoint	611.480	533.280	52.220	21.480	3.720	700	60	20	109.560
Employés (y compris personnels des services)	*2.219.580*	*1.306.520*	*467.640*	*315.140*	*99.280*	*22.020*	*5.740*	*3.240*	*1.534.260*
Conjoint employé	478.740	202.120	152.280	102.740	18.660	2.480	300	160	426.140
Conjoint ouvrier	87.240	37.480	27.800	16.960	3.540	1.140	220	100	78.680
Conjoint autre activité professionnelle	137.500	54.960	43.940	31.320	6.340	740	120	80	129.700
Conjoint sans activité professionnelle	424.300	145.900	99.620	103.600	54.540	13.560	4.500	2.580	564.640
Pas de conjoint	1.091.800	866.060	144.000	60.520	16.200	4.100	600	320	335.100
Ouvriers (y compris ouvriers agricoles)	*4.921.300*	*2.155.560*	*1.184.280*	*930.040*	*423.180*	*137.380*	*54.400*	*36.460*	*5.376.720*
Conjoint employé	1.236.720	486.840	408.100	264.700	63.500	10.820	2.180	580	1.185.860
Conjoint ouvrier	737.900	292.280	242.920	153.820	38.000	7.860	2.220	800	712.140
Conjoint autre activité professionnelle	262.580	102.980	81.980	61.120	13.480	2.420	380	220	257.600
Conjoint sans activité professionnelle	1.806.420	500.720	387.600	423.200	298.840	112.960	48.680	34.420	3.054.120
Pas de conjoint	877.680	772.740	63.680	27.200	9.360	3.320	940	440	167.000
Retraités	*4.925.420*	*4.821.820*	*77.300*	*17.740*	*5.280*	*1.860*	*780*	*640*	*144.600*
Conjoint ayant une activité professionnelle	287.080	267.380	15.060	3.600	900	60	60	20	25.620
Conjoint sans activité professionnelle	2.419.640	2.346.180	53.920	12.520	4.120	1.660	660	580	105.500
Pas de conjoint	2.218.700	2.208.260	8.320	1.620	260	140	60	40	13.480
Autres personnes sans activité professionnelle	*1.417.360*	*1.176.980*	*119.160*	*64.840*	*31.960*	*13.880*	*6.220*	*4.320*	*460.600*
Conjoint ayant une activité professionnelle	138.520	90.960	28.260	13.300	4.280	1.080	440	200	75.420
Conjoint sans activité professionnelle	234.660	150.780	37.820	23.700	11.800	5.460	2.720	2.380	172.400
Pas de conjoint	1.044.180	935.240	53.080	27.840	15.880	7.340	3.060	1.740	212.780
Ensemble	**19.590.400**	**12.570.800**	**3.217.420**	**2.505.660**	**921.700**	**242.840**	**81.720**	**50.260**	**12.707.240**

TABLEAU B.01-13

Individus selon le sexe, l'âge et le mode de cohabitation

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Unité : Individu

Sexe et âge de l'individu	Ensemble	Mode de cohabitation de l'individu								
		Enfant d'une famille		Personne de référence ou conjoint d'une famille			Vit seul	Hors famille dans un ménage de plusieurs personnes	Hors ménage
		Couple	Famille mono-parentale	Couple sans enfant	Couple avec enfant(s)	Famille mono-parentale			
Les deux sexes ensemble ..	**54.273.200**	**15.578.160**	**1.521.320**	**10.839.400**	**15.624.400**	**887.040**	**4.816.680**	**3.714.360**	**1.291.840**
0 à 14 ans	11.232.980	10.238.580	761.040	—	—	—	—	151.940	81.420
15 à 19 ans	4.361.980	3.557.720	459.000	46.960	21.880	3.480	38.280	138.900	95.760
20 à 24 ans	4.231.540	1.781.860	301.280	749.360	580.000	32.060	352.440	237.940	196.600
25 à 29 ans	4.194.700	—	—	814.080	2.101.980	82.920	384.960	714.780	95.980
30 à 34 ans	4.373.500	—	—	408.140	3.132.040	132.780	286.000	339.920	74.620
35 à 39 ans	3.623.700	—	—	238.660	2.801.360	134.700	194.280	193.840	60.860
40 à 44 ans	2.886.000	—	—	222.140	2.189.540	124.240	150.920	143.760	55.400
45 à 49 ans	3.077.520	—	—	501.540	2.052.560	127.880	177.180	163.400	54.960
50 à 54 ans	3.211.600	—	—	1.094.640	1.511.180	116.440	251.420	185.160	52.760
55 à 59 ans	3.055.940	—	—	1.599.420	802.760	79.160	328.120	198.640	47.840
60 à 64 ans	2.508.740	—	—	1.571.220	306.580	37.260	372.340	175.420	45.920
65 à 69 ans	1.809.840	—	—	1.134.660	77.860	8.820	389.820	157.880	40.800
70 à 74 ans	2.145.100	—	—	1.218.920	32.000	4.040	599.080	227.360	63.700
75 ans ou plus	3.560.060	—	—	1.239.660	14.660	3.260	1.291.840	685.420	325.220
Sexe masculin ensemble ...	**26.492.800**	**8.191.520**	**813.700**	**5.419.700**	**7.812.200**	**129.300**	**1.665.660**	**1.775.560**	**685.160**
0 à 14 ans	5.761.580	5.250.140	389.020	—	—	—	—	77.320	45.100
15 à 19 ans	2.231.320	1.850.840	236.820	5.660	2.740	200	17.900	65.260	51.900
20 à 24 ans	2.124.840	1.090.540	187.860	276.620	154.340	1.180	167.140	122.740	124.420
25 à 29 ans	2.104.780	—	—	453.100	886.460	5.540	210.440	479.360	69.880
30 à 34 ans	2.221.800	—	—	238.400	1.521.420	11.680	163.480	230.380	56.440
35 à 39 ans	1.857.320	—	—	131.820	1.408.860	16.440	117.680	134.180	48.340
40 à 44 ans	1.472.560	—	—	106.640	1.109.260	20.000	94.160	99.640	42.860
45 à 49 ans	1.554.120	—	—	202.540	1.082.660	21.900	101.280	105.080	40.660
50 à 54 ans	1.589.440	—	—	470.080	844.420	21.960	115.980	101.020	35.980
55 à 59 ans	1.475.260	—	—	740.280	488.440	15.420	120.400	82.500	28.220
60 à 64 ans	1.174.700	—	—	775.900	208.160	8.620	105.360	53.420	23.240
65 à 69 ans	806.740	—	—	590.460	67.080	3.540	88.160	39.540	17.960
70 à 74 ans	900.540	—	—	668.260	27.900	1.880	124.080	52.920	25.500
75 ans ou plus	1.217.800	—	—	759.940	10.460	940	239.600	132.200	74.660
Sexe féminin ensemble.....	**27.780.400**	**7.386.640**	**707.620**	**5.419.700**	**7.812.200**	**757.740**	**3.151.020**	**1.938.800**	**606.680**
0 à 14 ans	5.471.400	4.988.440	372.020	—	—	—	—	74.620	36.320
15 à 19 ans	2.130.660	1.706.880	222.180	41.300	19.140	3.280	20.380	73.640	43.860
20 à 24 ans	2.106.700	691.320	113.420	472.740	425.660	30.880	185.300	115.200	72.180
25 à 29 ans	2.089.920	—	—	360.980	1.215.520	77.380	174.520	235.420	26.100
30 à 34 ans	2.151.700	—	—	169.740	1.610.620	121.100	122.520	109.540	18.180
35 à 39 ans	1.766.380	—	—	106.840	1.392.500	118.260	76.600	59.660	12.520
40 à 44 ans	1.413.440	—	—	115.500	1.080.280	104.240	56.760	44.120	12.540
45 à 49 ans	1.523.400	—	—	299.000	969.900	105.980	75.900	58.320	14.300
50 à 54 ans	1.622.160	—	—	624.560	666.760	94.480	135.440	84.140	16.780
55 à 59 ans	1.580.680	—	—	859.140	314.320	63.740	207.720	116.140	19.620
60 à 64 ans	1.334.040	—	—	795.320	98.420	28.640	266.980	122.000	22.680
65 à 69 ans	1.003.100	—	—	544.200	10.780	5.280	301.660	118.340	22.840
70 à 74 ans	1.244.560	—	—	550.660	4.100	2.160	475.000	174.440	38.200
75 ans ou plus	2.342.260	—	—	479.720	4.200	2.320	1.052.240	553.220	250.560

TABLEAU B.01-14

Population totale des départements d'outre-mer (1)

(Estimation en milieu d'année) (2)

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Année	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Saint-Pierre-et-Miquelon
1974	327,7	55,9	328,7	475,0	5,8
1975	328,5	57,7	328,5	481,1	5,9
1976	328,5	59,5	327,9	486,9	5,9
1977	327,9	61,7	327,1	492,4	5,9
1978	327,2	63,9	326,5	497,5	6,0
1979	326,7	66,2	326,1	502,6	6,0
1980	326,9	68,8	326,1	507,8	6,0
1981	327,7	71,3	326,3	512,6	6,0
1982	328,7	74,1	326,5	517,4	...
1983	329,9	76,9	326,8	...	...

(1) La population *légale sans doubles comptes* établie d'après le recensement de mars 1982 est donnée au chapitre A.01 (tableau 3) pour chaque département. — (2) Population en milieu d'année, estimée à partir des recensements de 1974 et de 1982.

TABLEAU B.01-15

Population légale (1) des principales communes des départements d'outre-mer

(*Recensements*)

Source : INSEE

	1967	1974	1982
Guadeloupe			
Basse-Terre	15.690	15.457	13.656
Abymes (Les)	39.911	53.605	56.165
Point-à-Pitre	29.522	23.889	25.310
Guyane			
Cayenne	24.518	30.461	38.091
Kourou	3.117	4.720	7.061
Martinique			
Fort-de-France	96.943	98.807	99.844
Lamentin (Le)	18.553	23.145	26.367
Réunion			
Saint-Denis	85.444	103.512	109.072
Saint-Paul	43.129	52.554	58.412
Saint-Pierre-et-Miquelon			
Saint-Pierre	4.565	5.232	5.416
Miquelon-Langlade	621	608	626

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU B.01-16

Population légale (sans doubles comptes) des agglomérations urbaines multicommunales des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982) (1)

Source : INSEE

	Population
Guadeloupe	
Abymes (Les)	121.157
Basse-Terre	50.149
Guyane	
Cayenne	44.864
Martinique	
Fort-de-France	117.938
Réunion	
Saint-Denis	126.323
Saint-Pierre	90.627
Saint-Joseph	31.141
Étang-Salé (L.)	12.629

(1) Total des populations légales des communes composant l'agglomération. Celle-ci est désignée par le nom de la commune la plus peuplée.

TABLEAU B.01-17

Population légale (sans doubles comptes) des communes urbaines et rurales des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Département	Population			Proportions pour 100	
	Totale	Communes urbaines	Communes rurales	Communes urbaines	Communes rurales
Guadeloupe	328.400	295.182	33.218	90	10
Guyane	73.022	58.896	14.126	81	19
Martinique	328.566	268.782	59.784	82	18
Réunion	515.814	503.851	11.963	98	2
Saint-Pierre-et-Miquelon	6.041	5.415	626	90	10

TABLEAU B.01-18

Population totale des départements d'outre-mer par groupe d'âges

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Département	Population (en milliers) (1)				Proportions pour 100		
	Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus
Guadeloupe	327	144	159	24	44	49	7
Guyane	73	32	38	3	44	52	4
Martinique	327	136	164	27	42	50	8
Réunion	516	243	248	25	47	48	5
Saint-Pierre-et-Miquelon	6,0	2,2	3,3	0,5	37	54	9

(1) Après répartition des âges non déclarés.

TABLEAU B.01-19

Ménages ordinaires (1) des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage (2)	Nombre de ménages	Nombre de personnes	Dont nombre d'enfants de moins de 15 ans
GUADELOUPE			
Non déclarés	1.391	5.205	1.712
Agriculteurs exploitants	6.143	30.340	9.920
Salariés agricoles	2.630	11.827	4.187
Patrons, industriels, commerçants	9.174	36.849	12.407
Professions libérales, cadres supérieurs	3.256	10.845	3.385
Cadres moyens	4.985	17.163	5.917
Employés	7.584	29.476	9.986
Ouvriers	10.056	45.977	17.253
Personnels de service	5.196	21.262	7.650
Autres catégories	1.679	6.556	2.345
Personnes sans emploi	33.535	107.900	26.422
Total	**85.629**	**323.400**	**101.184**
GUYANE			
Non déclarés	317	1.085	406
Agriculteurs exploitants	1.610	5.609	2.751
Salariés agricoles	272	891	306
Patrons, industriels, commerçants	1.751	5.358	2.053
Professions libérales, cadres supérieurs	1.126	3.452	1.010
Cadres moyens	1.603	5.126	1.667
Employés	1.887	5.790	2.531
Ouvriers	4.483	16.143	5.630
Personnels de service	1.619	5.311	1.869
Autres catégories	896	2.997	1.039
Personnes sans emploi	5.499	15.579	4.285
Total	**21.063**	**70.241**	**23.550**
MARTINIQUE			
Non déclarés	868	2.970	812
Agriculteurs exploitants	2.353	11.073	2.927
Salariés agricoles	3.261	15.956	5.229
Patrons, industriels, commerçants	7.305	30.428	9.139
Professions libérales, cadres supérieurs	3.274	11.050	3.402
Cadres moyens	5.555	18.750	5.996
Employés	7.914	29.246	9.062
Ouvriers	11.876	55.074	18.376
Personnels de service	5.319	22.277	7.291
Autres catégories	1.591	6.012	2.020
Personnes sans emploi	35.949	118.975	27.777
Total	**85.265**	**321.811**	**92.051**
RÉUNION			
Non déclarés	454	1.193	326
Agriculteurs exploitants	7.689	40.528	14.907
Salariés agricoles	4.436	22.879	9.352
Patrons, industriels, commerçants	5.680	24.761	7.839
Professions libérales, cadres supérieurs	4.805	16.366	5.136
Cadres moyens	6.911	24.062	7.941
Employés	10.524	43.495	15.079
Ouvriers	22.078	109.142	43.465
Personnels de service	5.682	23.769	8.212
Autres catégories	2.389	8.930	3.205
Personnes sans emploi	50.213	194.107	55.990
Total	**120.861**	**509.232**	**171.456**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON			
Non déclarés	1	1	1
Agriculteurs exploitants	3	12	6
Salariés agricoles	2	15	2
Patrons, industriels, commerçants	211	829	145
Professions libérales, cadres supérieurs	129	450	198
Cadres moyens	166	577	208
Employés	206	729	550
Ouvriers	433	1.710	37
Personnels de service	39	134	5
Autres catégories	52	172	169
Personnes sans emploi	518	1.239	1.621
Total	**1.760**	**5.958**	

(1) Pour la définition des ménages voir § 51. — (2) Dans les départements d'outre-mer, le concept « chef de ménage », soit la personne se déclarant comme telle a été maintenu.

TABLEAU B.01-20

Population totale des territoires d'outre-mer selon l'origine

(Recensements)

Source : INSEE

Unité : Millier

Territoire	Année	Population		
		Originaire	Non originaire	Totale
Mayotte (collectivité territoriale)	1978	41,6	5,4	47,0
Nouvelle-Calédonie	1983	61,9	83,5	145,4
Polynésie française	1983	(1) 137,9	(1) 28,9	166,8
Wallis et Futuna	1983	12,1	0,3	12,4

(1) Population originaire : maoris et demis; non originaires : asiatiques, européens et autres.

TABLEAU B.01-21

Population des chefs-lieux des territoires d'outre-mer

(Rencensements)

Source : INSEE

Territoire et chef-lieu	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Mayotte :				
Dzaoudzi	1966	2.968	1978	4.147
Nouvelle-Calédonie :				
Nouméa	1976	56.078	1983	60.112
Polynésie française :				
Papeete	1977	22.967	1983	23.496
Wallis et Futuna :				
Mata Utu	1976	558	1983	815

TABLEAU B.01-22

Population totale des territoires d'outre-mer par groupe d'âges

(Recensements)

Source : INSEE

Territoire	Année de recensement	Population				Proportion en %		
		Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus
Mayotte	1978	46.965	27.514	17.553	1.898	58,6	37,4	4,0
Nouvelle-Calédonie	1983	145.368	68.373	71.045	5.950	47,0	48,9	4,1
Polynésie française	1983	166.753	82.941	78.832	4.980	49,8	47,3	2,9
Wallis et Futuna	1983	12.408	7.006	4.890	512	56,5	39,4	4,1

- **Généralités et méthodologie sur le recensement :**

Guide d'utilisation :

— Tome 1 : *Présentation générale;*

— Tome 2 : *Dictionnaire des codes.*

- **Publications relatives au recensement de la population de 1982** (métropole) :

Série « bleue » :

— *Population de la France. Départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux);

— *Tableaux statistiques de population légale. Communes de plus de 2.000 habitants* (un volume).

Série « orange » :

— *Population légale et statistiques communales complémentaires* (fascicules départementaux et régionaux);

— *Villes et agglomérations urbaines* (un volume);

— *Les zones de peuplement industriel ou urbain* (un volume).

Série « boulier » :

— RP 82.1. *Premières estimations;*

— RP 82.2. *Population légale,* évolution de la population aux niveaux régional, départemental et urbain;

— RP 82.4. *Principaux résultats du recensement de la population de 1982* (France métropolitaine);

— RP 82.5. *Les étrangers.*

Série « verte » :

— Résultats du sondage au 1/4.

Population, emploi, ménages, familles, logements. Fascicules départementaux, régionaux, France par catégorie de commune (parution entre septembre 1984 et mars 1985, plusieurs fascicules par mois).

Série « bordeaux » :

— Sondage au 1/20.

Structure de la population totale; Ménages, familles.

Archives et documents :

— N° 99. Tableaux normalisés par région;

— N° 100. Tableaux normalisés simplifiés par région et départements;

— N° 104. Principaux résultats par catégorie de commune.

Premiers résultats :

— N° 7. L'âge des français;

— N° 10. La population de la France en 1982;

— N° 11. La pyramide des âges;

— N° 12. La population étrangère;

— N° 14. Les ménages et les familles.

- **Départements et territoires d'outre-mer :**

— Résultats du recensement général de la population des départements d'outre-mer 1982;

— Résultats des recensements de la population de Mayotte (1978) et des TOM (1983).

Chapitre B.02

Mouvement naturel de la population

1. Généralités
2. France métropolitaine
3. Données internationales
4. Départements et territoires d'outre-mer

1. Généralités

11. Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des *bulletins statistiques de l'état civil,* établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à trois séries de publications :

— *résultats trimestriels provisoires* par département et région (du lieu d'enregistrement), dans le *Bulletin mensuel de statistique* (numéros de juin, septembre et décembre pour les trois premiers trimestres de l'année, numéro de mars de l'année suivante pour le 4e trimestre et la récapitulation annuelle); ces statistiques sont arrêtées lorsque la population des communes manquantes ne représente plus qu'une faible proportion de la population totale de chaque département (0,5 % en moyenne);

— *principaux résultats annuels définitifs,* publiés dans l'étude *La situation démographique en 19..*;

— *ensemble des résultats annuels,* accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume *Mouvement de la population.* Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1974.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces, celui des Affaires sociales et de la Solidarité nationale pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Les statistiques portent en principe sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. A l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

12. Définitions

Un certain nombre de caractéristiques démographiques intervenant dans plusieurs tableaux sont définies ci-après. On trouvera, par contre, en cours de chapitre, les explications nécessaires à la compréhension de tableaux particuliers.

Nés vivants et mort-nés. — D'après les règles de l'état civil, les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil, qui doit avoir lieu dans les trois jours suivant la naissance, sont enregistrés comme *enfants déclarés sans vie* (mort-nés et enfants décédés avant la déclaration à l'état civil).

Jusqu'en 1974, la statistique des naissances portait en fait sur les enfants déclarés vivants et celle des mort-nés sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie.

Pour permettre d'évaluer les nombres réels d'enfants nés vivants et d'enfants mort-nés, on a reclassé, à partir de 1975, dans les statistiques de naissances et de décès, les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de naissance (faux mort-nés). La rubrique des « mort-nés » ne couvre plus désormais que les enfants effectivement morts à la naissance.

Taux de mortalité infantile. — Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

13. Résultats bruts et résultats élaborés

Les résultats bruts — nombre de mariages, de naissances et de décès — ne sont pas suffisants pour analyser convenablement l'évolution réelle de la situation démographique, car ils dépendent non seulement du comportement de la population et des conditions sanitaires existantes, mais aussi, d'une façon très étroite, de la structure démographique de la population, tout particulièrement de sa composition par âge. C'est ainsi que, toutes choses égales d'ailleurs, si une population comprend une plus forte proportion de vieillards qu'une autre, elle comptera relativement moins de mariages, moins de naissances et plus de décès; de même si la fécondité ne varie pas, le nombre des naissances varie en fonction du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants.

Pour étudier les caractéristiques démographiques réelles de la population, en éliminant l'influence de la structure par âge, divers taux spécifiques par âge sont traditionnellement calculés en associant les événements survenus pendant l'année aux personnes appartenant à une classe d'âges donnée à l'effectif moyen de la classe d'âges au cours de l'année. Les taux calculés avec les nouvelles estimations de population par sexe et âge calées sur les recensements de 1975 et de 1982 ne sont pas disponibles à temps pour figurer dans la présente édition (cf. chapitre B.01, État de la population). Ils reprendront leur place habituelle dans l'édition de 1985.

2. France métropolitaine

21. Naissances

Certaines caractéristiques des naissances qui font intervenir celles du mariage, comme le rang de naissance (tableau 4) ou la nationalité des parents (tableau 5) ne sont connues que pour les enfants légitimes.

Le rang de naissance est déterminé en fonction du nombre des seuls enfants nés du mariage actuel

22. Indicateurs de la mortalité infantile (tableau 8)

Une série d'indicateurs selon la durée de vie permettent de cerner l'évolution de la mortalité infantile de plus près.

Le taux de mortalité infantile est, rappelons-le, le rapport des enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants, y compris les « faux mort-nés ». En allant de la mort la plus précoce à la plus tardive, on observe :

— le taux de mortinatalité qui rapporte le nombre de (vrais) mort-nés à l'ensemble des enfants nés vivants ou mort-nés;

— le taux de mortalité périnatale, qui renseigne sur la mortalité autour de la naissance, est le rapport des mort-nés et décès d'enfants de moins de sept jours à l'ensemble des enfants nés vivants ou mort-nés;

— le taux de mortalité néo-natale précoce, décrit la mortalité immédiatement après une naissance vivante, en rapportant les décès de moins de sept jours aux nés vivants;

— le taux de mortalité néo-natale est le rapport des décès d'enfants âgés de 0 à 28 jours aux nés vivants. Son évolution est proche de celle du taux précédent à cause du poids relatif très important des décès de la première semaine dans ceux du 1er mois;

— le taux de mortalité fœto-infantile regroupe dans un même indicateur la mortinatalité et la mortalité infantile;

— le taux de mortalité post-néo-natale est le rapport des décès d'enfants âgés de plus de 28 jours (et moins d'un an) aux enfants nés vivants.

3. Données internationales

Dans la période récente, certains phénomènes démographiques comme la baisse de la fécondité, de la nuptialité, de la mortalité, la propagation des interruptions volontaires de grossesse, se dégagent des contextes nationaux et s'inscrivent dans un mouvement international ou continental.

Pour situer l'évolution démographique de la France par rapport à celle de ses principaux partenaires, on a donné dans le tableau 9 les principaux indicateurs démographiques des dix pays de la Communauté économique européenne, ainsi que ceux des États-Unis d'Amérique, de l'Union soviétique et du Japon.

4. Départements et territoires d'outre-mer

Les statistiques du mouvement de la population dans les départements d'outre-mer sont établies régulièrement par l'INSEE depuis 1951 à partir des bulletins statistiques de l'état civil identiques à ceux utilisés en métropole et remplis en principe dans les mêmes conditions. La qualité des renseignements s'est améliorée récemment, sauf en Guyane, où la collecte reste incomplète.

Les définitions relatives aux faits démographiques (mariages, divorces, nés vivants et mort-nés, décédés) et aux taux (taux de mortalité infantile, taux bruts et rectifiés) sont les mêmes que celles retenues pour les statistiques métropolitaines.

Dans l'appréciation des taux, en particulier des taux de mortalité, et dans leur comparaison avec les taux métropolitains, il ne faut pas perdre de vue que les répartitions par âge des populations des départements d'outre-mer et de la population métropolitaine sont très différentes.

Le tableau 10, en particulier, donne l'évolution du mouvement naturel de la population dans chaque département d'outre-mer. Les populations en milieu d'année ont été estimées à partir du recensement de 1982.

TABLEAU B.02-1

Mouvement naturel de la population : aperçu d'ensemble

Sources : INSEE; Ministère de la Justice

Nombre (en milliers)

Année (ou moyenne annuelle)	Population au milieu de la période	Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants (1)		Mort-nés (1)		Décédés au total (1)	Décédés de moins d'un an (1)	Excédent des naissances sur les décès
				Total	Légitimes	Total	Ayant respiré (1)			
1935-1937	41.200	279,8	25,3	629,8	587,8	21,6	3,4	643,4	42,3	— 13,6
1946-1950	41.100	397,4	48,3	860,1	795,7	21,9	3,9	537,2	49,8	+ 322,9
1951-1955	42.800	313,8	31,8	810,4	756,6	18,6	3,7	534,9	31,7	+ 275,5
1956-1960	44.800	311,4	30,7	813,2	763,1	17,8	3,7	518,0	22,1	+ 295,2
1961-1965	47.700	333,0	32,4	853,2	802,8	17,2	3,5	529,1	17,4	+ 324,1
1966-1970	49.900	363,3	37,5	843,6	790,0	15,1	2,9	545,2	14,1	+ 298,4
1971-1975	52.100	401,1	48,5	832,5	764,9	12,9	2,4	555,2	11,2	+ 277,3
1972	51.701	416,5	*r* 43,4	875,1	809,3	13,4	2,4	547,5	11,7	+ 327,6
1973	52.118	400,7	*r* 46,0	854,9	784,9	12,8	2,3	556,5	10,9	+ 298,4
1974	52.460	394,8	*r* 51,8	799,2	731,7	11,4	2,0	550,5	9,8	+ 248,7
1975	52.705	387,4	*r* 54,3	745,1	681,6	8,3	///	560,4	10,3	+ 184,7
1976	(2) 52.891	374,0	*r* 59,2	720,4	658,9	7,5	///	557,1	9,0	+ 163,3
1977	(2) 53.077	368,2	*r* 70,0	744,7	679,3	7,4	///	536,2	8,5	+ 208,5
1978	(2) 53.277	354,6	*r* 73,1	737,1	667,8	7,1	///	546,9	7,9	+ 190,2
1979	(2) 53.479	340,4	*r* 77,2	757,4	679,5	7,0	///	541,8	7,6	+ 215,6
1980	(2) 53.714	334,4	*r* 79,7	800,4	709,3	6,9	///	547,1	8,0	+ 253,3
1981	(2) 53.966	315,1	86,2	805,5	703,3	6,6	///	554,8	7,8	+ 250,7
1982	54.218	312,4	92,3	797,2	683,8	6,3	///	543,1	7,5	+ 254,1

(1) Jusqu'en 1974, les enfants nés vivants et décédés avant leur déclaration de naissance sont comptés comme « faux-mort-nés » dans la statistique des mort-nés. A partir de 1975, ils sont reclassés dans la statistique des naissances d'une part, des décès d'autre part. En conséquence, la catégorie mort-nés ne comprend plus que les vrais mort-nés. — (2) Évaluations fondées sur les résultats du recensement de 1975.

TABLEAU B.02-2

Nés vivants et mort-nés par sexe ou légitimité

Source : INSEE

Année	Nés vivants					Mort-nés				
	Total	Garçons	Filles	Légitimes	Naturels	Total	Garçons	Filles	Légitimes	Naturels
1972	875.093	449.283	425.810	809.258	65.835	13.365	7.213	6.152	11.771	1.594
1973	854.880	438.854	416.026	784.948	69.932	12.776	6.892	5.884	11.253	1.523
1974	799.217	410.276	388.941	731.737	67.480	11.359	6.075	5.284	9.889	1.470
1975 (1)	745.065	381.804	363.261	681.636	63.429	8.225	4.406	3.819	7.217	1.008
1976 (1)	720.395	369.439	350.956	658.926	61.469	7.522	3.892	3.630	6.551	971
1977 (1)	744.744	382.337	362.407	679.346	65.398	7.445	3.890	3.555	6.437	1.008
1978 (1)	737.062	378.281	358.781	667.841	69.221	7.120	3.764	3.356	6.127	993
1979 (1)	757.354	388.604	368.750	679.521	77.833	6.994	3.647	3.347	5.960	1.034
1980 (1)	800.376	410.547	389.829	709.261	91.115	6.942	3.645	3.297	5.906	1.036
1981 (1)	805.483	413.480	392.003	703.337	102.146	6.644	3.399	3.245	5.503	1.141
1982 (1)	797.223	409.205	388.018	683.825	113.398	6.334	3.347	2.987	5.152	1.182

(1) Jusqu'en 1974 inclus, la statistique des naissances ou des « nés-vivants » porte en fait sur les seuls enfants déclarés vivants, les enfants nés vivants mais décédés avant leur déclaration à l'état civil étant comptés parmi l'ensemble des enfants mort-nés. A partir de 1975, la statistique des naissances inclut les enfants nés vivants décédés avant leur déclaration, celle des mort-nés les exclut.

TABLEAU B.02-3

Nés vivants par âge de la mère et légitimité

Source : INSEE

Âge de la mère (1)	1981			1982		
	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels
Moins de 20 ans	35.019	20.307	14.712	33.192	17.933	15.219
20 à 24 ans	246.916	209.020	37.896	239.396	197.703	41.693
25 à 29 ans	303.705	276.203	27.502	301.109	270.353	30.756
30 à 34 ans	166.001	150.581	15.420	165.310	147.648	17.662
35 à 39 ans	45.310	39.981	5.329	49.469	42.850	6.619
40 à 44 ans	7.826	6.641	1.185	8.071	6.784	1.287
45 ans ou plus	706	604	102	676	554	122
Total	**805.483**	**703.337**	**102.146**	**797.223**	**683.825**	**113.398**

(1) L'âge indiqué n'est pas l'âge en années révolues mais celui atteint dans l'année de la naissance (différence entre le millésime de l'année 1981 ou de l'année 1982 et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-4

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	Ensemble	Rang de la naissance									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 et plus
1972	809.258	363.339	231.067	106.759	48.469	24.328	13.741	8.423	5.327	3.282	4.523
1973	784.948	358.525	229.103	100.557	44.153	21.496	12.211	7.307	4.566	2.908	4.122
1974	731.737	342.764	219.655	88.326	37.019	17.843	10.066	6.103	3.903	2.522	3.536
1975	681.636	328.838	211.137	76.755	30.348	14.139	7.855	4.756	3.060	1.933	2.815
1976	658.926	322.358	213.454	70.950	25.219	11.266	6.019	3.681	2.369	1.490	2.120
1977	679.346	327.011	228.435	74.887	24.218	10.661	5.575	3.289	2.093	1.358	1.819
1978	667.841	319.000	227.052	76.305	23.294	9.833	4.997	2.917	1.813	1.115	1.515
1979	679.521	310.722	236.233	87.726	23.690	9.746	4.834	2.669	1.612	981	1.308
1980	709.261	313.401	245.376	103.410	25.976	9.973	4.905	2.646	1.647	864	1.063
1981	703.337	300.579	240.178	110.241	29.375	11.037	5.460	2.904	1.609	916	1.038
1982	683.825	293.135	236.800	100.764	29.615	11.417	5.616	3.049	1.595	854	980

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.

TABLEAU B.02-5

Nés vivants suivant la nationalité des parents

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants					Enfants naturels de mère étrangère	Pour 100 enfants légitimes		
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers		Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers
1972	809.258	725.218	2.477	16.289	65.274	3.936	89,6	2,3	8
1973	784.948	700.794	2.416	16.034	65.704	4.339	89,3	2,4	9
1974	731.737	646.317	2.843	15.196	67.381	4.265	88,3	2,5	9
1975	681.636	599.485	3.058	14.187	64.906	4.063	87,9	2,5	9
1976	658.926	577.397	3.386	13.444	64.699	3.968	87,6	2,6	9
1977	679.346	593.911	3.708	14.379	67.348	4.453	87,4	2,7	10
1978	667.841	582.057	4.177	14.413	67.194	4.598	87,2	2,8	10
1979	679.521	592.144	4.659	14.993	67.725	5.241	87,1	2,9	9
1980	709.261	618.945	4.852	15.248	70.216	6.223	87,3	2,8	10
1981	703.337	609.853	5.113	15.475	72.896	6.890	86,7	2,9	10
1982	683.825	589.503	5.423	15.412	73.487	7.653	86,2	3,1	

Nota : jusqu'en 1962, les musulmans nés en Algérie étaient considérés juridiquement comme français; à partir de 1963, seuls le sont ceux qui ont opté pour la nationalité française.

TABLEAU B.02-6

Mariages par âge et état matrimonial antérieur

Année 1982

Source : INSEE

Âge (1)	Époux				Épouses			
	Ensemble	Célibataires	Veufs	Divorcés	Ensemble	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	4.935	4.928	—	7	39.910	39.884	2	24
20-24 ans	135.809	135.195	24	590	158.963	156.648	143	2.172
25-29 ans	97.691	91.848	175	5.668	62.679	54.250	490	7.939
30-34 ans	35.541	25.508	323	9.710	24.513	15.124	616	8.773
35-39 ans	15.284	6.992	405	7.887	10.665	4.287	593	5.785
40-44 ans	7.297	2.490	415	4.392	5.018	1.431	543	3.044
45-49 ans	5.110	1.470	541	3.099	3.711	871	697	2.143
50-54 ans	3.811	875	734	2.202	2.862	642	730	1.490
55-59 ans	2.742	483	824	1.435	1.904	425	547	932
60 ans et plus	185	542	2.164	1.479	2.180	475	951	754
Total	**312.405**	**270.331**	**5.605**	**36.469**	**312.405**	**274.037**	**5.312**	**33.056**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-7

Décédés par sexe, âge (1) et état matrimonial

Année 1982

Source : INSEE

Année de naissance	Âge (1) en années	Les deux sexes	Sexe masculin				
			Ensemble	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés
1982-1981	Moins d'un an	7.542	4.390	4.390	—	—	—
1981-1978	1-4 ans	1.549	881	881	—	—	—
1977-1973	5-9 ans	1.004	582	582	—	—	—
1972-1968	10-14 ans	1.146	698	698	—	—	—
1967-1963	15-19 ans	3.327	2.374	2.370	4	—	—
1962-1958	20-24 ans	4.931	3.757	3.432	314	6	5
1957-1953	25-29 ans	4.575	3.321	2.021	1.161	14	125
1952-1948	30-34 ans	5.216	3.625	1.412	1.896	29	288
1947-1943	35-39 ans	6.072	4.150	1.133	2.577	59	381
1942-1938	40-44 ans	7.400	5.168	1.200	3.301	90	577
1937-1933	45-49 ans	12.877	9.192	2.081	5.997	259	855
1932-1928	50-54 ans	20.959	15.067	2.752	10.520	580	1.215
1927-1923	55-59 ans	28.448	20.214	3.144	14.649	1.119	1.302
1922-1918	60-64 ans	32.603	22.581	2.836	16.919	1.770	1.056
1917-1913	65-69 ans	36.104	23.610	2.564	17.624	2.613	809
1912-1908	70-74 ans	65.893	39.958	4.020	28.267	6.528	1.143
1907-1903	75-79 ans	86.769	46.169	4.037	30.352	10.801	979
1902-1898	80-84 ans	95.162	41.678	2.878	23.531	14.676	593
1897-1893	85-89 ans	72.695	23.420	1.261	10.492	11.426	241
1892-1888	90-94 ans	36.980	9.398	415	3.142	5.779	62
1887 et avant	95 et plus	11.852	2.427	150	529	1.730	18
Ensemble		**543.104**	**282.660**	**44.257**	**171.275**	**57.479**	**9.649**

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU B.02-7 *(suite et fin)*

Décédés par sexe, âge (1) **et état matrimonial**

Année 1982

Source : INSEE

Année de naissance	Âge (1) en années	Les deux sexes	Sexe féminin				
			Ensemble	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1982-1981	Moins d'un an	7.542	3.152	3.152	—	—	—
1981-1978	1-4ans	1.549	668	668	—	—	—
1977-1973	5-9 ans	1.004	422	422	—	—	—
1972-1968	10-14 ans	1.146	448	448	—	—	1
1967-1963	15-19 ans	3.327	953	929	22	1	1
1962-1958	20-24 ans	4.931	1.174	892	258	12	6
1957-1953	25-29 ans	4.575	1.254	552	617	19	13
1952-1948	30-34 ans	5.216	1.591	426	991	38	20
1947-1943	35-39 ans	6.072	1.922	304	1.351	58	19
1942-1938	40-44 ans	7.400	2.232	261	1.656	118	29
1937-1933	45-49 ans	12.877	3.685	371	2.717	301	37
1933-1928	50-54 ans	20.959	5.892	635	4.128	756	45
1927-1923	55-59 ans	28.448	8.234	867	5.471	1.439	46
1922-1918	60-64 ans	32.603	10.022	1.049	5.908	2.600	53
1917-1913	65-69 ans	36.104	12.494	1.224	6.116	4.620	98
1912-1908	70-74 ans	65.893	25.935	2.481	10.244	12.225	1.18
1907-1903	75-79 ans	86.769	40.600	4.044	11.010	24.362	1.24
1902-1898	80-84 ans	95.162	53.484	5.580	8.403	38.253	39
1897-1893	85-89 ans	72.695	49.275	5.666	3.943	38.736	52
1892-1888	90-94 ans	36.980	27.582	3.047	987	23.025	18
1887 et avant	95 et plus	11.852	9.425	946	183	8.116	
Ensemble		**543.104**	**260.444**	**33.964**	**64.005**	**154.679**	7.79

(1) Les décédés de moins d'un an et de 1 à 4 ans sont classés par âge en années révolues. A partir de 5 ans, les décédés sont classés par année de naissance; l'âge indiqué n'est donc plus l'âge en années révolues, mais l'âge atteint dans l'année du décès (différence entre le millésime de l'année de décès et celui de l'année de naissance.

TABLEAU B.02-8

Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité						Taux de mort-natalité (b)
	Néo-natale précoce (a)	Néo-natale (a)	Post néo-natale (a)	Infantile (a)	Péri-natale (b)	Foeto-infantile (b)	
1972	9,1	11,2	4,8	16,0	21,3	28,2	12
1973	8,3	10,6	4,9	15,4	20,3	27,3	11
1974	7,8	9,9	4,7	14,7	19,3	26,1	10
1975	7,3	9,1	4,6	13,8	18,1	24,6	10
1976	6,4	8,1	4,5	12,5	16,7	22,7	9
1977	5,8	7,4	4,1	11,4	15,6	21,2	9
1978	5,2	6,6	4,0	10,7	14,7	20,1	9
1979	4,8	6,1	4,0	10,1	13,9	19,2	8
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8
1981	4,2	5,5	4,2	9,7	12,3	17,8	7
1982	4,0	5,3	4,2	9,4	11,9	17,3	

(*a*) Pour 1000 nés vivants. — (*b*) Pour 1000 enfants nés vivants ou mort-nés.

TABLEAU B.02-9

Principaux indicateurs démographiques de divers pays

Année 1982

Source : EUROSTAT

Pays	Taux pour 1.000 habitants					Reproduction (pour 1 femme)		Mortalité infantile (pour 1.000 naissances)	Espérances de vie à la naissance (2)	
	Accroissement total	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divorces	Brute	Nette		Hommes	Femmes
République fédérale d'Allemagne	− 2,7	10,1	11,6	5,9	1,9	0,70	0,68	10,9	69,4	76,1
France	+ 4,7	14,7	10,0	5,8	1,7	0,96	0,94	9,3	70,1	78,3
Italie	+ 1,9	10,9	9,4	5,5	0,2	...	...	13,0	69,7	75,9
Pays-Bas	+ 3,8	12,0	8,2	5,8	2,2	0,73	0,72	8,3	72,4	78,9
Belgique	+ 0,3	12,2	11,1	6,3	1,6	(1) 0,82	(1) 0,80	11,7	68,6	75,1
Luxembourg	− 0,5	11,8	11,3	5,7	1,7	0,73	0,71	12,1	68,0	75,1
Royaume-Uni	+ 1,2	12,8	11,8	6,9	2,8	0,85	0,84	11,0	69,8	75,9
Irlande	+ 8,3	20,4	9,4	5,9	...	(1) 1,56	(1)1,51	10,5	...	...
Danemark	− 0,6	10,3	10,8	4,8	2,9	0,69	0,68	8,2	71,2	77,3
Grèce	6,6	14,2	8,8	7,4	...	(1) 1,08	(1) 1,02	14,7	...	...
Europe des Dix	2,1	12,2	10,6	6,1	1,6	...	...	10,9	...	...
Espagne	...	13,5	7,5	...	...	...	...	9,5	...	...
Portugal	...	*p* 15,4	*p* 9,5	...	...	...	...	...	...	...
URSS	...	18,9	10,1	...	...	...	...	...	...	...
USA	...	16,0	8,6	10,8	5,1	...	...	11,2	(3) 70,8	(3) 78,2
Japon	...	12,9	6,0	...	...	...	...	6,6	74,2	79,7

(1) 1980. — (2) 1974-1979 sauf Japon (1982) et USA (1982). — (3) Population totale. Race blanche : 71,4 et 78,7.

TABLEAU B.02-10

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) *r* (1)	Mariages	Divorces transcrits	Nés vivants (2)	Mort-nés		Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent des naissances sur les décès
					Total	Ayant respiré			
									Nombre
				GUADELOUPE					
1972	324,9	1.768	173	9.915	388	46	2.537	451	7.378
1973	326,5	1.739	157	9.398	357	45	2.548	375	6.850
1974	327,7	1.677	132	8.846	348	58	2.459	342	6.387
1975	328,5	1.668	199	8.257	272	35	2.351	296	5.906
1976	328,5	1.524	237	6.926	232	32	2.395	202	4.531
1977	327,9	1.426	285	6.321	199	23	2.297	186	4.024
1978	327,2	1.417	375	5.640	136	10	2.163	125	3.477
1979	326,7	1.409	399	5.818	146	7	2.154	89	3.664
1980	326,9	1.603	450	6.425	141	18	2.143	118	4.282
1981	327,7	1.597	413	6.514	115	12	2.170	126	4.344
1982	328,7	1.576	426	6.652	116	9	2.135	103	4.517
1983	329,9	1.573	...	6.761	...	...	2.231	...	4.530
				GUYANE					
1972	52,7	203	20	1.670	62	17	416	89	1.254
1973	54,3	241	25	1.473	44	13	418	91	1.055
1974	55,9	220	21	1.529	46	11	435	65	1.094
1975	57,7	219	26	1.476	43	5	408	59	1.068
1976	59,5	176	39	1.439	36	7	415	44	1.024
1977	61,7	200	55	1.476	25	9	463	57	1.013
1978	63,9	218	53	1.568	49	3	470	53	1.098
1979	66,2	234	56	1.704	43	16	454	64	1.250
1980	68,2	205	27	1.933	67	11	468	64	1.465
1981	71,3	195	67	2.056	56	14	430	73	1.626
1982	74,1	269	39	2.379	70	12	492	85	1.887
1983	76,9	240	...	2.300	...	...	474	...	1.826
				MARTINIQUE					
1972	328,3	1.543	200	8.656	284	46	2.326	290	6.330
1973	328,8	1604	257	7.683	265	47	2.382	290	5.301
1974	328,7	1.440	410	7.317	277	36	2.427	264	4.890
1975	328,5	1.453	349	6.741	179	24	2.305	190	4.436
1976	327,9	1.261	380	5.873	175	19	2.344	165	3.529
1977	327,1	1.235	387	5.409	146	17	2.173	119	3.236
1978	326,5	1.283	397	5.065	110	18	2.188	93	2.877
1979	326,1	1.253	418	5.439	123	16	2.120	83	3.319
1980	326,1	1.190	396	5.363	118	25	2.164	107	3.199
1981	326,3	1.199	386	5.406	105	21	2.062	89	3.344
1982	326,5	1.303	380	5.384	90	8	2.121	78	3.263
1983	326,8	1.340	...	5.672	...	...	2.190	...	3.482
				RÉUNION					
1972	461,9	3.084	196	13.740	555	51	3.442	615	10.298
1973	469,8	3.150	204	13.287	592	46	3.423	527	9.864
1974	475,0	3.230	254	13.423	541	29	3.119	439	10.304
1975	481,1	3.346	352	13.301	523	30	3.212	348	10.089
1976	486,9	3.272	272	12.828	464	37	3.113	328	9.715
1977	492,4	3.136	355	12.517	366	27	3.119	256	9.398
1978	497,5	3.191	379	11.978	330	18	3.129	218	8.830
1979	502,6	3.275	483	12.444	319	19	3.021	213	9.410
1980	507,8	3.057	369	12.302	286	14	3.258	193	9.036
1981	512,4	2.814	466	11.838	242	9	3.161	154	8.656
1982	518,3	3.035	439	11.964	242	13	3.048	156	8.196
1983	527,1	3.230	430	12.496	232	12	3.313	159	9.183
				SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON					
1972	5,7	48	...	139	—	—	55	3	84
1973	5,8	47	...	131	1	●	55	1	76
1974	5,8	36	...	97	2	●	53	—	44
1975	5,9	50	...	99	3	●	32	1	67
1976	5,9	50	...	107	1	●	50	1	57
1977	5,9	44	...	106	3	●	35	—	71
1978	5,9	46	...	108	2	●	45	—	63
1979	6,0	39	6	85	—	—	38	—	47
1980	6,0	32	6	90	—	—	39	—	51
1981	6,0	39	7	109	1	—	50	1	59
1982	6,0	32	10	127	—	—	34	—	93
1983	6,1	37	11	81	1	—	25	—	56

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après le recensement de 1982, ce qui explique les divergences avec la précédente édition. — (2) Y compris les mort-nés ayant respiré sauf à Saint-Pierre-et-Miquelon avant 1979 et sauf en Guadeloupe, Martinique et Guyane pour 1983.

TABLEAU B.02-10 (*suite et fin*)

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population

Taux pour 1.000 habitants (2)

Source : INSEE

Année	*r* Pour 1.000 habitants				Taux
	Nuptialité (nouveaux mariés)	Natalité (nés vivants)	Mortalité (décédés)	Accroissement naturel (excédent de naissances)	Mortalité infantile (décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants) (3)
					Taux rectifié (1)
GUADELOUPE					
1972					
1973	10,9	30,5	7,8	22,7	45
1974	10,7	28,8	7,8	21,0	40
1975	10,2	27,0	7,5	19,5	39
1976	10,2	25,1	7,2	17,9	36
1977	9,3	21,1	7,3	13,8	29
1978	8,7	19,3	7,0	12,3	29
1979	8,7	17,2	6,6	10,6	22
1980	8,6	17,8	6,6	11,2	15
1981	9,8	19,7	6,6	13,1	18
1982	9,7	19,9	6,6	13,3	19
1983	9,6	20,2	6,5	13,7	15
	9,5	20,5	6,8	13,7	...
GUYANE					
1972					
1973	7,7	31,7	7,9	23,8	53
1974	8,9	27,1	7,7	19,4	62
1975	7,9	27,4	7,8	19,6	43
1976	7,6	25,6	7,1	18,5	40
1977	5,9	24,2	7,0	17,2	31
1978	6,5	23,9	7,5	16,4	39
1979	6,8	24,5	7,4	17,1	34
1980	7,1	25,7	6,9	18,8	38
1981	6,0	28,1	6,8	21,3	33
1982	5,5	28,8	6,0	22,8	36
1983	7,3	32,1	6,6	25,5	36
	6,2	29,9	6,2	23,7	...
MARTINIQUE					
1972					
1973	9,4	26,4	7,1	19,3	34
1974	9,8	23,4	7,2	16,2	38
1975	8,8	22,3	7,4	14,9	36
1976	8,8	20,5	7,0	13,5	28
1977	7,7	17,9	7,1	10,8	28
1978	7,6	16,5	6,6	9,9	22
1979	7,9	15,5	6,7	8,8	18
1980	7,7	16,7	6,5	10,2	15
1981	7,3	16,4	6,6	9,8	20
1982	7,3	16,6	6,3	10,3	16
1983	8,0	16,5	6,5	10,0	14
	8,2	17,4	6,7	11,1	...
RÉUNION					
1972					
1973	13,3	29,7	7,5	22,2	45
1974	13,4	28,3	7,3	21,0	40
1975	13,6	28,3	6,6	21,7	33
1976	13,9	27,6	6,7	20,9	26
1977	13,4	26,3	6,4	19,9	26
1978	12,7	25,4	6,3	19,1	20
1979	12,8	24,1	6,3	17,8	18
1980	13,0	24,8	6,0	18,8	17
1981	12,0	24,2	6,4	17,8	16
1982	11,0	23,1	6,2	16,9	13
1983	11,7	23,1	5,9	17,2	13
	12,3	23,7	6,3	17,4	13
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (3)					
1972					
1973	16,8	24,4	9,6	14,8	///
1974	16,2	22,6	9,5	13,1	///
1975	12,3	16,6	9,0	7,6	///
1976	17,0	16,9	5,4	11,5	///
1977	17,0	18,1	8,5	9,6	///
1978	14,6	17,9	5,9	12,0	///
1979	15,5	17,4	7,6	9,8	///
1980	13,1	14,2	6,4	7,8	///
1981	10,1	15,0	6,5	8,5	///
1982	13,0	18,1	8,3	9,8	///
1983	10,7	21,2	5,7	15,5	///
	12,1	13,3	4,1	9,2	///

(1) Le taux rectifié inclut les faux mort-nés. — (2) Les populations moyennes (donc les taux) 1974 à 1980 ont été rectifiées au vu des résultats du recensement de 1982. — (3) A Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.

TABLEAU B.02-11

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Source : INSEE et Institut territorial de la Statistique

Année (ou moyenne annuelle)	Population en milieu de période (en milliers)	Nombre				Taux pour 1.000 (1)			
		Nés vivants	Décédés au total	Décédés de moins d'un an	Excédent des naissances sur les décès	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	Mortalité infantile (non rectifié)
1949-1953	63,5	2.607	1.126	●	1.481	41.1	17,7	23,3	●
1954-1958	74,2	3.233	867	●	2.366	43,2	11,7	31,5	●
1959-1963	82,8	3.664	896	316	2.768	44,2	10,8	33,4	86
1964-1968	95,2	4.380	995	223	3.385	46,0	10,5	35,5	51
1969	112,0	4.597	977	235	3.620	41,0	8,7	32,3	51
1970	110,0	4.390	1.065	207	3.325	37,8	9,2	28,6	47
1971	120,5	4.368	1.023	196	3.345	36,2	8,5	27,7	45
1972	124,0	4.334	958	●	3.376	35,0	7,7	27,3	●
1973	127,5	4.202	940	●	3.262	33,0	7,4	25,6	●
1974	131,5	4.307	897	●	3.410	32,8	6,8	25,9	●
1975	●	●	●	●	●	●	●	●	●
1976	134,6	4.252	1.047	288	3.205	31,6	7,8	23,8	66
1977	137,9	4.393	985	250	3.408	31,9	7,1	24,8	57
1978	141,2	4.272	1.120	275	3.152	30,3	7,9	22,4	64
1979	144,4	4.331	1.020	212	3.111	30,0	7,1	22,9	49
1980	147,8	4.544	1.005	185	3.539	30,7	6,8	23,9	41
1981	151,5	4.771	966	195	3.805	31,5	6,4	25,1	41

(1) Taux non rectifiés des faux mort-nés.

TABLEAU B.02-12

Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE et direction territoriale de la Statistique et des Études économiques

Année	Population en milieu de période	Nombre			Taux pour 1.000 (1)		
		Nés vivants	Décédés au total	Décédés de moins d'un an	Natalité	Mortalité	Mortalité infantile (non rectifié)
1972	125.500	4.383	1.185	227	34,9	9,4	51,8
1973	128.500	4.393	999	172	34,2	7,8	39,2
1974	131.000	4.202	1.045	176	32,1	8,0	41,9
1975	133.000	4.115	923	142	30,9	6,9	34,5
1976	134.500	3.902	1.052	135	29,0	7,8	34,6
1977	136.000	3.928	923	112	28,9	6,8	28,5
1978	137.500	3.698	916	110	26,9	6,7	30,2
1979	138.800	3.754	1.026	93	27,0	7,4	24,8
1980	139.400	3.668	1.008	99	26,3	7,2	27,0
1981	142.500	3.843	866	70	27,0	6,1	18,2
1982	145.000	3.553	844	82	24,5	5,8	23,1

(1) Taux non rectifiés des faux mort-nés.

1. PUBLICATIONS DE L'INSEE

Les collections de l'INSEE, série D

- N° 23 : « Données de démographie régionale vers 1968 »;
- N° 31 : « Données de démographie générale. Population. Mortalité. 1931-1971 »;
- N° 41 : « Données de démographie générale. Nuptialité. 1931-1973 »;
- N° 49 : « Tables de mortalité de la population de la France pour la période 1966-1970 »;
- N° 65 : « La situation démographique. Années 1975-1976 »;
- N° 75 : « Mortalité infantile des générations 1961-1970 »;
- N° 77 : « La situation démographique. Années 1977-1978 »;
- N° 82 : « Données de démographie régionale vers 1975 »;
- N° 88 : « La situation démographique en 1979 »;
- N° 90 : « La situation démographique en 1980 »;
- N° 94 : « La situation démographique en 1981 ».

Bulletin mensuel de statistique (numéro de janvier : « Bilan démographique de 19.. » — numéros de mars, juin, septembre et décembre : statistiques trimestrielles de l'état civil) :

- Annuaire statistique de la Martinique 1977-1980;
- Annuaire statistique de la Guadeloupe 1971-1976;
- Annuaire statistique de la Guyane 1977-1981;
- Annuaire statistique de la Nouvelle-Calédonie 1980.

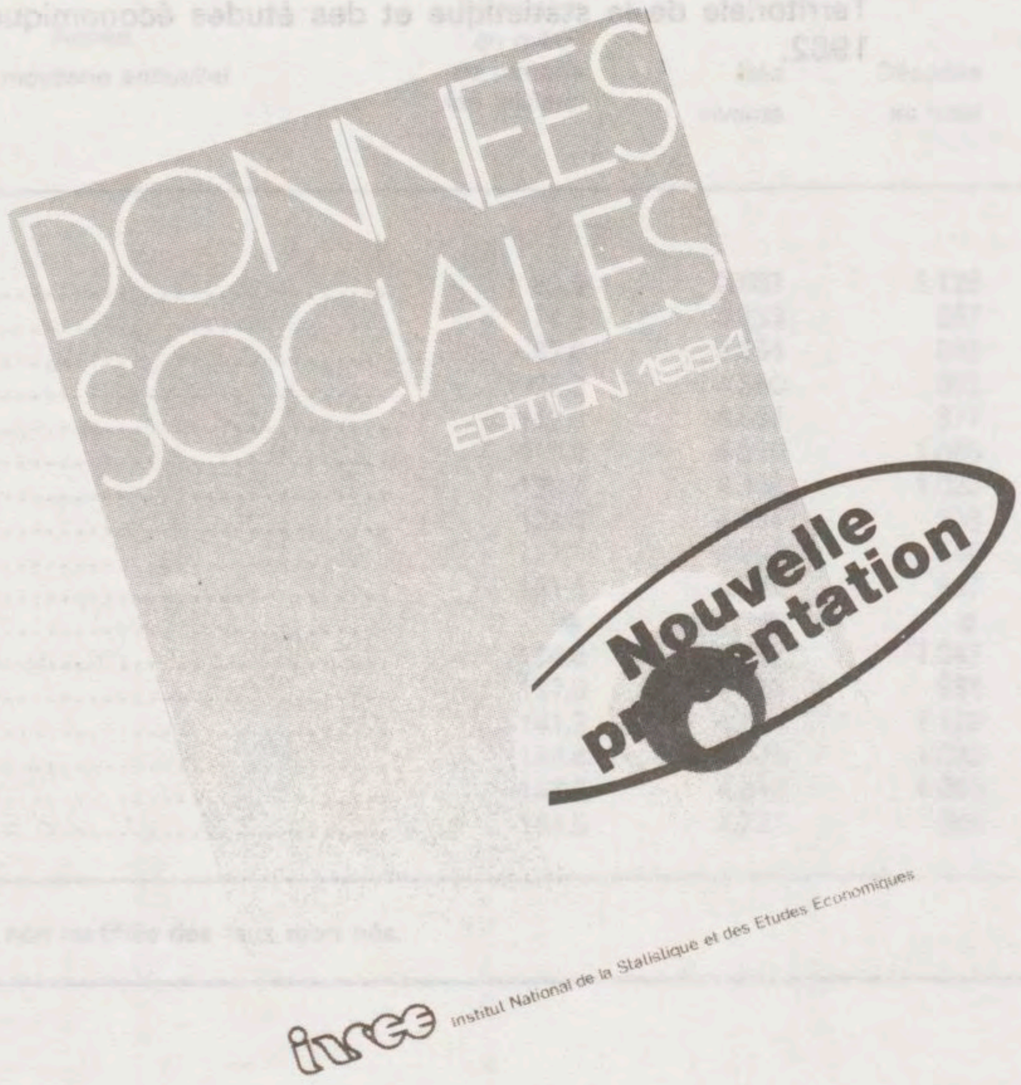
2. AUTRES PUBLICATIONS

Publications de l'INED, 27, rue du Commandeur, 75675 Paris 14e

- *Population et société* (mensuel);
- *Population* (bimestriel);
- *Travaux et documents*;
- « Le divorce en France », La documentation française, Paris 1973;
- « Statistiques démographiques 19.. » *Eurostat*;
- « *Annuaire démographique* » ONU;
- « Données statistiques sur la mortalité infantile à la Réunion », Service régional de l'INSEE, Saint-Denis, 1981;
- « La situation démographique en 1980 en Nouvelle-Calédonie », *Notes et Documents*, n° 20, par Laurence Villageois, Direction Territoriale de la statistique et des études économiques, Nouméa, 1982.

DONNEES SOCIALES

édition 1984



rassemble, analyse
et commente toute
l'information statistique
disponible sur
la population, l'emploi
les salaires, l'enseignement
les ressources, la santé,
la consommation...

Outil de travail, manuel pédagogique,
ouvrage de référence

DONNÉES SOCIALES vous apportera, par ses nombreuses informations, les données essentielles sur la réalité sociale en France.

Volume broché - format 21 × 29,7 - 592 pages, 160 F.

CONSULTATION - VENTE : P. 581

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

insee Institut national de la statistique et des études économiques

Chapitre B.03

Mouvements migratoires

1. Migrations intérieures

2. Migrations extérieures

1. Migrations intérieures

Les migrations intérieures sont difficiles à appréhender et, bien qu'on ait beaucoup plus d'informations depuis 1962, on ne possède pas de statistiques complètes sur ce sujet.

Lors du recensement de la population de 1962, on a posé une question sur la résidence au 1er janvier 1954.

Aux recensements de 1975 et de 1982, la même question a été posée concernant respectivement la résidence au 1er janvier 1968 et au 1er janvier 1975.

On peut donc, par comparaison des résidences à chacune de ces dates, étudier les résultats des migrations intérieures pour les trois périodes intercensitaires. Les enfants nés entre deux recensements ont reçu comme résidence antérieure fictive celle de leur mère.

Les tableaux 1, 4 et 6, ci-après, tirés des résultats du recensement de 1982, décrivent les flux migratoires interrégionaux de population totale, de population active et de personnes de référence des ménages ainsi que l'immigration en provenance de hors métropole au cours de la période intercensitaire 1975-1982.

Les tableaux 2, 5 et 7 classent la population de chaque département au 4 mars 1982 en population non migrante, population immigrante et population émigrante depuis le 1er janvier 1975. Ils permettent ainsi d'établir le bilan migratoire du département entre les deux recensements.

On trouvera dans les diverses éditions de l'annuaire les principaux résultats des périodes intercensitaires précédentes : l'annuaire de 1967 pour la période 1954-1962, l'annuaire de 1970-1971 pour la période 1962-1968, l'annuaire de 1978 pour la période 1968-1975. La bibliographie indiquée à la fin de ce chapitre contient quelques titres d'ouvrages spécialisés consacrés aux migrations intercensitaires.

D'autres informations relatives aux migrations sont disponibles dans les services de documentation des observatoires économiques régionaux.

Dans le système statistique français actuel, il n'existe aucune source de données permettant l'établissement des statistiques de migrations intérieures à l'horizon annuel.

2. Migrations extérieures

Les données proviennent essentiellement de deux sources :

— le recensement de la population, par dépouillement des réponses à la question sur la résidence au 1er janvier de l'année du précédent recensement;

— les statistiques obtenues par enregistrement des entrées d'étrangers et, pour ce qui est des Algériens et des ressortissants d'Afrique noire francophone, des entrées et des sorties.

21. Migrations extérieures d'après le recensement

La question sur la résidence au 1er janvier 1975 a permis de déterminer le nombre de personnes qui, recensées le 4 mars 1982 sur le territoire métropolitain, y sont arrivées depuis le 1er janvier 1975, soit 1.320.160 dont 760.020 étrangers. Le détail par sexe et nationalité de ces immigrants est fourni dans le tableau 3 du chapitre B. 01 « État de la population ». D'autres renseignements sont disponibles. On se reportera aux publications spécialisées signalées dans la bibliographie.

22. Migrations entre la France et l'Algérie
(tableau 8)

La *direction des Renseignements généraux* du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation effectue un comptage des arrivées et départs de passagers civils algériens dans les ports et aéroports de la France continentale et de la Corse (1).

23. Migrations entre la France et l'Afrique noire francophone
(tableau 9)

Les entrées et les sorties du territoire national des ressortissants des pays d'Afrique noire francophone donnent lieu également à un comptage aux principaux points de débarquement aérien et maritime assurant les liaisons directes avec l'Afrique. Le solde annuel de ces mouvements est indiqué dans le tableau 9.

24. Autres migrations étrangères
(tableaux 10 à 12).

Pour celles-ci, il n'existe pas de statistiques complètes étant donné, notamment, l'impossibilité de connaître les sorties de France. On ne dispose donc que de statistiques partielles.

L'Office national d'immigration (ONI) est chargé d'introduire et de placer les travailleurs salariés étrangers autres qu'algériens.

En principe, tous les étrangers venant chercher un emploi en France, sauf les commerçants, doivent passer par l'intermédiaire de l'ONI; mais y échappent, notamment, les personnes non actives, les étudiants, les touristes.

En outre, un certain nombre d'étrangers entrent clandestinement en France, mais leur situation est régularisée par la suite, toujours par l'intermédiaire de l'ONI et, pour cette raison, les tableaux 10 à 12 concernent l'ensemble des travailleurs introduits ou contrôlés (réguliers ou régularisés) et les membres de leurs familles.

Depuis le 9 novembre 1968, date de la mise en application du règlement n° 1612/68 du 15 octobre 1968 de la Communauté économique européenne relatif à la libre circulation, les employeurs français et les salariés italiens sont libres de recourir, ou non, à l'intervention de l'ONI. Pour les pays du Marché commun autres que l'Italie, l'ONI n'intervient pas. Toutefois, la délivrance d'une carte de séjour étant soumise à une visite médicale préalable, l'ONI peut, par ce biais, établir des statistiques d'entrées de travailleurs salariés en provenance des pays du Marché commun.

Depuis le 1er janvier 1975, la statistique de l'immigration familiale de l'ONI ne couvre plus les ressortissants des pays membres de la CEE.

---

1. Le décret n° 69-243 du 18 mars 1969 porte publication de l'accord du 27 décembre 1968, complété par un protocole d'accord signé à Alger entre les gouvernements français et algérien, relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens.

TABLEAU B.03-1

Migrations interrégionales de population totale entre le 1er janvier 1975 et le 4 mars 1982 et personnes en provenance de hors métropole

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Région de résidence au 4 mars 1982	Population totale au 4 mars 1982	Résidence au 1er janvier 1975								
		France métropolitaine								
		Ensemble des régions	Ile-de-France	Champagne-Ardenne	Picardie	Haute-Normandie	Centre	Basse-Normandie	Bourgogne	Nord-Pas-de-Calais
11 Ile-de-France	10.064.840	9.548.560	8.800.440	28.400	51.900	37.640	59.960	34.720	33.380	62.840
21 Champagne-Ardenne	1.344.820	1.321.780	26.500	1.223.280	12.780	1.760	3.180	1.240	6.000	8.340
22 Picardie	1.740.460	1.715.020	92.740	10.980	1.538.920	10.620	3.220	1.820	1.720	31.180
23 Haute-Normandie	1.659.520	1.636.420	49.900	2.780	11.260	1.505.400	7.420	13.920	2.240	9.940
24 Centre	2.265.340	2.221.140	133.480	4.680	5.120	8.720	1.948.780	6.740	10.260	8.600
25 Basse-Normandie	1.350.480	1.336.820	44.500	1.760	2.820	12.360	5.700	1.225.400	1.040	4.300
26 Bourgogne	1.592.300	1.568.600	61.940	8.320	2.920	2.080	9.060	1.740	1.408.540	4.440
31 Nord-Pas-de-Calais	3.919.240	3.874.040	30.360	6.700	23.720	7.000	3.040	1.580	2.340	3.760.220
41 Lorraine	2.334.740	2.287.620	18.900	15.620	3.680	1.920	2.680	1.600	4.860	8.540
42 Alsace	1.553.740	1.512.600	15.740	2.920	1.240	1.240	2.240	1.220	2.240	3.780
43 Franche-Comté	1.078.700	1.055.860	14.320	4.320	1.620	440	940	520	11.160	3.520
52 Pays de la Loire	2.937.980	2.911.260	75.120	3.660	4.320	7.660	20.820	17.960	3.340	7.100
53 Bretagne	2.703.440	2.677.780	83.140	3.240	4.540	8.660	9.820	15.700	2.940	6.240
54 Poitou-Charentes	1.567.600	1.550.440	45.540	2.500	2.620	2.980	15.160	2.220	1.900	4.340
72 Aquitaine	2.655.800	2.607.540	80.900	5.280	7.000	6.520	10.660	3.640	4.680	9.160
73 Midi-Pyrénées	2.308.740	2.269.000	63.020	3.520	3.940	4.080	7.600	2.300	2.840	7.020
74 Limousin	736.340	727.820	27.260	800	1.800	920	5.880	800	1.300	1.600
82 Rhône-Alpes	5.022.800	4.893.520	81.500	9.400	9.260	7.340	8.920	5.160	29.300	19.180
83 Auvergne	1.329.180	1.312.560	29.460	2.260	1.820	980	6.940	1.080	7.320	3.580
91 Languedoc-Roussillon	1.929.520	1.880.840	64.760	4.440	5.620	4.320	8.640	2.540	4.900	10.780
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	3.942.980	3.818.860	144.380	10.440	10.300	9.880	14.620	5.860	13.620	27.900
94 Corse	234.640	224.960	8.100	380	640	360	480	100	560	580
France métropolitaine	**54.273.200**	**52.953.040**	**9.992.000**	**1.355.680**	**1.707.840**	**1.642.880**	**2.155.760**	**1.347.860**	**1.556.480**	**4.003.180**

Région de résidence au 4 mars 1982	Résidence au 1er janvier 1975									
	France métropolitaine									
	Lorraine	Alsace	Franche-Comté	Pays de la Loire	Bretagne	Poitou-Charente	Aquitaine	Midi-Pyrénées	Limousin	Rhône-Alpes
11 Ile-de-France	34.860	11.180	14.740	47.160	54.860	28.940	40.680	34.240	13.140	50.740
21 Champagne-Ardenne	15.780	2.500	2.960	2.220	1.140	1.220	1.980	1.500	340	3.380
22 Picardie	3.980	800	1.100	2.620	1.500	1.120	1.960	1.640	200	2.700
23 Haute-Normandie	2.740	1.760	820	5.520	5.620	1.640	2.600	1.760	420	4.500
24 Centre	5.720	2.420	3.260	21.280	6.860	12.860	7.420	4.100	5.140	7.100
25 Basse-Normandie	1.760	1.040	760	11.240	11.120	1.740	1.740	1.000	580	3.040
26 Bourgogne	7.100	2.240	12.340	2.480	1.580	1.860	2.460	1.480	640	22.460
31 Nord-Pas-de-Calais	6.940	2.620	1.420	3.300	3.440	1.540	2.200	2.920	780	5.200
41 Lorraine	2.177.060	15.380	7.040	2.620	2.560	2.060	3.460	1.860	420	6.540
42 Alsace	21.940	1.431.480	8.580	1.920	1.400	1.160	2.060	1.740	200	4.620
43 Franche-Comté	9.580	7.020	982.400	1.020	680	700	1.560	1.020	300	8.620
52 Pays de la Loire	5.040	2.200	1.360	2.682.440	32.300	20.280	5.220	3.260	1.580	7.400
53 Bretagne	4.860	1.960	1.260	38.060	2.462.620	6.200	4.420	2.980	1.300	6.720
54 Poitou-Charentes	5.040	1.900	1.200	17.240	4.140	1.404.820	17.360	4.140	5.320	3.980
72 Aquitaine	9.800	5.220	2.200	7.300	5.520	24.060	2.349.760	31.960	7.520	10.720
73 Midi-Pyrénées	6.820	2.500	1.520	4.860	2.820	5.440	31.340	2.059.040	5.800	11.020
74 Limousin	1.660	580	620	1.360	1.120	5.320	8.180	4.700	652.020	3.240
82 Rhône-Alpes	17.320	7.120	15.040	9.420	6.780	4.220	9.320	8.980	2.600	4.560.660
83 Auvergne	2.420	800	1.020	2.040	1.060	1.720	2.440	3.700	5.460	23.980
91 Languedoc-Roussillon	8.620	3.320	3.260	4.880	3.780	3.620	8.840	28.420	2.300	31.860
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	26.980	8.640	8.740	8.920	11.140	6.520	15.180	16.800	1.900	67.400
94 Corse	760	560	280	180	500	680	460	1.000	400	2.520
France métropolitaine	**2.376.780**	**1.513.240**	**1.071.920**	**2.878.080**	**2.622.540**	**1.537.720**	**2.520.640**	**2.218.240**	**708.360**	**4.848.400**

TABLEAU B.03-1 *(suite et fin)*

Migrations interrégionales de population totale entre le 1er janvier 1975 et le 4 mars 1982 et personnes en provenance de hors métropole

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Région de résidence au 4 mars 1982	Population totale au 4 mars 1982	Résidence au 1er janvier 1975 — France métropolitaine								
		Ensemble des régions	Ile-de-France	Champagne-Ardenne	Picardie	Haute-Normandie	Centre	Basse-Normandie	Bourgogne	Nord-Pas-de-Calais
11 Ile-de-France	21.500	25.960	58.540	2.740	516.280	87.580	50.000	104.080	56.100	218.520
21 Champagne-Ardenne	840	1.540	2.980	320	23.040	2.400	4.980	6.860	2.160	6.640
22 Picardie	1.020	1.060	4.040	80	25.440	2.340	3.800	7.780	2.740	8.780
23 Haute-Normandie	840	1.380	3.840	120	23.100	3.180	2.760	6.900	3.820	6.440
24 Centre	7.980	3.200	7.040	380	44.200	6.480	4.960	11.820	3.300	17.640
25 Basse-Normandie	1.000	1.040	2.620	260	13.660	1.540	1.740	3.380	2.040	4.960
26 Bourgogne	5.860	3.420	5.280	360	23.700	2.380	2.760	8.640	1.600	8.320
31 Nord - Pas-de-Calais	1.300	1.800	5.420	200	45.200	2.100	11.040	18.440	2.680	10.940
41 Lorraine	1.800	2.380	6.500	140	47.120	2.860	13.300	13.240	2.360	15.360
42 Alsace	780	1.700	4.260	140	41.140	2.680	10.780	8.440	3.320	15.920
43 Franche-Comté	1.300	1.160	3.500	160	22.840	1.540	2.080	7.900	1.200	10.120
52 Pays de la Loire	3.160	1.760	5.020	260	26.720	4.000	4.120	6.340	3.100	9.160
53 Bretagne	1.700	2.580	8.760	80	25.660	5.920	5.020	2.760	5.240	6.720
54 Poitou-Charentes	2.320	1.380	4.080	260	17.160	3.200	2.840	3.380	2.640	5.100
72 Aquitaine	3.500	7.280	14.020	840	48.260	5.180	6.420	11.520	7.360	17.780
73 Midi-Pyrénées	5.820	21.540	15.280	880	39.740	5.300	6.820	10.320	4.700	12.600
74 Limousin	5.800	1.280	1.520	60	8.520	820	1.000	1.880	640	4.180
82 Rhône-Alpes	20.720	17.060	43.600	620	129.280	12.820	14.620	41.720	8.380	51.740
83 Auvergne	1.205.320	3.680	5.200	280	16.620	1.360	1.720	4.560	2.020	6.960
91 Languedoc-Roussillon	4.920	1.622.000	47.400	1.620	48.680	4.280	7.940	16.220	4.860	15.380
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	9.560	34.420	3.357.820	7.840	124.120	11.640	21.560	39.900	15.300	35.720
94 Corse	460	980	9.560	195.420	9.680	240	1.280	4.900	440	2.820
France métropolitaine	**1.307.500**	**1.758.600**	**3.616.280**	**213.060**	**1.320.160**	**169.840**	**181.540**	**340.980**	**136.000**	**491.800**

TABLEAU B.03-2

Migrations de population totale au niveau départemental entre le 1er janvier 1975 et le 4 mars 1982

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Département de résidence au 4 mars 1982	Population totale au 4 mars 1982	Non migrants	Immigrants						Émigrants vers un autre département métropolitain	Solde des migrations intérieures au niveau du département
			Total	en provenance d'un autre département métropolitain			en provenance de hors métropole			
				Total	de la même région	d'une autre région	Total	dont des DOM-TOM		
01 Ain	421.140	339.840	81.300	69.020	38.180	30.840	12.280	1.340	43.940	+ 25.080
02 Aisne	531.660	478.040	53.620	47.680	6.320	41.360	5.940	620	64.000	− 16.320
03 Allier	367.540	321.980	45.560	40.960	8.120	32.840	4.600	480	42.360	− 1.400
04 Alpes-de-Haute-Provence	120.720	92.600	28.120	25.960	12.200	13.760	2.160	180	14.300	+ 11.660
05 Hautes-Alpes	103.260	83.020	20.240	18.140	6.440	11.700	2.100	340	12.920	+ 5.220
06 Alpes-Maritimes	876.980	702.400	174.580	138.880	19.080	119.800	35.700	2.100	70.560	+ 68.320
07 Ardèche	264.800	224.360	40.440	35.700	16.580	19.120	4.740	260	28.860	+ 6.840
08 Ardennes	306.000	279.420	26.580	21.340	6.340	15.000	5.240	300	35.620	− 14.280
09 Ariège	137.040	115.540	21.500	19.360	7.040	12.320	2.140	140	14.680	+ 4.680
10 Aube	286.060	253.400	32.660	27.660	6.280	21.380	5.000	700	30.520	− 2.860
11 Aude	284.640	237.940	46.700	41.680	8.040	33.640	5.020	600	29.100	+ 12.580
12 Aveyron	274.880	245.080	29.800	27.020	6.820	20.200	2.780	460	24.120	+ 2.900
13 Bouches-du-Rhône	1.708.580	1.467.860	240.720	193.560	34.580	158.980	47.160	4.520	161.240	+ 32.320
14 Calvados	595.460	521.300	74.160	67.280	18.140	49.140	6.880	720	66.200	+ 1.080
15 Cantal	162.740	147.240	15.500	14.860	2.280	12.580	640	60	16.660	− 1.800
16 Charente	339.400	298.520	40.880	37.680	9.080	28.600	3.200	420	37.300	+ 380
17 Charente-Maritime	512.780	439.460	73.320	67.740	11.180	56.560	5.580	1.560	59.720	+ 8.020
18 Cher	320.620	273.220	47.400	43.440	8.320	35.120	3.960	680	37.620	+ 5.820
19 Corrèze	244.600	210.560	34.040	31.060	3.100	27.960	2.980	240	21.620	+ 9.440
2A Corse-du-Sud	105.720	86.300	19.420	15.900	1.340	14.560	3.520	100	9.620	+ 6.280
2B Haute-Corse	128.920	106.600	22.320	16.160	1.180	14.980	6.160	140	10.540	+ 5.620
21 Côte-d'Or	471.500	403.840	67.660	59.000	11.740	47.260	8.660	820	55.180	+ 3.820
22 Côtes-du-Nord	541.060	478.800	62.260	58.220	18.300	39.920	4.040	640	49.420	+ 8.800
23 Creuse	138.140	122.240	15.900	15.040	1.780	13.260	860	180	14.860	+ 180

TABLEAU B.03-2 *(suite et fin)*

Migrations de population totale au niveau départemental entre le 1er janvier 1975 et le 4 mars 1982

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Département de résidence au 4 mars 1982	Population totale au 4 mars 1982	Non migrants	Immigrants					Émigrants vers un autre département métropolitain	Solde des migrations intérieures au niveau du département
			Total	en provenance d'un autre département métropolitain			en provenance de hors métropole		
				Total	de la même région	d'une autre région	Total	dont des DOM-TOM	
24 Dordogne	375.800	322.640	53.160	47.540	10.460	37.080	5.620	480	37.680	+ 9.860
25 Doubs	479.020	422.320	56.700	44.020	14.560	29.460	12.680	780	63.540	— 19.520
26 Drôme	388.720	318.700	70.020	60.820	28.160	32.660	9.200	1.020	45.360	+ 15.460
27 Eure	460.420	371.140	89.280	82.800	24.560	58.240	6.480	1.000	56.840	+ 25.960
28 Eure-et-Loir	365.040	294.860	70.180	61.260	5.360	55.900	8.920	880	47.120	+ 14.140
29 Finistère	825.500	736.360	89.140	81.560	21.540	60.020	7.580	2.140	70.420	+ 11.140
30 Gard	529.840	432.420	97.420	84.800	12.020	72.780	12.620	1.100	51.200	+ 33.600
31 Haute-Garonne	822.300	679.080	143.220	122.440	36.020	86.420	20.780	2.780	94.860	+ 27.580
32 Gers	177.540	156.160	21.380	19.780	6.260	13.520	1.600	300	19.900	— 120
33 Gironde	1.128.840	961.580	167.260	144.480	30.340	114.140	22.780	2.580	97.780	+ 46.700
34 Hérault	704.720	568.440	136.280	116.320	20.200	96.120	19.960	1.800	67.500	+ 48.820
35 Ille-et-Vilaine	748.040	651.560	96.480	88.940	25.820	63.120	7.540	1.260	69.420	+ 19.520
36 Indre	239.240	208.860	30.380	27.520	7.280	20.240	2.860	200	29.220	— 1.700
37 Indre-et-Loire	507.200	426.100	81.100	72.180	15.120	57.060	8.920	1.680	60.360	+ 11.820
38 Isère	937.940	786.160	151.780	126.260	65.500	60.760	25.520	1.520	91.040	+ 35.220
39 Jura	239.900	211.460	28.440	24.700	6.940	17.760	3.740	160	28.140	— 3.440
40 Landes	297.640	247.340	50.300	46.760	17.280	29.480	3.540	800	33.960	+ 12.800
41 Loir-et-Cher	296.620	247.620	49.000	45.100	12.740	32.360	3.900	480	35.440	+ 9.660
42 Loire	740.580	682.580	58.000	48.220	18.440	29.780	9.780	260	65.840	— 17.620
43 Haute-Loire	206.000	179.140	26.860	24.780	4.460	20.320	2.080	200	19.520	+ 5.260
44 Loire-Atlantique	1.001.800	886.740	115.060	104.880	24.320	80.560	10.180	1.380	89.640	+ 15.240
45 Loiret	536.620	433.520	103.100	87.460	15.780	71.680	15.640	2.560	61.820	+ 25.640
46 Lot	150.900	127.640	23.260	21.460	3.960	17.500	1.800	—	15.620	+ 5.840
47 Lot-et-Garonne	301.860	258.780	43.080	36.320	8.680	27.640	6.760	640	31.240	+ 5.080
48 Lozère	74.100	62.680	11.420	9.780	2.560	7.220	1.640	60	9.120	+ 660
49 Maine-et-Loire	679.200	601.140	78.060	70.160	20.860	49.300	7.900	740	66.960	+ 3.200
50 Manche	459.460	413.320	46.140	42.900	9.620	33.280	3.240	420	46.840	— 3.940
51 Marne	544.720	473.520	71.200	61.180	16.440	44.740	10.020	1.100	69.920	— 8.740
52 Haute-Marne	208.040	183.900	24.140	21.360	3.980	17.380	2.780	300	29.380	— 8.020
53 Mayenne	269.020	240.980	28.040	27.100	7.900	19.200	940	160	26.660	+ 440
54 Meurthe-et-Moselle	720.960	636.040	84.920	69.600	31.240	38.360	15.320	880	102.020	— 32.420
55 Meuse	202.100	175.380	26.720	23.260	9.560	13.700	3.460	400	30.220	— 6.960
56 Morbihan	588.840	511.160	77.680	71.180	19.080	52.100	6.500	1.880	55.400	+ 15.780
57 Moselle	1.007.420	924.560	82.860	59.560	20.840	38.720	23.300	1.100	96.460	+ 36.900
58 Nièvre	241.220	208.380	32.840	30.200	4.920	25.280	2.640	280	29.120	+ 1.080
59 Nord	2.512.900	2.346.140	166.760	128.980	52.160	76.820	37.780	1.640	213.460	— 84.480
60 Oise	660.280	539.340	120.940	106.980	11.200	95.780	13.960	1.300	77.140	+ 29.840
61 Orne	295.560	254.460	41.100	37.560	8.560	29.000	3.540	400	45.740	— 8.180
62 Pas-de-Calais	1.406.340	1.313.260	93.080	85.660	48.660	37.000	7.420	460	130.320	— 44.660
63 Puy-de-Dôme	592.900	526.960	65.940	56.640	15.140	41.500	9.300	620	53.640	+ 3.000
64 Pyrénées-Atlantiques	551.660	478.240	73.420	63.860	14.420	49.440	9.560	680	51.400	+ 12.460
65 Hautes-Pyrénées	224.420	195.660	28.760	26.500	6.200	20.300	2.260	220	23.160	+ 3.340
66 Pyrénées-Orientales	336.220	270.860	65.360	55.920	6.840	49.080	9.440	720	29.340	+ 26.580
67 Bas-Rhin	908.720	826.000	82.720	58.420	9.260	49.160	24.300	1.200	55.120	+ 3.300
68 Haut-Rhin	645.020	587.660	57.360	40.520	8.560	31.960	16.840	1.480	44.460	— 3.940
69 Rhône	1.444.000	1.249.540	194.460	148.580	56.080	92.500	45.880	6.500	199.120	— 50.540
70 Haute-Saône	228.560	194.560	34.000	31.060	14.220	16.840	2.940	400	25.660	+ 5.400
71 Saône-et-Loire	565.720	507.360	58.360	50.620	7.460	43.160	7.740	880	56.700	— 6.080
72 Sarthe	503.620	446.340	57.280	52.680	9.540	43.140	4.600	840	53.880	— 1.200
73 Savoie	324.000	274.600	49.400	43.700	19.520	24.180	5.700	560	33.280	+ 10.420
74 Haute-Savoie	501.620	423.380	78.240	62.060	19.040	43.020	16.180	1.360	41.800	+ 20.260
75 Ville de Paris	2.188.960	1.614.400	574.560	397.740	196.940	200.800	176.820	17.940	735.620	— 337.880
76 Seine-Maritime	1.199.100	1.097.020	102.080	85.460	12.680	72.780	16.620	2.180	117.880	— 32.420
77 Seine-et-Marne	890.460	642.920	247.540	225.100	167.600	57.500	22.440	3.220	126.040	+ 99.060
78 Yvelines	1.181.160	856.280	324.880	273.900	167.560	106.340	50.980	7.320	232.900	+ 41.000
79 Deux-Sèvres	343.780	306.060	37.720	34.540	8.680	25.860	3.180	520	37.880	— 3.340
80 Somme	548.520	494.700	53.820	48.280	9.320	38.960	5.540	420	54.620	— 6.340
81 Tarn	332.960	294.460	38.500	33.320	11.880	21.440	5.180	1.240	34.620	— 1.300
82 Tarn-et-Garonne	188.700	158.040	30.660	27.460	9.200	18.260	3.200	160	19.620	+ 7.840
83 Var	708.280	546.400	161.880	137.280	34.500	102.780	24.600	3.780	70.740	+ 66.540
84 Vaucluse	425.160	339.300	85.860	73.460	19.440	54.020	12.400	720	54.940	+ 18.520
85 Vendée	484.340	432.140	52.200	49.100	12.480	36.620	3.100	880	33.600	+ 15.500
86 Vienne	371.640	320.400	51.240	46.040	11.440	34.600	5.200	700	38.380	+ 7.660
87 Haute-Vienne	353.600	309.440	44.160	39.480	4.900	34.580	4.680	400	29.640	+ 9.840
88 Vosges	404.260	368.820	35.440	30.400	10.620	19.780	5.040	480	43.280	— 12.880
89 Yonne	313.860	259.400	54.460	49.800	5.440	44.360	4.660	400	36.500	+ 13.300
90 Territoire de Belfort	131.220	108.960	22.260	18.780	9.380	9.400	3.480	200	17.280	+ 1.500
91 Essonne	980.780	730.560	250.220	216.380	146.980	69.400	33.840	8.220	204.620	+ 11.760
92 Hauts-de-Seine	1.381.240	1.015.220	366.020	295.620	187.020	108.600	70.400	11.100	406.780	— 111.160
93 Seine-Saint-Denis	1.327.080	1.018.040	309.040	237.040	168.300	68.740	72.000	19.940	332.740	— 95.700
94 Val-de-Marne	1.193.740	907.740	286.000	232.460	158.020	74.440	53.540	12.020	311.420	— 78.960
95 Val-d'Oise	921.420	677.300	244.120	207.860	145.560	62.300	36.260	7.820	179.420	+ 28.440
France métropolitaine	**54.273.200**	**45.903.780**	**8.369.420**	**7.049.260**	**2.650.060**	**4.399.200**	**1.320.160**	**169.840**	**7.049.260**	**—**

TABLEAU B.03-3

Départements d'outre-mer
Solde migratoire (1) intercensitaire (1974-1982)

Moyenne annuelle

Source : INSEE

Département	Solde migratoire annuel moyen
Guadeloupe	− 3.870
Martinique	− 3.240
Guyane	+ 1.200
Réunion	− 4.030
Saint-Pierre-et-Miquelon	− 30

(1) Ce solde est calculé à partir des populations recensées en 1974 et en 1982 dont on défalque l'accroissement naturel. Il fait donc l'hypothèse d'un taux de couverture identique entre les deux recensements.

TABLEAU B.03-4

Migrations interrégionales de population active entre le 1er janvier 1975 et le 4 mars 1982 et personnes en provenance de hors métropole

(Recencement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Région de résidence au 4 mars 1982	Ensemble des actifs au 4 mars 1982	Résidence au 1er janvier 1975									
		France métropolitaine									
		Ensemble des régions	Ile-de-France	Champagne-Ardenne	Picardie	Haute-Normandie	Centre	Basse-Normandie	Bourgogne	Nord-Pas-de-Calais	
11 Ile-de-France	4.930.300	4.719.180	4.288.900	15.260	28.080	20.580	35.280	20.800	18.880	34.000	
21 Champagne-Ardenne	576.140	569.060	11.240	523.960	5.800	780	1.560	500	2.920	3.760	
22 Picardie	743.040	736.580	39.620	4.700	660.720	4.600	1.240	800	660	13.160	
23 Haute-Normandie	735.480	728.440	21.260	1.340	4.900	669.580	3.340	6.720	880	4.480	
24 Centre	1.007.380	993.080	54.380	1.940	2.120	3.860	874.500	3.320	4.760	4.080	
25 Basse-Normandie	597.820	593.660	18.000	840	1.360	5.760	2.460	544.980	520	1.760	
26 Bourgogne	674.640	667.660	22.660	3.320	1.140	1.000	4.100	760	601.820	1.940	
31 Nord-Pas-de-Calais	1.518.120	1.505.180	12.760	2.540	9.260	3.000	1.200	680	1.000	1.457.660	
41 Lorraine	954.760	940.200	8.480	6.440	1.460	740	1.160	780	2.140	3.220	
42 Alsace	681.620	667.300	6.660	1.340	620	680	1.100	480	1.220	2.080	
43 Franche-Comté	463.400	457.780	6.000	1.920	760	300	480	260	4.980	1.500	
52 Pays de la Loire	1.265.860	1.256.640	30.040	1.400	1.900	3.000	9.100	8.120	1.360	2.840	
53 Bretagne	1.129.240	1.119.820	32.380	1.660	1.820	3.500	3.980	6.100	1.260	2.560	
54 Poitou-Charentes	655.880	650.060	17.580	960	1.180	1.160	6.180	980	660	1.960	
72 Aquitaine	1.115.660	1.098.480	32.200	2.160	2.620	2.840	4.320	1.400	1.640	3.880	
73 Midi-Pyrénées	954.480	941.240	27.240	1.660	1.580	1.600	3.200	1.060	1.200	2.700	
74 Limousin	312.360	309.540	11.300	360	720	400	2.420	200	480	740	
82 Rhône-Alpes	2.228.140	2.185.520	38.460	4.340	3.880	3.520	4.180	2.620	14.280	8.260	
83 Auvergne	573.740	568.720	12.300	980	620	480	3.140	520	3.200	1.360	
91 Languedoc-Roussillon	739.440	722.220	25.460	1.840	2.500	1.620	3.420	1.040	1.860	4.040	
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	1.579.400	1.533.140	56.600	4.700	4.120	4.020	6.260	2.540	5.320	10.860	
94 Corse	88.220	82.780	3.040	200	200	220	140	20	200	240	
France métropolitaine	**23.525.120**	**23.046.280**	**4.776.560**	**583.860**	**737.360**	**733.240**	**972.760**	**604.680**	**671.240**	**1.567.080**	

Région de résidence au 4 mars 1982	Résidence au 1er janvier 1975									
	France métropolitaine									
	Lorraine	Alsace	Franche-Comté	Pays de la Loire	Bretagne	Poitou-Charentes	Aquitaine	Midi-Pyrénées	Limousin	Rhône-Alpes
11 Ile-de-France	19.940	6.220	7.840	27.660	32.900	18.240	25.480	21.780	8.420	27.780
21 Champagne-Ardenne	7.320	1.100	1.660	1.040	540	640	860	800	180	1.620
22 Picardie	1.700	400	520	1.200	940	560	940	800	100	1.080
23 Haute-Normandie	1.400	840	480	2.540	2.580	640	1.360	920	160	1.960
24 Centre	2.540	1.000	1.400	9.300	3.320	6.400	3.640	1.900	2.660	3.220
25 Basse-Normandie	620	380	320	5.880	5.020	840	840	500	240	1.540
26 Bourgogne	3.120	1.140	5.920	1.140	700	760	1.020	640	380	9.480
31 Nord-Pas-de-Calais	2.760	1.020	640	1.340	1.600	740	1.100	1.400	320	2.260
41 Lorraine	891.660	6.720	3.160	1.320	1.320	920	1.560	920	280	3.040
42 Alsace	10.860	627.700	4.120	1.000	740	880	1.080	900	160	2.180
43 Franche-Comté	4.600	2.800	425.240	440	200	300	800	480	120	3.680
52 Pays de la Loire	2.080	980	560	1.160.220	14.860	8.640	2.380	1.380	760	3.040
53 Bretagne	2.100	1.080	620	16.840	1.031.340	2.460	1.920	1.220	500	2.960
54 Poitou-Charentes	1.920	780	420	7.400	1.700	589.960	7.400	1.820	2.620	1.760
72 Aquitaine	3.820	1.980	940	3.140	2040	10.480	993.000	14.360	3.340	4.100
73 Midi-Pyrénées	2.900	1.060	700	2.120	1.300	2.500	13.460	851.800	2.380	5.200
74 Limousin	660	200	240	500	420	2.500	3.860	2.140	277.440	1.420
82 Rhône-Alpes	7.580	3.200	7.360	4.860	3.280	2.300	4.360	4.240	1.380	2.029.280
83 Auvergne	1.120	380	420	1.040	520	800	960	1.780	2.860	10.240
91 Languedoc-Roussillon	3.180	1.320	1.440	2.040	1.360	1.540	3.320	12.040	940	12.280
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	11.180	3.860	4.120	3.680	4.380	2.960	6.020	7.120	720	27.260
94 Corse	280	240	60	80	220	340	120	460	180	900
France métropolitaine	**983.340**	**664.400**	**468.180**	**1.254.780**	**1.111.280**	**655.400**	**1.075.480**	**929.400**	**306.140**	**2.156.280**

TABLEAU B.03-4 *(suite et fin)*

Migrations interrégionales de population active entre le 1er janvier 1975 et le 4 mars 1982 et personnes en provenance de hors métropole

(Recencement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Région de résidence au 4 mars 1982	Résidence au 1er janvier 1975									
	France métropolitaine					Hors de France métropolitaine				
	Auvergne	Languedoc-Roussillon	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Corse	Ensemble	DOM-TOM	CEE	Algérie, Maroc, Tunisie	Pays africains au sud du Sahara	Autres pays
11 Ile-de-France	13.220	15.560	30.780	1.580	211.120	45.360	24.040	29.800	19.300	92.620
21 Champagne-Ardenne	460	860	1.340	120	7.080	1.120	1.720	1.320	760	2.160
22 Picardie	500	560	1.700	80	6.460	720	1.460	880	980	2.420
23 Haute-Normandie	460	780	1.720	100	7.040	1.380	1.040	1.480	1.100	2.040
24 Centre	4.020	1.540	3.000	180	14.300	2.960	2.160	2.220	1.220	5.740
25 Basse-Normandie	260	400	1.040	100	4.160	620	700	900	580	1.360
26 Bourgogne	3.060	1.260	2.120	180	6.980	1.120	1.080	1.600	620	2.560
31 Nord-Pas-de-Calais	520	760	2.500	120	12.940	820	4.460	3.280	880	3.500
41 Lorraine	620	1.140	3.060	60	14.560	1.080	4.980	3.300	800	4.400
42 Alsace	360	880	2.180	80	14.320	1.540	4.280	1.660	1.000	5.840
43 Franche-Comté	560	620	1.700	40	5.620	600	920	1.420	380	2.300
52 Pays de la Loire	1.120	780	2.020	60	9.220	1.760	1.660	1.420	1.180	3.200
53 Bretagne	760	1.140	3.600	20	9.420	2.400	1.980	960	1.720	2.360
54 Poitou-Charentes	1.120	700	1.720	80	5.820	1.200	1.200	820	1.040	1.560
72 Aquitaine	1.500	3.080	5.420	220	17.180	1.900	2.780	3.280	2.440	6.780
73 Midi-Pyrénées	2.060	9.160	5.960	400	13.240	1.700	2.460	3.260	1.460	4.360
74 Limousin	2.380	560	580	20	2.820	320	480	360	240	1.420
82 Rhône-Alpes	10.020	7.920	19.920	280	42.620	5.740	7.100	8.840	3.220	17.720
83 Auvergne	521.960	1.740	2.220	80	5.020	460	560	960	680	2.360
91 Languedoc-Roussillon	1.820	619.760	18.680	720	17.220	1.560	3.360	5.240	1.600	5.460
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	3.860	15.160	1.345.340	3.060	46.260	4.780	8.060	15.580	5.560	12.280
94 Corse	180	480	3.920	71.060	5.440	160	740	2.440	120	1.980
France métropolitaine	**570.820**	**684.840**	**1.460.520**	**78.640**	**478.840**	**79.300**	**77.220**	**91.020**	**46.880**	**184.420**

TABLEAU B.03-5

Migrations de population active au niveau départemental entre le 1er janvier 1975 et le 4 mars 1982

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Département de résidence au 4 mars 1982	Population totale au 4 mars 1982	Non migrants	Immigrants						Emigrants vers un autre département métropolitain	Solde des migrations intérieures au niveau du département
			Total	en provenance d'un autre département métropolitain			en provenance de hors métropole			
				Total	de la même région	d'une autre région	Total	dont des DOM-TOM		
01 Ain	190.680	152.720	37.960	33.660	18.180	15.480	4.300	580	19.780	+ 13.880
02 Aisne	220.500	199.060	21.440	19.780	2.900	16.880	1.660	120	28.940	— 9.160
03 Allier	152.300	133.680	18.620	17.160	3.900	13.260	1.460	160	20.380	— 3.220
04 Alpes-de-Haute-Provence	49.520	38.080	11.440	10.800	5.220	5.580	640	100	6.540	+ 4.260
05 Hautes-Alpes	44.620	35.000	9.620	8.860	2.800	6.060	760	120	5.600	+ 3.260
06 Alpes-Maritimes	354.500	285.540	68.960	55.660	8.700	46.960	13.300	860	29.940	+ 25.720
07 Ardèche	106.360	88.820	17.540	15.960	7.240	8.720	1.580	120	13.780	+ 2.180
08 Ardennes	120.060	109.540	10.520	9.380	2.680	6.700	1.140	140	15.780	— 6.400
09 Ariège	51.740	42.680	9.060	8.280	2.980	5.300	780	20	6.460	+ 1.820
10 Aube	130.040	114.900	15.140	12.980	3.180	9.800	2.160	440	13.880	— 900
11 Aude	108.660	89.140	19.520	17.080	3.400	13.680	2.440	180	12.520	+ 4.560
12 Aveyron	111.000	98.980	12.020	10.860	2.860	8.000	1.160	160	11.460	— 600
13 Bouches-du-Rhône	683.980	583.900	100.080	81.740	14.760	66.980	18.340	2.000	70.600	+ 11.140
14 Calvados	263.140	230.420	32.720	30.560	8.940	21.620	2.160	300	31.480	— 920
15 Cantal	68.500	62.200	6.300	6.080	1.120	4.960	220	40	7.860	— 1.780
16 Charente	146.460	129.100	17.360	16.440	4.160	12.280	920	160	17.360	— 920
17 Charente-Maritime	205.820	177.160	28.660	26.640	4.720	21.920	2.020	600	28.480	— 1.840
18 Cher	137.180	116.040	21.140	19.420	3.980	15.440	1.720	380	17.900	+ 1.520
19 Corrèze	102.260	88.560	13.700	12.820	1.420	11.400	880	100	11.080	+ 1.740
2A Corse-du-Sud	39.860	31.480	8.380	6.620	640	5.980	1.760	80	4.000	+ 2.620
2B Haute-Corse	48.360	38.560	9.800	6.120	380	5.740	3.680	80	4.600	+ 1.520
21 Côte-d'Or	209.640	180.600	29.040	26.420	5.020	21.400	2.620	340	25.600	+ 820
22 Côtes-du-Nord	222.640	197.100	25.540	24.000	8.660	15.340	1.540	220	23.640	+ 360
23 Creuse	58.000	50.900	7.100	6.620	940	5.680	480	80	7.340	— 720

TABLEAU B.03-5 *(suite et fin)*

Migrations de population active au niveau départemental entre le 1er janvier 1975 et le 4 mars 1982

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Département de résidence au 4 mars 1982	Population totale au 4 mars 1982	Non migrants	Immigrants						Emigrants vers un autre département métropolitain	Solde des migrations intérieures au niveau du département
			Total	en provenance d'un autre département métropolitain			en provenance de hors métropole			
				Total	de la même région	d'une autre région	Total	dont des DOM-TOM		
24 Dordogne	153.080	132.740	20.340	18.280	4.200	14.080	2.060	220	18.540	− 260
25 Doubs	207.800	185.120	22.680	20.000	6.800	13.200	2.680	240	29.380	− 9.380
26 Drôme	163.260	133.720	29.540	26.280	12.540	13.740	3.260	380	20.080	+ 6.200
27 Eure	210.280	171.180	39.100	37.180	11.560	25.620	1.920	540	27.620	+ 9.560
28 Eure-et-Loir	163.460	133.820	29.640	27.480	2.500	24.980	2.160	380	22.200	+ 5.280
29 Finistère	335.880	299.260	36.620	34.000	9.620	24.380	2.620	760	33.120	+ 880
30 Gard	203.180	163.940	39.240	34.680	5.020	29.660	4.560	500	22.880	+ 11.800
31 Haute-Garonne	349.360	291.020	58.340	51.960	14.460	37.500	6.380	900	44.720	+ 7.240
32 Gers	74.400	65.560	8.840	8.400	2.520	5.880	440	100	8.840	− 440
33 Gironde	488.280	418.180	70.100	62.420	12.840	49.580	7.680	940	44.800	+ 17.620
34 Hérault	271.940	219.760	52.180	46.000	7.560	38.440	6.180	580	31.680	+ 14.320
35 Ille-et-Vilaine	328.760	287.700	41.060	38.260	10.940	27.320	2.800	620	35.000	+ 3.260
36 Indre	104.060	91.620	12.440	11.560	3.240	8.320	880	40	15.120	− 3.560
37 Indre-et-Loire	221.780	187.180	34.600	31.800	7.100	24.700	2.800	780	29.000	+ 2.800
38 Isère	409.760	346.120	63.640	55.920	28.300	27.620	7.720	620	42.360	+ 13.560
39 Jura	102.860	90.920	11.940	10.840	3.080	7.760	1.100	100	14.080	− 3.240
40 Landes	120.600	101.680	18.920	17.780	7.040	10.740	1.140	220	15.600	+ 2.160
41 Loir-et-Cher	134.080	113.280	20.800	19.180	6.340	12.840	1.620	220	17.480	+ 1.700
42 Loire	317.080	292.740	24.340	21.860	8.200	13.660	2.480	140	30.120	− 8.260
43 Haute-Loire	88.760	77.740	11.020	10.380	1.880	8.500	640	60	9.480	+ 900
44 Loire-Atlantique	422.980	374.340	48.640	44.740	10.460	34.280	3.900	580	42.860	+ 1.880
45 Loiret	246.820	200.640	46.180	41.060	8.760	32.300	5.120	1.160	28.480	+ 12.580
46 Lot	62.200	52.720	9.480	8.900	1.840	7.060	580	—	7.800	+ 1.100
47 Lot-et-Garonne	126.360	108.220	18.140	14.960	3.640	11.320	3.180	280	14.560	+ 400
48 Lozère	29.160	24.680	4.480	3.900	1.040	2.860	580	—	4.140	− 240
49 Maine-et-Loire	293.440	260.420	33.020	30.500	9.780	20.720	2.520	300	31.140	− 640
50 Manche	201.220	181.900	19.320	18.260	4.460	13.800	1.060	160	23.160	− 4.900
51 Marne	238.220	207.280	30.940	28.000	7.220	20.780	2.940	380	31.580	− 3.580
52 Haute-Marne	87.820	77.380	10.440	9.600	1.780	7.820	840	160	13.520	− 3.920
53 Mayenne	126.940	113.620	13.320	12.920	3.820	9.100	400	120	13.440	− 520
54 Meurthe-et-Moselle	297.360	263.200	34.160	29.940	13.080	16.860	4.220	300	47.340	− 17.400
55 Meuse	81.960	71.480	10.480	9.360	3.940	5.420	1.120	100	13.600	− 4.240
56 Morbihan	241.960	209.180	32.780	30.320	8.880	21.440	2.460	800	26.280	+ 4.040
57 Moselle	400.960	365.400	35.560	27.880	10.560	17.320	7.680	480	42.440	− 14.560
58 Nièvre	97.780	84.400	13.380	12.400	2.060	10.340	980	140	13.540	− 1.140
59 Nord	1.000.040	933.780	66.260	55.600	22.860	32.740	10.660	660	93.420	− 37.820
60 Oise	293.280	241.080	52.200	48.600	5.660	42.940	3.600	480	35.620	+ 12.980
61 Orne	133.460	115.360	18.100	17.160	3.900	13.260	940	160	22.360	− 5.200
62 Pas-de-Calais	518.080	480.880	37.200	34.920	20.140	14.780	2.280	160	59.000	− 24.080
63 Puy-de-Dôme	264.180	234.440	29.740	27.040	7.000	20.040	2.700	200	25.040	+ 2.000
64 Pyrénées-Atlantiques	227.340	198.240	29.100	25.980	6.220	19.760	3.120	240	22.920	+ 3.060
65 Hautes-Pyrénées	94.360	82.500	11.860	11.100	2.500	8.600	760	60	10.260	+ 840
66 Pyrénées-Orientales	126.500	102.640	23.860	20.400	2.580	17.820	3.460	300	13.460	+ 6.940
67 Bas-Rhin	397.960	361.880	36.080	27.520	3.940	23.580	8.560	520	25.740	+ 1.780
68 Haut-Rhin	283.660	257.620	26.040	20.280	4.260	16.020	5.760	1.020	19.160	+ 1.120
69 Rhône	661.520	573.280	88.240	72.700	28.020	44.680	15.540	3.100	87.260	− 14.560
70 Haute-Saône	93.960	79.480	14.480	13.500	6.400	7.100	980	160	11.940	+ 1.560
71 Saône-et-Loire	235.600	212.540	23.060	20.780	3.240	17.540	2.280	460	27.080	− 6.300
72 Sarthe	222.440	197.640	24.800	23.500	4.820	18.680	1.300	320	25.560	− 2.060
73 Savoie	142.960	121.060	21.900	20.180	8.980	11.200	1.720	220	15.540	+ 4.640
74 Haute-Savoie	236.520	199.820	36.700	30.680	9.540	21.140	6.020	580	19.080	+ 11.600
75 Ville de Paris	1.109.500	777.700	331.800	251.700	122.560	129.140	80.100	9.960	349.800	− 98.100
76 Seine-Maritime	525.200	480.780	44.420	39.300	6.060	33.240	5.120	840	53.660	− 14.360
77 Seine-et-Marne	412.180	296.260	115.920	108.020	79.560	28.460	7.900	1.440	60.020	+ 48.000
78 Yvelines	559.220	402.880	156.340	138.760	83.580	55.180	17.580	3.480	107.900	+ 30.860
79 Deux-Sèvres	147.880	131.820	16.060	14.720	3.940	10.780	1.340	220	17.980	− 3.260
80 Somme	229.260	208.040	21.220	20.020	3.980	16.040	1.200	120	24.620	− 4.600
81 Tarn	135.680	118.520	17.160	15.200	5.020	10.180	1.960	400	15.040	+ 160
82 Tarn-et-Garonne	75.740	63.800	11.940	10.760	3.840	6.920	1.180	60	9.040	+ 1.720
83 Var	275.100	213.680	61.420	52.920	12.900	40.020	8.500	1.380	30.820	+ 22.100
84 Vaucluse	171.680	136.980	34.700	29.980	7.780	22.200	4.720	320	23.840	+ 6.140
85 Vendée	200.060	179.840	20.220	19.120	5.480	13.640	1.100	440	15.920	+ 3.200
86 Vienne	155.720	134.200	21.520	19.980	4.860	15.120	1.540	220	19.300	+ 680
87 Haute-Vienne	152.100	133.240	18.860	17.400	2.380	15.020	1.460	140	15.020	+ 2.380
88 Vosges	174.480	159.040	15.440	13.900	4.960	8.940	1.540	200	20.840	− 6.940
89 Yonne	131.620	111.120	20.500	19.400	2.840	16.560	1.100	180	16.360	+ 3.040
90 Territoire de Belfort	58.780	49.060	9.720	8.860	4.380	4.480	860	100	8.200	+ 660
91 Essonne	469.860	348.300	121.560	108.820	73.320	35.500	12.740	4.000	96.940	+ 11.860
92 Hauts-de-Seine	699.080	494.620	204.460	175.640	107.320	68.320	28.820	5.920	193.500	− 17.860
93 Seine-Saint-Denis	650.600	491.820	158.780	130.700	91.980	38.720	28.080	10.080	162.860	− 32.160
94 Val-de-Marne	589.520	436.700	152.820	130.240	87.240	43.000	22.580	6.500	149.320	− 19.060
95 Val-d'Oise	440.340	321.360	118.980	105.660	73.700	31.960	13.320	3.980	86.580	+ 19.060
France métropolitaine	**23.525.120**	**19.754.300**	**3.770.820**	**3.291.980**	**1.303.580**	**1.988.400**	**478.840**	**79.300**	**3.291.980**	

TABLEAU B.03-6

Migrations interrégionales des personnes de référence des ménages entre le 1er janvier 1975 et le 4 mars 1982 et personnes en provenance de hors métropole

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Région de résidence au 4 mars 1982	Ensemble des personnes de référence au 4 mars 1982	Résidence au 1er janvier 1975								
		France métropolitaine								
		Ensemble des régions	Ile-de-France	Champagne-Ardenne	Picardie	Haute-Normandie	Centre	Basse-Normandie	Bourgogne	Nord-Pas-de-Calais
11 Ile-de-France	3.940.800	3.795.020	3.491.700	11.100	20.340	14.600	24.540	13.800	13.640	22.720
21 Champagne-Ardenne	472.120	467.020	9.660	432.900	4.520	640	1.020	400	2.180	2.700
22 Picardie	586.260	581.680	30.100	3.180	525.320	3.340	1.000	660	540	9.340
23 Haute-Normandie	575.440	570.960	17.280	860	3.060	527.700	2.300	4.820	660	3.160
24 Centre	821.260	812.020	48.820	1.440	1.640	2.960	717.340	2.400	3.300	2.980
25 Basse-Normandie	475.120	471.860	16.660	700	940	4.500	1.860	432.420	380	1.380
26 Bourgogne	584.360	579.880	23.040	2.780	1.020	620	3.120	460	523.960	1.340
31 Nord-Pas-de-Calais	1.316.680	1.307.040	11.140	1.960	7.640	2.280	920	620	740	1.268.440
41 Lorraine	792.720	782.860	6.960	4.660	1.060	560	1.040	580	1.520	2.240
42 Alsace	543.460	533.620	5.540	1.140	440	420	740	340	940	1.380
43 Franche-Comté	375.560	372.020	5.500	1.420	460	140	320	200	3.740	1.180
52 Pays de la Loire	1.005.040	997.740	27.360	1.140	1.560	2.500	6.620	5.860	1.040	2.340
53 Bretagne	948.840	941.160	32.960	1.200	1.340	3.120	3.300	4.900	960	1.920
54 Poitou-Charentes	558.840	553.960	16.580	720	880	800	4.800	780	600	1.400
72 Aquitaine	949.540	935.720	29.560	1.600	2.140	2.340	3.420	1.320	1.360	3.000
73 Midi-Pyrénées	813.600	803.020	22.920	1.100	960	1.440	2.540	800	1.040	2.120
74 Limousin	277.120	275.260	10.220	260	660	380	1.760	200	380	700
82 Rhône-Alpes	1.791.520	1.763.240	30.220	3.320	2.940	2.540	2.980	1.560	10.240	5.580
83 Auvergne	483.500	479.740	10.800	700	680	340	2.460	320	2.500	1.060
91 Languedoc-Roussillon	706.260	692.680	23.700	1.600	1.940	1.560	2.780	860	1.800	3.340
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	1.492.340	1.456.260	56.160	3.600	3.820	3.440	5.080	1.960	4.680	9.160
94 Corse	80.020	78.540	2.600	120	160	120	140	20	140	140
France métropolitaine	**19.590.400**	**19.251.300**	**3.929.480**	**477.500**	**583.520**	**576.340**	**790.080**	**475.280**	**576.340**	**1.347.620**

Région de résidence au 4 mars 1982	Résidence au 1er janvier 1975									
	France métropolitaine									
	Lorraine	Alsace	Franche-Comté	Pays de la Loire	Bretagne	Poitou-Charentes	Aquitaine	Midi-Pyrénées	Limousin	Rhône-Alpes
11 Ile-de-France	14.200	4.680	5.620	18.980	21.960	12.020	17.340	14.540	5.800	21.020
21 Champagne-Ardenne	5.200	780	1.000	720	480	400	700	480	140	1.180
22 Picardie	1.340	240	360	800	620	440	760	540	80	960
23 Haute-Normandie	940	500	320	1.860	1.700	500	960	580	140	1.400
24 Centre	1.760	740	920	6.120	2.300	4.380	2.440	1.380	1.920	2.480
25 Basse-Normandie	540	340	300	3.860	3.680	500	700	400	160	1.140
26 Bourgogne	2.440	820	4.060	780	480	600	760	520	240	7.940
31 Nord-Pas-de-Calais	2.240	800	400	1.200	1.020	600	820	1.060	220	1.740
41 Lorraine	746.240	5.240	2.480	1.020	840	640	1.120	620	180	2.400
42 Alsace	8.000	504.220	3.000	620	500	480	840	640	100	1.700
43 Franche-Comté	2.940	2.260	347.120	360	160	180	560	380	100	2.760
52 Pays de la Loire	1.520	840	420	920.240	10.340	6.400	2.160	1.240	540	2.120
53 Bretagne	1.860	680	480	12.860	863.660	1.920	1.680	900	400	2.420
54 Poitou-Charentes	1.420	640	400	5.440	1.320	505.040	5.720	1.560	1.740	1.300
72 Aquitaine	3.280	1.560	700	2.440	1.780	8.600	846.100	11.600	2.700	3.480
73 Midi-Pyrénées	2.200	800	540	1.380	1.000	1.820	11.060	730.780	1.860	3.700
74 Limousin	480	160	160	480	320	2.040	2.960	1.560	248.520	1.080
82 Rhône-Alpes	5.600	2.340	5.060	3.120	2.060	1.680	2.940	3.020	820	1.648.120
83 Auvergne	820	320	420	680	400	540	740	1.360	1.960	7.900
91 Languedoc-Roussillon	2.940	1.060	1.040	1.400	1.240	1.360	3.080	10.160	720	10.800
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	9.080	3.060	3.140	3.280	3.800	2.560	5.480	5.640	540	23.480
94 Corse	260	240	60	80	140	180	200	300	120	740
France métropolitaine	**815.300**	**532.320**	**378.000**	**987.720**	**919.800**	**552.880**	**909.120**	**789.260**	**269.000**	**1.749.860**

TABLEAU B.03-6 *(suite et fin)*

Migrations interrégionales des personnes de référence des ménages entre le 1er janvier 1975 et le 4 mars 1982 et personnes en provenance de hors métropole

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Région de résidence au 4 mars 1982	Résidence au 1er janvier 1975									
	France métropolitaine					Hors de France métropolitaine				
	Auvergne	Languedoc-Roussillon	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Corse	Ensemble	DOM-TOM	CEE	Algérie, Maroc, Tunisie	Pays africains au sud du Sahara	Autres pays
11 Ile-de-France	9.500	11.100	24.720	1.100	145.780	26.520	19.800	22.040	13.880	63.540
21 Champagne-Ardenne	220	540	1.080	80	5.100	700	1.440	1.020	620	1.320
22 Picardie	400	400	1.200	60	4.580	420	1.060	700	760	1.640
23 Haute-Normandie	200	580	1.420	20	4.480	1.000	920	820	580	1.160
24 Centre	3.000	1.080	2.520	100	9.240	1.820	1.500	1.480	900	3.540
25 Basse-Normandie	260	220	840	80	3.260	460	660	600	580	960
26 Bourgogne	2.020	880	1.880	120	4.480	640	820	900	460	1.660
31 Nord-Pas-de-Calais	360	620	2.120	100	9.640	700	3.240	2.560	840	2.300
41 Lorraine	440	720	2.280	20	9.860	640	4.160	1.760	660	2.640
42 Alsace	280	600	1.640	60	9.840	920	3.600	960	860	3.500
43 Franche-Comté	320	440	1.420	60	3.540	340	740	640	340	1.480
52 Pays de la Loire	1.000	660	1.800	40	7.300	1.400	1.380	1.140	1.140	2.240
53 Bretagne	740	880	2.940	40	7.680	1.680	1.620	800	1.700	1.880
54 Poitou-Charentes	760	460	1.540	60	4.880	1.000	920	720	940	1.300
72 Aquitaine	1.180	2.300	5.020	240	13.820	1.740	2.440	2.460	2.260	4.920
73 Midi-Pyrénées	1.760	7.740	5.140	320	10.580	1.400	2.180	2.180	1.320	3.500
74 Limousin	1.940	440	540	20	1.860	200	360	360	240	700
82 Rhône-Alpes	7.620	5.420	15.780	280	28.280	3.360	5.480	5.660	2.480	11.300
83 Auvergne	442.720	1.240	1.680	100	3.760	260	480	740	540	1.740
91 Languedoc-Roussillon	1.680	603.080	16.040	500	13.580	1.320	2.640	3.740	1.720	4.160
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	3.380	12.420	1.289.800	2.700	36.080	3.620	8.000	9.020	5.080	10.360
94 Corse	140	300	3.380	68.960	1.480	100	200	760	120	300
France métropolitaine	**479.920**	**652.120**	**1.384.780**	**75.060**	**339.100**	**50.240**	**63.640**	**61.060**	**38.020**	**126.140**

TABLEAU B.03-7

Migrations de personnes de référence des ménages au niveau départemental entre le 1er janvier 1975 et le 4 mars 1982

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Département de résidence au 4 mars 1982	Ensemble des personnes de référence du ménage au 4 mars 1982	Non migrants	Immigrants						Emigrants vers un autre département métropolitain	Solde des migrations intérieures au niveau du département
			Total	en provenance d'un autre département métropolitain			en provenance de hors métropole			
				Total	de la même région	d'une autre région	Total	dont des DOM-TOM		
01 Ain	147.240	121.400	25.840	23.080	12.240	10.840	2.760	340	14.940	+ 8.140
02 Aisne	184.220	167.320	16.900	15.800	2.140	13.660	1.100	100	21.780	− 5.980
03 Allier	139.920	124.560	15.360	14.100	2.720	11.380	1.260	60	15.860	− 1.760
04 Alpes-de-Haute-Provence	44.040	34.760	9.280	8.760	4.200	4.560	520	60	5.280	+ 3.480
05 Hautes-Alpes	38.060	31.260	6.800	6.300	2.260	4.040	500	80	4.200	+ 2.100
06 Alpes-Maritimes	365.760	296.740	69.020	57.000	7.820	49.180	12.020	780	27.580	+ 29.420
07 Ardèche	93.620	80.340	13.280	12.160	5.440	6.720	1.120	80	10.500	+ 1.660
08 Ardennes	103.320	95.620	7.700	6.860	1.920	4.940	840	60	11.800	− 4.940
09 Ariège	49.540	42.420	7.120	6.560	2.240	4.320	560	40	5.520	+ 1.040
10 Aube	103.900	93.160	10.740	9.640	1.920	7.720	1.100	260	10.600	− 960
11 Aude	101.480	86.620	14.860	13.540	2.560	10.980	1.320	140	10.140	+ 3.400
12 Aveyron	94.780	85.300	9.480	8.880	2.060	6.820	600	100	8.980	− 100
13 Bouches-du-Rhône	619.820	541.120	78.700	65.760	13.200	52.560	12.940	1.380	58.860	+ 6.900
14 Calvados	207.400	181.500	25.900	24.040	6.840	17.200	1.860	220	22.600	+ 1.440
15 Cantal	56.560	51.320	5.240	5.060	820	4.240	180	20	6.060	− 1.000
16 Charente	121.020	107.760	13.260	12.520	3.080	9.440	740	100	13.400	− 880
17 Charente-Maritime	186.600	162.080	24.520	22.760	3.720	19.040	1.760	480	21.700	+ 1.060
18 Cher	117.880	101.740	16.140	15.140	2.680	12.460	1.000	220	13.360	+ 1.780
19 Corrèze	89.920	78.360	11.560	10.940	1.120	9.820	620	80	8.240	+ 2.700
2A Corse-du-Sud	37.040	31.320	5.720	5.120	420	4.700	600	40	3.220	+ 1.900
2B Haute-Corse	42.980	36.860	6.120	5.240	360	4.880	880	60	3.660	+ 1.560
21 Côte-d'Or	169.720	147.380	22.340	20.400	4.040	16.360	1.940	240	18.960	+ 1.440
22 Côtes-du-Nord	192.940	170.520	22.420	21.200	6.200	15.000	1.220	160	17.120	+ 4.060

TABLEAU B.03-7 *(suite et fin)*

Migrations de personnes de référence des ménages au niveau départemental entre le 1er janvier 1975 et le 4 mars 1982

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Département de résidence au 4 mars 1982	Ensemble des personnes de référence du ménage au 4 mars 1982	Non migrants	Immigrants						Emigrants vers un autre département métropolitain	Solde des migrations intérieures au niveau du département
			Total	en provenance d'un autre département métropolitain			en provenance de hors métropole			
				Total	de la même région	d'une autre région	Total	dont des DOM-TOM		
23 Creuse	52.080	46.440	5.640	5.360	680	4.680	280	40	5.220	+ 140
24 Dordogne	136.620	118.160	18.460	16.560	3.380	13.180	1.900	180	13.780	+ 2.780
25 Doubs	163.160	145.960	17.200	15.300	4.960	10.340	1.900	180	21.580	— 6.280
26 Drôme	137.800	115.480	22.320	20.460	9.380	11.080	1.860	220	16.120	+ 4.340
27 Eure	156.540	129.200	27.340	26.120	7.040	19.080	1.220	300	20.520	+ 5.600
28 Eure-et-Loir	127.840	106.000	21.840	20.420	1.860	18.560	1.420	240	16.380	+4.040
29 Finistère	291.500	260.380	31.120	28.760	7.120	21.640	2.360	620	24.560	+ 4.200
30 Gard	193.280	161.200	32.080	28.900	4.140	24.760	3.180	360	18.620	+ 10.280
31 Haute-Garonne	298.480	248.160	50.320	44.320	14.140	30.180	6.000	840	33.120	+ 11.200
32 Gers	59.100	52.140	6.960	6.520	2.040	4.480	440	60	6.980	— 460
33 Gironde	414.500	356.460	58.040	51.600	12.080	39.520	6.440	980	35.120	+ 16.480
34 Hérault	260.260	212.240	48.020	42.040	7.780	34.260	5.980	580	24.020	+ 18.020
35 Ille-et-Vilaine	261.380	226.940	34.440	32.100	9.620	22.480	2.340	440	23.900	+ 8.200
36 Indre	89.740	79.460	10.280	9.720	2.220	7.500	560	40	10.820	— 1.100
37 Indre-et-Loire	183.760	156.000	27.760	25.480	5.780	19.700	2.280	520	20.460	+ 5.020
38 Isère	322.220	275.940	46.280	40.540	20.280	20.260	5.740	340	33.400	+ 7.140
39 Jura	86.380	77.540	8.840	8.160	2.320	5.840	680	60	9.720	— 1.560
40 Landes	99.760	83.940	15.820	14.920	5.440	9.480	900	200	11.860	+ 3.060
41 Loir-et-Cher	108.440	92.260	16.180	15.320	4.340	10.980	860	100	12.920	+ 2.400
42 Loire	269.120	250.640	18.480	16.920	6.500	10.420	1.560	100	22.820	— 5.900
43 Haute-Loire	72.940	64.300	8.640	8.220	1.540	6.680	420	40	6.460	+ 1.760
44 Loire-Atlantique	344.940	306.020	38.920	35.840	8.080	27.760	3.080	440	30.900	+ 4.940
45 Loiret	193.600	158.820	34.780	31.660	6.180	25.480	3.120	700	21.860	+ 9.800
46 Lot	55.020	46.800	8.220	7.760	1.480	6.280	460	—	5.720	+ 2.040
47 Lot-et-Garonne	106.560	92.240	14.320	12.580	2.640	9.940	1.740	160	12.040	+ 540
48 Lozère	25.080	21.580	3.500	3.120	820	2.300	380	—	3.040	+ 80
49 Maine-et-Loire	224.860	199.840	25.020	23.040	7.000	16.040	1.980	280	21.960	+ 1.080
50 Manche	162.940	147.080	15.860	15.060	3.220	11.840	800	120	17.160	— 2.100
51 Marne	192.120	168.440	23.680	21.020	5.400	15.620	2.660	280	23.060	— 2.040
52 Haute-Marne	72.780	65.300	7.480	6.980	1.140	5.840	500	100	9.520	— 2.540
53 Mayenne	94.020	84.700	9.320	9.040	2.440	6.600	280	60	9.400	— 360
54 Meurthe-et-Moselle	254.160	226.200	27.960	24.400	11.040	13.360	3.560	220	35.400	— 11.000
55 Meuse	69.940	62.000	7.940	7.200	3.180	4.020	740	80	10.680	— 3.480
56 Morbihan	203.020	176.980	26.040	24.280	5.900	18.380	1.760	460	19.400	+ 4.880
57 Moselle	330.060	305.280	24.780	20.100	7.380	12.720	4.680	240	33.160	— 13.060
58 Nièvre	91.840	80.340	11.500	11.040	1.700	9.340	460	20	10.320	+ 720
59 Nord	847.260	795.560	51.700	43.580	17.060	26.520	8.120	580	68.220	— 24.640
60 Oise	217.540	181.480	36.060	33.540	3.560	29.980	2.520	280	27.160	+ 6.380
61 Orne	104.780	90.960	13.820	13.220	2.820	10.400	600	120	15.980	— 2.760
62 Pas-de-Calais	469.420	441.360	28.060	26.540	14.460	12.080	1.520	120	42.480	— 15.940
63 Puy-de-Dôme	214.080	192.120	21.960	20.060	5.340	14.720	1.900	140	19.240	+ 820
64 Pyrénées-Atlantiques	192.100	166.440	25.660	22.820	5.320	17.500	2.840	220	19.080	+ 3.740
65 Hautes-Pyrénées	78.760	69.460	9.300	8.720	1.960	6.760	580	40	8.720	—
66 Pyrénées-Orientales	126.160	103.940	22.220	19.500	2.200	17.300	2.720	240	10.720	+ 8.780
67 Bas-Rhin	317.260	288.920	28.340	21.920	3.620	18.300	6.420	320	19.320	+ 2.600
68 Haut-Rhin	226.200	208.720	17.480	14.060	2.960	11.100	3.420	600	15.360	— 1.300
69 Rhône	531.320	466.680	64.640	54.320	21.900	32.420	10.320	1.780	66.300	— 11.980
70 Haute-Saône	79.300	68.940	10.360	9.900	4.420	5.480	460	60	8.160	+ 1.740
71 Saône-et-Loire	207.520	189.320	18.200	16.760	2.200	14.560	1.440	300	20.160	— 3.400
72 Sarthe	178.180	159.780	18.400	17.380	3.280	14.100	1.020	260	18.160	— 780
73 Savoie	115.200	98.520	16.680	15.560	7.100	8.460	1.120	160	11.960	+ 3.600
74 Haute-Savoie	175.000	149.960	25.040	21.240	6.320	14.920	3.800	340	14.860	+ 6.380
75 Ville de Paris	1.101.360	826.100	275.260	207.820	100.360	107.460	67.440	7.100	290.260	— 82.440
76 Seine-Maritime	418.900	386.840	32.060	28.800	4.620	24.180	3.260	700	39.780	— 10.980
77 Seine-et-Marne	300.900	224.740	76.160	72.020	52.680	19.340	4.140	720	45.180	+ 26.840
78 Yvelines	402.720	299.380	103.340	92.420	56.960	35.460	10.920	1.820	85.580	+ 6.840
79 Deux-Sèvres	117.620	105.300	12.320	11.340	2.880	8.460	980	200	12.780	— 1.440
80 Somme	184.500	167.900	16.600	15.640	2.920	12.720	960	40	17.880	— 2.240
81 Tarn	114.140	101.860	12.280	11.060	3.800	7.260	1.220	280	12.260	— 1.200
82 Tarn-et-Garonne	63.780	54.120	9.660	8.940	2.800	6.140	720	40	7.700	+ 1.240
83 Var	271.660	214.300	57.360	50.140	12.400	37.740	7.220	1.060	26.820	+ 23.320
84 Vaucluse	153.000	124.660	28.340	25.460	7.080	18.380	2.880	260	19.200	+ 6.260
85 Vendée	163.040	145.080	17.960	17.020	4.020	13.000	940	360	11.880	+ 5.140
86 Vienne	133.600	115.900	17.700	16.300	4.320	11.980	1.400	220	13.960	+ 2.340
87 Haute-Vienne	135.120	119.760	15.360	14.400	2.160	12.240	960	80	10.980	+ 3.420
88 Vosges	138.560	127.740	10.820	9.940	3.420	6.520	880	100	14.840	— 4.900
89 Yonne	115.280	97.100	18.180	17.540	1.880	15.660	640	80	12.760	+ 4.780
90 Territoire-de-Belfort	46.720	39.840	6.880	6.380	3.140	3.240	500	40	6.260	+ 120
91 Essonne	328.500	248.980	79.520	71.860	49.420	22.440	7.660	2.180	71.340	+ 520
92 Hauts-de-Seine	571.360	426.700	144.660	124.320	78.280	46.040	20.340	3.560	154.120	— 29.800
93 Seine-Saint-Denis	479.540	377.040	102.500	87.200	62.560	24.640	15.300	5.480	119.240	— 32.040
94 Val-de-Marne	446.800	346.140	100.660	87.680	60.240	27.440	12.980	3.800	113.500	— 25.820
95 Val-d'Oise	309.620	235.380	74.240	67.240	46.740	20.500	7.000	1.860	65.800	+ 1.440
France métropolitaine	**19.590.400**	**16.726.940**	**2.863.460**	**2.524.360**	**957.440**	**1.566.920**	**339.100**	**50.240**	**2.524.360**	—

TABLEAU B.03-8

Mouvements de passagers civils algériens entre la France et l'Algérie

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (direction des Renseignements généraux)

Années	Arrivées en France				Départs vers l'Algérie		
		dont :				*dont :*	
	Total	Hommes de plus de 16 ans	Titulaires de la carte de résidence	Porteurs de la carte ONAMO	Total	Hommes de plus de 16 ans	Titulaires de la carte de résidence
1972	409.146	343.810	307.053	21.599	385.372	327.618	280.606
1973	476.016	396.498	349.125	21.392	434.814	367.717	346.711
1974	549.890	446.934	428.442	///	541.767	446.572	421.541
1975	592.458	473.498	453.756	///	595.986	480.192	457.731
1976	609.811	472.958	462.922	///	646.857	496.578	493.192
1977	775.907	596.817	533.921	///	774.430	570.541	549.607
1978	821.478	602.854	552.137	///	819.845	577.752	563.747
1979	970.244	696.378	546.239	///	913.373	641.341	551.862
1980	1.185.280	835.057	581.967	///	1.098.879	749.942	596.768
1981	1.338.674	931.513	439.892	///	1.239.550	829.173	642.086
1982 (1)	1.316.926	///	685.037	///	1.311.989	///	690.850
1983 (1)	1.381.247	///	583.994	///	1.380.249	///	629.855

(1) Depuis janvier 1982, les hommes de plus de 16 ans ne sont plus comptés à part.

TABLEAU B.03-9

Mouvements migratoires entre la France et l'Afrique noire francophone

(Soldes des entrées et des sorties)

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Solde global	+ 29.285	— 6.167	+ 26.109	+ 48.053	+ 45.225	+ 4.059	+ 19.641
Répartition par catégorie :							
Africains résidant en France	+ 5.355	— 15.449	— 8.396	— 2.074	+ 3.386	— 2.888	+ 3.893 (3)
Nouveaux immigrants (1)	+ 1.376	+ 1.000	+ 602	+ 622	+ 1.529	(3)	+ 15.748
Touristes	+ 3.705	+ 2.604	+ 17.921	+ 30.513	+ 18.500	+ 6.947	(3)
Catégories diverses (2)	+ 18.849	+ 5.678	+ 15.982	+ 18.992	+ 21.810	(3)	

(1) Travailleurs et membres de famille entrant pour la première fois en France, en possession des documents requis par les accords de circulation ou d'établissement pour exercer une activité salariée et accompagner ou rejoindre un chef de famille. — (2) Diplomates, fonctionnaires et assimilés, étudiants et leurs familles. — (3) Depuis janvier 1982 les nouveaux migrants et catégories diverses ne sont plus comptés à part.

TABLEAU B.03-10

Étrangers et travailleurs salariés de la Communauté économique européenne introduits par l'ONI, par nationalité

Source : ONI

Nationalité	Travailleurs permanents et membres de leurs familles						Travailleurs saisonniers
	Nombre de familles (1)	Nombre total de personnes (1)	Travailleurs (3)	Membres des familles (1)			
				Total (2)	dont		
					Conjoints	Enfants	
Allemande	...	...	...	...	...	...	—
Belge	...	...	...	...	...	...	140
Espagnole	...	...	1.238	...	...	...	89.539
Italienne	...	...	...	...	...	...	28
Marocaine	...	...	16.706	...	...	...	5.536
Portugaise	...	...	12.076	...	...	...	10.497
Tunisienne	...	...	16.979	...	...	...	900
Turque	...	...	7.270	...	...	...	—
Yougoslave	...	...	2.064	...	...	...	173
Autres	...	...	...	...	...	...	271
Total année 1982	...	...	**89.162**	...	...	...	**107.084**
Année 1981	*19.836*	*75.022*	*33.433*	*41.589*	*17.444*	*23.136*	*117.542*
Année 1980	*20.029*	*59.390*	*17.370*	*42.020*	*17.775*	*23.223*	*120.436*
Année 1979	*19.865*	*56.695*	*17.395*	*39.300*	*17.547*	*20.730*	*124.715*
Année 1978	*21.099*	*58.479*	*18.356*	*40.123*	*18.458*	*20.525*	*122.658*
Année 1977	*26.958*	*75.074*	*22.756*	*52.318*	*23.843*	*26.997*	*112.116*
Année 1976	*29.071*	*84.326*	*26.949*	*57.377*	*25.071*	*30.628*	*121.474*
Année 1975	*27.911*	*77.415*	*25.591*	*51.824*	*22.862*	*27.097*	*124.126*
Année 1974	*35.284*	*132.499*	*64.461*	*68.038*	*28.082*	*36.947*	*131.783*
Année 1973	*37.748*	*204.702*	*132.055*	*72.647*	*30.068*	*38.881*	*142.458*
Année 1972	*37.660*	*173.029*	*98.074*	*74.955*	*30.882*	*30.412*	*144.492*

(1) A partir du 1er janvier 1975, les familles des travailleurs CEE ne figurent plus dans la statistique. — (2) Y compris les ascendants et collatéraux. — (3) En 1982, les travailleurs de la Communauté économique européenne ne figurent pas dans la statistique.

TABLEAU B.03-11

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'ONI par âge, sexe et état matrimonial

Source : ONI

Âge	Ensemble des travailleurs	Hommes		Femmes	
		Total	*dont :* mariés	Total	*dont :* mariées
Moins de 20 ans	3.966	2.928	70	1.038	56
20 à 24 ans	22.402	18.118	1.984	4.284	649
25 à 29 ans	30.172	26.030	8.440	4.142	1.122
30 à 34 ans	17.078	14.563	8.247	2.515	797
35 à 39 ans	7.097	5.896	4.446	1.201	382
40 à 44 ans	4.112	3.412	2.891	700	287
45 ans et plus	4.335	3.324	2.898	1.011	400
Total année 1982 (1)	**89.162**	**74.271**	**28.976**	**14.891**	**3.693**
Année 1981	*33.433*	*26.613*	*11.491*	*6.820*	*1.599*
Année 1980	*17.370*	*12.558*	*5.902*	*4.812*	*1.278*
Année 1979	*17.395*	*12.197*	*5.713*	*5.198*	*1.392*
Année 1978	*18.356*	*13.158*	*5.825*	*5.198*	*1.452*
Année 1977	*22.756*	*16.389*	*7.098*	*6.367*	*1.706*
Année 1976	*26.949*	*19.802*	*8.429*	*7.147*	*1.917*
Année 1975	*25.591*	*18.116*	*7.725*	*7.475*	*1.817*
Année 1974	*64.461*	*52.653*	*27.179*	*11.808*	*3.779*

(1) En 1982, les travailleurs de la Communauté économique européenne ne figurent pas dans la statistique.

TABLEAU B.03-12

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'ONI par activité économique, profession et nationalité

Source : ONI

Situation professionnelle	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (5)								
						Total	Allemands	Espagnols	Italiens	Marocains	Portugais	Tunisiens	Turcs	Yougoslaves	Autres
Activité économique (1)															
Forêts	126	47	49	36	330	1.240	...	41	...	85	160	14	895	5	...
Agriculture, pêche	511	266	297	255	2.050	6.924	...	148	...	4.299	663	1.270	337	45	...
Combustibles minéraux solides	564	57	11	6	23	79	...	—	...	4	4	3	8	1	...
Autres industries extractives	32	21	19	11	14	29	...	1	...	5	14	2	4	—	...
Production et transformation des métaux (2)	3.115	2.803	2.343	1.855	1.290	1.391	...	60	...	135	110	145	121	37	...
Verre et matériaux de construction	174	109	117	98	141	201	...	2	...	40	57	24	34	2	...
Bâtiment et travaux publics	2.643	1.573	1.345	1.306	7.498	18.780	...	258	...	4.114	4.683	5.728	2.275	215	...
Autres industries	3.317	3.198	3.144	4.868	6.172	9.665	...	45	...	838	400	1.052	2.359	1.293	...
Commerce	5.498	4.651	4.377	3.827	7.837	14.499	...	171	...	2.796	1.198	4.056	518	118	...
Services	2.391	1.326	955	697	3.280	13.697	...	347	...	1.701	3.753	1.373	136	127	...
Autres activités (3)	4.385	4.305	4.738	4.411	4.798	22.657	...	165	...	2.689	1.034	3.312	583	221	...
Total	**22.756**	**18.356**	**17.395**	**17.370**	**33.433**	**89.162**	...	**1.238**	...	**16.706**	**12.076**	**16.979**	**7.270**	**2.064**	...
Profession															
Manœuvres	4.481	2.768	1.686	1.095	6.178	15.468	...	213	...	5.035	2.290	4.177	1.939	70	...
Ouvriers spécialisés	11.378	8.903	8.097	9.750	17.068	41.614	...	597	...	7.936	7.155	8.220	3.010	1.338	...
Ouvriers professionnels	4.965	3.806	4.476	3.524	7.033	9.499	...	222	...	1.239	1.800	1.479	1.762	447	...
Cadres et techniciens	1.932	2.879	3.136	3.001	3.154	2.023	...	99	...	68	31	75	30	17	...
Total	**22.756**	**18.356**	**17.395**	**17.370**	**33.433**	(4) **89.162**	...	**1.238**	...	**16.706**	**12.076**	**16.979**	**7.270**	**2.064**	...

(1) D'après la nomenclature utilisée par l'ONI. — (2) Y compris : sidérurgie, fonderie et travail des métaux, construction mécanique, automobile, électrique, navale, aéronautique et armement. — (3) Transports, banques, assurances, professions libérales et administrations et activités non déclarées (20.554). — (4) Dont 20.558 personnes de profession non déclarée. — (5) En 1982, les travailleurs de la Communauté économique européenne ne figurent pas dans la statistique.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— *Recensement de 1962. Migrations 1954-1962*, INSEE, Paris 1973.

— « Les migrations entre régions et au niveau catégories de communes de 1954 à 1962 », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 4.

— « Les migrations intercensitaires de 1962 à 1968 », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 39.

— « L'immigration en France en 19.. », supplément annuel au *Bulletin mensuel des statistiques du travail*, publié par le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale (direction de la Population et de l'Emigration).

— « La politique de l'immigration », Conseil économique et social. *Avis et rapports*, n° 6 du 23 mai 1975.

— « L'immigration étrangère en France de 1945 à 1973 », INED, *Travaux et documents*, cahier n° 71.

— *Statistiques de l'immigration*, publication annuelle de l'ONI.

— *Les étrangers en France*, publication annuelle du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (direction de la Réglementation et du Contentieux).

— Principaux résultats du recensement de 1975, *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 52.

— Les étrangers au recensement de 1975, *La documentation française*, Paris 1977.

— *Le dossier de l'immigration*, ministère du Travail et de la Participation, secrétariat d'État à la Condition des travailleurs immigrés, Paris, novembre 1978.

— « Les migrations intérieures entre 1968 et 1975 », *Économie et statistique*, n° 107, janvier 1979.

— « Démographie, immigration, naturalisation », *La documentation française*, Paris, juin 1980.

— Recensement général de la population de 1975 : nationalité, *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 83.

— L'immigration en France en 19.. (annuel), Rapport du SOPEMI OCDE Paris, juillet 1981.

— « Renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ? » *Économie et statistique*, n° 149, novembre 1982. Article reprenant les « premières estimations » publiées en juillet 1982 sur le recensement de population du 4 mars 1982.

— Structure de la population totale, volume « Bordeaux », Recensement de 1982, INSEE.

— R.P. 1982, sondage au 1/20. « Les étrangers », INSEE, *La documentation française*.

Chapitre B.04

Nationalité

1. Actes juridiques recensés

2. Acquisitions de la nationalité française

3. Pertes et refus d'acquisition de la nationalité française

Le dénombrement des étrangers au recensement de mars 1982 et les caractéristiques de cette population (sexe, âge, nationalité) sont repris dans le chapitre « État de la population ».

1. Actes juridiques recensés

Les actes juridiques relatifs à la nationalité française faisant l'objet des présentes statistiques concernent uniquement les acquisitions et pertes contrôlées par le *ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale* (direction de la Population et des migrations).

La législation sur la nationalité a fait l'objet, ces dernières années, de modifications importantes.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié *le Code de la nationalité française* tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-244 du 19 octobre 1945 et la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité, qui a modifié certaines dispositions de ce Code, règlent actuellement les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

2. Acquisitions de la nationalité française

Les acquisitions de la nationalité française contrôlées comprennent *les acquisitions par décret et les déclarations de nationalité, à l'exclusion des acquisitions accordées de plein droit dans certaines circonstances (atteinte de la majorité, incorporation dans l'armée, adoption plénière).*

« En particulier ne sont pas incluses dans les acquisitions contrôlées, les *acquisitions de la nationalité française de plein droit* par certains enfants de parents étrangers, soit à leur naissance (s'il s'agit d'enfants d'un parent français et d'un parent étranger ou d'enfants nés en France de parents étrangers dont l'un au moins est lui-même né en France — ce cas concerne notamment les enfants nés en France de parents algériens depuis 1963), soit à la majorité (s'il s'agit d'enfants nés en France de parents étrangers et y ayant résidé de façon continue durant les cinq années précédant leur majorité). »

· *Les acquisitions par décret*

Elles concernent des étrangers qui en font la demande et remplissent certaines conditions, mais le Gouvernement est toujours libre d'accorder ou de refuser cette faveur. Elles se divisent en trois catégories :

— les naturalisations proprement dites;

— les réintégrations de certains Français ayant perdu la nationalité française;

— les enfants mineurs bénéficiant des décrets de naturalisation ou de réintégration de leurs parents.

· *Les déclarations de nationalité*

Elles sont souscrites par des étrangers remplissant certaines conditions; c'est un droit accordé à ces personnes et le Gouvernement ne peut s'y opposer que pour un motif explicitement prévu par la loi. On distingue :

— les déclarations en vue d'acquérir la nationalité française : enfant né en France de parents étrangers et résidant depuis cinq ans en France; enfant adopté ou recueilli et élevé en France; conjoint d'un Français; personne ayant joui de la possession d'état de Français pendant les dix dernières années;

— les déclarations de réintégration réservées à certains Français d'origine ayant perdu la nationalité française et qui ont conservé ou acquis avec la France des liens manifestes;

— les déclarations de réintégration visant les originaires des territoires d'outre-mer ayant accédé à l'indépendance;

— les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française : certains enfants d'étrangers naissent français mais ont le droit de répudier la nationalité française dans les six mois qui précèdent leur majorité; cependant ils peuvent renoncer par avance à user de ce droit.

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui vont acquérir ou ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), options suisses, décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);

— les pertes de la nationalité française prononcées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances;

— les refus d'acquisition de la nationalité française : déclarations pour décliner la nationalité française, décrets d'opposition à l'acquisition.

3. Pertes et refus d'acquisition de la nationalité française

Les pertes et refus d'acquisition de la nationalité française contrôlés se divisent en trois catégories :

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

TABLEAU B.04-1

Pertes et acquisitions de la nationalité française par nature juridique

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Année	Ensemble des résidences (1)							dont France métropolitaine					
	Ensemble des pertes	Ensemble des acquisitions	Acquisitions par décret				Acquisitions par déclaration	Ensemble des acquisitions	Acquisitions par décret				Acquisitions par déclaration
			Total	Naturalisés	Réintégrés	Mineurs (2)			Total	Naturalisés	Réintégrés	Mineurs (2)	
1972	1.011	35.254	27.851	17.235	823	9.793	7.403	34.370	27.122	16.770	814	9.538	7.248
1973	933	33.616	26.651	17.434	761	8.456	6.965	32.990	26.216	17.140	753	8.323	6.774
1974	1.138	35.983	24.028	16.241	711	7.076	11.955	34.671	23.652	15.994	701	6.957	11.019
1975	1.364	41.400	26.674	18.006	1.021	7.647	14.726	39.666	26.120	17.644	1.007	7.469	13.546
1976	1.131	(3) 45.203	30.667	20.140	1.538	8.989	(3) 14.536	43.078	29.915	19.691	1.508	8.716	13.163
1977	1.050	(4) 48.082	32.906	21.610	1.676	9.620	(4) 15.176	45.631	32.056	21.069	1.654	9.333	13.575
1978	391	(4) 50.938	34.105	22.439	1.670	9.996	(4) 16.833	48.656	33.407	22.064	1.552	9.791	15.249
1979	494	(3) 46.896	30.982	20.164	1.562	9.256	(3) 15.914	44.486	30.194	19.651	1.553	8.990	14.292
1980	648	(3) 52.123	31.504	20.203	1.977	9.324	(3) 20.619	49.168	30.750	19.714	1.968	9.068	18.418
1981	424	(3) 54.015	34.400	21.541	2.811	10.048	(3) 19.615	53.159	33.561	20.997	2.800	9.764	19.598
1982	472	(3) 48.828	28.459	18.073	2.349	8.037	(3) 20.369	●	27.637	17.603	2.329	7.705	●

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence. — (2) Compris aux décrets des parents. — (3) Non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française. — (4) Non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française et les déclarations de reconnaissance de la nationalité française.

TABLEAU B.04-2

Acquisitions de la nationalité française par nationalité antérieure

[*Ensemble des résidences*] (1)

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Nationalité antérieure	(3) 1977		(3) 1978		1979		1980		1981		1982	
	Ensemble des acquisitions	dont par décret	Ensemble des acquisitions	dont par décret	Ensemble des acquisitions	dont par décret	Ensemble des acquisitions	dont par décret	Ensemble des acquisitions	dont par décret	Ensemble des acquisitions	dont par décret
Algériens	■ 1.387	921	■ 1.613	987	1.908	1.198	2.789	1.688	●	2.499	●	2.004
Allemands	683	355	630	281	495	217	506	171	●	233	●	174
Américains des USA	161	41	126	30	120	22	126	22	●	19	●	26
Arméniens	96	96	157	157	118	118	110	110	●	127	●	42
Autrichiens	54	16	69	41	57	30	47	20	●	25	●	22
Belges	692	353	663	344	601	276	622	271	●	255	●	265
Britanniques	500	230	532	255	479	240	475	230	●	323	●	222
Bulgares	78	36	66	35	70	38	53	23	●	47	●	14
Chinois	315	230	346	228	352	224	365	206	●	191	●	194
Égyptiens	163	64	148	45	145	48	190	61	●	46	●	64
Espagnols	9.544	6.826	9.371	6.269	8.263	5.465	8.448	5.191	●	5.672	●	4.286
Grecs	279	155	326	180	322	181	355	156	●	126	●	103
Hongrois	289	212	278	180	228	164	181	111	●	93	●	92
Italiens	9.602	6.513	9.922	6.916	7.684	5.200	7.031	4.479	●	3.866	●	3.342
Libanais	807	605	540	311	740	521	972	679	●	653	●	651
Luxembourgeois	30	8	23	12	31	20	20	4	●	10	●	5
Marocains	1.998	1.478	1.728	1.080	1.977	1.249	2.394	1.446	●	1.889	●	1.693
Néerlandais	87	52	123	75	85	46	80	30	●	16	●	40
Polonais	1.923	1.351	2.023	1.469	1.591	1.125	1.614	946	●	1.025	●	798
Portugais	6.224	4.615	8.603	6.762	7.769	6.064	8.452	6.315	●	6.135	●	4.703
Roumains	281	185	260	154	234	155	199	122	●	109	●	171
Russes	202	128	208	135	144	85	178	80	●	116	●	92
Suisses	576	155	570	110	527	102	565	89	●	106	●	105
Syriens	293	220	269	159	223	134	305	174	●	245	●	187
Tchécoslovaques	204	151	170	106	157	120	158	88	●	70	●	57
Tunisiens	2.012	1.620	1.912	1.432	1.887	1.368	2.038	1.395	●	1.340	●	1.044
Turcs	240	185	277	172	301	210	389	250	●	340	●	331
Vietnamiens	2.681	2.394	2.416	2.050	1.890	1.621	1.836	1.560	●	2.007	●	1.564
Yougoslaves	1.452	1.098	1.384	977	1.273	960	1.379	983	●	1.020	●	1.000
Divers	■ 8.492	2.613	■ 9.345	3.153	7.225	3.781	9.348	4.604	●	5.797	●	5.168
Ensemble	(2) **51.345**	**32.906**	(2) **54.098**	**34.105**	**46.896**	**30.982**	(4) **52.123**	**31.504**	**54.015**	**34.400**	(2) **48.828**	**28.459**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence. — (2) Non compris les acquisitions par déclaration en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française. — (3) Y compris les déclarations de reconnaissance de la nationalité française (personnes françaises qui veulent le rester : 3.263 en 1977 et 3.160 en 1978, comprises dans les nationalités « Algériens » et « divers »). — (4) Y compris 898 acquisitions par déclaration, non réparties par nationalité.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, service des Études et de la Statistique, direction de la Population et des Migrations, sous-direction des Naturalisations, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris. Tél. : 567.55.44

Publications diverses :

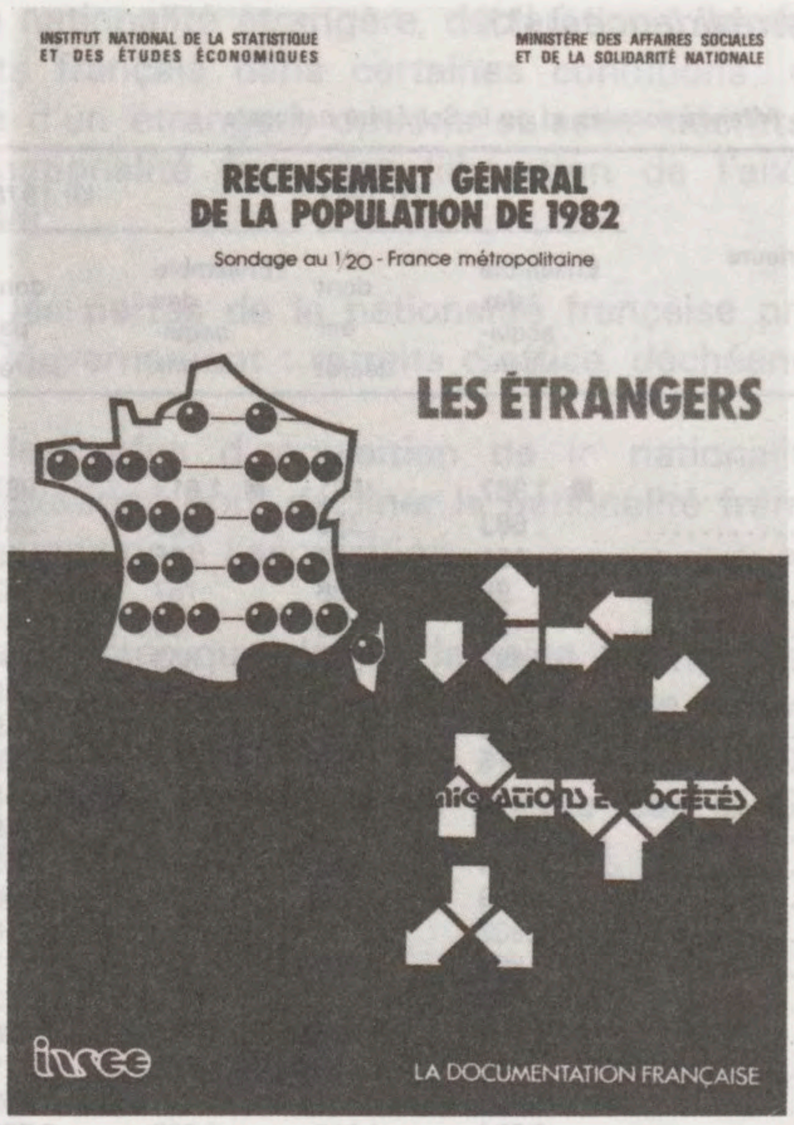
— « La réforme du droit de la nationalité, loi du 9 janvier 1973 », *Notes et études documentaires,* n° 4115, du 30 septembre 1974, édité par la Documentation française.

LES ÉTRANGERS

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION DE 1982

Sondage au 1/20 - France métropolitaine

Qui sont-ils ?
Combien sont-ils ?
Comment vivent-ils ?



L'INSEE et le Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale publient conjointement ce volume à partir des données du Recensement de la population de 1982.

Après un bref rappel historique sur l'évolution de la population étrangère depuis 1851, cet ouvrage présente de nombreux tableaux concernant ;

la population,
l'emploi,
les ménages et les familles,
les logements ;

et met en évidence la diversité des origines et l'immigration familiale afférentes à cette population.

Le volume, 112 pages - 70 F

P 655

BON DE COMMANDE

à retourner à l'Observatoire Économique de votre région (adresses en fin de publication)

Veuillez m'adresser exemplaire(s)

LES ÉTRANGERS - recensement de la Population de 1982 - sondage au 1/20 - France métropolitaine - 112 pages - 70 F

Nom ou raison sociale : .....

Activité : .....

Adresse : .....

Ci-joint en règlement à l'ordre de l'INSEE, la somme de F

☐ Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Mandat

insee Institut National de la Statistique et des Études Économiques

C

Emploi, salaires et revenus

LES ÉTRANGERS

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION DE 1982

Sondage au 1/20 - France métropolitaine

Qui sont-ils ?

Combien sont-ils ?

Comment vivent-ils ?

L'INSEE et le Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale publient conjointement ce volume à partir des données du Recensement de la population de 1982.

Après un bref rappel historique sur l'évolution de la population étrangère depuis 1851, cet ouvrage présente de nombreux tableaux concernant :

la population,
l'emploi,
les ménages et les familles,
les logements ;

et met en évidence la diversité des origines et l'intégration familiale afférentes à cette population.

Le volume, 112 pages - 70 F

P 655

BON DE COMMANDE

(à retourner en fin de publication)

Veuillez m'adresser ..... exemplaire(s)
LES ÉTRANGERS - recensement de la Population de 1982 - sondage au 1/20 - France métropolitaine
112 pages - 70 F

Nom ou raison sociale .....

Adresse .....

Emploi, salaires et revenus

☐ Chèque joint ☐ Facture souhaitée ☐ Virtuel

Imprimé

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Chapitre C. 01

Population active

1. Évaluation annuelle de la population active
2. Agents de l'État et des collectivités locales
3. Main-d'œuvre étrangère
4. Intérim et contrats à durée déterminée
5. Marché du travail
6. Départements d'outre-mer
7. Dépenses pour l'emploi

1. Évaluation annuelle de la population active

(tableaux 1 à 6)

La *population active résidente,* incluant ou non les militaires du contingent, peut être appréhendée de deux façons différentes : dans une première approche, celle implicitement retenue dans le tableau 1, on applique à la population totale résidente par sexe et âge des taux d'activité estimés d'après l'enquête emploi. Le tableau 1 fournit les taux d'activité au sens du *Bureau international du travail,* c'est-à-dire les rapports de la population active au sens du BIT à la population totale par sexe et âge. Ces taux sont ceux observés à l'enquête emploi de mars (ou avril-mai) de chaque année.

Dans une deuxième approche, celle suivie pour le tableau 2, on recense les personnes employées dans les différents secteurs d'activité économique (cf. § 11 ci-après) et d'autre part les personnes au chômage, selon les recommandations du BIT (cf. § 12 ci-après).

Les estimations obtenues selon chacune de ces deux approches sont présentées dans le *Rapport annuel sur les comptes de la Nation.*

11. La population employée

(tableaux 4 à 6)

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population employée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissements).

La prise en compte du recensement de population de mars 1975 comme base des séries d'emploi et le changement de nomenclature d'activité économique ont entraîné une procédure de révision des séries publiées auparavant. Les séries d'emploi présentées, constituent le prolongement des résultats définitifs de la rétropolation 1954-1974 en nomenclature NAP 40. La prise en compte du recensement de la population de mars 1982 entraînera une révision de la série 1974-1983.

Les séries publiées sont établies à partir des résultats du sondage au 1/5 tirés du recensement de la population de mars 1975, auxquels sont appliqués des indicateurs d'évolution issus essentiellement des statistiques de l'UNEDIC (1) [Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce].

L'UNEDIC produit depuis 1961, au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs de salariés relevant du régime des ASSEDIC (1) [Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce], classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste pour que les indications statistiques ainsi fournies soient utilisables pour l'estimation de l'emploi. Aussi les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

1. En mai 1959, un régime d'allocation spéciale aux travailleurs sans emploi a été instauré. Des organismes paritaires, les ASSEDIC, fédérés dans l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC), sont habilités à verser les allocations à certains chômeurs dont le contrat de travail doit, en général, avoir été rompu du fait de l'employeur.

— statistiques des ASSEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année;
— statistiques fournies par le *ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale,* en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Cette enquête de conjoncture permet, d'une part de compléter le champ des activités relevant du régime ASSEDIC, d'autre part de calculer les évaluations, en moyenne annuelle, qui sont utilisées par la Comptabilité nationale;
— statistiques de source INSEE provenant principalement des recensements de la population et des enquêtes annuelles sur l'emploi.

Les recensements de la population fournissent, notamment, une répartition de la population employée (par conséquent, chômeurs et militaires du contingent exclus) suivant le sexe et l'activité économique principale des établissements employeurs, dont le regroupement constitue dans ce paragraphe les *secteurs d'établissements.*

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation,* un cadre légèrement différent : celui des branches, dont la définition a été donnée dans « Présentation de la Comptabilité nationale française » (*Collections de l'INSEE,* 1976, n° 51, série C); alors que le secteur d'établissements regroupe les établissements ayant la même activité principale, la branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. D'autre part, c'est l'*emploi intérieur* et non la population résidente occupée qui est ventilé par branches : c'est-à-dire que le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.
La nomenclature par secteur d'établissements constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population employée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises, les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population employée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le numéro d'activité économique de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

La méthode utilisée pour établir l'estimation de la population salariée suivant le sexe et le secteur d'établissements au 31 décembre de chaque année repose essentiellement sur :
— les évolutions annuelles fournies par l'UNEDIC;
— les enquêtes sur l'emploi et certaines statistiques de caisses de prévoyance et assurances sociales, d'entreprises publiques, pour estimer les salariés non couverts par l'UNEDIC : secteur public, agriculture, services non marchands.

Par ailleurs, le nombre de non-salariés est estimé à partir des indications fournies par des caisses de retraite, des statistiques des caisses d'assurances sociales agricoles et de l'enquête emploi.

On peut enfin signaler que les statistiques ASSEDIC sont disponibles selon la taille de l'établissement : cette information brute portant sur le seul champ d'application du régime est fournie au tableau 6.

12. Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la *Population disponible à la recherche d'un emploi,* ensemble des individus qui se déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

La réalisation régulière de l'enquête sur l'emploi et les progrès réalisés quant à la fiabilité de ses résultats permettent maintenant de retenir la définition du chômage, recommandée par le *Bureau international du travail.* Pour être classé comme chômeur, quatre conditions sont requises :
— être dépourvu d'emploi;
— être à même de travailler;
— chercher un travail rémunéré;
— être en quête de ce travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête. Le principe de cette mesure est décrit dans le n° 160 d'*Économie et Statistique :* « Les raisons du tassement du chômage à travers l'enquête emploi » par M. Cézard.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du *Bureau international du travail* présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'*Agence nationale pour l'emploi* et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en effet du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

2. Agents de l'État et des collectivités locales
(tableaux 7 à 11)

Jusqu'en 1969, les recensements des agents de l'État et des collectivités locales ont été effectués par voie de questionnaire. A partir de 1976, et après une première expérience réalisée en 1975, un système d'information statistique utilisant les *fichiers automatisés de paie* a été mis en place pour les *personnels de l'État, des établissements publics nationaux* et des *établissements d'enseignement privé sous contrat.*

Les données sont collectées tous les deux ans, de façon exhaustive, en métropole et hors métropole, et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Outre les renseignements sur les rémunérations (indices hiérarchiques

traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la *catégorie statutaire* (A, B, C, D) et la catégorie socioprofessionnelle, le grade et la profession. Les derniers résultats complets disponibles portent sur l'année 1980; les résultats provisoires sur les effectifs au 31 décembre 1982 par ministère, département et statut sont également disponibles.

A partir de 1983, la collecte de l'information est devenue annuelle mais, les années impaires, seul est effectué le dénombrement des effectifs employés au 31 décembre par ministère, département, statut et sexe.

Les *personnels* des *collectivités locales* (non compris ceux des établissements publics relevant du ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale : hôpitaux, maisons de retraite...) ont été étudiés à travers diverses enquêtes réalisées à des dates différentes par l'INSEE et le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Le tableau 11 présente la synthèse des sources disponibles : la date de référence théorique est janvier 1980, mais certaines données sont un peu plus anciennes (notamment février 1979 pour les services départementaux et régionaux). Les enquêtes sur les agents des collectivités locales sont limitées à la connaissance de l'emploi : en dehors de l'indice de rémunération (pour les personnels communaux et départementaux), elles n'apportent aucune information sur les salaires.

Comme pour l'État, depuis 1983 une enquête légère auprès de l'ensemble des collectivités locales est organisée chaque année afin de suivre l'évolution des effectifs employés au 31 décembre par statut, sexe et condition d'emploi.

3. Main-d'œuvre étrangère
(tableaux 12 à 14)

Les données sur la population active étrangère proviennent principalement des recensements généraux de la population. Cette source est toutefois imprécise, du fait d'omissions plus nombreuses pour les étrangers que pour les nationaux. Les tableaux 12 à 14 présentent une photographie tirée du recensement de mars 1982 de la population active et de l'emploi étrangers. Par ailleurs, une enquête régulière (tous les 3 ans environ) du ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale fournit des informations sur la main-d'œuvre étrangère des établissements de dix salariés et plus du secteur industriel et tertiaire privé (soit environ les 3/4 de l'emploi étranger).

4. Intérim et contrats de travail à durée déterminée
(tableaux 15 à 20)

41. Définitions

L'opération de *travail intérimaire* consiste à mettre à la disposition provisoire d'entreprises clientes des salariés que, en fonction d'une qualification convenue, l'entreprise de travail intérimaire embauche et rémunère à cet effet.

Le travail intérimaire est temporaire à deux *titres :*

— la *durée du travail* chez l'utilisateur est convenue à l'avance, *limitée dans le temps* et, selon la loi, la « mission » doit avoir une durée inférieure à six mois;

— le *contrat de travail* liant le salarié intérimaire à l'entreprise de travail intérimaire est également *temporaire* et *d'une durée égale à celle de la « mission ».*

L'entreprise de travail temporaire s'engage vis-à-vis de l'entreprise cliente sur une durée du travail et une qualification du personnel intérimaire et non sur la fourniture d'une prestation précise de biens ou services. Le personnel intérimaire effectue le travail sous la direction et la responsabilité de l'entreprise utilisatrice.

Ces caractéristiques, jointes à la durée temporaire du contrat de travail, permettent de distinguer le travail intérimaire des autres formes de mise à disposition de personnel : travail en régie (par exemple pour l'entretien, le nettoyage, le gardiennage...), délégation de personnel (une entreprise met un de ses salariés « permanents » à la disposition, temporaire ou permanente, d'une autre entreprise appartenant en général au même groupe,)...

Le *contrat de travail à durée déterminée* — particulièrement utilisé dans certains secteurs d'activité : réparation navale, forestage, déménagement, hôtellerie, enseignement, etc. — est un contrat écrit. Lorsqu'il comporte un terme fixé avec précision, il peut être renouvelé une fois s'il comporte une clause le prévoyant, pour une durée au plus égale à la période initiale.

L'ordonnance n° 82-130 du 5 février 1982, modifiant les dispositions du Code du travail relatives au contrat à durée déterminée, affirme le principe selon lequel le contrat de travail de droit commun est à durée indéterminée, le recours au contrat à durée déterminée étant limité à des cas où l'emploi à pourvoir ne présente manifestement pas un caractère permanent. Les contrats à durée déterminée sont, en principe, limités dans le temps. De plus, l'ordonnance garantit aux salariés titulaires de contrat à durée déterminée le bénéfice des dispositions légales et conventionnelles applicables aux salariés permanents, ainsi qu'une indemnité de fin de contrat.

42. Données sur le travail temporaire

Le travail intérimaire n'a pris un développement important en France qu'à la fin des années soixante. La progression de ce type d'emplois a été depuis très forte.

Devant ce développement, les pouvoirs publics ont été amenés à réglementer la profession par la loi du 3 janvier 1972 (complétée par le décret de janvier 1973) et la loi du 2 janvier 1979, puis par l'ordonnance n° 82-131 du 5 février 1982 (complétée par les décrets n° 82-197 et n° 82-198 du 26 février 1982 relatifs aux formalités administratives et au taux de l'indemnité de précarité d'emploi) prévue pour une durée de trois ans. Ces mesures ont pour but de limiter le recours aux emplois temporaires, de protéger les salariés intérimaires, de moraliser la profession.

La loi spécifie que l'activité de travail temporaire est exclusive, « toute activité de travail temporaire s'exerçant en dehors d'une telle entreprise est interdite ».

L'ordonnance limite les cas de recours au travail temporaire aux cas suivants :

— absence temporaire ou suspension du contrat de travail d'un salarié (maternité, formation...);

— survenance de la fin d'un contrat de travail à durée indéterminée, dans l'attente de l'entrée en service effectif du salarié appelé à remplacer celui dont le contrat a pris fin;

— travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents;

— surcroît exceptionnel et temporaire d'activité, excluant les travaux saisonniers amenés à se répéter chaque année (tourisme, industries agricoles et alimentaires) et les augmentations cycliques d'activité sur de courtes périodes (réparation navale par exemple).

La loi de 1972 a entraîné la disparition de certaines entreprises. Leur nombre a de nouveau progressé jusqu'au 31 décembre 1979. Il chute depuis cette date, à la suite notamment des conséquences de la loi de janvier 1979, obligeant ces entreprises à présenter un établissement financier garant d'une éventuelle défaillance.

L'activité du travail temporaire est le fait, d'une part d'un grand nombre de petites entreprises, souvent à durée d'existence relativement courte, gérant un ou deux établissements, d'autre part d'un nombre restreint de grosses entreprises; elle tend à se concentrer autour de ces dernières, qui possèdent un rayonnement important, de par la multiplicité croissante de leurs agences.

Les exploitations statistiques réalisées par l'UNEDIC permettent de suivre la démographie des établissements de travail temporaire et les effectifs salariés correspondants. On notera que le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale (Service des études et de la statistique) gère également un fichier de ces établissements et observe un certain nombre de données sur le travail intérimaire.

Dans les tableaux 17 à 19 issus de l'*Enquête-emploi,* on a rapproché les caractéristiques des travailleurs intérimaires de celles des personnes titulaires de contrats à durée déterminée.

5. Marché du travail (1)
(tableaux 21 à 24)

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir les tableaux ci-après sont recueillies auprès des *directions départementales du Travail et de l'emploi* ou des différentes agences locales pour l'emploi; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par le *Service des études et de la statistique du ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale.*

Le tableau 21 présente, pour les dernières années, les principaux résultats sur le chômage à travers un certain nombre d'indicateurs. D'autres données significatives de l'évolution du marché du travail sont fournies dans les tableaux 22 à 24.

Les *demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)* concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein. Les demandeurs d'emploi à temps partiel (DEPFM) ou saisonnier ou temporaire (DETFM), sont également comptabilisés dans des catégories séparées, depuis le mois de mars 1983.

Les *offres d'emploi en fin de mois (OEFM)* sont les offres d'emploi à temps plein à durée indéterminée déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi et qui, au dernier jour du mois, n'ont pas encore été satisfaites.

Les *offres d'emploi à temps partiel (OEPFM) et à durée déterminée (OETFM)* sont également décomptées dans des catégories séparées depuis le mois de novembre 1982.

Des *statistiques de flux* sont également établies, notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre (tableau 23).

Ces statistiques sont publiées, en données corrigées des variations saisonnières, dans le *Bulletin mensuel des statistiques du travail* (ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale et le *Bulletin mensuel de statistique* (INSEE).

Les statistiques du chômage indemnisé données dans le tableau 21 correspondent au système d'indemnisation du chômage mis en place à partir du 1er juillet 1979.

Le système est présenté au chapitre C. 04 « Prestations sociales ».

Les bénéficiaires des différents régimes de préretraite ne sont pas comptabilisés avec les demandeurs d'emploi en fin de mois. Aussi sont-ils exclus de la statistique des demandeurs d'emploi en fin de mois, ainsi que de celle du chômage indemnisé.

Le tableau 22 contient des informations concernant le chômage partiel et les licenciements économiques. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales du Travail et de l'Emploi lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de *chômage partiel,* ou du recueil des *demandes d'autorisations de licenciement.*

6. Départements d'outre-mer
(tableaux 25 et 26)

Les taux d'activité sont calculés en rapportant dans chaque groupe d'âges les actifs (employés ou non) à l'effectif total du groupe d'âge. Les personnes n'ayant pas répondu, si elles sont actives ou non (activité non déclarée) sont donc exclues du calcul des taux d'activité. Les effectifs d'activité non déclarée ont cependant été fournis comme test de qualité des réponses.

Ont été considérées comme actives, les personnes qui, la *semaine précédant leur recensement :*

— ont exercé une activité rémunérée (même si la personne était en congé annuel payé ou en congé maladie);

— ont cherché du travail.

---

1. Les définitions précises et les éléments de méthodologie relatifs au marché du travail sont exposés de façon plus complète dans le supplément méthodologique au *Bulletin mensuel des statistiques du travail* n° 91 de 1981.

7. Dépenses pour l'emploi
(tableau 27)

Le tableau 27 vise à présenter un bilan des dépenses pour l'emploi. Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi recensées dans le budget de programme du ministère du Travail de l'Emploi et de la Formation professionnelle, mais également celles gérées par les autres administrations (ministères de l'Agriculture, du Commerce et de l'Artisanat et du Tourisme, de l'Économie, des Finances et du Budget, du Plan et de l'Aménagement du territoire, du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur, de la Recherche et de la Technologie, etc.). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

La typologie des « Comptes de l'emploi » (1) comporte sept rubriques :

— *l'indemnisation du chômage total* comprend les prestations de chômage;

— *l'incitation au retrait d'activité* englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité ainsi que le système d'aides du ministère de l'Agriculture visant à favoriser les départs d'agriculteurs âgés;

— *le maintien de l'emploi* recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du CIASI, du FSAI et le plan textile;

— *la promotion de l'emploi et création d'emploi* comprend l'ensemble du système d'aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les emplois d'utilité collective et d'initiative locale;

— *l'incitation à l'activité* regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés;

— *la formation professionnelle* reprend les opérations de formation professionnelle réalisées au profit soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les entreprises, les ASSEDIC ou le fonds d'assurance formation;

— *le perfectionnement du fonctionnement du marché du Travail,* enfin, comptabilise les dépenses de l'Agence nationale pour l'emploi, celles liées à l'orientation des handicapés et les aides à la recherche d'emploi.

1. Cf. sources de documentation.

TABLEAU C.01-1

Taux d'activité au sens du BIT, par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête-emploi (mars ou avril-mai)

Source : INSEE

Âge (en années révolues) au 1er janvier de l'année n + 1		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983	
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
De 15 à 19 ans	*(a)*	30,0	23,4	27,8	22,1	27,3	21,6	25,4	19,4	26,2	19,8	25,7	18,3	24,1	17,1	25,1	16,7	22,5	15,0
	(b)	28,8	23,4	26,2	22,1	25,7	21,6	23,9	19,4	24,6	19,8	23,7	18,3	22,4	17,1	22,4	16,7	20,5	15,0
De 20 à 24 ans	*(a)*	81,4	67,4	82,1	68,8	81,2	68,6	80,5	68,1	80,1	68,5	80,2	67,5	78,1	66,9	78,9	67,2	79,8	66,7
	(b)	71,6	67,4	72,0	68,8	71,5	68,6	70,1	68,1	71,0	68,5	71,2	67,5	68,8	66,9	69,2	67,2	69,5	66,7
De 25 à 29 ans	*(a)*	95,5	64,1	95,7	65,6	95,7	68,1	95,7	68,1	95,4	69,5	95,4	69,9	94,9	69,7	95,4	71,1	95,4	72,9
	(b)	94,7	64,1	94,8	65,6	95,0	68,1	95,1	68,1	94,9	69,5	95,1	69,9	94,6	69,7	95,0	71,1	94,9	72,9
De 30 à 34 ans		98,2	59,0	98,2	60,3	98,0	61,8	98,2	63,2	98,2	65,8	98,0	66,2	97,8	67,2	97,9	69,5	97,5	70,0
De 35 à 39 ans		98,1	56,4	98,0	57,7	97,8	59,6	97,8	60,7	97,9	62,8	98,2	63,8	97,8	66,0	98,1	67,3	98,0	67,8
De 40 à 44 ans		97,6	55,4	97,4	57,0	97,0	57,7	97,6	58,8	97,6	60,1	97,4	62,0	97,6	66,0	97,1	65,4	97,5	67,5
De 45 à 49 ans		96,0	54,7	96,2	56,1	96,0	57,3	95,5	57,1	95,6	58,5	96,5	58,4	96,2	58,6	96,0	62,6	95,8	64,1
De 50 à 54 ans		93,5	52,2	93,6	51,8	93,4	52,5	92,9	52,0	92,9	53,1	92,9	54,7	92,4	56,8	91,4	57,6	91,6	56,7
De 55 à 59 ans		83,3	43,5	82,7	44,9	83,9	46,4	82,6	45,7	82,3	45,9	80,9	47,3	79,5	46,6	75,6	46,1	71,0	43,7
De 60 à 64 ans		56,7	29,8	51,5	27,7	48,8	27,2	45,0	24,1	45,1	24,0	47,6	27,3	42,5	25,3	40,0	23,3	33,6	20,6
De 65 à 69 ans		22,7	11,7	21,5	11,2	19,7	9,7	18,3	9,4	15,8	8,7	14,3	6,8	13,0	6,0	11,1	4,9	10,1	4,6
De 70 à 74 ans		11,8	4,5	10,6	4,3	9,0	3,8	8,5	3,6	7,6	3,9	7,5	2,7	6,8	2,7	5,5	2,4	5,4	2,7
De 75 ans et plus		5,3	2,3	4,8	1,8	4,8	2,1	4,4	1,6	3,3	1,6	3,5	1,5	3,1	1,4	2,7	1,2	2,3	1,0
Ensemble	*(a)*	**72,5**	**41,9**	**71,9**	**42,3**	**71,7**	**43,0**	**71,1**	**42,8**	**71,1**	**43,7**	**71,0**	**44,0**	**70,2**	**44,2**	**69,9**	**45,0**	**68,9**	**44,9**
	(b)	**71,2**	**41,9**	**70,6**	**42,3**	**70,4**	**43,0**	**69,8**	**42,8**	**69,9**	**43,7**	**69,9**	**44,0**	**69,1**	**44,2**	**68,6**	**45,0**	**67,7**	**44,9**

(a) Y compris le contingent. — *(b)* Non compris le contingent.

TABLEAU C.01-2

Population active : actifs occupés et chômeurs. Moyennes annuelles

Source : INSEE

Unités : Millier
Taux en %

		1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Salariés :									
Hommes		10.793,2	10.834,0	10.881,6	10.856,5	10.814,1	10.789,4	10.659,2	10.612,0
Femmes		6.445,5	6.606,4	6.774,8	6.906,1	6.981,1	7.047,3	7.061,9	7.172,5
Ensemble		*17.238,7*	*17.440,4*	*17.656,4*	*17.762,6*	*17.795,2*	*17.836,7*	*17.721,1*	*17.784,5*
Non salariés :									
Hommes		2.439,0	2.392,3	2.354,3	2.335,3	2.328,4	2.346,9	2.322,6	2.270,0
Femmes		1.336,5	1.328,3	1.330,1	1.319,3	1.298,4	1.247,2	1.234,2	1.243,6
Ensemble		*3.775,5*	*3.720,6*	*3.684,4*	*3.654,6*	*3.626,8*	*3.594,1*	*3.556,8*	*3.513,6*
Chômeurs :									
Hommes		389,0	402,3	450,8	497,2	567,5	582,4	711,7	804,4
Femmes		513,0	591,0	653,7	685,3	787,1	869,4	982,8	1.058,8
Ensemble		*902,0*	*993,3*	*1.104,5*	*1.182,5*	*1.354,6*	*1.451,8*	*1.694,5*	*1.863,2*
Population active totale :									
Hommes	*(a)*	13.910,0	13.915,3	13.969,3	13.982,6	13.982,6	13.982,9	13.960,7	13.951,6
	(b)	13.621,2	13.628,6	13.686,7	13.689,0	13.710,0	13.718,7	13.693,5	13.686,4
Femmes	*(a)*	8.295,2	8.526,0	8.759,0	8.911,1	9.067,0	9.164,3	9.279,4	9.475,4
	(b)	8.295,0	8.525,7	8.758,6	8.910,7	9.066,6	9.163,9	9.278,9	9.474,9
Ensemble	*(a)*	**22.205,2**	**22.441,3**	**22.728,3**	**22.893,7**	**23.049,6**	**23.147,2**	**23.240,1**	**23.427,0**
	(b)	**21.916,2**	**22.154,3**	**22.445,3**	**22.599,7**	**22.776,6**	**22.882,6**	**22.972,4**	**23.161,3**
Taux de chômage :									
Hommes	*(a)*	2,8	2,9	3,2	3,6	4,1	4,2	5,1	5,8
	(b)	2,9	3,0	3,3	3,6	4,1	4,2	5,2	5,9
Femmes	*(a)*	6,2	6,9	7,5	7,7	8,7	9,5	10,6	11,2
Ensemble	*(a)*	**4,1**	**4,4**	**4,9**	**5,2**	**5,9**	**6,3**	**7,3**	**8,0**
	(b)	**4,1**	**4,5**	**4,9**	**5,2**	**5,9**	**6,3**	**7,4**	**8,0**

(a) Y compris contingent. — *(b)* Non compris contingent.

TABLEAU C.01-3

Taux de chômage harmonisés dans sept pays de l'OCDE

En pourcentage de la population active totale

Source : OCDE

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Canada	5,5	5,3	6,9	7,1	8,0	8,3	7,4	7,4	7,5	10,9
États-Unis	4,8	5,5	8,3	7,6	6,9	6,0	5,8	7,0	7,5	9,5
Japon	1,3	1,4	1,9	2,0	2,0	2,2	2,1	2,0	2,2	2,4
France	2,6	2,8	4,1	4,4	4,7	5,2	5,9	6,3	7,3	8,0
Allemagne (1)	0,8	1,6	3,6	3,7	3,6	3,5	3,2	3,0	4,4	6,1
Italie	6,2	5,3	5,8	6,6	7,0	7,1	7,5	7,4	8,3	8,9
Royaume-Uni (1)	3,3	3,1	4,6	6,0	6,4	6,3	5,6	6,9	10,5	12,3
OCDE (1)	3,3	3,5	5,2	5,3	5,3	5,2	5,1	5,8	6,7	8,2
CEE (1)	3,0	3,1	4,5	5,2	5,5	5,5	5,6	6,0	7,8	9,1

(1) Estimations du secrétariat de l'OCDE.

TABLEAU C.01-4

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE

Unité : Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur		31 décembre 1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 P
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	(1) S	447,9	425,3	406,0	387,9	379,2	373,1	361,6	354,3	349,3	344,0
		NS	1.698,0	1.649,6	1.605,8	1.567,8	1.534,2	1.504,9	1.459,4	1.415,6	1.373,1	1.335,0
		T	*2.145,9*	*2.074,9*	*2.011,8*	*1.955,7*	*1.913,4*	*1.878,0*	*1.821,0*	*1.769,9*	*1.722,4*	*1.679,0*
T 02	Industrie de la viande et du lait	S	158,5	157,7	157,8	160,8	161,4	162,9	162,1	161,6	161,7	161,1
		NS	6,3	6,1	6,0	5,9	5,8	5,7	5,5	5,4	5,3	5,2
		T	*164,8*	*163,8*	*163,8*	*166,7*	*167,2*	*168,6*	*167,6*	*167,0*	*167,0*	*166,3*
T 03	Industries des autres produits alimentaires ...	S	351,6	348,6	347,3	352,8	350,4	349,8	346,8	344,4	343,4	341,0
		NS	93,5	89,5	86,7	87,7	84,7	80,4	81,1	82,4	80,9	80,1
		T	*445,1*	*438,1*	*434,0*	*440,5*	*435,1*	*430,2*	*427,9*	*426,8*	*424,3*	*421,1*
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	S	86,2	84,8	80,3	74,9	69,7	64,5	61,3	58,9	59,0	56,4
		NS	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
		T	*86,5*	*85,1*	*80,6*	*75,2*	*70,0*	*64,8*	*61,6*	*59,2*	*59,3*	*56,7*
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	S	44,9	44,1	43,7	43,6	43,0	42,5	42,7	42,7	41,5	40,2
		NS	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
		T	*45,1*	*44,3*	*43,9*	*43,8*	*43,2*	*42,7*	*42,9*	*42,9*	*41,7*	*40,4*
T 06	Électricité, gaz et eau.....	S	170,1	171,6	173,7	175,7	179,2	182,5	185,2	189,2	198,9	202,1
		NS	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
		T	*170,9*	*172,4*	*174,5*	*176,5*	*180,0*	*183,3*	*186,0*	*190,0*	*199,7*	*202,9*
T 07	Minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	S	230,1	224,1	222,7	208,7	193,3	174,9	165,1	157,0	153,6	147,8
		NS	0,9	1,0	1,1	1,1	1,2	1,3	1,4	1,6	1,7	1,7
		T	*231,0*	*225,1*	*223,8*	*209,8*	*194,5*	*176,2*	*166,5*	*158,6*	*155,3*	*149,5*
T 08	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	S	67,5	65,1	66,9	76,8	78,2	79,2	79,5	77,4	77,3	73,4
		NS	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5
		T	*68,2*	*65,8*	*67,7*	*77,7*	*79,2*	*80,3*	*80,7*	*78,7*	*78,7*	*74,9*
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	S	213,4	205,4	202,9	199,0	193,5	189,9	188,3	180,9	174,7	163,9
		NS	10,7	10,6	10,7	10,7	10,8	10,6	10,6	10,4	10,0	9,7
		T	*224,1*	*216,0*	*213,6*	*209,7*	*204,3*	*200,5*	*198,9*	*191,3*	*184,7*	*173,6*

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-4 *(suite 1)*

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur		31 décembre 1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 p
		(1)										
T 10	Industrie du verre	S	75,2	73,7	73,4	72,6	71,3	68,5	67,1	64,5	61,4	59,4
		NS	1,3	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6
		T	*76,5*	*75,0*	*74,8*	*74,0*	*72,8*	*70,0*	*68,7*	*66,1*	*63,0*	*61,0*
T 11	Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	S	195,2	189,7	187,6	187,7	184,1	182,2	176,6	165,9	159,9	153,7
		NS	1,5	1,5	1,5	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
		T	*196,7*	*191,2*	*189,1*	*189,1*	*185,6*	*183,7*	*178,1*	*167,4*	*161,4*	*155,2*
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	S	161,6	161,5	160,9	162,7	162,6	161,9	161,2	159,0	160,1	160,4
		NS	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3
		T	*163,9*	*163,8*	*163,2*	*165,0*	*164,9*	*164,2*	*163,5*	*161,3*	*162,4*	*162,7*
T 13	Fonderie et travail des métaux	S	539,7	511,6	514,7	503,5	490,2	490,2	485,3	467,3	461,6	437,8
		NS	29,9	29,9	29,1	28,2	27,3	26,4	25,8	24,6	23,6	22,6
		T	*569,6*	*541,5*	*543,8*	*531,7*	*517,5*	*516,6*	*511,1*	*491,9*	*485,2*	*460,4*
T 14	Construction mécanique	S	594,7	571,6	569,2	558,3	540,4	533,8	525,2	506,9	495,7	470,8
		NS	24,9	24,3	24,5	24,8	25,4	25,8	26,5	26,9	27,2	27,4
		T	*619,6*	*595,9*	*593,7*	*583,1*	*565,8*	*559,6*	*551,7*	*533,8*	*522,9*	*498,2*
T 15 A	Construction électrique et électronique, matériels électriques et électroniques professionnels	S	475,7	463,6	469,7	470,6	466,3	462,8	459,3	454,4	456,5	452,1
		NS	4,5	4,5	4,7	4,9	5,2	5,3	5,5	5,5	5,4	5,3
		T	*480,2*	*468,1*	*474,4*	*475,5*	*471,5*	*468,1*	*464,8*	*459,9*	*461,9*	*457,4*
T 15 B	Biens d'équipement ménager	S	115,9	106,7	108,2	105,5	102,1	99,6	95,6	90,9	89,6	86,8
		NS	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0
		T	*117,1*	*107,8*	*109,3*	*106,6*	*103,2*	*100,7*	*96,7*	*91,9*	*90,6*	*87,8*
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	S	505,3	507,4	534,3	535,3	534,1	523,5	503,0	472,5	466,0	454,4
		NS	3,5	3,0	3,1	3,1	3,2	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3
		T	*508,8*	*510,4*	*537,4*	*538,4*	*537,3*	*526,8*	*506,3*	*475,8*	*469,3*	*457,7*
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	S	234,7	238,1	235,7	228,1	221,3	223,0	225,5	231,7	234,7	229,8
		NS	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
		T	*236,4*	*239,8*	*237,4*	*229,8*	*223,0*	*224,7*	*227,2*	*233,4*	*236,4*	*231,5*
T 18	Industrie textile et habillement	S	659,3	619,4	611,9	587,8	560,3	550,9	513,7	481,2	474,4	453,5
		NS	38,5	35,7	34,2	32,5	31,1	28,6	27,0	25,4	24,6	23,8
		T	*697,8*	*655,1*	*646,1*	*620,3*	*591,4*	*579,5*	*540,7*	*506,6*	*499,0*	*477,3*
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	S	131,4	124,7	121,0	118,4	113,0	113,7	109,4	102,6	101,4	97,4
		NS	7,3	6,9	6,3	5,9	5,9	5,5	5,3	5,1	4,9	4,6
		T	*138,7*	*131,6*	*127,3*	*124,3*	*118,9*	*119,2*	*114,7*	*107,7*	*106,3*	*102,0*
T 20	Bois, meubles, industries diverses	S	350,0	334,9	340,1	340,1	333,2	331,8	322,5	310,1	303,6	286,0
		NS	40,1	39,2	39,2	39,0	39,6	39,4	39,6	39,1	38,7	38,2
		T	*390,1*	*374,1*	*379,3*	*379,1*	*372,8*	*371,2*	*362,1*	*349,2*	*342,3*	*324,2*
T 21	Industrie du papier et du carton	S	145,2	138,1	137,5	132,9	128,0	126,0	121,8	115,3	113,9	111,1
		NS	2,4	2,5	2,6	2,6	2,7	2,8	2,8	2,9	3,0	3,0
		T	*147,6*	*140,6*	*140,1*	*135,5*	*130,7*	*128,8*	*124,6*	*118,2*	*116,9*	*114,1*
T 22	Imprimerie, presse, édition	S	212,5	204,7	206,6	208,6	208,8	209,1	207,1	202,8	203,7	203,9
		NS	12,8	12,7	12,9	13,1	13,4	13,5	13,7	14,3	15,6	16,0
		T	*225,3*	*217,4*	*219,5*	*221,7*	*222,2*	*222,6*	*220,8*	*217,1*	*219,3*	*219,9*
T 23	Industrie du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	S	227,9	218,7	225,7	226,3	223,3	225,2	220,4	211,4	208,0	199,9
		NS	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
		T	*231,3*	*222,1*	*229,1*	*229,7*	*226,7*	*228,6*	*223,8*	*214,8*	*211,4*	*203,3*

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-4 *(suite 2)*

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE

Unité : Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur	(1)	31 décembre 1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 P
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	S	1.620,7	1.573,0	1.576,5	1.558,3	1.511,3	1.504,9	1.486,0	1.447,6	1.390,5	1.295,9
		NS	290,2	286,7	292,7	300,9	311,2	317,4	326,5	322,5	315,1	306,0
		T	*1.910,9*	*1.859,7*	*1.869,2*	*1.859,2*	*1.822,5*	*1.822,3*	*1.812,5*	*1.770,1*	*1.705,6*	*1.601,9*
T 25	Commerce de gros alimentaire	S	234,2	234,5	237,7	240,1	240,7	242,1	241,0	239,1	241,2	240,0
		NS	37,2	39,8	38,4	35,1	33,6	28,0	29,0	29,0	28,1	27,1
		T	*271,4*	*274,3*	*276,1*	*275,2*	*274,3*	*270,1*	*270,0*	*268,1*	*269,3*	*267,1*
T 26	Commerce de gros non alimentaire	S	523,3	526,6	540,9	551,6	552,7	565,1	573,5	571,8	577,0	570,1
		NS	40,9	41,6	40,6	40,7	38,7	34,6	31,1	29,2	28,6	27,5
		T	*564,2*	*568,2*	*581,5*	*592,3*	*591,4*	*599,7*	*604,6*	*601,0*	*605,6*	*597,6*
T 27	Commerce de détail alimentaire	S	352,3	360,4	375,2	388,7	396,4	403,1	414,0	424,5	436,5	443,5
		NS	208,7	208,2	199,2	189,6	191,2	191,6	190,4	186,8	183,9	180,0
		T	*561,0*	*568,6*	*574,4*	*578,3*	*587,6*	*594,7*	*604,4*	*611,3*	*620,4*	*623,5*
T 28	Commerce de détail non alimentaire	S	650,9	667,0	681,4	696,6	697,7	704,5	700,4	705,0	713,9	706,8
		NS	316,5	314,3	321,6	320,5	318,3	316,9	319,9	320,0	315,0	310,0
		T	*967,4*	*981,3*	*1.003,0*	*1.017,1*	*1.016,0*	*1.021,4*	*1.020,3*	*1.025,0*	*1.028,9*	*1.016,8*
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	S	286,4	293,2	308,4	322,2	324,9	330,0	328,8	332,3	336,9	335,6
		NS	73,2	75,7	72,6	74,4	82,4	83,7	82,4	80,0	78,8	77,0
		T	*359,6*	*368,9*	*381,0*	*396,6*	*407,3*	*413,7*	*411,2*	*412,3*	*415,7*	*412,6*
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	S	339,5	345,9	355,1	369,1	376,8	386,7	396,0	407,7	420,3	430,4
		NS	225,2	224,3	221,6	207,0	206,3	202,8	207,1	211,7	215,1	217,5
		T	*564,7*	*570,2*	*576,7*	*576,1*	*583,1*	*589,5*	*603,1*	*619,4*	*635,4*	*647,9*
T 31	Transports	S	812,0	802,1	814,9	818,9	820,7	825,6	825,5	828,9	848,8	846,3
		NS	63,0	54,9	57,9	59,5	56,3	62,2	59,6	59,9	58,9	58,0
		T	*875,0*	*857,0*	*872,8*	*878,4*	*877,0*	*887,8*	*885,1*	*888,8*	*907,7*	*904,3*
T 32	Télécommunications et postes	S	399,8	408,4	415,3	438,5	454,1	455,5	458,8	467,6	483,1	486,5
		NS	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
		T	*400,5*	*409,1*	*415,9*	*439,1*	*454,7*	*456,1*	*459,4*	*468,2*	*483,7*	*487,1*
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	S	649,7	653,9	701,2	735,3	763,4	812,0	835,2	842,0	819,8	816,5
		NS	145,8	141,0	140,8	148,0	159,1	157,5	169,0	163,3	161,2	157,2
		T	*795,5*	*794,9*	*842,0*	*883,3*	*922,5*	*969,5*	*1.004,2*	*1.005,3*	*981,0*	*973,7*
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	S	1.153,6	1.255,9	1.342,8	1.416,6	1.482,9	1.512,0	1.534,8	1.573,7	1.625,8	1.658,3
		NS	301,1	302,9	314,4	331,1	320,5	331,1	321,1	341,0	356,3	361,0
		T	*1.454,7*	*1.558,8*	*1.657,2*	*1.747,7*	*1.803,4*	*1.843,1*	*1.855,9*	*1.914,7*	*1.982,1*	*2019,3*
T 35	Location, crédit bail, immobilier	S	51,4	51,0	51,8	54,5	55,1	57,2	57,1	57,5	57,8	58,7
		NS	4,6	4,7	4,8	4,8	4,9	5,0	5,1	5,1	5,2	5,2
		T	*56,0*	*55,7*	*56,6*	*59,3*	*60,0*	*62,2*	*62,2*	*62,6*	*63,0*	*63,9*
T 36	Assurances	S	122,4	126,5	127,5	130,4	132,3	133,5	134,8	136,5	139,9	141,3
		NS	4,2	4,5	4,8	5,1	5,4	5,8	6,1	6,5	6,9	7,2
		T	*126,6*	*131,0*	*132,3*	*135,5*	*137,7*	*139,3*	*140,9*	*143,0*	*146,8*	*148,5*
T 37	Organismes financiers	S	374,1	384,7	392,6	401,2	407,5	412,5	416,2	419,9	428,0	433,6
		NS	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
		T	*375,6*	*386,2*	*394,1*	*402,7*	*409,0*	*414,0*	*417,7*	*421,4*	*429,5*	*435,1*
T 38	Services non marchands	S	3.285,8	3.371,0	3.431,6	3.475,3	3.528,1	3.535,2	3.584,6	3.584,6	3.728,0	3.683,4
		NS	111,5	110,4	109,3	108,2	107,1	106,1	105,0	103,9	102,9	102,0
		T	*3.397,3*	*3.481,4*	*3.540,9*	*3.583,5*	*3.635,2*	*3.641,3*	*3.689,6*	*3.688,5*	*3.830,9*	*3.785,4*
T 01 à T 38	**Total général**	**S**	**17.250,6**	**17.245,2**	**17.550,7**	**17.715,9**	**17.731,5**	**17.801,4**	**17.773,0**	**17.641,6**	**17.797,4**	**17.533,8**
		NS	**3.811,0**	**3.740,0**	**3.701,2**	**3.667,8**	**3.641,4**	**3.612,2**	**3.576,0**	**3.537,6**	**3.489,6**	**3.428,0**
		T	**21.061,6**	**20.985,2**	**21.251,9**	**21.383,7**	**21.372,9**	**21.413,6**	**21.349,0**	**21.179,2**	**21.287,0**	**20.961,8**

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-4 *(suite et fin)*

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE

Unité : Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur		31 décembre 1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 P
	Regroupements particuliers	(1)										
T 02, T 03	Industries agricoles et alimentaires	S	510,1	506,3	505,1	513,6	511,8	512,7	508,9	506,0	505,1	502,1
		NS	99,8	95,6	92,7	93,6	90,5	86,1	86,6	87,8	86,2	85,3
		T	*609,9*	*601,9*	*597,8*	*607,2*	*602,3*	*598,8*	*595,5*	*593,8*	*591,3*	*587,4*
T 04 à T 06	Énergie	S	301,2	300,5	297,7	294,2	291,9	289,5	289,2	290,8	299,4	298,7
		NS	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
		T	*302,5*	*301,8*	*299,0*	*295,5*	*293,2*	*290,8*	*290,5*	*292,1*	*300,7*	*300,0*
T 07 à T 11 T13, T 21, T 23	Industrie des biens intermédiaires	S	1.694,2	1.626,3	1.631,4	1.607,4	1.561,9	1.536,1	1.504,1	1.439,7	1.410,4	1.346,6
		NS	50,8	50,9	50,6	49,7	49,4	50,1	48,3	47,3	46,2	45,0
		T	*1.745,0*	*1.677,2*	*1.682,0*	*1.657,1*	*1.611,3*	*1.586,2*	*1.552,4*	*1.487,0*	*1.456,6*	*1.391,6*
T 14 à T 17	Industrie des biens d'équipement	S	1.926,3	1.887,4	1.917,1	1.897,8	1.864,0	1.842,7	1.808,6	1.756,4	1.742,5	1.694,1
		NS	35,8	34,6	35,1	35,6	36,6	37,8	38,1	38,4	38,6	38,7
		T	*1.962,1*	*1.922,0*	*1.952,2*	*1.933,4*	*1.900,6*	*1.880,5*	*1.846,7*	*1.794,8*	*1.781,1*	*1.732,8*
T 12, T 18 à T 20, T 22	Industrie des biens de consommation	S	1.514,8	1.445,2	1.440,6	1.417,5	1.377,9	1.367,4	1.313,9	1.255,7	1.243,2	1.201,2
		NS	101,0	96,8	94,9	92,8	92,3	89,3	87,9	86,2	86,1	84,9
		T	*1.615,8*	*1.542,0*	*1.535,5*	*1.510,3*	*1.470,2*	*1.456,7*	*1.401,8*	*1.341,9*	*1.329,3*	*1.286,1*
T 02 à T 23	Industrie non compris le bâtiment	S	5.946,6	5.765,7	5.791,9	5.730,4	5.607,4	5.548,4	5.424,7	5.248,6	5.200,6	5.042,9
		NS	288,7	279,2	274,6	273,0	270,1	262,5	262,2	261,0	258,4	255,2
		T	*6.235,3*	*6.044,9*	*6.066,5*	*6.003,4*	*5.877,5*	*5.810,9*	*5.686,9*	*5.509,6*	*5.459,0*	*5.298,1*
T 02 à T 24	Industrie y compris le bâtiment	S	7.567,3	7.338,6	7.368,3	7.288,7	7.118,7	7.053,3	6.910,7	6.696,2	6.591,1	6.338,6
		NS	578,9	565,9	567,3	573,9	581,3	579,9	588,7	583,5	573,5	561,2
		T	*8.146,2*	*7.904,5*	*7.935,6*	*7.862,6*	*7.700,0*	*7.633,2*	*7.499,4*	*7.279,7*	*7.164,6*	*6.900,0*
T 25 à T 28	Commerces	S	1.760,7	1.788,4	1.835,2	1.876,9	1.887,4	1.914,8	1.928,9	1.940,4	1.968,6	1.960,4
		NS	606,3	603,9	599,8	585,9	581,8	571,1	570,4	565,0	555,6	544,6
		T	*2.364,0*	*2.392,3*	*2.435,0*	*2.462,8*	*2.469,2*	*2.485,9*	*2.499,3*	*2.505,4*	*2.524,2*	*2.505,0*
T 31, T 32	Transports et télécommunications	S	1.211,8	1.210,5	1.230,2	1.257,3	1.274,7	1.281,1	1.284,3	1.296,5	1.331,9	1.332,6
		NS	63,7	55,6	58,5	60,1	56,9	62,8	60,2	60,5	59,5	58,6
		T	*1.275,5*	*1.266,1*	*1.288,7*	*1.317,4*	*1.331,6*	*1.343,9*	*1.344,5*	*1.357,0*	*1.391,4*	*1.391,4*
T 29, T 30 T 33, T 34	Services marchands	S	2.429,2	2.549,0	2.707,5	2.843,2	2.947,9	3.040,7	3.094,8	3.155,7	3.202,8	3.240,6
		NS	745,3	743,9	749,4	760,5	768,3	775,1	779,6	796,0	811,4	812,7
		T	*3.174,5*	*3.292,9*	*3.456,9*	*3.603,7*	*3.716,2*	*3.815,8*	*3.874,4*	*3.951,7*	*4.014,2*	*4.053,3*
T 25 à T 37	Transports, services, commerces	S	5.949,6	6.110,3	6.344,8	6.563,5	6.705,0	6.839,8	6.916,1	7.006,5	7.129,0	7.167,6
		NS	1.422,6	1.414,1	1.418,8	1.417,9	1.418,8	1.421,3	1.422,9	1.434,6	1.440,1	1.429,8
		T	*7.372,2*	*7.524,4*	*7.763,6*	*7.981,4*	*8.123,8*	*8.261,1*	*8.339,0*	*8.441,1*	*8.569,1*	*8.597,4*
T 25 à T 38	Tertiaire	S	9.235,4	9.481,3	9.776,6	10.038,8	10.233,1	10.375,0	10.500,7	10.591,1	10.857,0	10.851,0
		NS	1.534,1	1.524,5	1.528,1	1.526,1	1.525,9	1.527,4	1.527,9	1.538,5	1.543,0	1.531,8
		T	*10.769,5*	*11.005,8*	*11.304,7*	*11.564,9*	*11.759,0*	*11.902,4*	*12.028,6*	*12.129,6*	*12.400,0*	*12.382,8*
T 02 à T 37	Secteurs marchands non agricoles	S	13.516,9	13.448,9	13.713,1	13.852,2	13.823,7	13.893,1	13.826,8	13.702,7	13.720,1	13.506,4
		NS	2.001,5	1.980,0	1.986,1	1.991,8	2.000,1	2.003,3	2.011,6	2.018,1	2.013,6	1.991,0
		T	*15.518,4*	*15.428,9*	*15.699,2*	*15.844,0*	*15.823,8*	*15.896,4*	*15.838,4*	*15.720,8*	*15.733,7*	*15.497,4*

(1) S = salariés, NS = non salariés, T = total.

TABLEAU C.01-5

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre

Source : INSEE

Unité : Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur	1974		1975		1976		1977	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	383,2	64,7	362,1	63,2	344,3	61,6	327,4	604
T 02	Industrie de la viande et du lait	113,8	44,7	113,2	44,6	112,8	45,0	114,4	46,5
T 03	Industrie des autres produits alimentaires	230,5	121,1	229,0	119,5	227,9	119,3	229,3	123,5
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	84,0	2,2	82,2	2,6	77,6	2,7	72,1	2,8
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	37,2	7,7	36,4	7,7	36,0	7,7	35,9	7,7
T 06	Électricité, gaz et eau	140,6	29,5	141,2	30,3	142,8	30,9	144,4	31,3
T 07	Minerais et métaux ferreux. — Première transformation de l'acier	212,1	17,9	206,3	17,7	204,6	18,1	191,3	17,4
T 08	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	56,3	11,2	54,1	11,0	55,6	11,3	62,6	14,3
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	182,2	31,2	174,9	30,5	172,3	30,6	168,0	31,0
T 10	Industrie du verre	60,6	14,7	59,4	14,4	59,0	14,4	58,3	14,3
T 11	Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	150,5	44,7	145,7	44,1	144,0	43,6	143,5	44,2
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	93,3	68,3	93,6	67,8	94,3	66,7	95,1	67,5
T 13	Fonderie et travail des métaux	434,3	105,5	411,7	99,9	412,7	102,1	402,2	101,3
T 14	Construction mécanique	489,5	105,2	469,9	101,7	465,0	104,1	453,6	104,7
T 15 A	Construction électrique et électronique	296,4	179,3	292,8	170,8	296,1	173,6	298,3	172,3
T 15 B	Biens d'équipement ménager	65,1	50,8	59,5	47,1	59,6	48,6	58,5	46,9
T 16	Construction de véhicules automobiles	411,0	94,3	414,0	93,4	435,7	98,6	437,8	97,5
T 17	Construction navale et aéronautique armement	207,3	27,4	210,3	27,9	207,5	28,2	200,6	27,5
T 18	Industrie textile et habillement	210,7	448,6	198,9	420,4	194,0	417,9	185,9	401,8
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	55,3	76,1	52,9	71,8	50,6	70,4	49,6	68,8
T 20	Bois, meubles, industries diverses	239,1	110,9	228,7	106,2	230,8	109,2	229,7	110,4
T 21	Industrie du papier et du carton	96,1	49,0	92,3	45,7	91,9	45,6	88,6	44,3
T 22	Imprimerie presse édition	141,1	71,4	135,5	69,3	136,1	70,5	136,6	72,0
T 23	Industrie du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	155,4	72,6	149,7	69,0	154,0	71,6	154,6	71,7
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	1.532,0	88,6	1.483,9	89,0	1.484,0	92,5	1.461,2	97,1
T 25	Commerce de gros alimentaire	162,7	71,5	162,9	71,6	164,5	73,2	164,8	75,3
T 26	Commerce de gros non alimentaire	351,5	171,7	352,8	173,8	360,9	180,0	366,8	184,8
T 27	Commerce de détail alimentaire	178,5	173,8	182,2	178,2	187,3	187,9	192,8	195,8
T 28	Commerce de détail non alimentaire	260,3	390,6	262,8	404,2	267,0	414,4	269,9	426,7
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	243,4	43,1	249,3	44,0	261,4	47,0	271,5	50,7
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	161,2	178,3	165,6	180,4	169,7	185,4	175,9	193,2
T 31	Transports	695,5	116,5	684,4	117,7	692,9	122,0	692,4	126,5
T 32	Télécommunications et postes	247,2	152,6	249,9	158,5	252,4	162,9	261,2	177,3
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	347,8	301,4	347,5	306,4	378,2	322,9	394,5	340,8
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	350,1	803,5	373,0	882,9	394,3	948,5	409,2	1.007,4
T 35	Location, crédit-bail immobilier	28,5	22,9	28,1	22,9	28,1	23,7	29,1	25,4
T 36	Assurances	54,9	67,5	56,6	70,0	56,5	71,0	57,5	72,9
T 37	Organismes financiers	191,1	183,0	196,2	188,5	199,9	192,8	204,1	197,1
T 38	Services non marchands	1.500,2	1.785,7	1.539,0	1.832,1	1.563,9	1.867,6	1.580,0	1.895,3
T 01 à T 38	**Ensemble des activités**	**10.850,5**	**6.400,3**	**10.748,3**	**6.496,9**	**10.866,5**	**6.684,1**	**10.869,1**	**6.846,3**
	Regroupements particuliers :								
T 02, T 03 T 04 à T 06	Industries agricoles et alimentaires	344,3	165,8	342,2	164,1	340,8	164,3	343,7	169,9
T 07 à T 11 T 13, T 21, T 23	Énergie	261,8	39,5	259,8	40,7	256,4	41,3	252,4	41,8
T 14 à T 17	Industrie des biens intermédiaires	1.347,4	346,9	1.294,0	332,2	1.294,1	337,3	1.269,0	338,4
T 12, T 18 à T 20, T 22	Industrie des biens d'équipement	1.469,4	456,9	1.446,5	440,9	1.463,9	453,2	1.448,8	449,0
T 02 à T 23	Industrie des biens de consommation	739,5	775,3	709,6	735,6	705,8	734,8	697,0	720,6
T 02 à T 24	Industrie non compris le bâtiment	4.162,4	1.784,4	4.052,2	1.713,5	4.061,0	1.730,9	4.010,8	1.719,6
T 25 à T 28	Industrie y compris le bâtiment	5.694,4	1.873,0	5.536,1	1.802,5	5.545,0	1.823,4	5.472,0	1.816,7
T 31, T 32	Commerces	953,0	807,6	960,6	827,8	979,8	855,5	994,3	882,6
T 29, T 30, T 33, T 34	Transports et télécommunications	942,7	269,1	934,3	276,2	945,3	285,0	953,6	303,8
T 25 à T 37	Services marchands	1.102,4	1.326,8	1.135,3	1.413,7	1.203,7	1.503,9	1.251,1	1.592,2
T 25 à T 38	Transports, services, commerces	3.272,7	2.677,0	3.311,2	2.799,1	3.413,2	2.931,8	3.489,6	3.073,9
T 02 à T 37	Tertiaire	4.772,9	4.462,7	4.850,2	4.631,2	4.977,1	4.799,4	5.069,6	4.969,2
T 01 à T 38	Services marchands non agricoles	8.967,1	4.550,0	8.847,3	4.601,6	8.958,2	4.755,1	8.961,7	4.890,6
	Ensemble des activités	10.850,5	6.400,3	10.748,3	6.496,9	10.866,5	6.684,4	10.869,1	6.846,3

TABLEAU C.01-5 *(suite et fin)*

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Milliers

Numéro du secteur	Intitulé du secteur	1978		1979		1980		1981		1982	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	318,7	60,5	312,0	61,0	301,7	60,0	294,5	59,9	289,2	60,1
T 02	Industrie de la viande et du lait	114,4	47,0	114,8	48,1	113,5	48,3	112,6	48,9	112,7	49,0
T 03	Industrie des autres produits alimentaires	228,1	122,3	227,1	122,8	224,8	122,0	223,7	120,7	222,2	121,2
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	67,0	2,7	62,0	2,5	58,9	2,4	56,4	2,4	56,3	2,6
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	35,6	7,4	35,1	7,4	35,1	7,5	34,9	7,8	33,7	7,8
T 06	Électricité, gaz et eau	147,0	32,2	149,8	32,8	151,8	33,4	154,7	34,5	162,0	36,9
T 07	Minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier	176,8	16,5	159,9	15,0	150,4	14,7	142,8	14,2	139,3	14,2
T 08	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	64,0	14,2	65,0	14,1	65,0	14,5	63,1	14,3	62,6	14,7
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	162,8	30,7	159,7	30,3	157,9	30,4	151,7	29,3	146,4	28,3
T 10	Industrie du verre	57,3	13,9	55,2	13,3	54,0	13,1	52,1	12,3	49,5	11,9
T 11	Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	140,7	43,4	138,3	43,8	133,3	43,2	127,0	38,9	122,1	37,8
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	95,6	66,9	95,1	66,7	94,9	66,4	93,7	65,3	93,8	66,3
T 13	Fonderie et travail des métaux	392,2	98,0	393,2	97,0	390,6	94,7	377,6	89,7	372,6	89,0
T 14	Construction. Mécanique	438,3	102,0	433,3	100,5	426,7	98,5	412,9	94,1	402,8	92,9
T 15 A	Construction électrique et électronique	297,2	169,1	297,1	165,7	299,6	161,7	296,9	157,5	298,9	157,6
T 15 B	Biens d'équipement ménager	57,4	44,6	55,9	43,7	54,4	41,2	51,3	39,6	51,0	38,6
T 16	Construction de véhicules automobiles	436,3	97,8	427,2	96,3	410,8	92,2	386,8	85,7	381,7	84,3
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	194,1	27,1	195,1	27,9	196,2	29,3	201,3	30,4	203,0	31,7
T 18	Industrie textile et habillement	175,9	384,4	172,0	378,9	163,6	350,1	154,9	326,2	151,8	322,5
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	46,5	66,5	46,2	67,5	44,0	65,4	41,9	60,7	41,1	60,3
T 20	Bois, meubles, industries diverses	226,1	107,1	225,5	106,3	219,5	103,0	212,4	97,7	207,9	95,6
T 21	Industrie du papier et du carton	85,6	42,4	84,6	41,4	82,1	39,7	78,2	37,2	77,5	36,4
T 22	Imprimerie, presse, édition	136,0	72,8	135,8	73,2	133,8	73,2	130,6	72,3	130,4	73,3
T 23	Industrie du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	153,0	70,4	155,4	69,9	152,6	67,8	146,8	64,6	144,5	63,5
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	1.415,0	96,3	1.405,6	99,2	1.384,8	101,2	1.345,2	102,5	1.286,3	104,2
T 25	Commerce de gros alimentaire	165,0	45,7	165,2	76,9	163,4	77,5	161,7	77,4	162,3	78,9
T 26	Commerce de gros non alimentaire	366,6	186,1	374,8	190,3	379,5	194,0	377,4	194,4	379,0	198,0
T 27	Commerce de détail alimentaire	196,1	200,2	198,6	204,6	201,7	212,3	206,1	218,4	209,1	227,3
T 28	Commerce de détail non alimentaire	268,5	429,2	270,0	434,6	266,4	434,0	265,9	439,1	266,5	447,5
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	273,6	51,3	276,8	53,2	274,8	54,0	277,1	55,2	279,3	57,6
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	180,7	196,1	186,0	200,7	190,7	205,3	197,6	210,1	204,8	215,6
T 31	Transports	691,5	129,2	692,2	133,4	688,6	136,9	686,0	142,9	697,6	151,1
T 32	Télécommunications et postes	263,6	190,5	264,2	191,4	264,7	194,1	267,4	200,2	272,0	211,1
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	410,9	352,4	441,9	370,0	447,7	387,5	445,8	396,2	424,0	395,6
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	422,4	1.060,4	425,9	1.086,1	427,1	1.107,7	434,3	1.139,4	446,0	1.179,6
T 35	Location crédit-bail immobilier	29,2	25,9	29,9	27,3	29,6	27,5	29,6	28,0	29,1	28,7
T 36	Assurances	57,9	74,4	58,5	74,9	58,6	76,2	59,3	77,2	60,2	79,8
T 37	Organismes financiers	207,3	200,3	209,5	203,1	210,9	205,3	212,3	207,6	215,7	212,4
T 38	Services non marchands	1.601,5	1.926,6	1.601,0	1.934,2	1.620,6	1.964,0	1.616,8	1.967,8	1.678,4	2.049,2
T 01 à T 38	**Ensemble des activités**	**10.796,6**	**6.934,5**	**10.795,3**	**7.006,0**	**10.722,5**	**7.050,2**	**10.580,8**	**7.060,5**	**10.563,2**	**7.233,6**
	Regroupements particuliers :										
T 02, T 03	Industries agricoles et alimentaires	342,5	169,3	341,9	170,9	338,6	170,3	336,3	169,7	334,9	170,2
T 04 à T 06	Énergie	249,6	42,3	246,8	42,7	245,8	43,4	246,0	44,7	252,1	47,3
T 07 à T 11 T 13, T 21, T 23	Industrie des biens intermédiaires	1.232,4	329,4	1.211,3	324,8	1.185,9	318,1	1.139,2	300,4	1.114,5	295,9
T 14 à T 17	Industrie des biens d'équipement	1.423,4	440,6	1.408,6	434,1	1.385,7	422,9	1.349,1	407,3	1.337,4	405,0
T 12, T 18 à T 20, T 22	Industrie des biens de consommation	680,2	697,6	674,7	692,6	655,8	658,1	633,4	622,3	625,0	618,1
T 02 à T 23	Industrie non compris le bâtiment	3.928,2	1.679,2	3.883,4	1,665,0	3.811,8	1.612,8	3.704,0	1.544,3	3.663,8	1.536,5
T 02 à T 24	Industrie y compris le bâtiment	5.343,2	1.775,5	5.289,0	1.764,3	5.196,6	1.714,0	5.049,2	1.646,8	4.950,1	1.640,8
T 25 à T 28	Commerces	996,2	891,3	1.008,5	906,4	1.011,1	917,8	1.011,1	929,4	1.016,9	951,6
T 31, T 32	Transports et télécommunications	955,1	319,6	956,3	324,8	953,3	331,0	953,4	343,1	969,6	362,3
T 29, T 30 T 33, T 34	Services marchands	1.287,6	1.660,3	1.330,6	1.710,0	1.340,2	1.754,5	1.354,8	1.800,8	1.354,1	1.848,7
T 25 à T 37	Transports, Services, Commerces	3.533,2	3.171,8	3.593,3	3.246,5	3.603,7	3.312,3	3.620,4	3.386,0	3.645,5	3.483,5
T 25 à T 38	Tertiaire	5.134,7	5.098,5	5.194,3	5.180,7	5.224,2	5.276,3	5.237,2	5.353,8	5.323,9	5.532,7
T 02 à T 37	Services marchands non agricoles	8.876,4	4.947,3	8.882,2	5.010,8	8.800,3	5.026,3	8.669,6	5.032,9	8.595,6	5.124,2

N.B. — La cohérence comptable des chiffres n'est pas toujours assurée à la décimale près en raison d'arrondis effectués sur les résultats fournis par l'ordinateur.

TABLEAU C.01-6

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement

(ensemble, industrie, bâtiment, génie civil et agricole, tertiaire)
Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC

Unité : %

Taille de l'établissement	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Ensemble									
1 à 9 salariés	18,8	18,4	18,4	19,1	19,6	20,2	20,8	21,4	21,6
10 à 49 salariés	24,0	24,6	24,7	25,1	25,3	25,7	26,1	26,4	26,5
50 à 199 salariés	21,5	22,2	22,3	22,1	22,0	22,1	21,9	22,0	22,0
200 à 499 salariés	13,9	14,1	14,0	13,5	13,2	13,1	13,0	12,9	12,8
500 salariés et plus	21,8	20,7	20,6	20,2	19,9	18,9	18,2	17,3	17,1
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**13.203**	**13.138**	**13.144**	**13.176**	**13.246**	**13.351**	**13.321**	**13.197**	**13.179**
dont : Industrie (1)									
1 à 9 salariés	● 6,3	6,4	6,7	6,8	7,1	7,4	7,8	7,9	
10 à 49 salariés	● 16,6	16,5	16,9	17,1	17,6	17,9	18,3	18,5	
50 à 199 salariés	● 22,7	22,7	22,6	22,7	22,9	22,8	23,0	23,2	
200 à 499 salariés	● 18,8	18,8	18,6	18,4	18,5	18,7	18,7	18,5	
500 salariés et plus	● 35,6	35,6	35,2	35,0	33,9	33,2	32,2	31,9	
Ensemble	● 100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
Effectifs (en milliers)	● 5.603	5.588	5.494	5.410	5.356	5.234	5.065	5.001	
dont : Bâtiment génie civil et agricole									
1 à 9 salariés	● 23,1	23,4	24,5	25,9	26,7	27,3	28,1	28,8	
10 à 49 salariés	● 31,1	31,5	32,1	32,7	33,2	33,3	33,5	33,7	
50 à 199 salariés	● 25,7	25,8	25,1	24,1	23,6	23,2	22,8	22,9	
200 à 499 salariés	● 12,1	11,8	11,1	10,6	10,3	9,8	9,7	9,0	
500 salariés et plus	● 8,0	7,5	7,2	6,7	6,2	6,4	5,9	5,6	
Ensemble	● 100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
Effectifs (en milliers)	● 1.637	1.641	1.612	1.574	1.564	1.544	1.498	1.436	
dont : Tertiaire									
1 à 9 salariés	● 28,3	28,1	28,8	28,9	29,3	29,7	30,0	30,0	
10 à 49 salariés	● 30,3	30,3	30,5	30,5	30,6	30,9	30,9	31,0	
50 à 199 salariés	● 20,8	21,0	20,9	21,1	21,3	21,1	21,2	20,9	
200 à 499 salariés	● 10,2	10,3	9,7	9,4	9,4	9,2	9,3	9,4	
500 salariés et plus	● 10,4	10,3	10,1	10,1	9,4	9,1	8,6	8,7	
Ensemble	● 100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
Effectifs (en milliers)	● 5.796	5.854	6.024	6.219	6.400	6.504	6.592	6.683	

(1) Non compris le bâtiment, génie civil et agricole.

TABLEAU C.01-7

Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements d'enseignement privé sous contrat au 31 décembre 1980, par statut

Source : Exploitation des fichiers informatisés de paie

Unité : Agent

	Titulaires	Non-titulaires	Ouvriers d'État	Militaires (1)	Ensemble	dont : temps partiel	
						mi-temps ou plus	Moins de mi-temps
Métropole :							
État	1.729.261	305.337	107.837	286.845	2.429.280	89.086	58.839
dont : ministère de la Défense	31.011	10.891	92.652	286.161	420.715	1.083	12.258
Établissements publics nationaux (2)	31.946	129.614	1.926	69	163.555	8.647	71.097
Ensemble	1.761.207	434.951	109.763	286.914	2.592.835	97.733	852
DOM-TOM (tous budgets)	40.251	10.509	2.383	11.428	64.571	1.279	302
Étranger (tous budgets)	17.696	19.584	5.450	23.625	66.355	209	
Métropole, DOM-TOM, étranger :							
État	1.785.800	330.801	115.670	321.743	2.554.014	90.298	59.525
dont : ministère de la Défense	31.816	13.444	100.194	315.934	461.388	1.096	12.726
Établissements publics nationaux (2)	33.354	134.243	1.926	224	169.747	8.923	72.251
Ensemble	1.819.154	465.044	117.596	321.967	2.723.761	99.221	3.738
Enseignement privé (3)	503	108.809	—	7	109.319	17.632	3.724
dont : métropole	487	106.740	—	—	107.227	17.516	

(1) Militaires de carrière (277.873), militaires *engagés* servant au-delà de la durée légale et pendant la durée légale (41.544), personnels effectuant leur service national comme coopérants ou assistants techniques (2550). — (2) Y compris l'office national des Forêts (14.188) mais non compris les autres établissements industriels et commerciaux classés avec les entreprises par la Comptabilité nationale. — (3) Personnels enseignants.

TABLEAU C.01-8

Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut de 1975 à 1982

Métropole, DOM-TOM et étranger *(non compris agents employés à moins de mi-temps)*

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État)

Unité : Agent

Ministères	Titulaires et militaires de carrière					Autres personnels					Ensemble				
	Mai 1975	Déc. 1976	Déc. 1978	1980	*p* 1982	1975	1976	1978	1980	*p* 1982	1975	1976	1978	1980	*p* 1982
Éducation	656.965	714.811	753.099	771.628	803.814	167.660	127.096	132.309	111.336	117.115	824.625	841.907	885.408	882.964	920.929
Universités	41.899	42.480	43.873	44.937	60.112	25.602	22.233	24.575	26.295	27.779	67.501	64.713	68.448	71.232	87.891
Jeunesse, Sports et Loisirs	21.910	23.364	25.492	27.004	4.488	7.422	3.566	4.197	3.901	4.908	29.332	26.930	29.689	30.905	9.396
Ensemble	**720.774**	**780.655**	**822.464**	**843.569**	**868.414**	**200.684**	**152.895**	**161.081**	**141.532**	**149.802**	**921.458**	**933.550**	**983.545**	**985.101**	**1.018.216**
dont :															
Enseignements 1er degré	●	*265.292*	*274.324*	*298.165*	...	●	*18.404*	*12.645*	*6.307*	...	●	*283.696*	*286.969*	*304.472*	...
Enseignements 2e degré	●	*352.964*	*384.804*	*391.880*	...	●	*95.792*	*107.557*	*92.627*	...	●	*448.756*	*492.361*	*484.507*	...
Enseignements supérieurs	●	*51.634*	*53.727*	*54.685*	...	●	*23.518*	*25.739*	*27.037*	...	●	*75.152*	*79.466*	*81.722*	...
Postes et Télécommunications	312.924	331.187	403.912	415.977	440.150	72.321	73.393	44.726	34.432	37.398	385.245	404.580	448.638	450.409	477.548
dont :															
Postes	●	*218.544*	*257.375*	*261.228*	...	●	*50.062*	*33.227*	*27.572*	...	●	*268.606*	*290.602*	*288.800*	...
Télécommunications	●	*109.121*	*142.237*	*150.228*	...	●	*22.315*	*10.844*	*6.353*	...	●	*131.436*	*153.081*	*156.581*	...
Économie, Finances et Budget	146.936	154.238	163.579	169.373	176.527	34.902	25.389	26.983	22.039	14.703	181.838	179.627	190.562	191.412	191.230
dont :															
Services extérieurs Impôts	●	*72.071*	*76.435*	*78.820*	...	●	*8.549*	*11.827*	*9.587*	...	●	*80.620*	*88.262*	*88.047*	...
Services extérieurs Trésor	●	*47.555*	*51.499*	*53.785*	...	●	*9.002*	*8.044*	*5.975*	...	●	*56.557*	*59.543*	*59.760*	...
Services extérieurs Douanes	●	*18.886*	*18.837*	*19.102*	...	●	*245*	*300*	*304*	...	●	*19.131*	*19.137*	*19.406*	...
INSEE	●	*5.659*	*6.308*	*6.829*	...	●	*1.515*	*1.267*	*769*	...	●	*7.174*	*7.575*	*7.598*	...
Intérieur et DOM-TOM	125.332	129.774	130.964	134.051	143.807	6.589	7.594	6.487	4.501	3.978	131.921	137.368	137.451	138.552	147.785
dont :															
Police nationale	●	*104.682*	*105.037*	*109.271*	...	●	*5.330*	*4.555*	*2.932*	...	●	*110.012*	*109.592*	*112.203*	...
Services des préfectures	●	*17.041*	*17.541*	*18.562*	...	●	*721*	*769*	*579*	...	●	*17.762*	*18.310*	*19.141*	...
DOM-TOM	*3.669*	*3.493*	*3.924*	*1.579*	*1.694*	*452*	*898*	*645*	*498*	*415*	*4.121*	*4.391*	*4.569*	*2.077*	*2.109*
Équipement et Transport	68.014	74.850	77.874	81.609	83.934	32.044	30.192	29.080	28.410	28.183	100.058	105.042	106.954	110.019	112.117
dont :															
Équipement	*58.320*	*63.954*	*66.642*	*69.980*	*71.934*	*28.214*	*26.514*	*25.490*	*25.052*	*24.576*	*86.534*	*90.468*	*92.132*	*95.032*	*96.510*
Transports	*9.694*	*10.896*	*11.232*	*11.629*	*12.000*	*3.830*	*3.678*	*3.590*	*3.358*	*3.607*	*13.524*	*14.574*	*14.822*	*14.987*	*15.607*
Justice	25.591	28.813	32.904	37.743	42.200	5.856	4.686	4.338	3.165	2.990	31.447	33.499	37.242	40.908	45.190
dont :															
Services judiciaires	●	*13.111*	*15.518*	*18.942*	...	●	*2.716*	*2.368*	*1.218*	...	●	*15.827*	*17.886*	*20.160*	...
Services pénitentiaires	●	*10.075*	*11.875*	*10.884*	...	●	*351*	*407*	*396*	...	●	*10.426*	*12.282*	*11.280*	...
Éducation surveillée	●	*4.101*	*3.785*	*5.926*	...	●	*1.016*	*1.009*	*1.002*	...	●	*5.117*	*4.794*	*6.928*	...
Agriculture	14.360	16.100	17.556	18.517	20.032	13.950	14.231	13.244	13.040	12.225	28.310	30.331	30.800	31.557	32.257
dont :															
Services extérieurs	●	*9.478*	*10.199*	*10.593*	...	●	*7.813*	*7.319*	*7.690*	...	●	*17.291*	*17.518*	*18.283*	...
Enseignement agricole	●	*5.623*	*6.222*	*6.616*	...	●	*5.760*	*5.210*	*4.611*	...	●	*11.383*	*11.432*	*11.227*	...
Santé et Travail	15.334	17.122	18.983	22.239	24.400	4.848	3.650	5.369	3.675	3.791	20.182	20.772	24.352	25.914	28.191
dont :															
Services extérieurs Santé	●	*10.795*	*11.980*	*13.274*	...	●	*1.781*	*2.431*	*1.859*	...	●	*12.576*	*14.411*	*15.133*	...
Services extérieurs Travail	●	*4.194*	*4.666*	*6.561*	...	●	*1.268*	*2.369*	*1.242*	...	●	*5.462*	*7.035*	*7.803*	...
Relations extérieures	21.614	21.543	19.350	19.310	19.394	16.367	17.540	17.978	16.064	14.845	37.981	39.083	37.328	35.374	34.239
dont :															
Affaires étrangères	*15.160*	*15.050*	*12.384*	*11.849*	*11.933*	*11.114*	*10.763*	*12.110*	*10.329*	*9.091*	*26.274*	*25.813*	*24.494*	*22.178*	*21.024*
Coopération	*6.454*	*6.493*	*6.966*	*7.461*	*7.461*	*5.253*	*6.765*	*5.868*	*5.735*	*5.754*	*11.707*	*13.270*	*12.834*	*13.196*	*13.215*
Culture	4.328	5.542	6.238	5.888	8.001	3.947	3.360	4.032	2.331	2.956	8.275	8.902	10.270	8.219	10.957
Industrie, Commerce	2.954	3.097	3.330	3.721	3.939	2.106	1.903	1.841	1.865	3.954	5.060	5.000	5.171	5.586	7.893
Anciens combattants	4.544	4.554	4.573	4.580	4.531	961	656	785	800	920	5.505	5.210	5.358	5.380	5.451
Services du Premier ministre	750	784	799	780	834	1.504	1.582	2.841	3.890	2.643	2.254	2.366	3.640	4.670	3.477
Ensemble ministères civils	**1.463.455**	**1.568.259**	**1.702.526**	**1.757.357**	**1.836.163**	**396.079**	**337.071**	**318.785**	**275.744**	**278.388**	**1.859.534**	**1.905.330**	**2.021.311**	**2.033.101**	**2.114.551**
Défense	294.142	301.783	304.421	306.243	310.447	156.675	147.409	150.233	155.145	155.145	450.817	449.192	454.654	461.388	465.592
Tous ministères	**1.757.597**	**1.870.042**	**2.006.947**	**2.063.600**	**2.146.610**	**552.754**	**484.480**	**469.018**	**430.889**	**433.533**	**2.310.351**	**2.354.522**	**2.475.965**	**2.494.489**	**2.580.143**

TABLEAU C.01-9

Agents de l'État par catégorie statutaire (A, B, C-D) et sexe

(Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État) — *Unité :* Agent

	Les deux sexes			Hommes			Femmes		
	1976	1978	1980	1976	1978	1980	1976	1978	1980
Tous agents	2.354.522	2.475.965	2.494.489	1.384.920	1.431.208	1.433.673	969.602	1.044.757	1.060.816
dont : A	523.093	560.167	591.289	324.147	343.336	361.572	198.946	216.831	229.717
B	866.552	902.970	885.839	475.996	492.880	478.437	390.556	410.090	407.402
C et D	951.530	1.005.273	1.008.019	575.495	592.304	588.190	376.035	412.969	419.829
dont : personnels enseignants (1)	790.547	817.638	814.137	328.954	339.979	338.291	461.593	477.659	475.846
dont : A	362.680	385.702	404.337	186.580	195.817	206.796	176.100	189.885	197.541
B	427.867	431.842	409.788	142.374	144.097	131.485	285.493	287.745	278.303
C et D	—	94	12	—	65	10	—	29	2
dont : personnels non enseignants	1.563.975	1.658.327	1.680.352	1.055.966	1.091.229	1.095.382	508.009	567.098	584.970
dont : A	160.413	174.465	186.952	137.567	147.519	154.776	22.846	26.946	32.176
B	438.685	471.128	476.051	333.622	348.783	346.952	105.063	122.345	129.099
C et D	951.530	1.005.179	1.008.007	575.495	592.239	588.180	376.035	412.940	419.827
dont : titulaires civils	1.595.189	1.729.924	1.785.800	840.003	896.679	911.794	755.186	833.245	874.006
dont : A	421.770	462.257	480.425	247.578	269.996	280.297	174.192	192.261	200.128
B	547.727	568.855	582.182	223.518	230.549	232.089	324.209	338.306	350.093
C et D	625.490	698.503	723.193	368.757	395.833	399.408	256.733	302.670	323.785
dont : militaires	316.929	316.901	321.743	304.476	303.152	305.398	12.453	13.749	16.345
dont : officiers	44.585	45.792	47.086	44.085	45.048	46.200	500	744	886
sous-officiers	207.517	209.743	206.356	196.333	198.304	195.065	11.184	11.439	11.291
hommes du rang	60.993	58.792	65.903	60.279	57.226	61.739	714	1.565	4.164

NB : Les catégories statutaires de la fonction publique ne concernent en droit que les titulaires civils non classés en catégorie spéciale; ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi, les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux. — (1) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...).

TABLEAU C.01-10

Les effectifs féminins de l'État en 1976, 1980 et 1982
Condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère

(Non compris agents employés à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État) — *Unité :* %

	% de femmes parmi les effectifs totaux			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs féminins			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs à temps partiel		
	1976	1978	1980	1976	1978	1980	1976	1978	1980
Statuts :									
Titulaires civils	47,3	48,2	48,9	3,1	4,7	4,8	96,9	95,0	96,4
Non-titulaires civils (1)	45,7	46,1	44,1	12,8	19,6	19,1	64,1	72,4	69,0
Tous personnels civils	**47,0**	**47,8**	**48,1**	**5,1**	**7,6**	**7,1**	**76,5**	**82,3**	82,1
Militaires	3,9	4,3	5,1	—	—	—	—	—	—
Tous personnels	**41,2**	**42,2**	**42,5**	**5,1**	**7,5**	**7,0**	**76,5**	**82,3**	82,1
Catégories statutaires (civils) :									
A	41,5	42,0	42,0	●	●	9,3	●	●	79,8
B	57,6	57,5	58,3	●	●	5,0	●	●	77,5
C et D	42,1	43,5	44,1	●	●	7,4	●	●	87,6
Ministères (regroupés) :									
Éducation, universités, jeunesse et sports	60,7	60,8	61,0	3,8	7,3	7,0	81,0	83,0	81,6
PTT	36,6	37,5	37,5	10,7	9,1	7,6	73,0	81,7	85,0
Économie et budget	55,4	57,3	58,2	6,1	9,1	9,8	81,2	84,1	89,6
Intérieur	14,0	15,8	16,3	4,1	7,0	3,6	78,2	85,5	93,5
Équipement et transports	19,9	20,6	21,4	4,2	6,9	8,8	55,1	74,6	76,0
Justice	40,3	44,7	47,4	5,0	5,7	4,5	64,9	80,0	85,6
Agriculture	39,1	38,6	39,8	5,0	6,8	7,2	52,0	59,5	53,6
Santé et travail	73,2	75,3	75,8	6,4	13,4	7,7	90,2	75,9	92,1
Culture	40,8	43,1	46,5	4,7	12,5	8,7	45,7	63,7	74,0
Ensemble des ministères civils	**48,2**	**49,0**	**49,3**	**5,3**	**7,9**	**7,3**	**76,6**	**81,8**	82,1
Défense	11,4	12,0	12,7	1,3	1,6	1,5	65,3	75,9	79,4

(1) Y compris ouvriers d'État

TABLEAU C.01-11

Agents des collectivités locales, des hôpitaux publics et des offices d'HLM

Situation en janvier 1980

Sources : INSEE et ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Services	Agents à temps complet			Agents à temps partiel			Ensemble
	Titulaires	Non titulaires	Ensemble	Titulaires	Non titulaires	Ensemble	
1. France métropolitaine :							
Services départementaux (hors Paris) et régionaux	51.240	41.030	92.270	1.305	7.718	9.023	101.293
Services communaux (hors Paris)	*402.158*	*75.584*	*477.742*	*59.764*	*138.840*	*198.604*	*676.346*
dont : *Communes* (2)	*370.121*	*70.389*	*440.510*	*54.372*	*128.899*	*183.271*	*623.781*
Syndicats de communes	*10.046*	*2.998*	*13.044*	*5.116*	*8.859*	*13.975*	*27.019*
Districts et communautés urbaines	*21.991*	*2.197*	*24.188*	*276*	*1.082*	*1.358*	*25.546*
Paris (tous services)	41.508	10.618	52.126	354	5.685	6.039	58.165
Ensemble :							
Hommes	280.563	62.391	342.954	22.188	39.072	61.260	404.214
Femmes	214.343	64.841	279.184	39.235	113.171	152.406	431.590
Les deux sexes	**494.906**	**127.232**	**622.138**	**61.423**	**152.243**	**213.666**	**835.804**
Chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie (3)	25.372	1.385	26.757	2.126	3.870	5.996	32.753
Autres organismes divers des collectivités locales (1)	81	3.617	3.698	18	1.208	1.226	4.924
Ensemble des collectivités locales :							
Hommes	296.266	65.138	361.404	23.321	41.517	64.838	426.242
Femmes	224.093	67.096	291.189	40.246	115.804	156.050	447.239
Les deux sexes	**520.359**	**132.234**	**652.593**	**63.567**	**157.321**	**220.888**	**873.481**
Hôpitaux généraux publics	439.571	60.013	499.584	15.716	46.413	62.129	561.713
dont : *Assistance publique de Paris*	*61.538*	*3.424*	*64.962*	*2.238*	*10.584*	*12.822*	*77.784*
Hôpitaux psychiatriques publics	75.094	3.354	78.448	840	1.139	1.979	80.427
Maisons de retraite publiques	23.137	6.814	29.951	—	3.303	3.303	33.254
Établissements publics de cure (4)	*e* 3.000	*e* 1.000	*e* 4.000	—	—	—	*e* 4.000
Ensemble	**540.802**	**71.181**	**611.983**	**16.556**	**50.855**	**67.411**	**679.394**
dont : *Médecins et pharmaciens*	*16.760*	*(5) 16.648*	*33.408*	*5.516*	*(6) 41.875*	*47.391*	*80.799*
Offices publics d'HLM (1)	13.876	16.671	30.547	386	6.082	6.468	37.015
2. Départements d'outre-mer :							
Services communaux	3.612	11.422	15.034	474	10.713	11.187	26.221
Hôpitaux généraux	7.815	1.060	8.875	148	82	230	9.105

(1) Février 1979. — (2) Y compris bureaux d'aide sociale et caisses des écoles. — (3) Décembre 1980; titulaires : y compris agents des services industriels régis par les conventions collectives. — (4) Estimation. — (5) Internes en médecine, en pharmacie, en psychiatrie. — (6) Dont 19.868 étudiants hospitaliers (à partir de DCEM III).

TABLEAU C.01-12

Actifs étrangers (1) par sexe et âge en 1982

Sources : Recensement de la population de 1982. Sondage au 1/20

Unité : Nombre d'actifs

Âge atteint au cours de 1982 (en années)	Ensemble des actifs étrangers	Sexe masculin			Sexe féminin		
		Actifs agricoles	Actifs non agricoles	Total	Actives agricoles	Actives non agricoles	Total
15-19 ans	58.480	1.120	33.860	34.980	520	22.980	23.500
20-24 ans	158.720	3.960	89.580	93.540	1.020	64.160	65.180
25-29 ans	190.740	6.800	123.580	130.380	1.060	59.300	60.360
30-34 ans	253.940	9.760	186.900	196.660	920	56.360	57.280
35-39 ans	243.380	6.620	191.240	197.860	860	44.660	45.520
40-44 ans	211.760	6.960	168.140	175.100	800	35.860	36.660
45-49 ans	172.940	5.960	137.280	143.240	740	28.960	29.700
50-54 ans	132.860	5.760	104.420	110.180	860	21.820	22.680
55-59 ans	86.260	5.260	64.580	69.840	760	15.660	16.420
60-64 ans	33.380	2.360	23.440	25.800	320	7.260	7.580
65 ans ou plus	13.800	1.060	8.480	9.540	280	3.980	4.260
Total	**1.556.260**	**55.620**	**1.131.500**	**1.187.120**	**8.140**	**361.000**	**369.140**

(1) Ayant un emploi + chômeurs.

TABLEAU C.01-13

Actifs étrangers par nationalité (4 postes) en 1982

(Actifs occupés, chômeurs, taux de chômage)

Source : Recensement de la population de 1982. Sondage au 1/20

		Actifs étrangers		Dont : nationalité						
		Total	(1) %	Italiens	Autres CEE	Espagnols	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens
Activité économique :										
U 01	Agriculture, sylviculture, pêche	59.300	3,4	5.280	4.300	9.840	12.100	2.000	18.880	2.120
U 02 à 06	Industrie sauf bâtiment, génie civil et agricole	450.180	8,1	46.560	14.580	34.980	109.520	88.960	58.060	18.440
U 07	Bâtiment, génie civil et agricole	299.380	17,0	38.440	2.960	26.080	106.280	62.520	27.220	16.200
U 08 à 14	Commerce, transports, services	529.260	4,3	43.220	37.680	53.180	130.800	95.300	37.960	25.420
	Ensemble des actifs occupés	1.338.120	6,2	133.500	59.520	124.080	358.700	248.780	142.120	62.180
	soit : *Sexe masculin*	*1.043.360*	*8,0*	*107.240*	*41.120*	*85.220*	*235.240*	*226.440*	*130.360*	*57.200*
	Sexe féminin	*294.760*	*3,5*	*26.260*	*18.400*	*38.860*	*123.460*	*22.340*	*11.760*	*4.980*
Chômeurs		218.140	10,6	13.420	5.840	13.260	30.120	69.880	25.500	13.840
	soit : *Sexe masculin*	*143.760*	*15,4*	*8.380*	*2.880*	*7.460*	*15.420*	*51.740*	*19.020*	*11.100*
	Sexe féminin	*74.380*	*6,6*	*5.040*	*2.960*	*5.800*	*14.700*	*18.140*	*6.480*	*2.740*
Ensemble des actifs		**1.556.260**	**6,6**	**146.920**	**65.360**	**137.340**	**388.820**	**318.660**	**167.620**	**76.020**
	soit : *Sexe masculin*	*1.187.120*	*9,3*	*115.620*	*44.000*	*92.680*	*250.660*	*278.180*	*149.380*	*68.300*
	Sexe féminin	*369.140*	*3,8*	*31.300*	*21.360*	*44.660*	*138.160*	*40.480*	*18.240*	*7.720*
Taux de chômage :										
Ensemble		14,0	///	9,1	8,9	9,7	7,7	21,9	15,2	16,7
	soit : *Sexe masculin*	*12,1*	///	*7,2*	*6,5*	*8,0*	*6,2*	*18,6*	*12,7*	*13,5*
	Sexe féminin	*20,1*	///	*16,1*	*13,8*	*13,0*	*10,6*	*44,8*	*35,5*	

(1) Proportion par rapport à la population active totale (toutes nationalités) de chaque poste.

TABLEAU C.01-14

Actifs étrangers ayant un emploi, selon l'activité économique, en 1982

Source : Recensement de la population de 1982. Sondage au 1/20

	Activité économique (14 postes)	Sexe masculin		Sexe féminin		Les deux sexes
		Nombre	En % du total de l'activité	Nombre	En % du total de l'activité	Nombre
U 01	Agriculture, sylviculture, pêche	51.600	4,4	7.700	1,3	59.300
U 02	Industries agricoles et alimentaires	22.200	5,5	8.120	3,7	30.320
U 03	Production et distribution d'énergie	15.520	6,1	720	1,5	16.240
U 04	Industries des biens intermédiaires	129.400	11,1	15.140	5,3	144.540
U 05	Industries des biens d'équipement	129.140	9,3	17.820	4,3	146.960
U 06	Industries des biens de consommation	72.900	10,0	39.220	5,8	112.120
U 07	Bâtiment et génie civil et agricole	295.820	18,0	3.560	2,9	299.380
U 08	Commerce	78.840	5,9	32.920	2,7	111.760
U 09	Transports et télécommunications	43.800	4,2	4.600	1,4	48.400
U 10	Services marchands	144.720	7,8	89.840	4,1	234.560
U 11	Location et crédit-bail immobiliers	2.260	6,4	1.880	5,6	4.140
U 12	Assurances	1.300	2,0	1.320	1,6	2.620
U 13	Organismes financiers	3.620	1,7	2.640	1,3	6.260
U 14	Services non marchands	52.240	3,1	69.280	3,3	121.520
	Total	**1.043.360**	**8,0**	**294.760**	**3,5**	**1.338.120**

TABLEAU C.01-15

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : Fichier des établissements de l'UNEDIC

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	p 1982
Nombre d'établissements	1.881	2.129	2.596	2.742	2.993	3.373	3.664	3.585	2.908
Effectifs salariés (1) [en milliers] :									
Ensemble	105,0	108,3	146,2	154,4	178,3	203,3	196,8	176,7	125,4
Hommes	73,1	75,0	104,5	110,4	127,9	149,2	140,8	124,1	84,4
Femmes	31,9	33,3	41,7	44,0	50,4	54,1	56,0	52,6	41,0

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire (environ 6 %).

TABLEAU C.01-16

Contrats conclus avec les utilisateurs de personnel intérimaire

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
1er trimestre	221.985	299.570	329.429	359.128	422.265	574.836	519.417	507.432	542.667
2e trimestre	240.523	363.323	364.178	416.839	513.169	608.145	537.264	506.085	538.511
3e trimestre	297.140	396.502	432.628	486.126	617.733	668.500	634.104	560.450	580.092
4e trimestre	245.176	309.667	353.390	407.743	519.835	522.745	498.486	472.971	478.459
Contrats conclus sur l'ensemble de l'année	**1.004.824**	**1.369.062**	**1.479.625**	**1.669.836**	**2.073.002**	**2.374.226**	**2.189.271**	**2.046.938**	**2.139.729**
Équivalent en Personnes-Années-Travail (1)	97.819	140.150	158.438	189.637	205.176	237.782	198.098	142.157	...

(1) Obtenu en divisant le nombre de « semaines-travail » par 45, nombre moyen de semaines de travail permanent effectif dans l'année.

TABLEAU C.01-17

Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et âge

Source : INSEE. Enquête emploi

Sexe et âge	Avril-mai 1982			Mars 1983		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Hommes :						
Moins de 25 ans	29.131	76.478	1.392.452	25.064	54.091	1.350.596
25 à 39 ans	31.972	62.807	4.796.953	27.432	44.898	4.863.530
40 ans et plus	15.164	25.830	4.253.926	14.517	25.321	4.189.030
Total	**76.267**	**165.115**	**10.443.331**	**67.013**	**124.310**	**10.403.156**
Femmes :						
Moins de 25 ans	20.057	67.584	1.227.309	18.120	67.969	1.189.698
25 à 39 ans	18.259	47.126	3.326.206	18.378	45.887	3.462.916
40 ans et plus	10.068	18.566	2.780.201	6.957	18.657	2.679.416
Total	**48.384**	**133.276**	**7.333.716**	**43.455**	**132.513**	**7.332.030**

TABLEAU C.01-18

Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée

Source : INSEE. Enquête emploi

Sexe et catégorie socioprofessionnelle	Avril-mai 1982			Mars 19		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Hommes :						
Cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires	11.883	33.078	3.571.195	10.732	31.500	3.698.80
Employés	5.868	21.394	1.423.255	6.800	13.672	1.402.19
Ouvriers	58.516	110.643	5.448.881	49.481	79.138	5.302.20
Total	**76.267**	**165.115**	**10.443.331**	**67.013**	**124.310**	**10.403.15**
Femmes :						
Cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires	5.017	20.073	1.918.669	4.273	22.669	1.985.70
Employés	32.011	75.435	4.069.605	23.832	67.311	4.068.79
Ouvriers	11.356	37.768	1.345.442	15.350	42.533	1.277.52
Total	**48.384**	**133.276**	**7.333.716**	**43.455**	**132.513**	**7.332.03**

TABLEAU C.01-19

Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et grand secteur d'activité économique

Source : INSEE. Enquête emploi

Secteur d'activité économique	Avril-mai 1982						Mars 19					
	Intérim		Contrats à durée déterminée		Ensemble des salariés		Intérim		Contrats à durée déterminée		Ensemble des salariés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Industrie	38.383	17.469	54.899	40.963	3.675.295	1.521.300	32.626	17.827	41.489	41.223	3.615.016	1.511.05
Bâtiment, travaux publics	13.456	1.297	32.782	2.668	1.278.480	106.064	7.790	1.956	20.043	2.182	1.251.580	99.01
Tertiaire	22.859	27.736	65.489	85.734	5.197.328	5.574.523	25.909	22.757	57.744	83.549	5.283.954	5.645.16
Total (1)	**76.267**	**48.384**	**165.115**	**133.276**	**10.443.331**	**7.333.716**	**67.013**	**43.455**	**124.310**	**132.513**	**10.403.156**	**7.332.03**

(1) Y compris agriculture et activité indéterminée.

TABLEAU C.01-20

Importance du recours à la main-d'œuvre temporaire selon la branche d'activité (NAP regroupement au « niveau 40 »)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	Activité	Effectifs salariés recensés par l'UNEDIC (1) au 31 décembre 1982 (milliers)	Milliers de semaines-travail prestées par les travailleurs temporaires		
			1980	1981	1982
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	(1) 16,4	53,9	46,0	24,6
T 02	Industries de la viande et du lait	138,7	114,1	90,4	70,6
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	356,5	304,8	321,5	176,3
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction (1)	0,3	11,0	0,4	2,8
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	37,3	58,7	65,2	48,2
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	(1) 26,9	65,8	45,1	46,9
T 07	Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	158,4	49,3	108,4	32,9
T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	65,0	105,3	63,4	65,0
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	(1) 171,0	113,5	84,2	42,6
T 10	Industrie du verre	64,3	9,1	15,3	12,8
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	135,9	161,4	90,7	110,5
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	186,4	166,5	166,1	120,7
T 13	Fonderie et travail des métaux	467,3	617,1	430,9	418,7
T 14	Construction mécanique	504,4	858,5	721,9	600,9
T 15	Construction électrique et électronique	578,0	662,3	581,5	423,8
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	464,5	390,2	357,8	272,1
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	172,1	188,4	291,0	129,9
T 18	Industries textile et de l'habillement	509,8	124,0	135,9	94,8
T 19	Industries du cuir et de la chaussure	105,7	9,7	4,5	4,8
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	307,3	102,1	116,3	73,5
T 21	Industrie du papier et du carton	116,3	126,6	81,6	81,2
T 22	Imprimerie, presse, édition	209,1	124,2	114,8	100,0
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	226,1	154,5	144,3	115,4
T 24	Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole	1.435,9	2.613,5	2.413,5	1.387,2
T 25	Commerce de gros alimentaire	256,6	68,5	57,1	51,3
T 26	Commerce de gros non alimentaire	705,2	267,7	224,6	317,1
T 27	Commerce de détail alimentaire	503,2	33,7	31,2	50,5
T 28	Commerce de détail non alimentaire	728,0	109,9	125,6	67,6
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	349,2	61,4	112,7	67,6
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	440,0	154,6	131,1	64,7
T 31	Transports	(1) 497,0	376,8	355,1	275,0
T 32	Télécommunications et postes	(1) 5,3	15,5	8,5	12,7
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	1.014,5	494,1	419,7	300,7
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers (2)	928,0	230,9	293,0	221,3
T 35	Location et crédit bail immobiliers	32,2	4,1	5,7	3,1
T 36	Assurances	136,0	62,9	54,7	35,4
T 37	Organismes financiers	(1) 350,1	128,4	119,9	86,2
T 38	Services non marchands	(1) 706,7	71,2	79,6	56,4
T 39	Activités exercées à l'étranger	—	157,7	190,7	46,6
	Activité indéterminée	—	1.278,3	214,4	284,7
	Ensemble des activités (3)	**13.105,7**	**10.700,2**	**8.914,5**	**6.397,1**

(1) Secteur non couvert ou couvert partiellement par l'UNEDIC. L'UNEDIC ne recouvre pas les domaines suivants : le secteur public administratif en totalité : État, collectivités locales; les entreprises semi-publiques à caractère administratif, industriel et commercial : Charbonnages de France (Houillères du Nord - Pas-de-Calais et de Lorraine), Mines de potasse d'Alsace, EDF-GDF, SEITA, Ports autonomes (Le Havre, Nantes - Saint-Nazaire, Paris, Bordeaux, Dunkerque, Marseille, Rouen et Strasbourg), SNCF, RATP, les sept entreprises issues de l'ex-ORTF, Banque de France, Crédit d'équipement des PME, Commissariat à l'énergie atomique. La grande majorité du secteur agricole (salariés des exploitations agricoles, du secteur coopératif agricole, en particulier la Mutualité agricole, le Crédit agricole, les coopératives, les SICA). — (2) Non compris services domestiques (poste 98 de la NAP 100). — (3) Non compris représentation diplomatique étrangère en France et organismes internationaux (poste 99 de la NAP 100).

TABLEAU C.01-21

Indicateurs de chômage

Moyennes annuelles

Sources : INSEE (enquête emploi de mars)
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle
UNEDIC

Unité : Mille

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Chômage BIT :									
Hommes	389,0	402,3	450,8	497,2	567,5	582,4	711,7	804,4	827
Femmes	513,0	591,0	653,7	685,3	787,1	869,4	982,8	1.058,8	1.035
Ensemble	**902,0**	**993,3**	**1.104,5**	**1.182,5**	**1.354,6**	**1.451,8**	**1.694,5**	**1.863,2**	**1.863**
Demandes d'emploi en fin de mois :									
Hommes	427,4	443,5	499,0	549,6	632,4	658,4	859,2	1.004,8	1.041
Femmes	412,3	490,0	572,7	613,4	717,4	792,2	913,7	1.003,0	1.000
Ensemble	**839,7**	**933,5**	**1.071,7**	**1.163,0**	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.007,8**	**2.041**
Chômage indemnisé (1)	///	///	///	///	///	762,6	1.031,1	1.153,0	1.013
soit : *allocation de base*	///	///	///	///	///	*470,7*	*631,1*	*705,8*	582
allocation spéciale	///	///	///	///	///	*127,9*	*177,1*	*164,2*	214
allocation de fin de droit	///	///	///	///	///	*87,1*	*117,2*	*142,6*	124
allocation forfaitaire	///	///	///	///	///	*76,9*	*105,7*	*140,4*	26
Allocation de secours exceptionnel	///	///	///	///	///	///	///	15,1	13
Ancienneté moyenne de chômage [en mois] (2)	7,6	9,0	9,5	10,4	11,1	11,7	11,8	13,3	41
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (2)	16,7	24,0	24,7	27,6	29,8	32,1	32,0	38,1	

(1) Données sous-estimées du fait du nombre élevé de dossiers en instance donnant lieu à paiement rétroactif. — (2) A l'enquête emploi de mars.

TABLEAU C.01-22

Autres indicateurs du marché du travail

Moyennes annuelles

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. UNEDIC

Unité : Mille

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Bénéficiaires de la garantie de ressources	49,0	66,4	86,8	95,0	100,6	///	186,1	267,9	358,8	428
Bénéficiaires de l'allocation spéciale du FNE (Fonds national de l'emploi)	10,5	8,2	6,6	5,3	4,2	///	1,7	0,9	0,3	-
Bénéficiaires de l'allocation conventionnelle du FNE	///	///	///	///	///	///	///	11,6	38,4	72
Bénéficiaires de l'allocation conventionnelle de solidarité	///	///	///	///	///	///	///	///	(1) 20,0	149
Licenciements pour cause économique	5,6	21,7	17,7	24,2	26,7	22,7	25,8	30,4	26,3	30
Chômage partiel indemnisé:										
Effectifs concernés	88,5	299,4	132,5	202,6	177,5	113,1	179,4	320,3	200,8	237
Journées indemnisables	325,7	1.245,2	583,2	843,9	710,4	422,3	845,1	1.451,0	1.019,8	1.214
Offres d'emploi en fin de mois	204,6	109,2	123,9	103,9	87,0	88,2	89,0	69,2	83,8	79

(1) Sur neuf mois.

TABLEAU C.01-23

Indicateurs trimestriels de flux

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Unité : Millier

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Demandes d'emploi enregistrées :								
1er trimestre	565,7	606,3	606,7	681,3	712,5	775,5	788,5	798,1
2e trimestre	488,0	562,8	583,7	615,1	625,8	704,1	749,8	740,2
3e trimestre	706,3	786,3	831,2	842,5	895,1	999,2	1.052,6	1.022,9
4e trimestre	717,7	724,1	800,0	841,8	894,5	972,7	(1) 979,3	984,1
Demandes satisfaites :								
1er trimestre	595,3	602,1	667,4	679,6	744,3	728,5	807,6	935,8
2e trimestre	580,6	587,6	616,1	678,8	722,4	719,8	821,9	879,8
3e trimestre	526,4	558,7	578,1	641,3	655,2	693,9	802,0	815,3
4e trimestre	643,5	738,4	747,1	(2) 787,1	776,5	852,6	(1) 973,8	911,3
dont : placements :								
1er trimestre	132,8	127,3	101,7	113,6	129,1	121,8	128,5	146,5
2e trimestre	142,9	124,9	120,4	124,9	136,1	143,6	148,3	136,1
3e trimestre	129,8	117,4	108,2	120,9	127,7	130,4	146,3	116,5
4e trimestre	135,8	112,0	115,8	(2) 126,2	126,0	119,5	(1) 131,0	103,8
annulations :								
1er trimestre	462,5	474,8	565,7	566,0	615,2	606,7	679,1	789,3
2e trimestre	437,7	462,7	495,7	553,9	586,3	576,2	673,6	743,7
3e trimestre	396,6	441,3	469,9	520,4	527,5	563,5	655,7	698,8
4e trimestre	507,7	626,4	631,3	(2) 660,9	650,5	733,1	(1) 842,8	807,5
Taux de sortie des demandeurs entrés au cours des trois derniers mois :								
1er trimestre	34,5	34,2	33,8	32,2	32,5	24,6	24,0	28,7
2e trimestre	32,1	32,3	34,1	31,9	32,8	25,2	24,3	25,9
3e trimestre	28,2	25,4	25,9	25,3	24,1	18,5	17,9	19,1
4e trimestre	33,7	32,5	31,2	30,5	24,1	22,0	(1) 20,2	20,9

(1) Rupture au 4e trimestre 1983 liée à la réforme des statistiques du marché du travail (voir introduction aux bulletins mensuels des *Statistiques du travail* parus après cette date). — (2) Avant 1980, flux trimestriels obtenus par somme des flux mensuels.

TABLEAU C.01-24

Demandes d'emploi en fin de mois par métiers regroupés et par qualification professionnelle

Moyennes annuelles

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Unité : Millier

	1974	1975	1976	1977	1978	■ 1979	1980	1981	1982	1983
Métiers regroupés :										
Métiers primaires	6,8	11,7	14,2	16,5	(1) 17,9	20,2	22,6	28,4	35,6	37,9
Métiers de l'industrie	201,8	358,5	373,3	450,8	470,1	420,2	449,6	564,1	613,0	607,6
Métiers du bâtiment et des travaux publics	21,5	55,2	53,8	60,1	72,5	124,1	119,8	171,4	225,1	250,3
Métiers tertiaires	267,6	414,3	492,2	544,3	602,5	785,3	858,6	1.009,0	1.134,1	1.145,7
Ensemble	**497,7**	**839,7**	**933,5**	**1.071,7**	**1.163,0**	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.007,8**	**2.041,5**
Qualification professionnelle :										
Manœuvre ordinaire	84,2	128,0	112,4	116,9	116,6	130,5	135,8	172,4	201,7	199,5
Personnel spécialisé	174,7	284,7	321,4	366,2	389,9	455,7	494,8	597,7	674,2	675,5
Personnel qualifié	193,7	353,6	415,0	493,1	555,6	652,4	709,1	884,3	1.008,0	1.046,6
Agent de maîtrise, technicien, ingénieur et cadre	45,1	73,4	84,7	95,5	100,9	111,2	110,9	118,5	123,9	119,9
Ensemble	**497,7**	**839,7**	**933,5**	**1.071,7**	**1.163,0**	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.007,8**	**2.041,5**

(1) Rupture entre 1978 et 1979 sur la classification par métiers (passage au code ROME).

TABLEAU C.01-25

Population totale et population active des départements d'outre-mer
(ayant un emploi ou non) de 16 ans ou plus (ou personnes d'âge inconnu mais ayant répondu à la question sur le type d'activité) par sexe et âge (génération) au recensement de 1982

Source : INSEE (Recensement de la population de 1982. Résultats définitifs)

	Ensemble	Non déclaré	Moins de 16 ans	16 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE									
Les deux sexes :									
Population totale	327.002	1.488	109.726	33.711	53.642	39.093	29.692	25.029	34.621
dont : *Actifs*	*121.826*	*568*	///	*7.885*	*39.043*	*30.959*	*22.125*	*16.152*	5.094
Activité non déclarée	*4.166*	///	///	*1.922*	*985*	*383*	*280*	*239*	357
Taux d'activité	///	///	///	23,4	72,8	79,2	74,5	64,5	14,7
Sexe masculin :									
Population totale	160.112	699	55.441	17.010	27.109	18.519	14.169	11.846	15.319
dont : *Actifs*	*69.158*	*324*	///	*4.687*	*20.987*	*17.387*	*12.916*	*9.670*	3.187
Activité non déclarée	*2.097*	///	///	*979*	*541*	*185*	*143*	*124*	125
Taux d'activité	///	///	///	27,6	77,4	93,9	91,2	81,6	20,8
Sexe féminin :									
Population totale	166.890	789	54.285	16.701	26.533	20.574	15.523	13.183	19.302
dont : *Actifs*	*52.668*	*244*	///	*3.198*	*18.056*	*13.572*	*9.209*	*6.482*	1.907
Activité non déclarée	*2.069*	///	///	*943*	*444*	*198*	*137*	*115*	232
Taux d'activité	///	///	///	19,1	68,1	66,0	59,3	49,2	9,9
GUYANE									
Les deux sexes :									
Population totale	73.012	238	25.229	5.618	14.248	11.425	6.704	4.473	5.077
dont : *Actifs*	*31.183*	*111*	///	*1.259*	*10.365*	*9.432*	*5.404*	*3.327*	1.285
Activité non déclarée	*668*	///	///	*224*	*152*	*81*	*64*	*38*	109
Taux d'activité	///	///	///	22,4	72,7	82,6	80,6	74,4	25,3
Sexe masculin :									
Population totale	38.448	133	12.842	2.781	7.996	6.168	3.646	2.450	2.432
dont : *Actifs*	*19.594*	*69*	///	*730*	*6.274*	*5.973*	*3.476*	*2.185*	887
Activité non déclarée	*352*	///	///	*110*	*79*	*49*	*32*	*22*	60
Taux d'activité	///	///	///	26,2	78,5	96,8	95,3	89,2	36,5
Sexe féminin :									
Population totale	34.564	105	12.387	2.837	6.252	5.257	3.058	2.023	2.645
dont : *Actifs*	*11.589*	*42*	///	*529*	*4.091*	*3.459*	*1.928*	*1.142*	398
Activité non déclarée	*316*	///	///	*114*	*73*	*32*	*32*	*16*	49
Taux d'activité	///	///	///	18,6	65,4	65,8	63,0	56,5	15,1
MARTINIQUE									
Les deux sexes :									
Population totale	326.717	717	100.978	34.945	55.612	37.340	31.247	27.256	38.622
dont : *Actifs*	*128.072*	*230*	///	*9.196*	*41.821*	*30.844*	*23.786*	*17.203*	5.792
Activité non déclarée	*2.710*	///	///	*909*	*559*	*256*	*187*	*169*	630
Taux d'activité	///	///	///	26,3	75,2	82,6	76,1	63,1	15,0
Sexe masculin :									
Population totale	158.415	346	51.021	17.539	28.297	17.169	14.568	12.834	16.621
dont : *Actifs*	*69.779*	*129*	///	*5.383*	*21.881*	*16.089*	*13.156*	*10.191*	3.950
Activité non déclarée	*1.283*	///	///	*462*	*311*	*127*	*86*	*80*	317
Taux d'activité	///	///	///	30,7	77,3	93,7	90,3	79,4	25,4
Sexe féminin :									
Population totale	168.302	371	49.957	17.406	27.315	20.171	16.679	14.422	22.001
dont : *Actifs*	*58.293*	*101*	///	*3.813*	*19.940*	*14.755*	*10.630*	*7.012*	1.842
Activité non déclarée	*1.427*	///	///	*447*	*248*	*129*	*101*	*89*	313
Taux d'activité	///	///	///	21,9	73,0	73,2	63,7	48,6	8,4

TABLEAU C.01-25 *(suite et fin)*

Population totale et population active des départements d'outre-mer

(ayant un emploi ou non) de 16 ans ou plus (ou personnes d'âge inconnu mais ayant répondu à la question sur le type d'activité) par sexe et âge (génération) au recensement de 1982

Source : INSEE (Recensement de la population de 1982. Résultats définitifs)

	Ensemble	Âge							
		Non déclaré	Moins de 16 ans	16 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
				RÉUNION					
Les deux sexes									
Population totale	515.798	437	186.271	56.796	88.308	62.114	48.825	35.172	37.875
dont : *Actifs*	*172.828*	*216*	///	*17.396*	*60.108*	*42.799*	*30.835*	*18.119*	*3.355*
Activité non déclarée	*1.279*	///	///	408	267	202	128	84	190
Taux d'activité	///	///	///	30,6	68,1	68,9	63,1	51,5	8,9
Sexe masculin :									
Population totale	252.997	244	93.768	28.764	42.758	30.725	24.074	17.021	15.643
dont : *Actifs*	*110.818*	*154*	///	*10.138*	*35.609*	*28.531*	*21.229*	*12.808*	*2.349*
Activité non déclarée	*610*	///	///	*205*	*118*	*103*	*64*	*50*	*70*
Taux d'activité	///	///	///	35,2	83,3	92,9	88,2	75,2	15,0
Sexe féminin :									
Population totale	262.801	193	92.503	28.032	45.550	31.389	24.751	18.151	22.232
dont : *Actifs*	*62.010*	*62*	///	*7.258*	*24.499*	*14.268*	*9.606*	*5.311*	*1.006*
Activité non déclarée	669	///	///	*203*	*149*	*99*	*64*	*34*	*120*
Taux d'activité	///	///	///	25,9	53,8	45,5	38,8	29,3	4,5
				SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON					
Les deux sexes :									
Population totale	6.037	—	1.755	487	975	914	660	498	748
dont : *Actifs*	*2.380*	—	///	*127*	*779*	*655*	*451*	*293*	*75*
Activité non déclarée	*3*	///	///	—	—	—	*1*	*1*	*1*
Taux d'activité	///	///	///	26,1	79,9	71,7	68,3	58,8	10,0
Sexe masculin :									
Population totale	2.981	—	871	253	508	477	347	246	279
dont : *Actifs*	*1.624*	—	///	*73*	*487*	*461*	*337*	*220*	*46*
Activité non déclarée	—	///	///	—	—	—	—	—	—
Taux d'activité	///	///	///	28,8	95,9	96,6	97,1	89,4	16,5
Sexe féminin :									
Population totale	3.056	—	884	234	467	437	313	252	469
dont : *Actifs*	*756*	—	///	*54*	*292*	*194*	*114*	*73*	*29*
Activité non déclarée	*3*	///	///	—	—	—	*1*	*1*	*1*
Taux d'activité	///	///	///	23,1	62,5	44,4	36,4	29,0	6,2

N.B. — Pour le calcul des taux d'activité, les personnes d'activité non déclarée ont été classées comme inactives.

TABLEAU C.01-26

Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer (1) (pour la population en âge d'activité)

Source : INSEE

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Saint-Pierre-et-Miquelon
Taux d'activité (en pourcentage) :					
Hommes	74	81	74	76	86
Femmes	55	57	58	41	43
Ensemble	64	70	66	58	65
Taux de chômage (en pourcentage) :					
Hommes	22	13	27	31	9
Femmes	29	21	32	34	13
Ensemble	25	16	29	32	10

(1) Recensement de la population 1982, population 16 à 59 ans.

TABLEAU C.01-27

Dépenses pour l'emploi en France

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Comptes de l'emploi (1) — *Unité :* Million de francs courants

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Indemnisation du chômage total	1.890,3	2.636,3	6.867,3	9.577,3	12.500,1	17.231,9	22.875,3	26.412,1	39.164,5	48.526,4
Incitation au retrait d'activité	1.576,9	2.021,9	2.695,8	3.280,9	3.988,3	5.912,8	7.964,8	10.966,3	17.884,7	27.413,2
Maintien de l'emploi	138,9	469,4	792,5	993,5	1.079,2	1.461,2	2.348,7	2.361,1	3.035,0	5.095,7
Promotion de l'emploi et créations d'emplois	500,9	633,8	669,9	831,9	1.881,8	2.083,2	2.021,5	2.669,5	3.388,8	4.018,0
Incitation à l'emploi	78,6	95,3	136,6	178,2	255,8	791,6	1.050,7	1.384,4	1.684,2	2.300,7
Formation professionnelle	5.718,5	7.243,2	8.552,4	10.087,1	12.629,7	16.612,7	17.302,9	19.812,9	23.834,0	28.088,9
Perfectionnement du marché du travail	264,7	329,8	397,4	494,2	605,8	730,5	854,6	1.070,1	1.325,7	1.720,2
Total	**10.168,8**	**13.429,7**	**20.111,9**	**25.443,1**	**32.940,7**	**44.823,9**	**54.418,5**	**64.676,4**	**90.276,9**	**117.162,4**

(1) Cf. sources de documentation.

■
■ ■

SOURCES DE DOCUMENTATION

1. Publications de l'INSEE

Économie et statistique, INSEE :

— N° 54, mars 1974 : « La mesure du chômage dans l'enquête emploi » (R. Salais);
— N° 65, mars 1975 : « Méthodes et sources utilisées pour la mesure du chômage » (B. Grais);
— N° 78, mai 1976 : « Les sources statistiques sur l'emploi » (J. Vacher);
— N° 94, novembre 1977 : « Emploi et activité entre 1968 et 1975 » (M. Huet);
— N° 115, octobre 1979 « Combien d'actifs d'ici l'an 2000 ? » (F. Eymard-Duvernay).
— N° 123, juillet 1980 : « Le chômage : un phénomène de file d'attente » (R. Salais);
— N° 130, février 1981 : « Emploi et chômage : bilan fin 1980 » (O. Marchand et J.P. Revoil);
— N° 131, mars 1981 : « Les contraintes de temps dans le travail » (A.F. Molinié et S. Volkoff);
— N° 134, juin 1981 : Dossier sur le thème : « L'entrée des jeunes dans la vie active »;
— N° 137, octobre 1981 : « Chômage et sous-emploi dans les DOM » (H. Domenach et J.P. Guingant);
— N° 138, novembre 1981 : « Les secteurs de l'industrie et leurs ouvriers » (F. Eymard-Duvernay);
— N° 145, juin 1982 : « La progression de l'activité féminine est-elle irréversible ? » (M. Huet);
— N° 146, juillet-août 1982 : « Les agents de l'État » (A. Minczeles et D. Quarré);
— N° 147, septembre 1982 : « D'un choc pétrolier à l'autre : le point sur le chômage » (O. Marchand). — « L'ampleur des emplois précaires » (N. Cœffic);
— N° 151, janvier 1983 : « Emploi et chômage en avril-mai 1982 » (M. Cézard, N. Cœffic, P. Laulhé);
— N° 152, février 1983 : « Les nouvelles catégories socio-professionnelles » (A. Desrosières, A. Goy et L. Thévenot);
— N° 154, avril 1983 : « La concentration des emplois féminins » (M. Huet). — « Des 40 aux 39 heures : processus et réactions des entreprises » (O. Marchand, D. Rault et E. Turpin);
— N° 160, novembre 1983 : « Le nombre de chômeurs » (O. Marchand et C. Thélot);
— N° 160, novembre 1983 : « Les raisons du tassement du chômage à travers l'enquête emploi » (M. Cézard);
— N° 166, mai 1984 : « L'emploi en 1982-1983 : simple répit dans la divergence entre demande et offre » (O. Marchand);
— N° 167, juin 1984 : « Les effectifs des agents de l'État de 1975 à 1982 » (A. Brenot-Ouldali et D. Quarré).

Les collections de l'INSEE, série D :

— N° 42 : « Enquête sur l'emploi de 1975 » (premiers résultats) (B. Seys, P. Laulhé];
— N[os] 45-46 : « Recensement des agents de l'État et des collectivités locales au 1[er] mars 1969 » (R. Pohl, C. Thélot, E. Ramarosoa, C. Marseille);
— N° 54 : « Structure des emplois en 1975 et en 1976 »;
— N° 67 : « RP 75, Population active »;
— N° 68 : « Enquêtes sur l'emploi de 1968 à 1975 », série redressée;
— N° 78 : « Bilan formation-emploi 1977 »;
— N° 79 : « Enquête sur l'emploi d'octobre 1979 »;
— N° 81 : « Enquête sur l'emploi d'octobre 1980 »;
— N° 84 : « Structure des emplois en 1979 »;
— N° 87 : « Enquête sur l'emploi de mars 1981 »;
— N° 89 : « Enquête sur l'emploi d'octobre 1981 »;
— N° 91 : « Mobilité professionnelle. Enquête formation qualification professionnelle de 1977 » (1[er] et 2[e] volumes);
— N° 92 : « Structure des emplois en 1980 »;
— N° 93 : Formation. Mobilité sociale. Salaires. Enquête formation qualification professionnelle de 1977;
— N° 95 : « Enquête emploi 1982 »;
— N° 96 : « Enquête emploi 1983 »;
— N° 99 : « Structure des emplois en 1981 »;
— N° 100 (ou volume bordeaux du RP 82) : « Population active »

Archives et Documents :

— N° 13 : « Les personnels départementaux en 1976 et 1979 »;
— N° 17 : « Les personnels des organismes divers d'action locale mai 1978, février 1979 »;
— N° 20 : « La population active non salariée du commerce »;
— N° 38 : « Les catégories socio-professionnelles et leur repérage dans les enquêtes »;
— N° 63 : « Les emplois précaires en 1980 »;
— N° 76 : « Affectations des agents de l'État au 31 décembre 1978 »;
— N° 77 : « Catégories et emplois des agents de l'État au 31 décembre 1978 ».

Ouvrages :

— *Données sociales.* Édition 1984;

— Recensement général de la population de 1982. Principaux résultats — sondage au 1/20. (Plaquette « boulier » RP 82/4) France métropolitaine.

2. Publications du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Service des Études et de la Statistique 1, place de Fontenoy, 75700 Paris - Tél. : 567.55.44.

— *Statistiques du travail,* bulletin mensuel et ses suppléments;

— *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi* (6 à 10 numéros);

— *Revue française des affaires sociales,* publication trimestrielle;

— Tableaux statistiques sur le travail et l'emploi, édition 1980;

— *Travail et emploi,* publié depuis 1980. Études sur les problèmes du travail et d'emploi (trimestriel);

— Pour une politique du travail. Ensemble de rapports de constat et proposition présentés à Monsieur le ministre du Travail sur les différents domaines d'intervention de l'État en faveur de l'emploi, 1980;

— « Bilan de l'Emploi 1981 », *Stastistique du travail,* supplément au Bulletin mensuel, n° 95, 1982;

— *Comptes de l'emploi,* données physico-financières 1973-1980 Paris, 1982-1981/82, Paris 1984. La documentation française.

• *Travail intérimaire et travail sous contrat à durée déterminée :*

— Suppléments au Bulletin mensuel de *Statistique du travail,* n^{os} 44, 82, 95 et 104 (travail temporaire), 76 et 96 (travail intérimaire et travail sous contrat à durée déterminée);

— *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 2 (travail intérimaire).

• *Main-d'œuvre étrangère :*

— Suppléments au Bulletin mensuel de *Statistique du travail,* n^{os} 15, 31, 78, 94 et 107 (enquêtes sur la main-d'œuvre étrangère de 1971, 1973, 1976, 1979 et 1982), n° 106 (n° spécial sur l'immigration clandestine);

— *Travail et emploi* n° 8 : « Le redéploiement actuel de la main-d'œuvre étrangère, passé le premier choc de la crise » O. Villey;

— *Travail et emploi* n° 12 : « La montée de l'activité des femmes étrangères en France : une tendance qui va en s'accentuant » Y. Moulier et R. Silberman.

3. Autres publications.

— Rapport du groupe de travail « Emploi-Formation », Commissariat général du Plan, préparation du VIII^{e} Plan;

— Rapport de la commission « Emploi et relations du travail », Commissariat général du Plan, préparation du VIII^{e} Plan;

— « Chômage et politiques », 1980, Collection *Les cahiers français* n° 180, édité par La documentation française;

— « Les limites de la vie active et de la retraite » (A. Monnier), *Population,* juillet-octobre 1979;

— Rapport de l'Inspection générale des Affaires sociales en 1980 : « Protection sociale et mutations socio-économiques »;

— *Bulletin de liaison de l'UNEDIC,* n° 86, septembre 1982;

— « Le travail ouvrier », 1983, Collection *Les cahiers français,* n° 209, édité par La documentation française;

— Collection des projets de la loi de Finances, Présentation du budget du Travail et de la Santé, sous forme de budget programme. Paris, Imprimerie nationale.

Enquête sur l'emploi de 1983

Jeunes de 15 à 24 ans
Salariés étrangers
Activité des femmes
Chômeurs . . .

A la différence des recensements, cette enquête, menée auprès d'un nombre réduit de ménages, permet l'utilisation d'un questionnaire plus approfondi. Le dépouillement fournit ainsi des données à un grand niveau de détail.

Les résultats de cette enquête tiennent compte des nouvelles définitions internationales de l'activité et du chômage. Ce volume publie des données de population active et de population disponible à la recherche d'un emploi (au sens du recensement) selon divers critères. Le questionnaire a été enrichi depuis 1982 par des questions nouvelles portant sur les emplois précaires, la tranche de salaire, la catégorie sociale du père...

Les tableaux couvrant tous les domaines de l'enquête sont disponibles sous forme de microfiches dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE.

Les Collections de l'INSEE,
série D « Démographie et Emploi », n° 96.
Un volume broché - format 21 × 29,7 - 208 pages - 55 F.

CONSULTATION, VENTE : P 584

Dans ces observatoires économiques de l'INSEE (adresses au fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

insee

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

Chapitre C.02

Conditions de travail et relations professionnelles

1. Durée du travail de la main-d'œuvre salariée
2. Maladies professionnelles et accidents du travail
3. Conflits du travail
4. Élections aux comités d'entreprise
5. Conventions collectives

1. Durée du travail de la main-d'œuvre salariée

Les données sur la *durée hebdomadaire* du travail de la main-d'œuvre salariée sont établies à partir de l'enquête trimestrielle du ministère de Affaires sociales et de la Solidarité nationale sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre dans les établissements occupant plus de dix salariés. La durée du travail relevée dans ces enquêtes est la durée hebdomadaire moyenne constatée pendant la première semaine du trimestre et jugée « normale », c'est-à-dire notamment sans jours fériés; cette durée moyenne prend en considération les horaires divers éventuellement pratiqués, quels qu'en soient les motifs : heures supplémentaires exceptionnelles, chômage partiel, ou chômage total provisoire.

La nomenclature d'activités adoptée est le regroupement au « niveau 40 » de la NAP (nomenclature d'activités et de produits) utilisé en comptabilité nationale (tableau 1).

La répartition du personnel salarié « ouvriers » d'une part, « employés » d'autre part (toutes activités réunies), selon la durée hebdomadaire habituelle de travail, est présentée au tableau 2.

Le *travail à temps partiel* connaît une importance croissante; des données sur ce phénomène, issues de l'enquête emploi réalisée annuellement en mars par l'INSEE, sont présentées aux tableaux 3 et 4.

La *durée annuelle* du travail de la main-d'œuvre salariée est moins bien connue. Plusieurs sources permettent cependant d'approcher cette grandeur. L'enquête de l'INSEE sur le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie, les commerces, les banques et les assurances (1), de périodicité triennale, fournit des chiffres sur la durée annuelle de travail des salariés des établissements d'au moins 10 salariés. Par ailleurs, une enquête sur le repos hebdomadaire et les congés, effectuée en 1976 par le ministère du Travail, permet d'évaluer le nombre de jours travaillés dans l'année. Une enquête analogue a été réalisée en 1981 et en 1982.

● Ce chapitre a été établi en collaboration avec le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, service des Études et de la Statistique-travail-emploi.

---

1. Cette enquête est décrite au chapitre C.03 ci-après. Les résultats détaillés ont été publiés en « Collections de l'INSEE » M 105.

2. Maladies professionnelles et accidents du travail

21. Maladies professionnelles

Le tableau 5 donne le nombre de cas déclarés annuellement pour les principales maladies professionnelles, dans le *régime général de Sécurité sociale*.

Ils s'agit des cas de maladies professionnelles pour lesquels un avantage financier (indemnité journalière ou rente) a été versé pour la première fois au cours de l'année.

22. Accidents du travail

Les statistiques présentées aux tableaux 6 et 7 : taux de fréquence (nombre d'accidents avec arrêt de travail pour 1.000.000 d'heures travaillées) et taux de gravité (nombre de journées perdues par incapacité consécutive à un accident, pour 1.000 heures travaillées), sont établies par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), sur la base des déclarations d'accident du travail effectuées auprès des caisses primaires. Les taux sont donnés pour 14 des 15 comités techniques nationaux d'accidents du travail (2) du régime général de Sécurité sociale — qui couvre environ les 4/5 des salariés; le quinzième comité en effet, « eau-gaz-électricité », ne représente qu'un très faible nombre de salariés du régime général et les résultats correspondants, peu significatifs, ne figurent donc pas dans les tableaux.

Il convient de noter que ces ratios — taux de fréquence et taux de gravité — ne peuvent être tout à fait précis, car leur dénominateur (nombre d'heures travaillées) est évalué à partir de sources statistiques nationales sur l'emploi ou la durée du travail, dans le cadre de nomenclatures qui s'ajustent imparfaitement avec celle des comités techniques nationaux; c'est donc leur évolution qui doit surtout être observée.

3. Conflits du travail

Les données statistiques sur les conflits du travail présentées au tableau 8 sont issues de relevés mensuels établis par les inspecteurs du Travail (ou par les personnes qui en remplissent les fonctions). Publiée dans le *Bulletin mensuel de statistiques du travail* (du ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale) d'une part et dans le *Bulletin mensuel de statistiques* (de l'INSEE) d'autre part; la statistique des conflits porte sur l'ensemble des activités en Métropole, à l'exclusion de l'agriculture et des agents de l'État et des Collectivités locales.

L'année 1983 introduit une discontinuité dans la méthode de mesure : une nouvelle fiche de conflit a été mise en place, remplie pour chaque *établissement*; auparavant, le conflit était observé au niveau de l'*entreprise* et le nombre des établissements concernés était évalué à partir de l'entreprise. La nouvelle procédure rend inutile la distinction entre nombre de conflits observés et nombre d'établissements concernés. Mais la continuité de la série des journées individuelles non travaillées — qui est l'indicateur de conflictualité le plus fréquemment utilisé — n'est pas affectée par ce changement de méthode.

Par ailleurs, des totaux annuels de conflits, d'effectifs ayant cessé le travail, sont dépourvus de signification car un même conflit peut durer au-delà de la fin du mois et donc être compté deux fois (ou davantage) dans l'année; c'est pourquoi le tableau présente des moyennes mensuelles (moyenne arithmétique des 12 valeurs mensuelles de l'année).

4. Élections aux comités d'entreprise (3)

Les résultats des élections aux comités d'entreprise sont présentés au tableau 9 en pourcentages de voix (par rapport aux suffrages exprimés) obtenus par les divers syndicats et par les non syndiqués.

Cette statistique (publiée annuellement en supplément au *Bulletin mensuel de statistiques du travail*) repose sur l'envoi, par les entreprises concernées — environ 15.000 chaque année —, à la section d'Inspection dont elles dépendent, des procès-verbaux des élections survenues.

Les élections aux comités d'entreprise sont organisées par collèges catégoriels distincts dont le nombre et la composition, fixés par la loi, peuvent être modifiés par voie d'accord. Les collèges « légaux » sont au nombre de deux : employés et ouvriers d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part lorsque l'effectif des cadres salariés dans l'entreprise considérée ne dépasse pas 25; si cet effectif est supérieur à 25, le deuxième collège « légal » éclate en deux collèges distincts; un deuxième collège pour les agents de maîtrise et techniciens et un troisième collège pour les cadres. Mais l'ensemble du personnel peut aussi être regroupé en un collège unique (le cas est assez fréquent).

Les comités d'entreprise étant élus tous les deux ans, les entreprises concernées ne sont pas les mêmes selon que l'année d'élection est paire ou impaire; ceci explique les différences sensibles de certains résultats entre années paires et impaires. Le résultat de chaque année doit être comparé à ceux des années de même parité.

5. Conventions collectives

51. Dispositions réglementaires relatives aux conventions collectives

La loi du 11 février 1950 constitue la base de la législation dans le domaine de la négociation collective. Sont exclus des dispositions de cette loi les établissements et entreprises publics ou assimilés dont le personnel est régi par un statut législatif ou réglementaire

2. Organismes paritaires chargés d'assurer la gestion financière du risque accident du travail.

3. Sur les conditions d'existence, de mise en place et les attributions des comités d'entreprise, cf. articles L. 431-1 et suivants du Code du travail et décrets 83-469 et 83-470 du 8 juin 1983.

Les conventions collectives et accords professionnels ou interprofessionnels sont des accords relatifs aux conditions de travail et aux garanties sociales.

En principe, la convention collective a vocation à traiter de l'ensemble de ces matières pour toutes les catégories professionnelles, tandis que l'accord professionnel ou interprofessionnel n'aborde qu'un ou des sujets déterminés dans cet ensemble.

Les conventions et accords collectifs de travail sont conclus entre, d'une part, une ou plusieurs organisations syndicales de travailleurs reconnues les plus représentatives au plan national ou qui sont affiliées aux dites organisations, ou qui ont fait preuve de leur représentativité dans le champ d'application professionnel ou territorial de la convention collective, d'autre part, une ou plusieurs organisations syndicales d'employeurs ou tout autre groupement d'employeurs ou un ou plusieurs employeurs pris individuellement.

La convention ou l'accord peut comporter des dispositions plus favorables aux travailleurs que celles des lois et règlements en vigueur. Elle ne peut déroger aux dispositions d'ordre public de ces lois et règlements.

Sont soumis aux obligations de la convention ou de l'accord tous ceux qui l'ont signée à titre personnel ainsi que ceux qui sont ou deviennent membres des organisations signataires. Y sont également soumis les organisations adhérentes ainsi que ceux qui sont ou deviennent membres de ces dernières organisations.

A la demande de l'une des organisations syndicales les plus représentatives ou à l'initiative du ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, l'ensemble des dispositions des conventions ou accords répondant aux conditions déterminées par la loi peuvent être étendues, c'est-à-dire rendues obligatoires pour les employeurs et travailleurs compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention ou de l'accord.

Une innovation a été introduite en 1983, consistant dans l'obligation de négocier au moins une fois par an :
— au niveau des branches sur les salaires (avec un réexamen tous les cinq ans des classifications):
— au niveau des entreprises où existe une représentation syndicale, sur les salaires effectifs, la durée effectée et l'organisation du temps de travail.

52. Résultats de l'enquête de 1981 (4)

Une enquête destinée à appréhender l'étendue de la couverture des différentes conventions collectives, ainsi que des accords d'entreprise ou d'établissement, a été réalisée en avril 1981 par le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, auprès des établissements industriels et commerciaux occupant plus de 10 salariés (représentant 80 % des effectifs salariés de l'industrie, des commerces et des services).

A cette date, il y avait :
— 290 conventions collectives nationales;
— 263 conventions collectives régionales;
— 406 conventions collectives départementales et locales; mais un grand nombre d'entre elles ne couvrent qu'un faible effectif salarié : plus de la moitié des salariés compris dans le champ de l'enquête sont couverts par 40 conventions seulement. Le tableau 10 donne, pour chaque branche selon le regroupement en 40 postes de la NAP, la proportion de salariés couverts par un accord d'entreprise ou d'établissement et la proportion de salariés qui ne sont couverts ni par une convention collective ni par un accord d'entreprise ou d'établissement; enfin, les principales conventions s'appliquant dans la branche sont citées, avec leur pourcentage de couverture.

4. Les résultats détaillés ont été publiés dans la collection des *Statistiques du travail,* supplément au BMST n° 100, ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale.

TABLEAU C.02-1

Durée hebdomadaire du travail de l'ensemble des salariés (ouvriers et employés) selon le groupe d'activités

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Moyennes annuelles (heures)

Activités	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
U 02 à U 06. INDUSTRIE (non compris le BGCA)	42,51	41,55	41,47	41,12	40,85	40,69	40,56	40,30	39,30	38,8
dont :										
T 02. Viandes et produits laitiers	44,95	44,15	43,37	42,63	42,01	41,50	41,08	40,69	39,48	39,1
T 03. Autres produits des industries agricoles alimentaires	43,85	42,74	42,30	41,89	41,52	41,22	41,04	40,93	39,73	39,3
T 04. Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	39,30	39,30	39,30	39,30	39,30	39,30	39,30	39,30	38,51	38,5
T 05. Pétrole brut, gaz naturel et produits pétroliers raffinés	40,35	40,29	40,34	40,20	40,12	40,11	40,00	39,90	38,94	38,7
T 06. Électricité, gaz et eau	40,06	40,00	40,00	40,00	40,00	40,00	40,00	39,88	38,63	38,0
T 07. Minerais et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	42,63	41,40	41,30	40,21	40,30	40,63	40,70	40,54	39,33	38,3
T 08. Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	41,96	40,83	41,03	40,94	40,56	40,45	40,34	40,01	39,14	38,4
T 09. Matériaux de construction et minéraux divers	44,38	43,31	42,80	42,05	41,64	41,44	41,24	40,90	39,60	39,1
T 10. Produits de l'industrie du verre	41,14	40,23	40,43	40,55	40,40	40,31	40,05	39,84	39,09	38,6
T 11. Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	40,34	39,85	40,01	40,10	40,04	40,03	39,97	39,96	39,00	38,1
T 12. Produits de la parachimie et de la pharmacie	40,46	40,22	40,23	40,18	40,14	40,11	40,08	40,03	39,10	38,4
T 13. Produits de la fonderie et du travail des métaux	43,56	42,18	42,14	41,67	41,25	41,09	40,93	40,42	39,38	38,9
T 14. Produits de la mécanique	43,26	42,12	41,98	41,55	41,14	40,93	40,77	40,47	39,33	38,8
T 15 A. Matériels électriques et électroniques professionnels	42,08	41,21	41,14	40,94	40,64	40,35	40,32	40,16	39,18	38,6
T 15 B. Biens d'équipement ménager	42,33	41,34	41,45	40,99	40,44	40,27	40,20	40,01	39,19	38,6
T 16. Véhicules automobiles et autres matériels de transport terrestre	42,30	41,56	41,33	41,16	41,05	40,87	40,72	40,23	39,22	38,9
T 17. Produits de la construction navale et aéronautique, matériels d'armement	42,85	42,41	41,87	41,38	40,89	40,59	40,62	40,66	39,61	39,1
T 18. Produits textiles, articles d'habillement	41,36	40,40	40,74	40,47	40,41	40,37	40,12	39,90	39,31	39,2
T 19. Cuirs et chaussures	42,40	41,61	41,51	41,10	40,83	40,80	40,48	40,32	39,57	39,1
T 20. Bois, meubles, produits des industries diverses	43,93	42,30	42,31	41,77	41,32	41,07	40,79	40,33	39,50	39,0
T 21. Papier, carton	42,28	40,30	40,44	40,25	40,22	40,17	40,04	39,91	39,07	38,8
T 22. Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	42,20	41,46	41,36	41,20	40,94	40,65	40,48	40,18	39,19	38,8
T 23. Caoutchouc et matières plastiques	42,64	41,56	41,65	41,27	40,82	40,60	40,49	40,28	39,31	39,0
U 07. BÂTIMENT ET GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	46,57	45,27	44,28	43,07	42,36	42,03	41,85	41,49	40,17	39,5
U 08. COMMERCE	42,36	42,01	41,76	41,42	41,15	40,96	40,82	40,69	39,50	39,1
dont :										
T 25. Commerce de gros alimentaire	43,96	43,38	42,93	42,33	41,93	41,67	41,40	41,14	39,86	39,5
T 26. Commerce de gros non alimentaire	42,58	42,11	41,92	41,60	41,28	41,05	40,90	40,73	39,63	39,2
T 27. Commerce de détail alimentaire	42,64	42,19	41,66	41,23	40,91	40,74	40,66	40,66	39,16	38,8
T 28. Commerce de détail non alimentaire	41,47	41,34	41,27	41,08	40,90	40,78	40,64	40,52	39,47	39,2
U 09. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	42,72	42,05	41,98	41,66	41,55	41,42	41,35	41,11	39,74	39,5
dont :										
T 31. Transports	42,84	42,02	42,32	42,01	41,84	41,66	41,55	41,31	40,15	39,8
T 32. Services des télécommunications et postes	42,50	42,13	41,31	41,00	41,00	41,00	41,00	40,75	39,00	39,0
U 10 et U 11. SERVICES MARCHANDS NON FINANCIERS	41,96	41,66	41,41	41,19	41,01	40,83	40,69	40,57	39,64	39,2
dont :										
T 29. Réparation et commerce de l'automobile	44,73	44,10	43,69	42,96	42,40	41,96	41,70	41,36	40,14	39,8
T 30. Services des hôtels, cafés, restaurants	44,22	43,57	43,13	42,98	42,95	42,71	42,44	42,18	41,34	39,8
T 33. Services marchands rendus principalement aux entreprises	41,38	41,27	41,19	41,04	40,89	40,75	40,63	40,58	39,58	39,2
T 34. Services marchands rendus principalement aux particuliers	40,89	40,73	40,52	40,39	40,27	40,14	40,06	39,99	39,13	38,9
T 35. Location et crédit-bail immobiliers	41,68	41,51	41,27	41,06	40,92	40,77	40,62	40,54	39,48	39,1
U 12. ASSURANCES	39,94	39,90	39,96	39,94	39,93	39,86	39,71	39,68	38,55	38,5
U 13. ORGANISMES FINANCIERS	40,04	40,03	40,01	39,99	39,97	39,97	39,93	39,86	38,90	39,1
Ensemble	**42,82**	**42,06**	**41,81**	**41,40**	**41,12**	**40,94**	**40,81**	**40,60**	**39,52**	**39,1**

TABLEAU C.02-2

Répartition des ouvriers et employés selon la durée hebdomadaire du travail offerte (non compris les grandes entreprises nationales)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Unité : En %

	Moins de 39 heures	39 heures	Plus de 39 heures à moins de 40 heures	40 heures	Plus de 40 heures à moins de 42 heures	42 heures et plus	Durée hebdomadaire moyenne (en heures)
Ouvriers :							
1er janvier 1976		4,7		31,6		63,7	42,5
1er janvier 1977		3,3		37,0		59,7	42,0
1er janvier 1978		4,6		42,6	11,3	41,5	41,5
1er janvier 1979		3,6		48,3	13,1	35,0	41,2
1er janvier 1980		3,3		51,3	14,4	31,0	41,1
1er janvier 1981		4,2		56,2	14,0	25,6	40,8
1er janvier 1982		8,4		62,8	11,0	17,8	40,5
1er janvier 1983	21,4	48,5	3,3	10,9	8,5	7,4	39,3
1er janvier 1984	28,7	46,5	2,5	8,7	7,6	6,0	39,1
Employés :							
1er janvier 1976		2,0		56,6		41,4	41,1
1er janvier 1977		1,9		63,5		34,6	40,9
1er janvier 1978		2,4		65,7	11,1	20,8	40,7
1er janvier 1979		2,4		69,3	10,9	17,4	40,6
1er janvier 1980		2,5		72,0	11,4	14,1	40,5
1er janvier 1981		3,0		74,6	10,9	11,5	40,4
1er janvier 1982		12,9		70,3	8,8	8,0	40,2
1er janvier 1983	19,3	63,3	3,4	6,6	4,3	3,1	39,1
1er janvier 1984	26,2	59,7	3,0	4,9	3,5	2,7	39,0

TABLEAU C.02-3

Travail à temps partiel : effectifs et taux de temps partiel (1) par sexe et statut

Source : INSEE, enquête emploi

	Hommes				Femmes				Ensemble			
	1982		1983		1982		1983		1982		1983	
Statut	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	74.738	3,4	77.547	3,6	86,324	16,0	95.246	16,4	161.062	5,9	172.793	6,3
Aides familiaux	29.624	22,9	29.035	21,3	252.194	32,4	276.124	35,0	281.818	31,1	305.159	33,0
Salariés des services domestiques	5.740	33,4	3.944	25,2	195.593	62,3	198.529	65,7	201.333	60,7	202.473	63,7
Autres salariés du secteur privé	146.122	2,0	144.729	1,9	715.646	16,8	718.788	17,5	861.768	7,3	863.517	7,5
Salariés de l'État	29.308	2,0	37.799	2,6	205.380	14,2	224.934	15,0	234.688	8,1	262.733	8,9
Salariés des collectivités locales	24.267	4,2	26.703	4,1	156.714	15,6	187.542	17,8	180.981	11,4	214.245	12,7
Salariés des services publics	9.602	1,1	5.948	0,6	48.138	12,0	59.941	12,7	57.740	4,5	65.889	4,6
Ensemble	**319.401**	**2,5**	**325.705**	**2,5**	**1.659.989**	**18,9**	**1.761.104**	**20,0**	**1.979.390**	**9,2**	**2.086.809**	**9,7**

(1) Taux de temps partiel = actifs temps partiel/(actifs temps partiel + actifs temps complet).

TABLEAU C.02-4

Travail à temps partiel : effectifs et taux de temps partiel (1) par sexe et activité économique regroupée (NAP 15)

Source : INSEE (enquête emploi)

Unité : Indiv

	Hommes				Femmes				Ensem	
	1982		1983		1982		1983		1982	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
U 01. Agriculture	76.155	6,4	70.243	6,1	224.114	33,1	230.149	35,1	300.269	16,1	300.392
U 02. Industries agricoles et alimentaires	6.700	1,7	5.299	1,3	20.195	9,7	26.793	12,4	26.895	4,5	32.092
U 03. Énergie	1.258	0,6	1.581	0,7	3.894	9,4	8.276	16,4	5.152	1,9	9.857
U 04. Industrie des biens intermédiaires	6.359	0,5	5.871	0,5	26.104	9,8	23.924	9,3	32.463	2,3	29.795
U 05. Industrie des biens d'équipement	9.727	0,7	12.333	0,9	22.144	5,2	25.891	6,1	31.871	1,7	38.224
U 06. Industrie des biens de consommation	12.793	1,8	15.472	2,3	56.609	8,3	67.638	10,0	69.402	5,0	83.110
U 02 à 06. Industries	*36.837*	*0,9*	*40.556*	*1,1*	*128.946*	*8,0*	*152.522*	*9,4*	*165.783*	*3,0*	*193.078*
U 07. Bâtiment, génie civil et agricole	20.485	1,3	19.722	1,3	51.087	35,4	45.856	32,9	71.572	4,1	65.578
U 08. Commerce	32.271	2,4	38.615	2,8	236.785	19,6	248.727	20,2	269.056	10,5	287.342
U 09. Transports et télécommunications	13.425	1,4	12.487	1,3	46.605	14,4	57.515	17,8	60.030	4,6	70.002
U 10. Services marchands	77.612	4,3	79.695	4,3	372.524	17,3	389.222	18,0	450.136	11,3	468.917
U 11 à 13. Institutions financières	4.186	1,3	2.992	0,9	45.677	13,3	44.246	13,0	49.863	7,3	47.238
U 14. Services non marchands	54.527	3,3	59.527	3,5	541.169	24,2	586.219	25,5	595.696	15,3	645.746
U 08 à 14. Tertiaire	*182.021*	*3,0*	*193.316*	*3,1*	*1.242.760*	*19,9*	*1.325.929*	*20,9*	*1.424.781*	*11,5*	*1.519.245*
Activités indéterminées	3.903	5,0	186,8	4,6	13.082	22,4	6.648	25,2	16.985	12,5	8.516
Total	**319.401**	**2,5**	**325.705**	**2,6**	**1.659.989**	**18,9**	**1.761.104**	**20,0**	**1.979.390**	**9,2**	**2.086.809**

(1) Taux de temps partiel = actifs à temps partiel/(actifs à temps partiel + actifs à temps complet).

TABLEAU C.02-5

Principales maladies professionnelles : nombre de cas déclarés

Source : Caisse nationale d'Assurance maladie des travailleurs salariés

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Saturnisme	189	199	164	129	125	91	87	51	46	40
Benzolisme	98	85	108	108	68	68	76	64	71	65
Affections causées par les ciments	1.827	1.593	1.508	1.422	1.371	1.115	964	833	784	803
Ulcérations causées par l'acide chromique	170	151	167	136	129	124	71	66	77	74
Affections dues aux dérivés chlorés de l'éthylène	140	210	171	156	156	133	136	118	94	107
Affections provoquées par les amines aromatiques	122	103	111	102	107	98	115	101	95	92
Brucelloses	92	121	133	127	144	135	140	158	151	129
Pneumoconioses consécutives à l'inhalation de silice (1)	558	607	594	616	671	629	591	643	548	553
Affections provoquées par les poussières d'amiante	22	24	41	37	54	77	100	127	149	159
Dermatoses par lubrifiants	209	230	230	182	166	163	227	184	193	196
Affections provoquées par les bruits	125	147	133	168	223	217	184	256	248	286
Hépatites virales	505	533	653	740	746	581	483	597	497	438
Dermites provoquées par les résines époxydiques	—	100	82	98	108	108	108	95	81	86
Hygromas du genou	—	174	209	212	282	248	283	266	287	428
Dermites eczématiformes de mécanisme allergique	●	●	●	●	●	19	59	84	86	137

(1) Il convient de tenir compte ici des salariés n'appartenant pas au régime général, et donc d'ajouter les silicoses déclarées dans le régime minier (768 en 1981).

TABLEAU C.02-6

Accidents du travail : taux de fréquence des accidents avec arrêt (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Comités techniques nationaux	1955	1965	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	*p* 1982
Métallurgie	81	64	57	56	53	51	50	47	46	44	45
Bâtiment et travaux publics (2)	94	86	75	77	75	73	75	73	74	76	80
Bois	67	58	55	54	54	53	55	54	54	53	54
Chimie	51	38	33	32	32	31	31	30	29	28	28
Pierres et terres à feu	90	77	69	63	63	61	60	60	58	57	58
Caoutchouc, papier, carton	51	50	51	47	47	44	44	44	42	40	42
Livre	21	25	23	23	23	22	24	22	22	21	22
Textiles	30	29	31	30	31	31	30	30	30	29	30
Vêtement	12	14	16	16	16	16	17	16	16	16	17
Cuirs et peaux	25	22	23	23	21	22	21	21	21	21	23
Alimentation	43	43	41	42	41	40	42	41	40	41	43
Transports et manutention	70	61	52	52	51	48	50	50	48	49	52
Commerces	24	24	23	22	22	22	20	19	19	19	20
Interprofessionnel	16	14	15	15	15	15	16	16	16	16	16
Ensemble des activités	**53**	**47**	**41**	**40**	**39**	**37,4**	**37,4**	**35,7**	**34,9**	**34,5**	**35,6**
Nombre total d'accidents avec arrêt dans le régime général (3) de Sécurité sociale (millier)	1.011,8	1.154.4	1.154,4	1.113,1	1.072,3	1.026,0	1.014,1	979,6	971,3	923,1	...
dont : Nombre d'accidents mortels	1.795	2.123	2.117	1.986	1.907	1.709	1.567	1.484	1.423	1.423	...

(1) Taux de fréquence = $\frac{\text{Nombre d'accidents avec arrêt}}{\text{Nombre d'heures travaillées}} \times$ 1.000.000. — (2) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris. — (3) Les accidents dont sont victimes des salariés affiliés à d'autres régimes (EDF, GDF, Mines, SNCF, RATP, salariés agricoles, etc.), sont évalués, pour 1981, à 100.000 accidents avec arrêt, dont 200 mortels (sans compter les chiffres, sans doute peu importants, des accidents survenus aux agents d'administrations publiques).

TABLEAU C.02-7

Accidents du travail : taux de gravité des incapacités temporaires (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Comités techniques nationaux	1955	1965	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	*p* 1982
Métallurgie	1,36	1,33	1,27	1,29	1,24	1,18	1,20	1,10	1,08	1,07	1,11
Bâtiment et travaux publics (2)	1,93	2,08	2,28	2,48	2,48	2,42	2,61	2,49	2,52	2,67	2,87
Bois	1,33	1,39	1,37	1,44	1,42	1,38	1,45	1,39	1,37	1,41	1,44
Chimie	1,08	0,94	0,89	0,89	0,88	0,85	0,86	0,83	0,81	0,81	0,79
Pierres et terres à feu	1,74	1,82	1,81	1,84	1,84	1,72	1,79	1,70	1,67	1,73	1,74
Caoutchouc, papier, carton	1,15	1,28	1,30	1,32	1,25	1,22	1,23	1,16	1,12	1,11	1,14
Livre	0,42	0,57	0,59	0,63	0,62	0,60	0,69	0,63	0,59	0,58	0,63
Textiles	0,61	0,74	0,77	0,76	0,75	0,76	0,76	0,74	0,73	0,74	0,76
Vêtement	0,22	0,30	0,33	0,35	0,35	0,34	0,37	0,35	0,36	0,37	0,39
Cuirs et peaux	0,48	0,51	0,53	0,58	0,52	0,53	0,54	0,50	0,50	0,52	0,54
Alimentation	0,85	0,96	1,01	1,05	1,03	0,98	1,05	1,00	0,98	1,02	1,07
Transports et manutention	1,80	1,74	1,70	1,81	1,76	1,69	1,78	1,72	1,65	1,72	1,84
Commerces	0,50	0,57	0,60	0,61	0,60	0,60	0,57	0,55	0,53	0,54	0,57
Interprofessionnel	0,36	0,36	0,43	0,43	0,43	0,43	0,46	0,44	0,44	0,45	0,48
Ensemble des activités	**1,09**	**1,09**	**1,09**	**1,11**	**1,08**	**1,04**	**1,07**	**1,00**	**0,98**	**1,00**	**1,05**
Nombre total de journées perdues par incapacité temporaire consécutive à un accident du travail, régime général [million] (3)	19,8	21,0	30,4	30,8	29,9	28,5	29,1	27,6	27,3	26,8	...

(1) Taux de gravité = $\frac{\text{Nombre de journées perdues}}{\text{Nombre d'heures travaillées}} \times$ 1.000. — (2) Voir note (2) du tableau 6. — (3) Pour les autres régimes voir note (2) du tableau 6 . On évalue à 3 millions le nombre de journées perdues en 1981 (sans compter les chiffres, sans doute peu élevés, concernant les agents des administrations publiques).

TABLEAU C.02-8

Conflits du travail

Moyenne mensuelle (1)
(à l'exception des salariés de l'agriculture et des administrations publiques)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Nombre de conflits observés	*r* 354	*r* 332	*r* 386	440	333	267	351	253	254	315
Nombre d'établissements concernés	3.025	413	542	504	*r* 403	*r* 310	472	320	309	367
Effectifs ayant cessé le travail (en milliers)	195,2	142,7	87,0	89,4	56,3	41,4	62,3	33,3	32,9	44,6
Nombre de journées individuelles non travaillées (en milliers)	326,2	281,4	292,1	337,9	202,9	173,4	264,4	125,9	120,2	*r* 187,6

(1) Moyennes arithmétiques simples des 12 valeurs mensuelles de l'année. — (2) A partir de 1983, les conflits observés sont recensés sur la base de l'établissement et non plus de l'entreprise. La distinction « conflits observés/établissement » n'a donc plus de raison d'être.

TABLEAU C.02-9

Résultats des élections aux comités d'entreprise (en % des suffrages exprimés)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
A. Ensemble des salariés :												
CGT	46,0	43,3	44,1	40,8	42,7	38,1	41,5	37,4	38,5	34,4	36,5	32,0
CFDT	19,6	18,9	18,9	19,6	18,6	19,4	19,1	20,2	20,4	20,5	21,3	22,3
CFTC	2,7	2,1	2,6	2,6	2,6	2,6	2,7	3,0	2,7	3,1	2,9	2,9
FO	7,3	7,6	7,6	7,7	8,3	8,4	9,3	9,0	10,0	9,7	11,0	9,9
CGC	5,5	4,7	5,6	5,1	5,3	5,7	5,3	5,4	6,6	5,8	6,0	6,1
Autres syndicats	7,0	6,2	7,1	5,2	6,2	6,1	7,0	5,7	5,2	4,8	5,0	4,1
Non syndiqués	11,9	17,0	14,1	19,0	15,7	19,0	14,6	18,8	16,3	21,2	16,8	22,2
B. Ouvriers et employés (premier collège) :												
CGT	53,9	50,5	51,4	48,1	49,0	44,6	47,9	43,5	44,9	40,3	43,2	40,0
CFDT	20,2	19,7	19,4	20,3	19,4	20,2	19,8	21,0	21,1	21,3	21,7	23,6
CFTC	2,6	1,9	2,5	2,5	2,6	2,4	2,6	2,9	2,6	2,9	2,5	2,8
FO	7,4	7,9	7,6	7,7	8,1	8,6	9,0	9,0	9,6	9,8	10,7	10,4
CGG	—	—	—	—	0,4	0,4	0,4	0,6	0,9	0,7	0,4	0,3
Autres syndicats	5,9	5,2	6,2	4,6	5,7	5,3	6,1	4,6	4,8	4,3	4,9	3,9
Non syndiqués	10,0	14,8	12,8	16,8	14,3	18,2	13,9	17,8	15,7	20,3	16,2	18,7
C. Maîtrise, techniciens et cadres [deuxième et troisième collège (1)] :												
CGT	16,5	16,2	18,7	16,5	20,9	17,4	20,7	16,6	19,3	15,4	17,2	13,5
CFDT	17,5	16,0	16,9	17,2	15,9	16,9	17,1	17,5	18,3	18,1	20,2	19,9
CFTC	3,3	2,8	2,9	3,1	2,9	3,3	3,1	3,4	3,1	4,0	4,4	3,7
FO	7,2	6,3	7,7	7,8	8,9	8,1	10,3	8,8	11,3	9,7	11,7	9,4
CGC	25,8	23,3	24,8	22,2	22,3	23,1	21,5	21,8	23,7	22,3	22,8	23,4
Autres syndicats	11,2	10,0	10,0	7,9	9,8	9,3	10,4	9,6	6,2	6,2	5,5	5,0
Non syndiqués	18,5	25,5	19,0	25,3	20,3	21,9	16,9	22,3	18,1	27,3	18,7	25,0

(1) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

TABLEAU C.02-10

Étendue des conventions collectives et des accords d'entreprise ou d'établissement selon la branche de production — Situation en avril 1981 (1)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (service des Études et de la Statistique)

Unités : Millier de salariés et %

	Activité économique	Effectif au 31-12-1980 UNEDIC (2)	% de salariés couverts par		% de salariés non couverts	Principales conventions s'appliquant dans la branche (4)	% de salariés couverts
			Une convention collective	Un accord (3)			
T 02	Industries de la viande et du lait	188,5	90,0	29,4	3,5	Industrie laitière (N).....	30,1
						Industrie de la salaison, charcuterie en gros et conserves de viandes (N).....	26,5
						Compétence du ministère de l'Agriculture.....	14,1
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	265,4	82,1	26,4	10,6	Commerces et industries en gros des vins, cidres et jus de fruits (N)	11,4
						Biscuiteries-biscotteries, entremets et desserts instantanés, et aliments diététiques et de régime (N)	10,3
						Industries de la conserve (N).....	8,8
						Meunerie (N)	7,7
						Industries des chocolateries-confiseries (N).....	7,6
						Industries chimiques et connexes (N)	6,8
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	38,3	75,0	43,7	2,3	Industrie du pétrole (N).....	70,7
						Industries chimiques et connexes (N)	1,6
T 07	Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier.....	166,5	91,5	53,5	3,3	Sidérurgie (régionales, départementales).....	48,8
						Métallurgie (régionales, départementales, locales).....	38,0
T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	56,4	90,4	50,8	0,5	Métallurgie (régionales, départementales, locales) sauf région parisienne	55,0
						Métallurgie de la région parisienne.....	10,2
						Métallurgie (cadres) (N)	4,6
						Industries chimiques et connexes (N)	20,4
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	168,7	89,7	18,7	5,6	Industries des carrières et matériaux (N)	38,6
						Fabrication des ciments (N).....	9,0
						Industrie des tuiles et briques (N).....	8,0
T 10	Industrie du verre.....	64,7	89,5	45,9	3,2	Industries de fabrication mécanique du verre (N)	63,8
						Fabrication du verre à la main (N).....	11,4
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	153,6	98,5	51,5	1,0	Industries chimiques et connexes (N)	87,6
						Industrie des textiles artificiels et synthétiques et produits assimilés (N)	7,4
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique.....	183,4	95,6	35,4	3,1	Industries chimiques et connexes (N)	65,4
						Industrie pharmaceutique (N).....	28,2
T 13	Fonderie et travail des métaux	453,2	89,1	19,8	6,3	Métallurgie de la région parisienne.....	13,0
						Autres conventions infranationales de la métallurgie.....	66,2
T 14	Construction mécanique.....	494,7	89,7	21,8	4,4	Métallurgie de la région parisienne.....	15,4
						Autres conventions infranationales de la métallurgie.....	63,1
T 15	Construction électrique et électronique	575,3	94,8	34,0	2,8	Métallurgie de la région parisienne.....	34,0
						Autres conventions infranationales de la métallurgie.....	47,2
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.....	506,5	90,0	59,5	1,1	Métallurgie de la région parisienne.....	28,2
						Autres conventions infranationales de la métallurgie.....	57,9
T 17	Construction navale et aéronautique, armement.....	198,7	78,6	55,9	11,2	Métallurgie de la région parisienne.....	29,8
						Autres conventions infranationales de la métallurgie.....	39,2
T 18	Industrie textile et habillement	514,1	93,5	9,6	5,7	Industrie textile (N)	50,4
						Industries de l'habillement (N).....	36,0
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure .	108,9	94,3	12,2	4,4	Industrie de la chaussure et des articles chaussants (N) .	50,4
						Industries de la maroquinerie, des articles de voyage et autres industries s'y rattachant (N).....	36,0
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	297,5	85,0	11,5	10,6	Ameublement (N).....	28,4
						Travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois (N).....	18,7
						Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent (N)	5,6
						Industries des jeux, jouets, articles de fêtes et voitures d'enfants (N).....	5,1

TABLEAU C.02-10 *(suite)*

Étendue des conventions collectives et des accords d'entreprise ou d'établissement selon la branche de production — Situation en avril 1981 (1)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (service des Études et de la Statistique) — *Unités :* Millier de salariés / %

	Activité économique	Effectif au 31-12-1980 UNEDIC (2)	% de salariés couverts par : Une convention collective	% de salariés couverts par : Un accord (3)	% de salariés non couverts	Principales conventions s'appliquant dans la branche (4)	% de salariés couverts
T 21	Industries du papier et du carton	121,0	90,3	26,1	4,3	Industries du cartonnage (N)	
						Ouvriers, employés, agents de maîtrise des fabriques d'articles de papeterie (N)	
						Cadres des fabriques d'articles de papeterie (N)	
						Production de papier carton région parisienne-Normandie	
						Transformation du papier carton région parisienne-Normandie	
						Autres conventions collectives régionales du papier carton	
T 22	Imprimerie, presse, édition	183,4	88,2	20,1	7,3	Imprimerie de labeur et industries graphiques (N).....	
						Presse quotidienne régionale (N).....	
						Édition (N)	
T 23	Industries du caoutchouc et des matières plastiques.....	229,2	96,7	39,5	2,9	Caoutchouc (N).....	
						Transformation des matières plastiques (N).....	
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	1.129,0	64,8	6,4	12,0	Accord national des ouvriers du bâtiment	
						Ouvriers des entreprises de travaux publics (N).....	
						Employés, techniciens, agents de maîtrise du bâtiment (N)	
						Employés, techniciens, agents de maîtrise des entreprises de travaux publics (N)	
						Ingénieurs assimilés et cadres du bâtiment (N)	
						Ingénieurs, assimilés et cadres des entreprises de travaux publics (N).....	
						Entreprises artisanales du bâtiment (N).....	
						Bâtiment de la région parisienne.....	
						Autres conventions infranationales du BTP	
T 25	Commerce de gros alimentaire	229,8	80,9	13,1	15,6	Commerces et industries en gros des vins, cidres, jus de fruits (N)	
						Commerces de gros (N)	
						Entrepôts d'alimentation (N)	
T 26	Commerce de gros non alimentaire..	565,6	81,5	11,5	14,2	Commerces de gros (N)	
						Négoce des matériaux de construction (interrégionale)...	
						Métallurgie de la région parisienne.....	
						Autres conventions infranationales de la métallurgie.....	
						Industries chimiques et connexes (N)	
						Entreprises de réparation, commerce de détail et de location de tracteurs, de machines et de matériels agricoles, et entreprises de négoce, réparation et location de matériels de travaux publics et bâtiment (N)	
						Entreprises de commerce et de commission, importation-exportation de France métropolitaine (N).....	
						Métallurgie des cadres (N).....	
						Travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois (N).....	
T 27	Commerce de détail alimentaire	314,5	83,9	35,2	8,7	Magasions de vente d'alimentation et approvisionnement général (N).....	
						Coopératives de consommation (N)	
T 28	Commerce de détail non alimentaire.	327,4	62,9	21,8	23,0	Ameublement (N).....	
						Grands magasins de la région parisienne.....	
						Commerce électronique RTV et de l'équipement ménager (N)	
						Syndicat des entreprises de vente par catalogue du Nord et de l'Est de la France.....	
						Maisons à succursales de vente au détail d'habillement ·	
						Commerces de détail non alimentaires de l'Alsace.....	
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	218,7	93,8	13,6	4,8	Commerce et réparation de l'automobile, du cycle et du motocycle et activités connexes (N)	
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	192,1	52,5	18,3	36,7	Hôtels restaurants chaînes (N).....	
						Personnel des restaurants publics (N).....	
						Personnel des restaurants d'entreprise (N).....	
T 31	Transports (5).....	424,5	86,0	25,5	7,8	Transports routiers et activités auxiliaires du transport (N)	
						Transports aériens (personnel au sol) (N).....	
						Personnel des tramways, autobus, trolleybus (N).....	

TABLEAU C.02-10 *(suite et fin)*

Étendue des conventions collectives et des accords d'entreprise ou d'établissement selon la branche de production — Situation en avril 1981 (1)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (service des Études et de la Statistique) — *Unités :* Millier de salariés et %

	Activité économique	Effectif au 31-12-1980 UNEDIC (2)	% de salariés couverts par : Une convention collective	% de salariés couverts par : Un accord (3)	% de salariés non couverts	Principales conventions s'appliquant dans la branche (4)	% de salariés couverts
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	694,2	50,6	17,6	39,5	Bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs conseils et sociétés de conseils (N).....	7,0
						Cabinets d'experts comptables et comptables agréés (N)	5,2
						Cadres, techniciens et employés de la publicité (N).....	4,0
						Notariat (N)	3,6
						Métallurgie de la région parisienne.....	3,2
						Cabinets d'administrateurs de biens, syndicat de copropriété et sociétés immobilières (N).....	2,5
						Métallurgie des cadres (N).....	2,4
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers (6)	551,2	72,0	11,1	16,2	Établissements privés d'hospitalisation, de soins, de cure, de garde à but non lucratif (N).....	13,6
						Établissements d'hospitalisation privés à but lucratif (N) .	12,0
						Entreprises de nettoyage de locaux de la région parisienne.....	8,8
						Entreprises de nettoyage de locaux (N)	8,0
						Enfance et adolescence inadaptée (N).....	6,3
						Union hospitalière privée (N).....	4,1
T 35	Location et crédit bail immobiliers...	22,5	60,3	15,9	26,4	Personnel des sociétés anonymes et fondations d'HLM (N)	25,0
T 36	Assurances	123,0	79,3	41,6	5,8	Employés, agents de maîtrise des sociétés d'assurance de la région parisienne.....	39,8
						Cadres des sociétés d'assurance de la région parisienne	8,2
						Cadres des sociétés d'assurances (N)	6,7
						Producteurs salariés de base des services extérieurs de production des sociétés d'assurances (N).....	5,6
T 37	Organismes financiers.....	397,0	71,2	46,5	2,7	Personnel des banques (N)	64,0
						Établissements financiers (N)	2,8
T 38	Services non marchands (6).....	106,6	61,9	11,5	29,1	Personnel des services administratifs et économiques des établissements d'enseignement secondaire privé (N)	18,3
						Surveillants des établissements d'enseignement secondaire privé, d'enseignement technique privé et d'enseignement primaire catholique (N)	6,7
						Enfance et adolescence inadaptée (N).....	6,6
						Personnel des services administratifs, sanitaires et économiques des établissements techniques privés (N)...	4,9
	Total.....	**10.263,9**	**80,1**	**24,7**	**11,0**		

(1) Les branches T 01 : agriculture, sylviculture, pêche; T 04 : production de combustibles minéraux solides et cokéfaction; T 06 : production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau; T 32 : télécommunications et postes, sont exclues du champ de l'enquête, celui-ci étant limité d'autre part aux *établissements industriels et commerciaux occupant plus de 10 salariés.* — (2) Il s'agit de l'effectif UNEDIC au 31-12-80 auquel a été ajouté l'effectif hors champ UNEDIC mais dans le champ de l'enquête (ex. industries de la viande et du lait, SEITA, AIR FRANCE, Banque de France, Crédit Agricole, Coopératives agricoles, établissements industriels et commerciaux des secteurs de l'armement, de la construction navale et aéronautique. — (3) Un même établissement peut appliquer à la fois une convention collective et un accord d'entreprise ou d'établissement. — (4) Les conventions collectives affectées d'un (N) sont des conventions *nationales.* — (5) Non compris SNCF et RATP. — (6) Non compris services publics de santé.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des Études et de la Statistique, 1, place de Fontenoy, 75007 Paris. Tél. : 557.55.44.

Publications :

— *Bulletin mensuel des statistiques du travail.*
— *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi* (n^{os} 6 à 10).
— *Revue française des affaires sociales.*

- INSEE.

Données sociales, dernière édition, 1984.

Enquête sur l'emploi, Collections de l'INSEE, série D, dernier paru : résultats de 1982, n° D.195.

E&S

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

La revue de synthèse de l'INSEE

Lire E&S ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

C'est bénéficier d'analyses approfondies sur des problèmes qui, s'ils ne sont plus d'actualité immédiate, restent toujours latents.

S'abonner à E&S ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

C'est être assuré d'obtenir régulièrement une information de première main sur les résultats des grandes enquêtes de l'INSEE et de la statistique française.

Conserver E&S ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

C'est disposer d'informations suivies sur la vie économique, les problèmes démographiques, les phénomènes sociaux.

Une édition disponible sous deux formes
- édition sur *papier*
- édition sur *microfiche*

Tarifs d'abonnement (11 numéros par an)

	France	*Étranger*	*le numéro*
– *édition sur papier*	295 F	350 F	31 F
– *édition sur microfiche*	125 F	155 F	15 F

CONSULTATION-VENTE : P 629
Dans les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

insee Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

Chapitre C.03

Salaires et revenus

1. Salaires dans les entreprises industrielles et commerciales
2. Salaires dans la fonction publique
3. Revenus

En matière de revenus, la diffusion de certains résultats statistiques ne peut être réalisée qu'avec un délai relativement important, lié aux sources utilisées (déclarations annuelles de salaires, enquête — non annuelle — « revenus fiscaux »,...).

1. Entreprises industrielles et commerciales

Les tableaux 1 et 2 résultent de l'exploitation des DAS-2460 (déclarations annuelles de salaires adressées par les employeurs à l'administration fiscale); ils excluent l'agriculture, les gens de maison et les administrations publiques. Le tableau 1 concerne la répartition par activité économique de la masse des salaires bruts des années les plus récentes; le tableau 2 donne les salaires nets annuels moyens des années 1979 et 1980 par activité économique, sexe et catégorie socioprofessionnelle, et un rappel, sur les années antérieures, des salaires moyens par sexe et catégorie socioprofessionnelle.

Le tableau 3 donne l'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970]. Le SMIC est fixé en fonction de la hausse des prix et de plus est relevé chaque année au 1er juillet, eu égard à l'évolution des conditions économiques générales (1); cette même loi détermine l'entrée en vigueur en 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui ne sert qu'au calcul de diverses allocations, indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales. Les effectifs concernés par le SMIC englobent la proportion des salariés des établissements industriels et commerciaux de 10 salariés et plus, bénéficiaires directs des décrets ou des arrêtés portant sur le relèvement de ce salaire.

L'évolution des gains mensuels des cadres, agents de maîtrise, techniciens, employés et ouvriers du secteur privé fait l'objet du tableau 4.

Les gains selon l'activité, en janvier 1983, sont présentés au tableau 5. Les gains tiennent compte des majorations pour heures supplémentaires, de la prime de transport (région parisienne), des primes (d'ancienneté, de panier, d'outillage, etc.) et des indemnités de travail de nuit ou de dimanche. Mais ils s'entendent avant déduction des cotisations de Sécurité sociale. Ils excluent toutes les prestations sociales. Ils ne comprennent pas les gratifications exceptionnelles, les primes de fin d'année, les sommes versées en acompte pour une période postérieure ou les rappels et règlements afférents au travail d'une période antérieure.

L'évolution de l'indice des taux de salaire horaire pour la France entière est présentée par activité économique au tableau 6, par catégorie professionnelle au tableau 7. Les taux de salaire horaire sont établis à partir de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre effectuée par le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale auprès des établissements occupant au moins 10 salariés. Le salaire observé est défini comme le salaire moyen pratiqué dans l'établissement soumis à l'enquête pour les ouvriers âgés de plus de 18 ans, payés au temps, à l'exclusion des majorations pour heures supplémentaires et des primes individuelles (assiduité et ancienneté).

1. Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles; la rémunération minimum en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant qu'une capacité professionnelle réduite.

L'évolution du coût salarial horaire et de la structure de ce coût dans l'industrie est présentée au tableau 8. Le coût salarial (ou coût de la main-d'œuvre) est constitué de l'ensemble des dépenses qu'entraîne pour un employeur l'emploi de travail salarié. Il est la somme de la rémunération directe versée au salarié et des charges sociales payées par l'employeur. La rémunération directe correspond à la rémunération brute totale perçue par le salarié — salaire mensuel, primes et journées non ouvrées (congés payés, etc.) — à l'exception des avantages en nature. Font partie des charges sociales, les versements à la Sécurité sociale légale (maladie, maternité, vieillesse, allocations familiales, accidents du travail), à la Sécurité sociale conventionnelle et contractuelle (ASSEDIC et autres cotisations chômage, retraites complémentaires, préretraites, etc.), et les charges diverses (avantages en nature, formation professionnelle, dépenses sociales, etc.).

Les résultats sont issus de l'enquête communautaire triennale sur le coût de la main-d'œuvre, réalisée simultanément dans les 9 pays de la CEE. Réalisée en France par l'INSEE, elle couvre depuis 1978 l'industrie, le commerce, les banques et assurances. Le champ d'observation dans l'industrie concerne tous les établissements d'au moins 10 salariés, dans le bâtiment et les activités tertiaires les entreprises d'au moins 10 salariés. L'enquête saisit les masses de dépenses versées par établissement (ou par entreprise), les effectifs salariés par sexe, et le nombre d'heures annuelles effectivement travaillées pour les ouvriers, conventionnellement fixées pour les autres salariés. Jusqu'en 1978, les dépenses étaient ventilées entre ouvriers et autres salariés, distinction abandonnée à partir de l'enquête de 1981.

Avec des modifications de champ et de taille minimum, l'enquête a été réalisée dans l'industrie pour 1966, 1969,1972, 1975, 1978, 1981 et dans les services pour 1970, 1974, 1978, 1981. La prochaine enquête portera sur l'année 1984.

2. Fonction publique

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État. C'est l'objet du tableau 9 qui détaille ces informations par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe des personnels concernés.

Le tableau 10 présente les rémunérations mensuelles nettes extrêmes (déduction faite de la cotisation de Sécurité sociale et de la retenue pour pension de retraite) aux 2 niveaux hiérarchiques : minimum mensuel de rémunération et indice hiérarchique le plus élevé (indice majoré 810), au-delà duquel ne se trouvent que les emplois classés en échelles-lettres.

Le *minimum mensuel de rémunération* existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps qui était l'indice brut 125 en 1965, devenu par étapes successives l'indice brut 175 en 1978 (indice majoré 191 à compter du 1er septembre 1978). Un indemnité de résidence variable selon le lieu de travail e depuis 1975, une indemnité spéciale mensuelle s'ajoute au minimum de rémunération.

L'*échelle hiérarchique* des traitements fixée en 1948 e indices nets allant de 100 à 650, puis en 1956 e indices bruts allant de 100 à 1.000, est actuelleme exprimée en indices majorés allant de 147 à 810. L'é chelle hiérarchique est assez souvent modifiée par l'oc troi à tous les fonctionnaires de points hiérarchique uniformes. Ces mesures contribuent à un resserreme de l'éventail hiérarchique.

L'*indemnité de résidence*, qui s'ajoute au traitement pr prement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Le communes sont classées dans différentes zones dont l nombre est passé de 10 en 1948, date d'entrée e vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 en novembr 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidenc diminue et ceci très régulièrement depuis 1968, un partie de celle-ci étant alors intégrée dans le traiteme proprement dit, ce qui contribue à majorer les pension de retraite actuelles et futures des fonctionnaires.

Aux mesures générales indiquées ci-dessus, s'ajoute des *mesures catégorielles* propres à un seul corps d fonctionnaires (professeurs de collège d'enseigneme secondaire, préposés des PTT, commis des administra tions centrales et des services extérieurs) ou à toute un catégorie statutaire comprenant plus de 500.000 per sonnes : plan Masselin reclassant les personnels d'exé cution des catégories C et D de janvier 1970 à janvi 1974, plan Massenet reclassant les personnels de cat gorie B de décembre 1972 à juillet 1976, reclassemen des personnels d'encadrement (catégorie A) entre dé cembre 1974 et août 1977.

Pour tenir compte à la fois des mesures générales et de mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traite ments de la Fonction publique est élaboré. Il est pré senté dans le tableau 11 ainsi que les indices propres chacune des quatre catégories statutaires A, B, C, D au regroupement des catégories C + D, la catégorie ne comprenant que des effectifs en nombre relativement trop faible pour mériter d'être isolés. Cet indice prend également en compte l'incidence, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

3. Revenus

En France, la source principale permettant de sais l'ensemble des revenus des ménages est constituée pa une exploitation périodique des déclarations fiscales qu collecte la Direction générale des impôts en vue d l'établissement de l'impôt sur le revenu. Cette source pour être imparfaite, n'en est pas moins nettement plu précise que les réponses obtenues par interview direct auprès des ménages.

Cette exploitation lourde (1), porte sur un échantillon d'environ 40.000 ménages, représentatif aussi bien des ménages imposés que non imposés. En cela les statistiques qui en sont issues diffèrent de celles que publie régulièrement la Direction générale des impôts et qui ne retiennent que les foyers imposés.

Le délai d'obtention des résultats par l'INSEE est relativement long — de trois à quatre ans — après l'année où sont perçus les revenus; il s'explique en grande partie par le temps nécessaire aux services fiscaux pour disposer de la quasi-totalité des déclarations (notamment du fait de la fixation toujours tardive des forfaits agricoles).

L'unité statistique est le ménage (ensemble des personnes qui vivent dans un même logement) et non le foyer fiscal (qui est l'unité de collecte des déclarations). Les déclarations souscrites par des foyers cohabitant dans un même logement ont été additionnées afin de constituer l'unité « ménage ».

31. Le concept de revenu

Cette exploitation des déclarations fiscales est couramment appelée « enquête sur les revenus fiscaux ». Pourtant le concept retenu n'est pas le « revenu fiscal » si on entend celui-ci comme l'assiette de l'impôt (montant à partir duquel est calculé, compte tenu du quotient familial, l'impôt dû). Il lui est sensiblement supérieur puisqu'on ne tient pas compte des divers abattements forfaitaires prévus par la législation fiscale (par exemple l'abattement de 10 % puis de 20 % sur les salaires et l'abattement sur les bénéfices des adhérents des centres de gestion agréés, ni des déductions qu'elle autorise (frais de garde d'enfants, de ravalement, dépenses pour économiser l'énergie, déductions des intérêts des emprunts, dons aux œuvres, etc.).

Ce n'est pas non plus la totalité du revenu au sens économique le plus usuel. En effet, certains revenus sont par nature non soumis à l'impôt sur le revenu, donc non inclus dans la déclaration et de ce fait inconnus par cette source. Il en va ainsi principalement : de l'aide publique au chômage (en revanche les prestations aux chômeurs versées par les ASSEDIC sont imposables, par conséquent incluses ici et regroupées avec les salaires); des revenus de valeurs mobilières, soit lorsqu'ils sont exonérés d'impôt (livret A de la Caisse d'épargne), soit lorsque l'option du « prélèvement libératoire » (obligations) est offerte au titulaire et a été effectivement retenue par lui.

Enfin l'existence de divers mécanismes de redistribution fait que le revenu peut se mesurer à diverses étapes : on ne s'intéresse dans les tableaux 12 à 14 qu'au revenu avant prélèvement de l'impôt sur le revenu et des impôts locaux, et avant addition des prestations familiales. Il s'agit en somme d'une notion un peu élargie de « revenu primaire », qui comprend le revenu distribué des facteurs de production (travail et capital) ainsi que les pensions et rentes *y compris* le minimum vieillesse (celui-ci, bien que non déclaré, a pu être reconstitué : il est alloué aux personnes âgées qui n'ont pas une retraite suffisante, 2 millions de personnes environ en bénéficient).

32. Les imperfections de mesure

Il existe un certain nombre de ménages de l'échantillon (moins de 10 % du total), dont les services fiscaux ignorent les revenus : soit qu'ils n'aient retrouvé dans leurs dossiers aucun ménage à l'adresse indiquée, soit que le ménage leur soit connu sans qu'ils disposent d'une déclaration de revenus de sa part, ou à défaut des déclarations faites par des tiers (ainsi l'employeur, pour un salarié). Bien entendu, il s'agit en grande majorité, de ménages appartenant aux catégories les plus défavorisées et qui de toute manière ne seraient pas assujettis à l'impôt. Aussi l'élimination de ces ménages à revenu inconnu aboutirait à fausser, dans le sens de la réduction, la mesure de l'inégalité des revenus. Pour éviter un tel biais on a choisi une méthode de redressement qui revient à attribuer à ces ménages les mêmes revenus — en moyenne et en distribution — que ceux des ménages ayant des revenus connus, appartenant à la même catégorie socioprofessionnelle (celle du chef de ménage) et comptant un même nombre de personnes. Cette méthode est imparfaite car on surestime ainsi sans doute les revenus de ces ménages (ceci peut être dû à la fraude et à l'évasion fiscale, mais aussi à des différences de concepts entre revenus en comptabilité nationale et revenus déclarés au fisc). Cependant elle est meilleure que la simple élimination des ménages à revenus inconnus.

La lecture des résultats doit se faire en se rappelant qu'il s'agit de revenus déclarés aux services fiscaux : ceux-ci sont souvent sous-estimés et cela dans une proportion très variable selon le type de revenu considéré. Les raisons en sont diverses : d'une part il existe des fraudes; d'autre part la détermination fiscale de certains revenus est favorable aux contribuables intéressés (régime du forfait agricole en particulier).

---

1. L'INSEE effectue environ tous les cinq ans, depuis 1956, une telle exploitation.

TABLEAU C.03-1

Nombre d'établissements, masse des salaires et effectifs

Années 1978, 1979 et 1980

Source : INSEE

Unités : Salaires : Million de fr
Effectifs : Millier de salari

Numéros de la nomenclature (2)	Activité économique (2) (NAP. niveau 40)	Établissements ayant eu des salariés			Masse annuelle des salaires bruts (1)			Effectifs emplo au 31 déce	
		1978	1979	1980	1978	1979	1980	1978	1979
T 01	Pêche	1.297	986	973	479	397	390	7,7	6,0
T 02	Industries viandes et lait	4.677	4.529	4.501	7.151	8.140	9.433	166,2	167,8
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	43.624	42.924	44.367	15.247	17.426	19.984	366,9	368,3
T 04	Production combustibles minéraux	28	32	34	3.692	4.001	3.551	68,0	62,2
T 05	Production pétrole et gaz naturel	366	390	314	3.378	3.579	3.898	40,7	38,9
T 06	Distribution électricité, gaz et eau	1.209	1.266	1.446	9.797	10.766	12.096	165,6	161,4
T 07	Production minerais et métaux ferreux	570	545	607	10.178	10.424	11.474	194,2	177,3
T 08	Production minerais, métaux non ferreux	426	473	467	3.756	4.289	4.973	67,8	70,0
T 09	Production matériaux de construction	8.652	8.485	8.282	8.637	9.633	10.627	195,2	191,0
T 10	Industrie du verre	983	968	986	3.725	4.007	4.440	72,8	69,3
T 11	Chimie de base	1.557	1.453	1.570	9.930	10.677	12.011	164,1	155,4
T 12	Industrie pharmaceutique	3.049	3.053	2.932	10.460	11.904	13.761	182,9	184,2
T 13	Travail des métaux	18.343	18.635	18.722	22.448	24.906	28.366	496,8	496,9
T 14	Construction mécanique	18.903	19.066	19.347	26.680	29.808	33.609	541,4	536,9
T 15	Construction électrique	7.595	7.630	7.811	29.879	33.781	37.981	579,8	580,0
T 16	Construction matériel transport	2.065	2.091	2.194	25.905	28.346	28.817	527,0	518,8
T 17	Construction navale et aéronautique	1.278	1.117	1.156	10.864	11.465	13.194	173,6	163,9
T 18	Industrie textile et habillement	20.751	20.303	19.277	20.524	22.526	24.421	601,8	590,8
T 19	Industrie cuir et chaussure	3.274	3.390	3.203	4.143	4.431	4.986	117,3	117,4
T 20	Industrie bois et ameublement	21.551	23.075	22.102	12.685	14.519	16.324	348,1	351,4
T 21	Industrie papier et carton	2.155	2.100	2.017	6.206	6.997	7.815	128,0	127,1
T 22	Imprimerie, presse, édition	11.108	11.356	11.875	11.939	13.531	15.465	232,9	234,1
T 23	Industrie du caoutchouc	4.423	4.569	4.323	10.276	11.460	13.013	240,5	240,4
T 24	Industrie bâtiment, génie civil	182.528	181.793	184.954	61.511	66.347	77.139	1.562,7	1.555,5
T 25	Commerce de gros alimentaire	24.597	24.699	24.926	11.801	13.270	15.000	273,5	275,3
T 26	Commerce de gros non alimentaire	54.594	56.500	57.823	35.172	39.908	46.894	675,7	689,8
T 27	Commerce de détail alimentaire	70.362	69.575	69.742	15.262	17.526	20.287	456,1	462,9
T 28	Commerce de détail non alimentaire	148.230	151.227	153.239	24.398	27.751	31.166	703,5	706,6
T 29	Réparation et commerce automobile	50.463	50.788	51.429	12.894	14.761	16.793	336,1	342,4
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	97.594	99.424	101.006	12.873	15.132	18.252	397,3	407,4
T 31	Transport	39.291	39.026	39.497	40.016	45.676	52.695	804,7	817,7
T 32	Télécommunications et postes	407	419	469	14.711	15.518	18.247	344,1	325,4
T 33	Services marchands-entreprises	114.840	121.193	122.133	46.277	55.278	65.315	1.022,1	1.144,2
T 34	Services marchands-particuliers	122.028	127.670	130.517	53.018	62.931	73.445	1.454,0	1.503,1
T 35	Location et crédit-bail immobiliers	7.415	7.748	6.646	3.068	3.707	4.223	79,5	82,3
T 36	Assurances	2.560	3.021	3.153	7.429	8.373	9.982	134,0	135,0
T 37	Organismes financiers	7.872	8.370	8.802	25.415	28.254	33.912	400,6	409,0
T 38	Services non marchands	33.467	36.698	37.102	23.871	27.221	30.825	602,6	640,4
	Total	**1.134.133**	**1.156.587**	**1.170.226**	**655.694**	**738.666**	**844.828**	**14.926,0**	**15.106,4**

(1) Avant déduction de la cotisation salariale à la Sécurité sociale et y compris la valeur des avantages en nature. — (2) Non compris agriculture et administrations publiques.
(3) Dans l'édition précédente de l'annuaire, pour les années 1976 et 1977, le champ de l'enquête était le secteur privé à caractère industriel et commercial. Dans ce tableau, il recouvre
secteurs privé et semi-public.

TABLEAU C.03-2A

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public)

Année 1979

Source : INSEE

Unités : Salaires : francs
Effectifs : millier

Numéros de la nomenclature	Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Effectifs toutes catégories	Salaire net annuel moyen								
			Ensemble			Catégories socioprofessionnelles					
						Cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers		
			Les deux sexes (2)	Hommes	Femmes	Les deux sexes	Les deux sexes	Les deux sexes	Hommes	Femmes	Les deux sexes
T 01	Pêche	6,5	54.063	58.766	23.266	115.059	79.001	37.949	57.498	20.306	53.152
T 02	Industries de la viande et du lait	162,9	42.873	47.368	32.365	128.912	67.059	37.290	40.129	29.711	37.293
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	336,7	42.691	47.951	31.902	137.623	67.880	34.104	39.747	30.017	37.362
T 04	Production combustibles minéraux	53,6	51.041	51 455	40.365	164.777	69.403	54.449	47.514	25.342	47.244
T 05	Production pétrole et gaz naturel	37,4	82.150	87.605	57.700	157.200	82.369	58.142	63.825	54.176	63.303
T 06	Distribution électricité, gaz et eau	150,5	60.742	63.307	48.770	128.414	64.191	45.560	52.504	48.861	52.335
T 07	Production minerais et métaux ferreux	180,6	49.743	50.617	39.607	141.057	65.933	44.397	45.470	31.551	45.061
T 08	Production minerais, métaux non ferreux	67,9	53.910	55.711	42.997	146.413	69.544	45.910	45.476	35.485	44.792
T 09	Production matériaux de construction	179,0	44.650	46.415	33.943	134.547	71.127	40.686	38.788	27.104	37.697
T 10	Industrie du verre	69,7	51.579	54.457	37.981	129.241	76.159	42.600	47.888	32.284	45.748
T 11	Chimie de base	147,5	62.134	65.467	45.959	157.628	68.938	46.189	52.191	37.941	50.848
T 12	Industrie pharmaceutique	174,2	57.700	69.288	43.565	143.677	72.536	45.994	45.383	36.064	41.206
T 13	Travail des métaux	469,2	45.106	47.565	34.337	132.559	66.366	39.153	40.103	29.236	38.529
T 14	Construction mécanique	514,9	49.215	51 596	37.639	127.270	64.908	41.786	41.157	31.182	40.071
T 15	Construction électrique	556,0	51.742	60.853	35.916	121.581	63.781	43.216	42.036	31.066	37.514
T 16	Construction matériel transport	513,7	47.346	49.853	36.768	132.104	67.900	45.852	42.943	32.842	41.190
T 17	Construction navale et aéronautique	157,5	62.467	64.454	46.809	131.170	70.270	47.628	50.827	38.391	50.034
T 18	Industrie textile et habillement	537,1	35.064	49.091	28.071	131.451	72.008	37.643	36.017	25.811	28.879
T 19	Industrie cuir et chaussure	103,5	34.184	42.973	27.875	123.112	69.878	37.939	34.416	26.372	29.528
T 20	Industrie bois et ameublement	325,3	37.625	40.814	30.415	117.808	63.680	38.355	33.911	27.152	32.082
T 21	Industrie papier et carton	123,3	47.514	53.421	34.480	142.451	72.877	43.263	45.748	30.476	41.485
T 22	Imprimerie, presse, édition	190,6	57.628	65.064	43.522	143.346	76.779	43.144	51.232	34.054	46.619
T 23	Industrie du caoutchouc	221,9	43.692	48.077	33.027	134.212	66.030	42.917	39.297	29.113	36.453
T 24	Industrie bâtiment, génie civil	1.466,3	38.302	38.352	37.289	115.472	62.284	37.042	33.737	26.399	33.693
T 25	Commerce de gros alimentaire	244,4	45.018	49.737	32.664	123.998	62.528	38.072	36.963	25.833	34.887
T 26	Commerce de gros non alimentaire	612,6	54.072	60.285	39.793	129.865	67.624	39.433	38.452	30.313	37.398
T 27	Commerce de détail alimentaire	391,4	36.251	42.678	29.532	105.097	61.622	32.313	33.664	25.052	32.359
T 28	Commerce de détail non alimentaire	548,4	40.495	51.150	32.600	100.966	56.167	32.245	35.020	26.419	32.183
T 29	Réparation et commerce automobile	321,0	39.698	40.342	35.734	112.186	63.815	39.135	32.466	27.547	32.389
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	322,3	35.187	39.612	29.450	102.272	50.101	31.993	30.853	24.822	29.189
T 31	Transports	739,1	52.085	53.474	43.387	128.407	67.960	41.851	44.703	37.177	44.471
T 32	Télécommunications et postes	3,0	63.224	67.671	43.141	138.133	78.513	28.114	36.047	24.628	35.559
T 33	Services marchands-entreprises	748,7	55.816	67.451	40.605	133.500	65.194	37.783	36.173	28.903	34.907
T 34	Services marchands-particuliers	1.188,6	41.574	49.110	38.320	88.669	50.574	36.334	37.315	28.713	33.259
T 35	Location et crédit-bail immobilier	66,9	42.635	48.222	34.180	112.208	62.893	39.222	38.335	25.988	35.813
T 36	Assurances	124,3	57.338	71.592	45.420	141.712	70.026	41.743	49.483	52.867	51.092
T 37	Organismes financiers	368,9	64.671	76.475	51.802	141.380	76.118	46.946	56.316	32.980	45.100
T 38	Services non marchands	443,7	46.892	58.443	40.819	102.074	54.739	39.192	40.578	31.299	35.999
	Ensemble des activités	**12.869,3**	**46.312**	**51.189**	**36.841**	**123.537**	**63.136**	**38.802**	**39.183**	**28.986**	**37.153**
	Année 1978	*12.546,1*	*42.747*	*47.502*	*33.532*	*114.859*	*58.488*	*35.917*	*36.491*	*26.499*	*34.458*
	Année 1977	*12.799,9*	*37.726*	*41.918*	*29.358*	*106.819*	*52.799*	*32.162*	*32.287*	*23.115*	*30.414*
	Année 1976	*12.399,1*	*34.209*	*38.110*	*26.351*	*99.601*	*48.575*	*29.160*	*29.322*	*20.718*	*27.571*
	Année 1975	*12.490,7*	*29.482*	*32.860*	*22.463*	*88.900*	*43.380*	*25.067*	*25.252*	*17.809*	*23.739*
	Année 1974	*12.367,4*	*25.742*	*28.782*	*19.322*	*82.185*	*39.481*	*21.877*	*22.261*	*15.456*	*20.872*
	Année 1973	*11.901,6*	*21.951*	*24.571*	*16.314*	*71.841*	*34.176*	*19.010*	*19.001*	*13.167*	*17.815*
	Année 1972	*11.614,3*	*19.580*	*21.841*	*14.548*	*65.771*	*31.237*	*16.757*	*16.837*	*11.628*	*15.811*
	Année 1971	*11.232,9*	*17.788*	*19.809*	*13.133*	*60.163*	*28.730*	*15.352*	*15.118*	*10.312*	*14.177*
	Année 1970	*10.783,9*	*16.046*	*17.782*	*11.853*	*54.559*	*26.657*	*13.880*	*13.694*	*9.261*	*12.855*

(1) Nomenclature d'activités et de produits 1973, « niveau » 40 non compris agriculture et administrations publiques. — (2) Y compris le personnel de service et les autres catégories socioprofessionnelles.

TABLEAU C.03-2 B

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public)

Année 1980

Source : INSEE

Unités : Salaires : francs
Effectifs : milliers

Numéros de la nomenclature	Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Effectifs toutes catégories	Salaire net annuel moyen — Catégories socioprofessionnelles								
			Ensemble			Cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers		
			Les deux sexes (2)	Hommes	Femmes	Les deux sexes	Les deux sexes	Les deux sexes	Hommes	Femmes	Les deux sexes
T 01	Pêche	5,3	53.109	59.053	24.630	129.548	64.999	33.461	57.569	23.276	52.2
T 02	Industries de la viande et du lait	161,4	49.401	54.629	37.220	144.900	73.174	43.170	45.680	33.938	42.4
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	330,9	48.326	54.388	35.991	151.159	75.611	39.072	45.189	33.897	42.4
T 04	Production combustibles minéraux	42,6	63.295	64.205	45.788	197.116	89.113	66.837	57.762	27.836	57.3
T 05	Production pétrole et gaz naturel	37,1	93.221	98.551	67.133	168.603	92.291	66.077	72.955	73.016	72.2
T 06	Distribution électricité, gaz et eau	149,5	68.889	71.916	54.305	143.824	71.739	51.294	59.258	52.237	58.5
T 07	Production minerais et métaux ferreux	172,2	56.500	57.509	45.633	159.559	70.011	51.728	51.153	35.663	50.6
T 08	Production minerais, métaux non ferreux	68,6	62.722	64.839	49.600	162.511	78.106	52.997	53.217	39.294	52.2
T 09	Production matériaux de construction	173,9	49.898	51.857	37.974	146.075	77.286	44.254	44.340	31.080	43.1
T 10	Industrie du verre	66,6	58.741	61.564	44 818	149.601	78.847	50.723	54.859	37.957	51.7
T 11	Chimie de base	145,6	69.739	73.213	52.494	170.622	78.837	52.780	59.293	43.270	47.6
T 12	Industrie pharmaceutique	172,3	66.150	78.561	50.560	154.663	81.058	51.841	52.469	41.620	43.9
T 13	Travail des métaux	463,5	51.151	53.874	39.114	147.131	72.331	44.190	45.686	33.484	46.6
T 14	Construction mécanique	509,3	56.064	58.713	43.019	138.590	72.285	46.317	47.323	35.367	43.6
T 15	Construction électrique	531,0	59.295	69.388	41.603	135.824	70.629	49.242	48.695	36.411	46.6
T 16	Construction matériel transport	462,1	52.994	55.808	41.631	144.053	74.187	51.084	48.430	37.209	47.0
T 17	Construction navale et aéronautique	156,2	71.379	73.701	52.987	143.735	80.647	54.481	58.061	43.005	32.9
T 18	Industrie textile et habillement	506,7	39.620	55.012	31.878	147.714	78.256	42.218	40.650	29.446	33.9
T 19	Industrie cuir et chaussure	104,0	38.960	49.313	31.838	128.018	87.857	41.860	39.155	30.080	36.3
T 20	Industrie bois et ameublement	317,2	42.983	46.732	34.687	135.232	70.758	42.085	38.546	30.531	47.0
T 21	Industrie papier et carton	121,1	54.678	61.307	39.820	154.843	85.419	49.701	51.651	35.083	53.6
T 22	Imprimerie, presse, édition	190,7	65.514	74.372	48.758	158.223	82.968	48.697	58.496	39.367	41.6
T 23	Industrie du caoutchouc	217,8	50.194	55.644	37.271	153.191	75.205	48.582	45.158	32.927	38.5
T 24	Industrie bâtiment, génie civil	1.433,5	43.824	43.908	42.179	129.090	69.101	41.207	38.621	28.232	39.8
T 25	Commerce de gros alimentaire	238,7	50.829	55.867	37.427	131.720	69.373	42.223	41.966	29.594	42.7
T 26	Commerce de gros non alimentaire	622,7	61.355	68.717	44.775	144.407	74.910	44.629	43.891	33.997	37.2
T 27	Commerce de détail alimentaire	383,1	41.209	48.842	33.539	115.088	69.317	36.389	38.568	30.357	36.8
T 28	Commerce de détail non alimentaire	540,3	45.687	57.363	37.078	110.974	61.972	36.288	39.529	30.200	36.6
T 29	Réparation et commerce automobile	312,1	45.349	46.112	40.711	130.970	70.033	43.951	36.900	32.171	35.6
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	336,6	39.870	44.580	33.365	103.540	54.574	36.709	38.053	28.309	50.4
T 31	Transport	747,0	59.362	60.941	49.610	141.561	76.096	49.809	50.748	38.978	34.5
T 32	Télécommunications et postes	2,8	66.155	69.540	53.325	138.684	82.726	43.342	34.715	17.423	38.2
T 33	Services marchands-entreprises	767,3	62.576	75.339	45.828	146.414	71.371	42.715	39.847	31.615	38.4
T 34	Services marchands-particuliers	1.206,7	47.555	55.284	44.225	97.889	58.288	41.133	42.342	33.361	39.8
T 35	Location et crédit-bail immobiliers	65,3	48.568	55.716	38.462	130.815	69.544	41.336	42.419	29.021	54.7
T 36	Assurances	122,8	65.490	80.655	52.517	148.910	79.371	49.812	57.929	50.902	51.8
T 37	Organismes financiers	379,8	74.155	87.430	59.487	151.350	82.461	54.699	63.030	35.282	43.3
T 38	Services non marchands	440,7	52.817	66.243	45.935	110.562	61.228	44.555	49.192	38.636	
	Ensemble des activités	**12.705,0**	**52.724**	**58.257**	**42.100**	**136.285**	**70.279**	**44.164**	**44.660**	**33.161**	42.2
	Année 1979	*12.869,3*	*46.312*	*51.189*	*36.841*	*123.537*	*63.136*	*38.802*	*39.183*	*28.986*	37.1
	Année 1978	*12.546,1*	*42.747*	*47.502*	*33.532*	*114.859*	*58.488*	*35.917*	*36.491*	*26.499*	34.4
	Année 1977	*12.799,9*	*37.726*	*41.918*	*29.358*	*106.819*	*52.799*	*32.162*	*32.287*	*23.115*	30.4
	Année 1976	*12.399,1*	*34.209*	*38.110*	*26.351*	*99.601*	*48.575*	*29.160*	*29.322*	*20.718*	27.2
	Année 1975	*12.490,7*	*29.482*	*32.860*	*22.463*	*88.900*	*43.380*	*25.067*	*25.252*	*17.809*	23.5
	Année 1974	*12.367,4*	*25.742*	*28.782*	*19.322*	*82.185*	*39.481*	*21.877*	*22.261*	*15.456*	20.9
	Année 1973	*11.901,6*	*21.951*	*24.571*	*16.314*	*71.841*	*34.176*	*19.010*	*19.001*	*13.167*	17.5
	Année 1972	*11.614,3*	*19.580*	*21.841*	*14.548*	*65.771*	*31.237*	*16.757*	*16.837*	*11.628*	15.5
	Année 1971	*11.232,9*	*17.788*	*19.809*	*13.133*	*60.163*	*28.730*	*15.352*	*15.118*	*10.312*	14.1
	Année 1970	*10.783,9*	*16.046*	*17.782*	*11.853*	*54.559*	*26.657*	*13.880*	*13.694*	*9.261*	12.5

(1) Nomenclature d'activités et de produits 1973, « niveau » 40 non compris agriculture et administrations publiques. — (2) Y compris le personnel de service et les autres catégories socioprofessionnelles.

TABLEAU C.03-3

Salaire minimum de croissance [SMIC] (1)

Sources : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale (Métropole)
INSEE (Départements d'outre-mer)

Unité : Franc

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Metropole (moyennes annuelles du salaire horaire) :											
SMIC	4,95	6,10	7,27	8,34	9,40	10,61	11,94	13,80	16,30	19,17	21,50
Minimum garanti	4,05	4,55	5,13	5,63	6,18	6,75	7,43	8,44	9,53	10,82	11,78
Départements d'outre-mer (au 1er janvier, secteur de l'industrie) :											
Antilles, Guyane	3,71	4,43	5,52	6,44	7,30	8,21	9,24	10,56	12,09	14,83	16,91
Réunion	3,04	3,62	4,52	5,36	6,18	7,09	8,14	9,49	11,08	13,84	15,78

(1) Depuis février 1982, deux montants mensuels du SMIC correspondent à un même SMIC horaire : l'un calculé sur la base de 40 heures par semaine, concerne les seuls ouvriers déjà présents dans leur entreprise le 1er février 1982, et qui ont droit de ce fait à une compensation totale de la réduction de la durée légale du travail; l'autre est calculé sur la base de 39 heures par semaine pour les ouvriers embauchés après le 1er février 1982.

TABLEAU C.03-4

Indices des rémunérations des salariés

(Ensemble des activités du secteur privé)

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Base 100 en octobre 1972

	1980			1981			1982			1983		
	Janv.	Avril	Oct.	Janv.	Avril	Oct.	Janv.	Avril	Oct.	Janv.	Avril	Oct.
Gains horaires des ouvriers	273,5	285,2	303,2	316,7	326,0	349,7	367,8	385,4	394,6	417,0	427,9	445,4
Gains mensuels :												
Cadres	225,5	228,5	243,4	256,1	260,8	274,0	288,8	295,3	296,6	317,2	319,9	329,2
Agents de maîtrise, techniciens dessinateurs	234,6	241,6	258,7	266,4	271,6	291,8	299,9	307,5	312,1	326,2	333,7	345,6
Employés	250,8	257,0	276,2	285,7	293,1	316,5	329,2	338,0	345,9	361,9	369,9	385,8
Ouvriers (1)	248,8	259,8	275,8	286,3	294,8	315,5	329,6	337,9	345,1	362,8	372,4	386,6
Ensemble des salariés	**242,9**	**250,6**	**267,3**	**277,6**	**284,6**	**304,3**	**317,3**	**325,4**	**331,2**	**348,6**	**356,1**	**369,4**

(1) Le gain mensuel des ouvriers est obtenu à partir du gain horaire des ouvriers en tenant compte de la durée du travail.

TABLEAU C.03-5

Gains selon l'activité des établissements en janvier 1983 (1)

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Unité : Franc

Activité économique	Gains horaires des ouvriers	Gains mensuels			
		Employés	Agents de maîtrise, techniciens et dessinateurs	Cadres	Salariés non ouvriers
Industries de transformation (n. c. le bâtiment)	31,40	5.874	8.242	14.963	8.718
dont : Industries transformatrices des métaux	32,97	6.222	8.306	15.109	8.981
Bâtiment et génie civil	31,03	5.587	7.417	13.420	8.374
Ensemble de l'industrie (y. c. industries extractives, bâtiment et génie civil)	31,32	5.856	8.158	14.786	8.727
Transports (n. c. SNCF et RATP)	32,69	5.569	8.340	13.987	7.903
Commerces	29,48	4.907	7.480	13.275	6.531
Services	30,12	5.748	7.545	13.917	7.351
Ensemble (2)	**31,17**	**5.512**	**7.948**	**14.193**	**7.712**

(1) Par suite de modifications mineures de la chaîne de traitement, les valeurs en francs publiées ici ne sont pas exactement comparables à celles publiées antérieurement. — (2) Non compris combustibles minéraux solides, gaz et électricité, SNCF et RATP.

TABLEAU C.03-6

Indices des taux de salaire horaire par activité économique (France entière)

Moyennes annuelles (1)

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Base 100 au 1er janvier

Activité économique (2)	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 (3)
Production et première transformation des métaux	152,0	170,8	190,2	213,7	238,0	273,4	309,6	359,1	413,1
Industrie des produits minéraux non métalliques	151,3	173,1	194,6	218,6	248,6	287,1	330,0	379,8	435,3
dont : *Industrie du verre*	*145,2*	*166,2*	*185,8*	*209,1*	●	*270,2*	*306,8*	*349,1*	*401,4*
Industrie chimique	147,2	165,0	184,3	●	●	275,8	312,9	361,3	415,5
dont : *Fabrication de produits pharmaceutiques*	*146,8*	*163,5*	*185,6*	●	●	*279,8*	*323,6*	*371,0*	*426,7*
Fabrication d'ouvrages en métaux	148,6	171,2	184,4	220,3	248,6	284,8	326,6	377,8	434,5
Construction de machines et de matériel mécanique	148,1	170,5	194,1	219,5	249,8	286,5	327,8	376,0	432,4
Construction électrique et électronique	148,7	170,0	192,4	219,6	250,3	288,9	327,2	377,2	433,8
Construction d'automobiles et de pièces détachées	148,6	169,5	188,2	212,5	239,9	274,0	310,2	361,6	415,8
Construction d'autre matériel de transport	151,1	171,9	195,7	229,6	249,7	277,5	315,7	366,0	420,9
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	148,1	168,7	195,1	222,1	253,9	289,5	331,8	382,0	439,3
Industries des produits alimentaires, des boissons et du tabac	155,8	179,2	201,4	227,8	259,3	300,3	347,3	399,9	459,9
Industrie textile	152,4	173,4	194,2	217,4	243,0	277,4	316,9	363,4	418,0
Industrie du cuir	149,2	170,7	191,9	217,6	245,2	282,0	327,1	381,0	438,2
Industrie des chaussures et de l'habillement	151,6	173,6	194,8	220,0	247,1	285,5	329,7	381,5	438,7
dont : *Industrie des chaussures*	*151,9*	*171,8*	*194,5*	*220,9*	*248,9*	*290,8*	*332,9*	*382,3*	*439,6*
Industrie de l'habillement (sauf fourrures et peaux)	*151,5*	*173,8*	*194,3*	*219,4*	*246,3*	*283,6*	*328,5*	*380,8*	*437,9*
Industrie du bois et du meuble en bois	152,3	175,1	197,9	223,9	254,1	292,4	338,5	392,2	451,0
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier	157,5	176,3	197,7	220,3	249,1	286,8	328,3	380,6	437,7
Imprimerie et édition	145,4	165,3	187,0	211,2	237,5	278,3	317,0	356,8	410,3
Industrie du caoutchouc	149,9	171,1	190,9	212,9	238,4	275,2	312,6	356,5	410,0
Transformation des matières plastiques	153,3	175,2	198,6	226,3	257,5	298,6	348,2	398,5	458,3
Autres industries manufacturières	149,2	170,6	192,4	219,4	250,9	290,5	335,9	385,2	443,0
Bâtiment et génie civil	150,0	175,1	197,4	218,8	245,4	286,5	333,1	406,1	467,0
dont : *Bâtiment*	*150,4*	*175,4*	*198,1*	*219,8*	*247,5*	*289,4*	*336,7*	*387,6*	*445,8*
Génie civil	*152,2*	*178,2*	*200,7*	*221,9*	*247,8*	*289,0*	*337,6*	*392,4*	*451,3*
Installation	*147,2*	*171,7*	*192,4*	*213,5*	*239,1*	*278,5*	*321,8*	*371,3*	*426,9*
Aménagement et parachèvement	*148,1*	*172,9*	*195,2*	*216,4*	*242,2*	*303,3*	*326,2*	*376,5*	*433,0*
Commerce de gros	150,7	173,9	197,0	222,1	250,1	287,5	330,4	381,4	438,6
Commerce de détail	149,6	171,7	196,0	221,7	250,2	286,3	329,0	378,5	435,3
Transports terrestres et auxiliaires	147,1	171,2	193,6	216,2	244,3	280,6	324,1	378,4	435,2
Autres transports et activités connexes	156,7	181,6	205,0	229,4	257,7	312,8	340,0	396,6	456,1
Hygiène	155,2	180,2	202,4	228,2	259,3	302,1	354,2	411,8	473,5
Industries de transformation (non compris bâtiment)	150,7	171,9	193,6	218,7	247,3	286,5	325,7	375,5	431,8
dont : *Industries transformatrices des métaux*	*148,8*	*170,5*	*192,8*	*218,6*	*247,6*	*283,9*	*340,0*	*372,9*	*428,8*
Industries de transformation (y compris bâtiment)	150,5	172,6	194,5	218,9	246,9	285,0	327,5	377,6	434,2
Transports (non compris SNCF et RATP)	148,5	173,0	195,5	218,5	246,6	282,9	326,7	381,3	438,5
Commerces	150,1	172,6	196,4	221,7	250,3	287,1	330,6	378,4	435,2
Ensemble	**150,5**	**172,8**	**194,8**	**219,3**	**247,7**	**285,5**	**328,4**	**379,1**	**436,0**

(1) Moyennes pondérées des indices trimestriels (enquêtes de janvier, avril, juillet, octobre et janvier de l'année suivante). — (2) Nomenclature abrégée établie à partir de la nomenclature générale des activités économiques utilisée par la Communauté Economique Européenne. — (3) Le taux horaire est influencé en 1983 par des phénomènes de compensation salariale qui ont pu jouer à un niveau très variable d'une branche à l'autre. — N. B. Le raccord avec la série précédente sur base 1er janvier 1956 = 100 et dans une nomenclature d'activités économiques différente est possible pour l'ensemble des activités, le coefficient de raccordement étant 410,1 au 1er janvier 1973. Les années 1973 et 1974 dans l'ancienne nomenclature ont été publiées dans l'édition 1976 de l'annuaire (chapitre « Salaires », tableau 2, p. 593).

TABLEAU C.03-7

Indices des taux de salaire horaire, par sexe et catégorie professionnelle. Moyennes annuelles

[*France entière* (1)]

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Base 100 au 1er janvier 1973

Année	Manœuvre		Ouvrier spécialisé		Ouvrier qualifié		Ouvrier hautement qualifié	*Indice général*	**Ensemble hommes + femmes**
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6	Niveau 7		
Hommes :									
1975	155,1	152,9	150,6	150,1	148,5	148,9	147,7	*149,8*	**150,5**
1976	177,5	174,5	172,4	172,2	171,2	172,1	171,6	*172,3*	**172,8**
1977	200,7	196,7	194,4	194,3	193,5	193,6	193,6	*194,4*	**194,8**
1978	226,6	222,7	219,5	218,7	217,0	216,6	215,3	*218,4*	**219,3**
1979	256,4	252,0	247,5	246,8	244,1	243,6	242,4	*246,2*	**247,7**
1980	295,8	290,1	285,1	284,6	281,4	281,6	280,9	*284,0*	**285,5**
1981	344,5	333,9	327,3	325,8	322,5	324,1	322,4	*326,3*	**328,4**
1982	401,6	387,8	371,5	375,6	370,8	372,9	369,3	*376,4*	**379,1**
1983	448,3	432,1	421,1	417,3	411,5	413,8	408,8	*418,1*	**421,5**
Coefficient de raccordement à la série 1er janvier 1956 = 100 (2)	406,2	409,4	407,8	///	412,2	///	419,0	///	**410,1**
Femmes :									
1975	157,2	154,4	152,1	150,9	149,6	149,3	146,7	*152,5*	
1976	179,4	175,0	173,8	173,4	171,2	172,1	172,3	*174,3*	
1977	201,8	197,2	195,8	195,5	192,9	192,4	191,0	*196,3*	
1978	227,8	223,8	222,2	221,1	218,2	216,4	214,5	*222,2*	
1979	258,6	254,0	252,0	250,1	246,2	244,4	242,1	*251,7*	
1980	298,7	292,8	290,5	287,9	283,4	280,8	280,4	*290,3*	
1981	348,5	337,3	334,8	331,4	325,9	321,8	318,6	*363,7*	
1982	404,8	391,1	387,6	381,7	374,0	369,8	361,8	*387,1*	
1983	452,3	436,6	432,9	426,0	415,7	413,3	///	*431,9*	
Coefficient de raccordement à la série 1er janvier 1956 = 100 (2)	402,0	414,2	413,1	///	426,9	///	///	///	

(1) Moyennes pondérées des indices trimestriels (enquêtes de janvier, avril, juillet, octobre et janvier de l'année suivante). — (2) Le raccord avec la série précédente publiée sur base 1er janvier 1956 = 100 n'est possible que pour certaines qualifications et le coefficient de raccordement est alors rappelé sur cette ligne. Les années 1973 et 1974 ancienne série ont été publiées dans l'édition 1976 de l'annuaire (chapitre « Salaires », tableau 3, page 593).

TABLEAU C.03-8

Évolution du coût horaire et de la structure du coût dans l'industrie

Source : INSEE

	1966	1969	1972	1975	1978	1978 (1)	1981
Coût horaire moyen (en F)	8,28	10,88	15,12	25,33	38,33	38,33	59,96
Structure du coût (%)							
Salaire direct	59,70	61,00	60,20	57,20	56,10	56,10	55,50
Primes supramensuelles	3,50	3,50	3,50	4,30	4,80	5,80	5,60
Journées non ouvrées	7,40	8,20	8,30	9,40	9,10	7,70	8,30
Rémunération	70,60	72,70	72,00	70,90	70,00	69,60	69,40
Sécurité sociale légale	18,50	19,30	19,30	18,30	18,60	19,00	19,10
Sécurité sociale conventionnelle	3,20	4,00	4,30	6,20	6,60	6,60	6,90
Autres charges	(2) 7,70	4,00	4,40	4,60	4,80	4,80	4,60
Total	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**

N.B. — *Champ :* établissements de plus de cinquante salariés de l'industrie (moins NACE 16 production d'énergie électrique, gaz et 17 captage, épuration, distribution d'eau). Pour rendre la série cohérente, la participation a été affectée en 1975 aux « autres primes » et la prime de vacances en 1978 aux journées non ouvrées. Ceci explique les différences avec les tableaux publiés par ailleurs. — (1) Corrigé des cotisations à la Sécurité sociale sur les versements effectués aux caisses de congés payés et prime de vacances incluse avec la participation dans les primes supramensuelles comme en 1981. — (2) Suppression de la taxe sur les salaires dans les activités autres que les banques et les assurances.

TABLEAU C.03-9

Salaire annuel net moyen des agents de l'Etat (1) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Année 1980

Source : Exploitation des fichiers informatisés de paie 1980 — *Unité :* Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles détaillées	Effectifs (nombre)	Ensemble			Titulaires			Non-titulaires		
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	329.000	98,8	105,4	86,4	99,4	106,2	87,1	91,7	97,6	77,8
dont : Cadres	118.000	104,1	109,5	82,9	104,6	109,9	82,9	100,1	106,0	82,6
Professeurs, professions scientifiques, culturelles	211.000	95,8	102,1	87,4	96,6	103,3	88,1	84,8	89,8	74,7
Professions intermédiaires	821.000	61,9	65,0	59,4	63,5	66,9	60,9	50,6	53,2	48,0
dont : Instituteurs, professeurs de collège et assimilés	553.000	60,9	63,8	59,1	63,1	67,2	60,8	47,7	48,9	46,5
Instituteurs	339.000	58,5	60,8	57,5	58,6	60,5	57,8	55,1	69,9	49,2
Professeurs de collèges et assimilés	183.000	68,6	71,1	66,1	73,6	76,2	70,9	51,5	52,6	50,5
Professions intermédiaires de la santé et du travail social, clergé (2)	13.000	60,5	62,3	59,5	61,0	63,0	60,0	53,1	52,7	53,4
Professions intermédiaires administratives, police	176.000	63,7	67,0	60,7	64,1	67,6	61,2	56,1	59,3	52,8
Professions intermédiaires techniques	51.000	68,4	69,1	62,6	68,2	68,8	60,7	70,2	72,0	65,8
Contremaîtres et agents de maîtrise	2.750	59,8	60,5	51,1	59,1	59,6	51,5	64,2	65,7	49,7
Employés et ouvriers	757.000	48,2	51,5	43,9	49,2	52,2	45,1	40,8	45,5	36,9
dont : Employés et agents de service	545.000	45,8	48,2	44,1	47,0	49,2	45,3	37,5	39,0	37,0
Employés	449.000	47,4	49,5	45,8	48,7	50,6	47,3	37,6	38,9	34,3
Agents de service	95.000	38,0	40,2	36,8	38,4	40,8	37,2	35,5	37,0	44,7
Personnels de police et de prison	94.000	64,6	64,7	53,9	64,6	64,7	54,1	45,8	46,0	39,2
Ouvriers	118.00	46,0	47,0	40,4	44,9	45,5	40,9	50,9	54,4	45,1
Toutes catégories	**1.907.000**	**62,8**	**68,0**	**57,1**	**64,3**	**69,2**	**58,7**	**51,6**	**58,0**	

(1) Agents à temps complet des services civils en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger. — (2) Les membres du clergé des départements concordataires d'Alsace-Lorraine, qui ont un statut de fonctionnaires, sont classés ici.

TABLEAU C.03-10

Éventail des rémunérations mensuelles nettes des fonctionnaires (1)

Moyennes annuelles *(hors échelle-lettres)*

Source : INSEE — *Unité :* Francs

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Minimum mensuel de rémunération :												
— à Paris	934,79	1.050,36	1.212,87	1.553,96	1.818,29	1.988,32	2.202,8	2.456,8	2.818,3	3.230,5	3.532,2	3.850,3
— avec indemnité de résidence la plus basse (2)	860,65	872,38	1.138,65	1.471,93	1.719,97	1.884,80	2.090,7	2.335,8	2.684,3	3.077,2	3.366,4	3.688,0
Rémunération mensuelle nette à Paris pour l'indice hiérarchique maximum	4.759,20	5.162,42	5.857,56	6.614,98	7.205,74	7.879,66	8.752,7	9.437,4	11.486,0	12.007,2	13.252,7	14.164,7

(1) La rémunération mensuelle nette comprend le traitement, l'indemnité de résidence et la prime de transport sans supplément familial de traitement — en sont déduites les retenues pour pension et Sécurité sociale. Ne sont pas comprises les primes exceptionnelles et les primes de rendement, ainsi que les indemnités de fonction. — (2) L'intégration progressive de l'indemnité de résidence dans le salaire s'est concrétisée, le 1er novembre 1983, par un taux d'indemnité nul pour la zone précédemment la plus basse (ex « 1 % »).

TABLEAU C.03-11

Indice d'évolution des traitements nets de la Fonction publique (1). Fonctionnaires civils titulaires de l'État

Moyennes annuelles

Source : INSEE

Base 100 : Décembre 1969

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	Coefficient de raccordement à la série base 100 = moyenne 1962
Indice d'ensemble	136,2	158,0	185,5	206,6	227,3	251,6	275,8	311,2	354,1	390,6	423,3	164,8
Indices par catégorie :												
Catégorie A	131,2	150,6	176,0	195,3	215,5	238,2	261,0	293,2	333,2	367,8	395,3	160,7
Catégorie B	133,6	155,2	181,2	202,8	223,4	246,2	269,3	303,2	344,9	380,3	412,1	163,8
Catégorie C	142,3	166,0	193,4	214,3	235,0	259,8	286,7	324,8	369,8	407,3	443,9	167,1
Catégorie D	139,3	162,3	209,8	236,4	260,0	288,0	318,8	363,2	415,1	460,7	505,1	170,9
Catégories C + D	141,9	165,4	196,2	218,1	239,2	264,6	292,1	331,3	377,5	416,3	454,2	167,9

(1) Hors échelle-lettres et hors primes.

TABLEAU C.03-12

Structure du revenu fiscal en 1979 selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage

Source : INSEE (Enquêtes sur les revenus fiscaux des ménages en 1975 et 1979)

Unité : %

Catégories socioprofessionnelles	Traitements et salaires	Bénéfices industriels et commerciaux et revenus de gérants et associés	Bénéfices non commerciaux	Bénéfices agricoles	Pensions, retraites, rentes et minimum vieillesse	Revenus mobiliers	Revenus fonciers	Revenus divers	Total revenu global
Agriculteurs exploitants	18,6	5,1	0,3	57,1	10,8	3,6	2,3	2,2	100
Salariés agricoles	90,8	1,2	0,4	1,3	5,1	0,8	0,4	0,0	100
Professions indépendantes	31,2	41,4	14,3	1,0	3,6	3,6	3,3	1,6	100
Cadres supérieurs	90,4	1,0	1,8	ε	2,7	2,6	1,3	0,2	100
Cadres moyens	94,2	1,1	0,9	ε	2,6	0,5	0,6	0,1	100
Employés	92,3	1,2	0,4	0,1	4,6	0,6	0,7	0,1	100
Ouvriers	94,5	1,4	0,2	0,2	2,9	0,3	0,4	0,1	100
Inactifs	17,4	1,6	1,3	0,8	69,8	3,9	5,0	0,2	100
Ensemble	**65,2**	**6,9**	**2,7**	**2,2**	**18,5**	**2,0**	**2,1**	**0,4**	**100**
Ensemble en 1975	*67,3*	*7,6*	*2,5*	*1,9*	*15,9*	*1,9*	*2,6*	*0,3*	*100*

TABLEAU C.03-13

Nombre de ménages en 1979 et revenus fiscaux moyens en 1975 et en 1979 selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage

Source : INSEE (enquêtes sur les revenus fiscaux des ménages en 1975 et 1979)

Catégorie socioprofessionnelle	Nombre de ménages (milliers)	Revenu fiscal moyen annuel par ménage (en francs)	
		En 1975	En 1979
Agriculteurs exploitants	859	23.470	45.967
Salariés agricoles	173	27.902	42.201
Professions indépendantes	1.520	67.080	113.491
Cadres supérieurs	1.007	98.918	142.034
Cadres moyens	2.539	57.951	85.946
Employés	2.091	40.912	62.453
Ouvriers	4.792	36.334	55.754
Inactifs	6.083	27.721	47.226
Ensemble	19.064	41.916	66.385

TABLEAU C.03-14

Répartition des ménages suivant le montant de leur revenu fiscal en 1979 et la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage

Source : INSEE (enquête sur les revenus fiscaux des ménages en 1979)

Unité : %

Tranches de revenus (en francs)	Agriculteurs exploitants	Salariés agricoles	Professions indépendantes	Cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Inactifs	Ensemble
Moins de 15.000 (y compris déficits).....	18,2	6,7	3,1	1,4	1,2	2,6	3,4	9,0	5,4
De 15.000 à moins de 25.000	18,1	19,1	4,7	0,4	1,2	4,6	5,2	18,7	9,3
De 25.000 à moins de 35.000	17,3	23,9	7,9	0,7	2,7	11,7	14,8	21,8	14,0
De 35.000 à moins de 45.000	10,5	18,6	9,2	1,6	6,3	17,8	16,9	12,9	12,6
De 45.000 à moins de 60.000	12,6	12,4	12,6	4,7	18,0	18,9	21,8	13,5	16,2
De 60.000 à moins de 80.000	10,2	7,8	16,1	11,3	21,4	19,5	20,6	10,5	15,9
De 80.000 à moins de 100.000.....	4,9	7,3	10,8	13,8	20,5	12,8	10,4	5,7	10,5
De 100.000 à moins de 150.000.....	4,8	3,8	14,5	34,0	22,9	9,7	6,3	5,8	2,9
De 150.000 à moins de 200.000.....	1,7	0,4	8,2	17,0	4,1	1,9	0,5	1,3	2,9
200.000 et plus	1,7	0,0	12,9	15,1	1,7	0,5	0,1	0,8	2,5
Total.....	100	100	100	100	100	100	100	100	100

SOURCES DE DOCUMENTATION

Salaires.

- Méthodologie :

— « Les salaires : indications rapides et observations approfondies », (*Économie et statistique,* n° 58, juillet-août 1974);

— « L'évolution individuelle des salaires en France. Nouvelle méthode d'étude. Premiers résultats » (*Collections de l'INSEE,* série M, n° 59, 1977);

— « La nouvelle chaîne d'exploitation des DAS » (*Courrier des statistiques,* n° 24, octobre 1982).

- Séries rétrospectives :

— « Les salaires en longue période » (*Économie et statistique,* n° 103, septembre 1978);

— « La dispersion et les disparités de salaires en France au cours des vingt dernières années » (*Économie et statistique,* n° 80, juillet-août 1976);

— « Les salaires de 1950 à 1975 » (*Économie et statistique,* n° 113, juillet-août 1979);

— « L'évolution du pouvoir d'achat des salaires depuis trente ans » (*Travail et emploi,* n° 9, juillet-septembre 1981);

— « Indices des traitements bruts de la fonction publique de 1970 à 1983 » (*Bulletin mensuel de statistique,* Statistiques rétrospectives, n° 6, juin 1984).

- Salaires annuels (enquêtes) :

— « Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1974 : exploitation des déclarations annuelles de salaires (DAS-2460) (*Collections de l'INSEE,* série M, n° 76, 1979);
  — « ...en 1975 », série M, n° 82, 1980;
  — « ...années 1976 à 1979 » (*Archives et Documents,* n° 107, 1984).

- Salaires annuels (actualisation) :

— « Les salaires en 1982 » (*Économie et statistique,* n° 154, avril 1983);
  — « ...en 1984 », n° 163, février 1984.

- Études sur les salaires :

Les Collections de l'INSEE :

— « Salaires par groupe de métiers et conventions collectives », série M, n° 58, 1977;

— « Structure des salaires dans l'industrie et les services en 1978 », série M, n° 90-91, 1981;

— « L'évolution individuelle des salaires 1970-1975 », série M, n° 102-103, 1983.

Archives et Documents :

— « Les bas salaires 1970-1975 », n° 25, 1981.

Économie et statistique (*) :

— « Les écarts de salaires entre hommes et femmes », n° 59, septembre 1974;

— « Les bas salaires en juillet 1974 », n° 62, décembre 1974;

— « SMIC et masse salariale », n° 100, mai 1978;

— « Où chercher les disparités de salaire ? », n° 130, février 1981;

— « Vieillissement et salaire : une optique individuelle », n° 139, décembre 1981;

— « Du salaire au niveau de vie », n° 139, décembre 1981;

— « La hiérarchie des salaires : hypothèse de modification », n° 150, décembre 1982;

— « Évolution des salaires : normes collectives et facteurs individuels », n° 150, décembre 1982;

— « Les salaires des étrangers en France », n° 70, septembre 1975;

— « Travail en équipes, travail à la chaîne », n° 73, décembre 1975;

— « Primes occasionnelles et gains annuels dans les commerces, les banques et les assurances », n° 85, janvier 1977;

— « Revenu offert, prétentions salariales et activité des femmes mariées », n° 167, juin 1984;

— « Absentéisme : le poids des facteurs collectifs », n° 164, mars 1984;

— « Conditions d'emploi et salaires de la main-d'œuvre étrangère », n° 162, janvier 1984.

(*) Articles cités par ordre chronologique de parution.

Statistiques du travail (supplément au bulletin mensuel) :

— « Les primes en 1977 », n° 98, 1982.

Courrier des statistiques :

— « L'enquête sur les conventions collectives », n° 24, octobre 1982.

- Comparaisons internationales :

— « Le point sur la dispersion des salaires dans les pays du Marché commun » *Économie et statistique,* n° 93, octobre 1977);

— « Structure des salaires 1978-1979. Principaux résultats » (*Eurostat,* volume 2, France, 1983).

- Agriculture :

Collections de statistique agricole, série « Études » *:*

— « Les salaires et la main-d'œuvre salariée dans l'agriculture en octobre 1978 », n° 190, juillet 1980;

« ...en octobre 1979 », n° 196, avril 1981;

« ...en octobre 1982 », n° 228, mai 1984.

- Fonction publique :

Les Collections de l'INSEE :

— « Les salaires des agents de l'État en 1976 », série M, n° 93, 1981;

— « ...en 1978 », série M, n° 98, 1982.

Économie et statistique :

— « Comment mesure-t-on les rémunérations dans la fonction publique ? », n° 45, mai 1973;

— « L'indice des traitements de la fonction publique : méthode de calcul », n° 85, janvier 1977;

— « Bilan rapide des réformes catégorielles dans la fonction publique », n° 99, avril 1978;

— « Les salaires des agents de l'État », n° 167, juin 1984.

Coûts de la main-d'œuvre et coûts salariaux.

— « Un indice pour mesurer le coût de la main-d'œuvre » (*Bloc-notes de l'Observatoire économique de Paris,* n° 10, octobre 1982).

Les Collections de l'INSEE :

— « Les coûts de la main-d'œuvre en 1978 : dans l'industrie, le commerce, les banques et les assurances », série M, n° 96, 1982;

— « Les coûts de la main-d'œuvre en 1981 », série M, n° 105, 1983;

Économie et statistique :

— « Le coût de la main-d'œuvre dans les commerces, les banques et les assurances en 1974 », n° 83, novembre 1976;

— « Évolution récente des coûts salariaux », n° 85, janvier 1977;

— « Le coût d'un salarié de l'industrie en 1975 », n° 95, décembre 1977;

— « Les coûts salariaux », n° 133, mai 1981;

— « Trente pour cent de charges sociales dans les coûts salariaux », n° 156, juin 1983.

- Comparaison internationale des coûts :

— « Conditions d'emploi et coût de la main-d'œuvre dans les économies européennes » (*Économie et statistique,* n° 140, janvier 1982);

— « La France en position médiane pour les coûts salariaux » (*Économie et statistique,* n° 156, juin 1983);

— « Coûts de la main-d'œuvre en 1978 », volume 1 « Résultats principaux »; volume 2 « Résultats par classe d'importance et par région », *Eurostat* (Office statistique des Communautés européennes), 1983;

— « Coûts de la main-d'œuvre en 1981 », volume 1 « Résultats principaux »; volume 2 « Résultats par classe d'importance et par région », *Eurostat,* 1984.

Revenus.

- Enquêtes sur les revenus fiscaux :

— « Les revenus des ménages en 1970 » (*Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 40, 1974);

— « Les revenus fiscaux des agriculteurs en 1975 » (*Archives et Documents,* n° 3, 1980);

— « Les revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle en 1975 » (*Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 87, 1981);

— « Les revenus fiscaux des ménages en 1979 » (*Économie et statistique,* n° 166, mai 1984).

- Études sur les revenus :

— « Les revenus fiscaux des foyers suivis de 1962 à 1968 » (*Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 53, 1976);

— « Remarques sur une étude de l'OCDE sur la répartition des revenus dans divers pays » (*Économie et statistique,* n° 84, décembre 1976);

— « Les ressources des familles de salariés de 1970 à 1976 » (*Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 67, octobre 1978);

— « Les revenus de la propriété » (*Économie et statistique,* n° 114, septembre 1979);

— « Héritages et donations immobilières » (*Économie et statistique,* n° 114, septembre 1979);

— « Le revenu des non-salariés : professions artisanales, commerciales et libérales » (*Documents du CERC,* n° 53, 1er trimestre 1980);

— « L'effet de l'impôt et des prestations familiales sur le revenu » (*Économie et statistique,* n° 139, décembre 1981);

— « Les revenus des Français : troisième rapport de synthèse » *[Documents de Centre d'études des revenus et des coûts (CERC)],* n° 58, 2e trimestre 1981);

— « Constat de l'évolution récente des revenus en France : 1980-1983 » (*Documents du CERC,* n° 71, 1984).

BIBLIOTHÈQUE INSEE

L'information économique et sociale en région

Une revue pour chaque région



Pour être régulièrement tenu au courant des différents aspects de la vie économique et sociale régionale, l'INSEE publie, sous un titre propre à chaque région, des revues d'information statistique et économique. Ces publications fournissent analyses et commentaires sur la conjoncture régionale, la démographie, les problèmes économiques et sociaux. Elles font le point sur les résultats d'études disponibles dans les Observatoires économiques régionaux.

CONSULTATION-VENTE : P 650

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

insee Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Chapitre C.04

Prestations sociales

1. Le compte de la protection sociale
2. Les différents régimes de couverture sociale en France
3. Organisation des régimes d'affiliation
4. Les différentes prestations
5. La mutualité

1. Le compte de la protection sociale

Le compte de la protection sociale - compte satellite du système de comptabilité nationale - constitue un cadre d'analyse détaillée des prestations sociales, de leur gestion et de leur financement. Articulé avec les comptes nationaux, ce compte est en outre entièrement compatible avec le « Système européen de statistiques intégrées de la protection sociale », qui fournit des données comparables pour tous les pays de la Communauté européenne.

La protection sociale recouvre tous les mécanismes de prévoyance collective permettant aux personnes de faire face à certains « risques » : maladie, invalidité, accidents du travail, maternité et famille, réadaptation professionnelle et chômage, vieillesse. En sont exclus les aides directes entre personnes ainsi que les contrats d'assurance privés. L'éducation n'a pas été retenue parce qu'elle ne résulte pas directement d'un « risque ».

Sont pris en compte ici les transferts monétaires ainsi que la fourniture de biens ou de services et non pas l'ensemble des coûts occasionnés par la survenance d'un risque. Par exemple, les prestations de maladie retracent les remboursements de frais médicaux mais laissent de côté la part de dépenses restant à la charge du malade.

La protection sociale ne se limite pas à la Sécurité sociale, qui en constitue cependant une part importante (75 % des prestations versées). Elle s'exerce également par les mutuelles (1 % des prestations), les prestations directes d'employeurs, par exemple les retraites et prestations familiales des fonctionnaires (11 %), les systèmes d'aide des administrations centrales (8 %) et l'aide sociale des collectivités locales (5 %).

Le tableau d'ensemble de la protection sociale et de son financement décrit en emplois les transferts sociaux dont bénéficie la population et le coût de fonctionnement du système. On distingue les prestations sociales, versements de prestations ou remboursement de dépenses effectuées, les prestations de services sociaux représentées par les services sociaux gratuits offerts de façon non individualisée et les prestations fiscales qui retracent certains avantages fiscaux (1).

La contrepartie des dépenses consiste en cotisations sociales et en contributions diverses provenant pour l'essentiel du budget de l'État et des collectivités locales.

Les prestations sociales sont analysées selon le risque couvert. Au titre du risque maladie figurent essentiellement les indemnités journalières (et les compléments versés par l'employeur) et le remboursement par la Sécurité sociale ou l'aide sociale des dépenses de soins de santé quel qu'en soit le bénéficiaire dès lors qu'il ne s'agit pas d'un accident du travail.

Les prestations « invalidité-infirmité » comprennent les pensions d'invalidité (hors accidents du travail), les allocations aux handicapés et le remboursement des frais de séjour dans les établissements spécialisés et les établis-

1. Actuellement ce poste ne comprend que l'avantage constitué par le système du quotient familial.

sements médico-sociaux. Les soins de santé remboursés à des invalides, même s'ils ont un caractère spécifique, sont classés en « maladie ».

Toutes les prestations relatives aux accidents du travail sont regroupées parce qu'elles découlent d'un système d'assurances particulier. On trouve sous cet intitulé à la fois des indemnités journalières, des rentes et des remboursements de soins de santé.

De la même façon, sous le risque « maternité » sont regroupées toutes les prestations relatives à la grossesse et à l'accouchement, indemnités journalières, allocations prénatales et postnatales, remboursements du forfait accouchement. Les dépenses de soins de santé supplémentaires en cas de grossesse pathologique sont classées en maladie.

Les prestations sociales à la famille recouvrent la plupart des prestations des caisses d'allocations familiales (mais les allocations aux adultes handicapés, les allocations de maternité et les allocations d'orphelin sont reclassées avec les risques auxquels elles correspondent). Aux prestations légales s'ajoutent toutes les mesures d'aide sociale en faveur des familles ainsi que les suppléments de salaire pour enfants et les avantages fiscaux liés à la famille.

Les prestations associées au risque « emploi » comprennent, outre les allocations de chômage, les préretraites, les rémunérations des demandeurs d'emploi en stage de formation et les indemnités de licenciement.

Les risques « vieillesse » n'appellent pas de remarque particulière sinon que les dépenses de maladie des personnes âgées sont classées au risque maladie mais que les pensions d'invalidité converties en pension de vieillesse sont classées en risque vieillesse. En « survie » sont retracés tous les avantages de reversion dans la mesure où ils sont bien isolés des avantages de droit direct dans les données fournies par les organismes de sécurité sociale.

La « dépense de protection sociale » est le financement collectif des dépenses de santé et d'action sociale. Elle comprend deux types de ressources : les cotisations et les contributions.

Les trois grands secteurs de l'économie que sont les administrations, les entreprises et les ménages participent à ce financement à la fois par des cotisations et des contributions. Les deux premiers secteurs prennent en charge la quasi totalité des cotisations d'employeurs, les cotisations des personnes protégées sont entièrement à la charge des ménages.

En ce qui concerne les « contributions », le partage des charges est plus complexe et il comporte nécessairement certaines conventions. Les avantages fiscaux liés au quotient familial sont mis à la charge des ménages et donc analysés comme un transfert entre ménages. En revanche, les taxes affectées sont censées être à la charge des entreprises. Les contributions des administrations publiques reprennent tous les financements assurés par le budget de l'État et des collectivités locales. On y distingue d'une part les dépenses relatives aux régimes gérés par les administrations elles-mêmes, notamment l'aide sociale et l'indemnisation des victimes de guerre, d'autre part les contributions des finances publiques aux régimes de sécurité sociale, qu'il s'agisse d'une prise en charge de certains avantages ou bien de subventions destinées à combler le déficit de certains régimes.

2. Les différents régimes de couverture sociale en France

L'organisation administrative des régimes de Sécurité sociale en France est complexe et ceci pour des raisons essentiellement historiques. C'est pourquoi il est nécessaire de rappeler les grandes étapes qui ont conduit à la généralisation de la Sécurité sociale avant de décrire, pour les principales prestations, leurs modalités d'octroi, les effectifs concernés et l'évolution sur les dix dernières années des principaux barèmes.

21. La situation en 1945

A la fin de la guerre, le système français de Sécurité sociale était constitué par un ensemble de dispositions disparates :

— le salarié ordinaire bénéficiait de dispositions concernant :
  — la responsabilité de l'employeur en cas d'accidents du travail (loi du 9 avril 1898);
  — les assurances sociales pour les risques maladie, maternité, invalidité, vieillesse (loi du 30 avril 1930);
  — les prestations familiales (loi du 11 mars 1932);

— certaines catégories particulières de salariés bénéficiaient, pour des raisons historiques, de régimes spéciaux (pour les fonctionnaires, loi du 9 juin 1853) dont la liste avait été dressée par un décret-loi du 28 octobre 1935;

— les personnes exerçant une activité professionnelle non salariée ne bénéficiaient que d'un droit aux prestations familiales.

L'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la Sécurité sociale avait prévu l'harmonisation des législations sociales déjà existantes et leur extension à des catégories nouvelles de bénéficiaires. Toutefois l'article 17 de l'ordonnance posait le principe de la survie « provisoire » des régimes spéciaux et celui de l'autonomie définitive du régime agricole (géré par la Mutualité sociale agricole). Mais la généralisation de la Sécurité sociale, définie par la loi du 22 mai 1946, ne s'est pas opérée, les décrets d'application n'ayant jamais été pris (l'obligation faite par la loi de cotiser à l'assurance vieillesse avait alors suscité des protestations de la part de certains groupes de professionnels non salariés).

22. Les principales mesures depuis 1948

L'extension de la Sécurité sociale s'est faite par la juxtaposition de mesures très ponctuelles.

Elles peuvent être classées en deux catégories :

— Amélioration de prestations existantes :

Prestations maladie :
  — dispositions relatives à la longue maladie (20 mai 1955);

Prestations familiales :
  — création de l'allocation de logement (1er septembre 1948);

Prestations vieillesse :
  — création du Fonds national de solidarité (30 juin 1956) alimenté par des ressources fiscales et destiné à servir une allocation supplémentaire aux personnes âgées n'ayant que de faibles ressources;

— création de régimes de retraite dits « complémentaires » par des conventions collectives : régime de retraites des cadres, institué par une convention collective en date du 14 mars 1947, et accord du 8 décembre 1961 qui étend le bénéfice des retraites complémentaires aux salariés non cadres;

— Extension des prestations à des catégories qui n'en bénéficiaient pas encore :

— extension de certaines prestations du régime général aux étudiants (23 septembre 1948), aux militaires de carrière (17 avril 1949), aux écrivains non salariés (21 juillet 1949), aux invalides, veuves et orphelins de guerre (29 avril 1954);

— extension aux agriculteurs exploitants de l'assurance vieillesse (loi du 10 juillet 1952 modifiée par la loi du 5 janvier 1955), de l'assurance maladie (21 janvier 1961 et de l'assurance contre les accidents du travail et maladies professionnelles (22 décembre 1966);

— extension aux non-salariés non agricoles (c'est-à-dire patrons et travailleurs indépendants des professions industrielles et commerciales, des professions artisanales et des professions libérales) de l'assurance vieillesse (17 janvier 1948) et de l'assurance maladie (loi du 12 juillet 1966);

— extension aux ministres des cultes et aux membres des congrégations et collectivités religieuses (loi n° 78-4 du 2 janvier 1978);

— reconnaissance à la personne qui vit maritalement avec un assuré social de la qualité d'ayant droit de l'assuré pour le droit aux prestations en nature des assurances maladie et maternité (art. 13 de la loi n° 78-2 du 2 janvier 1978).

On a assisté parallèlement à la multiplication et au développement des régimes de protection d'origine conventionnelle. La création et l'extension de ces régimes ont fait l'objet de divers textes réglementaires, notamment les ordonnances du 7 janvier et du 4 février 1959 qui prévoient la possibilité d'un agrément des accords, comme pour l'extension des conventions collectives. Cet agrément rend *obligatoires* les dispositions de l'accord pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application de cet accord, même s'ils n'ont pas été représentés à la conclusion de cette convention.

23. L'orientation récente

Une autre étape a consisté dans l'extension des régimes existants à des catégories *non encore couvertes* tandis que la loi n° 78-2 du 2 janvier 1978 confirmait le principe de la généralisation de la Sécurité sociale à toute personne résidant sur le territoire national.

Les possibilités de rattachement à un régime obligatoire pour la maladie-maternité ont été élargies; l'assurance-vieillesse a été étendue à toutes les professions indépendantes; l'*assurance personnelle* est devenue le régime de droit commun pour toute personne qui n'est pas affiliée à un régime obligatoire (décrets du 11 juillet 1980). Les chômeurs indemnisés et les personnes sans emploi (qui ne perçoivent pas d'allocation de chômage) sont désormais couverts, mais selon des modalités différentes, à compter de janvier 1980; les chômeurs non indemnisés sont couverts sans contrepartie de cotisation à compter de janvier 1982.

3. Organisation des régimes d'affiliation

L'actuelle répartition des salariés et des non-salariés entre les différents régimes obligatoires de protection sociale est présentée dans le tableau 7.

La distinction entre régime général et régime spécial vise davantage les organismes de gestion administrative que les spécificités existant dans les modalités d'attribution des prestations. Divers régimes conventionnels à caractère obligatoire se sont d'ailleurs constitués pour assurer, tant en matière de maladie que de retraite, une indemnisation complémentaire à celle du régime général. Parfois c'est le régime spécial qui est chargé de gérer à la fois la couverture obligatoire du risque et une couverture facultative dont l'importance résulte des choix individuels des ressortissants du régime.

En outre, et le plus souvent pour des raisons d'équilibre démographique entre cotisants et allocataires, certains régimes spéciaux ont été progressivement pris en charge par le régime général pour tout ou partie des risques, sans qu'il soit toujours possible de continuer à les identifier dans les résultats d'ensemble. C'est dire que toute description rapide rend mal compte d'une réalité complexe. Les variations de champ seront dans la mesure du possible rappelées en note de chaque tableau.

En matière de maladie et de vieillesse, le terme régime général concerne essentiellement les travailleurs salariés de l'industrie, du commerce et des services. En matière de prestations familiales, le régime général comprend, outre les salariés, la population non active (étudiants, chômeurs, retraités, veuves...) et les employeurs et travailleurs indépendants.

Le régime de sécurité sociale proprement dit comprend trois caisses nationales autonomes : la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, la Caisse nationale des allocations familiales (ordonnances du 21 août 1967).

Ces caisses sont alimentées par des cotisations versées par les employeurs et les salariés. Les cotisations étaient à l'origine perçues dans la limite d'un plafond (tableau 8); mais les problèmes croissants de financement ont conduit à un déplafonnement progressif de tout ou partie des cotisations. Seules les cotisations du régime général pour la vieillesse restent perçues dans la limite du plafond en raison de l'existence de régimes conventionnels de retraites complémentaires (pour les salariés cadres, les cotisations de ce régime s'appliquent au salaire *différentiel* compris entre le plafond de la Sécurité sociale et le plafond du régime, égal à quatre fois le plafond de sécurité sociale).

En outre et pour la couverture du risque maladie, des cotisations ont été prélevées à partir de fin 1979 à des dates et sous des modalités variables (tableau 10) sur des revenus de remplacement du salaire tels que re-

traites de base, retraites complémentaires, garantie de ressources (préretraites), allocations de chômage et allocations de formation.

La charge du recouvrement des cotisations est confiée depuis mai 1960 aux URSSAF (Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales), placées depuis 1967 sous l'autorité et le contrôle de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) qui assure la gestion de la trésorerie des caisses nationales.

Des régimes *conventionnels* rendus obligatoires par arrêté couvrent également le risques de chômage (UNEDIC) et partie du risque vieillesse (retraites complémentaires). Ces régimes perçoivent des cotisations (employeurs et salariés) qui s'ajoutent à celles perçues par les trois caisses nationales. Le montant total des cotisations retenues au salarié dans la limite d'un salaire sous plafond est présenté depuis 1973 dans le tableau 11 qui donne l'évolution du rapport du salaire brut sous plafond au salaire net.

4. Les différentes prestations

Ce sont des prestations en espèces ou en nature, à caractère social, dont bénéficient les ménages et qui, en règle générale, sont liées au versement préalable d'une cotisation.

Elles comprennent :

— les prestations d'« assurances sociales » *maladie, maternité, invalidité, décès* liées à l'état de santé du bénéficiaire (remboursement de frais pharmaceutiques et de frais d'hospitalisation, de consultations médicales, indemnités journalières, etc.);

— les *prestations familiales*, prestations liées à la situation de famille du bénéficiaire ainsi que l'assurance veuvage;

— les prestations « vieillesse » ou les « retraites », c'est-à-dire les prestations liées à la qualité d'ancien travailleur (retraites du personnel civil et militaire de l'État, retraites versées par les organismes de Sécurité sociale y compris les allocations du Fonds national de solidarité). Les pensions d'anciens combattants et victimes de guerre sont comprises dans les revenus de transferts (cf. ci-après);

— les indemnisations d'*accidents du travail* (1);

— les *prestations de chômage* liées à la perte d'un emploi salarié;

— des prestations diverses versées directement à leur personnel par certaines entreprises.

41. Les prestations d'assurance sociale

411. Les prestations « maladie »

Elles ont pour rôle de :

— compenser, dans une certaine mesure, par un revenu de remplacement, qui prend la forme de prestations en espèces, la perte de salaire subie par l'assuré empêché de travailler par la maladie (ou l'accident non professionnel);

— permettre à l'assuré de faire face aux dépenses médicales et paramédicales nécessitées par sa maladie ou celle de ses proches à sa charge (ayants droit).

Quoiqu'il s'agisse le plus souvent de remboursements, on parle cependant en ce cas de prestations en nature.

Ces prestations peuvent varier selon les régimes.

Depuis le 1er avril 1983, un *forfait journalier hospitalier* est laissé à la charge des malades hospitalisés (art. 4 à 7 de la loi du 19 janvier 1983).

Les frais pharmaceutiques, les honoraires des médecins et des auxiliaires médicaux, les frais d'hospitalisation sont remboursés dans la limite d'un *ticket modérateur* restant à la charge de l'assuré; le montant de celui-ci peut varier selon la nature du remboursement et la législation en vigueur. L'ordonnance du 21 août 1967 avait prévu un « ticket modérateur d'ordre public » résultant de l'interdiction faite aux sociétés d'assurances et aux mutuelles de couvrir l'intégralité de la participation aux frais de maladie laissée à la charge des assurés. Mais la loi du 4 janvier 1982 a abrogé cette disposition qui n'avait jamais pu être appliquée à la suite des protestations des organismes mutualistes.

Le remboursement des médicaments s'effectue à des taux variables suivant la nature du médicament et conformément à des listes dont le contenu peut être modifié.

4111. Régime général

Les *prestations en nature* prennent la forme d'un remboursement partiel, parfois total, des frais engagés par l'assuré pour son rétablissement ou le rétablissement de certains membres de sa famille (ayants droit).

Le versement de *prestations en espèces* (indemnités journalières) suppose que l'assuré social est provisoirement hors d'état de travailler. Il s'agit d'un substitut du salaire accordé pendant une durée maximum de trois ans. Elles sont fixées à la moitié du gain journalier de l'assuré, dans la limite d'un plafond. Un *délai de carence*, actuellement de trois jours, est cependant fixé pour chaque arrêt de travail, pendant lequel aucune indemnité journalière n'est versée.

La mensualisation des ouvriers, mise en œuvre en 1970 et généralisée à compter de janvier 1980, permet d'assurer, sous certaines conditions et pour une durée limitée, aux salariés du secteur privé le maintien de la totalité du salaire en cas de maladie.

4112. Régime des salariés agricoles

Les prestations sont les mêmes que celles du régime général.

4113. Régime des exploitants agricoles

(AMEXA : Assurance maladie, maternité, invalidité des exploitants agricoles)

Les prestations en nature sont les mêmes que pour les salariés du régime général. Pas de prestations en espèces.

4114. Professions indépendantes non agricoles

Les prestations servies sont uniquement des prestations en nature, c'est-à-dire des remboursements de frais exposés. La participation de l'assuré (ticket modérateur) varie selon la nature des affections et l'importance des actes effectués (cf. décrets n° 68-1009 du 19 novembre 1968 et n° 70-1282 du 23 décembre 1970).

---

1. Pour les accidents du travail, voir chapitre C.02 « Conditions de travail ».

4115. *Régimes spéciaux des salariés non agricoles*

Prestations en nature : le principe du libre choix du médecin subit quelques limitations dans certains régimes spéciaux, ces limitations étant alors compensées par la gratuité des soins.

Prestations en espèces : divers régimes spéciaux, s'inspirant directement de l'idée de garantie du salaire, continuent à verser à l'intéressé en état d'inactivité forcée son salaire ou son traitement pendant une période variable selon les régimes et les cas.

412. Les prestations « maternité »

Certains problèmes posés par l'accouchement sont très voisins de ceux posés par la maladie : problème d'un revenu de remplacement pendant la période de repos précédant et suivant l'accouchement, problème des frais médicaux et paramédicaux.

Toutefois, il n'y a pas transposition pure et simple des règles de l'assurance maladie : l'assurance maternité revêt une certaine spécificité (art. 296 et suivants du Code de la sécurité sociale).

Par ailleurs, l'assurance maternité n'a pas pour seul but de garantir une aide matérielle : elle s'inscrit dans l'ensemble des mesures axées sur la protection de la mère et de l'enfant.

4121. *Régime général et assurances sociales des salariés agricoles*

Prestations en nature : remboursement intégral (sur la base des tarifs légaux) des frais médicaux, pharmaceutiques, d'appareils et d'hospitalisation résultant de la grossesse, de l'accouchement et de ses suites.

Prestations en espèces : elles ne sont dues qu'à l'assurée qui subit une perte de salaire; elles sont égales depuis 1971 à 90 % du gain journalier de base.

4122. *Assurance maladie, maternité, invalidité des exploitants agricoles (AMEXA)*

Mêmes prestations en nature qu'aux salariés du régime général, et indemnités de remplacement en espèces, si la femme travaille sur l'exploitation agricole.

413. Les prestations « invalidité »

La notion d'invalidité correspond à une incapacité qui ne résulte pas d'un accident du travail, et qui est probablement définitive ou, en tout cas, qui se prolonge au-delà des trois ans pendant lesquels les affections de longue durée sont susceptibles de donner éventuellement lieu au versement de prestations en espèces. Cette incapacité pourrait *a priori* faire l'objet de définitions très diverses, selon, notamment, que l'on se réfère à la condition physique ou à la situation professionnelle antérieure de l'intéressé.

Les assurances sociales retiennent une conception mixte : en vertu de l'article 2 du décret du 12 septembre 1960 (se substituant à l'ancien article 304 du Code de la sécurité sociale abrogé) est considéré comme invalide l'assuré social victime « d'une réduction des deux tiers de sa capacité de travail ou de gain », c'est-à-dire « mis hors d'état de se procurer un salaire supérieur au tiers de la rémunération normale de la profession qu'il exerçait », appréciée par comparaison avec le salaire des travailleurs de la même catégorie dans la même région; l'appréciation de l'incapacité doit donc être faite en fonction du gain que l'intéressé pourra se procurer, non seulement dans sa profession antérieure, mais dans une profession quelconque.

Deux remarques :

— cette incapacité de travail doit présenter un caractère durable, c'est-à-dire une consolidation de l'état de l'intéressé;

— l'incapacité permanente qui trouve sa cause dans un accident du travail ou une maladie professionnelle fait l'objet de dispositions très différentes, beaucoup plus favorables (cf. à la rubrique accidents du travail). Il en va de même pour l'invalidité résultant d'une blessure de guerre.

La législation en matière d'invalidité est la suivante pour le régime général :

Pension d'invalidité :

— les invalides, qui malgré leur incapacité des 2/3 sont encore capables d'avoir une activité rémunérée, ont droit à une pension fixée à 30 % de leur salaire antérieur apprécié sur les dix meilleures années d'activité (maximum : 30 % du plafond);

— ceux qui sont incapables d'exercer une activité ont droit à 50 % de leur salaire (maximum : 50 % du plafond).

Autres avantages :

L'invalide peut bénéficier de plus, s'il remplit les conditions d'attribution :

— de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité;

— des prestations en nature de l'assurance maladie et de l'assurance maternité.

414. L'assurance veuvage

Elle garantit selon l'article L. 364 du Code de la sécurité sociale une allocation de veuvage à caractère temporaire aux allocataires qui satisfont à certaines conditions d'âge, de ressources et de nombre d'enfants à charge ou élevés.

A compter de janvier 1981 et sous certaines conditions d'âge et de ressources, le conjoint survivant peut recevoir pendant trois années une allocation qui est dégressive, et gérée par la Caisse d'assurance vieillesse.

415. L'assurance décès

Aux termes de l'article 360 du Code de la sécurité sociale, cette dernière branche des assurances sociales garantit aux ayants droit de l'assuré social non retraité qui décède le paiement d'une allocation : le « capital décès ».

Le capital décès est fixé à 90 fois le gain journalier de base, tel qu'il est entendu pour le calcul des indemnités journalières de maladie.

42. Les prestations familiales

L'ensemble de la population active est susceptible de bénéficier des prestations familiales qui sont attribuées aux chefs de famille, salariés ou non.

Le montant des prestations familiales ne dépend pas, sauf exception, de la nature de l'activité professionnelle des allocataires mais exclusivement de la situation de famille. Il est uniforme pour toute la France depuis le 1er janvier 1973 (auparavant des abattements étaient appliqués qui variaient selon la taille de la commune de résidence de la famille). Ce montant est déterminé en appliquant un pourcentage, variable selon la nature de l'allocation, l'âge, le rang et le nombre d'enfants à charge, à une base mensuelle de calcul. Certaines prestations, comme l'allocation de salaire unique et l'allocation de la mère au foyer, sont soumises depuis juillet 1972 à condition de ressources. Il en est de même pour l'allocation de rentrée scolaire créée par la loi du 16 juillet 1974.

La ventilation par taille de famille des bénéficiaires de prestations familiales est fournie pour l'année 1982 dans le tableau 15. Le tableau 16 présente pour l'année 1982 la ventilation, par nature d'allocations et par régime, des prestations versées aux familles.

Le tableau 17 rappelle de 1973 à 1983 le montant des prestations familiales versées pour une famille de deux enfants, suivant qu'elle perçoit ou non l'allocation de salaire unique et, à partir de 1978, le complément familial. Le nombre de familles allocataires pour ces deux types de prestation est rappelé pour les années 1972 à 1982 dans le tableau 18.

43. Les prestations vieillesse

L'assurance vieillesse, fondée sur un principe contributif, a pour objet de servir à l'assuré cessant définitivement son activité professionnelle une pension dont le montant est proportionnel au nombre d'années de cotisation.

Depuis le 1er avril 1983, la retraite est accordée au taux plein pour les salariés du régime général à l'âge de 60 ans et sous la condition de 37,5 années d'activité professionnelle (salariée et non salariée).

Le tableau 20 présente les taux de revalorisation des pensions du régime général de Sécurité sociale de 1973 à 1983. Le tableau 21 donne les coefficients de revalorisation des salaires qui sont utilisés lors de la liquidation d'une pension de retraite pour déterminer les dix meilleures années sur les salaires desquels sera calculé le taux de la pension (décret n° 72-1229 du 29 décembre 1972).

Le service de ces *pensions contributives* s'accompagne, pour les personnes ne disposant que de ressources inférieures à un certain minimum, du versement de diverses allocations non contributives, relevant d'un concept d'assistance plutôt que d'assurance.

Les *allocations non contributives* sont soumises, à la différence des pensions, à des conditions de ressources. Les principales allocations appartenant à cette catégorie sont :

— le montant minimum des avantages de base (pensions et rentes d'assurance vieillesse, pensions d'assurance invalidité, allocations de vieillesse des non-salariés, allocation aux vieux travailleurs salariés et allocation spéciale);

— l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité (FNS) destinée à compléter, si besoin est, les prestations d'invalidité ou de vieillesse déjà perçues.

Le minimum des avantages de base et l'allocation supplémentaire constituent le « minimum vieillesse » dont le montant annuel est périodiquement relevé par décret par les pouvoirs publics. Le tableau 19 donne l'évolution du minimum vieillesse de 1974 à 1984

Les *régimes complémentaires de retraites* ont été créés pour compléter les avantages de retraite prévus en faveur des salariés par la Sécurité sociale. Il en existe également pour les non-salariés.

En règle générale, ces régimes fonctionnent selon le système de la répartition, les allocations versées étant calculées en fonction du nombre de points acquis durant la période de cotisation.

Les principaux régimes complémentaires sont :

— le régime des cadres : les différentes institutions de retraite des cadres sont regroupées au sein de l'Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC);

— le régime des salariés non cadres : 40 institutions, dont certaines sont elles-mêmes des groupements de caisses, adhèrent à l'Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO). Depuis le 1er janvier 1974, cet organisme regroupe également les caisses de retraites des cadres qui cotisent sur la fraction de leur salaire égale au plafond de la Sécurité sociale. Parmi les institutions adhérentes à l'ARRCO, les deux principales sont : l'Union nationale des institutions de retraites des salariés (UNIRS) et la Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics (CNRO);

— le régime des agents non titulaires de l'État : l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales (IRCANTEC) qui n'adhère pas à l'ARRCO, est gérée par la Caisse nationale de prévoyance, qui est un département de la Caisse des dépôts et consignations.

Les tableaux 22 et 23 présentent les effectifs des principaux régimes de retraites complémentaires en 1982 ainsi que l'évolution de la valeur du point pour les mêmes régimes de 1974 à 1984.

44. Les prestations de chômage

Le mode d'indemnisation du chômage varie suivant qu'il s'agit de chômage partiel ou de chômage total. Il y a *chômage partiel* quand la durée hebdomadaire ou mensuelle de travail effectuée est inférieure à la durée légale (40 heures par semaine jusqu'en janvier 1982 inclus, 39 heures depuis) ou à la durée du travail rendue obligatoire pour toute une branche par avenant à la convention collective ayant fait l'objet d'un arrêté d'extension. Lorsque l'accord de branche ou d'entreprise stipule qu'il peut y avoir modulation saisonnière de la durée du travail, ce qui est fréquent depuis février 1982, l'appréciation se fait sur une période de douze mois entre les semaines où la durée a été supérieure à la durée légale et celles où elle a été inférieure temporairement, ce qui a pour effet de réduire l'importance du chômage partiel.

Le chômage partiel est indemnisé dans la limite d'un contingent annuel d'heures indemnisables qui, depuis 1980, peut varier selon l'activité.

L'employeur fait l'avance au salarié de l'*allocation forfaitaire d'aide publique* qui, depuis 1979, n'est plus soumise à clause de ressources et lui sera ultérieurement remboursée par l'État. Depuis l'entrée en vigueur de l'accord

national interprofessionnel du 21 février 1968, l'employeur verse en outre au salarié une *indemnisation complémentaire*, qui reste entièrement à sa charge et est égale à 50 % de la rémunération horaire diminuée du montant de l'allocation publique de chômage partiel. Toutefois, dans le cas de secteurs prioritaires dont la liste est fixée chaque année et pour prévenir d'éventuels licenciements économiques, l'État rembourse à l'employeur 80 % de l'indemnisation complémentaire (décret du 21 mars 1979).

Ce régime de double indemnisation, allocation d'aide publique versée par l'État et indemnisation complémentaire à la charge de l'employeur, est resté longtemps la règle en matière de chômage total, mais leur part respective a évolué au fur et à mesure que le nombre des chômeurs s'accroissait et que la durée moyenne du chômage s'allongeait.

Le *chômage total* est indemnisé par l'État depuis 1951, alors qu'auparavant son indemnisation relevait des seuls groupements professionnels ou des municipalités sous forme de caisses de secours. Les allocations d'aide publique étaient attribuées sur les critères des ressources familiales et du nombre de personnes à la charge du chômeur.

Un régime conventionnel a été institué par un accord du 31 décembre 1958, qui a été rendu obligatoire à partir de janvier 1968. L'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) qui fédère les ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), gère ce régime paritairement (confédérations patronales et syndicats de salariés), le financement étant assuré par une double cotisation patronale et salariale. Depuis 1979, et ce jusqu'au 31 mars 1984, l'UNEDIC assure l'ensemble de l'indemnisation du chômage total, les allocations d'aide publique étant depuis supprimées et l'État fournissant en contrepartie une contribution forfaitaire à l'équilibre financier de l'UNEDIC.

Le montant des allocations et leurs modalités d'attribution ont fréquemment varié, le principe général restant celui d'une indemnisation limitée dans le temps et fixée en référence au salaire antérieur (1). Dans un premier temps, le système d'indemnisation n'a concerné que des personnes ayant déjà travaillé et cotisé à l'UNEDIC (leur allocation dépendant de leur niveau de salaire). Par la suite, ce système a été étendu à de nouvelles catégories, également à la recherche d'un emploi, mais n'ayant pas encore cotisé (jeunes sortant du système scolaire et apprentis) ou ayant cessé depuis plusieurs années de travailler (veuves ou femmes ayant élevé leurs enfants) et qui, de ce fait, bénéficient d'allocations forfaitaires. D'autre part, l'allongement de la durée du chômage a amené à modifier progressivement les règles initiales en faveur des chômeurs arrivés en fin de droits sans avoir retrouvé de travail, et à élaborer pour eux un régime de transition jusqu'à la date à laquelle leur retraite pourrait être liquidée. Les allocations versées par l'UNEDIC procurent non seulement un revenu de remplacement (assurant la subsistance des allocataires), mais peuvent de plus permettre de suivre une formation, ou encore fournir une aide à la création d'entreprise.

1. Depuis la fin novembre 1982, la durée d'indemnisation est proportionnelle à la durée d'activité ayant précédé le chômage.

L'*allocation chômage* avait été tout d'abord fixée à 35 % du salaire de référence pendant un an (durée prolongée suivant l'âge) pour les chômeurs âgés avec un taux majoré de 40,25 % pour certaines catégories d'allocataires. Elle a été complétée pour les chômeurs victimes d'un licenciement économique par l'*allocation supplémentaire d'attente* (ASA créée par un accord du 14 octobre 1974) qui se cumulait avec l'allocation de base et, éventuellement, l'allocation d'aide publique pour représenter 90 % du salaire brut moyen des trois derniers mois d'activité. Par l'accord du 16 mars 1979, l'*allocation de base* a été portée à 42 % du salaire brut auquel s'ajoute un montant forfaitaire; un minimum de l'allocation de base est fixé, dont l'évolution est présentée dans le tableau 25. L'ASA a été remplacée à la même date par une *allocation spéciale* (non cumulable) et dont le taux devient dégressif chaque trimestre, son montant ne pouvant être inférieur à 70 % du SMIC.

En outre, depuis juillet 1980 et dans le cadre de conventions passées entre les entreprises et le Fonds national de l'emploi (FNE) institué en 1963, lorsque la situation de l'emploi dans la région ou la profession est marquée par un grave déséquilibre, les salariés licenciés entre 55 et 60 ans peuvent percevoir jusqu'à l'âge de 60 ans une allocation du FNE qui complète l'allocation *conventionnelle* versée par l'UNEDIC (décret du 22 août 1979), prenant la forme d'une préretraite.

Il existe deux dispositifs particuliers pour les chômeurs âgés de 60 à 65 ans : l'allocation de *garantie de ressources licenciement* est versée, conformément à l'accord du 27 mars 1972, jusqu'à la liquidation de leur retraite aux salariés licenciés pour motif économique; l'allocation de *garantie de ressources démission,* mise en place par une convention temporaire du 13 juin 1977 (reconduite tous les deux ans jusqu'en avril 1983), concerne les salariés de la même catégorie d'âge mais ayant démissionné.

A compter d'avril 1983, date de l'entrée en vigueur des dispositions concernant l'abaissement à 60 ans des possibilités de départ en retraite à taux plein, il ne peut plus y avoir d'entrée directe dans ces allocations. Mais il y aura encore des entrées indirectes puisque les bénéficiaires de convention FNE et de contrats de solidarité signés avant le 31 décembre 1982 y auront accès sous certaines conditions. Après s'être stabilisé, le nombre de bénéficiaires des garanties de ressources devrait donc avoir tendance à diminuer progressivement.

L'allocation conventionnelle de solidarité bénéficie enfin aux salariés âgés de plus de 55 ans dont l'entreprise a signé un contrat de solidarité et qui ont été remplacés dans leur entreprise par des travailleurs nouvellement embauchés; cette possibilité a été supprimée fin 1983.

Les modalités d'attribution des prestations chômage ont été profondément modifiées par les mesures d'économies prises en application du décret du 24 novembre 1982. Une nouvelle réforme est mise en place à compter d'avril 1984, qui distingue à nouveau l'assurance de l'assistance. Les bénéficiaires de l'assurance chômage sont indemnisés par l'UNEDIC au titre de droits acquis par cotisation. Les autres personnes à la recherche d'un emploi (jeunes, femmes,...) reçoivent au titre de la solidarité des allocations forfaitaires, et les chômeurs de longue durée ne percevant plus d'allocations d'assurance bénéficient d'une allocation de solidarité spécifique, ces diverses allocations de solidarité étant versées par l'UNEDIC mais financées par l'État.

5. La mutualité

Les sociétés mutualistes sont des groupements qui, au moyen des cotisations de leurs membres, fixées le plus souvent forfaitairement et de manière uniforme, se proposent de mener dans l'intérêt de ceux-ci et de leurs familles, des actions de prévoyance, de solidarité et d'entraide. Elles assurent le versement de prestations en cas de maladie, maternité, vieillesse, accident, décès et elles gèrent un certain nombre d'œuvres sociales. Certaines, qui groupent au moins 100 membres, sont habilitées à jouer le rôle de correspondant de la Sécurité sociale.

TABLEAU C.04-1

Comptes sociaux européens : prestations de protection sociale par fonction

Pays	Prestations (en % du total)								Total par habitant en SPA (1)		
	Maladie		Vieillesse		Famille		Chômage		Total	1975	1981
	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982			
République Fédérale d'Allemagne	29,4	27,1	29,1	29,8	7,5	6,8	4,5	6,5	100	1.240	2.730
France	25,7	24,8	34,3	33,9	10,1	9,8	8,0	8,9	100	1.000	2.390
Italie	22,7	23,2	33,6	33,9	7,5	7,2	2,7	2,7	100	760	1.680
Pays-Bas	27,8	...	27,7	...	8,8	...	8,8	...	100	1.200	2.660
Belgique.....	21,6	21,5	25,9	26,3	11,3	11,1	13,5	13,7	100	1.030	2.520
Luxembourg	23,6	23,5	32,5	30,2	7,8	7,7	0,8	2,3	100	1.100	2.650
Royaume-Uni	21,2	...	40,2	...	11,1	...	11,2	...	100	820	1.760
Irlande	34,4	31,1	26,1	25,6	8,8	9,6	10,00	11,7	100	500	1.170
Danemark	25,5	24,1	34,4	34,2	9,7	9,6	14,8	14,0	100	1.210	2.700
Europe des 9	*25,5*	*24,7*	*32,8*	*33,0*	*9,0*	*8,7*	*7,1*	*7,8*	*100*	*980*	*2.190*

(1) Le Standard de pouvoir d'achat est une unité de compte assurant entre les monnaies une parité de pouvoir d'achat (cf. chap. G.01).

TABLEAU C.04-2

Comptes sociaux européens : part relative du produit intérieur brut représentée par les dépenses de protection sociale (1)

Pays	1970	1975	1980	1981
Pays-Bas	20,8	28,1	30,5	31,7
Belgique.....	18,5	24,5	27,6	30,2
République Fédérale d'Allemagne	21,5	28,0	28,7	29,5
Danemark	19,6	25,8	28,7	29,3
France	19,2	22,9	25,9	27,2
Luxembourg	16,4	22,4	25,6	27,1
Italie	17,4	22,6	22,8	24,7
Royaume-Uni	15,9	19,5	21,4	23,5
Irlande	13,2	19,4	22,2	23,4
Europe des 9	*19,3*	*24,2*	*25,8*	*27,1*

(1) Prestations de protection sociale, frais de fonctionnement, autres dépenses courantes. — (2) Non compris Pays-Bas et Royaume-Uni.

TABLEAU C.04-3

Comptes sociaux européens

Structure des recettes de protection sociale (en % du total)

Pays	Cotisations sociales				Contributions publiques courantes		Autres recettes courantes
	D'employeur		De personne protégée				
	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981
République Fédérale d'Allemagne.....	38,3	39,6	26,0	29,6	32,5	27,4	3,2
France.....	56,0	54,2	22,6	23,2	18,5	19,6	2,9
Italie.....	56,7	54,6	13,3	15,5	27,7	27,5	2,3
Pays-Bas.....	35,4	...	32,1	...	19,9	...	12,6
Belgique	42,4	40,5	18,3	18,5	35,8	36,3	3,5
Luxembourg	34,0	33,4	22,6	23,5	34,3	33,2	9,1
Royaume-Uni.....	33,0	...	15,4	...	43,3	...	8,3
Irlande.....	24,2	23,6	11,2	12,2	63,4	62,9	1,2
Danemark.....	10,0	9,4	2,1	2,2	83,1	83,8	4,8
Europe des 9 (1).....	*42,5*	*42,6*	*21,1*	*22,5*	*31,6*	*30,0*	*4,8*

(1) Estimation pour 1982.

TABLEAU C.04-4

La protection sociale et son financement

Source : Compte satellite de la protection sociale

Unité : Million de francs

	1978	1979	1980	1981	1982
Emplois (1) :					
Prestations sociales	495.534	574.265	665.868	793.310	945.773
Prestations de services sociaux	9.177	10.819	12.876	14.924	17.029
Prestations fiscales	15.600	18.000	20.405	25.000	28.500
Frais de gestion	23.728	26.932	31.363	36.467	41.866
Autres dépenses	4.654	5.389	6.788	8.492	7.157
Total	*548.693*	*635.405*	*737.300*	*878.193*	*1.040.325*
Épargne	6.045	22.014	30.600	2.016	1.587
Ressources :					
Cotisations d'employeurs	312.089	359.696	416.208	472.865	547.573
Effectives	251.802	293.193	340.400	385.381	445.895
Fictives	60.287	66.503	75.808	87.484	101.678
Cotisations des personnes protégées	112.001	144.170	177.497	194.087	234.328
Salariés	87.427	113.308	141.819	153.067	182.870
Non-salariés	24.574	30.862	35.678	41.020	51.458
Contributions fiscales (2)	20.766	21.595	23.433	30.177	34.710
Contrepartie des prestations fiscales	15.600	18.000	20.405	25.000	28.500
Autres	5.166	3.595	3.028	5.177	6.210
Contributions diverses	101.798	122.105	137.894	166.361	206.091
Des administrations (3)	93.985	112.961	127.638	154.820	191.956
Des entreprises et des ménages	7.813	9.144	10.256	11.541	14.135
Autres recettes courantes	8.084	9.853	12.868	16.719	16.036
Total	*554.738*	*657.419*	*767.900*	*880.209*	*1.038.738*

(1) Les prestations sociales qui figurent ici comprennent les prestations versées à des ménages non résidents. Les prestations de services sociaux sont des services de protection sociale fournis gratuitement ou à prix réduit sans qu'il soit possible de les individualiser (par exemple : service de placement de l'ANPE, actions de prophylaxie de certaines maladies, médecine scolaire, etc.). Les prestations fiscales sont les réductions d'impôts au titre du quotient familial. — (2) Les contributions fiscales comprennent, outre la contrepartie des prestations fiscales, des taxes affectées à certains régimes spéciaux professionnels et jusqu'en 1978, un transfert de recettes fiscales destiné à alléger la charge de la compensation démographique. — (3) Les contributions des administrations recouvrent d'une part le financement des régimes propres aux administrations comme l'aide sociale, d'autre part l'aide apportée par l'État à certains régimes déficitaires.

TABLEAU C.04-5

Prestations sociales reçues par les ménages ventilées selon le risque couvert

Source : Compte satellite de la protection sociale

Unité : Million de francs

	1978	1979	1980	1981	1982
Santé :					
Maladie	130.238	149.795	170.661	200.066	238.023
Invalidité, infirmité	27.331	32.035	38.230	44.647	51.866
Accident du travail	19.006	21.127	23.295	26.452	29.659
Maternité - Famille :					
Maternité	9.150	10.858	13.415	16.556	18.830
Famille	63.126	72.572	84.721	96.376	117.455
Emploi (1)	29.760	37.733	46.735	70.162	90.843
Vieillesse	176.942	202.480	233.658	273.959	323.013
Survie (2)	34.300	41.208	48.064	56.055	65.931
Divers	1.626	1.662	1.330	2.326	2.501
Total reçu par les ménages résidents	**491.479**	**569.470**	**660.109**	**786.599**	**938.121**

(1) Allocations de chômage (y compris préretraite) et prise en charge par les administrations publiques du maintien du revenu lors des actions de formation professionnelle. — (2) Les prestations au titre de la survie sont en majorité des pensions de réversion.

TABLEAU C.04-6

La protection sociale selon les secteurs de financement

Source : Comptes de la protection sociale — *Unité :* Million de francs

Secteurs de financement	1977	1978	1979	1980	1981
Administrations publiques	*137.235*	*166.289*	*192.252*	*217.595*	*258.821*
Soit : En tant qu'employeurs	58.967	70.134	79.291	91.360	106.118
Gestion de régimes particuliers	50.974	61.798	71.577	74.790	87.403
Contribution aux autres régimes	27.294	34.357	41.384	51.445	65.300
Entreprises	*214.321*	*243.741*	*282.937*	*328.178*	*370.353*
Soit : En tant qu'employeurs	210.326	239.564	277.973	322.448	364.691
Autres contributions	3.995	4.177	4.964	5.730	5.662
Ménages	*122.438*	*136.564*	*172.327*	*208.717*	*229.983*
Soit : En tant qu'employeurs	2.184	2.391	2.708	3.210	3.696
En tant qu'assurés	98.385	112.001	143.844	176.360	191.837
Autres contributions	21.869	22.172	25.775	29.147	34.450
Tous secteurs de financement	**473.994**	**546.594**	**647.516**	**754.490**	**859.157**

TABLEAU C.04-7

Régimes d'affiliation par catégories sociales et types de prestations.

Au 1er juillet 1984

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Catégorie socioprofessionnelle	Régime d'affiliation (1)					
	Maladie, maternité		Accidents du travail (2)	Invalidité vieillesse	Allocations familiales	
	Prestations en espèces	Prestations en nature			Financement	Service des prestations
A. SALARIÉS ET ASSIMILÉS						
Salariés de l'industrie du commerce et des services	G	G	G	G	G	G
Agents non titulaires du secteur public	G	G	S	G	G	G
Salariés des régimes spéciaux :						
Fonctionnaires civils et ouvriers de l'État	S	G	S	S	G	G
Agents titulaires des collectivités territoriales	S	G	S	S	G	G
Militaires de carrière	S	S	S	S	G	G
Agents EDF et GDF	S	G	S	S	G	G
SNCF	S	S	S	S	G	G
RATP	S	S	S	S	G	G
Mines	S	S	S	S	G	G
Marine marchande	S	S	S	S	G	G
Clercs de notaire	S	S	G	S	G	G
Assimilés :						
Étudiants	///	G	///	///	G	G
Grands invalides, veuves et orphelins de guerre	///	G	///	///	G	G
Praticiens conventionnés	///	G	///	S	G	G
Assurés volontaires (3)	///	G	///	G	///	G
Assurance personnelle (4)	///	G	///	///	///	G
Salariés agricoles	S	S	G	S	S	S
B. NON-SALARIÉS						
Exploitants agricoles	///	S	///	S	S	S
Industriels et commerçants, artisans et professions libérales	///	S	///	S	G	G

(1) Le Code de la sécurité sociale précise que le régime *général* de la Sécurité sociale est applicable à tous les travailleurs qui ne sont pas assujettis à un régime *spécial* en vertu d'une loi ou d'un statut particulier. Par *régimes spéciaux*, il faut entendre ceux comportant réellement une organisation propre totalement indépendante de l'organisation générale de la Sécurité sociale et compétente pour l'ensemble des prestations (militaires de carrière, clercs et inscrits maritimes, mines, SNCF, Compagnie générale des eaux, Banque de France, clercs et employés de notaire, RATP, salariés agricoles. Par *régimes particuliers*, il faut entendre ceux comportant l'intervention partielle de l'organisation du régime général pour une partie des prestations : fonctionnaires de l'État, ouvriers de l'État, magistrats de l'ordre judiciaire, étudiants, EDF-GDF, théâtres nationaux, Crédit foncier, fonctionnaires des collectivités territoriales (régions, départements et communes), chemins de fer secondaires. — (2) Dans le cas des accidents du travail, S signifie que l'employeur est son propre assureur. — (3) Assurance volontaire (ordonnance du 21 août 1967). — (4) Assurance personnelle pour les personnes isolées et inactives ne pouvant bénéficier d'un régime obligatoire pour le risque maladie-maternité que ce soit à titre personnel ou en qualité d'ayant droit (loi du 2 janvier 1978 et décrets du 11 juillet 1980).

TABLEAU C.04-8

Plafond des salaires du secteur privé et taux de cotisations au régime général de Sécurité sociale

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Date d'effet	Plafond (en F par an)	Assiette des cotisations (1)	Taux des cotisations en % des salaires						
			Salariés (3)			Employeurs			
			Maladie, maternité, invalidité, décès	Assurance veuvage	Vieillesse	Maladie, maternité, invalidité, décès	Vieillesse	Allocations familiales	Total employeurs (2)
1974 : 1er janvier	27.840	A	2,50	///	3,00	10,45	7,25	9,00	26,70
		B	1,00	///	///	2,00	///	///	2,00
1975 : 1er janvier	33.000	A	2,50	///	3,00	10,45	7,25	9,00	26,70
		B	1,00	///	///	2,00	///	///	2,00
1976 : 1er janvier	37.920	A	2,50	///	3,25	10,45	7,50	9,00	26,95
		B	1,50	///	///	2,50	///	///	2,50
— : 1er octobre	37.920	A	3,00	///	3,45	10,95	7,70	9,00	27,65
		B	1,50	///	///	2,50	///	///	2,50
1977 : 1er janvier	43.320	A	3,00	///	3,45	10,95	7,70	9,00	27,65
		B	1,50	///	///	2,50	///	///	2,50
1978 : 1er janvier	48.000	A	3,00	///	3,45	10,95	7,70	9,00	27,65
		B	1,50	///	///	2,50	///	///	2,50
1979 : 1er janvier	53.640	A	1,00	///	4,70	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	3,50	///	///	4,50	///	///	4,50
— : 1er août	53.640	A	1,00	///	4,70	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	4,50	///	///	4,50	///	///	4,50
1980 : 1er janvier	60.120	A	///	///	4,70	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	5,50	///	///	4,50	///	///	4,50
1981 : 1er janvier	68.760	A	///	0,10	4,70	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	5,50	///	///	4,50	///	///	4,50
— : 1er février	68.760	A	///	0,10	4,70	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	4,50	///	///	4,50	///	///	4,50
— : 14 novembre	68.760	A	///	0,10	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	///	///	8,00	///	///	8,00
1982 : 1er janvier	79.080	A	///	///	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	8,00	///	///	8,00
— : 1er juillet	84.960	A	//	///	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	8,00	///	///	8,00
1983 : 1er janvier	88.920	A	///	///	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	8,00	///	///	8,00
— : juillet	94.440	A	///	///	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	8,00	///	///	8,00
1984 : 1er janvier	97.320	A	///	///	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	12,60	///	///	12,60
— : 1er juillet	101.880	A	///	///	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	12,60	///	///	12,60

(1) A : Partie du salaire en dessous du plafond; B : Totalité du salaire. — (2) Il s'y ajoute la cotisation accidents du travail variable selon les professions et la taille de l'établissement. — (3) Le total des cotisations payées par le salarié au régime général de Sécurité sociale est présenté ci-dessous dans le tableau 8 *bis*.

TABLEAU C.04-9

Taux de cotisation des fonctionnaires civils titulaires de l'État

Source : Journal officiel

Date d'effet	Plafond (en F par an)	Assiette des cotisations (1)	Taux des cotisations en % des salaires				
			Salariés				Employeur
			Maladie, maternité, invalidité, décès	Pension de retraite	Contribution de solidarité	Total	Maladie
1974 : 1er janvier	27.840	A	1,75	///	///	1,75	
		B	1,00	6,00	///	7,00	
1975 : 1er janvier	33.000	A	1,75	///	///	1,75	
		B	1,00	6,00	///	7,00	
1976 : 1er janvier	37.920	A	1,75	///	///	1,75	
		B	1,00	6,00	///	7,00	
— : 1er octobre	37.920	A	2,25	///	///	2,25	
		B	1,50	6,00	///	7,50	
1977 : 1er janvier	43.320	A	2,25	///	///	2,25	
		B	1,50	6,00	///	7,50	
1978 : 1er janvier	48.000	A	2,25	///	///	2,25	
		B	1,50	6,00	///	7,50	
1979 : 1er janvier	53.640	A	0,25	///	///	0,25	
		B	3,50	6,00	///	9,50	
— : 1er août	53.640	A	0,25	///	///	0,25	
		B	4,50	6,00	///	10,50	
1980 : 1er janvier	60.120	A	///	///	///	///	
		B	4,75	6,00	///	10,75	
1981 : 1er janvier	68.760	A	///	///	///	///	
		B	4,75	6,00	///	10,75	
— : 1er février	68,760	A	///	///	///	///	
		B	3,75	6,00	///	9,75	
— : 14 novembre	68.760	A	///	///	///	///	
		B	4,75	6,00	///	10,75	
1982 : 1er janvier	79.080	A	///	///	///	///	
		B	4,75	6,00	///	10,75	
— : 1er juillet	84.960	A	///	///	///	///	
		B	4,75	6,00	///	10,75	
— : 1er novembre	84.960	A	///	///	///	///	
		B	4,75	6,00	1,00	11,75	
1983 : 1er janvier	88.920	A	///	///	///	///	
		B	4,75	6,00	1,00	11,75	
— : 1er juillet	94.440	A	///	///	///	///	
		B	4,75	6,00	1,00	11,75	
1984 : 1er janvier	97.320	A	///	///	///	///	
		B	4,75	7,00	1,00	12,75	
— : 1er juillet	101.880	A	///	///	///	///	
		B	4,75	7,00	1,00	12,75	

(1) A : Partie du salaire en-dessous du plafond. — B : Totalité du salaire. — (2) En ce qui concerne les pensions de retraite, les prestations familiales, les accidents du travail, l'Etat est son propre assureur.

TABLEAU C.04-10

Taux des cotisations assurance maladie sur des revenus de remplacement du salaire : retraites, garantie de ressources, (préretraite), allocations de chômage et de formation

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Unité : %

	Retraites (1)		Garantie de ressources (préretraite) (2)	Chômage (2)
	De base	Complémentaires		
1980 1er juillet	1,00	2,00	...	...
1982 1er juin	1,00	2,00	2,00	1,00
1983 1er avril	1,00	2,00	(3) 5,50	1,00

(1) Loi du 28 décembre 1979 et décrets du 24 avril 1980 concernant les retraites de base, les retraites complémentaires et la garantie de ressources démission (qui est assimilée aux retraites complémentaires). — (2) Loi du 4 janvier 1982 et décrets du 28 mai 1982 concernant les revenus de remplacement versés en cas d'absence totale ou partielle d'emploi (y compris les indemnités pour stages de formation), les avantages de préretraite ou de cessation d'activité anticipée ou progressive, les allocations conventionnelles de solidarité. — (3) Loi du 19 janvier 1983 et décrets du 2 mai 1983 alignant le taux des avantages de préretraite sur les cotisations maladie à la charge des salariés actifs dans le régime d'assurance maladie dont relève la dernière activité du préretraité.

TABLEAU C.04-11

Rapport du salaire brut sous plafond au salaire net 1973-1984

Moyennes annuelles

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Unité : En % du salaire sous plafond

	Cotisations salariales au régime général de Sécurité sociale (1)	Cotisations salariales chômage (2)	Cotisations salariales pour retraite complémentaire (3)	Total
1973 Moyenne	6,50	0,14	1,72	8,36
1974 Moyenne	6,50	0,16	1,76	8,42
1975 Moyenne	6,50	0,42	1,76	8,68
1976 Moyenne	7,43	0,48	1,76	9,67
1977 Moyenne	7,95	0,44	1,76	10,15
1978 Moyenne	7,95	0,56	1,76	10,27
1979 Moyenne	9,62	0,78	1,76	12,16
1980 Moyenne	10,20	0,84	1,76	12,80
1981 Moyenne	9,55	0,84	1,76	12,15
1982 Moyenne	10,30	0,84	1,76	12,98
1983 Moyenne	10,30	1,52	1,84	13,66
1984 Janvier	11,30	1,72	1,84	14,86
Avril	11,30	(4) 1,92	1,84	15,06

(1) Cotisations pour les risques maladie, maternité, invalidité, décès, assurance veuvage, vieillesse. — (2) Cotisations à l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). — (3) Cotisations à l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires). — (4) Pour les salaires supérieurs au plafond de la Sécurité sociale, il s'ajoute une surcotisation égale à 0,50 % du salaire brut dans la limite du plafond du régime de retraite des cadres (convention du 24 février 1984).

TABLEAU C.04-12

Taux moyen des cotisations (salariés et employeurs) à l'AGIRC (retraite des cadres) et effectifs des cotisants

Source : Association générale des institutions de retraite des cadres

	Taux de cotisation sur le salaire différentiel (en %)			Effectifs cotisants (1) (non chômeurs)
	Art. 4 et 4 *bis* (2)	Art. 36 (2)	Total	
1982	13,85	13,26	13,81	1.974.70
1981	13,89	13,26	13,85	1.940.39
1980	14,00	13,22	13,94	1.821.63
1979	13,96	13,22	13,91	1.769.48
1978	14,10	13,17	14,03	1.724.86
1977	14,04	13,24	13,98	1.665.80
1976	14,10	13,22	13,94	1.600.91
1975	14,10	13,30	14,03	1.527.78
1974	14,34	13,18	14,24	1.467.91
1973	14,47	12,73	14,33	1.367.66
1972	13,97	12,84	13,87	1.267.37

(1) L'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres), perçoit depuis 1947 des cotisations pour retraites complémentaires sur le salaire différentiel (partie du salaire comprise entre le plafond de Sécurité sociale et le plafond de l'AGIRC égal à 4 fois le plafond de Sécurité sociale). Le taux de cotisation est choisi par l'entreprise entre un taux minimal de 8 % (2 % à la charge du salarié et 6 % à la charge de l'employeur) et un taux maximal de 16 % (4 % à la charge du salarié et 12 % à la charge de l'employeur). Le taux moyen effectivement pratiqué est indiqué dans le tableau ainsi que le nombre de cotisants actifs. Les cadres en chômage reçoivent à partir des attestations délivrées par les ASSEDIC des points gratuits de retraite, leurs effectifs ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. — (2) Dans la convention collective nationale de retraites et de prévoyance des cadres, l'article 4 concerne les ingénieurs et cadres, l'article 4 *bis*, les employés, techniciens et agents de maîtrise dont le coefficient hiérarchique est égal ou supérieur à 300, l'article 36, les collaborateurs dont le coefficient hiérarchique est au moins égal à 200.

TABLEAU C.04-13

Assurance maladie : effectifs des assurés cotisants des différents régimes

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés

Régime	Effectif des cotisants								
	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	198
A. SALARIÉS (ou ASSIMILÉS)									
Régime général et régimes rattachés :									
Régime général	13.316.300	13.532.400	13.787.100	14.013.500	14.102.200	14.204.600	14.218.800	14.326.900	14.059.70
Assurés partiels	15.500	16.300	16.100	15.900	15.900	15.300	13.700	13.700	14.00
Assurés volontaires					168.000	140.000	113.400	35.000	31.00
Assurés personnels	277.000	279.000	275.000	214.000	32.000	58.000	74.800	150.000	174.00
Adultes handicapés				100.000	161.000	206.300	238.500	250.000	276.00
Fonctionnaires civils, ouvriers de l'État, agents des collectivités territoriales	2.281.000	2.362.900	2.431.800	2.563.900	2.650.900	2.664.700	2.699.200	2.701.900	3.089.00
Agents de l'EDF-GDF	132.800	134.500	134.500	136.300	137.300	143.400	147.000	150.400	154.30
Étudiants	480.000	489.000	495.000	501.000	508.000	502.400	520.000	520.000	539.00
Praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés	125.000	133.000	137.000	146.000	153.000	162.000	173.000	176.500	178.00
Total régime général	16.627.600	16.947.100	17.276.500	17.690.600	17.928.300	18.096.700	18.198.400	18.324.400	18.515.40
Militaires de carrière	344.000	337.000	363.000	365.000	357.000	367.500	368.000	381.000	389.90
SNCF	279.000	272.000	269.000	264.000	262.000	257.000	253.000	249.000	254.00
RATP	36.000	36.000	36.500	37.100	37.500	37.400	36.200	37.000	38.40
Mines	125.000	125.000	119.500	112.800	107.000	100.300	95.900	91.800	90.80
Marine marchande	82.000	80.000	78.800	75.300	73.700	77.000	75.500	72.900	7.10
Clercs et employés de notaire	39.500	37.000	38.600	38.500	40.000	40.100	43.500	42.700	42.70
Banque de France	13.000	12.800	13.300	13.700	14.300	14.700	15.200	15.500	16.00
Compagnie générale des Eaux	2.200	2.200	2.200	2.200	2.200	2.200	2.200	2.200	2.20
Chambre de commerce de Paris	2.700	2.800	2.900	2.900	3.100	3.100	3.200	3.300	3.30
Salariés agricoles	804.000	785.000	762.000	730.600	707.300	678.300	666.000	656.400	614.70
Total salariés	*18.356.000*	*18.636.900*	*18.962.300*	*19.332.700*	*19.532.400*	*19.674.300*	*19.757.100*	*19.877.000*	*20.037.60*
B. NON SALARIÉS									
Exploitants agricoles	1.406.000	1.381.000	1.346.000	1.299.000	1.269.000	1.243.000	1.258.600	1.217.300	1.121.00
Non salariés non agricoles :									
Commerçants et industriels		689.000	670.000	662.000	654.000	650.000	640.700	641.000	631.00
Artisans		533.000	534.000	541.000	548.000	555.000	562.300	561.000	556.00
Professions libérales	1.252.000	106.000	109.000	109.000	112.000	117.000	124.300	129.000	132.00
Assurés volontaires		34.100	32.600	36.100	27.000	21.000	17.100	13.000	9.00
Total non salariés non agricoles	1.252.000	1.362.100	1.345.600	1.348.100	1.341.000	1.343.000	1.344.400	1.344.000	1.328.00
Total non salariés	*2.658.000*	*2.743.100*	*2.691.600*	*2.647.100*	*2.610.000*	*2.586.000*	*2.603.000*	*2.561.300*	*2.449.60*
Ensemble (A + B)	**21.014.000**	**21.380.000**	**21.653.900**	**21.979.800**	**22.142.400**	**22.260.300**	**22.360.100**	**22.438.300**	**22.486.60**

TABLEAU C.04-14

Prestations maladie, maternité, invalidité, décès, accidents du travail par régime en 1981

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés

Unité : Millier de francs

Régime	Maladie	Maternité	Invalidité	Décès	Accidents du travail	Total
CANAM (1)						
Exploitants agricoles	8.617.032	165.684	—	—	—	8.782.716
Salariés agricoles	12.726.773	115.789	476.542	—	—	13.319.103
Mines	7.201.181	290.397	511.567	23.805	615.679	8.642.629
SNCF	3.054.769	24.166	259.459	54.407	2.598.376	5.990.178
Militaires	4.092.053	30.772	—	43.977	26.402	4.193.204
Marins	3.132.263	87.540	—	—	—	3.219.803
RATP (coordination)	881.176	11.111	112.119	1.638	191.790	1.197.834
RATP (médical)	368.120	1.572	—	—	—	369.692
Clercs de notaire	120.621	1.456	—	—	36.268	158.344
Banque de France	262.511	39.927	20.588	1.630	—	324.656
Compagnie générale des Eaux	144.830	5.021	—	—	—	149.850
Chambre de commerce de Paris	30.603	257	—	—	—	30.860
	19.615	1.366	805	67	—	21.853
Total autres régimes	*40.651.545*	*775.058*	*1.381.079*	*124.524*	*3.468.515*	*46.400.721*
CNAMTS (2)	146.798.599	9.740.085	8.237.333	733.137	18.698.638	184.207.792
Total général	**187.450.144**	**10.515.143**	**9.618.412**	**857.661**	**22.167.153**	**230.608.513**

(1) Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles. — (2) Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

TABLEAU C.04-15

Prestations familiales : bénéficiaires des principaux régimes (1).

Source : Caisse nationale des allocations familiales et Mutualité sociale agricole

Unité : Millier

Composition des familles	Régime général	Régime minier	Régimes spéciaux (2)	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Ensemble	
						Effectif	%
Ménage sans enfant (3)	115	—	13	—	—	128	2,2
1 enfant	982	9	175	23	47	1.236	21,2
2 enfants	2.179	19	410	77	131	2.816	48,4
3 enfants	873	9	148	36	65	1.131	19,4
4 enfants	252	3	35	12	20	322	5,5
5 enfants	90	2	11	4	6	113	2,0
6 enfants et plus	63	1	6	3	2	75	1,3
dont : 2 enfants enfants et plus	3.457	34	610	132	224	4.457	76,6
Effectif au 31 décembre 1982	**4.554**	**43**	**798**	**155**	**271**	**5.821**	**100,0**
Au 31 décembre 1981	*4.487*	*47*	*893*	*159*	*294*	*5.880*	
Au 31 décembre 1980	*4.368*	*52*	*793*	*166*	*324*	*5.703*	
Au 31 décembre 1979	*4.311*	*58*	*824*	*174*	*346*	*5.713*	
Au 31 décembre 1978	*4.104*	*65*	*1.042*	*179*	*366*	*5.756*	
Au 31 décembre 1977	*3.843*	*71*	*1.035*	*180*	*381*	*5.510*	
Au 31 décembre 1976	*3.816*	*77*	*1.040*	*185*	*402*	*5.520*	
Au 31 décembre 1975	*3.815*	*84*	*1.065*	*191*	*420*	*5.575*	
Au 31 décembre 1974	*3.715*	*89*	*1.019*	*193*	*438*	*5.454*	
Au 31 décembre 1973	*3.631*	*96*	*986*	*197*	*457*	*5.367*	
Au 31 décembre 1972	*3.517*	*104*	*946*	*205*	*476*	*5.248*	

(1) Non compris les familles allocataires des départements d'outre-mer, les familles d'allocataires étrangers résidant hors de France, les bénéficiaires de l'allocation différentielle, les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés ne percevant que cette prestation. Sont également exclues les familles percevant l'aide personnalisée au logement FNH et l'allocation de logement à caractère social FNAL. — (2) Estimation concernant le champ suivant : fonctionnaires et ouvriers de l'État; agents des collectivités locales jusqu'en 1978 (rattachés au régime général à partir de 1979); agents condition des services particuliers (SNCF, RATP, EDF-GDF, etc.). — (3) Les ménages sans enfant peuvent percevoir sous condition de ressources l'allocation logement.

TABLEAU C.04-16

Prestations familiales : prestations servies (1)

Source : Caisse nationale des allocations familiales et Mutualité sociale agricole

Unité : Million de francs

Nature des dépenses	Régime général	Régime minier	Régimes spéciaux (2)	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total tous régimes
Prestations liées à la maternité	*5.109*	*35*	*774*	*181*	*171*	*6.270*
Soit :						
Allocations prénatales	1.606	9	258	54	52	1.979
Allocations postnatales	3.173	22	482	113	119	3.909
Congés de naissance et d'adoption	330	4	34	14	—	382
Prestations spécifiques	*11.588*	*72*	*502*	*405*	*857*	*13.424*
Soit :						
Allocation d'orphelin	2.003	32	301	55	75	2.466
Allocation d'éducation spéciale	492	10	90	22	32	646
Allocation adultes handicapés	8.123	16	—	285	665	9.089
Allocation de rentrée scolaire	970	14	111	43	85	1.223
Prestations suppléments de revenus	*51.763*	*605*	*7.689*	*2.108*	*3.503*	*65.668*
Soit :						
Allocations familiales	34.767	440	5.704	1.462	2.513	44.886
Complément familial	15.137	158	1.965	622	943	18.825
Allocation de salaire unique, de mère au foyer, de frais de garde et majorations	126	3	19	9	24	181
Allocation de parent isolé	1.579	3	1	9	15	1.607
Supplément de revenu familial	*154*	*1*	—	*6*	*8*	*169*
Autres dépenses de prestations	*929*	*11*	*3*	*52*	—	*995*
Soit :						
Prestations hors métropole	732	10	1	52	—	795
Allocation différentielle	57	—	—	—	—	57
Dépenses techniques	140	1	2	—	—	143
Logement	*15.264*	*34*	*788*	*479*	*610*	*17.175*
Soit :						
Allocation de logement	10.603	33	761	325	450	12.172
Prime de déménagement	221	1	27	5	1	255
Aide personnalisée au logement	4.440	—	—	149	159	4.748
Total année 1982	**84.653**	**757**	**9.756**	**3.225**	**5.141**	**103.532**
Année 1981	*65.777*	*692*	*8.144*	*2.616*	*4.320*	*81.549*
Année 1980	*54.530*	*622*	*7.183*	*2.234*	*3.827*	*68.396*
Année 1979	*45.074*	*586*	*7.657*	*1.999*	*3.488*	*58.804*
Année 1978	*39.309*	*589*	*8.280*	*1.861*	*3.275*	*53.314*
Année 1977	*32.168*	*550*	*7.028*	*1.633*	*2.890*	*44.269*
Année 1976	*27.252*	*526*	*6.334*	*1.468*	*2.545*	*38.125*
Année 1975	*24.759*	*515*	*6.081*	*1.390*	*2.423*	*35.168*
Année 1974	*21.537*	*489*	*5.864*	*1.260*	*2.240*	*31.390*
Année 1973	*19.339*	*484*	*5.254*	*1.174*	*2.094*	*28.345*
Année 1972	*16.499*	*469*	*4.522*	*1.051*	*1.834*	*24.375*

(1) Non compris le solde des prêts (prêts aux jeunes ménages, prêts pour l'amélioration de l'habitat), les prestations versés dans les DOM et l'allocation logement à caractère social (FNAL), et les majorations exceptionnelles versées sur le budget de l'État. — (2) Estimation couvrant le champ suivant : fonctionnaires et ouvriers de l'État; agents des services publics (SNCF, EDF-GDF, RATP, etc.); agents des collectivités locales jusqu'en 1978 (rattachés au régime général à partir de 1979).

TABLEAU C.04-17

Évolution du montant mensuel des prestations familiales (1) pour une famille de deux enfants

Source : Caisse nationale des allocations familiales

Unité : Franc

	Avec un enfant de moins de 2 ans (2)		Avec deux enfants entre 3 et 9 ans (3)
	Total	Dont complément familial	
1983 Janvier			
Février	1.015,36	592,00	423,36
Mars	1.047,04	//	455,04
Avril	//	//	//
Mai	//	//	//
Juin	//	//	//
Juillet	//	//	//
Août	//	//	//
Septembre	1.089,28	616,00	473,28
Octobre	//	//	//
Novembre	//	//	//
Décembre	//	//	//
Total annuel	**12.744,00**		**5.520,00**
Moyenne mensuelle	1.062,00		460,00
Moyenne mensuelle :			
1982	944,91		395,49
1981	760,73		279,06
1980 (4)	652,09		232,09
1979 (4)	576,07		204,99
1978	534,09		190,43
1977 (4)	470,10		169,34
1976	431,19		153,43
1975 (4)	393,01		140,12
1974	348,41		122,23
1973	315,60		112,63

(1) Prestations versées à terme échu, c'est-à-dire un mois *après* le date de relèvement de la base mensuelle de calcul des allocations familiales et du complément familial s'il y a lieu. — (2) Famille de 2 enfants dont un de moins de 2 ans : famille de condition modeste bénéficiant des allocations soumises à condition de ressources : allocations familiales proprement dites + indemnité compensatrice (supprimée à compter de janvier 1978) + allocation de salaire unique (versée sous condition de ressources à compter de juillet 1972 et assortie à cette date d'une majoration pour les familles dont les ressources sont inférieures à un certain plancher); l'allocation de salaire unique et sa majoration ont été supprimées (ainsi que l'allocation pour frais de garde) lors de l'instauration du complément familial à compter de janvier 1978. — (3) Famille de 2 enfants ayant entre 3 et 9 ans ne percevant pas de majorations pour âge et ne bénéficiant pas d'allocations soumises à condition de ressources : allocations familiales proprement dites + indemnité compensatrice (jusqu'en décembre 1977) et allocation de salaire unique (jusqu'en juin 1972). — (4) Aux prestations présentées ci-dessus, il convient d'ajouter, s'il y a lieu, de 1975 à 1980 l'incidence d'allocations exceptionnelles (hors allocation aux adultes handicapés et hors allocation logement) qui sont financées par le budget de l'État et ne sont pas incluses dans les statistiques de la CNAF : *septembre 1975 :* 250,00 F par enfant ayant ouvert droit à des prestations familiales en août 1975; *septembre 1977 :* 300,00 F pour majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire (soumise à condition de ressources); *septembre 1979 :* 210,20 F pour majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire; 205,00 F pour majoration exceptionnelle du complément familial (soumis à condition de ressources); *février 1980 :* 150,00 F par enfant ayant bénéficié de l'allocation de rentrée scolaire en septembre 1979; 150,00 F par enfant bénéficiant à cette date du complément familial; *septembre 1980 :* 150,00 F par enfant bénéficiant à cette date de l'allocation de rentrée scolaire.

TABLEAU C.04-18

Nombre respectif de familles bénéficiant, dans le régime général, des allocations familiales et du complément familial (1)

Source : Caisse nationale des allocations familiales

Au 31 décembre de chaque année	Familles percevant des allocations familiales	Complément familial (2)	Allocation de salaire unique (3)	
				Dont à taux majoré
1982	3.457.317	2.245.979		
1981	3.415.703	2.182.993		
1980	3.353.772	2.545.630		
1979	3.270.250	2.687.063		
1978	3.094.515	2.709.190		
1977	3.031.931		2.175.442	850.352
1976	2.999.087		2.312.603	887.164
1975	2.990.507		2.454.240	916.665
1974	2.952.653		2.514.940	893.841
1973	2.906.581		2.581.295	827.475
1972	2.849.138		2.631.891	761.410

(1) Salariés + population non active + employeurs et travailleurs indépendants en métropole. L'intégration progressive des agents des collectivités locales entre 1979 et 1980 est incluse dans ces chiffres qui ne sont pas toujours rigoureusement comparables d'une année sur l'autre. — (2) Complément familial à compter de janvier 1978 : versé au taux plein ou comme allocation différentielle, y compris les allocataires au titre du maintien des droits (allocation de salaire unique, allocation de la mère au foyer avec et sans majoration et allocation pour frais de garde). — (3) Allocation de salaire unique (salariés) et allocation de la mère au foyer (non salariés) versées à compter de juillet 1972 sous condition de ressources et assorties à cette même date d'une majoration soumise à des conditions de ressources, d'âge et de nombre d'enfants plus strictes.

TABLEAU C.04-19

Pension minimum de vieillesse

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Unité : Fran

Date d'effet		Taux annuels				Plafond des ressources annuelles	
		Pension minimum (1) [AVTS]	Allocation supplémentaire (FNS)	Total		Personne seule	Ménage
				Personne seule	Ménage		
1974	1er janvier	2.450	2.750	5.200	10.400	6.400	10.40
1975	1er janvier	3.250	3.550	6.800	13.600	7.700	13.60
	1er avril	3.500	3.800	7.300	14.600	8.200	14.60
1976	1er janvier	3.750	4.300	8.050	16.100	8.950	16.10
	1er juillet	4.000	4.500	8.500	17.000	9.400	17.00
1977	1er janvier	4.300	4.700	9.000	18.000	9.900	18.00
	1er juillet	4.750	5.250	10.000	20.000	10.900	20.00
	1er décembre	5.250	5.750	11.000	22.000	11.900	22.00
1978	1er juillet	5.800	6.200	12.000	24.000	12.900	24.00
1979	1er janvier	6.400	6.500	12.900	25.800	13.800	25.80
	1er juillet	7.000	6.800	13.800	27.600	14.700	27.60
	1er décembre	7.400	7.200	14.600	29.200	15.500	29.20
1980	1er juin	7.900	7.700	15.600		16.500	31.00
1981	1er janvier	8.500	8.500	17.000	34.000	17.900	34.00
	1er juillet	9.400	11.000	20.400	40.800	21.300	40.80
1982	1er janvier	10.100	13.900	24.000	44.400	24.900	44.40
	1er juillet	10.900	14.600	25.500	47.200	26.400	47.20
1983	1er janvier	11.300	15.200	26.500	49.000	27.400	49.00
	1er juillet	11.750	15.810	27.560	50.470	28.460	50.47
1984	1er janvier	11.960	16.090	28.050	51.380	28.950	51.38
	1er juillet	12.220	16.640	28.660	52.300	29.560	52.30

NB — AVTS = allocation aux vieux travailleurs salariés; FNS = Fonds national de solidarité. — (1) La pension minimum de vieillesse ou d'invalidité, la pension minimum allouée au conjoint survivant, l'allocation aux vieux travailleurs salariés qui n'ont pu bénéficier de la Sécurité sociale sont majorées de 10 % si l'allocataire a élevé au moins trois enfants. Si le pensionné a un conjoint de plus de 65 ans à charge, celui-ci reçoit également une pension minimum et l'allocation supplémentaire, s'il y a lieu, puisque cette dernière est soumise à une clause de ressources. Depuis juillet 1974, le conjoint à charge de moins de 65 ans ne perçoit plus de majoration forfaitaire (50 F jusqu'à cette date). Depuis janvier 1982, le minimum vieillesse versé pour un ménage n'est plus le double de celui d'une personne seule.

TABLEAU C.04-20

Revalorisation des pensions d'invalidité et des pensions de vieillesse

(salariés du régime général et du régime agricole)

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Date d'effet		Coefficient de revalorisation
1974	Janvier	1.0
	Juillet	1.0
1975	Janvier	1.0
	Juillet	1.0
1976	Janvier	1.0
	Juillet	1.0
1977	Janvier	1.0
	Juillet	1.0
1978	Janvier	1.0
1979	Janvier	1.0
	Juillet	1.0
1980	Janvier	1.0
	Juillet	1.0
1981	Janvier	1.0
	Juillet	1.0
1982	Janvier	1.0
	Juillet	1.0
1983	Janvier	1.0
	Juillet	1.0
1984	Janvier	1.0
	Juillet	1.0

(1) Coefficient de revalorisation pour les *pensions* déjà liquidées fixé chaque année par arrêté avec effet du 1er avril jusqu'en 1973, et des 1er janvier et 1er juillet chaque année à compter de 1974. La revalorisation correspondante des *rentes* d'accidents du travail prend effet un mois auparavant.

Ce coefficient était établi d'après le rapport du salaire moyen des assurés pour l'année écoulée et l'année considérée, tel qu'il résulte de la masse des cotisations encaissées et de l'effectif des assurés (art. 344 du Code de sécurité sociale). Dans le souci de rompre l'indexation sur les salaires, les coefficients de revalorisation ont été fixés forfaitairement en janvier et juillet 1983 à 4 % et en janvier et juillet 1984 à 1,8 % et 2,2 %.

N.B. — Les assurés titulaires d'une pension de vieillesse au taux plein prennent effet à compter du 1er avril 1983 peuvent prétendre au nouveau *minimum de pension contributives* institué par la loi du 31 mai 1983 et le décret du 30 août 1983 et fixé à 26.400 F par an au 1er avril 1983, soit 2.200 F par mois. Il est attribué sans condition de ressources et revalorisé aux mêmes dates et selon les mêmes taux que les pensions de vieillesse du régime général de la Sécurité sociale.

TABLEAU C.04-21

Coefficients de majoration des salaires servant de base au calcul des pensions de vieillesse liquidées à partir du 1er juillet 1984

Salariés du régime général et salariés agricoles

Source : Journal officiel

Années	Coefficient par lequel est multiplié le salaire des cotisations versées	Années	Coefficient par lequel est multiplié le salaire des cotisations versées	Années	Coefficient par lequel est multiplié le salaire des cotisations versées
1930	1.203,2	1949	46,772	1968	5,897
1931	1.203,2	1950	41,048	1969	5,123
1932	1.203,2	1951	29,127	1970	4,649
1933	1.203,2	1952	24,302	1971	4,170
1934	1.203,2	1953	23,964	1972	3,759
1935	1.203,2	1954	22,467	1973	3,469
1936	1.203,2	1955	20,569	1974	3,061
1937	1.081,4	1956	18,428	1975	2,580
1938	865,56	1957	17,127	1976	2,195
1939	785,17	1958	15,063	1977	1,894
1940	720,68	1959	13,633	1978	1,704
1941	720,68	1960	12,701	1979	1,553
1942	480,72	1961	11,006	1980	1,371
1943	308,87	1962	9,473	1981	1,209
1944	308,87	1963	8,484	1982	1,082
1945	249,00	1964	7,647	1983	1,022
1946	123,61	1965	7,151	1984	1,000
1947	101,75	1966	6,757		
1948	79,258	1967	6,399		

N.B. — Pour la détermination du salaire annuel moyen servant de base au calcul des pensions de vieillesse et d'invalidité de Sécurité sociale dont l'entrée en jouissance est postérieure au 1er juillet 1984, il est appliqué aux salaires résultant des cotisations versées les coefficients de majoration ci-dessus résultant de l'arrêté du 17 janvier 1984. Ces coefficients sont modifiés chaque année par arrêté publié au *Journal officiel*. On détermine ainsi les dix meilleures années de salaire et la pension est fixée en pourcentage du salaire moyen de ces dix meilleures années (50 % pour 150 trimestres de cotisation, soit 37,5 ans, dans la limite du plafond de la Sécurité sociale).

TABLEAU C.04-22

Retraites complémentaires des salariés : effectifs des cotisants et des allocataires

Au 31 décembre 1982

Sources : AGIRC, ARRCO, IRCANTEC

Caisses	Cotisants	Allocataires	
		Assurés	Conjoints et orphelins
Caisses AGIRC (1)	1.963.776	383.600	248.100
Caisses ARRCO (2)	14.367.083	3.659.509	1.453.635
Caisse IRCANTEC (3)	1.700.000	436.580	89.420

(1) AGIRC : Association générale des institutions de retraites des cadres. — (2) ARRCO : Association des régimes de retraites complémentaires. — (3) IRCANTEC : Institution de retraites complémentaires des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales.

TABLEAU C.04-23

Retraites complémentaires des salariés : valeur du point

Sources : AGIRC, UNIRS, IRCANTEC (Caisse des dépôts et consignations)

Unité : Franc

Date d'effet	Cadres (AGIRC)	Non-cadres (UNIRS)	IRCANTEC (2)
1974 Moyenne annuelle	0,6475	(1) 0,5720	0,559
1975 Moyenne annuelle	0,7380	(1) 0,6360	0,635
1976 Moyenne annuelle	0,8300	0,7380	0,732
1977 Moyenne annuelle	0,8970	0,8250	0,816
1978 Moyenne annuelle	0,9762	0,9740	0,893
1979 Moyenne annuelle	1,0670	1,0100	0,994
1980 Moyenne annuelle	1,1880	1,1640	1,121
1981 Moyenne annuelle	1,3450	1,3480	1,263
1982 Moyenne annuelle	1,4950	1,5180	1,454
1983 Moyenne annuelle	1,5700	1,5960	1,566
1er janvier	1,6600	1,6600	1,646
1er juillet	1,6150	1,6280	1,606
1984 Moyenne annuelle	1,7200	1,7200	1,701
1er janvier	1,7360	1,7880	...
1er juillet			

(1) Moyennes annuelles incorporant les fractions du versement exceptionnel de 0,044 F par point payé le 1er juillet 1975 et afférentes aux exercices 1974 et 1975 de l'UNIRS. — (2) Avant janvier 1971, il existait pour la fonction publique deux régimes distincts IPACTE pour les cadres non titulaires et IGRANTE pour les personnels non titulaires non cadres.

TABLEAU C.04-24

Chômage : allocataires par qualification professionnelle et nature des prestations (1)

Situation au 31 décembre 1983

Source : UNEDIC

Qualification professionnelle	Allocations de base	Allocations spéciales	Allocations de fin de droits	Garantie de ressources			Allocations conventionnelles		Ensemble
				Licenciement	Démission	Économique	du FNE	de solidarité	
Manœuvre	43.896	5.398	18.364	8.018	7.762	9	1.990	4.554	89.9
Ouvrier spécialisé	109.505	18.231	44.075	31.183	28.414	38	14.022	21.020	266.4
Ouvrier qualifié	169.094	41.141	51.210	58.703	58.592	74	28.905	45.851	453.5
Employé non qualifié	128.978	14.283	46.893	27.247	35.450	33	7.249	22.406	282.5
Employé qualifié	108.703	18.643	31.904	30.168	46.134	41	13.422	38.174	287.1
Maîtrise, technicien	34.972	6.862	6.569	25.954	29.717	20	12.657	26.840	143.5
Cadre technique	7.108	1.395	1.090	8.839	10.693	9	3.079	8.086	40.2
Cadre administratif	8.897	1.735	1.457	9.749	13.359	11	2.379	10.616	48.2
Qualification indéterminée	950	104	147	992	866	2	329	919	4.3
Total au dernier jour du mois de décembre 1983 (2)	**612.103**	**107.792**	**201.709**	**200.853**	**230.987**	**237**	**84.032**	**178.466**	**1.616.1**
Décembre 1982	729.480	137.942	167.052	195.734	193.230	1.023	50.253	52.324	1.527.0
Décembre 1981	687.397	181.965	126.656	157.856	145.949	1.637	24.209	...	1.325.6
Décembre 1980	551.447	131.040	102.084	116.683	95.538	1.346	...	...	998.1

(1) Les allocations versées sont les suivantes : *Allocation de base :* cette allocation concerne les chômeurs qui ont une référence de travail et ont perdu involontairement un emploi salarié. Au 1er octobre 1983, le montant est de 37,80 F par jour, plus 42 % du salaire de référence, avec un minimum de 100,10 F par jour; *Allocation spéciale :* les bénéficiaires de l'allocation spéciale sont des salariés licenciés pour cause économique âgés de moins de 60 ans. Le montant de l'allocation est en octobre 1983 de 37,80 F par jour, plus une part proportionnelle au salaire antérieur et dégressive de trimestre en trimestre (de 65 à 50 % du salaire jusqu'en fin 1982; à compter de janvier 1983 de 65 % du salaire le 1er trimestre, 60 % le 2e trimestre). Sa durée ne peut, depuis fin 1982, être supérieure à six mois; au-delà, l'allocation de base est servie; *Allocations forfaitaires :* ces allocations bénéficient à des chômeurs qui n'ont pas de référence de travail antérieur. A compter de janvier 1983, les allocations forfaitaires sont calculées par rapport au SMIC : 1,67 fois pour les jeunes, 3,33 fois pour les femmes seules chefs de famille, 2,22 fois pour les autres bénéficiaires d'allocations forfaitaires; *Allocation de fin de droits :* lorsque les droits en allocation de base ou en allocation spéciale sont épuisés, les allocataires bénéficient, à défaut de prolongation de l'allocation de base, de l'allocation de fin de droits, soit 37,80 F par jour au 1er octobre 1983. Cette allocation est doublée à partir du 1er janvier 1983 pour les allocataires de plus de 55 ans; *Garantie de ressources :* les bénéficiaires de la garantie de ressources ne sont pas demandeurs d'emploi. Trois types d'allocations sont repris sous ce titre pour les allocataires de 60 à 65 ans pris en charge avant le 1er avril 1983 : garantie de ressources « Licenciement », garantie de ressources « Démission », garantie de ressources « Économique » : elle concerne les allocataires qui ont été indemnisés à l'allocation spéciale avant 60 ans et qui ne remplissent pas toutes les conditions pour bénéficier de la garantie de ressources licenciement (durée maximale : une année). L'entrée en vigueur, le 1er avril 1983, de la retraite à 60 ans fait qu'il n'y aura plus de nouveaux bénéficiaires en garantie de ressources démission et que les effectifs actuels vont diminuer progressivement au fur et à mesure que les bénéficiaires actuels atteindront 65 ans. *Allocation conventionnelle du Fonds national de l'emploi :* elle concerne les allocataires qui relèvent du décret n° 79-705 du 22 août 1979 (accord UNEDIC du 13 juin 1980, arrêté du 11 août 1980). Fin décembre 1983, on compte 84.032 bénéficiaires, dont les salariés de la sidérurgie, du textile et des travaux publics; *Allocation conventionnelle de solidarité :* elle concerne à partir de janvier 1982 des bénéficiaires âgés de plus de 55 ans dont l'entreprise a signé un contrat de solidarité et qui ont été remplacés dans leur entreprise par des travailleurs nouvellement embauchés. Fin décembre 1983, les bénéficiaires de l'allocation conventionnelle de solidarité étaient au nombre de 178.466. — (2) Non compris 137.805 bénéficiaires d'allocations forfaitaires (jeunes diplômés, soutiens de famille, sorties du service national, anciens détenus, femmes, apprentis, contrats emploi-formation, etc.) et non compris les bénéficiaires d'indemnités de formation (18.948 en décembre 1983).

TABLEAU C.04-25

Chômage : montant des allocations journalières de chômage total de 1973 à 1983

Moyennes annuelles

Sources : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, UNEDIC

Unité : francs

	Allocation d'aide publique (1)	Allocation de base	Taux minimum UNEDIC
1973	8,85		11,5
1974	10,00		13,3
1975	12,00		19,1
1976	13,50		22,6
1977	15,00		26,0
1978	16,25		29,8
1979 (2)	///		
1980		61,50	
1981		72,82	
1982		85,21	
1983 (3)		95,25	
1984 (4)		100,10	

(1) Pendant les trois premiers mois de chômage. — (2) Une réforme de l'indemnisation de chômage est intervenue à compter de juillet 1979, une allocation de base minimale se substituant à l'allocation légale d'aide publique et à l'allocation minimale versée par l'UNEDIC. — (3) Le décret du 24 novembre 1982 a sensiblement modifié les conditions d'attribution des allocations de chômage. — (4) Une réforme est intervenue au 1er avril 1984 séparant nettement l'indemnisation des chômeurs ayant déjà cotisé à l'UNEDIC et percevant à ce titre un pourcentage de leur salaire antérieur (l'indemnisation minimale journalière étant celle figurant dans le tableau ci-dessus) et l'attribution à des demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé antérieurement (jeunes, femmes...) d'indemnités forfaitaires dites d'insertion.

TABLEAU C.04-26

Indemnisation du chômage partiel

Moyennes annuelles

Sources : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, UNEDIC

	Nombre annuel d'heures indemnisables	Allocation publique (1)	Allocation complémentaire conventionnelle (2)	Plancher garanti (9)	Nombre total annuel de journées indemnisées
	Heures	F/h	F/h	F/h	En milliers
1973 Moyenne	(3) 280	1,51675	2,19	///	824,8
1974 Moyenne	320	1,75	2,85	///	3.915,6
1975 Moyenne	470	(4) 2,33	(8) 50 %	7,00	14.941,9
1976 Moyenne	400	(5) 3,00-3,50 4,50	»	7,79	6.998,4
1977 Moyenne	»	»	»	8,63	10.147,4
1978 Moyenne	»	(6) 3,50-4,00 5,00	»	10,00	8.525,1
1979 Moyenne	»	4,380	(11) »	11,16	5.067,9
1980 Moyenne	»	5,621	»	12,70	(7) 10.140,8
1981 Moyenne	(10) 600	6,332	»	14,71	17.412,0
1982 Moyenne	»	7,179	»	17,66	12.237,4
1983 Moyenne	»	8,026	»	19,45	14.567,8
1984 Avril	»	...	»	...	...

(1) Allocation publique : versée pour l'ensemble de la France à un taux uniforme jusqu'au 27 juillet 1975, puis, jusqu'à fin juin 1979, à un taux progressif, suivant la durée du chômage partiel; enfin, depuis juillet 1979, à un taux égal à 70 % du minimum garanti au 1er juillet de chaque année. — (2) Allocation complémentaire en application de l'accord national interprofessionnel du 21 février 1968 s'appliquant aux entreprises relevant d'une branche d'activité appartenant au CNPF. Elle est versée à un taux uniforme jusqu'au 27 juillet 1975, puis à un taux tel que s'ajoutant, s'il y a lieu, à l'allocation publique, il soit égal à 50 % de la rémunération horaire. Un plancher minimum est fixé par avenant à l'accord paritaire et étendu par arrêté. — (3) Contingent annuel de 280 heures en janvier 1973, porté en juin à 320 heures pour l'année 1973. — (4) L'allocation publique varie à compter du 28 juillet 1975 entre 2,50 F et 4,50 F selon la tranche de durée (2,50 F pour les 80 premières heures de chômage partiel — 3,50 F de 81 à 160 heures — 4,50 F de 161 à 470 heures). La moyenne annuelle a été établie pour l'année 1975 en retenant le taux d'indemnisation de la première tranche. Les dates de modification du taux d'indemnisation se réfèrent au calendrier des quatorzaines établi par l'UNEDIC (et non au 1er jour du mois). — (5) A compter du 4 mars 1976. — (6) A compter du 1er mars 1978. — (7) Nouvelle série à compter d'avril 1980. — (8) Y compris l'allocation publique, soumise à clause de ressources jusqu'en juillet 1979, et dont le taux a varié de 1975 à 1979 selon le nombre d'heures de chômage partiel. — (9) Plancher garanti : allocation publique + allocation complémentaire. — (10) Contingent annuel de 400 heures porté à 600 heures à compter de juillet 1981. — (11) A compter de mars 1979, l'État prend en charge, à hauteur de 80 %, les indemnités complémentaires de chômage partiel versées par les entreprises en application d'un accord dûment agréé (dans la limite d'une indemnisation de 70 % de la rémunération horaire brute), lorsque le chômage partiel permet d'éviter des licenciements.

TABLEAU C.04-27

Mutualité

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Nombre de sociétés mutualistes	9.217	8.932	8.635	8.348	8.013	/.840	7.673	7.513	7.321	7.283	7.172
Prestations servies (en millions de F).....	2.069	2.549	2.795	3.268	4.120	4.657	5.163	6.315	7.346	8.446	10.019

SOURCES DE DOCUMENTATION

Publications statistiques périodiques :

— *Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale,* secrétariat d'État chargé de la *Santé,* 14, avenue Duquesne, 75700 Paris;

— *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales,* 1981 (rétrospectif 1970-1980);

— *Santé-Sécurité sociale, statistiques et commentaires* (bimestriel), diffusé par La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07;

— Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés : *Statistiques des régimes d'assurance maladie*; résultats de l'année 1981 (annuel);

— Caisse nationale des Allocations familiales : *Statistiques, résultats généraux* (annuel).
CNAF : 23, rue Daviel, 75634 Paris Cedex 13. Tél. : 581.12.67.

— Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés : *Statistiques 1981* (annuel).

— Union des caisses centrales de la Mutualité agricole : *La Mutualité sociale agricole, statistiques* (annuel).
Caisses centrales de mutualité sociale agricole : 8-10, rue d'Astorg, 75008 Paris. Tél. : 296.77.77;

— Association générale des institutions de retraites des cadres : *Bulletin d'information* (trimestriel).
AGIRC : 4, rue Leroux, 75116 Paris. Tél. : 501.53.20;

— Association des régimes de retraites complémentaires : *Bulletin d'information* (trimestriel). Rapport d'activité (annuel).
ARRCO : 44, boulevard de la Bastille, 75012 Paris. Tél. : 346.13.20.
Principal régime : Union nationale des institutions de retraite des salariés. UNIRS : 16, place du Général-Catroux, 75017 Paris Tél. : 766.04.46;

— Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce : *Bulletin de liaison* (mensuel), juin 1978 (numéro spécial). « L'indemnisation et le financement du chômage total dans les neuf pays de la Communauté économique européenne ».
UNEDIC : 77, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : 296.16.51.

Articles et rapports :

— « Les comptes de la protection sociale, méthodes et séries 1959-1978 ». *Les Collections de l'INSEE*, série C, n° 82, 1979;

— « Le compte satellite de la protection sociale ». *Economie et statistique,* n° 122, juin 1980;

— « Les comptes de la protection sociale, séries 1977-1981 », *Archives et documents,* n° 62, décembre 1982;

— « L'aide à la famille en 1977 : prestations familiales et réduction d'impôt », *Économie et statistique*, n° 104, octobre 1978;

— « Les effets du complément familial », *Économie et statistique*, n° 116, novembre 1979;

— « Dix ans d'aide à la famille », *Économie et statistique*, n° 125, septembre 1980;

— « L'effet troisième enfant », *Économie et statistique*, n° 138, novembre 1981;

— « La sécurité sociale et la politique familiale en question », *Droit social*, janvier 1981, numéro spécial;

— « L'indemnisation du chômage en France et à l'étranger », *Documents du CERC*, n° 62, 1982;

— « Les revenus des personnes âgées » (les retraites et leur législation), *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 52, 1976;

— « Réflexions sur l'aménagement de l'âge de la retraite », *Bulletin d'information* ARRCO, n° 61, octobre 1981;

— « Abaissement de l'âge de la retraite », *Bulletin d'information* ARRCO, n° 67, avril 1983;

— « Les retraités et leurs ressources », CREDOC, septembre 1983, 149 p.:

— « Comparaison des régimes de sécurité sociale (II); les régimes de retraite », *Documents du CERC*, n° 68, 1983;

— « L'inégalité sociale devant la mort », *Économie et statistique*, n° 162, janvier 1984;

— « Trois dimensions de la vie des personnes âgées », *Économie et statistique,* n° 158, septembre 1983.

D

Consommation et conditions de vie

Consommation et conditions de vie

D

Chapitre D. 01

Consommation et modes de vie des ménages

1. Consommation des ménages en comptabilité nationale

2. Quantités consommées

3. Données d'enquêtes auprès des ménages

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution qui composent ce chapitre sont de trois types :

— dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux;

— estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs ou biens durables;

— données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

1. Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans les tableaux 1 et 2 sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le système élargi de comptabilité — SECN — base 1970) : leur addition forme exactement le total « consommation des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu des ménages (1). Ces tableaux analysent, avec un certain détail, la structure de la consommation des ménages et son évolution récente.

Dans les tableaux 1, les biens et services consommés sont répartis en sous-groupes de produits issus des 4 principaux groupes : produits alimentaires, énergie, produits industriels et services.

Dans les tableaux 2 est donnée une autre ventilation de la consommation, dite par durabilité : biens durables, biens semi-durables, biens non durables et services.

11. Définitions

La consommation finale des ménages représente la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction des besoins domestiques de ces ménages. Elle ne comprend pas la consommation des entrepreneurs individuels liée à leur activité, qui est une consommation intermédiaire.

111. Les unités institutionnelles du secteur ménages

Le secteur ménages regroupe les unités institutionnelles dont la fonction principale est la consommation finale et éventuellement la production si celle-ci est organisée dans le cadre d'une entreprise individuelle.

1. Voir le chapitre « Comptabilité nationale » du présent annuaire, et aussi le « Rapport sur les comptes de la nation » dont la référence figure en sources de documentation.

Le secteur ménages se décompose en deux groupes principaux d'unités institutionnelles : les *ménages ordinaires* (1) et la *population des institutions.* Les recensements de population permettent de connaître les effectifs de ces groupes. Ces effectifs étaient les suivants au recensement de 1982 :

Unité : millier

Population des ménages ordinaires....	53 031	97,6 %
Population des institutions.....	1 304	2,4 %
Population totale	**54 335**	**100,0 %**

La population des ménages ordinaires comprend celle des résidences principales avant réintégration, les malades recensés avec les ménages et la population comptée à part réintégrable (2). La population des institutions comprend la population comptée à part non réintégrable, les sans-domicile fixe, et les ménages collectifs.

112. La consommation finale du tableau Entrées-Sorties et la consommation finale du compte d'utilisation du revenu

Dans le système élargi de comptabilité nationale, on rencontre fréquemment 2 types de consommation : la consommation sur le territoire et la consommation des résidents (consommation finale nationale).

La consommation sur le territoire se compose de la consommation finale des ménages résidents sur le territoire économique et de celle des non-résidents sur le territoire économique, la consommation des non-résidents étant principalement constituée par la consommation des touristes étrangers en France. La consommation sur le territoire est celle qui apparaît dans le tableau Entrées-Sorties. Comme elle est établie à partir d'équilibres ressources-emplois, on en connaît la ventilation par produit.

La consommation finale nationale (des résidents) est constituée par la consommation des résidents sur le territoire économique et dans le reste du monde. C'est elle qui apparaît dans le compte d'utilisation du revenu. On n'effectue pas la ventilation par produits faute d'informations fines sur les consommations des non-résidents en France et des résidents français dans le reste du monde.

Cette consommation est liée au revenu disponible par l'égalité suivante :

Revenu disponible = consommation des résidents + épargne.

L'avantage de cette définition est que l'épargne qui en résulte correspond à un groupe homogène, les ménages résidents, alors qu'une épargne liée à une consommation territoriale correspondrait à un groupe moins homogène. Ce traitement, s'il est logique, n'en est pas moins malcommode en raison du fait que la consommation qui apparaît dans le tableau Entrées-Sorties n'est pas celle qui apparaît dans le compte d'utilisation du revenu.

La consommation sur le territoire est égale au total de la consommation des résidents sur le territoire et de la consommation des non-résidents sur le territoire.

La consommation des résidents est égale au total de la consommation des résidents sur le territoire et de celle des résidents dans le reste du monde.

On peut schématiser comme suit ces égalités :

Lieu de consommation	Territoire économique	Type de ménage : Consommation finale des résidents sur le territoire	Type de ménage : + Consommation finale des non-résidents sur le territoire	= Consommation sur le territoire [TES] (1)
	Reste du monde	+ Consommation finale des résidents dans le reste du monde	–	–
		= Consommation finale des résidents [TEE] (2)	–	–

(1) TES : Tableau Entrées-Sorties.
(2) Tableau économique d'ensemble.

On voit que pour passer de la consommation sur le territoire, retracée dans le tableau Entrées-Sorties, à la consommation finale nationale des résidents, il faut lui retrancher la consommation finale des non-résidents sur le territoire et lui ajouter la consommation finale des résidents dans le reste du monde.

1. Sur la définition des ménages ordinaires, cf. chapitre B-01 « État de la population », paragraphe 4.
2. Sur la définition de la population réintégrable, cf. chapitre B-01 « État de la population », paragraphe 4.

113. Consommation marchande et consommation non marchande

La consommation des ménages sur le territoire comprend la consommation de biens et services marchands et la consommation de services non marchands.

Un produit est marchand lorsqu'il s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché à un prix tel que l'on puisse considérer qu'il vise normalement à couvrir les coûts de production.

La consommation marchande

En comptabilité nationale, le sens du mot consommation est plus large que dans son acception courante. La consommation comprend non seulement, comme on vient de le voir, les services non marchands, mais aussi, en plus des biens ou services achetés sur le marché, les loyers fictifs, la totalité de la consommation médicale, qu'il y ait ou non tiers payant et l'autoconsommation alimentaire.

Pour simplifier les statistiques, les ménages sont supposés, dans le cadre de leur *activité domestique,* consommer immédiatement les biens qu'ils achètent et ne pas constituer de stocks. La consommation comprend donc des biens durables (autos, matériel ménager...) et les biens stockables (certains produits alimentaires, le fuel, le charbon, etc.) acquis au cours de la période analysée par les comptes. Les achats de logement et le gros entretien des logements ne font pas partie de la consommation mais des investissements des ménages.

Les biens durables achetés à tempérament sont également comptabilisés à leur date d'acquisition, pour leur prix au comptant; la différence entre ce prix et le total des remboursements est comptabilisée comme le paiement d'intérêt et n'apparaît pas dans la consommation.

Les achats d'occasion sont repris en principe dans la consommation des ménages. Seuls les achats d'automobiles d'occasion et d'antiquités ont fait l'objet d'une évaluation explicite dans la consommation de services sous forme de marges.

A l'exception de l'autoconsommation alimentaire, la consommation marchande des ménages est évaluée au prix du marché même quand tout ou partie de ce prix est pris en charge par les pouvoirs publics (réductions des tarifs de transports en commun pour les familles nombreuses, prise en charge des coûts médicaux par la Sécurité sociale, etc.) ou par l'employeur (repas à prix réduit dans les cantines d'entreprises ou d'administration). Lorsqu'il y a une telle réduction, les revenus des ménages sont augmentés d'un transfert égal à la réduction de prix qui leur est consentie.

On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile » dans les hôpitaux d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations des produits « Services de santé » et « Hôtels, cafés et restaurants ».

Ces consommations sont marchandes. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre la consommation alimentaire des militaires du contingent est comptabilisée dans le produit « Hôtels, cafés et restaurants » et correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est ici encore marchande.

Lors d'établissements de bilans nutritionnels, il est nécessaire de réintégrer ces consommations alimentaires dans la fonction alimentation.

Certaines dépenses, qu'on pourrait considérer comme des dépenses de consommation, sont rangées en fait parmi les opérations de répartition, parce que la prestation correspondante n'est pas considérée par la comptabilité nationale française comme la production d'un service. C'est ainsi que les cotisations aux administrations privées (syndicats, cultes, etc.), certains droits à acquitter auprès d'administrations publiques (redevances pour passeport, permis de chasse, permis de conduire, vignette automobile, frais de justice, droits d'inscription aux examens) sont repris dans les opérations de répartition.

Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurances au titre des indemnités d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu, comme cela se fait pour les dépenses de santé.

La consommation non marchande

Les services non marchands consommés par les ménages se décomposent en services des domestiques et en paiements partiels.

Les services procurés par l'emploi de salariés domestiques sont produits par les ménages par le biais de l'acquisition d'un facteur de production sur le marché du travail. Ceci exclut donc le travail non salarié (travail au foyer).

Ces services sont par nature autoconsommés dans leur totalité par les ménages.

Un paiement partiel est un paiement de principe demandé aux ménages en échange de services que les administrations, publiques ou privées, leur rendent, par exemple droits de scolarité.

114. L'autoconsommation

L'autoconsommation est la consommation finale de biens et services par leur producteur.

Dans la pratique, l'autoconsommation de produits marchands est limitée par convention à 2 catégories de biens et services :

— produits alimentaires des jardins et élevages familiaux ou des exploitations agricoles, consommés par le ménage non agricole ou l'exploitant agricole qui les a produits;

— services des logements occupés par leurs propriétaires.

En pratique, l'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée par des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux de la ménagère, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture...), ni d'évaluation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture); ces derniers sont assimilés à des achats. L'autoconsommation de bois de chauffage n'est pas évaluée parce que mal connue.

L'autoconsommation alimentaire est évaluée *au prix à la production.* On peut objecter que cette solution présente l'inconvénient d'employer un système de prix hétérogène pour l'ensemble de la consommation, ce qui ne permet pas de faire de comparaison de niveau de vie sans faire de corrections. Mais elle présente l'avantage de ne pas nécessiter l'attribution aux producteurs d'une activité fictive par la création de marges.

L'autoconsommation est estimée à partir d'enquêtes de consommation, d'évaluations du ministère de l'Agriculture et de sources fiscales (vins, cidre, etc.).

12. Sources et méthodes d'estimation

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de 4 sources principales :

— enquêtes directes auprès des ménages (générales ou spécialisées);
— statistiques de production;
— statistiques du commerce extérieur;
— statistiques de distribution.

121. Les enquêtes de consommation auprès des ménages

Ces enquêtes, périodiques, sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5.000 à 15.000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux, car ayant un champ et une périodicité différents. Mais les enquêtes constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.).

Les principales enquêtes utilisées pour estimer la consommation des ménages sont les suivantes :

— l'enquête de conjoncture auprès des ménages anciennement appelée « enquête intentions d'achats »; effectuée trois fois par an, elle donne notamment les informations sur les parcs de biens durables;
— l'enquête permanente sur la consommation alimentaire, réalisée annuellement, sauf en 1975;
— l'enquête sur la structure des budgets de famille, couvrant toutes les dépenses des ménages, de périodicité variable; la dernière a été réalisée en 1978-1979;
— l'enquête habillement de 1971-1972; une nouvelle enquête a été entreprise en 1983;
— l'enquête logement de 1978;
— les enquêtes santé de 1970-1971 et 1980-1981;
— les enquêtes transports de 1973-1974 et 1981-1982.

Les références de ces enquêtes sont données dans la rubrique Sources de documentation à la fin de ce chapitre.

122. Les statistiques de production et du commerce extérieur

Les statistiques de production et celles du commerce extérieur permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales (chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur, ministère de l'Agriculture, etc.).

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement pour l'établissement des indices de prix.

123. Les statistiques de distribution

Différentes sources sont utilisables : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres Ressources-Emplois.

124. Estimation de la consommation par produit

L'imperfection des sources utilisées (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants) dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement des bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors toute TVA et les importations, augmentées des droits et taxes sur importations, par les marges commerciales et par la TVA. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks.

125. La synthèse des estimations

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre, les équilibres Ressources-Emplois nécessitent de faire une estimation de variations de stocks, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

126. Évolution et niveaux

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des 3 sources déjà citées, dans le cadre des équilibres Ressources-Emplois.

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant des indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

2. Quantités consommées
(tableau 3)

Les évaluations relatives aux quantités ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année de base, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.

Les quantités de *produits alimentaires* reproduites dans ce tableau ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution — ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.

Pour les *produits non alimentaires et les services,* ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux — dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

3. Données d'enquêtes auprès des ménages

31. Équipement des ménages
(tableaux 4 et 5)

Sont reproduites ici les données comparatives sur l'équipement des ménages pour quelques biens durables importants : automobiles, récepteurs de télévision, réfrigérateurs, machines à laver, lave-vaisselle, congélateurs. Elles sont issues des enquêtes de conjoncture auprès des ménages.

Les résultats, datés fictivement de décembre, sont obtenus en faisant la moyenne de l'enquête de novembre de la même année et de celle de janvier de l'année suivante. En vue de permettre des regroupements, on a indiqué le nombre de ménages qui ressort de l'ensemble de ces deux enquêtes.

32. Consommation alimentaire
(tableaux 6 et 7)

Ces données sont tirées de l'enquête permanente sur la consommation alimentaire réalisée par l'INSEE depuis 1975 auprès d'un échantillon de quelque 11.000 ménages représentatif de l'ensemble des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain. Cette enquête, qui permet d'étudier les disparités de consommation alimentaire entre ménages, les structures de cette consommation, fournit également des informations sur les lieux d'achat des produits alimentaires et les repas pris à l'extérieur.

33. Budgets de famille
(tableaux 8 et 9)

Sont présentés ici des résultats de l'enquête « Budget de famille » réalisée en 1978-1979 par l'INSEE, auprès d'un échantillon d'environ 11.000 ménages représentatif de la population des ménages ordinaires résidant en France métropolitaine. Cette enquête permet d'étudier les conditions de vie et les comportements des différentes catégories de ménages, à travers l'observation de leurs dépenses et l'analyse de multiples thèmes susceptibles d'expliquer leurs décisions dans le domaine budgétaire. Elle fait suite à la série d'enquêtes permanentes sur les budgets familiaux réalisées par l'INSEE de 1965 à 1972. Ceci permet, bien que la comparaison soit extrêmement délicate à établir et à utiliser, de donner une évolution des niveaux de vie des différentes catégories sociales (et de leurs disparités) entre 1966 et 1979.

Les concepts et définitions pris en compte dans les résultats présentés sont les suivants :

Revenu. C'est le revenu déclaré par les ménages à l'enquête.

Consommation. Elle correspond aux dépenses déclarées par les ménages à l'enquête, qui n'enregistre que leurs débours. Le champ de la consommation en 1979 est à peu près le même que celui des enquêtes précédentes. Dans ces dernières, cependant, ne figuraient pas certaines dépenses (impôts, remboursement d'emprunts contractés pour l'acquisition de logement, gros travaux d'amélioration du logement).

Unité de consommation (UC). Une échelle d'équivalence (dite « d'Oxford »), consistant à donner des « poids » différents à chacun des individus composant le ménage (premier adulte compté pour 1 UC, chacun des autres adultes pour 0,7 et chaque enfant de moins de 15 ans pour 0,5) permet de comparer entre eux des ménages de composition démographique différente.

Niveau de vie. Il est défini dans les tableaux par le montant total des dépenses de consommation par unité de consommation.

34. Les transports des ménages
(tableaux 10 à 12)

Sont présentés ici de premiers résultats de l'enquête sur les transports réalisée en 1981-1982 par l'INSEE avec le concours de l'IRT (Institut de recherche des transports).

Effectuée auprès d'un échantillon de quelque 8.000 ménages représentatif de la population totale, cette enquête fournit de nombreuses informations, notamment sur les

déplacements quotidiens ou plus exceptionnels des personnes, sur les véhicules à moteur que le ménage possédait ou dont il disposait d'une manière permanente et sur les dépenses de transport.

Cette enquête de 1981 fait suite à d'autres enquêtes Transports réalisées antérieurement par l'INSEE en 1967, en 1973-1974. Aussi peut-on établir, malgré les difficultés de comparaison entre deux sources non complètement identiques, quelques données d'évolution. Il a même été possible pour certains résultats d'apporter des éléments de comparaison provenant d'autres enquêtes qui avaient été réalisées à des époques différentes de celles des enquêtes Transports.

TABLEAU D.01-1.A

Consommation des ménages par produits : en valeur
(séries en valeur homogènes à la base 1971)

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

Groupes et sous-groupes de produits	1974	1975	1976	1977	1978	1979	*r* 1980	*r* 1981	*r* 1982	*p* 1983	Coefficients budgétaires 1970
1. *Produits alimentaires*	*182.549*	*206.847*	*233.325*	*263.123*	*290.854*	*322.546*	*358.667*	*409.411*	*466.794*	*513.372*	*25,6*
1.1. Produits à base de céréales	18,782	21.921	25.027	27.753	31.713	36.583	41.328	46.671	52.074	59.378	2,6
Pain et pâtisserie	12.790	15.079	17.673	19.673	22.739	26.497	29.686	33.305	36.912	42.166	1,8
Biscuiterie, pâtes et autres produits à base de céréales	5.992	6.842	7.354	8.080	8.974	10.086	11.642	13.366	15.162	17.212	0,8
1.2. Légumes et fruits frais	20.782	24.851	27.694	31.571	32.305	34.304	35.709	43.547	49.512	55.135	3,1
Légumes frais	12.014	13.952	16.456	18.169	17.426	19.917	20.018	25.505	27.993	32.595	1,8
Fruits frais	8.768	10.899	11.238	13.402	14.879	14.387	15.691	18.042	21.519	22.540	1,3
1.3. Viande, volaille, œufs, poisson	64.132	71.123	81.433	91.368	102.251	112.353	125.853	143.504	163.530	177.636	9,0
Viande, volaille, œufs	58.478	64.294	73.689	82.163	92.299	100.858	112.940	128.284	146.722	159.060	8,2
Produits de la pêche	5.954	6.829	7.744	9.205	9.952	11.495	12.913	15.224	16.808	18.576	0,8
1.4. Produits laitiers, n. c. beurre	19.502	23.046	26.181	29.222	32.873	37.717	43.309	50.358	59.383	65.766	2,6
1.5. Corps gras, y. c. beurre	10.641	11.145	11.295	12.585	14.116	15.219	15.746	17.917	19.644	20.378	1,4
1.6. Produits d'alimentation divers (1)	23.732	27.098	30.689	37.529	41.180	45.251	51.637	56.386	64.610	71.603	3,3
1.7. Boissons	24.978	27.663	31.006	33.095	36.416	41.119	45.085	51.028	58.041	63.476	3,6
dont : Vins	11.184	11.492	12.408	13.475	14.975	16.817	17.775	20.011	22.525	23.782	1,8
2. *Énergie*	*61.016*	*68.627*	*81.385*	*94.215*	*109.191*	*128.204*	*159.556*	*185.745*	*213.575*	*240.786*	*6,6*
2.1. Chauffage, éclairage et eau	33.962	38.498	46.479	52.430	61.485	73.028	93.994	108.471	125.371	144.532	3,6
Fuels	11.196	11.448	13.872	15.029	17.699	21.337	28.841	31.457	33.623	35.739	1,0
Butane et propane	2.453	2.456	2.673	2.841	3.160	3.713	5.244	6.563	7.381	8.225	0,2
Électricité	8.831	10.727	13.950	16.627	19.727	23.553	29.532	34.326	41.974	51.516	1,0
Gaz	4.389	5.849	6.536	7.215	8. 642	9.729	13.231	16.901	20.668	24.873	0,5
Sylviculture, charbon, eau et chauffage urbain	7.097	8.018	9.448	10.718	12.257	14.696	17.146	19.224	21.725	24.179	0,9
2.2. Carburants et lubrifiants	27.054	30.129	34.906	41.785	47.706	55.176	65.562	77.274	88.204	96.254	3,0
3. *Produits industriels*	*260.091*	*294.707*	*339.998*	*369.681*	*421.490*	*479.842*	*542.139*	*614.241*	*712.564*	*766.202*	*32,5*
3.1. Textiles et cuirs	74.668	84.945	93.467	101.613	112.461	125.329	138.842	156.378	177.956	191.300	10,1
Textiles	59.798	67.604	74.020	80.146	88.199	97.409	107.578	121.667	138.778	149.441	8,3
Cuirs	14.870	17.341	19.447	21.467	24.262	27.920	31.264	34.711	39.178	41.859	1,8
3.2. Biens durables	65.165	75.178	94.784	101.177	118.323	136.113	150.406	168.391	204.375	211.882	7,3
3.2.1. Meubles	23.828	27.260	31.970	36.153	41.692	48.731	56.008	62.172	71.000	74.876	2,3
3.2.2. Équipement ménager	12.229	13.049	14.470	15.257	16.460	18.457	20.481	22.665	26.075	27.382	1,4
Réfrigérateurs, machines à laver, lave-vaisselle	4.534	4.566	5.123	5.299	5.570	6.143	6.827	7.660	9.045	8.979	0,6
Appareils de chauffage et de cuisine non électriques	1.681	1.789	1.963	1.918	2.118	2.779	3.370	3.328	3.482	3.554	0,3
Autres appareils électrodomestiques	6.014	6.694	7.384	8.040	8.772	9.535	10.284	11.677	13.548	14.849	0,5
3.2.3. Automobiles, cycles et motocycles, caravanes	21.121	25.301	37.144	37.011	45.325	52.625	55.991	62.890	81.609	85.453	2,8
dont : Automobiles	18.024	22.153	33.102	32.519	40.454	47.000	49.791	56.921	74.906	78.609	2,5
3.2.4. Matériel électronique ménager	7.987	9.568	11.200	12.756	14.846	16.300	17.926	20.664	25.691	24.171	0,8
Radio, téléviseurs	6.029	7.432	8.891	10.063	11.485	12.260	13.275	14.207	16.029	15.310	0,6
Appareils d'enregistrement et de reproduction du son	1.958	2.136	2.309	2.693	3.361	4.040	4.651	6.457	9.662	8.861	0,2

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-1.A *(suite et fin)*

Consommation des ménages par produits : en valeur

(séries en valeur homogènes à la base 1971)

Source : INSEE

Unité : Million de francs

Groupes et sous-groupes de produits	1974	1975	1976	1977	1978	1979	*r* 1980	*r* 1981	*r* 1982	*p* 1983	Coefficients budgétaires (%) 1970	Coefficients budgétaires (%) 1983
3.3. Autres produits manufacturés	120.258	134.584	151.747	166.891	190.706	218.400	252.891	289.472	330.233	363.020	15,1	14,2
3.3.1. Quincaillerie	8.594	8.975	10.277	10.844	11.958	13.394	14.938	16.636	18.825	20.076	1,1	0,8
3.3.2. Matériel de précision et industries diverses	25.973	29.262	34.362	38.524	44.757	52.941	61.106	67.866	74.111	80.449	2,9	3,1
3.3.3. Droguerie	14.675	16.698	18.601	20.226	22.240	25.926	30.436	35.630	41.231	45.739	1,8	1,8
3.3.4. Papeterie, presse et édition	16.349	18.621	21.187	23.843	26.953	30.587	35.758	41.537	48.466	53.239	2,1	2,1
dont : Papeterie	3.005	3.506	3.879	4.188	4.794	5.459	6.541	7.639	8.910	9.871	0,4	0,4
3.3.5. Pharmacie	13.344	15.115	17.308	19.655	22.159	25.128	29.217	33.898	39.556	43.368	1,7	1,7
3.3.6. Tabac	18.091	21.219	21.979	22.988	27.560	30.490	35.420	42.782	49.171	54.496	2,5	2,1
3.3.7. Autres produits industriels (2)	9.328	10.005	10.974	12.384	13.533	15.621	18.029	20.950	25.715	29.007	1,5	1,2
4. Services	27.248	29.804	34.367	38.082	43.705	49.441	57.204	64.071	72.714	80.014	3,2	3,1
4.1. Loyers	*274.713*	*324.830*	*382.461*	*439.289*	*507.271*	*587.042*	*682.290*	*796.203*	*914.752*	*1.030.553*	*35,3*	*40,4*
4.2. Services de santé	72.708	84.275	98.421	112.550	127.280	147.114	172.780	203.636	232.332	263.789	9,5	10,3
4.3. Transport en commun et PTT	59.571	75.684	91.907	105.147	124.835	147.044	171.292	200.891	235.039	265.454	6,9	10,4
dont : Transports ferroviaires	20.572	24.694	28.681	33.153	39.267	46.799	55.405	63.902	73.960	83.249	2,7	3,3
Télécommunications, postes	4.166	4.917	5.441	5.971	6.965	7.707	8.783	9.887	11.723	13.059	0,6	0,6
4.4. Autres services	5.123	6.628	7.847	9.726	12.096	15.071	18.391	21.576	25.409	28.891	0,6	1,1
4.4.1. Services des hôtels, cafés et restaurants	121.862	140.177	163.452	188.439	215.889	246.085	282.813	327.774	373.421	418.061	16,2	16,4
4.4.2. Autres services marchands	49.631	57.061	67.191	78.377	88.891	100.294	115.056	133.118	151.804	171.665	6,7	6,7
dont : Réparations d'auto	63.595	72.915	84.601	97.052	112.543	129.629	149.257	173.830	197.940	220.746	8,4	8,7
Assurances	16.340	19.552	22.904	25.255	29.297	34.039	40.118	48.184	55.249	62.079	2,2	2,4
4.4.3. Services non marchands	8.933	9.250	10.407	12.308	14.384	15.379	16.532	17.974	18.780	20.664	1,2	0,8
dont : Services domestiques	8.636	10.201	11.660	13.010	14.455	16.162	18.500	20.826	23.677	25.650	1,1	1,0
	7.349	8.712	9.968	11.082	12.237	13.645	15.626	17.555	19.927	21.606	0,9	0,8
Consommation finale des ménages résidents et non résidents sur le territoire (3)	**778.369**	**895.011**	**1.037.169**	**1.166.308**	**1.328.806**	**1.517.634**	**1.742.652**	**2.005.600**	**2.307.685**	**2.550.913**	**100,0**	**100,0**
moins : Consommation finale des ménages non résidents sur le territoire (4)	— 13.197	— 14.722	— 17.487	— 22.461	— 28.198	— 31.165	— 35.943	— 41.115	— 49.437	— 54.337	//	//
plus : Consommation finale des ménages résidents dans le reste du monde (5)	+ 12.679	+ 14.509	+ 17.716	+ 22.537	+ 21.521	+ 25.009	+ 29.265	+ 35.762	+ 37.950	+ 34.305	//	//
Consommation finale des ménages résidents (6)	**777.851**	**894.798**	**1.037.398**	**1.166.384**	**1.322.129**	**1.511.478**	**1.735.974**	**2.000.247**	**2.296.198**	**2.530.881**	//	//
Consommation par tête (en F)	*14.828*	*16.977*	*19.614*	*21.975*	*24.816*	*28.262*	*32.319*	*37.065*	*42.351*	*46.489*	//	//

NB. — La liste des produits énumérés dans les notes ci-après n'est pas exhaustive; elle ne concerne que les principaux produits.

(1) Légumes secs, conserves, sucre, chocolat, café, condiments, potages. — (2) Verrerie, vaisselle, produits du travail du bois, pneus, articles en plastique, fleurs, graines et plantes, petit entretien du logement. — (3) Seule la consommation de l'ensemble des ménages résidents et non résidents sur le territoire est ventilée par produit. Elle est désignée dans la nomenclature d'opérations du SECN par le symbole P3 B ou (P 31 + P 33). Cependant la consommation finale des ménages résidents, qu'elle ait lieu sur le territoire économique ou dans le reste du monde, est la seule valeur qui permette de passer du revenu disponible à l'épargne. C'est pourquoi on indique ici la valeur de la consommation finale des ménages non résidents sur le territoire et celle des ménages résidents dans le reste du monde, qui permettent d'effectuer le passage de la consommation par produit à la consommation finale des ménages résidents. — (4) Symbolisé par P 33 dans la nomenclature d'opérations du SECN. — (5) Symbolisé par P 32 dans la nomenclature d'opérations du SECN. — (6) Symbolisé par P 3 A ou (P 31 + P 32).

TABLEAU D.01-1.B

Consommation des ménages par produits : en volume (*)

(indices de volume, séries homogènes à la base 1971)

Source : INSEE

Unité : Base 100 année précédente

Groupes et sous-groupes de produits	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	*r* 1982	*p* 1983	Taux annuel moyen d'augmentation en % de 1970 à 1983
1. *Produits alimentaires*	*101,8*	*102,0*	*101,1*	*102,6*	*101,9*	*101,4*	*r 100,3*	*101,4*	*100,2*	
1.1. Produits à base de céréales	102,8	102,3	100,6	102,4	100,5	100,8	100,2	99,5	100,2	
Pain et pâtisserie	103,2	102,0	99,8	102,4	99,8	99,4	99,4	98,9	99,0	
Biscuiterie, pâtes et autres produits à base de céréales	101,9	102,8	102,6	102,6	*r* 102,1	104,3	102,0	101,0	103,0	
1.2. Légumes et fruits frais	97,8	96,3	101,9	103,8	96,4	*r* 96,8	*r* 100,5	103,2	95,8	
Légumes frais	98,6	86,0	108,7	103,2	98,0	*r* 95,8	*r* 101,3	102,8	96,4	
Fruits frais	96,7	109,6	92,0	104,7	94,5	98,2	*r* 99,4	103,8	95,1	
1.3. Viande, volaille, œufs, poisson	102,7	102,3	102,8	102,7	102,6	*r* 102,1	100,7	100,5	101,0	
Viande, volaille, œufs	102,5	102,4	102,7	103,1	102,4	102,4	100,6	100,6	100,9	
Produits de la pêche	104,1	101,0	104,0	99,0	104,0	*r* 99,5	102,0	99,0	102,0	
1.4. Produits laitiers, n. c. beurre	104,1	104,3	102,5	102,8	104,4	103,9	*r* 102,4	104,3	101,9	
1.5. Corps gras, y. c. beurre	97,6	101,8	101,1	102,1	101,6	98,7	97,1	102,0	99,2	
1.6. Produits d'alimentation divers (1)	101,0	102,8	98,1	104,0	104,4	103,6	*r* 99,4	101,6	100,3	
1.7. Boissons	103,1	103,8	98,3	99,4	101,1	99,8	*r* 99,1	100,7	100,2	
dont : Vins	100,3	98,9	98,3	96,8	99,9	*r* 101,7	100,5	98,0	99,0	
2. *Énergie*	*104,2*	*106,7*	*102,6*	*106,7*	*101,7*	*99,8*	*r 98,7*	*99,5*	*103,2*	
2.1. Chauffage, éclairage et eau	102,0	106,5	103,3	108,3	102,3	99,3	*r* 96,0	98,9	104,3	
Fuels	93,4	104,1	95,9	108,5	94,8	92,1	84,9	90,5	97,9	
Butane et propane	97,1	103,1	101,0	105,5	103,8	103,9	95,9	96,4	99,6	
Électricité	112,3	115,1	111,0	111,2	108,2	103,9	104,9	104,9	109,1	
Gaz	111,6	105,3	104,7	113,1	105,2	105,1	99,8	102,0	108,8	
Sylviculture, charbon, eau et chauffage urbain	98,5	100,3	102,7	101,9	101,0	97,1	*r* 96,3	100,2	102,0	
2.2. Carburants et lubrifiants	106,9	107,0	101,6	104,6	101,0	100,5	102,7	100,4	101,7	
3. *Produits industriels*	*101,3*	*107,4*	*101,9*	*104,4*	*103,1*	*99,5*	*r 102,0*	*105,4*	*98,9*	
3.1. Textiles et cuirs	100,9	101,4	100,4	100,7	100,7	99,5	102,9	103,8	97,9	
Textiles	100,5	101,2	100,3	100,6	100,0	99,6	103,3	103,7	98,0	
Cuirs	102,5	102,0	100,8	101,2	103,4	99,0	101,5	104,2	97,7	
3.2. Biens durables	101,8	116,9	100,5	108,7	105,1	99,4	102,0	111,1	96,5	
3.2.1. Meubles	102,2	110,6	105,2	105,3	105,5	101,9	*r* 99,5	102,9	97,0	
3.2.2. Équipement ménager	97,8	105,8	99,9	101,2	104,0	101,7	100,5	104,7	97,6	
Réfrigérateurs, machines à laver, lave-vaisselle	92,4	108,6	99,5	100,1	103,4	101,7	*r* 102,3	107,9	91,3	
Appareils de chauffage et de cuisine non électriques	96,1	101,6	91,0	105,1	120,1	109,0	88,0	93,0	97,0	
Autres appareils électro-domestiques	102,3	105,0	102,6	101,0	100,5	99,5	103,5	106,0	102,0	
3.2.3. Automobiles, cycles et motocycles, caravanes	99,4	130,1	93,1	113,7	104,4	93,9	101,0	117,9	96,7	
dont : Automobiles	101,2	132,0	91,9	115,4	104,2	93,5	102,9	119,6	96,9	
3.2.4. Matériel électrique ménager	113,3	115,3	112,0	112,4	107,6	107,0	*r* 114,1	121,9	93,3	
Radio, téléviseurs	116,6	117,1	111,6	110,9	105,1	105,3	*r* 105,5	111,4	95,2	
Appareils d'enregistrement et de reproduction du son	103,1	109,0	113,6	118,1	116,0	112,1	*r* 138,6	145,0	90,0	

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-1.B *(suite et fin)*

Consommation des ménages par produits : en volume (*)

(indices de volume, séries homogènes à la base 1971)

Source : INSEE

Unité : Base 100 année précédente

Groupes et sous-groupes de produits	1975	1976	1977	1978	1979	*r* 1980	*r* 1981	*r* 1982	*p* 1983	Taux annuel moyen d'augmentation en % de 1970 à 1983
3.3. Autres produits manufacturés	101,3	105,8	103,8	104,0	103,1	99,5	101,5	102,9	100,9	4,3
3.3.1. Quincaillerie	93,2	107,5	98,9	102,0	99,8	97,3	98,1	100,4	98,0	1,4
3.3.2. Matériel de précision et industries diverses	101,4	111,3	105,9	105,2	103,4	90,6	99,4	103,3	97,1	4,7
3.3.3. Droguerie	101,6	105,7	103,6	101,5	102,5	101,1	101,6	102,4	101,9	3,8
3.3.4. Papeterie, presse et édition	98,8	106,3	105,9	104,1	102,8	103,1	101,1	100,9	100,4	2,8
Papeterie	99,9	106,7	104,5	108,1	103,7	103,2	101,6	102,8	100,5	5,3
Presse et édition	98,5	106,3	106,1	103,3	102,6	103,0	100,9	100,5	100,4	2,3
3.3.5. Pharmacie	110,8	101,5	101,7	108,4	105,2	106,5	109,7	108,8	107,5	8,0
3.3.6. Tabac	106,1	101,3	105,0	99,8	105,8	102,5	101,4	102,2	103,3	3,2
3.3.7. Autres produits industriels (2)	97,4	104,3	103,0	103,5	102,3	101,3	99,7	101,2	100,0	2,6
4. Services	*105,0*	*105,5*	*105,2*	*105,6*	*104,3*	*103,0*	*103,9*	*102,8*	*102,1*	*4,7*
4.1. Loyers	105,2	106,3	105,3	105,0	104,6	104,5	104,3	104,0	103,5	5,1
4.2. Services de santé	109,4	107,3	105,9	108,7	108,0	105,2	105,4	105,8	102,6	6,9
4.3. Transports en commun et PTT	107,5	104,5	106,8	107,2	106,9	106,2	105,0	103,3	102,8	6,3
dont : Transports ferroviaires	109,0	100,5	101,6	102,5	100,0	101,5	101,5	102,4	102,2	2,6
dont : Télécommunications, postes	113,7	107,6	114,8	113,0	115,5	116,8	113,2	108,7	107,5	11,9
4.4. Autres services	102,2	104,3	104,5	104,0	101,5	100,3	100,2	100,2	100,8	2,8
4.4.1. Services des hôtels, cafés et restaurants	101,9	104,3	104,7	102,9	100,6	100,3	99,8	100,8	101,3	2,0
4.4.2. Autres services marchands	102,9	105,1	105,1	105,5	102,6	100,5	100,8	100,0	100,8	3,8
Réparation d'auto	104,1	104,5	102,0	102,3	103,0	102,6	103,9	102,0	101,5	3,2
Assurances	107,2	106,3	109,0	116,7	98,9	90,8	91,7	87,5	101,7	6,4
4.4.3. Services non marchands	99,6	98,8	98,9	99,2	98,7	98,1	98,0	97,7	97,4	— 1,1
dont : Services domestiques	99,2	98,1	98,1	98,2	98,2	97,7	97,7	97,2	97,2	— 1,7
Consommation finale des ménages résidents et non résidents sur le territoire (3)	**103,0**	**105,4**	**103,0**	**104,6**	**103,2**	**101,3**	**101,7**	**103,0**	**100,8**	**3,8**
Consommation finale des ménages résidents (6)	**103,0**	**105,5**	**103,0**	**104,1**	**103,3**	**101,3**	**101,8**	**102,8**	**100,5**	**3,7**
Consommation par tête	*102,5*	*105,1*	*102,6*	*103,7*	*102,9*	*100,9*	*101,3*	*102,3*	*100,1*	*3,2*

(*) Pour calculer les évolutions en volume, on a utilisé l'indice implicite des prix de la consommation des ménages sur le territoire économique, et non un indice de prix de la consommation finale nationale, qu'on ne peut calculer faute d'informations précises sur la structure de la consommation des ménages non résidents sur le territoire et sur celle des ménages résidents dans le reste du monde.

NB. — Voir notes du tableau 1.A.

TABLEAU D.01-2A

Consommation des ménages classée par durabilité : en valeur aux prix courants

Source : INSEE

Unité : Million de francs

Catégorie de biens et de services	1975	1976	1977	1978	1979	*r* 1980	*r* 1981	*r* 1982	*p* 1983	Coefficients budgétaires (%) 1970	1983
Automobiles	22.153	33.102	32.519	40.454	47.000	49.791	56.921	74.906	78.609	2,4	3
Téléviseurs	5.338	6.139	6.863	8.052	8.552	9.382	10.208	11.254	10.100	0,5	0
Réfrigérateurs congélateurs	2.187	2.454	2.486	2.605	2.801	3.154	3.488	4.253	4.270	0,3	0
Machines à laver	1.923	2.111	2.209	2.231	2.501	2.777	3.122	3.554	3.484	0,2	0
Lave-vaisselle	456	558	604	734	841	896	1.050	1.238	1.225	0,1	0
Meubles	27.260	31.970	36.153	41.692	48.731	56.008	62.172	71.000	74.876	2,3	1
Autres biens durables importants	15.861	18.450	20.343	22.555	25.687	28.398	31.430	38.170	39.318	1,5	0
Biens durables importants	*75.178*	*94.784*	*101.177*	*118.323*	*136.113*	*150.406*	*168.391*	*204.375*	*211.882*	*7,3*	1
Textiles cuirs	84.945	93.467	101.613	112.461	125.329	138.842	156.378	177.956	191.300	10,1	5
Autres biens semi-durables	49.737	58.234	64.153	73.283	84.764	96.968	107.860	119.437	129.769	5,2	1
Biens semi-durables	*134.682*	*151.701*	*165.766*	*185.744*	*210.093*	*235.810*	*264.238*	*297.393*	*321.069*	*15,3*	1
Biens non durables non alimentaires	153.474	174.898	196.953	226.614	261.840	315.479	367.357	424.371	474.037	16,5	9
soit : Énergie y compris sylviculture	68.627	81.385	94.215	109.191	128.204	159.556	185.745	213.575	240.786	6,6	
Autres biens non durables non alimentaires	84.847	93.513	102.738	117.423	133.636	155.923	181.612	210.796	233.251	9,9	2
Alimentation	206.847	233.325	263.123	290.854	322.546	358.667	409.411	466.794	513.372	25,6	3
Biens non durables	*360.321*	*408.223*	*460.076*	*517.468*	*584.386*	*674.146*	*776.768*	*891.165*	*987.409*	*42,1*	10
Locations de logements	84.275	98.421	112.550	127.280	147.114	172.780	203.636	232.332	263.789	9,5	10
Services de santé	76.042	92.323	105.623	125.405	147.723	172.108	201.866	236.233	266.818	6,9	3
Transports en commun et PTT	24.694	28.681	33.153	39.267	46.799	55.405	63.902	73.960	83.249	2,7	
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	57.061	67.191	78.377	88.891	100.294	115.056	133.118	151.804	171.665	6,8	6
Autres services	82.758	95.845	109.586	126.428	145.112	166.941	193.681	220.423	245.032	9,4	9
Services	*324.830*	*382.461*	*439.289*	*507.271*	*587.042*	*682.290*	*796.203*	*914.752*	*1.030.553*	*35,3*	40
Ensemble de la consommation marchande et non marchande	**895.011**	**1.037.169**	**1.166.308**	**1.328.806**	**1.517.634**	**1.742.652**	**2.005.600**	**2.307.685**	**2.550.913**	**100,0**	100

TABLEAU D.01-2B

Consommation des ménages classée par durabilité : en volume

Source : INSEE

Unité : Base 100 année précédente

Catégorie de biens et de services	1975	1976	1977	1978	1979	*r* 1980	*r* 1981	*r* 1982	*p* 1983	Taux d'évolution annuelle moyenne (%) De 1970 à 1983
Automobiles	101,2	132,0	91,9	115,4	104,2	93,5	102,9	119,6	96,9	5
Téléviseurs	112,6	110,7	110,1	113,7	103,9	106,6	106,3	110,0	91,1	10
Réfrigérateurs congélateurs	89,5	108,0	97,3	100,0	100,6	101,5	99,9	112,0	91,4	4
Machines à laver	96,1	106,2	100,7	96,0	104,9	102,0	102,5	103,0	91,1	2
Lave-vaisselle	90,7	121,5	104,5	115,7	108,3	101,2	109,9	109,0	91,7	6
Meubles	102,2	110,6	105,2	105,3	105,5	101,9	99,5	102,9	97,0	6
Autres biens durables importants	101,6	111,3	104,7	104,4	107,0	102,5	103,5	112,9	97,5	6
Biens durables importants	*101,8*	*116,9*	*100,5*	*108,7*	*105,1*	*99,4*	*102,0*	*111,1*	*96,5*	1
Textiles cuirs	100,9	101,4	100,4	100,7	100,7	99,5	102,9	103,8	97,9	3
Autres biens semi-durables	98,9	109,8	104,0	104,1	102,3	93,8	99,2	102,4	98,0	2
Biens semi-durables	*100,1*	*104,5*	*101,8*	*102,0*	*101,3*	*97,2*	*101,4*	*103,2*	*98,0*	1
Biens non durables non alimentaires	103,4	104,9	103,2	105,3	102,7	101,5	100,8	101,4	100,2	3
soit : Énergie y compris sylviculture	104,2	106,7	102,6	106,7	101,7	99,8	98,7	99,5	103,2	4
Autres biens non durables non alimentaires	102,8	103,5	103,7	104,0	103,7	103,1	102,9	103,2	102,5	1
Alimentation	101,8	102,0	101,1	102,6	101,9	101,4	100,3	101,4	100,2	2
Biens non durables	*102,5*	*103,3*	*102,0*	*103,7*	*102,3*	*101,4*	*100,5*	*101,4*	*101,5*	2
Locations de logements	105,2	106,3	105,3	105,0	104,6	104,5	104,3	104,0	103,5	6
Services de santé	109,4	107,3	105,9	108,7	108,0	105,2	105,4	105,8	102,6	6
Transports en commun et PTT	107,5	104,5	106,8	107,2	106,9	106,2	105,0	103,3	102,8	2
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	101,9	104,3	104,7	102,9	100,6	100,3	99,8	100,8	101,3	5
Autres services	102,5	104,3	104,4	104,8	102,2	100,2	100,5	99,7	100,4	4
Services	*105,0*	*105,5*	*105,2*	*105,6*	*104,3*	*103,0*	*102,9*	*102,8*	*102,1*	3
Ensemble de la consommation marchande et non marchande	**103,0**	**105,4**	**103,0**	**104,6**	**103,2**	**101,3**	**101,7**	**103,0**	**100,8**	3

TABLEAU D.01-3

Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France

(Estimations révisées en tenant compte des enquêtes permanentes sur les consommations alimentaires et des séries de la comptabilité économique nationale, base 1971)

Source : INSEE

Nature des produits, biens et services	Unité	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	*r* 1981	*p* 1982
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)											
Population intérieure moyenne	million	**52,10**	**52,50**	**52,70**	**52,90**	**53,10**	**53,30**	**53,50**	**53,70**	**54,00**	**54,20**
Semoule de maïs et de blé dur	kg	1,30	1,35	1,43	1,46	1,38	1,38	1,41	1,44	1,47	1,49
Farine de froment	//	3,30	3,31	3,32	3,42	3,44	3,55	3,60	3,80	3,82	3,78
Produits amylacés : tapioca, fécule	//	0,20	0,19	0,19	0,19	0,17	0,16	0,14	0,14	0,13	0,12
Riz	//	2,43	2,56	2,67	2,92	2,98	3,09	3,24	3,41	3,57	3,55
Biscottes	//	2,12	2,08	2,06	2,06	2,06	2,12	2,15	2,12	2,07	1,97
Biscuits et pains d'épices	//	6,69	6,88	6,87	6,96	7,36	7,40	7,17	7,49	7,70	7,82
Farines simples et composées	//	1,41	1,31	1,42	1,48	1,37	1,41	1,50	1,58	1,70	1,80
Entremets et desserts instantanés	//	0,34	0,37	0,46	0,51	0,50	0,48	0,50	0,51	0,52	0,54
Pâtes alimentaires	//	6,09	6,15	5,76	6,25	6,02	5,96	6,08	6,23	6,27	6,29
Pain	//	75,86	75,21	77,09	73,31	71,41	71,91	71,91	70,90	69,91	68,79
Pommes de terre	//	90,25	89,89	89,77	73,14	79,30	77,65	78,50	67,99	66,28	70,00
Légumes frais*	//	67,80	68,75	68,69	67,00	69,87	73,50	72,40	67,91	66,89	71,31
Légumes surgelés	//	0,81	1,11	1,53	1,24	2,22	2,33	2,26	1,89	2,45	2,99
Légumes secs	//	2,28	2,20	2,10	1,97	2,04	1,93	1,88	1,91	1,78	1,69
Conserves de légumes	//	14,07	15,94	18,14	16,45	14,48	19,00	19,53	18,51	16,48	19,98
Bananes	//	7,91	7,80	7,79	7,29	8,07	8,03	7,09	7,08	7,33	7,26
Agrumes	//	16,83	16,32	16,28	17,16	17,51	17,03	16,59	16,70	15,83	17,25
Autres fruits frais*	//	40,18	41,15	41,52	42,97	31,34	39,63	40,26	39,82	38,43	40,00
Fruits surgelés	//	0,02	0,02	0,02	0,02	0,03	0,04	0,09	0,12	0,06	0,08
Fruits secs	//	2,23	1,81	2,12	2,39	2,26	2,17	2,19	2,09	2,05	2,14
Conserves de fruits	//	2,96	3,29	3,09	2,74	3,58	3,20	3,76	3,93	4,05	3,90
Confitures et gelées	//	1,76	2,11	1,97	2,09	2,03	2,06	2,30	1,87	2,01	1,98
Porc frais* (1)	//	8,51	8,64	8,83	9,12	9,19	9,60	9,76	9,92	10,17	10,13
Jambon (1)	//	4,32	4,41	4,60	4,79	4,86	5,15	5,31	5,34	5,49	5,52
Charcuterie (1)	//	8,92	9,08	9,43	9,65	9,71	10,10	10,21	10,39	10,72	10,69
Triperie* (1)	//	4,21	4,92	4,99	5,06	4,86	4,97	5,10	5,17	5,14	4,97
Conserves de viande (1)	//	0,97	0,99	1,03	1,04	1,09	1,13	1,17	1,20	1,23	1,25
Bœuf (1)	//	15,74	16,38	16,11	16,85	16,65	17,77	18,99	18,48	19,28	18,18
Veau (1)	//	4,62	4,81	4,88	5,23	5,40	5,63	5,73	5,45	5,18	5,30
Mouton, agneau (1)	//	2,51	2,50	2,63	2,72	2,71	2,78	2,97	2,92	2,97	3,08
Cheval (1)	//	1,02	1,06	1,05	1,12	1,16	1,16	1,15	1,05	0,95	0,88
Volailles*	//	14,38	14,58	14,38	14,98	15,39	16,21	16,62	17,15	17,03	17,34
Volailles, gibiers, viandes et abats surgelés	//	0,14	0,21	0,31	0,52	0,68	0,88	1,15	1,43	1,73	1,68
Lapin, gibier*	//	5,96	5,91	5,90	6,06	6,19	6,36	6,49	6,82	6,87	6,94
Œufs*	//	12,59	12,54	12,84	13,01	13,54	14,13	14,28	14,15	14,80	15,44
Poissons, crustacés, coquillages	//	10,39	10,12	10,60	10,61	11,29	10,76	11,56	11,76	12,03	11,86
Poissons et crustacés surgelés	//	0,93	0,91	0,90	0,96	1,30	1,50	1,31	1,41	1,49	1,55
Conserves de poisson	//	2,81	2,72	2,66	2,91	2,78	2,80	3,11	2,76	2,91	2,92
Lait frais*	//	78,23	76,12	87,69	93,65	93,03	93,48	96,66	99,39	99,39	103,92
Crème fraîche*	//	0,67	0,68	0,69	0,72	0,78	0,86	0,93	1,53	1,18	1,10
Yaourts	//	9,36	9,45	10,11	10,13	10,34	10,37	11,22	11,86	13,00	13,79
Fromages*	//	14,88	14,99	15,39	16,15	16,56	17,04	17,39	18,26	18,49	18,85
Lait concentré et en poudre	//	2,48	2,62	2,25	4,20	3,64	3,13	2,94	2,76	2,62	2,57
Beurre*	//	9,79	10,00	9,99	9,72	9,70	9,34	9,76	8,94	8,88	8,70
Huile*	//	8,34	8,17	8,28	9,62	9,84	10,54	10,58	10,84	9,88	10,37
Margarine et autres graisses végétales	//	1,94	1,98	2,00	2,07	2,11	2,16	2,16	2,31	2,36	2,38
Saindoux et autres graisses animales	//	0,25	0,24	0,24	0,25	0,26	0,27	0,27	0,28	0,27	0,27
Sucre	//	20,42	20,88	16,81	17,16	12,95	14,98	14,57	15,04	13,46	13,79
Chocolat et cacao	//	2,74	2,50	2,40	2,73	2,53	2,49	2,51	2,35	2,39	2,42
Confiserie de sucre	//	3,70	3,53	3,47	3,35	3,46	3,53	3,35	3,21	3,21	3,29
Confiserie de chocolat	//	0,96	0,97	1,01	1,10	1,21	1,42	1,60	2,34	2,13	2,01
Miel	//	0,29	0,30	0,31	0,32	0,34	0,35	0,36	0,36	0,37	0,38
Crèmes glacées	litre	2,91	3,06	3,54	4,08	3,75	4,39	4,79	4,79	5,40	5,75
Bouillons et potages	kg	0,89	0,89	0,84	0,92	0,82	0,92	0,87	0,87	0,84	0,83
Préparations diverses surgelées	//	0,74	0,73	0,53	0,92	1,09	1,28	1,57	1,71	1,99	2,13
Vins courants*	litre	93,82	89,77	87,51	84,05	80,92	78,44	79,07	73,70	70,48	69,48
Vins AOC*	//	7,62	8,48	11,26	11,03	10,90	10,24	11,05	12,49	13,38	13,21
Vins doux naturels	//	1,26	1,29	1,32	1,38	1,37	1,23	1,26	1,37	1,37	1,27
Champagne	//	1,24	1,15	1,43	1,75	1,88	1,98	1,92	1,81	1,62	1,51
Apéritifs et vins de liqueurs	//	4,10	4,27	4,24	4,28	4,22	4,18	4,49	4,88	4,48	4,49
Eaux de vie et liqueurs*	//	2,71	2,70	2,81	2,58	2,69	2,92	2,87	2,53	2,87	2,93
Bière	//	44,70	44,19	44,87	48,61	46,11	45,65	46,75	44,22	44,95	46,00
Cidre*	litre	16,49	15,20	17,92	20,01	17,50	18,16	18,39	19,18	18,22	18,21
Eaux minérales	//	55,28	51,64	48,44	50,16	47,55	48,50	49,82	47,45	47,00	52,55
Boissons gazeuses	//	22,36	22,90	24,57	26,26	22,08	23,62	24,05	23,79	24,06	25,58
Jus de fruits	//	1,78	1,60	1,83	2,07	2,03	2,00	2,16	2,45	3,20	3,64
Café (2) (3)	kg	4,01	4,08	4,28	4,20	3,81	4,34	4,56	4,49	4,39	4,44
Thé (3)	//	0,09	0,09	0,10	0,12	0,12	0,11	0,13	0.16	0,15	0,14

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 *(suite et fin)*

Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France

(Estimations révisées en tenant compte des enquêtes permanentes sur les consommations alimentaires et des séries de la comptabilité économique nationale, base 1971

Source : INSEE

Nature des produits, biens et services	Unité	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	*r* 1981	*p* 1982
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ensemble de la population)											
Biens durables :											
Réfrigérateurs (4) (5)	millier	1.330	1.415	1.350	1.620	1.550	1.530	1.570	1.670	1.620	1.505
Machines à laver (4) (5)	//	1.325	1.380	1.350	1.420	1.400	1.390	1.440	*r* 1.530	1.530	1.575
Lave-vaisselle	//	265	320	305	350	370	420	480	*r* 475	505	540
Récepteurs de télévision (4)	//	1.760	1.820	1.940	2.000	2.070	2.200	2.260	2.440	2.760	2.570
dont : télévision couleur (4)	//	580	670	850	1.000	1.200	1.450	1.560	*r* 1.720	1.950	2.170
Automobiles (6)	//	1.746	1.524	1.482	1.959	1.907	1.945	1.976	1.873	1.835	2.086
Chauffage et éclairage :											
Électricité (7)	milliard de kWh	30,2	33,0	38,2	43,1	47,5	53,9	58,2	61,6	64,3	67,1
Gaz de ville (8)	milliard de kWh	58,7	57,3	65,5	70,5	75,3	86,8	91,1	97,2	96,6	97,1
Butane, propane (9)	million de tonnes	1,6	1,6	1,6	1,6	1,7	1,7	1,8	1,9	1,8	1,7
Charbon (10)	million de tonnes	7,1	6,8	5,6	5,3	4,8	5,0	4,8	4,1	3,6	3,1
Transports :											
Carburants (11)	million de m^3	16.624	15.853	16.590	17.542	17.918	18.743	18.776	18.806	19.193	19.196
Chemins de fer (12) :											
Grandes lignes	milliard de voyag.-km	37,90	40,17	43,40	43,86	44,05	44,52	46,04	46,03	46,88	48,16
Banlieue de Paris (13)	//	6,80	7,13	7,30	7,64	7,03	7,30	7,46	7,55	7,61	7,50
Régie autonome des transports parisiens :											
Réseau ferré :											
Métropolitain et funiculaire Montmartre	million de voyageurs	1.041	1.044	1.057	*r* 1.051	*r* 1.082	*r* 1.105	*r* 1.109	*r* 1.095	1.111	1.135
Réseau express régional (14)	//	*r* 122	127	130	129	132	178	196	205	223	245
Réseau autobus (15)	//	*r* 487	*r* 513	*r* 578	*r* 695	*r* 727	*r* 727	*r* 765	*r* 754	730	747
Autres biens et services :											324
Savon de ménage et savon mou	millier de tonnes	53,3	52,9	42,0	41,5	39,0	36,8	36,8	37,0	35,5	31
Savons de toilette, etc. (16)	//	32,7	34,2	32,3	34,2	32,7	31,5	31,9	32,9	31,8	44,0
Poudres à laver le linge ménagères	//	398,4	409,2	388,9	395,4	380,2	383,6	396,8	418,7	420,8	207
Cinéma	million de spectateurs	177,4	180,7	182,9	178,4	171,1	179,2	178,8	*r* 175,4	189,8	
dont : format standard	//	176,0	179,4	181,7	177,3	170,3	178,5	176,4	*r* 174,8		86,3
Cigarettes (17)	million	72.971	78.155	82.209	81.268	83.899	82.478	85.727	85.650	85.416	1,7
Cigares et cigarillos (17)	//	1.713	1.345	1.546	1.697	1.886	1.835	1.826	1.927	1.864	6,6
Scaferlatis (17)	//	10.565	10.116	9.550	8.581	8.146	7.432	7.160	7.037	6.875	
C. PARC DE CERTAINS APPAREILS EN FIN D'ANNÉE											
Réfrigérateurs (18)	millier	15.700	16.200	16.800	17.300	18.400	18.800	19.550	19.900	20.100	20.70
Machines à laver (18)	//	11.600	12.300	13.400	14.150	14.500	15.000	15.950	16.200	16.600	17.50
Lave-vaisselle (18)	//	900	1.300	1.540	1.900	2.200	2.500	2.900	3.400	3.600	4.10
Récepteurs de télévision (18)	//	14.000	15.000	15.700	16.500	17.100	17.500	18.200	18.800	19.000	19.80
dont : télévision couleur (18)	//	1.500	1.800	2.700	3.600	4.700	5.800	7.400	8.400	10.000	11.50
Automobiles (18)	//	12.300	12.700	13.800	14.200	15.100	15.400	15.400	16.900	17.200	18.40

N.B. — Les quantités de produits alimentaires présentées dans le tableau ci-dessus sont celles de la consommation totale qui comprend : *a.* La consommation à domicile de produits achetés directement par les ménages ordinaires; *b.* L'autoconsommation des produits des exploitations agricoles ou des jardins familiaux; *c.* La consommation de la population vivant dans des institutions (casernes, hospices, prisons, etc.); *d.* Enfin, les produits alimentaires consommés hors de leur domicile par l'ensemble de la population dans des établissements tels que les cafés, les restaurants, les cantines. Ces quantités se réfèrent aux produits en l'état, c'est-à-dire tels qu'ils sont au moment de leur acquisition par les ménages ou les établissements servant des repas; ainsi, le sucre, incorporé dans la pâtisserie achetée chez le pâtissier, n'est pas compris dans la quantité de sucre figurant dans le tableau. Par contre, dans les tableaux d'estimation en valeur (1, 2 et 4), les produits alimentaires achetés par les établissements servant des repas sont considérés comme des consommations intermédiaires : ils ne figurent pas dans la fonction alimentation, mais sont compris dans la valeur du service rendu (enseignement, santé, restauration, etc.). — * Produits faisant l'objet d'une autoconsommation. — (1) Poids de viande achetée chez le boucher et le charcutier (après déduction des déchets). — (2) Poids exprimé en quantités de café torréfié quelle que soit sa présentation : en grains, moulu ou soluble. — (3) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages. — (4) Estimation des ventes aux ménages. — (5) Réfrigérateurs : non compris les congélateurs. Machines à laver : non compris les essoreuses et les blocs-laveurs. — (6) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT) et les importations temporaires (IT). — (7) Électricité basse tension, pour les usages domestiques, livrée par l'EDF et les distributeurs non nationalisés. — (8) Gaz pour usages domestiques, livré par le Gaz de France, les régies et les autres entreprises non nationalisées. Depuis le 1er janvier 1978, l'unité est passée de milliard de thermies à milliards de kWh. — (9) Usages domestiques. — (10) Livraisons aux négociants (au titre des foyers domestiques), non corrigées des variations de stocks du négoce, plus fournitures au personnel. Cette rubrique comprend la houille, les agglomérés et le coke. — (11) Consommation d'essence auto et de supercarburant par les voitures particulières et commerciales, y compris les entreprises et les administrations. Estimations du Comité professionnel du pétrole. — (12) Y compris les déplacements professionnels. A partir de 1976 (2e colonne) nouvelle définition de la banlieue de Paris et nouveau principe de décompte des voyageurs-km « carte orange ». — (13) A compter du 1er octobre 1972, la ligne Paris-Saint-Germain-en-Laye n'est plus exploitée par la SNCF, mais en partie par la RATP. En revanche, la ligne C du RER : Versailles RG ou Saint-Quentin-en-Yvelines-Dourdan et Saint-Martin-d'Étampes, ainsi que les lignes B nord vers Roissy-Ch.-de-Gaulle et Mitry-Claye sont exploitées par la SNCF. — (14) Le réseau express régional comprend, depuis le 9 décembre 1977, la ligne A : Saint-Germain-en-Laye-Boissy-Saint-Léger ou Noisy-le-Grand-Mont d'Est (Torcy à partir de 1980) et la ligne B : Châtelet-Les Halles (Gare du Nord à partir de juin 1982) Robinson ou Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Depuis 1974, la correspondance métropolitain-RER donne lieu au comptage de deux voyages : un sur le métropolitain et un sur le RER. — (15) Y compris services touristiques et locations. — (16) Savons de toilette, de beauté, de parfumerie, savons déodorants, etc. — (17) Ventes « normales » en France continentale, c'est-à-dire à l'exclusion des cessions à prix réduit (principalement à l'armée). — (18) D'après les enquêtes de conjoncture harmonisées auprès des consommateurs européens, anciennement dénommées enquêtes sur les équipements et les intentions d'achats des ménages.

TABLEAU D.01-4

Ménages équipés (1) par groupe socioprofessionnel du chef de ménage

Source : INSEE (2)

Unité : %

Nature de l'équipement	Date (3)	Ensemble	Groupe socioprofessionnel (4)									Autres regroupements			
			Agriculteurs	Salariés agricoles *	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service *	Autres actifs *	Non actifs	Artisans, petits commerçants	Industriels, gros commerçants, professions libérales, cadres supérieurs	Contremaîtres, ouvriers qualifiés	Ouvriers spécialisés, manœuvres
			0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	2 sauf 21-26	21-26-3	60-61	6 sauf 60-61
Automobile (5)	Déc. 1969 ..	55,4	73,5	42,0	78,0	91,8	81,0	59,8	61,1	35,9	83,0	24,1	76,4	91,6	70,1	51,9
	Déc. 1973 ..	61,6	79,2	52,8	82,6	89,5	87,4	68,2	68,8	39,4	86,6	30,1	82,4	89,0	75,3	60,5
	Déc. 1979 ..	68,6	89,7	68,1	91,7	91,8	90,3	77,9	78,5	57,0	90,6	38,3	91,5	91,5	83,6	71,7
	Déc. 1981 ..	70,0	89,3	69,2	89,4	92,9	90,7	76,6	81,6	91,2	91,8	42,5	89,0	93,0	87,3	73,9
	Déc. 1982 ..	72,1	92,2	76,6	91,7	94,1	92,1	77,9	83,9	63,1	90,4	43,9	91,3	94,3	88,0	77,8
	Déc. 1983 ..	72,8	92,5	69,7	91,4	94,3	92,5	80,0	84,5	55,4	87,5	47,2	90,9	94,5	87,2	80,9
Téléviseur.....	Déc. 1969 ..	66,4	54,9	52,5	78,9	78,1	74,7	71,3	71,3	64,0	82,2	55,6	77,5	79,7	75,1	67,3
	Déc. 1973 ..	79,1	76,9	69,7	88,2	80,9	82,5	84,7	83,0	73,1	86,3	71,0	88,0	81,8	85,9	79,3
	Déc. 1979 ..	89,3	90,1	84,7	92,2	90,3	89,5	89,7	92,2	86,6	90,9	86,2	91,7	90,7	93,1	90,8
	Déc. 1981 ..	90,8	90,2	87,7	93,6	88,3	88,7	89,5	93,6	88,1	91,8	90,1	93,6	88,6	95,0	91,7
	Déc. 1982 ..	91,0	90,0	84,4	94,1	88,6	90,3	89,4	93,5	88,3	88,5	90,4	94,0	89,0	94,4	92,0
	Déc. 1983 ..	91,1	90,7	78,9	91,5	87,0	89,1	91,5	93,6	90,5	90,4	91,2	91,2	87,4	93,8	93,3
Téléviseur couleur..	Déc. 1973 ..	7,7	3,7	1,0	13,9	18,0	8,2	7,1	5,4	3,2	7,8	7,4	12,4	19,0	6,2	4,3
	Déc. 1979 ..	38,1	21,5	15,3	51,6	55,8	44,5	41,4	34,4	31,6	49,5	34,4	50,8	56,2	36,3	31,8
	Déc. 1981 ..	50,4	28,6	32,3	62,9	63,3	55,8	51,5	47,6	43,5	55,8	49,1	61,9	63,9	50,2	44,2
	Déc. 1982 ..	56,3	34,5	38,3	66,4	69,3	63,2	57,6	54,4	52,5	59,0	53,7	64,8	70,1	57,0	50,4
	Déc. 1983 ..	61,2	39,6	44,0	70,1	71,5	66,8	62,1	59,6	56,4	64,8	60,0	69,3	71,9	63,0	54,9
Réfrigérateur.....	Déc. 1969 ..	76,5	71,2	62,3	86,1	95,7	89,2	83,1	80,5	68,0	91,1	63,0	84,9	95,6	85,8	74,9
	Déc. 1973 ..	86,8	85,6	76,9	91,8	96,6	95,1	90,9	89,8	83,9	98,5	77,2	91,5	96,4	93,0	85,7
	Déc. 1979 ..	94,6	94,6	94,4	95,3	98,5	97,9	96,8	96,0	91,4	97,0	91,0	94,9	98,6	97,1	94,5
	Déc. 1981 ..	95,4	94,8	91,5	95,9	98,6	97,3	96,6	96,6	91,5	96,2	93,3	95,6	98,7	97,7	95,1
	Déc. 1982 ..	96,1	96,5	90,8	96,1	98,8	98,5	97,7	97,1	95,2	96,8	93,5	96,1	98,7	98,0	95,7
	Déc. 1983 ..	96,4	96,8	86,9	95,6	98,2	98,8	98,8	97,0	95,6	97,5	94,5	95,3	98,3	97,4	96,4
Congélateur.....	Déc. 1972 ..	7,4	32,2	9,5	11,7	9,7	5,0	3,7	6,0	3,1	8,2	3,1	10,9	10,5	5,2	6,9
	Déc. 1973 ..	10,1	39,7	11,8	15,1	13,4	7,5	7,5	10,0	5,0	9,2	4,3	15,3	13,4	9,9	10,1
	Déc. 1979 ..	25,3	73,2	36,1	38,2	25,7	25,7	18,4	29,4	13,2	26,1	15,0	38,4	26,2	30,0	28,5
	Déc. 1981 ..	29,3	74,1	44,6	42,5	28,0	30,8	24,0	34,5	15,3	31,9	19,1	41,9	29,1	36,2	32,3
	Déc. 1982 ..	30,7	75,3	47,5	42,9	32,5	28,7	22,0	37,9	21,8	33,0	20,1	42,4	33,3	38,8	36,5
	Déc. 1983 ..	33,1	78,5	45,8	43,4	35,7	30,3	28,1	39,6	22,7	33,9	23,2	42,4	36,7	40,3	38,5
Combiné réfrigérateur-congélateur.	Déc. 1981 ..	20,6	11,4	9,2	22,0	33,1	25,9	22,0	23,0	18,0	31,2	14,6	21,6	32,9	25,3	19,8
	Déc. 1982	23,7	11,8	18,4	24,0	36,3	30,0	29,6	24,9	28,5	32,7	16,9	22,4	36,6	25,9	23,4
	Déc. 1983	26,3	12,9	12,6	27,1	39,9	34,6	34,6	27,0	28,3	34,9	19,5	26,1	39,9	26,8	27,3
Machine à laver	Déc. 1969 ..	53,2	60,1	42,8	68,5	73,9	65,4	54,3	60,5	33,4	73,0	33,4	67,2	74,5	63,9	57,1
	Déc. 1973 ..	65,7	75,7	59,0	82,1	81,6	77,7	68,8	73,8	49,8	77,0	44,7	82,2	81,6	77,6	69,0
	Déc. 1979 ..	78,8	90,1	78,5	90,7	88,6	86,4	80,9	85,3	70,2	86,3	64,6	90,2	89,1	88,7	80,8
	Déc. 1981 ..	81,1	92,0	80,0	92,2	89,3	85,0	82,3	87,9	69,8	88,3	69,8	91,9	89,6	90,7	84,1
	Déc. 1982 ..	81,7	92,7	81,6	92,5	89,5	86,0	82,6	88,4	76,9	86,9	69,8	92,3	89,8	90,3	85,6
	Déc. 1983 ..	82,6	91,9	78,2	91,2	88,9	86,6	84,6	89,0	74,8	84,3	73,0	91,0	89,1	91,2	85,8
Lave-vaisselle	Déc. 1970 ..	2,4	1,3	1,0	6,3	14,1	3,7	1,6	0,7	0,2	3,5	0,8	4,5	14,9	1,0	0,3
	Déc. 1973 ..	5,3	3,5	2,0	14,9	27,7	9,5	3,8	1,4	1,8	4,8	1,4	13,3	28,0	2,1	0,5
	Déc. 1979 ..	14,9	18,0	8,3	33,7	52,4	26,1	12,9	8,2	7,4	16,4	4,9	32,1	52,6	10,9	4,6
	Déc. 1981 ..	17,6	19,3	10,0	39,6	54,1	30,8	16,1	11,9	8,1	18,3	7,1	37,8	54,5	14,9	7,7
	Déc. 1982 ..	19,7	23,4	9,9	42,1	55,2	32,3	19,8	14,4	9,9	21,1	8,3	40,5	55,5	17,4	10,0
	Déc. 1983 ..	20,5	27,7	12,6	42,6	56,7	33,2	23,4	15,2	10,3	24,3	8,1	40,6	57,2	17,5	12,1
Nombre de ménages [en millions] (6).....	Déc. 1983 ..	20,1	0,8	0,1	1,1	1,6	2,1	1,5	5,0	0,6	0,4	6,9	1,0	1,6	2,9	2,1

(1) Proportion des ménages, en %, équipés d'au moins un appareil. — (2) On pourra se reporter aux Collections de l'INSEE Série M, n° 104 *L'équipement des ménages en biens durables au début de 1983.* — (3) Les résultats de décembre sont obtenus en faisant la moyenne arithmétique des résultats des deux enquêtes de novembre et de janvier. — (4) Code des catégories socioprofessionnelles (INSEE 1969) [N^os^ des groupes 0 à 9]. — (5) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés. — (6) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de novembre 1982 et janvier 1983. — (*) Catégorie de faible effectif : les résultats sont entachés d'une grande variabilité aléatoire.

TABLEAU D.01-5

Ménages équipés (1) par âge du chef de ménage et taille du ménage

Source : INSEE (2)

Unité : %

Nature de l'équipement	Date (3)	Ensemble	Âge du chef de ménage (en années)									Taille du ménage (nombre de personnes)					
			Inférieur à 25	25 à 29	30 à 39	40 à 49	50 à 54	55 à 59	60 à 64	65 à 69	70 et plus	1	2	3	4	5	6 et plus
Automobile (4)	Déc. 1969	55,4	58,9	78,3	76,4	71,8	65,0	56,0	42,4	32,3	16,4	14,4	49,8	72,3	79,0	78,4	66,2
	Déc. 1973	61,6	65,7	83,8	81,9	77,4	73,1	62,7	51,9	38,0	19,5	19,1	58,1	77,8	85,0	84,7	74,8
	Déc. 1979	68,6	71,3	84,1	88,5	82,3	76,4	73,0	62,0	49,6	26,9	28,0	67,0	86,6	90,6	85,7	81,0
	Déc. 1981	70,0	69,5	85,5	88,3	85,7	78,4	71,6	66,6	51,7	29,0	30,4	70,9	87,9	91,7	87,6	82,3
	Déc. 1982	72,1	70,9	88,2	89,2	87,7	81,5	76,2	65,6	53,5	29,9	32,9	73,4	89,3	93,5	90,3	84,0
	Déc. 1983	72,8	67,9	87,0	88,6	86,9	83,1	77,5	68,6	56,1	33,1	33,9	74,6	89,8	93,6	91,9	79,8
Téléviseur	Déc. 1969	66,4	38,0	62,7	74,0	77,4	78,6	72,1	66,7	59,8	47,9	37,2	65,2	75,1	80,5	81,4	91,1
	Déc. 1973	79,1	54,1	73,6	84,8	87,9	87,9	86,8	81,0	78,6	65,2	54,7	78,9	86,2	90,4	91,1	95,8
	Déc. 1979	89,3	65,5	85,0	91,9	93,5	93,2	93,1	94,2	91,4	84,6	73,6	90,5	94,4	96,3	97,5	97,5
	Déc. 1981	90,8	69,6	85,7	91,9	94,5	94,2	93,7	94,2	94,8	88,8	77,6	92,4	95,5	96,6	97,8	97,8
	Déc. 1982	91,0	69,9	87,3	91,1	94,1	94,5	93,4	95,7	94,9	80,3	78,5	92,9	94,7	96,2	96,6	96,6
	Déc. 1983	91,1	71,2	84,9	90,2	93,6	94,4	94,1	94,0	94,2	90,7	79,8	92,8	95,1	96,1	7,5	7,8
Téléviseur couleur	Déc. 1973	7,7	3,0	4,6	5,9	9,2	9,9	10,3	9,2	8,8	7,0	5,1	9,6	7,8	7,8	41,5	45,7
	Déc. 1979	38,1	16,2	30,0	43,7	42,6	40,8	42,7	43,0	38,1	32,4	24,6	40,4	41,9	45,7	55,3	59,8
	Déc. 1981	50,4	23,5	41,5	54,3	55,9	52,4	54,9	54,7	56,6	45,6	35,7	53,1	54,6	59,8	63,8	66,0
	Déc. 1982	56,3	28,5	51,0	59,7	62,6	59,6	59,3	62,2	59,4	50,1	40,0	58,2	62,2	66,0	69,2	70,9
	Déc. 1983	61,2	29,3	51,9	66,1	66,7	65,7	63,8	64,4	65,4	57,1	45,2	62,9	67,2	70,9	87,2	90,5
Réfrigérateur	Déc. 1969	76,5	57,3	84,4	86,2	85,5	83,9	80,1	75,6	69,5	54,7	47,6	76,6	87,0	90,5	95,4	96,1
	Déc. 1973	86,8	73,8	92,7	93,0	92,8	91,0	92,4	87,4	85,0	71,7	64,8	88,5	93,7	96,1	98,2	98,2
	Déc. 1979	94,6	88,0	96,7	97,1	96,4	95,6	95,9	97,0	93,2	89,3	85,0	96,0	97,6	98,2	98,9	98,5
	Déc. 1981	95,4	87,8	96,2	97,9	97,1	95,8	96,0	97,1	95,5	91,5	87,6	96,6	93,5	98,5	98,8	98,9
	Déc. 1982	96,1	89,7	96,1	97,7	98,2	97,9	97,1	97,5	94,6	92,2	88,7	97,3	98,8	98,9	99,0	98,9
	Déc. 1983	96,4	92,7	97,0	98,1	97,3	97,0	97,8	96,7	95,4	93,0	89,9	97,7	98,6	98,9	14,6	10,7
Congélateur	Déc. 1972	7,4	1,3	5,5	11,4	11,4	8,8	7,1	6,2	4,4	2,2	1,2	4,6	8,0	10,7	19,6	14,7
	Déc. 1973	10,1	2,4	8,7	14,8	15,9	13,8	8,8	9,1	5,9	2,6	1,2	7,4	10,6	14,7	45,6	38,8
	Déc. 1979	25,3	6,9	20,2	31,6	37,3	32,2	31,1	26,7	20,2	9,0	5,6	20,6	29,8	38,8	49,8	44,6
	Déc. 1981	29,3	7,7	20,1	37,6	41,8	37,6	36,0	30,9	24,4	12,4	7,0	26,7	33,8	44,6	53,6	46,5
	Déc. 1982	30,7	9,4	23,6	38,5	43,4	40,9	34,0	33,1	24,3	13,3	7,3	27,9	36,1	46,5	53,4	49,2
	Déc. 1983	33,1	9,1	24,3	40,6	45,2	42,7	40,1	34,4	26,7	16,0	8,5	30,7	40,6	49,2		
Combiné réfrigérateur-congélateur	Déc. 1981	20,6	19,8	28,1	24,7	22,9	18,7	22,0	21,8	16,1	11,1	9,7	21,2	27,0	25,7	22,8	27,3
	Déc. 1982	23,7	21,8	30,8	28,3	26,0	25,4	22,9	25,1	20,5	12,5	11,9	24,9	29,1	29,0	26,9	26,3
	Déc. 1983	26,3	22,5	34,6	31,5	26,9	29,8	25,8	27,3	23,7	14,7	14,8	27,1	32,3	32,2	30,7	64,5
Machine à laver	Déc. 1969	53,2	32,8	59,7	69,9	71,1	61,1	52,3	45,4	36,3	25,4	16,1	43,6	68,9	75,2	81,4	91,7
	Déc. 1973	65,7	44,6	72,4	80,5	83,4	76,3	68,6	61,3	51,3	35,4	24,6	60,5	79,1	87,6	90,6	94,4
	Déc. 1979	78,8	56,1	80,7	89,0	88,8	87,3	85,3	81,3	74,7	55,4	42,2	80,2	92,0	95,5	95,5	96,3
	Déc. 1981	81,1	57,1	81,0	89,8	90,8	89,7	87,1	82,9	80,6	60,8	49,1	82,9	94,1	96,1	97,6	98,0
	Déc. 1982	81,7	57,1	83,7	90,2	91,3	89,1	88,2	85,0	81,2	59,6	46,6	85,8	94,3	97,3	97,5	98,1
	Déc. 1983	82,6	55,4	81,0	90,3	91,9	90,2	88,5	86,6	80,2	64,2	50,6	86,2	94,7	97,7	96,3	4,1
Lave-vaisselle	Déc. 1970	2,4	0,5	1,8	4,1	3,9	3,0	2,1	0,9	1,2	0,7	0,5	1,1	2,3	4,4	5,5	10,7
	Déc. 1973	5,3	0,8	5,5	10,3	7,6	5,9	5,4	2,9	2,1	1,5	0,9	3,4	6,1	10,2	10,7	26,1
	Déc. 1979	14,8	2,4	11,8	27,1	21,5	14,5	15,1	10,8	6,4	4,1	3,0	10,0	18,6	27,8	26,1	31,6
	Déc. 1981	17,6	3,4	12,7	30,1	27,8	18,7	15,7	14,0	9,5	5,3	3,9	13,1	20,8	33,6	31,6	34,3
	Déc. 1982	19,7	4,0	15,2	31,7	31,8	20,9	17,5	16,9	11,8	5,1	4,2	14,8	24,8	36,2	34,3	38,0
	Déc. 1983	20,5	3,2	13,3	33,7	34,0	22,0	18,7	17,8	10,3	4,7	4,9	13,6	26,5	39,3	38,0	05
Nombre de ménages [en millions] (5)	Déc. 1983	20,1	1,0	1,8	4,2	3,3	1,8	1,8	1,7	1,0	3,5	4,6	6,1	3,7	3,5	1,4	

(1) Proportion des ménages, en %, équipés d'au moins un appareil. — (2) Voir note (2) du tableau 4. — (3) Voir note (3) du tableau 5. — (4) Voitures particulières et commerciales françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés. — (5) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de novembre 1982 et janvier 1983.

TABLEAU D.01-6

Structure en valeur de la consommation alimentaire (1) à domicile

Source : INSEE [Enquêtes alimentaires] (2) — *Unité :* %

	1973	1974	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Produits à base de céréales	9,6	9,9	10,0	9,8	10,2	10,8	11,0	11,2
Légumes	10,0	10,3	12,3	11,4	10,0	10,4	10,1	10,5
Fruits	6,5	6,4	6,8	7,2	7,6	7,0	7,2	7,1
Viandes, volailles, œufs, poissons	39,3	39,1	38,4	38,4	39,6	39,6	39,1	39,7
Lait et fromages	9,8	10,0	10,2	10,2	10,4	10,7	10,8	10,9
Corps gras	5,5	6,2	5,0	4,9	4,8	4,5	4,2	4,2
Produits alimentaires divers.	4,2	4,0	4,4	4,4	4,6	4,8	4,9	4,8
Boissons	15,1	14,1	12,9	13,7	12,8	12,2	12,7	11,8
Ensemble des produits alimentaires	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Y compris l'autoconsommation évaluée au prix du marché local. — (2) Pas d'enquête réalisée en 1975.

TABLEAU D.01-7

Répartition des achats de produits alimentaires (1) selon le poste de consommation et le type de point de vente

Source : INSEE (enquêtes alimentaires 1969-1980) — *Unité :* %

	Marché	Commerçant spécialisé	Alimentation générale				Grossiste coopérative et magasin d'entreprise	Achat à la ferme ou au producteur	Total
			Type traditionnel	Supermarché hypermarché	Autre libre-service	Vente ambulante			
Boulangerie, pâtisserie, confiserie :									
1969	2,4	67,9	12,2	6,5	8,0	2,3	0,6	0,1	100,0
1980	1,5	61,0	5,4	24,3	5,4	1,3	0,9	0,2	100,0
Épicerie :									
1969	3,7	4,3	43,4	16,4	22,7	8,0	1,3	0,2	100,0
1980	1,7	5,9	14,3	59,0	13,2	3,1	2,7	0,1	100,0
Crèmerie :									
1969	8,2	9,8	35,7	12,4	18,9	4,4	2,4	8,2	100,0
1980	6,8	7,8	13,3	49,7	12,8	2,7	1,9	5,0	100,0
Fruits et légumes frais :									
1969	22,7	9,8	36,2	9,7	14,7	3,9	0,9	2,1	100,0
1980	26,4	10,9	14,9	31,0	10,9	2,5	0,7	2,7	100,0
Charcuterie :									
1969	7,8	60,9	9,8	9,6	9,1	1,4	1,0	0,4	100,0
1980	6,7	49,0	4,3	30,4	5,7	1,5	1,7	0,7	100,0
Boucherie :									
1969	6,7	79,1	1,5	6,5	5,1	0,6	0,4	0,1	100,0
1980	5,6	58,9	0,8	27,0	3,8	0,5	1,7	1,7	100,0
Volailles, lapins, gibiers :									
1969	17,3	39,5	8,4	10,6	9,0	0,7	0,6	13,9	100,0
1980	15,6	31,3	2,5	33,2	4,6	0,9	0,7	11,2	100,0
Poissons, crustacés, coquillages :									
1969	13,7	55,2	8,4	6,1	6,5	3,2	1,0	0,9	100,00
1980	24,7	42,3	2,5	20,9	2,4	3,7	1,0	2,5	100,0
Produits surgelés :									
1980	1,9	15,7	6,5	48,3	10,4	6,6	10,6	0,0	100,0
Boissons :									
1969	2,2	8,1	43,5	12,8	21,3	4,9	6,0	1,2	100,0
1980	0,3	5,6	12,5	54,4	13,3	2,1	6,3	5,5	100,0
Ensemble des produits :									
1969	**8,6**	**35,5**	**24,2**	**10,4**	**13,6**	**3,5**	**1,7**	**2,5**	**100,0**
1980	**7,8**	**29,1**	**8,7**	**38,7**	**6,8**	**2,1**	**2,2**	**2,6**	**100,0**

(1) A partir de 1978, les produits surgelés, jusque-là inclus dans les postes « boulangerie, pâtisserie, confiserie, sucrerie », « épicerie », « charcuterie », « boucherie », « volailles, lapins, gibiers » et « poissons, crustacés, coquillages » ont été isolés et regroupés dans un poste « produits surgelés ». — (2) Y compris les ventes ambulantes pratiquées par des commerçants spécialisés.

TABLEAU D.01-8

Revenu, consommation et niveau de vie des différentes catégories sociales

Source : INSEE (enquêtes « Budgets de familles »)

	Revenu moyen par ménage en 1979		Consommation totale par ménage en 1979		Niveau de vie (consommation totale par unité de consommation)				
	Valeur absolue (en francs)	Valeur relative (en %)	Valeur absolue (en francs)	Valeur relative (en %)	Valeur en 1979 (en francs)	Valeur relative (en %) 1979	1971	1966	Valeur en 1966 (en francs 1979)
Agriculteurs	60.200	91	61.600	103	23.000	82	79	78	14.200
Patrons de l'industrie et du commerce	82.600	127	74.200	124	30.200	107	113	109	20.100
Cadres supérieurs et professions libérales	135.500	208	107.500	179	43.700	156	175	181	33.200
Cadres moyens	86.600	133	79.400	132	35.700	127	135	142	26.100
Employés	65.900	101	64.200	107	30.300	108	114	113	20.800
Ouvriers	66.200	101	63.200	105	24.800	88	89	89	16.300
Inactifs	42.100	64	38.200	58	23.900	85	86	85	15.800
Ensemble des ménages (1)	**65.300**	**100**	**60.000**	**100**	**28.100**	**100**	**100**	100	18.400

(1) Cet ensemble comprend également d'autres catégories qui, compte tenu de la faiblesse de leurs effectifs ne figurent pas en détail : salariés agricoles, personnels de services et autres actifs.

TABLEAU D.01-9

Structure du budget par catégorie socio-professionnelle du chef de ménage.

Source : INSEE (Enquête « Budgets de familles » 1978-1979)

	Agriculteur	Salariés agricoles	Patrons de l'industrie et du commerce	Cadres sup. Prof. libérale	Cadres moyens	Employés	Ouvrier	Personnel de service	Clergé armée police	Inactifs	Ensemble
Nombre de ménages (en milliers)	835	172	1.088	1.378	2.033	1.421	4.635	468	394	6.441	18.864
Revenu annuel moyen (en F)	60.179	47.456	82.624	135.513	86.641	65.899	66.236	50.698	69.511	42.101	65.320
Dépense totale moyenne (en F)	67.495	56.402	89.430	134.112	92.238	72.071	70.182	56.907	76.948	42.300	68.530
Dépense par unité de consommation (en F)	25.163	23.430	36.435	54.590	41.473	34.048	27.516	18.521	31.297	26.415	32.100
Coefficients budgétaires (en %) :											
Alimentation à domicile	29,6	28,8	20,2	14,4	17,8	20,0	24,9	24,6	21,4	27,8	22,4
Cantine restaurant	2,1	2,1	3,7	3,7	3,7	3,8	2,7	2,5	3,1	1,8	2,9
Habitation	17,5	14,0	18,2	17,8	17,0	18,2	17,8	15,9	16,2	18,5	17,7
Equipement du logement	8,2	8,9	7,1	9,7	9,4	9,3	8,9	8,0	10,7	9,4	9,1
Automobile	15,9	19,1	14,8	13,1	15,2	15,2	14,9	13,0	13,8	8,6	13,4
Transports en commun	0,3	0,3	0,6	1,3	0,8	1,1	0,7	0,9	0,7	1,1	0,9
Habillement	8,9	9,3	9,7	10,5	10,9	10,8	10,0	11,7	10,3	9,9	10,2
Santé	5,3	4,2	3,2	3,2	4,4	4,4	4,8	5,4	4,2	6,8	4,8
Culture, loisirs	6,2	7,1	7,0	8,2	8,9	8,1	8,9	9,4	10,6	6,3	7,9
Vacances	0,7	1,1	2,7	4,7	3,3	2,5	1,8	2,6	2,5	2,4	2,7
Divers	5,4	5,1	12,8	13,4	8,6	6,6	5,3	6,0	6,5	7,4	8,1
Taux de locataires (en %)	16	37	31	36	46	53	48	56	46	34	40
Taux d'accédants à la propriété (en %)	22	21	32	42	35	30	31	15	21	6	23
Taux de possession d'une automobile (en %)	88	76	90	94	90	76	81	47	88	38	69

TABLEAU D.01-10

Répartition des actifs et étudiants de 14 à 65 ans selon le type de lieu de travail, l'éloignement du lieu de travail et le temps moyen passé, par jour de travail en déplacements entre domicile et lieu de travail

Source : INSEE (Enquêtes transports)

	% de personnes			Lieu de travail fixe hors du domicile	
	ayant un lieu de travail variable	dont le lieu de travail est le domicile	ayant un lieu de travail fixe différent du domicile	Distance du domicile au lieu de travail (en kilomètres)	Temps moyen, par jour de travail, passé en déplacements domicile - travail (en minutes)
Enquête transports 1966-1967	15,5	18,0	66,5	6,0	56
Enquête transports 1981-1982	6,1	11,5	82,4	8,4	53

N.B. — La baisse importante, d'une enquête à l'autre, des parts prises par « lieu de travail variable » au « à domicile » tient sans doute en partie à des questions de définition. En outre, dans l'enquête 1966-1967, avaient été éliminées pour le calcul de la distance et de la durée, les personnes n'ayant pas d'habitudes régulières de transport pour se rendre à leur lieu de travail. Ces personnes représentaient environ 4 % de la population étudiée.

TABLEAU D.01-11

Évolution des taux d'équipement des ménages en véhicules à moteur (1)

Source : INSEE (Enquêtes transport, Enquête deux roues 1976, Enquête équipement ménager 1979)

Type de véhicule	Enquête sur les dépenses de transport 1966-1967	Enquête sur les transports 1973-1974	Enquête sur les deux roues 1976	Enquête sur l'équipement ménager 1979	Enquête sur les transports 1981-1982
Voitures particulières ou commerciales :					
— taux d'équipement (2)	51,3	60,7	—	66,7	69,1
— taux de multi-équipement	5,8	11,4	—	17,0	19,2
Deux roues à moteur	32	28	29	24,8	20,7
dont :					
— cyclomoteurs	—	—	27	—	18,7
— vélomoteurs et motocyclettes	—	—	2,3	—	2,7

(1) Il n'a pas été possible de construire un tableau donnant l'évolution des taux d'équipement des ménages en bicyclettes, du fait de l'hétérogénéité des définitions de champ pour les différentes enquêtes. L'enquête transport 1981-1982 ne prend en compte que les *bicyclettes d'adultes,* ce qui nous donne un taux d'équipement de 39,2 %. De plus, pour des raisons de comparabilité avec les enquêtes précédentes, on n'a pas pris en compte dans le calcul des taux d'équipement les petits véhicules utilitaires qui sont pourtant recensés dans l'enquête sur les transports de 1981-1982. — (2) La notion de taux d'équipement est plus vaste que celle de taux de possession. Sont en effet pris en compte, outre les véhicules possédés par le ménage : les véhicules à disposition permanente du ménage pour une durée d'au moins trois mois; les véhicules loués par un membre du ménage pour une durée totale d'au moins trois mois.

TABLEAU D.01-12

Évolution de quelques caractéristiques du parc automobile des ménages

Source : INSEE (Enquêtes transport, enquête équipement ménager 1979)

Caractéristiques du parc automobile	Enquête sur les dépenses de transport 1966-1967	Enquête sur les transports 1973-1974	Enquête sur l'équipement ménager 1979	Enquête sur les transports 1981-1982
Toutes voitures :				
Âge moyen (1)	5,4	5,7	5,9	
Ancienneté moyenne d'acquisition (1)	3,0	3,1	3,4	
Voitures acquises neuves :				
Part du parc (%)	50,6	49,6	49	
Âge moyen (1)	3,5	3,6	3,9	
Voitures acquises d'occasion :				
Âge moyen (1)	7,4	8,0	7,8	
Ancienneté moyenne d'acquisition (1)	2,6	2,7	3,0	
Âge à l'acquisition (1)	4,8	5,3	4,8	
Toutes voitures : répartition par tranches d'âge (%) :				
Moins de 4 ans	45	40	37	
4 ans à moins de 9 ans	37	39	39	
9 ans à moins de 14 ans	14	16	18	
14 ans et plus	4	5	6	
Toutes voitures :				
Puissance fiscale moyenne	5,8	6,0	—	
Répartition par tranches de puissance fiscale (%) :				
Moins de 6 CV	51,7	39,7	—	
6 à moins de 11 CV	39,1	53,6	—	
11 CV et plus	9,2	6,7	—	

(1) En nombre d'années.

SOURCES DE DOCUMENTATION

1. PUBLICATIONS CONCERNANT LES MÉTHODES ET LES RÉSULTATS D'ENSEMBLE.

— « Système élargi de comptabilité nationale. — Méthodes », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 44-45, mai 1976;

— *Rapports sur les comptes de la Nation* (publication annuelle). — dernier paru : « Rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1983 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 117-118, juin 1984;

— Les comptes de patrimoine (1971-1972-1976). *Les Collections de l'INSEE,* série C, n^{os} 88-90, septembre 1980;

— Consommation des ménages : rapport sur les comptes de la Nation 1979, *Dossier rectangle,* avril 1980;

— Beudaert (M.), Lori (L.) et Séruzier (M.). — « Rétropolation des comptes nationaux dans le nouveau système de comptabilité nationale française, séries 1959-1970 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n^{os} 67-68, 1978;

— Quang-Chi (Dinh) et Labat (J.-C.). — « Projection de la population totale pour la France 1975-2000 », *Les Collections de l'INSEE,* série D, n° 63, mai 1979;

— Audirac (P.-A.). — « Projection du nombre de ménages 1975-2000 »; *Les Collections de l'INSEE,* série D, n° 64, mai 1979.

2. PUBLICATIONS DES RÉSULTATS D'ENQUÊTES SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES.

20. Ensemble de la consommation :

— L'Hardy (Ph.) et Trognon (A.). — « Le mythe du nouveau consommateur », *Économie et statistique,* n° 123, juillet 1980;

— Trognon (A.). — Composition des ménages et système linéaire des dépenses, *Annales,* n° 41, 1982;

— Glaude (M.) et Moutardier (M.). — « Les budgets des ménages », *Économie et statistique,* n° 140, janvier 1982;

— Glaude (M.). — « L'évolution du niveau de vie de 1966 à 1979 », *Économie et statistique,* n° 142, mars 1982;

— Moutardier (M.). — « Le budget des ménages en 1978-1979 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 97, décembre 1982;

— Bloch (L.) et Glaude (M.). — « Une approche du coût de l'enfant », *Économie et statistique,* n° 155, mai 1983;

— Glaude (M.) et Moutardier (M.). — « L'évolution des niveaux de vie en treize ans selon le milieu social », « Les budgets des ménages en 1979 », *Données sociales,* édition 1984;

— Glaude (M.). — « Diversité et cohérence des budgets », *Données sociales,* édition 1984.

21. Consommation alimentaire :

— Mercier (M.-A.). — « La consommation et les lieux d'achats des produits alimentaires en 1981 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 108, juillet 1984;

— Mercier (M.-A.). — « Les lieux d'achats des produits alimentaires », *Données sociales,* édition 1984;

— Mercier (M.-A.). — « L'importance croissante des repas à l'extérieur », *Économie et statistique,* n° 166, mai 1984.

22. Équipement en appareils ménagers et en véhicules :

— N'Guyen Huu (T.). — « L'automobile en France. Quelques résultats de l'enquête " Transports " 1973-1974 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 65-66, septembre 1978;

— Trognon (A.). — « Les ménages, la bicyclette et les moto-cycles en 1976 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 77, mai 1979.

— Trognon (A.). — « La percée de la télé-couleur », *Économie et statistique,* n° 110, avril 1979;
— Trognon (A.). — « Bocaux hier, congélateur aujourd'hui », *Économie et statistique,* n° 116, novembre 1979;
— Glaude (M.). — « Réalisation des intentions d'achats », *Économie et statistique,* n° 129, janvier 1981;
— Valdelièvre (H.). — « L'équipement des ménages en biens durables au début de 1983 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 104, octobre 1983;
— Valdelièvre (H.). — « Les principaux biens d'équipement du logement fin 1983 », *Premiers résultats,* n° 20, juin 1984;
— « Enquête de conjoncture auprès des ménages en mai 1984 (enquête communautaire européenne) », *Informations rapides,* série A, n° 109, 13 juin 1984;
— Join-Lambert (E.). — « Les ménages roulent plus, les voitures roulent moins », *Économie et statistique,* n° 136, septembre 1981;
— Verger (D.). — « De la cuisine à la lingerie : équipement ménager et activités domestiques », *Économie et statistique,* n° 140, janvier 1982;
— Roy (C.) et Verger (D.). — « Le point sur la télévision », *Économie et statistique,* n° 143, avril 1982;
— Verger (D.). — « Durée de vie des équipements ménagers », *Enjeux,* n° 25, 1982;
— Verger (D.). — « Les disparités d'équipement des ménages en biens durables (Enquête équipement ménager, 1979) », *Archives et documents,* n° 57, octobre 1982;
— Vadrot (F.). — « Du temps libre aux biens durables (enquête équipement ménager, 1979) », *Dimension économique de la Bourgogne,* n° 27, 1982;
— Verger (D.). — « Le fusil de chasse : une affaire d'homme et de rural », *Économie et statistique,* n° 147, septembre 1982;
— Choquet (O.). — « L'automobile, un bien banalisé », *Économie et statistique,* n° 154, avril 1984.

23. Logement :

— Conditions de vie : « 9 % des ménages déclarent disposer d'une résidence secondaire », *Économie et statistique,* n° 62, décembre 1974;
— Villac (H.), Balland (G.) et Touchard (L.). — « Les conditions de logement des ménages en 1978 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 85;
— Fabre (F.) et Nicol (C.). — « Les logements vacants ne sont pas tous disponibles », *Économie et statistique,* n° 107, janvier 1979;
— Marchand (O.). — « Le parc des logements en 1978 », *Économie et statistique,* n° 113, juillet-août 1979;
— Fabre (F.). — « Les locataires et leurs logements », *Économie et statistique,* n° 128, décembre 1980;
— IAURIF. — « Résultats de l'enquête " Amélioration " de 1979 », (Exploitation — réalisée par l'IAURIF pour le compte de la direction de la construction du ministère de l'Urbanisme et du Logement — d'une enquête effectuée par l'INSEE sur les travaux d'entretien ou d'amélioration des logements, en même temps que sur l'équipement);
— Choquet (O.). — « L'équipement du logement », *Données sociales,* édition 1984;
— Verger (D.). — « L'achat d'un logement ne va pas sans achats d'équipements », *Économie et statistique,* n° 161, décembre 1983.

24. Habillement :

— N'Guyen Huu (T.). — « les magasins spécialisés ont toujours la préférence des particuliers », *Économie et statistique,* n° 51, décembre 1973;
— N'Guyen Huu (T.). — « Les dépenses d'habillement des Français en 1971-1972 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 38, novembre 1974.

25. Santé :

— Charraud (A.). — « La consommation médicale de ville par sexe et âge dans l'enquête sur la santé et les soins médicaux » (avril 1980-mars 1981). Premiers résultats n° 459/453 du 23 février 1983;
— Devouassoux-Merakchi (J.) et Morel (B.). — « Les modes de protection sociale en cas de maladie en 1980. Premiers résultats de l'enquête sur la santé et les soins médicaux 1980-1981 », *Informations rapides du SESI,* n° 14 du 15 mars 1983;
— Charraud (A.), Devouassoux (J.) et Morel (B.). — « La consommation médicale : évolution et disparité », *Données sociales,* édition 1984;
— Devouassoux (J.) et Morel (B.). — « Les modes de protection, en cas de maladie », *Données sociales,* édition 1984;
— Charraud (A.) et Valdelièvre (H.). — « La taille et le poids », *Données sociales,* édition 1984;
— Roy (C.). — « Les soins personnels », *Données sociales,* édition 1984;
— Charraud (A.). — « Formes et évolution de la consommation médicale de ville aux différents âges de la vie », *Économie et statistique,* n° 163, février 1984.

26. Vacances :

— Debreu (P.). — « Les vacances des Français en 1973 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 41, février 1975;
Depuis 1974, voir « Statistiques du Tourisme », n^os^ 2, 6, 10, 14, 18. — *Regards sur les Statistiques du Tourisme,* n° 21. — *Regards sur l'Économie du Tourisme,* n^os^ 26, 28 et *Objectifs temps libre, l'économie du tourisme,* n^os^ 3 et 4;
— Anfré (J.) et Rempp (J.-M.). — « Les vacances des Français », *Économie et statistique,* n° 101, juin 1978;
— Bertrand (M.). — « La France sous la tente », *Économie et statistique,* n° 101, juin 1978;
— Bertrand (M.). — « Vacances : en hiver aussi », *Économie et statistique,* n° 111, mai 1979;
— Bertrand (M.). — « Les vacances des Français en 1981-1982 », *Les Collections de l'INSEE,* M 109, octobre 1984;
— Choquet (O.). — « Les vacances de la saison d'hiver 1982-1983 », *Premiers résultats,* n° 1, septembre 1983;
— COUDER (M.). — « Les départs en vacances de l'été 1983, *Premiers résultats,* n° 6, décembre 1983.

27. Loisirs. — Budgets-temps :

— Debreu (P.). — « Les comportements de loisirs des Français. Enquête 1967. Résultats détaillés », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 25, août 1973;
— Lemel (Y.). — « Les budgets-temps des citadins », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 33, mars 1974;
— Lemel (Y.) et Paradeise (C.). — « Appartenance et participation à des associations », *Économie et statistique,* n° 55, avril 1974;
— De La Godelinais (M.-C.). — « Quelques aspects de la vie sociale des personnes âgées », *Économie et statistique,* n° 71, octobre 1975;
— Huet (M.-Th.), Lemel (Y.) et Roy (C.). — « Les emplois du temps des citadins ». Résultats provisoires de l'enquête « Emplois du temps 1974-1975 », réédition. *Archives et Documents,* n° 59, octobre 1982;
— Lemel (Y.) et Paradeise (C.). — « Sociabilité d'après l'enquête loisirs 1967 », *Dossier rectangle*;
— Brasseur (A.), Debreu (P.) et Lemel (Y.). — « Typologie des loisirs », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 72, mars 1979;
— Roy (C.). — « Le point sur l'aide ménagère », *Économie et statistique,* n° 124, août 1980;
— Rousse (H.) et Roy (C.). — « Activités ménagères et cycle de vie », *Économie et statistique,* n° 131, mars 1981;
— Forse (M.). — « La sociabilité », *Économie et statistique,* n° 132, avril 1981;
— Roy (C.). — « Les emplois du temps des mères et pères de familles nombreuses », *Économie et statistique,* n° 141, février 1982;
— Chastand (A.). — « Activité professionnelle et domestique des femmes de milieu ouvrier », *Économie et statistique,* n° 141, février 1982;
— Roy (C.). — « La garde des enfants le soir », *Dossier rectangle,* août 1982;
— Lemel (Y.). — « Activités primaires et secondaires ». Analyse de contenu des dossiers de l'enquête « Emploi du temps 1974-1975 », *Dossier rectangle,* juillet 1983;
— Roy (C.). — « Le temps et les activités quotidiennes » *Données sociales,* édition 1984;
— Roy (C.). — « La journée des citadins », *Économie et statistique,* n° 158, septembre 1983.

28. Épargne, assurance et patrimoine :

— Turc (A.). — « La clientèle de l'assurance-vie en 1970 », *Économie et statistique,* n° 49, octobre 1973;

— Vallet (D.). — « L'épargne à moyen terme : une approche économétrique », *Économie et statistique,* n° 66, avril 1975;

— L'Hardy (Ph.) et Turc (A.). — « Patrimoine des ménages : permanences et transformations », *Économie et statistique,* n° 76, mars 1976;

— L'Hardy (Ph.) et Turc (A.). — « L'enquête épargne 1973. Premiers résultats », *Dossier rectangle,* juillet 1976;

— Verger (D.). — « Le crédit à la consommation », *Données sociales,* édition 1984.

29. Situations défavorisées :

— Borkowski (J.-L.). et Le Jeannic (Th.). — « L'arrivée en France des immigrés », *Économie et statistique,* n° 144, mai 1982;

— Borkowski (J.-L.). — Enquête « Situations défavorisées. Quelques résultats », *Archives et Documents,* n° 71, mars 1983;

— Borkowski (J.-L.). — « Trois dimensions de la vie des personnes âgées », *Économie et statistique,* n° 158, septembre 1983.

Chapitre D.02

Logement

1. Les recensements
2. Les enquêtes logement
3. Définitions générales
4. Définitions particulières aux enquêtes logement

Les tableaux présentés dans ce chapitre sont issus, soit des *recensements,* soit des *enquêtes logement.* Les données les plus récentes proviennent de l'exploitation du recensement de 1982. Les informations d'ordre financier sont fournies par les enquêtes logement, dont la dernière date de 1978 (1).

1. Les recensements

Lors des recensements de population (RP), les principales caractéristiques des immeubles, telles que le type d'immeuble (ferme, immeuble d'habitation, etc.), l'année d'achèvement et le nombre d'étages, sont reportées sur le « bordereau de maison ». Les variables observées au niveau du logement figurent sur la « feuille de logement »; ce sont la catégorie du logement (vacant, résidence principale ou secondaire), le nombre de pièces, le statut d'occupation et les divers éléments de confort. Les données présentées (2) dans les tableaux 1 à 6 sont issues de l'exploitation des échantillons au 1/20 tirés dans les 2 derniers recensements, qui ont eu lieu en février-mars 1975 et mars-avril 1982.

2. Les enquêtes logement

Effectuées en novembre 1973 et en mai-juin 1978, elles font suite à une série d'enquêtes analogues réalisées par l'INSEE en 1955, 1961, 1963, 1967 et 1970.

Toutes ces enquêtes ont été réalisées par interview, auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des logements existant en France à la date de l'enquête.

Cet échantillon a été constitué à partir de 2 bases de sondage :

— le recensement précédent de la population pour les logements achevés à la date de ce recensement;

— le fichier des logements neufs géré par le ministère de l'Environnement et du Cadre de vie pour les logements achevés entre le recensement et la date de l'enquête.

La taille de l'échantillon était en 1973 de 58.395 logements, en 1978 de 31.093 logements; l'échantillon de la région Ile-de-France a été augmenté en vue d'études locales, toutes les autres régions ayant les mêmes taux de sondage (3).

Ces enquêtes comportent :

— d'une part, des questions sur les caractéristiques physiques du parc (taille, confort) et sur les caractéristiques démographiques du ménage occupant (catégorie socioprofessionnelle, statut d'occupation, nombre de personnes);

— d'autre part, des questions détaillées axées sur les dépenses de logement (loyers, prix d'acquisition, modalités de financement utilisées par les accédants à la propriété).

3. Définitions générales

Les définitions des concepts les plus importants sont données ci-après. Elles sont communes aux recensements et aux enquêtes logement, à de rares exceptions

1. L'aspect production et financement du logement est abordé dans le chapitre « K-11, Bâtiment et Génie civil et agricole ».
2. Pour des résultats plus détaillés au niveau régional, on se reportera aux revues publiées par les observatoires économiques régionaux ou aux fascicules régionaux et départementaux.
3. Pour plus de précisions, se reporter aux volumes M 42 et M 85 des *Collections de l'INSEE.*

près (accédants, locataires). En ce qui concerne les « ménages ordinaires » et la « personne de référence », les définitions sont explicitées au chapitre *B.01, État de la population.*

31. Logements d'habitation

Tout local séparé indépendant et fixe utilisé pour l'habitation constitue un logement d'habitation. Si ces logements sont occupés de manière permanente, ce sont des résidences principales; sinon, ce sont des résidences secondaires ou des logements vacants.

32. Résidences principales

Elles comprennent les logements ordinaires conçus pour l'habitation dans des conditions normales mais aussi les pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers, les chambres meublées dans un hôtel ou une pension de famille, occupées par des personnes qui y vivent la plus grande partie de l'année ou qui n'ont pas d'autre résidence, les constructions provisoires à usage d'habitation et les habitations de fortune.

33. Résidences secondaires

Ce sont des logements qui ne sont occupés qu'une faible partie de l'année; les logements de vacances, en particulier les maisons et logements meublés loués pour des séjours touristiques, sont également recensés comme résidences secondaires.

34. Logements vacants

Ce sont des logements sans occupant à l'époque du recensement ou de l'enquête et qui ne sont pas utilisés comme résidences secondaires.

35. Nombre de pièces du logement

Les *pièces d'habitation* comprennent : les chambres à coucher, salles à manger, salles de séjour, salons, studios, etc., quelle que soit leur surface, ainsi que les chambres de service (ou autres pièces annexes) non cédées à des tiers.

Elles ne comprennent pas : les entrées, couloirs, salles de bains, penderies, alcôves, WC, buanderies, offices, etc., ni les pièces réservées à un usage uniquement professionnel.

La *cuisine* est comptée comme pièce d'habitation lorsqu'elle a plus de 12 m^2; lorsqu'un logement est constitué d'une seule pièce dans laquelle se trouvent des installations pour faire la cuisine, on compte cette pièce, que sa surface soit supérieure à 12 m^2 ou non. Il n'y a pas de logement de « zéro pièce ».

36. Indice de peuplement

Pour calculer l'indice de peuplement, on définit un nombre de pièces normatif de la façon suivante :

· *On compte :*

— 1 pièce pour chaque personne mariée, veuve ou divorcée dont le conjoint n'habite pas le logement;
— 1 pièce pour chaque couple vivant dans le logement;
— 1 pièce pour chaque personne célibataire de plus de 18 ans;
— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de 7 à 18 ans de même sexe;
— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de moins de 7 ans;
— plus 1 unité pour la salle de séjour.

L'indice de peuplement est alors ainsi calculé :

— surpeuplement accentué : le nombre de pièces du logement est inférieur d'au moins 2 unités au nombre de pièces normatif;
— surpeuplement modéré : le nombre de pièces du logement est inférieur d'une unité au nombre de pièces normatif;
— peuplement normal : le nombre de pièces du logement est égal au nombre de pièces normatif;
— sous-peuplement modéré : le nombre de pièces du logement dépasse d'une unité le nombre de pièces normatif;
— sous-peuplement prononcé : le nombre de pièces du logement dépasse de 2 unités le nombre de pièces normatif;
— sous-peuplement très accentué : le nombre de pièces du logement dépasse d'au moins 3 unités le nombre de pièces normatif.

37. Statut d'occupation (au sens du recensement)

Les *propriétaires accédants* sont ceux qui ont effectué pour l'achat de leur résidence principale, un (ou plusieurs) emprunts qu'ils n'ont pas achevé de rembourser à la date du recensement.

Les *locataires* comprennent aussi les *sous-locataires.*

Les *ménages logés par l'employeur* comprennent des ménages logés à titre gracieux et des ménages logés à titre onéreux.

Les définitions retenues aux enquêtes logement sont différentes.

4. Définitions particulières aux enquêtes logement

41. Propriétaires

· *Propriétaire accédant à la propriété :*

Est considéré comme accédant à la propriété tout ménage ayant effectué, au cours de l'année précédant l'enquête, au moins un versement pour le remboursement (ou le paiement des intérêts) d'un (ou plusieurs) prêt(s) contracté(s) pour l'achat ou la construction du logement qu'il occupe, et qui ne soi(en)t pas prêt(s)-relais.

· *Accédant à la propriété HLM :*

Le ménage rembourse un prêt d'un organisme HLM.

· *Accédant à la propriété d'un logement aidé par le Crédit foncier :*

Le ménage rembourse un prêt spécial immédiat ou un prêt spécial différé du Crédit foncier ou a obtenu une prime à la construction.

· *Accédant à la propriété d'un logement non aidé de première main :*

Le ménage accédant n'a pas obtenu de prêt HLM, ni d'aide du Crédit foncier. Il est le premier propriétaire de son logement.

· *Accédant à la propriété d'un logement non aidé de seconde main :*

Le ménage accédant n'a pas obtenu de prêt HLM ni d'aide du Crédit foncier. Il n'est pas le premier propriétaire de son logement.

42. Locataires-fermiers-métayers-logés gratuitement

Sont classés dans la catégorie *locataires,* les ménages qui paient un loyer, y compris ceux qui sont logés à titre onéreux par l'employeur (convention contraire à celle retenue pour le recensement).

· *Loyers des logements soumis à la loi de 1948 :*

La loi du 1er septembre 1948 réglemente les loyers des logements achevés avant sa promulgation. Le loyer peut être fixé d'après la *surface corrigée* (surface réelle modifiée pour tenir compte de la qualité du logement) ou selon le système *forfaitaire* qui prend pour base de calcul le loyer payé effectivement le 1er juillet 1948.

On distingue :

— les *locataires d'un local loué vide;*

— les *autres locataires,* qui sont les ménages logés en meublé, hôtel ou garni, ainsi que les sous-locataires.

Sont exclus de la catégorie locataires les fermiers, les métayers et les ménages logés à titre gracieux.

43. Charge financière et taux d'effort

431. Charge financière brute

C'est le montant annuel des dépenses de loyer [charges locatives exclues] (4) ou de remboursement(s) d'emprunt(s) [capital et intérêt(s)] contracté(s) pour l'achat ou la construction du logement occupé par le ménage accédant à la propriété.

432. Charge financière nette

Elle est définie comme la charge financière brute déduction faite du montant de l'allocation de logement ou de l'aide personnalisée au logement (APL) éventuellement perçue.

433. Taux d'effort net

C'est le rapport entre la charge financière nette et le revenu du ménage déclaré à l'enquête, calculé comme rapport de la charge moyenne au revenu moyen et non comme moyenne des taux d'efforts individuels.

4. L'indice du coût de la construction est publié au chapitre *H.03 Indices de prix de gros et à la production.*

TABLEAU D.02-1

Résidences principales, résidences secondaires et logements vacants par catégorie de commune (1)

Source : INSEE (recensements de 1975 et 1982, sondage au 1/20)

Unité : Millier

Catégorie de commune	Résidences principales		Résidences secondaires		Logements vacants		Ensemble	
	1975	1982	1975	1982	1975	1982	**1975**	**1982**
Communes rurales	4.556	4.916	997	1.280	598	593	**6.151**	**6.789**
%	*25,7*	*25,1*	*58,8*	*56,5*	*36,6*	*32,0*	***29,2***	***28,6***
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	4.926	5.624	443	644	415	519	**5.784**	**6.787**
%	*27,8*	*28,7*	*26,1*	*28,4*	*25,4*	*28,0*	***27,4***	***28,6***
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	4.997	5.562	176	240	373	445	**5.546**	**6.247**
%	*28,1*	*28,4*	*10,4*	*10,6*	*22,8*	*24,0*	***26,3***	***26,4***
Agglomération parisienne	3.265	3.488	79	101	248	297	**3.592**	**3.886**
%	*18,4*	*17,8*	*4,7*	*4,5*	*15,2*	*16,0*	***17,1***	***16,4***
Ensemble	**17.744**	**19.590**	**1.695**	**2.265**	**1.634**	**1.854**	**21.073**	**23.709**
%	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***

(1) Les résultats de 1975 sont donnés selon la définition des agglomérations au recensement de 1975; ceux de 1982 selon la définition de 1982.

TABLEAU D.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation par catégorie de commune (1)

Source : INSEE (recensements de 1975 et 1982, sondage au 1/20)

Unité : Milliers

Catégorie de commune	Propriétaires		Locataires d'un local loué vide		Autres statuts d'occupation		Ensemble	
	1975	1982	1975	1982	1975	1982	1975	1982
Communes rurales	3.033	3.510	912	864	611	542	**4.556**	**4.916**
%	*66,6*	*71,4*	*20,0*	*17,6*	*13,4*	*11,0*	*100,0*	*100,0*
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	2.213	2.826	2.089	2.275	624	523	**4.926**	**5.624**
%	*44,9*	*50,2*	*42,4*	*40,5*	*12,7*	*9,3*	*100,0*	*100,0*
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	1.906	2.327	2.499	2.753	592	482	**4.997**	**5.562**
%	*38,1*	*41,8*	*50,0*	*49,5*	*11,9*	*8,7*	*100,0*	*100,0*
Agglomération parisienne	1.119	1.266	1.699	1.854	447	368	**3.265**	**3.488**
%	*34,3*	*36,3*	*52,0*	*53,1*	*13,7*	*10,6*	*100,0*	*100,0*
Ensemble	**8.271**	**9.929**	**7.199**	**7.746**	**2.274**	**1.915**	**17.744**	**19.590**
%	*46,6*	*50,7*	*40,6*	*39,5*	*12,8*	*9,8*	*100,0*	*100,0*

(1) Voir note tableau 1.

TABLEAU D.02-3

Résidences principales selon le confort

Source : INSEE (recensement de 1975 et 1982, sondage au 1/20)

Unité : Milliers

Confort	Toutes résidences principales				Dont : parc achevé avant 1949			
	1975		1982		1975		1982	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sans eau	500	2,8	148	0,8	450	4,6	128	1,5
Eau seulement	3.260	18,4	1.838	9,4	3.090	31,6	1.695	19,7
Eau, W.-C., sans installations sanitaires	1.524	8,6	1.002	5,1	1.349	13,8	859	10,0
Eau, installations sanitaires, sans W.-C.	900	5,1	978	5,0	796	8,1	698	8,1
Eau, installations sanitaires, W.-C., sans chauffage central	3.102	17,5	3.355	17,1	1.887	19,3	2.128	24,7
Eau, installations sanitaires, W.-C., avec chauffage central	8.458	47,6	12.269	62,6	2.207	22,6	3.113	36,0
Ensemble	**17.744**	**100,0**	**19.590**	**100,0**	**9.779**	**100,0**	**8.621**	**100,0**

TABLEAU D.02-4

Résidences principales et nombre moyen de pièces, selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble

Source : INSEE (recensement de 1982, sondage au 1/20)

Année d'achèvement	Individuel		Collectif		Ensemble	
	Effectif (milliers)	Nombre moyen de pièces	Effectif (milliers)	Nombre moyen de pièces	Effectif (milliers)	Nombre moyen de pièces
Avant 1871	1.955	3,95	809	2,70	2.764	3,58
De 1871 à 1914	1.761	4,05	1.275	2,67	3.036	3,47
De 1915 à 1948	1.657	4,06	1.164	2,66	2.821	3,48
De 1949 à 1961	1.219	4,21	1.487	3,11	2.706	3,61
De 1962 à 1967	696	4,37	1.233	3,29	1.929	3,68
De 1968 à 1974	1.419	4,55	1.845	3,17	3.264	3,77
1975 ou après	1.877	4,56	1.193	2,94	3.070	3,93
Ensemble	**10.584**	**4,23**	**9.006**	**2,97**	**19.590**	**3,65**

TABLEAU D.02-5

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : INSEE (recensement de 1982, sondage au 1/20)

Unité : Millier

Indice de peuplement	Nombre de personnes du ménage						
	1	2	3	4	5	6 personnes et plus	Ensemble
Sous-peuplement très accentué	398	897	319	265	99	45	2.023
Sous-peuplement prononcé	630	1.298	604	502	161	64	3.259
Sous-peuplement modéré	1.222	1.772	1.199	988	373	140	5.694
Peuplement normal	1.478	1.175	1.149	992	491	236	5.521
Surpeuplement modéré	1.089	380	329	335	243	226	2.602
Peuplement accentué	///	70	79	81	76	185	491
Ensemble	**4.817**	**5.592**	**3.679**	**3.163**	**1.443**	**896**	**19.590**

TABLEAU D.02-6

Résidences principales par catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence et selon le statut d'occupation

Source : INSEE (recensement de 1982, sondage au 1/20)

Unité : Millier

Catégorie socioprofessionnelle	Propriétaire non accédant	Propriétaire accédant	Locataire d'un local loué vide	Locataire en meublé hôtel, garni	Logé par l'employeur	Logé à titre gracieux	**Ensemble**
Agriculteurs exploitants	425	206	129	2	14	41	**1.817**
%	*52,0*	*25,2*	*15,8*	*0,2*	*1,7*	*5,1*	***100,0***
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	352	454	370	8	18	41	**1.243**
%	*28,3*	*36,5*	*29,8*	*0,6*	*1,5*	*3,3*	***100,0***
Cadres, professions intellectuelles supérieures	213	657	516	13	77	37	**1.513**
%	*14,1*	*43,4*	*34,1*	*0,9*	*5,1*	*2,4*	***100,0***
Professions intermédiaires	291	1.016	966	27	166	68	**2.534**
%	*11,5*	*40,1*	*38,1*	*1,1*	*6,5*	*2,7*	***100,0***
Employés	265	498	1.159	54	182	62	**2.220**
%	*11,9*	*22,4*	*52,3*	*2,4*	*8,2*	*2,8*	***100,0***
Ouvriers	657	1.386	2.442	95	218	123	**4.921**
%	*13,4*	*28,2*	*49,6*	*1,9*	*4,4*	*2,5*	***100,0***
Retraités	2.424	528	1.509	29	70	365	**4.925**
%	*49,2*	*10,7*	*30,7*	*0,6*	*1,4*	*7,4*	***100,0***
Autres personnes sans activité professionnelle	408	150	655	58	37	109	**1.417**
%	*28,8*	*10,6*	*46,2*	*4,1*	*2,6*	*7,7*	***100,0***
Ensemble	**5.034**	**4.895**	**7.746**	**286**	**784**	**845**	**19.590**
%	***25,7***	***25,0***	***39,5***	***1,5***	***4,0***	***4,3***	***100,0***

TABLEAU D.02-7

Charge financière brute par statut d'occupation

Source : INSEE (enquêtes logement de 1973 et 1978)

Statut d'occupation	Ensemble des ménages				Dont : emménagés récents			
	Charge financière brute (En F/an)		Charge financière brute/m² (En F/an/m²)		Charge financière brute (En F/an)		Charge financière brute/m² (En F/an/m²)	
	1973	1978	1973	1978	1973	1978	1973	1978
I. Propriétaires accédants								
Accédants HLM	4.495	8.106	51	86	6.537	12.757	72	132
Accédants crédit foncier ou PIC	5.562	8.746	62	91	8.977	14.439	96	149
Accédants non aidés logement 2e main	6.082	10.446	70	107	8.159	15.569	93	153
Accédants non aidés logement 1re main	8.795	12.831	86	123	11.444	17.439	105	162
Ensemble	5.835	9.835	65	101	8.738	15.023	93	150
II. Locataires local loué vide								
Locataires local loué vide HLM	2.907	4.231	43	62	3.051	4.449	44	66
Locataires local loué vide loi de 1948	2.426	4.025	46	73	2.983	5.191	55	93
Locataires local loué vide, libre, avant 1949	2.820	4.875	49	78	3.592	5.950	62	99
Locataires local loué vide libre après 1948	5.089	7.909	76	114	5.526	8.636	83	129
Ensemble	3.286	5.319	53	82	3.990	6.291	63	97
III. Autres locataires	3.240	4.706	105	146	3.581	4.888	114	156

TABLEAU D.02-8

Ménages bénéficiaires de l'allocation-logement, par statut d'occupation, pour les emménagés récents

Source : INSEE (enquêtes logement de 1973 et 1978)

Statut d'occupation	Proportion de bénéficiaires de l'allocation-logement (en %)		Charge financière brute (en F/an)		Allocation moyenne des bénéficiaires (en F/an)		Taux d'effort net (en %)	
	1973	1978	1973	1978	1973	1978	1973	1978
Accédants HLM	45,2	32,7	6.665	13.073	2.002	2.548	14,2	19,5
Accédants crédit foncier ou PIC	23,3	20,4	6.938	13.573	2.174	2.504	14,6	14,7
Accédants non aidés logement 2e main	9,8	12,3	6.062	10.077	2.008	2.405	14,0	18,1
Accédants non aidés logement 1re main	11,4	9,7	8.337	12.457	1.942	2.301	18,1	17,7
I. Propriétaires accédants	20,9	17,6	6.844	12.584	2.145	2.475	14,6	5,1
Locataires d'un local loué vide HLM	35,2	39,6	3.239	4.534	1.502	2.308	6,6	9,0
Locataires d'un local loué vide loi de 1948	9,8	22,1	4.029	5.885	1.457	1.887	12,1	7,2
Locataires d'un local loué vide, libre avant 1949	11,0	19,8	3.630	5.245	1.669	2.356	8,8	9,2
Locataires d'un local loué vide libre après 1948	22,4	24,1	4.835	6.998	1.937	2.912	10,0	6,9
II. Locataires d'un local loué vide	21,6	27,7	3.836	5.434	1.668	2.422	8,2	6,8
III. Autres locataires	3,4	10,4	3.603	4.681	1.513	2.645	8,5	

TABLEAU D.02-9

Conditions de logement des ménages ordinaires des départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensements de 1974 et 1982)

Département		Ensemble des logements résidences principales	Conditions de logement (1)					
			Logements ayant l'eau courante à l'intérieur	Logements ayant l'électricité (2)	Logements ayant les W.-C. à l'intérieur (3)	Source d'énergie utilisée principalement		Logements occupés par leurs propriétaires
						Pétrole (4)	Gaz butane (5)	
Guadeloupe								
1974	Nombre	76.752	24.405	42.108	26.684	18.085	45.754	49.589
	%	///	33,2	57,1	36,4	24,8	62,7	66,9
1982	Nombre	85.629	58.372	66.136	47.371	●	69.146	54.040
	%	///	69,5	80,6	57,7	●	84,6	65,9
Guyane								
1974	Nombre	15.647	7.386	11.237	7.446	632	11.223	5.933
	%	///	51,0	76,5	51,7	4,5	79,6	40,7
1982	Nombre	21.063	14.268	16.925	12.457	●	17.114	7.160
	%	///	68,8	83,3	61,2	●	82,5	34,5
Martinique								
1974	Nombre	76.135	30.545	34.501	28.083	22.984	39.056	45.381
	%	///	43,6	48,7	40,3	33,0	56,1	64,1
1982	Nombre	85.265	66.256	61.682	53.322	●	69.444	51.752
	%	///	78,6	73,2	63,3	●	82,4	61,4
Réunion								
1974	Nombre	103.962	33.719	48.570	33.534	23.718	37.050	59.955
	%	///	34,1	49,0	34,0	24,3	37,9	60,7
1982	Nombre	120.861	84.852	98.607	60.891	●	88.109	65.931
	%	///	70,6	82,1	50,7	●	73,3	54,9
Saint-Pierre-et-Miquelon								
1982	Nombre	1.760	1.754	1.757	1.746	●	...	1.360
	%	///	99,8	100,0	99,7	●	...	77,4

(1) Quand on ne savait pas si un logement était ou non doté de tel élément de confort, on a admis, pour établir ce tableau, qu'il n'en était pas doté. — (2) En 1982, il s'agit, plus généralement, des logements ayant l'éclairage. — (3) En 1982, il s'agit des seuls W.-C. avec chasse d'eau. — (4) Information absente au recensement de 1982. — (5) En 1982, la question posée était : « Y a-t-il le gaz dans le logement ? »

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ouvrages :

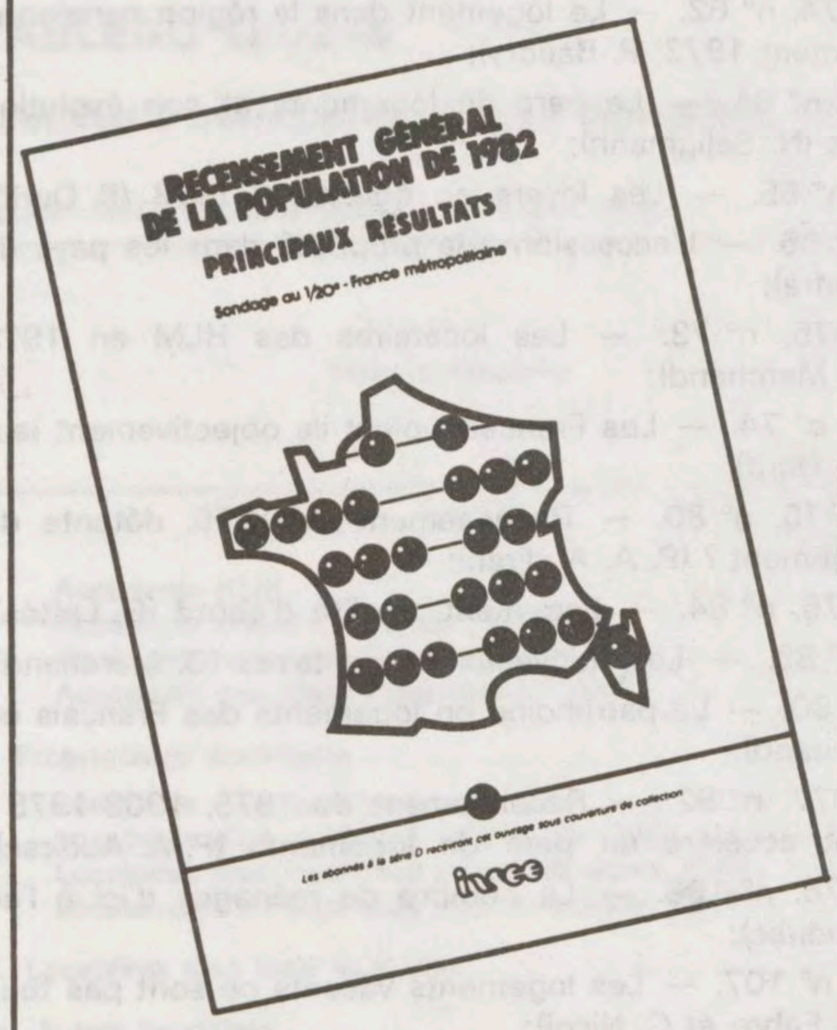
- Les conditions de logement des ménages en 1970. — *Les Collections de l'INSEE,* volume M 28;
- Les conditions de logement des ménages en 1973 :
  - résultats nationaux : *Les Collections de l'INSEE,* volume M 42,
  - résultats régionaux : *Les Collections de l'INSEE,* volume M 50;
- Les conditions de logement des ménages en 1978. *Les Collections de l'INSEE,* volume M 85;
- Principaux résultats du recensement de 1975 :
  - *Les Collections de l'INSEE,* volume D 52, chap. IV : « Immeubles, Logements »;
- Résultats du recensement de 1982 :
  - volume « Principaux résultats »,
  - volume « Logements-Immeubles »;
- Fascicules départementaux (résultats du sondage au 1/5 du RP 75);
- Volume « Logements-Immeubles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 75);
- Volume « Ménages, Familles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 75);
- Projection du nombre de ménages 1975-2000. — *Les Collections de l'INSEE,* volume D 64;
- Les mutations annuelles du parc de logements 1975-1980. — *Archives et Documents,* n° 40;
- Mobilité résidentielle de 1973 à 1978. — *Archives et Documents,* n° 95;

Articles parus dans la revue « Économie et statistique » (INSEE) :

- Mars 1973, n° 43. — Fin 1970, 1/5e des logements loués relèvent de la loi de 1948 (P. Durif);
- Juillet-août 1973, n° 47. — Souhaite-t-on être propriétaire ou locataire de son logement ? (L. Stavridis);
- Avril 1974, n° 55. — Conditions de logement au centre des agglomérations (M. E. Hans);
- Mai 1974, n° 56. — Vie et mort des logements entre 1967 et 1970 (N. Seligmann);
- Décembre 1974, n° 62. — Le logement dans la région parisienne (enquête logement 1973, P. Baudry);
- Février 1975, n° 64. — Le parc de logements et son évolution depuis dix ans (N. Seligmann);
- Mars 1975, n° 65. — Les loyers en novembre 1973 (P. Durif);
- Avril 1975, n° 66. — L'accession à la propriété dans les pays de la Loire (Lemaitre);
- Décembre 1975, n° 73. — Les locataires des HLM en 1973 (P. Durif et O. Marchand);
- Janvier 1976, n° 74. — Les Français voient-ils objectivement leur logement ? (P. Durif);
- Juillet-août 1976, n° 80. — Recensement de 1975, détente du marché du logement ? (P. A. Audirac);
- Décembre 1976, n° 84. — Logement, qualité d'abord (G. Lattès);
- Avril 1977, n° 88. — Les nouveaux propriétaires (O. Marchand);
- Juin 1977, n° 90. — Le patrimoine en logements des Français en 1973 (O. Marchand);
- Septembre 1977, n° 92. — Recensement de 1975, 1968-1975 : renouvellement accéléré du parc de logements (P. A. Audirac);
- Décembre 1978, n° 106. — Le nombre de ménages d'ici à l'an 2000 (P. A. Audirac);
- Janvier 1979, n° 107. — Les logements vacants ne sont pas tous disponibles (F. Fabre et C. Nicol);
- Décembre 1980, n° 128. — Les locataires et leur logement (F. Fabre);
- Décembre 1980, n° 128. — Les habitations à loyer modéré avant la réforme de 1978 (J. M. Rempp);
- Mai 1981, n° 133. — Qui a déménagé entre 1973 et 1978, et pourquoi ? (F. Fabre et C. Taffin);
- Février 1982, n° 141. — Le patrimoine de logements en 1978 (C. Taffin);
- Mai 1983, n° 155. — 1975-1982, croissance ralentie, mais soutenue, du parc de logements (P. A. Audirac);
- Novembre 1983, n° 160. — L'endettement grève de 10 % le patrimoine en logement des ménages (C. Taffin);

* Voir aussi rubrique « Logement » des sources de documentation, fin de chapitre D.01 (Consommation et modes de vie des ménages).

RECENSEMENT DE LA POPULATION 1982



Principaux résultats

Sondage au 1/20
France métropolitaine

Résultat du Recensement de 1982, obtenu par le dépouillement d'un échantillon au 1/20 des questionnaires, cet ouvrage se compose de cinq parties :

- une introduction et des notes techniques, qui décrivent les modalités d'exécution du Recensement et définissent les concepts retenus pour les questionnaires et l'exploitation,
- un commentaire synthétique des principaux résultats,
- une série de tableaux sur les migrations interrégionales de population totale et de population active durant les périodes intercensitaires 1962-1968, 1968-1975, et 1975-1982,
- un ensemble de données des recensements de 1962, 1968, 1975 et 1982 présentées sous la forme de séries chronologiques homogènes,
- une série de tableaux détaillés tirés du seul recensement de 1982 concernant les principales structures de la population et les caractéristiques de l'habitat.

« Recensement général de la population de 1982 . Principaux résultats du sondage au 1/20 - France métropolitaine », volume broché, 104 pages, 50 F.

CONSULTATION, VENTE : P 583

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

insee Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Chapitre D.03

Santé
Aide sociale

1. État de la santé
2. Systèmes de soins
3. Dépense nationale courante de santé
4. Enquête décennale sur la santé
5. Aide sociale

1. État de la santé
(tableaux 1 à 4)

Les statistiques concernant l'état sanitaire de la population sont limitées aux données fondamentales systématiquement connues et suffisamment générales (1).

11. Morbidité des assurés sociaux (et de leurs ayants droit) pour les affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de 6 mois
(tableau 1)

Ces résultats sont extraits de l'*État annuel des maladies ayant fait l'objet de l'examen prévu à l'article L. 293 du Code de la sécurité sociale.* Cet article précise qu'en cas de maladie de longue durée, ou en cas d'interruption de travail, ou en cas de soins supérieurs à six mois, la caisse fait procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil du service du contrôle médical en vue de déterminer le traitement que l'intéressé doit suivre si les services sont dispensés sans interruption.

Cette statistique fait connaître les nombres annuels de maladies et de traumatismes constituant des affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois. Elle porte sur l'ensemble des bénéficiaires (et de leurs ayants droit) du régime général de sécurité sociale (y compris les régimes *fonctionnaires, étudiants, grands invalides, veuves et orphelins de guerre).*

12. Maladies professionnelles

L'information statistique relative aux maladies professionnelles est présentée au chapitre C.02 « Conditions de travail et relations professionnelles ».

13. Causes de décès
(tableaux 2 à 4)

La statistique des causes de décès (2) résulte de l'exploitation des déclarations faites par les médecins qui constatent les décès (3). La proportion des causes qui restent

---

● Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI), du ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale (MASSN).

1. D'autres résultats utiles plus particuliers ont été publiés dans le *Bulletin de l'INSERM* jusqu'à l'année 1971, puis dans le *Bulletin de Statistiques,* dans les *Tableaux santé et sécurité sociale* et dans l'*Annuaire des statistiques sanitaires et sociales* du ministère de la Santé. Voir aussi les publications annuelles de l'INSERM : *Rapport sur l'état de santé de la population française; Statistiques médicales des établissements psychiatriques.*

2. Les données démographiques sur la mortalité figurent dans le chapitre B.02 du présent annuaire.

3. Des statistiques provisoires mensuelles sommaires sont diffusées par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ainsi que, sous une forme abrégée, dans le *Bulletin mensuel de statistique* de l'INSEE. Les statistiques définitives détaillées sont publiées par l'INSERM : *Causes médicales de décès,* un volume annuel (avant 1968, voir les volumes de l'INSEE : *Statistique des causes de décès*).

indéterminées (mal définies ou non déclarées) est encore notable : de l'ordre de 8 %; les décès qui ne sont attribués qu'à la sénilité représentent moins de 2 % (4).

Malgré ces motifs d'imprécision et à la condition de ne pas attacher une signification rigoureuse aux nombres, cette statistique fournit de précieuses indications sur l'état et l'évolution des causes de mortalité.

Le tableau 2 (tous âges) est complété par le tableau 3 qui fait connaître les principales causes de mortalité infantile (enfants âgés de moins de 1 an) et le tableau 4 qui rappelle les diverses composantes de la mortalité infantile.

Pour les tableaux des causes de décès, une nouvelle nomenclature (classification internationale des maladies, 9e révision) a été prise en compte à compter des données de l'année 1979.

2. Systèmes de soins
(tableaux 5 à 8)

21. Professions sanitaires et sociales

Dans le cadre des travaux de démographie médicale réalisés par le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, paraît chaque année une statistique des professions sanitaires et sociales.

Elle est dressée grâce aux informations recueillies à partir des documents administratifs élaborés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales.

Les professions recensées sont celles réglementées par le Code de la santé publique, mise à part celle d'audioprothésiste.

La répartition des effectifs, à cette date, ainsi que leur rapport à la population totale figurent dans le tableau 5.

Le tableau 6 indique les effectifs de personnel hospitalier ventilés en personnel médical et non médical pour les établissements d'hospitalisation publics et privés.

22. Équipement et mouvement hospitalier

Les établissements sanitaires et sociaux récapitulés dans le tableau 7 constituent un panorama pratiquement exhaustif de l'équipement public et privé dont on dispose actuellement. Il comporte à la fois le nombre d'établissements et, le cas échéant, le nombre de lits ou de places dont ceux-ci disposent.

Le tableau 8 porte sur le mouvement de la population hospitalière dans les établissements sanitaires publics et privés.

3. Dépense nationale courante de santé
(tableaux 9 à 11)

La dépense nationale courante de santé présentée dans le cadre des comptes nationaux de la santé correspond au financement global des activités caractéristiques suivantes : dépense médicale nationale, enseignement, recherche, prévention collective, gestion générale des activités de santé. Elle est analysée en fonction des opérations et secteurs de financement (tableau 9).

La consommation médicale finale, qui représente l'ensemble des achats de biens et services médicaux par les ménages correspond à environ 93 % de la dépense nationale courante de santé. Dans le cadre des comptes elle est présentée, d'une part en fonction des unités de production du domaine de la santé : établissements, cabinets libéraux, dispensaires, etc. (tableau 10), d'autre part en fonction des opérations et secteurs de financement. L'évolution pendant la dernière décennie de la structure de financement retracée dans le tableau 11 fait apparaître l'importance accrue des prestations sociales dans le financement global.

4. Enquête décennale sur la santé
(tableaux 12 et 13)

Sont présentés ici des résultats tirés de l'enquête décennale sur la santé et les soins médicaux.

La dernière enquête — 1980-1981 — a été réalisée par l'INSEE avec le concours du CREDOC, des ministères de la Santé et de la Solidarité nationale, et de l'INSERM.

Effectuée auprès d'un échantillon de quelque 7 400 ménages (21 000 individus) représentatif de la population totale, cette enquête fournit des indications originales sur les divers aspects de la consommation de soins médicaux et sur les disparités de protection en cas de maladie.

L'édition 1983 de cet annuaire a publié deux tableaux présentant respectivement l'« Évolution de la structure des soins de ville de 1970 à 1980 » et la « Variation de la consommation médicale annuelle de ville par personne selon le sexe et l'âge ».

Cette édition, quant à elle, présente d'une part la protection par la sécurité sociale et par une mutuelle en 1960, 1970 et 1980, d'autre part les différents modes de protection en cas de maladie selon la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage.

5. Aide sociale
(tableaux 14 à 18)

Les principaux régimes d'aide sociale légale (5) comprennent :

— *l'aide médicale,* complétée par *l'aide aux tuberculeux* et *l'aide aux malades mentaux*; cette aide comporte principalement la prise en charge des frais d'hospitalisation ou de « soins de ville » que ne peuvent supporter en

---

4. Proportions évaluées pour les résultats définitifs. Il importe de noter que la nomenclature internationale nosologique est appliquée dans toute sa rigueur, sans procéder à des interprétations probables des causes de décès insuffisamment définies et des diagnostics simplement symptomatiques.

5. Décrets : 29 novembre 1953 (législation sur l'aide sociale); 2 septembre 1954 (aide sociale aux personnes âgées et infirmes); 15 novembre 1954 (aide sociale); 30 novembre 1954 (aide médicale).

totalité ou en partie les malades privés de ressources suffisantes (couverts ou non par la sécurité sociale) ainsi que le paiement des cotisations d'assurance maladie de certaines personnes non couvertes autrement (handicapés adultes notamment);

— *l'aide aux personnes handicapées;* jusqu'à la loi d'orientation dont les premiers effets se font sentir en 1977, elle consistait essentiellement dans le versement d'allocations aux parents d'enfants handicapés ou aux handicapés eux-mêmes et dans la prise en charge des frais d'hébergement des handicapés adultes en établissement spécialisé et de placement en milieu de travail protégé. Depuis la nouvelle loi, les caisses d'allocations familiales versent l'ensemble des allocations pour enfants et les allocations de base des adultes;

— *l'aide sociale aux personnes âgées* (de 65 ans au moins) dépourvues de ressources suffisantes, qui fournit une aide financière à domicile ou le placement dans un établissement ou une famille;

— *l'aide sociale à l'enfance* qui confie à la charge de l'État les enfants (pupilles de l'État) trouvés, abandonnés, moralement abandonnés, orphelins pauvres, et assure la protection d'autres enfants (non-pupilles placés sous la protection du service de l'aide sociale à l'enfance) qui sont recueillis temporairement, placés en garde, surveillés ou dont les parents (ou tuteurs) bénéficient d'une allocation pour aider à l'entretien de l'enfant.

51. Bénéficiaires

Le nombre de bénéficiaires de certaines formes d'aide présenté dans cet annuaire peut différer sensiblement des données publiées antérieurement. Les différences proviennent d'une mise à jour des statistiques envoyées par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales.

Pour certaines formes d'aide, la sommation du nombre de bénéficiaires n'a aucune signification; un individu peut, en effet, bénéficier de plusieurs aides à la fois. Cette remarque concerne l'aide médicale aux malades mentaux, l'aide sociale aux personnes âgées et l'aide sociale aux personnes handicapées.

52. Dépenses

Définitions : les *dépenses brutes* correspondent aux sommes avancées par le département sans déduction d'éventuelles recettes (elles sont inscrites au compte administratif en dépenses directes ou indirectes). Les *dépenses nettes* correspondent aux dépenses brutes diminuées des recettes (récupérations sur bénéficiaires, tiers payants, successions, sécurité sociale et organismes mutualistes, etc.).

Les dépenses sont classées en trois « groupes », lesquels correspondent à des taux de prise en charge par l'État différents :

— groupe I : 85 % environ;
— groupe II : 62 % environ;
— groupe III : 40 % environ.

Ces taux n'ont pratiquement pas varié au cours des dix dernières années.

La nouvelle présentation des données permet de mettre en parallèle les bénéficiaires et les dépenses d'aide sociale.

TABLEAU D.03-1

Affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois

Nouveaux cas annuels (1) *concernant les assurés sociaux et leurs ayants droit* (2)

Source : CNAMTS

Classification internationale des maladies (3)	Nature de l'affection	1976	1977	1978	1979	1980	1981
4	Tuberculose de l'appareil respiratoire	18.208	15.839	14.926	13.597	12.283	11.536
5	Autres formes de tuberculose et séquelles	3.776	3.494	3.579	3.272	3.174	3.022
013*	soit : *Méningée*	*211*	*207*	*245*	*165*	*174*	*145*
014*	*Intestinale*	*323*	*264*	*307*	*254*	*250*	*230*
015*	*Ostéo-articulaire*	*606*	*502*	*495*	*396*	*447*	*394*
016*	*Génito-urinaire*	*1.031*	*1.028*	*978*	*905*	*858*	*747*
017*-018*	*Autres ou à foyers multiples*	*1.260*	*1.188*	*1.211*	*1.175*	*1.131*	*1.143*
019*	*Séquelles*	*345*	*305*	*343*	*377*	*314*	*361*
12	Encéphalites virales	94	88	83	74	84	*90*
13	Hépatite infectieuse	704	635	815	694	731	*631*
16	Syphilis et séquelles	161	187	195	246	212	*166*
19 (partie : 040*-044*)	Poliomyélite et séquelles	1.251	1.223	1.572	1.349	1.271	*1.154*
19 (partie : 135*)	Sarcoïdose	702	779	954	1.057	1.160	*1.195*
1, 2, 3, 6-11, 14, 15, 17-19 (reste)	Autres maladies infectieuses et parasitaires	2.245	2.612	2.863	2.604	2.395	*2.320*
20	Tumeurs malignes	84.008	85.777	88.028	92.329	92.801	*94.374*
140*-149*	soit : *Cavité buccale et pharynx*	*7.315*	*6.934*	*7.347*	*7.767*	*7.718*	*7.859*
150*-159*	*Appareil digestif et péritoine*	*18.785*	*19.075*	*19.027*	*19.481*	*19.691*	*19.696*
160*-163*	*Appareil respiratoire*	*10.366*	*11.041*	*11.493*	*12.390*	*12.613*	*12.364*
174*	*Seins*	*13.522*	*13.948*	*14.466*	*15.386*	*15.190*	*15.886*
180*-182*	*Utérus*	*6.165*	*6.128*	*6.410*	*6.638*	*6.684*	*6.509*
183*-189*	*Autres localisations génito-urinaires*	*9.404*	*9.844*	*10.120*	*10.647*	*10.801*	*11.296*
191*-192*	*Cerveau et autres parties du système nerveux*	*1.842*	*1.964*	*2.053*	*2.051*	*2.031*	*2.267*
170*-173*, 190*, 193*-199*	*Sièges autres ou non spécifiés*	*10.584*	*10.513*	*10.520*	*11.015*	*10.860*	*11.097*
200*-209*	*Leucémie, tumeurs, tissus lymphatiques et hémato-poïétiques*	*6.025*	*6.330*	*6.592*	*6.954*	*7.213*	*7.354*
21	Tumeurs bénignes ou de nature non précisée	1.663	1.801	2.079	2.101	1.989	*2.154*
225*-238.1*	soit : *Tumeurs cérébrales (non spécifiées malignes)*	*463*	*508*	*536*	*569*	*591*	*607*
210*-224*, 226*-228*	*Tumeurs bénignes*	*932*	*1.025*	*1.214*	*1.243*	*1.163*	*1.207*
230-238.0*, 238.2*-239*	*Tumeurs de nature non précisée*	*268*	*268*	*329*	*289*	*235*	*330*
22	Thyréotoxicose	1.088	1.223	1.492	1.738	1.687	*1.558*
23	Diabète sucré	47.198	46.120	49.778	45.304	43.719	*43.109*
26	Anémies	1.888	1.850	1.986	1.833	1.702	*1.811*
65 (partie : 286*-289*)	Autres maladies du sang et organes hématopoïétiques	1.056	1.107	1.226	1.149	1.155	*1.246*
27, C 65 (partie : 310*-315*)	Troubles mentaux	130.983	122.496	134.826	129.969	125.436	*116.262*
290*-299*	soit : *Psychoses*	*22.840*	*22.093*	*23.917*	*24.102*	*23.555*	*24.896*
303*	*Alcoolisme*	*7.149*	*6.631*	*7.544*	*7.858*	*7.922*	*7.766*
304*	*Dépendance à l'égard des drogues*	*374*	*492*	*437*	*465*	*509*	*543*
300*-302*, 305*-309*	*Autres troubles mentaux non psychotiques*	*86.922*	*81.765*	*89.416*	*85.369*	*82.598*	*83.057*
310*-315*	*Arriération mentale*	*13.698*	*11.515*	*13.512*	*12.175*	*10.852*	*10.729*
31 (partie : 320*-358*)	Maladies du système nerveux	18.124	18.329	21.025	20.114	20.342	*21.967*
320*-324*	soit : *Maladies inflammatoires du système nerveux central*	*672*	*704*	*819*	*676*	*721*	*726*
330*	*Myopathies, amyotrophies*	*1.169*	*1.177*	*1.330*	*1.194*	*1.112*	*1.095*
340*	*Sclérose en plaques*	*1.555*	*1.681*	*1.883*	*1.735*	*1.848*	*1.792*
342*	*Maladie de Parkinson*	*3.288*	*3.298*	*3.664*	*3.509*	*3.596*	*3.840*
344*	*Hémiplégies, paraplégies* (4)	*4.033*	*4.039*	*4.224*	*3.937*	*4.039*	*4.076*
345*	*Épilepsie*	*2.464*	*2.613*	*3.332*	*3.491*	*3.475*	*3.813*
331*-333*, 341*, 343* 346*-358*	*Autres maladies du système nerveux*	*4.943*	*4.817*	*5.773*	*5.572*	*5.551*	*6.645*
29	Cataracte	839	843	899	871	855	*729*
28, 31 (partie : 370*-373* 375*-379*) 360-369	Maladies de l'œil	2.961	2.903	3.059	3.090	2.894	*3.106*

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.03-1 *(suite et fin)*

Affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois

[*Nouveaux cas annuels* (1) *concernant les assurés sociaux et leurs ayants droit* (2)]

Source : CNAMTS

Classification internationale des maladies (3)	Nature de l'affection	1976	1977	1978	1979	1980	1981
30							
31 (380*, 384*-389*)	Otite moyenne et mastoïdite	341	377	441	443	441	484
32	Autres maladies de l'oreille	1.282	1.393	1.424	1.446	1.403	1.622
33	Rhumatisme articulaire aigu	1.166	1.158	936	846	885	739
34	Cardiopathies rhumatismales chroniques	1.761	1.773	1.981	2.094	2.244	2.394
35	Maladies hypertensives	23.208	25.224	31.798	29.668	27.566	28.811
36	Maladies ischémiques du cœur	51.854	53.025	54.762	51.541	54.203	52.287
37, 38	Maladies cérébro-vasculaires (5)	46.096	48.322	55.054	51.985	48.513	50.733
440*	Autres maladies de l'appareil circulatoire	45.275	48.952	55.367	52.076	50.073	52.187
420*-429*, 441*-448*, 454*-458*	soit : *Artériosclérose*	*15.865*	*17.994*	*21.324*	*20.738*	*19.278*	*20.352*
37	*Embolies et thromboses veineuses*	*1.883*	*2.211*	*2.688*	*2.795*	*2.661*	*3.000*
42	*Autres maladies des veines et lympathiques*	*27.527*	*28.747*	*31.355*	*28.543*	*28.134*	*28.835*
44	Bronchite, emphysème, asthme	18.137	18.694	22.089	20.917	20.384	21.241
39-41, 43, 45	Pneumoconiose et maladies apparentées	84	214	121	119	112	94
47	Autres maladies de l'appareil respiratoire	7.809	7.806	8.954	7.438	6.000	7.014
50	Ulcère de l'estomac et du duodénum	3.926	3.897	5.614	6.631	6.506	6.341
51 (partie : 576*)	Lithiase biliaire et cholécystite	1.473	1.441	1.400	1.286	1.120	962
51 (partie : 571*)	Autres maladies de la vésicule et voies biliaires	727	669	653	543	438	475
51 (partie : 570*, 572* 573*)	Cirrhose du foie	3.957	3.979	4.282	4.120	4.167	4.216
49	Autres maladies du foie	915	760	880	815	633	646
46, 48, 51 (reste)	Hernies	901	942	887	1.000	955	938
52	Autres maladies de l'appareil digestif	6.088	6.343	6.947	6.817	*r* 6.841	6.793
53	Néphrites, néphroses	4.106	4.242	4.554	4.026	3.867	3.903
55 (partie : 590*, 591*, 593*, 595*-599*)	Lithiase urinaire	953	1.076	1.039	1.020	984	902
54	Autres maladies de l'appareil urinaire	2.038	2.115	2.170	2.277	2.236	2.232
55 (partie : 601*-607*)	Hypertrophie de la prostate	488	511	481	434	443	502
55 (reste)	Autres maladies des organes génitaux de l'homme	446	495	606	2.515	2.542	1.973
56, 57, 58	Maladies des organes génitaux de la femme	2.080	2.154	2.738	6.867	7.358	6.371
59, 60	Complications grossesses, accouchement, état puerpéral	4.371	4.600	5.408	4.925	3.999	3.741
61	Affections de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané	2.261	2.686	2.938	3.030	2.983	2.966
62	Arthrite, spondylite	34.619	36.324	40.366	48.634	37.103	37.657
63	Autres maladies du système ostéo-musculaire, et tissu conjonctifs	11.970	12.506	14.232	15.342	16.064	17.034
Reste : 24, 25, 64	Anomalies congénitales	8.258	8.631	9.797	9.990	9.907	9.936
65 (reste : 780*-796*)	Autres maladies spécifiées	5.149	4.978	6.127	5.938	6.061	5.226
66	États morbides mal définis	10.456	10.615	12.211	13.696	11.076	8.276
67	Fractures	11.029	11.533	12.584	12.749	12.799	12.164
68	Traumatismes internes et intracrâniens	1.339	1.585	1.543	1.564	1.601	1.535
69, 70	Brûlures	314	337	467	469	446	391
	Autres traumatismes et atteintes externes	2.286	2.447	2.904	3.008	3.359	3.439
	Total	**634.212**	**639.110**	**703.145**	**687.354**	**666.861**	**674.517**

(1) Maladies ayant fait l'objet, pour la première fois, de l'examen médical prévu à l'article 293 du Code de sécurité sociale. — (2) Régime général y compris les régimes rattachés, pour les soins de santé (fonctionnaires, étudiants, invalides, veuves et orphelins de guerre). — (3) Révision de 1975 : liste C complétée par plusieurs numéros signalés par un astéristique de la liste détaillée. — (4) Cette rubrique ne comprend pas les effets des lésions vasculaires cérébrales récentes (n° 36). — (5) Cette rubrique ne comprend pas les séquelles des lésions vasculaires cérébrales (n° 334*).

TABLEAU D.03-2

Décès de tous âges par cause principale

Sources : INSEE, INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Classification internationale des maladies (9e révision)	Principales causes de décès	1980			1981			1982	
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
010-018	Tuberculose toutes formes	1.604	1.080	524	1.621	1.048	573	1.446	918	528
010-012	*dont : Tuberculose de l'appareil respiratoire*	*1.385*	*962*	*423*	*1.352*	*911*	*441*			
001-009, 219-139	Autres maladies infectieuses et parasitaires	5.374	2.662	2.712	5.520	2.701	2.819	5.455	2.574	2.881
140-208	Tumeur maligne, y compris les tumeurs des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	124.347	74.459	49.888	126.632	75.849	50.783	127.180	76.250	50.930
150-159	*dont : Tumeur maligne de l'appareil digestif et du péritoine*	*43.728*	*25.212*	*18.516*	*43.678*	*25.160*	*18.518*	*43.446*	*25.026*	*18.420*
160-165	*Tumeur maligne de l'appareil respiratoire*	*22.319*	*19.825*	*2.499*	*23.192*	*20.564*	*2.628*	*23.904*	*21.203*	*2.701*
179-189	*Tumeur maligne des organes génito-urinaires*	*r 28.498*	*r 11.397*	*r 17.101*	*r 29.340*	*r 11.778*	*r 17.562*	*29.506*	*11.887*	*17.619*
204-208	*Leucémie*	*4.561*	*2.431*	*2.130*	*4.560*	*2.423*	*2.137*	*4.508*	*2.361*	*2.147*
210-239	Tumeur bénigne ou de nature non précisée	4.338	2.229	2.109	4.291	2.126	2.165	4.192	2.173	2.019
250	Diabète sucré	7.051	2.705	4.346	7.299	2.806	4.493	7.062	2.752	4.310
280-289	Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	2.305	1.109	1.196	2.313	1.061	1.252	2.290	1.057	1.233
291, 303	Alcoolisme et psychose alcoolique	3.367	2.688	679	3.423	2.731	692	3.339	2.690	649
342-344	Hémiplégie et autres syndromes paralytiques	4.366	1.790	2.576	4.350	1.817	2.533	3.840	1.590	2.250
320-341, 345-389	Autres maladies du système nerveux et des organes des sens	7.088	3.646	3.442	7.402	3.875	3.527	7.371	3.898	3.473
390-429	Cardiopathies et maladies hypertensives	119.535	57.397	62.138	117.736	56.343	61.393	116.038	55.579	60.459
410-414	*dont : Maladies ischémiques du cœur*	*50.571*	*28.483*	*22.088*	*51.306*	*28.636*	*22.670*	*51.324*	*28.526*	*22.798*
430-438	Maladies cérébro-vasculaires	67.586	28.663	38.923	66.982	28.045	38.937	64.388	26.739	37.649
440-459	Autres maladies de l'appareil circulatoire	17.295	8.884	8.411	17.554	8.833	8.721	17.404	8.908	8.496
460-519	Maladies de l'appareil respiratoire	33.389	18.997	14.392	37.419	20.517	16.902	32.191	18.179	14.012
487	*dont : Grippe*	*1.034*	*393*	*641*	*2.942*	*1.041*	*1.901*	*595*	*233*	*362*
480-486	*Pneumonie*	*4.817*	*2.260*	*2.557*	*6.360*	*2.924*	*3.436*	*5.482*	*2.582*	*2.900*
490-493	*Bronchite chronique, emphysème et asthme*	*6.875*	*4.330*	*2.545*	*7.248*	*4.522*	*2.726*	*10.510*	*7.146*	*3.364*
571 partie	Cirrhose du foie	14.934	10.554	4.380	14.587	10.312	4.275	13.866	9.869	3.997
520-570, 571 autres, 572-579	Autres maladies de l'appareil digestif	20.735	9.507	11.228	20.885	9.653	11.232	19.948	9.223	10.725
580-629	Maladies des organes génito-urinaires	9.586	5.123	4.463	9.112	4.865	4.247	8.780	4.645	4.135
740-759	Anomalies congénitales	2.662	1.429	1.233	2.599	1.468	1.131	2.502	1.317	1.185
760-779	Causes de mortalité périnatale	2.192	1.327	865	2.043	1.208	835	1.857	1.084	773
Autres numéros	Autres maladies spécifiées	14.756	5.060	9.696	16.437	5.597	10.840	16.977	5.783	11.194
797	Sénilité sans mention de psychose	10.164	2.739	7.425	10.821	2.819	8.002	10.695	2.919	7.776
780-796, 798-799,8	Symptômes et autres états morbides mal définis	11.074	5.494	5.580	12.514	6.033	6.481	13.150	6.529	6.621
E 800-E 999	Accidents et morts violentes	50.506	30.485	20.021	50.350	30.356	19.994	50.534	30.676	19.858
E 810-E 819 E 826-E 829	*dont : Accidents de la circulation routière*	*11.071*	*8.082*	*2.989*	*11.086*	*8.088*	*2.998*	*11.081*	*8.136*	*2.945*
E 950-E 959	*Suicides*	*10.405*	*7.361*	*3.044*	*10.580*	*7.537*	*3.043*	*11.359*	*8.072*	*3.287*
799,9	Causes non déclarées	12.853	7.454	5.399	12.933	7.551	5.382	12.599	7.308	5.291
	Total (toutes causes)	**547.107**	**285.481**	**261.626**	**554.823**	**287.614**	**267.209**	**543.104**	**282.660**	**260.444**

TABLEAU D.03-3

Décès des enfants de moins d'un an par cause principale (1)

Sources : INSEE, INSERM

Classification internationale des maladies (9e révision)	Principales causes de décès	1979 Les deux sexes	1980 Les deux sexes	1981 Les deux sexes	1982 Les deux sexes
000-139	Maladies infectieuses et parasitaires	205	191	157	165
001-009	dont : *Maladies infectieuses intestinales*	*68*	*73*	*67*	*67*
038	*Septicémies*	*41*	*26*	*23*	*23*
320-323	Méningite, encéphalite, myélite et encéphalomyélite (2)	86	110	94	90
487	Grippe	5	8	5	50
480-486	Pneumonie	42	44	60	
740-759	Anomalies congénitales	1.565	1.782	1.747	1.654
740-742	dont : *Anomalies congénitales du système nerveux*	*211*	*237*	*251*	*215*
745-747	*Anomalies congénitales de l'appareil circulatoire*	*832*	*940*	*900*	*867*
760-779	Causes de mortalité périnatale	2.154	2.173	2.026	1.854
765	dont : *Prématurité*	*158*	*181*	*145*	*127*
768	*Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissance*	*214*	*187*	*251*	*262*
769	*Syndrome de détresse respiratoire*	*357*	*388*	*340*	*327*
770	*Autres affections respiratoires du nouveau-né*	*488*	*459*	*419*	*333*
771	*Infections spécifiques de la période périnatale*	*287*	*307*	*293*	*259*
Autres numéros	Autres maladies spécifiées	584	604	582	535
780-799	Symptômes et autres états morbides mal définis	2.262	2.380	2.463	2.623
E 800-E 999	Accidents et morts violentes	679	718	689	571
	Total (toutes causes)	**7.582**	**8.010**	**7.823**	**7.542**

(1) Non compris les décès d'enfants, nés vivants, décédés avant la déclaration de naissance à l'état civil (faux morts-nés). — (2) Non compris les méningites et les encéphalites survenant au cours d'une maladie classée comme infectieuse ou parasitaire (CIM n°s 000-139).

TABLEAU D.03-4

Mortalité infantile et ses diverses composantes

Source : INSEE

Unité : °/oo

Taux de :	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Mortalité néo-natale précoce (1)	10	9	8	8	7,3	6,4	5,8	5,2	4,7	4,4	4,2	●
Mortalité néo-natale (2)	12	11	11	10	9,2	8,1	7,4	6,6	6,0	5,8	5,5	●
Mortalité infantile (3)	17	16	15	15	14,0	12,5	11,5	10,6	10,0	10,1	9,7	9,5
Mortinatalité (4)	13	12	12	12	10,9	10,3	9,9	9,6	9,2	8,6	8,2	●
Mortalité périnatale (5)	23	21	20	19	18,0	16,7	15,6	14,7	13,8	12,9	12,3	●
Mortalité fœto-infantile (6)	30	28	27	26	24,6	22,7	21,2	20,1	19,1	18,5	17,8	●

(1) Décès d'enfants de 0 à 6 jours (y compris les faux mort-nés) pour mille naissance vivantes, y compris les faux mort-nés. — (2) Décès d'enfants de 0 à 27 jours (y compris les faux mort-nés) pour mille naissances vivantes, y compris les faux mort-nés. — (3) Décès d'enfants de moins d'un an (y compris les faux mort-nés) pour mille naissances, y compris les faux mort-nés. — (4) Mort-nés pour mille naissances totales (vivants et mort-nés). — (5) Ensemble de la mortalité néo-natale précoce et de la mortinatalité. — (6) Ensemble de la mortalité infantile et de la mortinatalité.

TABLEAU D.03-5

Professions sanitaires et sociales : effectif et densité

Situation au 31 décembre 1981

Source : MASSN (SESI)

Professions	Effectif	Densité (pour 100.000 habitants)	Nombre d'habitants par praticien
PROFESSIONS MÉDICALES			
Médecin en activité (1)	113.000	208,0	
dont : Exerçant en clientèle privée	76.352	140,5	
Chirurgien-dentiste (2)	31.790	58,5	
Pharmacien (3)	39.533	72,8	
Sage-femme	8.610	(4) 76,3	
PROFESSIONS PARAMÉDICALES			
Infirmier	260.816	480,0	
dont : Diplômé d'État et autorisé	202.793	373,2	
Psychiatrique	58.023	106,8	
Masseur-kinésithérapeute	32.531	59,9	
Pédicure	5.926	10,9	
Orthophoniste	7.480	13,8	
Audioprothésiste	1.095	2,0	
Orthoptiste	1.266	2,3	
PROFESSION SOCIALE			
Assistant de service social	30.424	56,0	

(1) Ensemble des médecins en activité figurant sur les listes établies par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qu'ils soient ou non inscrits à l'Ordre. Non compris les médecins militaires. — (2) Non compris les stomatologistes docteurs en médecine classés avec les médecins. — (3) Ensemble des pharmaciens en activité (on compte 21.263 pharmaciens d'officine, densité 39,3 pour 100.000 habitants; 1 pharmacien d'officine pour 2.543 habitants). — (4) Pour 100.000 femmes de 15 à 44 ans. — (5) Nombre de femmes de 15 à 44 ans par sage-femme.

TABLEAU D.03-6

Personnels hospitaliers. Situation des effectifs au 31 décembre 1982 (*)

Source : MASSN (SESI)

Catégorie de personnel	MÉDICAUX Secteur public (1)	MÉDICAUX Secteur privé	MÉDICAUX Ensemble
Médecins et biologistes	50.772	35.596	86.368
soit : plein temps	18.374	9.786	28.160
temps partiel	5.583	25.810	31.393
attachés	(2) 26.815	///	...
Internes plein temps	15.342	1.900	17.242
Internes temps partiel	...	933	...
Pharmaciens	...	1.516	...
soit : plein temps	...	198	...
temps partiel	...	1.318	...
Internes en pharmacie	...	///	...
Sages-femmes	4.683	2.712	7.395
soit : plein temps	4.276	2.431	6.707
temps partiel	407	281	688
Ensemble des personnels médicaux	...	**42.657**	...
dont : plein temps	...	14.315	...
NON MÉDICAUX			
Personnel des services médicaux	*268.300*	*77.502*	*345.802*
Infirmiers	121.335	37.985	159.320
soit : à plein temps	113.749	34.437	148.186
à temps partiel	7.586	3,548	11.134
Aides-soignants	120.339	32.233	152.572
soit : à plein temps	115.963	30.458	146.421
à temps partiel	4.376	1.775	6.151

Catégorie de personnel *	NON MÉDICAUX Secteur public (3)	Secteur privé	Ensemble
Personnel technique	26.626	7.284	33.910
soit : à plein temps	24.909	6.059	30.968
à temps partiel	1.717	1.225	2.942
Personnel non sanitaire	*238.158*	*97.264*	*335.422*
Personnel de direction et administratif	54.741	25.866	80.607
soit : à plein temps	52.484	22.920	75.404
à temps partiel	2.257	2.946	5.203
Personnel des services généraux (4)	183.417	71.398	254.815
soit : à plein temps	180.496	66.043	246.539
à temps partiel	2.921	5.355	8.276
dont ; agents des services hospitaliers	96.398	15.416	111.814
soit : à plein temps	94.636	13.848	108.484
à temps partiel	1.762	1.568	3.330
Autres personnels (5)	*21.095*	*9.867*	*30.962*
soit : à plein temps	17.134	5.900	23.034
à temps partiel	3.961	3.967	7.928
Ensemble des personnels non médicaux	**527.553**	**184.633**	**712.186**
soit : à plein temps	504.735	165.817	670.552
à temps partiel	22.818	18.816	41.634

* Y compris les effectifs du personnel des 20 centres de lutte contre le cancer.

(1) Non compris les personnels médicaux des centres hospitaliers publics de lutte contre les maladies mentales et la tuberculose et des hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics. — (2) Y compris les médecins autorisés à exercer dans les hôpitaux locaux. — (3) Y compris le personnel des sections annexes, d'hospice et de maison de retraite des hôpitaux publics et non compris le personnel des centres hospitaliers publics de lutte contre les maladies mentales et la tuberculose et des hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics. — (4) Y compris les agents des services hospitaliers. — (5) Pour le secteur privé, on comptabilise dans la rubrique « Autres personnels » au 31 décembre 1982 : les psychologues (174 plein temps, 484 temps partiel); les assistantes sociales (304 plein temps, 214 temps partiel); les éducateurs spécialisés (885 plein temps, 143 temps partiel); les moniteurs spécialisés (1.300 plein temps, 329 temps partiel); les masseurs-kinésithérapeutes (2.837 plein temps, 2.609 temps partiel) et les diététiciens (400 plein temps, 188 temps partiel).

TABLEAU D.03-7

Établissements sanitaires civils par catégorie d'établissement

Situation à la fin de l'année indiquée

Source : MASSN (SESI)

Établissements	Nombre d'établissements	Nombre de lits
1. ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PUBLICS (1, 2) [1982]		
Catégorie d'établissement :		
Centres hospitaliers régionaux	29	118.553
Centres hospitaliers : CH général, CH spécialisés dans une discipline autre que psychiatrique	187	143.691
Hôpitaux CH de secteur	317	116.475
Hôpitaux ruraux	362	55.882
Centres de moyen et long séjour	66	12.344
Total (tous établissements)	*961*	*446.945*
Lits par secteur		
A. *Secteur « hôpital »*		*318.459*
Médecines et spécialités médicales		121.331
Chirurgie et spécialités chirurgicales		70.221
Gynécologie-obstétrique		18.553
Psychiatrie		17.007
Autres (moyen et long séjour)		91.347
B. *Secteur « hospice » et Maison de retraite*		*119.175*
C. *Section « annexes » des hôpitaux*		*9.311*
A + B + C. Ensemble des lits		**446.945**
2. ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PRIVÉS (1982)		
Établissements de court séjour (médecine, chirurgie, gynécologie, obstétrique)	1.534	115.124
Centres de lutte contre le cancer	20	(3) 4.556
Maisons de repos, de régime, de convalescence	474	24.130
Centres de réadaptation fonctionnelle	177	16.337
Établissements de lutte contre les maladies mentales	306	18.689
Établissements de lutte contre la tuberculose	106	5.628
3. ÉTABLISSEMENTS PSYCHIATRIQUES		
Hôpitaux psychiatriques publics	...	...
Services de psychiatrie des hôpitaux publics (4)	...	...
Hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction d'hôpitaux publics	...	...
4. AUTRES ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX		
A. Hospices et maisons de retraite publics autonomes (5) [1982]	1.145	102.085
Maisons de retraite privées (5) [1979]	2.100	134.934
B. Établissements concernant la Protection Maternelle et Infantile		
Pouponnières (6) [1982]		
à caractère social (7)	87	2.656
à caractère sanitaire (8)	47	2.020
à sections multiples (9)	16	703
Crèches (1982)		
collectives (10)		
traditionnelles	1.402	75.775
mini-crèches et crèches parentales	150	2.929
familiales (11)	639	40.270
Garderies, jardins d'enfants (12) [1982]	272	12.778
Autres garderies (13) [1982]	1.644	32.880
Maisons d'enfants à caractère social (1981)		
consultations prénatales et postnatales (14)	399	///
consultations infantiles (15)	5.975	///
Maisons maternelles (16) [1982]	31	550
Hôtels maternels (17) [1982]	11	294
Centres maternels (18) [1982]	56	1.644
Foyers de l'aide sociale à l'enfance (18) [1982]	142	10.995
C. Établissements sociaux en faveur de l'enfance et de l'adolescence		
Établissements d'éducation spéciale pour l'enfance handicapée	1.867	131.373
Foyers de jeunes travailleurs	...	...
D. Établissements sociaux en faveur des adultes et de la famille (1982)		
Ateliers protégés	51	2.965
Centres d'aide par le travail	738	49.049
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale agréés	437	20.586
Maisons familiales de vacances	...	...
Logements foyers	2.040	119.970
E. Centres et postes de transfusion sanguine (1981)	181	///

(1) Les établissements de l'Assistance publique à Paris, Lyon et Marseille, les centres hospitaliers régionaux étant respectivement comptés pour une seule unité. — (2) Y compris les lits des services de psychiatrie des hôpitaux généraux (ex-quartiers psychiatriques, § 3 B). — (3) Y compris les places en hôpital de jour. — (4) Ex-quartiers psychiatriques des hôpitaux généraux; non compris les services de neurologie et de neuropsychiatrie des hôpitaux généraux (§ 1 A). — (5) Y compris les lits en section de cure médicale. — (6) Institution assurant la garde de jour et de nuit d'enfants âgés de moins de 3 ans et qui ne peuvent ni rester au sein de leur famille, ni bénéficier d'un placement familial surveillé (y compris les pouponnières des hôpitaux, § 1 C). — (7) Pour enfants sains. — (8) Pour enfants hypotrophiques (débilité physique notamment). — (9) Pouponnières mixtes, pour enfants sains ou débiles, mais avec services distincts. — (10) Établissements destinés à garder, pendant la journée, durant le travail de leur mère, des enfants bien portant âgés de moins de 3 ans. — (11) Placements de jour pour enfants en bonne santé de moins de 3 ans chez des assistantes maternelles par les services départementaux de l'Action sanitaire et sociale. Le nombre de lits est en fait le nombre d'enfants inscrits. — (12) Établissements ayant pour objet de garder, pendant la journée, des enfants bien portants âgés de 3 à 6 ans; les jardins d'enfants assurent en outre le développement des capacités physiques et mentales des enfants par des exercices et des jeux. — (13) Les halte-garderies reçoivent des enfants de 3 mois à 5 ans, pendant la journée, pour une durée limitée et de façon occasionnelle. — (14) Les centres de consultations reçoivent les futurs conjoints pour la pratique de l'examen prénuptial, les femmes enceintes ainsi que les mères après leur accouchement. — (15) Ces centres assurent la surveillance de la croissance et du développement des enfants depuis la naissance jusqu'à l'âge de 6 ans. — (16) Établissements accueillant sans formalité des femmes enceintes (§ 1 C); nombre de lits pour les mères. — (17) Établissements accueillant sans formalité des mères avec leur nouveau-né; nombre de lits pour les mères. — (18) A l'exclusion des pouponnières et sections d'établissements recevant des enfants de moins de 3 ans.

(*) Ces chiffres sont inférieurs à la somme des nombres figurant dans les diverses disciplines, un certain nombre d'établissements dispensant des soins dans deux, voire plusieurs des disciplines indiquées.

TABLEAU D.03-8

Mouvement hospitalier

Source : MASSN, INSEE

Établissement et catégorie d'hospitalisés	Année	Nombre d'hospitalisés					Nombre de journées d'hospitalisation (en milliers)
		Présents au 1er janvier *(a)*	Admis dans l'année *(b)*	Soignés dans l'année *(c)*	Sortis dans l'année *(d)*	Décédés dans l'année *(e)*	
ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PUBLICS							
A. HÔPITAUX GÉNÉRAUX (1) :							
1. Secteur hôpital (2)	1967	154.857	3.240.133	3.394.990	3.239.620	131.902	61.877
	1973	169.895	4.588.781	4.758.676	4.594.541	163.864	68.586
	1974	160.995	4.787.409	4.948.404	4.778.507	160.983	66.292
	1975	169.777	5.016.576	5.186.353	5.022.208	163.348	69.357
	1976	162.978	5.399.257	5.562.235	5.402.632	167.893	69.632
	1977	159.248	5.715.829	5.875.077	5.707.795	199.285	71.307
	1978	167.923	6.068.877	6.236.800	6.061.126	223.103	75.078
	1979	184.883	6.308.231	6.493.114	6.309.128	231.084	78.965
	1980	184.549	6.038.370	6.223.252	5.975.314	...	81.377
	(3) 1981	203.863	6.282.440	6.486.303	6.265.451	...	85.642
	1982	207.722	6.357.832	6.565.554	6.353.172	...	86.586
2. Secteur hospice et maison de retraite des hôpitaux publics	1967	212.959	116.161	329.120	112.445	28.091	77.541
	1973	232.433	144.204	376.637	142.215	28.039	84.136
	1974	237.467	146.323	383.789	146.202	26.525	85.582
	1975	237.071	151.846	388.917	151.515	27.562	85.641
	1976	237.019	156.273	393.292	157.255	27.987	85.359
	1977	235.723	155.174	390.897	157.607	25.161	84.747
	1978	230.896	156.168	387.064	159.404	25.388	82.693
	1979	225.257	163.127	...	...	...	81.006
	1980	216.055	156.369	...	...	...	77.367
	1982	108.607	101.110	209.717	98.249	...	39.241
B. ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PRIVÉS (4)	1962	65.000	1.943.614	2.008.614	1.937.359	6.244	25.983
	1967	88.000	2.456.460	2.544.460	2.447.316	7.234	31.202
	1973	118.719	3.231.275	3.349.994	3.216.589	13.186	52.617
	1974	120.219	3.279.467	3.399.686	3.264.003	14.364	53.561
	1975	121.319	3.472.819	3.594.138	3.454.999	15.820	54.462
	1976	122.663	3.491.483	3.614.146	3.478.735	17.414	54.686
	1977	117.997	3.596.154	3.714.151	3.571.197	22.954	55.530
	1978	120.000	3.721.596	3.841.596	3.693.597	27.999	58.806
	1979	120.000	3.800.703	3.920.703	3.799.203	28.114	56.986
	1980	121.500	3.928.394	4.049.894	3.926.644	27.912	57.374
	1981	123.250	4.033.915	4.157.165	4.034.854	28.038	57.600
	1982	123.200	4.088.961	4.212.161	4.084.614	28.072	41.134
C. ÉTABLISSEMENTS PSYCHIATRIQUES (5)	1962	112.587	79.880	192.467	71.715	7.322	43.200
	1967	117.760	119.375	237.135	109.212	8.887	40.888
	1973	112.176	155.000	267.176	150.722	7.161	40.500
	1974	109.293	155.000	264.293	147.742	6.551	39.782
	1975	110.000	228.249	338.249	221.077	6.463	38.945
	1976	110.709	252.148	362.857	249.460	5.897	r 34.763
	1977	107.500	266.092	363.592	239.506	5.648	35.000
	1978	r 106.720	280.000	r 386.780	276.140	6.473	r 36.544
	1979	104.241	284.851	389.092	268.136	6.855	34.000
	r 1980	98.794	258.273	358.067	249.304	7.953	

Colonnes *(a)* et *(c)* : pour les établissements psychiatriques : y compris les malades en sortie d'essai qui restent inscrits sur les contrôles de l'établissement. — *(b)* Non compris les admissions par transfert. Pour les établissements psychiatriques : non compris les réintégrations après sorties d'essai ou après évasion. — *(c)* Ensemble des existants au 1er janvier *(a)* et des admis dans l'année *(b)*. — *(d)* Non compris les décédés *(e)* et les sorties par transfert. Pour les établissements psychiatriques : non compris les sorties d'essai; y compris les sorties d'essai transformées en sorties définitives et les évasions non suivies de réintégration. — *(e)* Pour les établissements psychiatriques : y compris les décès de malades en sortie d'essai.

(1) Établissements civils publics. — (2) Non compris les services hospitaliers de psychiatrie classés à C et les secteurs annexes (services d'hébergement non retenus dans le présent mouvement). — (3) En 1981, ont été recensés, en plus, 46 centres de moyen et/ou long séjour. — (4) Y compris les établissements de santé mentale et non compris les maisons de retraite et les 20 centres de lutte contre le cancer. Y compris également, à partir de 1973, les établissements de lutte contre la tuberculose. — (5) Hôpitaux psychiatriques, services hospitaliers de psychiatrie (ex-quartiers psychiatriques), établissements privés faisant fonction d'hôpitaux psychiatriques publics.

TABLEAU D.03-9

Dépense nationale courante de santé par activité et par opération de financement

Année 1981

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale.
INSEE - CREDOC. (Comptes nationaux de la Santé)

Unité : Million de francs

Activités / Opérations de financement	Prestations sociales				*Participations des ménages*	*Consommation finale des ménages*	Subventions et autres transferts courants				*Autres dépenses courantes*	**Total dépense nationale courante de santé**
	Total	S 61 S 62 (1)	S 63 (1)	S 52 (1)			*Total*	S 61 S 62 (1)	S 70 (1)	S 63 (1)		
Soins hospitaliers ou assimilés :												
Publics	*81.536*	3.013	77.611	912	*4.378*	*85.914*	*44*	44	—	—	—	**85.958**
Privés	*30.486*	823	29.279	384	*2.877*	*33.363*	—	—	—	—	—	**33.363**
Transport des malades	*1.731*	7	1.724	—	*561*	*2.292*	—	—	—	—	—	**2.292**
Total	*113.753*	3.843	108.614	1.296	*7.816*	*121.569*	*44*	44	—	—	—	**121.613**
Soins ambulatoires et à domicile :												
Services médicaux marchands	*46.206*	1.010	40.993	4.203	*24.144*	*70.350*	—	—	—	—	—	**70.350**
Médecine systématique et dépistage	—	—	—	—	—	—	*3.744*	3.744	—	—	*2.054*	**5.798**
Commerce de détail de biens médicaux	*31.194*	605	27.554	3.035	*18.685*	*49.879*	—	—	—	—	—	**49.879**
Activités médicales associées	—	—	—	—	—	—	*1.200*	1.200	—	—	*966*	**2.166**
Divers non ventilables	*260*	—	260	—	—	*260*	—	—	—	—	—	**260**
Total activités médicales	*191.413*	5.458	177.421	8.534	*50.645*	*242.058*	*4.988*	4.988	—	—	*3.020*	**250.066**
Prévention collective	—	—	—	—	—	—	*910*	490	—	420	—	**910**
Enseignement et formation des personnels sanitaires	—	—	—	—	*136*	*136*	*2.210*	2.174	36	—	—	**2.346**
Recherche médicale	—	—	—	—	—	—	*3.364*	3.265	99	—	*83*	**3.447**
Gestion générale de la santé	—	—	—	—	*2.729*	*2.729*	*1.047*	597	450	—	—	**3.776**
Total dépense nationale courante de santé	*191.413*	5.458	177.421	8.534	*53.510*	*244.923*	*12.519*	11.514	585	420	*3.103*	**260.545**

(1) En nomenclature des secteurs et sous-secteurs institutionnels de la comptabilité nationale, S 52 : sociétés mutualistes; S 61 : administrations publiques centrales; S 62 : administrations publiques locales; S 63 : administrations de Sécurité sociale; S 70 : administrations privées.

TABLEAU D.03-10

Consommation médicale finale par secteur de production

Année 1983

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale. INSEE
CREDOC. (Comptes nationaux de la Santé)

Unité : Million de francs

Activités	Secteurs de production										Ensemble des établissements
	Établissements hospitaliers ou assimilés	Médecins	Dentistes	Auxiliaires médicaux	Analyses	Dispensaires et centres de soins	Transports de malades	Commerce de détail de biens médicaux	Cures thermales	Divers	
Soins hospitaliers ou assimilés	*148.232*	*8.239*	*10*	*306*	///	///	*3.365*	///	///	///	*160.152*
soit : Hospitalisation publique	114.426	///	///	///	///	///	///	///	///	///	114.426
Hospitalisation privée	33.806	8.239	10	306	///	///	///	///	///	///	42.361
Frais de séjour	(33.327)	///	///	///	///	///	///	///	///	///	(33.327)
Honoraires	(479)	(8.239)	(10)	(306)	///	///	///	///	///	///	(9.034)
Transport des malades	///	///	///	///	///	///	3.365	///	///	///	3.365
Soins ambulatoires	*3.453*	*41.641*	*27.716*	*9.837*	*6.936*	*3.714*	///	///	*1.916*	///	*95.213*
soit : Soins de médecins	2.980	41.641	///	///	///	1.277	///	///	///	///	45.898
Soins d'auxiliaires	83	///	///	9.837	///	481	///	///	///	///	10.401
Analyses	316	///	///	///	6.936	322	///	///	///	///	7.574
Soins de dentistes	74	///	27.716	///	///	1.634	///	///	///	///	29.424
Cures thermales	///	///	///	///	///	///	///	///	1.916	///	1.916
Commerce de détail de biens médicaux	///	///	///	///	///	///	///	*63.922*	///	///	*63.922*
soit : Pharmacie	///	///	///	///	///	///	///	57.620	///	///	57.620
Lunetterie	///	///	///	///	///	///	///	4.474	///	///	4.474
Orthopédie	///	///	///	///	///	///	///	1.828	///	///	1.828
Divers non ventilables	///	///	///	///	///	///	///	///	///	*280*	*280*
Ensemble des biens et services médicaux	**151.685**	**49.880**	**27.726**	**10.143**	**6.936**	**3.714**	**3.365**	**63.922**	**1.916**	**280**	**319.567**

TABLEAU D.03-11

Structure de financement par activité de la consommation médicale finale. Années 1975, 1978, 1981

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, INSEE, CREDOC (Comptes nationaux de la Santé)

Unité : %

Activités	Administrations publiques centrales et locales			Administrations de la Sécurité sociale			Prestations sociales Mutuelles			Participation des ménages		Total secteurs de financement
	1975	1978	1981	1975	1978	1981	1975	1978	1981	1975	1978	1981
Soins hospitaliers ou assimilés	*5,7*	*4,4*	*3,2*	*86,5*	*88,2*	*89,3*	*1,1*	*1,3*	*1,1*	*6,7*	*6,1*	*6,4*
Hospitalisation publique	6,3	5,0	3,5	84,8	87,9	90,3	0,8	1,2	1,1	8,1	5,9	5,1
Hospitalisation privée	5,0	3,4	2,5	88,4	87,5	88,0	1,1	1,5	1,3	7,0	6,6	7,9
Transports de malades	3,4	0,4	0,3	96,6	94,1	75,2	—	—	—	—	5,5	24,5
Soins ambulatoires	*1,2*	*1,1*	*1,4*	*58,5*	*57,6*	*58,1*	*5,2*	*6,3*	*6,0*	*35,1*	*35,0*	*34,5*
Soins de médecins	1,5	1,5	2,2	63,1	62,3	63,0	6,0	7,0	6,4	29,4	29,2	28,4
Soins d'auxiliaires	1,4	1,0	1,2	85,8	85,3	87,0	4,7	5,8	5,5	8,1	7,9	6,3
Analyses	1,3	0,2	0,2	79,0	80.2	82,6	7,3	8,9	8,1	12,4	9,7	9,1
Soins de dentistes	0,3	0,2	0,3	35,6	35,5	35,7	3,6	4,7	4,9	60,5	59,6	59,1
Cures thermales	5,7	6,7	6,1	49,3	45,9	49,2	—	5,5	6,1	45,0	41,9	38,6
Biens médicaux	*1,9*	*1,6*	*1,2*	*55,2*	*54,6*	*55,2*	*5,4*	*6,4*	*6,1*	*37,5*	*37,4*	*37,5*
Pharmacie	1,9	1,6	1,3	56,4	56,3	57,3	5,5	6,3	6,0	36,2	35,8	35,4
Lunetterie-orthopédie	1,5	0,9	—	40,4	36,9	35,5	4,1	7,6	7,0	54,0	54,6	57,5
Consommation médicale finale	**3,3**	**2,8**	**2,3**	**69,4**	**71,8**	**73,3**	**3,5**	**3,9**	**3,5**	**23,8**	**21,5**	**20,9**

TABLEAU D.03-12

Protection en cas de maladie

Source : INSEE (Enquêtes santé 1960-1970-1980)

Unité : %

	1960	1970	1980
1. Sécurité sociale			
Ne bénéficient pas de la Sécurité sociale	24,1	4,4	0,8
Bénéficient de la Sécurité sociale [avec éventuellement AMG] (1)	75,9	95,6	99,2
soit : comme assuré	37,0	49,7	57,2
soit : comme ayant droit	38,9	45,9	42,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**
2. Mutuelle			
Sont protégés par la Sécurité sociale [avec éventuellement AMG] (1) sans mutuelle.	45,1	46,5	29,9
Sont protégés par la Sécurité sociale [avec éventuellement AMG] (1) avec mutuelle.	30,8	49,0	69,3
Total	**75,9**	**95,6**	**99,2**

(1) AMG : Aide médicale gratuite.

TABLEAU D.03-13

Mode de protection en cas de maladie selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage

Source : INSEE (Enquêtes santé 1980)

Unité : %

Catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage	Sécurité sociale à 100 %	Sécurité sociale + mutuelle à 100 %	Sécurité sociale + mutuelle	Sécurité sociale seule	Sécurité sociale + AMG (1)	AMG seule (1)	Ni Sécurité sociale ni AMG	Total
Agriculteurs exploitants	5,5	35,0	19,1	39,6	NS	NS	—	100,0
Salariés agricoles	6,0	25,1	14,3	53,4	NS	NS	—	100,0
Industriels, gros commerçants	6,0	44,4	30,4	18,5	—	—	NS	100,0
Artisans, petits commerçants	2,6	39,0	30,4	26,9	1,1	—	NS	100,0
Professions libérales	3,4	29,6	30,8	35,8	—	NS	—	100,0
Cadres supérieurs	3,6	35,1	49,6	11,1	NS	—	NS	100,0
Professions intermédiaires	4,1	44,0	39,5	12,0	—	—	NS	100,0
Employés	6,1	40,3	33,1	19,2	1,1	—	NS	100,0
Ouvriers qualifiés	6,1	40,2	30,1	22,3	0,5	NS	NS	100,0
Ouvriers non qualifiés	7,9	34,3	31,2	24,8	0,9	NS	NS	100,0
Inactifs :								
Anciens agriculteurs	22,5	26,9	16,0	33,7	NS	NS	NS	100,0
Anciens ouvriers	33,2	18,5	24,4	21,9	1,1	0,1	0,6	100,0
Retirés des affaires	13,3	27,2	24,8	30,4	NS	2,3	1,4	100,0
Autres retraités	23,1	25,7	30,7	19,6	NS	NS	0,5	100,0
Autres inactifs de plus de 65 ans	32,3	15,1	20,5	26,0	1,9	1,9	2,3	100,0
Étudiants	10,2	20,7	38,1	28,4	NS	—	NS	100,0
Autres inactifs	26,4	14,6	24,1	26,2	2,2	3,9	2,6	100,0
Ensemble	**10,0**	**34,7**	**31,2**	**22,6**	**0,7**	**0,4**	**0,4**	**100,0**

(1) AMG : Aide médicale gratuite. NS : Non significatif.

TABLEAU D.03-14 A

Principaux régimes d'aide sociale : bénéficiaires (situation au 31 décembre)

France métropolitaine

Source : MASSN (SESI - ST 7)

Nature de l'aide	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	p 1982
Aide sociale à l'enfance :											
Pupilles (y compris sous condition)	41.152	38.051	32.436	28.132	25.755	24.055	23.358	21.769	20.623	18.722	16.804
Enfants en garde	111.136	113.801	110.447	96.511	92.718	89.496	84.156	80.787	77.455	75.609	70.662
Recueillis temporaires.....	75.475	72.611	68.797	68.952	64.475	63.513	60.553	58.594	57.338	56.199	54.186
Sous-total pupilles et assimilés	*227.763*	*224.463*	*211.680*	*193.595*	*182.948*	*177.064*	*168.067*	*161.150*	*155.416*	*150.530*	*141.652*
Enfants secourus	228.577	214.678	179.912	194.750	202.488	205.179	183.524	180.783	215.292	219.516	226.412
Enfants sous protection :											
conjointe.....	45.044	IND	54.569	48.287	43.276	42.906	39.897	39.469	36.712	35.191	36.537
Enfants AEMO (1).....	61.316	67.314	109.602	107.689	111.802	110.058	110.197	108.657	108.490	109.436	108.734
Aide sociale à la famille :											
Nombre d'enfants ouvrant à l'allocation.....	96	96	9	6	42	29	23	6	7	2	1
Aide médicale générale :											
Aide à domicile.....	585.163	585.308	599.459	587.041	568.202	568.871	590.859	583.178	574.503	IND	IND
Aide hospitalière.....	475.712	462.376	474.026	469.919	464.955	430.497	450.682	402.712	367.616	369.734	363.815
Cotisations d'assurance :											
volontaire ou personnelle.....	15.228	29.392	100.947	106.973	96.815	93.409	84.834	88.754	90.601	52.128	53.472
Aide médicale aux tuberculeux.....	15.380	13.834	11.850	10.738	9.613	8.569	6.740	5.336	3.260	2.216	1.602
Aide médicale aux malades mentaux :											
Hospitalisations.....	37.240	31.760	32.143	31.109	28.641	30.180	28.932	27.172	22.799	19.088	17.680
Cotisations d'assurance volontaire au taux majoré	///	///	21.760	26.826	29.033	22.726	14.109	10.670	7.131	4.553	3.807
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés.....	///	///	///	///	///	121.596	168.660	207.924	251.700	285.651	305.805
Interruption volontaire de grossesse	///	///	///	///	●	●	●	20.748	22.052	26.098	31.027
Contraception	///	///	///	///	●	●	●	●	●	●	●
Aide sociale aux personnes âgées :											
Hébergement.....	189.333	193.485	194.398	197.372	202.840	199.942	195.899	194.862	197.537	191.690	183.463
Aide à domicile (2) :											
Allocations simples.....	1.593	1.574	1.676	1.530	1.455	1.525	1.650	1.793	2.553	3.987	4.083
Allocations représentatives de services ménagers.....	13.358	12.987	12.979	12.106	11.729	11.031	11.576	11.379	11.272	11.971	10.642
Services ménagers	22.233	25.011	27.516	30.840	31.909	34.234	46.537	58.876	67.720	79.631	121.765
Aide sociale aux personnes handicapées :											
Placement.....	72.165	74.450	76.900	85.049	90.146	92.348	94.169	96.976	99.097	113.579	119.503
Aide à domicile (2) :											
Aide ménagère.....	3.319	2.973	4.656	3.419	3.448	6.950	8.506	●	●	●	6.814
Allocation compensatrice	///	///	///	///	///	///	●	32.377	64.570	102.955	123.086
Autres allocations	263.470	262.322	269.953	289.027	261.392	186.766	●	75.220	55.779	46.453	30.293
Aide sociale en matière d'hébergement ..	*23.649*	*26.217*	*32.429*	*41.761*	*60.550*	*83.812*	*110.814*	*119.027*	*100.578*	*106.213*	*112.515*
soit :											
Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	23.649	26.217	32.429	41.761	60.550	57.640	67.816	76.499	78.504	81.857	88.159
Réfugiés et rapatriés.....	—	—	—	—	—	26.172	42.998	42.528	22.074	24.356	24.356
Allocation de loyer	144.773	572	396	291	224	173	156	138	105	93	81.671
Allocations militaires.....	13.408	12.806	8.023	7.437	6.721	5.615	5.671	5.069	4.783	7.248	5.997
Allocations supplémentaires (FNS, art. 23).....	139.404	136.928	143.854	158.652	119.436	56.521	30.828	15.684	6.479	6.528	

TABLEAU D.03-14 B

Principaux régimes d'aide sociale : bénéficiaires (situation au 31 décembre)

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source : MASSN (SESI - ST 7)

Nature de l'aide	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	*p* 1982
Aide sociale à l'enfance :											
Pupilles (y. c. sous condition)	42.889	39.932	34.467	29.625	27.248	25.460	24.558	22.765	21.569	19.557	17.662
Enfants en garde	113.340	116.222	112.947	99.093	95.300	92.114	86.642	82.580	79.316	77.724	72.628
Recueillis temporaires	78.383	75.608	72.154	72.340	67.863	66.528	63.805	61.587	59.956	58.484	56.520
Sous-total pupilles et assimilés	*234.612*	*231.762*	*219.568*	*201.058*	*190.411*	*184.102*	*175.005*	*166.932*	*160.841*	*155.765*	*146.810*
Enfants secourus	236.587	222.273	208.805	261.758	269.496	269.424	243.930	235.561	261.318	265.645	270.043
Enfants sous protection :											
Conjointe	45.362	IND	54.990	IND	43.536	43.207	40.247	39.728	36.997	36.096	36.086
Enfants AEMO (1)	61.537	67.808	111.242	IND	113.753	111.899	112.307	111.693	110.212	111.451	111.009
Aide sociale à la famille :											
Nombre d'enfants ouvrant droit à l'allocation	93.278	80.995	79.742	86.805	81.037	44.423	23.230	20.771	17.716	12.702	13.101
Aide médicale générale :											
Aide à domicile	842.455	837.824	824.117	933.429	894.738	944.148	938.926	907.083	913.944	IND	IND
Aide hospitalière	562.235	560.182	609.815	574.101	562.575	529.902	529.439	483.345	450.335	463.355	463.039
Cotisations d'assurance volontaire ou personnelle	15.228	29.392	160.972	111.306	100.851	97.115	87.988	92.546	94.558	55.883	58.220
Aide médicale aux tuberculeux	16.283	16.022	13.526	12.432	11.902	9.551	7.748	6.994	4.750	3.584	2.470
Aide médicale aux malades mentaux :											
Hospitalisations	43.978	39.035	37.029	39.788	36.863	36.704	36.906	35.051	30.617	26.318	25.981
Cotisations d'assurance volontaire au taux majoré	///	///	21.897	26.953	29.190	22.930	14.322	10.911	7.337	4.680	4.017
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	///	///	///	///	///	126.388	178.220	218.078	266.345	302.642	324.203
Interruption volontaire de grossesse	///	///	///	●	●	●	●	23.133	24.364	28.388	33.780
Contraception	///	///	///	///	●	●	●	●	●	●	●
Aide sociale aux personnes agées :											
Hébergement	190.406	194.614	195.244	197.979	203.463	201.000	197.389	196.271	199.432	193.502	185.090
Aide à domicile (2) :											
Allocations simples	7.585	7.814	7.983	8.112	8.187	8.211	8.257	9.283	9.860	10.855	10.975
Allocations représentatives de services ménagers	13.358	12.987	12.979	12.106	11.729	11.031	11.576	11.296	11.272	11.971	10.642
Services ménagers	22.233	25.011	27.551	30.894	31.967	34.307	46.608	58.938	67.780	79.692	121.879
Aide sociale aux personnes handicapées :											
Placement	76.174	78.697	81.370	85.913	91.046	93.413	95.614	98.539	101.059	114.675	120.815
Aide à domicile (2) :											
Aide ménagère	3.320	2.974	4.662	3.419	3.456	6.954	8.512	●	●	●	6.814
Allocation compensatrice	///	///	///	///	///	///	●	32.377	64.570	102.955	123.085
Autres allocations	283.509	284.096	292.266	307.474	284.215	201.159	●	82.028	60.797	49.878	34.204
Aide sociale en matière d'hébergement soit :	*23.649*	*26.217*	*32.429*	*41.761*	*60.550*	*83.812*	*111.531*	*119.800*	*101.519*	*106.430*	*112.749*
Toutes catégories (n. c. réfugiés et rapatriés)	23.649	26.217	32.429	41.761	60.550	57.640	68.009	76.700	78.849	82.074	88.421
Réfugiés et rapatriés	—	—	—	IND	IND	26.172	43.522	43.100	22.670	24.356	24.328
Allocation de loyer	144.733	572	396	291	224	173	156	138	105	93	78
Allocations militaires	14.105	14.531	9.800	8.418	7.858	6.697	6.986	5.860	5.786	8.496	9.464
Allocations supplémentaires (FNS art. 23)	158.344	155.716	164.440	181.921	142.233	70.865	42.146	24.297	13.382	18.614	17.118

(1) AEMO = Action éducative en milieu ouvert. — (2) Nombre d'allocations.

TABLEAU D.03-15

Professions sociales : effectif, densité et taux d'accroissement de 1976 à 1981

Source : MASSN (SESI-ST3)

Profession	Effectif		Densité pour 100.000 habitants		Taux d'accroissement annuel moyen de la densité
	1976	1981	1976	1981	
Assistant de service social	25.662	30.424	48,4	55,9	+ 3,5
Éducateur spécialisé (1)	21.000	*e* 26.600	39,6	49,0	+ 4,3
Éducateur de jeunes enfants	5.900	*e* 8.600	11,1	15,8	+ 7,3
Technicien supérieur en économie sociale et familiale (1)	3.700	*e* 6.800	7,0	12,5	+ 12,9
Moniteur-éducateur (2)	16.000	*e* 18.000	30,2	33,1	+ 2,4
Total	**72.262**	**90.424**	**136,4**	**166,4**	+ 4,5

(1) Y compris les conseillers en économie sociale familiale. — (2) Y compris les non-diplômés en activité.

TABLEAU D.03-16

Personnel des établissements pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté

Situation au 30 octobre 1982

Source : MASSN

Catégorie de personnel	Temps plein	Temps partiel		Total équivalent temps plein
		Nombre de personnes	Équivalent temps plein	
Directeurs, directeurs-adjoints, économes	5.673	1.511	592,8	6.265,8
Éducateurs, chefs de service	2.764	133	66,7	2.830,7
Chefs d'ateliers	635	9	4,5	639,5
Total fonction direction	*9.072*	*1.653*	*664,0*	*9.736,0*
Personnels des services administratifs et généraux	*40.223*	*10.884*	*5.058,5*	*45.281,5*
Éducateurs spécialisés	20.737	1.958	1.035,0	21.772,0
Éducateurs de jeunes enfants	1.424	140	70,6	1.494,6
Moniteurs-éducateurs	13.685	1.005	502,4	14.187,4
Aides médico-psychologiques	5.520	494	233,3	5.753,3
Formations en cours d'emploi	4.181	112	61,3	4.242,3
Contrats formation	646	8	4,0	650,0
Total fonction éducation	*46.193*	*3.717*	*1.906,6*	*48.099,6*
Assistants de service social	1.633	1.255	583,8	2.216,8
Animateurs socioculturels et socio-éducatifs	483	104	44,4	527,4
Autres animateurs	815	249	93,0	908,0
Total fonction animation	*2.931*	*1.608*	*721,2*	*3.652,2*
Enseignants	8.989	1.488	580,9	9.569,9
Éducateurs techniques spécialisés	2.651	93	48,4	2.699,4
Éducateurs techniques	7.398	337	165,6	7.563,6
Total fonction enseignement-travail	*19.038*	*1.918*	*794,9*	*19.832,9*
Infirmiers	2.919	1.109	480,9	3.399,9
Masseurs kinésithérapeutes	718	1.131	433,4	1.151,4
Orthophonistes	780	2.738	1.227,7	2.007,7
Ensemble personnel médical et paramédical	6.907	12.073	4.238,3	11.145,3
Total fonction soins	*11.324*	*17.051*	*6.380,3*	*17.704,3*
Autre personnel	*7.459*	*1.284*	*541,0*	*8.000,0*
Total	*136.240*	*38.115*	*16.066,5*	*152.306,5*

TABLEAU D.03-17

Activité des établissements pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté

Situation au 3 octobre 1982

Source : MASSN

Catégorie d'établissements	Nombre d'établissements	Capacité	Effectifs présents au 30 octobre 1982	Taux d'occupation (%)
Établissements d'éducation spécialisée pour enfants handicapés	1.867	131.373	119.121	90,7
Déficients mentaux	1.313	92.372	84.102	91,0
Arriérés profonds et polyhandicapés	55	3.237	3.029	93,5
Enfants atteints de troubles de la conduite et du comportement	223	13.013	12.209	93,8
Handicapés moteurs	131	8.571	7.974	93,0
Déficients sensoriels	136	14.068	11.703	83,2
Établissements expérimentaux	9	112	104	92,9
Établissements pour adultes handicapés	1.647	89.075	86.290	96,9
Travail protégé	800	53.124	52.556	98,9
Réinsertion professionnelle	75	7.606	6.510	85,6
Hébergement (nuit)	609	20.778	19.996	96,2
Hébergement (complet)	149	6.976	6.664	95,5
Établissements expérimentaux	14	591	564	95,4
Établissements pour enfants en difficulté	1.233	62.832	53.768	85,6
Aide sociale à l'Enfance : accueil mères et enfants	68	2.738	2.195	80,2
Aide sociale à l'Enfance : accueil enfants	821	46.570	39.371	84,5
Mineurs sous double tutelle (Justice, DDASS)	309	12.075	11.078	91,7
Maisons d'enfants non conventionnées DDASS, non habilitées, Justice	29	1.362	1.030	75,6
Établissements expérimentaux	6	87	94	108,0
Établissements pour adultes en difficulté	448	21.791	19.924	91,4

TABLEAU D.03-18 A

Principaux régimes d'aide sociale : dépenses

France métropolitaine

Source : MASSN (SESI - ST 7)

Unité : Million de francs

Nature de l'aide	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
A. Dépenses à la charge de l'État et des collectivités locales										
Aide sociale à l'enfance (1)	2.494,1	2.930,9	3.517,6	4.308,2	5.184,0	5.883,4	7.118,9	8.209,7	9.247,2	10.891,4
Aide sociale à la famille (3)	ε	0,1	0,1	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε
Aide médicale générale (3)	1.293,6	1.482,7	1.707,0	1.922,7	2.268,5	2.521,6	2.742,1	2.770,0	2.929,9	2.670,5
soit : Aide à domicile	*316,1*	*334,4*	*345,0*	*373,1*	*427,4*	*424,3*	*515,3*	*478,6*	*511,4*	*578,2*
Aide hospitalière	*839,9*	*905,9*	*1.020,4*	*1.228,7*	*1.491,6*	*1.750,1*	*1.943,4*	*1.964,1*	*2.020,3*	*1.883,7*
Cotisations d'assurance volontaire ou personnelle	*137,6*	*242,4*	*341,6*	*320,9*	*349,5*	*347,2*	*283,4*	*327,3*	*398,2*	*208,6*
Aide médicale aux tuberculeux (2)	101,3	95,5	94,9	101,6	108,6	111,7	117,3	103,5	87,1	74,8
Aide médicale aux malades mentaux (2)	366,6	241,9	763,3	1.154,0	1.214,1	1.206,0	954,1	835,7	582,3	412,3
soit : Hospitalisations	*366,6*	*241,9*	●	*440,3*	*492,0*	*529,7*	*602,5*	*548,5*	*400,5*	*305,0*
Cotisations d'assurance volontaire au taux majoré	///	///	●	*713,7*	*722,1*	*676,3*	*351,6*	*286,6*	*181,8*	*107,3*
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	///	///	///	///	///	89,1	487,4	756,5	1.065,6	1.313,6
Interruption volontaire de grossesse (2)	///	///	///	0,5	4,4	8,7	10,7	11,7	11,7	16,3
Contraception (1)	///	///	///	///	///	0,1	0,1	0,3	0,4	0,6
Aide sociale aux personnes âgées (3)	1.208,9	1.299,6	1.522,3	1.899,9	2.320,5	2.714,0	3.070,4	3.591,2	4.156,5	4.810,2
soit : Hébergement	*1.104,9*	*1.178,6*	*1.374,8*	*1.710,0*	*2.098,5*	*2.453,3*	*2.722,1*	*3.092,9*	*r 3.573,3*	*4.023,6*
Aide à domicile	*104,0*	*121,0*	*147,5*	*189,9*	*222,0*	*260,7*	*348,3*	*498,3*	*583,2*	*786,6*
Aide sociale aux personnes handicapées (3)	1.576,6	1.731,7	2.050,9	2.558,3	3.231,3	3.515,8	3.948,6	4.551,7	5.434,8	6.770,6
soit : Placement en établissement	*645,1*	*731,3*	*926,6*	*1.237,6*	*1.677,9*	*2.047,1*	*2.466,8*	*2.804,1*	*3.209,6*	*3.902,0*
Aide à domicile	*931,6*	*1.000,4*	*1.124,3*	*1.320,7*	*1.553,4*	*1.468,7*	*1.481,8*	*1.747,6*	*2.225,2*	*2.868,6*
Aide sociale en matière d'hébergement (2)	43,3	51,9	75,9	148,0	347,8	438,8	517,7	583,2	671,8	862,9
soit : Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	*43,3*	*51,9*	*73,6*	*124,6*	*151,8*	*204,0*	*316,0*	*433,4*	*511,1*	*677,5*
Réfugiés et rapatriés	—	—	*2,3*	*23,4*	*196,0*	*234,8*	*201,7*	*149,8*	*160,7*	*185,4*
Allocation de loyer (2)	73,3	4,7	1,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Prévention et réadaptation sociale (1)	7,7	7,6	9,3	11,1	8,9	12,0	12,8	15,8	20,0	22,8
Service social (1)	///	///	///	///	///	489,6	611,0	775,0	950,6	1.191,5
Frais d'administration et de contrôle (2)	112,3	121,7	151,5	180,8	217,2	285,1	325,7	383,1	441,1	545,1
Total A	**7.277,7**	**7.968,3**	**9.894,0**	**12.285,4**	**14.905,5**	**17.276,1**	**19.917,0**	**22.586,9**	**25.599,1**	**29.582,7**
B. Dépenses intégralement à la charge de l'État										
Allocations militaires	7,2	7,0	5,0	4,4	8,6	11,0	12,2	11,1	10,4	10,0
Allocations suppl. (INS art. 23) : Dépenses brutes	311,9	407,6	504,2	767,1	691,1	427,6	300,4	62,5	93,4	57,3

(1) Groupe I. — (2) Groupe II. — (3) Groupe III.

TABLEAU D.03-18 B

Principaux régimes d'aide sociale : dépenses

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source : MASSN (SESI-ST 7)

Unité : Million de francs

Nature de l'aide	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
A. Dépenses à la charge de l'État et des collectivités locales											
Aide sociale à l'enfance (1)	2.553,1	3.002,6	3.609,4	4.453,5	5.371,4	6.086,9	7.351,3	8.495,6	9.541,6	11.240,2	13.193,8
Aide sociale à la famille (3)	8,2	8,3	7,5	12,1	13,1	7,9	6,4	6,6	7,2	5,9	6,8
Aide médicale générale (3)	1.486,2	1.709,1	1.997,4	2.284,6	2.724,2	3.002,6	3.316,0	3.465,9	3.598,1	3.496,5	3.568,9
soit : Aide à domicile	*363,4*	*387,1*	*409,6*	*455,8*	*521,2*	*541,1*	*647,1*	*638,3*	*672,9*	*764,9*	*917,2*
Aide hospitalière	*984,4*	*1.078,1*	*1.229,4*	*1.498,2*	*1.841,1*	*2.099,4*	*2.373,9*	*2.486,3*	*2.516,3*	*2.500,3*	*2.414,7*
Cotisations d'assurance volontaire ou personnelle	*138,4*	*243,9*	*358,4*	*330,6*	*361,9*	*362,1*	*295,0*	*341,3*	*408,9*	*231,3*	*237,0*
Aide médicale aux tuberculeux (2)	117,4	109,3	110,2	118,6	133,9	134,0	139,9	131,1	107,3	96,6	87,6
Aide médicale aux malades mentaux (2)	412,1	287,4	816,7	1.211,7	1.309,2	1.307,6	1.062,8	949,9	706,7	543,3	520,4
soit : Hospitalisations	●	●	●	*496,0*	*582,2*	*620,0*	*706,3*	*658,8*	*520,2*	*432,8*	*434,3*
Cotisations d'assurance volontaire au taux majoré	●	●	●	*715,7*	*727,0*	*687,6*	*356,5*	*291,1*	*186,5*	*110,5*	*86,1*
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	///	///	///	///	///	90,2	506,7	782,7	1.116,9	1.403,3	1.767,1
Interruption volontaire de grossesse (2)	///	///	///	0,5	5,1	10,3	11,7	12,7	12,4	17,8	24,4
Contraception (1)	///	///	///	///	///	0,6	0,6	0,9	1,0	1,3	1,7
Aide sociale aux personnes âgées (3)	1.231,5	1.322,1	1.547,3	1.929,5	2.365,8	2.757,9	3.115,3	3.651,8	4.223,9	4.901,8	5.671,3
soit : Hébergement	*119,4*	*1.192,8*	*1.392,9*	*1.732,7*	*2.137,4*	*2.491,5*	*2.763,4*	*3.148,7*	*3.636,8*	*4.105,5*	*4.328,7*
Aide à domicile	*112,1*	*129,2*	*154,4*	*196,8*	*228,4*	*266,4*	*351,9*	*503,1*	*587,1*	*796,3*	*1.342,6*
Aide sociale aux personnes handicapées (3)	1.627,0	1.788,4	2.109,9	2.627,8	3.315,4	3.594,5	4.026,3	4.638,0	5.528,4	6.877,2	8.572,3
soit : Placement en établissement	*662,9*	*750,1*	*953,8*	*1.275,5*	*1.731,7*	*2.102,3*	*2.531,9*	*2.875,6*	*3.294,0*	*4.003,3*	*4.934,9*
Aide à domicile	*964,1*	*1.038,3*	*1.156,1*	*1.352,3*	*1.583,7*	*1.492,2*	*1.494,4*	*1.762,4*	*2.234,4*	*2.873,9*	*3.637,4*
Aide sociale en matière d'hébergement (2)	43,3	51,9	75,9	148,0	347,8	440,1	525,3	591,5	674,1	862,9	1.151,4
soit : Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	*43,3*	*51,9*	*73,6*	*124,6*	*151,8*	*204,1*	*316,0*	*433,4*	*512,0*	*677,5*	*913,0*
Réfugiés et rapatriés	—	—	*2,3*	*23,4*	*196,0*	*236,0*	*209,3*	*158,1*	*162,1*	*185,4*	*238,4*
Allocation de loyer (2)	73,3	4,7	1,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Prévention et réadaptation sociale (1)	7,7	7,6	9,3	11,1	8,9	12,0	13,1	16,5	20,0	22,8	28,5
Service social (1)	///	///	///	///	///	496,4	636,1	805,2	981,5	1.229,4	1.469,4
Frais d'administration et de contrôle (2)	124,8	135,0	168,2	200,4	238,4	310,6	362,1	427,3	494,0	609,1	730,1
Total A	**7.684,6**	**8.426,4**	**10.453,0**	**12.998,1**	**15.833,4**	**18.251,7**	**21.073,8**	**23.975,8**	**27.013,2**	**31.308,2**	**36.793,8**
B. Dépenses intégralement à la charge de l'État											
Allocations militaires	7,7	7,5	5,5	4,9	9,9	*r* 13,2	*r* 13,4	*r* 12,3	*r* 12,6	11,0	10,3
Allocations suppl. (FNS art. 23) :											
Dépenses brutes	●	●	●	874,1	811,5	570,1	430,4	293,3	208,2	171,9	219,5
Dépenses nettes	349,1	460,7	580,3	335,7	311,5	286,1	170,1	193,9	120,9	137,5	186,6

(1) Groupe I. — (2) Groupe II. — (3) Groupe III.

Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale. Secrétariat d'État chargé de la santé.

Service études, statistiques et systèmes d'informations (SESSI), 14, avenue Duquesne, 75700 Paris, Tél. : 567-55-44 :

— *Informations rapides;*
— *Santé et sécurité sociale, statistiques et commentaires* (numéros bimestriels faisant suite au bulletin mensuel de statistiques sociales, paru jusqu'en 1971, et au bulletin de statistiques, de 1972 à 1974);
— Revue *Économie et santé* supplément à statistiques et commentaires (périodicité irrégulière);
— *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales,* 1982-1983;
— *Tableaux santé et sécurité sociale* (arêtés en 1976);
— *Chiffres repères de la santé* (semestriels);
— *Répertoire des établissements d'hospitalisation publics et privés* 1re édition en 1978);
— *Comptes de la santé* (volume annuel) publication conjointe entre *Les Collections de l'INSEE,* série C et « *Économie et santé* ».

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) :

— *Statistiques des causes médicales de décès* (volume annuel depuis 1968; pour les résultats antérieurs à 1968, voir les volumes de la statistique des causes de décès de l'INSEE);
— *Statistique médicale des établissements psychiatriques* (annuel);
— *Rapport sur l'état de santé de la population française* (annuel).

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés :

— *Revue médicale de l'assurance maladie* (trimestrielle);
— *Indicateur statistique* (annuel);
— *Statistiques nationales d'accidents du travail.* Ces statistiques font également connaître les maladies professionnelles (annuelles) [voir aussi chapitre C.02 « Conditions de travail », § « Accidents du travail » — et chapitre C.04 « Prestations sociales ».

Union des caisses centrales de la mutualité sociale agricole :

— *La Mutualité sociale agricole, statistiques annuelles*;
— *Accidents du travail et maladies professionnelles des salariés agricoles* (annuel).

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés :

— *Bulletin de statistiques* (trimestriel).

Ministère de la Défense :

— Statistique médicale de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de l'armée de mer (trois volumes annuels).

Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports :

— *Les accidents corporels de la circulation routière* (volume annuel publié par le Service d'études techniques des routes et autoroutes, SETRA) [voir aussi chapitre L.02 « Transports routiers », § « Accidents de la circulation ».

Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation :

— *Statistiques des interventions des sapeurs-pompiers* (annuel).

Centre de sociologie et de démographie médicales :

— *Les cahiers de sociologie et de démographie médicales* (trimestriels).

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) :

— *Consommation* (trimestriel);
— *Monographies;*
— « Les comptes de la santé en 1980 », Commission des comptes de la Santé, Ministère de la santé et de la Sécurité sociale, 1981. Diffusé par le centre de recherches, d'études et de documentation sur la consommation (CREDOC), 75013 Paris.

Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) :

— « Le coût de l'hospitalisation ». — 1. « Le système hospitalier français et les problèmes posés par la croissance des dépenses », *Documents du CERC,* n° 35-36, 1977. — 2. « Le recours au système hospitalier », *Documents du CERC,* n° 45, 1978. — 3. « Les moyens du système hospitalier public. A. « Ensemble des dépenses de fonctionnement et d'équipement », *Documents du CERC,* n° 46, 1978; B. « Analyse des dépenses de fonctionnement », *Documents du CERC,* n° 50, 1979; « Les moyens du système hospitalier public : note récapitulative de la 3e partie », *Documents du CERC,* n° 52, 1979. — 4. « Les établissements de soins privés. A. « Description et analyse d'ensemble », *Documents du CERC,* n° 54, 1980; B. « Les investissements et leur financement », n° 60, 1981; C. « Les dépenses de fonctionnement, *Documents du CERC,* n° 65, avril 1983. — « Comparaisons internationales », *Documents du CERC,* n° 48, 1979.

INSEE :

— « Les comptes de la santé. Méthodes et séries 1950-1977 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 74, 1979
— « La consommation médicale des Français (quelques résultats de l'enquête santé 1970-1971) », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 57, mars 1977;
— « Les comptes de la santé en 1979 », *Économie et statistique* n° 123, juillet 1980;
— L'enquête sur la santé et les soins médicaux 1980-1981 : « Premiers résultats ». Note n° 459/453 (février 1983);
— « Données sociales », Édition 1984;

* Voir aussi rubrique « Santé » des Sources de documentation fin de chapitre D.01 (Consommation et modes de vie des ménages)

E

Communication, culture et loisirs

3

Communication, culture et loisirs

Chapitre E.01

Communication

1. Presse

2. Audiovisuel

1. Presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par le *Service juridique et technique de l'Information* (SJTI) auprès de la presse périodique éditée en France (métropole + DOM-TOM), ainsi qu'à partir des déclarations de tirage envoyées à ce service par les imprimeurs en application de l'arrêté ministériel du 9 août 1950.

L'enquête détaillée, qui permet de déterminer, par type de presse, les tirages, les pourcentages de diffusion, les éléments d'exploitation, les chiffres d'affaires et les consommations de papier, n'est désormais effectuée qu'auprès des titres de la *presse éditeur*.

Appartiennent à l'ensemble *« presse éditeur »* les publications qui, soit sont éditées par les Sociétés professionnelles d'édition de journaux et périodiques, soit satisfont à deux au moins des quatre critères distinctifs suivants : affiliation syndicale, vocation commerciale, distribution par professionnels, parution au moins mensuelle. Ces publications sont classées suivant quatre types : « presse d'information générale et politique nationale », « presse d'information générale et politique locale », « presse spécialisée grand public », « presse spécialisée technique et professionnelle ».

Les autres publications, constituant l'ensemble *« presse de groupements »* (administrations, syndicats, mutuelles, universités, etc.), font l'objet d'une enquête succincte permettant de déterminer notamment la consommation de papier de ce type de presse (cf. tableau 6).

11. Définitions concernant le tirage des publications périodiques

Tirage au numéro : nombre d'exemplaires tirés d'un numéro donné du titre concerné.

Tirage moyen au numéro : moyenne arithmétique annuelle des tirages au numéro du titre concerné.

Tirage annuel : somme des tirages au numéro de l'ensemble des parutions d'une année civile déterminée.

Tirage total au numéro (d'une catégorie de publication ou de périodicité donnée) : somme des tirages moyens au numéro des titres appartenant à la catégorie étudiée.

Tirage moyen par titre : moyenne arithmétique des tirages moyens au numéro des titres de la catégorie étudiée.

Tirage total annuel : somme des tirages annuels des titres appartenant à la catégorie de publications ou de périodicité étudiée.

12. Les résultats

Les résultats de l'année 1981 figurant dans ce chapitre concernent la presse éditeur et ne sont pas comparables aux séries présentées dans l'édition 1982 de l'annuaire pour les années 1978 et antérieures. Ces séries, dont la publication a été interrompue par le SJTI pour les années 1979 et 1980, concernaient l'ensemble de la presse (éditeur et de groupements). D'autre part, la nomenclature de classification par sujet utilisée pour la présentation des tableaux est celle adoptée par le SJTI, qui ne coïncide pas nécessairement avec celle de l'UNESCO.

2. Audiovisuel

La loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 a organisé l'ensemble du champ de la communication audiovisuelle, et affirmé le principe de la liberté de la communication audiovisuelle, consacrée par l'abandon du monopole de programmation.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service juridique et technique de l'Information du Secrétariat d'État chargé des Techniques de la communication.

La loi précise l'organisation du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision. Il est composé de :

— un établissement public de diffusion (TDF), chargé de la diffusion des programmes, de la répartition des fréquences et du contrôle de leur utilisation, du contrôle technique des signaux et des équipements de diffusion, de la recherche et de la fixation de normes techniques;

— un institut national de la communication audiovisuelle (INA), qui a pour mission la conservation et l'exploitation des archives, la formation, la recherche et la commercialisation des archives;

— une société nationale de programme de radiodiffusion sonore (Radio France) chargée de concevoir, de programmer et de faire diffuser des émissions du service public national de la radiodiffusion sonore ainsi que d'assurer la gestion et le développement de formations musicales (Orchestre national de France, Nouvel orchestre philharmonique, chœurs et maîtrise de Radio France). Elle est à l'origine de la création des sociétés régionales de radiodiffusion sonore et des stations locales;

— des sociétés nationales de programme de télévision créées par décrets : il en existe deux en 1983 : TF 1 et Antenne 2. Elles sont chargées de concevoir, programmer et faire diffuser les émissions du service public national de la télévision;

— une société nationale de programme chargée de la coordination des sociétés régionales de télévision (FR 3);

— une société nationale de programme chargée de la coordination des sociétés régionales et territoriales de radio et de télévision d'outre-mer (RF 0);

— une société nationale de production (SFP) chargée de la production d'œuvres et de documents audiovisuels;

— une société nationale de radiodiffusion sonore à vocation internationale (RF I) orientée vers la diffusion internationale;

— une société de commercialisation des œuvres audiovisuelles, chargée de la commercialisation à l'étranger, de la participation à l'action culturelle à l'étranger, ainsi que la conclusion des accords de coproduction et de commercialisation (France Media International).

Enfin la loi organise la communication audiovisuelle hors du service public en permettant à des personnes privées ou publiques d'éditer un message audiovisuel à destination du public. Deux régimes sont institués pour l'essentiel :

— *le régime de la déclaration,* qui est celui notamment des services de télématique;

— *le régime de l'autorisation préalable,* qui est celui notamment des radios locales privées.

TABLEAU E.01-1

Presse éditeur : données économiques d'ensemble

Année 1981

Source : Service juridique et technique de l'Information

Type de presse	Nombre de titres	Tirage total annuel	Consommation de papier	(1) Chiffres d'affaires (hors TVA)	
				Recettes ventes	Recettes publicité (2)
		Million ex	Tonne	Million F	Million F
Presse d'information générale et politique nationale	102	1.166,7	177.000	2.709,8	1.935,9
Presse d'information générale et politique locale	514	2.776,0	385.000	4.807,8	3.574,7
Presse spécialisée grand public	1.310	3.346,1	514.000	7.417,4	3.772,0
Presse spécialisée technique et professionnelle	1.163	362,4	59.000	1.588,1	1.534,1
Total	**3.089**	**7.651,2**	**1.135.000**	**16.523,1**	**10.816,7**

(1) Les recettes comprennent les diverses commissions versées aux agents de la vente, aux régies d'abonnement ainsi que les rémunérations d'intermédiaires pour la publicité.
(2) Publicité commerciale et petites annonces.

TABLEAU E.01-2

Titres de la presse éditeur par périodicité

Année 1981

Source : Service juridique et technique de l'Information

Catégorie du sujet principal	Nombre de titres	Périodicité (1) Q	H	M	T	A
Presse d'information générale et politique nationale	*102*	*11*	*32*	*47*	*8*	*4*
Information générale et politique	13	10	3	—	—	—
Opinion	77	1	21	43	8	4
Magazines illustrés d'information	12	—	8	4	—	—
Presse d'information générale et politique locale	*514*	*178*	*283*	*37*	*14*	*2*
Information générale et politique; opinion	414	(2) 107	279	23	5	—
Magazines régionaux	28	—	3	14	9	2
Annonces judiciaires et légales	72	71	1	—	—	—
Presse spécialisée grand public	*1.310*	*5*	*360*	*649*	*256*	*40*
Presse, TV, spectacles	41	—	30	8	2	1
Bande dessinée	149	—	5	86	54	4
Presse du cœur	54	—	1	28	20	5
Maison et décoration	40	—	1	16	22	1
Presse familiale et sociale	36	—	4	22	9	1
Presse à sensation	31	—	9	14	2	6
Presse masculine	9	—	—	7	2	—
Presse féminine	56	—	11	26	16	3
Presse des jeunes	24	—	5	17	2	—
Presse culturelle	49	—	1	31	16	1
Presse des loisirs	246	—	6	152	73	15
Presse économique	20	2	5	9	4	—
Presse sportive	111	3	25	71	10	2
Vulgarisation scientifique et technique	20	—	—	17	3	—
Petites annonces	406	—	255	136	15	—
Divers	18	—	2	9	6	1
Presse spécialisée technique et professionnelle	*1.163*	*28*	*204*	*504*	*386*	*41*
Agriculture, sylviculture, pêche	134	1	50	67	16	—
Industrie agricole et alimentaire	45	2	4	31	7	1
Production et distribution d'énergie	23	1	—	14	8	—
Location et crédit-bail immobilier	16	—	—	11	5	—
Industrie des biens intermédiaires	35	—	—	24	11	—
Industrie des biens d'équipement	65	4	41	20	—	—
Industrie des biens de consommation courante	80	3	10	38	25	4
Assurances	6	—	1	4	1	—
Organismes financiers et boursiers	18	6	5	3	4	—
Industrie de mise en œuvre du bâtiment, génie civil et agricole	61	4	32	24	1	—
Transport et télécommunication	28	1	5	13	8	1
Services non marchands	108	1	4	32	68	3
Commerce	77	—	5	50	22	—
Services marchands	467	5	47	173	210	32
Ensemble	**3.089**	**222**	**879**	**1.237**	**664**	**87**

(1) Périodicité : Q = quotidien. H = hebdomadaire. M = mensuel. T = trimestriel. A = autres périodicités. — (2) Se répartissant en 80 quotidiens (dont 7 pour les DOM-TOM) et 27 journaux du 7e jour édités par les quotidiens et diffusés le jour légal de non-parution.

TABLEAU E.01-3

Tirage et diffusion de la presse éditeur

Année 1981

Source : Service juridique et technique de l'Information

Type de presse	Nombre de titres	Tirage (en milliers d'exemplaires) Total au numéro	Tirage moyen par titre	Total annuel	% diffusion Numéro	Abonnement
Information générale et politique nationale	102	9.206	90,25	1.166.735	55	19
dont : Quotidiens	*10*	*2.791*	*279*	*855.686*	*58*	*15*
Information générale et politique locale	514	16.945	32,97	2.776.010	57	27
dont : Hebdomadaires	*80*	*7.541*	*94*	*2.343.622*	*65*	*21*
Périodiques grand public	1.310	116.608	89,01	3.346.086	(1) 56	(1) 21
Périodiques techniques professionnels	1.163	14.622	12,57	362.375	4	66
Ensemble	**3.089**	**157.381**	**50,95**	**7.651.206**	**(1) 53**	**(1) 26**

(1) Hors périodiques gratuits d'annonces.

TABLEAU E.01-4

Presse quotidienne nationale

Tirage moyen au numéro

Source : Service juridique et technique de l'Information

Unité : Millier d'exemplaires

Titres	1978	1979	1980	1981
Information générale et politique :				
Matin :				
L'Aurore	292	●	●	*e* 70
Le Figaro	406	394	391	414
L'Humanité	218	192	199	198
Libération	58	—	—	78
Le Matin	181	191	218	252
Le Parisien libéré	438	430	427	426
Le Quotidien de Paris	●	●	●	70
Soir :				
La Croix	128	127	129	128
France-Soir	669	634	587	569
Le Monde	549	568	552	563
Quotidiens sportifs :				
L'Équipe	320	314	330	310
Paris Turf	219	216	206	199
Quotidiens économiques :				
Le Nouveau Journal	36	58	—	48
Les Échos	66	65	—	81

TABLEAU E.01-5

Presse quotidienne régionale et départementale 1981. Classement par tranche de tirage moyen au numéro

Source : Service juridique et technique de l'Information

Classe de tirages (en milliers d'exemplaires)	Fréquence absolue	Nombre de titres (1)
0 à moins de 5		
5 à moins de 15		
15 à moins de 50		
50 à moins de 100		
100 à moins de 250		
250 à moins de 400		
400 à moins de 800		
Total		

(1) Journaux du 7e jour non compris.

TABLEAU E.01-6

Consommation de papier (1) par qualité en 1981

Source : Service juridique et technique de l'Information.

Type de presse	Papier journal		Autre type de papier (2)		Total
	Tonnes	%	Tonnes	%	Tonnes
Presse éditeur : ensemble	667.000	*99*	468.000	*83*	1.135.000
en %	*59*		*41*		*100*
soit : Information générale et politique nationale	(3) 115.000	17	62.000	11	177.000
en %	*65*		*35*		*100*
Information générale et politique locale	384.000	57	1.000	1	385.000
en %	*99*		*1*		*100*
Ensemble information générale et politique	499.000	74	63.000	12	
Périodiques grand public	149.000	22	365.000	64	514.000
en %	*29*		*71*		*100*
Périodiques techniques professionnels	19.000	3	40.000	7	59.000
en %	*32*		*68*		*100*
Presse de groupements	5.000	*1*	95.000	*17*	100.000
Total	**672.000**	**100**	**563.000**	**100**	**1.235.000**
en %	***54***		***46***		*100*

(1) Y compris la consommation de papier pour les titres imprimés à l'étranger. — (2) Papier couché brillant ou mat, papier non couché satiné ou non. — (3) Dont 102.000 tonnes sont utilisées par les 10 quotidiens nationaux d'information générale.

TABLEAU E.01-7

Recettes du service public de la communication audiovisuelle (1)

Source : Service juridique et technique de l'Information — *Unité :* Million de F

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Redevance	3.142,8	3.624,8	4.090,5	5.073,6	5.804,0	6.591,3
Publicité	1.319,6	1.529,4	1.754,3	2.206,6	2.668,7	2.868,5
soit : Publicité de marque	*1.255,0*	*1.434,0*	*1.613,0*	*2.025,0*	*2.438,0*	*2.612,0*
Publicité collective	*64,6*	*95,4*	*141,3*	*181,6*	*230,7*	*256,5*
Services rendus aux administrations	113,6	126,0	(2)	152,3	168,9	49,3
Recettes commerciales	148,7	173,7	107,0	128,6	196,4	135,0
Divers	47,9	94,1	320,1	302,8	334,4	492,0
Ensemble	**4.772,6**	**5.548,0**	**6.271,9**	**7.863,9**	**9.174,4**	**10.136,1**

(1) Prévisions de financement. — (2) Inclus dans le poste divers.

TABLEAU E.01-8

Comptes de redevance

Source : Service de la Redevance

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Nombre de comptes (en milliers) (1) :											
Radiodiffusion	3.180,5	2.952,8	2.660,3	2.366,0	///	///	///	///	///	///	///
Télévision noir et blanc	11.937,0	11.822,4	11.478,9	10.867,2	10.002,2	9.197,9	8.347,9	7.781	6.791	5.108	...
Télévision couleur	1.621,5	2.255,7	3.115,6	4.035,6	5.217,1	6.264,2	7.474,5	8.814	10.168	10.244	...
Magnétoscope	///	///	///	///	///	///	///	///	///	437	...
Taux de redevance de la télévision (en francs) (2) :											
Télévision noir et blanc	140	155	155	162	178	207	221	238	280	311	331
Télévision couleur	210	210	235	243	267	310	331	358	424	471	502
Magnétoscope	///	///	///	///	///	///	///	///	///	471	612

(1) Situation au 31 décembre. — (2) Situation au 1er janvier.

TABLEAU E.01-9

Effectifs du service public de la communication audiovisuelle (1)

Source : Service juridique et technique de l'Information

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
TF 1	1.169	1.208	1.204	1.209	1.566	1.504
A 2	1.112	1.179	1.209	1.207	1.362	1.374
FR 3	3.500	3.567	3.602	3.677	3.937	3.343
Radio-France	2.293	2.335	2.344	2.387	2.659	2.945
TDF	3.313	3.365	3.465	3.436	3.658	3.754
INA	1.020	946	912	882	895	969
SFP	2.964	2.665	2.448	2.339	2.505	2.581
RFI	///	///	///	///	///	309
RFO	///	///	///	///	///	814
Ensemble	**15.371**	**15.265**	**15.184**	**15.137**	**16.582**	**17.771**

(1) Il s'agit du seul personnel permanent. Des dizaines de milliers de « cachetiers » participent chaque année, pour des durées variables, à la réalisation des programmes de radio et télévision.

TABLEAU E.01-10

Émetteurs de radiodiffusion

Situation au 1er janvier

Source : Télédiffusion de France

	Nombre d'émetteurs (1)						Puissance en kW (4)					
	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Émetteurs à modulation d'amplitude (2)	**38**	**39**	**59**	**58**	**58**	**56**	**6.270,1**	**6.293,0**	**11.511,1**	**10.911,1**	**10.861,1**	**10.860**
France-Inter	13	13	14	13	12	12	3.291,0	3.310,0	3.431,0	3.231,0	3.131,0	3.131
France-Culture	20	20	20	20	20	20	2.957,0	2.960,0	2.957,0	2.957,0	2.957,0	2.957
Divers et FIP	5	6	6	6	7	5	22,1	23,0	23,1	23,1	(5) 73,1	72
Ondes décamétriques	—	—	19	19	19	19	—	—	5.100,0	4.700,0	4.700,0	4.700
Émetteurs à modulation de fréquence (3)	**260**	**281**	**297**	**306**	**323**	**350**	**961,6**	**986,7**	**1.000,4**	**1.059,3**	**1.087,9**	**1.110,2**
France-inter	79	86	87	90	90	92	315,1	323,6	313,0	329,7	316,2	316
France-Culture	78	85	89	92	96	99	312,9	321,3	325,2	342,2	346,6	347
France-Musique	79	86	90	93	97	100	315,1	323,6	327,2	344,0	348,4	349
Divers et FIP	24	24	23	23	22	22	18,5	18,2	18,5	18,7	18,6	19
Radios locales de service public.	—	—	8	8	18	36	—	—	16,5	24,7	58,1	73
Radios locales privées	///	///	///	///	—	1	///	///	///	///	—	0

(1) A ces réseaux s'ajoutent 20 émetteurs à modulation d'amplitude sur ondes décamétriques, diffusant les programmes de Radio-France internationale. — (2) Sur ondes kilométriques (« ondes longues ») ou sur ondes hectométriques (« ondes moyennes »). — (3) Sur ondes métriques. — (4) Le principe du rayonnement des émetteurs de fréquence est différent de celui des émetteurs à modulation d'amplitude; les puissances mises en jeu avec l'un et l'autre des deux procédés pour desservir une même zone ne sont pas comparables. — (5) Dont 50 kW pour un émetteur loué à Sud-Radio.

TABLEAU E.01-11

Réémetteurs de radiodiffusion

Situation au 1er janvier

Source : Télédiffusion de France

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Réémetteurs à modulation de fréquence	**129**	**147**	**173**	**239**	**352**	**448**
France-Inter	42	48	57	79	108	132
France-Culture	42	48	57	79	112	142
France-Musique	44	50	58	80	113	143
FIP et divers	1	1	1	1	1	1
Radios locales de service public	—	—	—	—	18	30

TABLEAU E.01-12

Émetteurs et réémetteurs de télévision

Situation au 1er janvier

Source : Télédiffusion de France

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Réseau 1 (Programme TF 1 noir et blanc) :						
Nombre d'émetteurs	71	70	69	65	52	///
Puissance crête image totale [en kW] (1)	404,7	402,5	401,3	389,3	285,3	///
Nombre de réémetteurs	1.877	1.928	1.859	1.558	1.302	///
Réseau 1 *bis* (Programme TF 1 couleur) :						
Nombre d'émetteurs	35	53	85	112	112	112
Puissance crête image totale [en kW] (1)	622,0	1.021,3	1.297,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5
Nombre de réémetteurs	323	582	957	1.777	2.222	2.401
Réseau II (Programme A 2) :						
Nombre d'émetteurs	109	110	113	112	112	112
Puissance crête image totale [en kW] (1)	1.519,8	1.477,8	1.478,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5
Nombre de réémetteurs	1.587	1.809	1.989	2.230	2.452	2.590
Réseau III (Programme FR 3) :						
Nombre d'émetteurs	110	112	115	116	116	116
Puissance crête image totale [en kW] (1)	1.537,8	1.497,8	1.498,5	1.500,5	1.500,5	1.500,5
Nombre de réémetteurs	874	1.160	1.437	1.758	2.121	2.317
Réseau spécialisé :						
Nombre d'émetteurs	—	—	—	—	4	4
Puissance crête image totale [en kW] (1)	—	—	—	—	10,3	10,3
Ensemble des émetteurs	**325**	**345**	**382**	**405**	**396**	**344**
Ensemble des réémetteurs	**4.661**	**5.479**	**6.242**	**7.323**	**8.097**	**7.308**

(1) La puissance porteuse de l'émetteur son est égale au huitième de la puissance crête de l'émetteur image.

TABLEAU E.01-13

Volume annuel de programmes de radiodiffusion produits et diffusés par les chaînes nationales (1)

Source : Radio-France

Unité : Heure

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
France-Inter GO (2)	8.760	8.760	●	8.552	8.760	8.500
France-Inter MF (3) (2)	372	318	●	624	391	6.860
France-Culture MF (4)	6.609	6.208	6.224	6.207	6.211	6.205
France-Musique	6.886	6.916	6.954	6.935	6.951	6.947
Radio Bleue (5)	—	—	—	—	1.190	1.252
FIP MF (6)	—	—	—	—	5.108	5.110
Ensemble	**22.627**	**22.202**	●	**22.318**	**28.611**	**34.874**

(1) Non compris : les productions de Radio-France internationale, la radio scolaire, les émissions universitaires et de Radio-Sorbonne. — (2) Au 1er juillet pour l'année 1981. — (3) Le volume total de programmes diffusé par France-Inter MF est supérieur à ce chiffre puisque ce canal diffuse la plus grande partie du temps des programmes repris de France-Inter GO. — (4) Le réseau B en ondes moyennes relaie France-Culture de façon fragmentée et en volume variable, assujetti au rythme de l'activité scolaire et universitaire. — (5) Destiné aux personnes âgées, ce programme est diffusé le matin sur le réseau B en ondes moyennes. — (6) Programme musical diffusé par France-Inter Paris et repris par FIB (Bordeaux), FICA (Côte-d'Azur), FIL (Lorraine), FIL (Lille), FILA (Loire-Atlantique), FIL (Lyon), FIM (Marseille), FIR (Reims), FIT (Toulouse), et FIS (Strasbourg).

TABLEAU E.01-14

Volume annuel de programmes de radiodiffusion produits et diffusés par les stations décentralisées de Radio-France

Source : Radio-France

Unité : Heure

	Date de la première émission	1982
Radio 7	2 juin 1980	7.737
Fréquence Nord	19 mai 1980	6.661
Radio Mayenne	16 juin 1980	6.205
Radio Seine-et-Marne	11 septembre 1980	6.518
Radio Berry Sud	23 avril 1982	4.265
Radio Vaucluse	29 juin 1982	3.415
Radio Bretagne Ouest	3 août 1982	2.567
Radio La Creuse	5 septembre 1982	2.057
Radio Côte d'Azur	19 octobre 1982	1.342
Radio Périgord	26 octobre 1982	1.130
Radio Belfort	14 décembre 1982	313
Radio Puy-de-Dôme	19 avril 1983	///
Radio Landes	17 mai 1983	///
Radio Drôme	18 juillet 1983	///
Radio Isère	16 décembre 1983	///
Radio Bordeaux-Gironde	24 décembre 1983	///
Total		**42.210**

TABLEAU E.01-15

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore de la chaîne Radio-France internationale

Source : Radio-France internationale

Unité : Heure

	1978	1979	1980	1981	■ (12) 1982
1. Émissions destinées aux étrangers résidant en France					
Durée totale des émissions (1)	551	545	602	562	552,00
soit :					
En arabe	117	115	120	120	118,20
En espagnol	47	46	48	48	48,10
En italien	39	38	40	40	36,00
En polonais (2)	130	130	130	130	130,00
En portugais	117	115	120	120	118,20
En turc	23	24	48	24	23,30
En serbo-croate	47	46	48	48	47,20
Pour Africains francophones (3)	15	15	24	16	15,40
Pour Cambodgiens (3)	8	8	8	8	8,10
Pour Laotiens (3)	4	4	8	4	3,45
Pour Vietnamiens (3)	4	4	8	4	4,05
2. Émissions destinées aux auditeurs de l'étranger					
Durée totale des émissions (4)	14.826	15.125	15.207	15.207	17.073
soit :					
Émissions spécifiques en français vers l'Afrique	2.600	3.192	2.830	2.737	4.562
Émissions de service pour les stations africaines (coopération)	●	300	425	425	600
Programmes nationaux vers l'Afrique	3.423	2.830	3.192	3.285	1.825
Émissions en anglais vers l'Afrique	365	365	365	365	365
Émissions en portugais vers l'Afrique (5)	///	///	///	///	365
Émissions en portugais vers l'Europe occidentale et centrale	///	///	///	///	730
Émissions en espagnol vers l'Espagne	365	365	365	365	365
Émissions en portugais vers le Portugal (6)	365	365	365	365	365
Émissions en polonais vers la Pologne (7)	///	///	///	///	46
Émissions en allemand	365	365	365	365	—
Émissions en russe	///	///	///	///	///
Émissions vers l'Asie du Sud-Est	///	///	///	///	///
Émissions vers l'Amérique latine (8)	///	///	///	///	276
Programmes nationaux vers l'Amérique du Nord (9)	1.868	1.868	1.825	1.825	1.825
Programmes nationaux vers l'Est	5.110	5.110	4.745	5.110	3.467
Programmes spécifiques en français vers l'Est (10)	365	365	730	365	2.281
Heures-fréquences des émissions (11)	103.782	105.282	105.282	105.282	...

(1) En ondes hectométriques. — (2) Émission régionale diffusée par l'émetteur de Lille. — (3) Depuis octobre 1976. — (4) En ondes décamétriques. — (5) Depuis le 1er octobre 1982. — (6) Depuis le 7 mars 1977; même programme que vers l'Afrique, depuis le 1er octobre 1982. — (7) Une demi-heure par jour depuis le 1er octobre 1982. — (8) Une demi-heure en français, une heure en espagnol, une heure en portugais chaque jour, depuis le 1er octobre 1982. — (9) Depuis le 16 février 1976. — (10) Depuis le 1er avril 1977; en 1982, reprise du service mondial Afrique. — (11) Afin de faciliter leur réception, les émissions sur ondes décamétriques sont fréquemment diffusées simultanément sur plusieurs émetteurs; lorsqu'une heure de programme est diffusée par un seul émetteur, une concordance en durée existe entre programme et émission, laquelle s'exprime par une heure-fréquence; si, par contre, un même programme d'une heure est diffusé par deux, trois émetteurs, on obtient deux, trois heures-fréquences. — (12) A partir de 1982, nouvelle gestion permettant d'obtenir des chiffres plus précis de la durée des émissions.

TABLEAU E.01-16

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore enregistrées distribuées à l'étranger

Source : Radio-France internationale

Unité : Heure

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
1. Émissions enregistrées distribuées par les ambassades de France aux stations étrangères						
Productions spécifiques	252	197	231	239	●	82
soit :						
En français	84	66	77	84	●	36
En anglais	71	56	64	71	●	23
En espagnol	97	75	90	84	●	23
Volume annuel de programmes	22.850	12.940	13.035	15.208	●	7.450
Programmes nationaux enregistrés (1)	6.000	5.516	5.521	5.420	●	4.216
2. Émissions enregistrées distribuées dans le cadre de la coopération						
Émissions spécifiques destinées aux stations africaines et de l'océan Indien	430	424	422	435	●	460
Heures d'antennes des émissions spécifiques et programmes nationaux	18.900	19.000	18.805	19.573	●	23.000

(1) Non compris dans le volume annuel des programmes.

TABLEAU E.01-17

Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale (1)

Source : Service juridique et technique de l'Information

Unité : Film

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Ensemble	**524**	**537**	**527**	**500**	**475**	**450**
TF 1	146	157	150	129	129	130
Français	73	●	86	82	72	79
Étrangers	73	●	64	47	57	51
A 2	131	133	129	132	125	111
Français	57	●	70	77	67	67
Étrangers	74	●	59	55	58	44
FR 3	247	247	248	239	221	209
Français	114	●	136	124	140	138
Étrangers	133	●	112	115	81	71

(1) Ces chiffres concernent l'ensemble des films diffusés. Les sociétés de programme sont soumises à un quota de nationalité (50 % de films français), mais les films de ciné-clubs et les films diffusés au titre des programmes minimum ne sont pas pris en compte dans ce calcul.

TABLEAU E.01-18

Répartition de l'écoute de la radiodiffusion entre les stations

Sources : Service juridique et technique de l'Information. Centre d'études d'opinion

Unité : %

	1980	1981	1982	1983
France-Inter	19,1	18,5	15,2	13,9
France-Musique	2,3	2,5	2,2	2,2
France-Culture	1,1	1,0	1,1	0,9
FIP	2,8	2,4	2,1	1,7
Autres stations Radio-France (1)	///	1,6	2,1	1,9
Total Radio-France (1)	25,0	25,7	22,2	20,6
Trois stations périphériques (2)	72,4	69,8	66,6	62,4
Autres stations de radio (1)	3,0	4,6	11,4	16,9
Total	**100**	**100**	**100**	**100**

(1) De mai 1980 à mars 1981, les stations nouvelles de Radio-France ont été comptabilisées dans « Autres stations de radio » et non dans « Radio-France ». — (2) Europe 1, RTL et RMC.

TABLEAU E.01-19

Audience cumulée de la radio et de la télévision

(proportion de la population ayant écouté le média considéré au moins un quart d'heure au cours de la journée)

Sources : Service juridique et technique de l'Information. Centre d'études d'opinion

Unité : %

	1978	1979	1980	1981	1982
Radiodiffusion	60,0	62,1	58,6	60,7	58,6
France-Inter	18,4	18,6	17,3	17,5	14,5
Europe 1	20,3	22,0	20,2	20,9	19,3
RTL	21,3	21,8	20,2	20,6	21,3
RMC	10,2	10,0	8,3	8,2	6,3
Télévision	69,8	69,9	73,6	77,0	73,7
TF 1	52,4	49,3	52,5	55,3	51,6
Antenne 2	38,4	40,5	43,0	44,8	46,7
FR 3	23,0	24,4	26,7	25,4	24,8

TABLEAU E.01-20

Durée d'écoute quotidienne par individu

Sources : Service juridique et technique de l'information. Centre d'études d'opinion

Unité : Minute

	1978	1979	1980	1981	1982
Radiodiffusion	111	112	91	92	90
France-Inter	21	22	17	17	14
Europe 1	27	28	23	24	20
RTL	38	38	31	30	32
RMC	18	17	12	12	8
Télévision	131	124	131	134	130
TF 1	66	58	62	62	55
Antenne 2	42	42	45	49	52
FR 3	21	22	23	21	20

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Secrétariat d'État chargé des techniques de la Communication, service juridique et technique de l'Information, 69, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : 556.80.00

— Télédiffusion de France, 21-27, rue Barbès, 92120 Montrouge.
— Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, 75786 Paris Cedex 16.
— Radio-France internationale, 116, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris.
— Télévision française 1, 17, rue de l'Arrivée, 75737 Paris Cedex 15.
— Antenne 2, 5-7, rue de Monttessuy, 75341 Paris Cedex 07.
— France-Région 3, 5, avenue du Recteur-Poincaré, 75782 Paris Cedex 16.
— Service de la Redevance radio-télévision, 46, rue d'Amsterdam, 75008 Paris.
— Centre d'études d'opinion (CEO), 9, rue Boissy-d'Anglas, 75008 Paris.
— Service d'observation des programmes, 9, rue Boissy-d'Anglas, 75008 Paris.
— Institut national de la communication audiovisuelle (INA), 23, boulevard Jules-Ferry, 75011 Paris.

Publication :

— *Presse et statistiques.* Bulletin de documentation statistique sur la presse écrite éditée en France.

Chapitre E.02

Culture

1. Archives
2. Monuments historiques
3. Archéologie
4. Musées
5. Musique, art lyrique et chorégraphie
6. Art dramatique
7. Cinéma
8. Livres
9. Enseignement artistique
10. Pratiques culturelles

Les données statistiques du présent chapitre émanent du ministère chargé de la Culture.

Seules des données globales ont été retenues. Par ailleurs le champ couvert, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, déborde largement le domaine d'action de l'administration de la Culture.

Il englobe, outre les activités liées à la conservation du patrimoine national, des activités spécifiquement culturelles comme par exemple la musique ou le théâtre dramatique, ainsi que des activités relevant du domaine industriel telle l'édition de livres ou de disques, l'activité cinématographique.

Les principales sources d'information sont les directions du département ministériel responsable de la culture, les sociétés de protection du droit d'auteur, ainsi que des fédérations nationales d'organismes professionnels ou sociaux qui participent du domaine culturel.

Dans de nombreux domaines, les données sont incomplètes, en particulier en ce qui concerne les activités non contrôlées par le ministère chargé de la Culture. Elles sont également de fiabilité inégale, et sont progressivement améliorées.

1. Archives
(tableaux 1 à 3)

Les archives sont tous les *documents produits par l'administration et la gestion des affaires publiques ou privées,* et conservés en raison de leur utilité administrative ou historique. Leur conservation et leur utilisation font l'objet de la loi du 3 janvier 1979, et des décrets promulgués le 3 décembre 1979.

Les archives publiques proviennent des activités de l'État, des collectivités locales, des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public. Les minutes et répertoires des notaires et des autres officiers publics ou ministériels sont également des archives publiques.

En dehors du dépôt légal mis sous la responsabilité de la Bibliothèque nationale, l'ensemble des archives de France

---

Ce chapitre a été établi par le Service des études et recherches du ministère chargé de la Culture.

relève (à l'exception des archives des Affaires étrangères et des Armées) de la Direction des Archives de France. Sur le total des documents conservés, les 9/10e datent de l'époque contemporaine.

La Direction des Archives de France gère également la conservation des bandes magnétiques fournies par l'Administration.

Outre leur mission de conservation du patrimoine archivistique, les Archives de France ont en charge de le communiquer aux administrations, aux chercheurs et aux citoyens. Aux termes de la loi du 3 janvier 1979, les archives étant la propriété commune des citoyens, elles leur sont accessibles.

2. Monuments historiques
(tableaux 4 à 6)

21. Protection des monuments historiques

En un siècle et demi, l'État a mené une action importante afin de constituer pour la nation un patrimoine monumental légal. La loi du 31 décembre 1913, plusieurs fois modifiée et complétée, a posé les règles essentielles qui aujourd'hui encore s'appliquent à la catégorie prestigieuse des « monuments classés », c'est-à-dire aux « immeubles dont la conservation présente au point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public ». Elle a également prévu la création d'un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles « qui sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ».

Le nombre global, depuis l'origine, des arrêtés de classement et d'inscription a dépassé 12.000 pour les premiers et 20.000 pour les seconds.

La progression annuelle du parc classé est d'environ 120 édifices par an dans la dernière décennie.

Afin de mieux suivre l'état des monuments pour lesquels il a une responsabilité particulière, le ministère de la Culture a mis en place depuis 1975, un fichier informatique pour ces monuments. Les architectes en chef des Monuments historiques et les architectes des Bâtiments de France y formulent leur diagnostic sur les besoins en travaux et sur le degré d'urgence de ces besoins : état de conservation du monument, risque de dégradation au cours des cinq années à venir, menace de disparition d'éléments précieux, enfin danger encouru par le public.

22. Fréquentation des monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques. Les visites gratuites donnent seulement lieu à des estimations, et les visites payantes sont comptabilisées par les divers organes ou associations qui les organisent.

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMHS), établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministère chargé de la Culture, assure l'accueil du public dans un ensemble de 81 monuments publics, dont les plus célèbres sont le Mont-Saint-Michel, l'Arc de Triomphe, les tours de Notre-Dame de Paris et de la Cathédrale de Chartres, et Chambord.

3. Archéologie
(tableau 7)

On distingue plusieurs types d'opérations de fouilles terrestres.

Un *sondage* est une opération, limitée en étendue, destinée uniquement à reconnaître l'existence et la nature d'un site archéologique en vue d'en assurer la protection ou l'exploitation ultérieure.

Les *fouilles de sauvetage* s'effectuent lorsque des travaux (urbanisme, équipements, agriculture,...) mettent au jour ou menacent de destruction des vestiges archéologiques.

Un sauvetage urgent est décidé par le directeur régional des Antiquités lorsque la destruction imminente et imprévue d'un gisement nécessite une intervention immédiate.

Les *sauvetages programmés* sont des opérations préventives décidées par le ministre, après avis du Conseil supérieur de la recherche archéologique, en raison de l'existence d'une menace à moyen terme pesant sur des sites d'importance scientifique reconnue. Ils sont dirigés par le personnel des circonscriptions ou confiés à des chercheurs extérieurs.

Les fouilles programmées sont poursuivies, sur des sites non menacés, par des chercheurs qui en ont fait la demande et obtenu l'autorisation du ministre chargé de la Culture après avis du Conseil supérieur de la recherche archéologique. Le nombre de ces fouilles, qui s'inscrivent dans de grands programmes de recherche, est volontairement limité pour permettre la concentration des moyens sur des chantiers d'intérêt national ou régional.

Les prospections (terrestres et aériennes) contribuent aux actions de prévention mais ne comportent ni fouilles ni sondages.

4. Musées
(tableaux 8 à 10)

Le nombre de musées en France est estimé à 2.100 environ. A côté des musées relevant du droit public, de nombreux musées « privés », appartenant à des particuliers, des associations, des entreprises sont difficiles à recenser, et l'utilisation du terme musée n'est pas réglementée.

Les musées gérés ou contrôlés par l'État, relèvent de structures complexes : ils appartiennent à l'État ou aux

collectivités locales ou encore à des établissements publics ou à des associations.

Les musées français offrent des collections infiniment variées. Les créations de musées expriment les préoccupations de la société. La multiplication, au cours de ces dernières années, des musées ethnographiques et archéologiques témoigne d'un intérêt pour la redécouverte d'un passé local, de même que l'apparition des écomusées s'inscrit dans les préoccupations concernant l'environnement.

Mais les musées sont aussi largement tributaires de conditions historiques et le nombre et l'importance des musées, le prestige de leurs collections, leur fréquentation par le public ne vont pas toujours de pair avec l'importance actuelle des villes qui en sont propriétaires.

A côté de leur mission traditionnelle et fondamentale de conservation des collections nationales, les musées tendent depuis plusieurs années à développer leur fonction éducative et à s'intégrer dans la vie quotidienne comme lieux d'accueil et de loisirs culturels.

5. Musique, art lyrique et chorégraphique

(tableaux 11 à 16)

51. Activités musicales, lyriques et chorégraphiques

La vie musicale française est animée par un grand nombre de formations musicales professionnelles ou amateurs de taille et de vocation très diverses. Une idée du nombre de ces formations est donnée par la Confédération musicale de France qui regroupe près de 6.000 associations musicales, auxquelles il faut ajouter les compagnies lyriques, plusieurs milliers d'orchestres de bals et un nombre difficile à estimer de formations de variétés.

Les statistiques établies par la SACEM (Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique) constituent une information globale et unique sur les différents canaux de diffusion de la musique. C'est auprès d'elle que les « entrepreneurs de spectacle » doivent s'adresser pour obtenir l'autorisation de diffuser des morceaux de musique du répertoire qu'elle protège, aussi bien pour la musique vivante que pour la musique enregistrée en contrepartie du versement du « droit d'auteur » dont le montant est déterminé par contrat préalable.

Les spectacles lyriques et chorégraphiques sont montés et présentés dans des lieux très divers (Opéra de Paris, maisons de la Culture, théâtres lyriques de province, salles des fêtes municipales...).

L'État prend en charge une partie des activités lyriques et chorégraphiques grâce notamment au financement du théâtre national de l'Opéra de Paris et aux subventions accordées aux 13 théâtres lyriques municipaux adhérant à la Réunion des théâtres lyriques municipaux de France (RTLMF) et à des compagnies lyriques et chorégraphiques indépendantes.

52. Édition musicale

La France a été le premier pays (1925) à inclure dans sa législation, le dépôt légal des œuvres phonographiques. Ce dépôt s'applique « aux enregistrements sonores de toute nature quel que soit le genre (musique, diction, éditions publicitaires) quel que soit le support matériel (disque, bande gravée, bande magnétique, cassette) et quel que soit le procédé technique utilisé ».

En 1938, une *Phonothèque nationale* est créée pour recevoir le dépôt légal des phonogrammes. En 1975, elle devient le département de la Phonothèque nationale et de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale.

Les données du dépôt légal reprises ici constituent une approche partielle de l'édition musicale, dans la mesure où elles donnent une information sur le nombre de titres musicaux édités chaque année.

L'édition de disques, bandes, cassettes et cartouches est une activité industrielle qui relève du ministère de l'Industrie et de la Recherche.

Les statistiques présentées dans ce chapitre proviennent donc essentiellement de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des maisons d'édition assurée par la Fédération nationale de la musique (FNM) pour le compte du ministère de l'Industrie et de la Recherche. Elles doivent être interprétées avec prudence dans la mesure où le champ couvert par l'enquête (nombre d'entreprises et d'établissements) diffère d'une année à l'autre.

Les entreprises répondant à l'enquête assurent la presque totalité de la production et du chiffre d'affaires.

6. Art dramatique

(tableau 17)

Les systèmes d'exploitation des théâtres sont variés : ils vont de l'entreprise subventionnée à l'entreprise commerciale ou à des formes nouvelles qui ne veulent se réclamer ni de l'État ni du commerce.

Parallèlement aux théâtres nationaux, aux entreprises relevant du secteur privé ou de la décentralisation dramatique, il existe un grand nombre d'animateurs indépendants, amateurs ou professionnels, metteurs en scène de compagnies théâtrales fixes ou itinérantes se produisant dans des lieux très divers.

Le lieu théâtral où sont présentés les spectacles est souvent indépendant de l'entreprise théâtrale qui les produit. De nombreuses entreprises théâtrales n'ont en effet pas de salles à leur disposition pour présenter leurs productions et de nombreuses salles de théâtre restent vides ou ne sont que partiellement occupées. On ne peut parler du lieu théâtral sans noter enfin que l'une des tendances actuelles de l'expression théâtrale est de sortir des théâtres traditionnels pour investir des lieux non théâtraux.

7. Cinéma

(tableaux 18 à 24)

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture : le *Centre national de la cinématographie* (CNC) créé en 1946.

Un décret ministériel en date du 19 juin 1969 définit le rôle du Service des archives du film en chargeant le Centre national de la cinématographie (CNC) « d'assurer la conservation des films cinématographiques qui lui sont confiés en dépôt ou dont il acquiert la propriété ». Ce service reçoit dans les locaux appropriés dont il a la gestion à Bois-d'Arcy les films déposés volontairement par leurs détenteurs. Il conserve aussi depuis 1977 et sur délégation de la Bibliothèque nationale les films reçus au titre du dépôt légal.

L'industrie cinématographique se subdivise en trois branches : la production, la distribution, l'exploitation.

La production cinématographique française est caractérisée par l'existence d'un grand nombre de sociétés de production de longs et courts métrages dont seulement 10 % environ exercent une activité régulière.

La distribution cinématographique est assurée par des *sociétés de distribution* qui proposent des films en location aux exploitants. Les statistiques concernent uniquement la distribution de films de long et court métrages de format standard.

L'activité des sociétés de distribution se mesure en termes de films distribués par les sociétés qui ont enregistré des résultats d'exploitation en cours d'année.

Quant à l'exploitation cinématographique, le domaine couvert par les données correspond aux salles d'exploitation commerciale, qu'il s'agisse des salles utilisant les formats standard (projection en 35 mm) ou substandard (projection en 16 mm).

De plus, des données spécifiques traitent de l'activité des ciné-clubs, établies à partir de bordereaux adressés au CNC après chaque séance.

8. Livres
(tableaux 25 à 28)

81. Édition de livres

Depuis 1958, le Syndicat national de l'édition effectue pour le compte du ministère de l'Industrie et de la Recherche une enquête statistique annuelle auprès des maisons d'édition de livres du secteur privé, membres ou non du syndicat, quels que soient leur importance et leur mode de distribution. Les organismes publics, les centres de recherche, etc., sont également inclus dans l'enquête, chaque fois qu'ils mettent en vente publique des ouvrages qu'ils éditent. Sans méconnaître les difficultés d'aboutir à des données certaines, cette enquête annuelle permet néanmoins de dégager des indications serrant d'assez près la réalité.

Les statistiques présentées ne concernent que les maisons d'édition dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 100.000 F jusqu'en 1975, à 200.000 F à partir de 1976.

A côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font plus ou moins occasionnellement *acte d'édition* mais ne représentent, en marge de l'édition, qu'un chiffre d'affaires très faible (moins de 1 % de l'ensemble).

82. Bibliothèques
(tableaux 29 à 31)

821. Bibliothèques centrales de prêt

Les *bibliothèques centrales de prêt* sont des *bibliothèques de lecture publique.*

A partir d'un dépôt central situé généralement au chef-lieu du département, les bibliothèques centrales de prêt diffusent, dans les communes de moins de 20.000 habitants, livres, disques, revues et matériel audiovisuel.

Deux modes de prêt existent : le prêt par dépôts et le prêt direct dans les communes à partir de bibliobus. Les dépôts se font pour les 2/3 dans les écoles.

Les données statistiques proviennent de la Direction du livre et de la lecture du ministère chargé de la Culture qui procède à une enquête annuelle auprès des bibliothèques centrales de prêt.

822. Bibliothèques municipales

Les statistiques des *bibliothèques municipales* sont élaborées à partir des rapports annuels envoyés par les communes à la Direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture.

Les données relatives aux activités des bibliothèques municipales sont exploitées annuellement, celles concernant leurs fonds ne le sont que tous les trois ans. Le nombre de réponses des communes peut varier d'une enquête à l'autre, c'est pourquoi les statistiques sont présentées par habitant des communes desservies.

Si les activités traditionnelles des bibliothèques municipales sont décrites ici, celles concernant la fonction documentaire, les activités d'animation (heures du conte, expositions, ...), très difficilement quantifiables, ne sont pas retracées, bien que de grande importance; il en est de même pour les bibliothèques centrales de prêt.

9. Enseignement artistique
(tableaux 32 et 33)

Des formations existent dans tous les domaines artistiques et culturels. Elles sont parfois délicates à identifier étant donné les finalités de culture générale ou de formation professionnelle, l'enchevêtrement des techniques, la disparité et la dispersion des lieux d'enseignement.

Ceux-ci sont de quatre types :

a. Les établissements publics relevant complètement de l'État (ministère de la Culture et de l'Éducation nationale essentiellement);
b. Les établissements publics subventionnés ou contrôlés par l'État;
c. Les établissements publics dépendant uniquement des collectivités locales;
d. Les établissements privés dont certains sont subventionnés et contrôlés par l'État.

L'information donnée ici se limite, pour l'instant, à deux domaines : musique d'une part, arts plastiques et histoire de l'art d'autre part.

L'enseignement artistique non spécialisé n'est pas repris ici. Il se limite jusqu'à la fin du 1er cycle du second degré à une heure de dessin et de musique par semaine, mis à part les établissements possédant des classes à horaires aménagés, classes créées en 1973 en collaboration avec le ministère de la Culture, dans lesquelles l'emploi du temps permet la poursuite d'études générales et musicales approfondies.

Dans le second cycle, l'enseignement artistique devient facultatif pour tous les élèves qui n'optent pas pour les baccalauréats A 6 (option « Musique ») et A 7 (option « Arts plastiques »).

Les chiffres figurant ici ne concernent que les établissements relevant de l'État ou contrôlés par lui. Par ailleurs, la formation continue n'est pas évoquée.

91. Musique

911. Établissements relevant du ministère chargé de la Culture

Cet enseignement comporte des établissements de plusieurs niveaux :

— deux établissements publics : les conservatoires nationaux supérieurs de musique (CNSM) de Paris et de Lyon (créé en 1979) dispensent un enseignement de haut niveau à finalité professionnelle;

— les écoles de musique contrôlées par l'État sont toutes des établissements municipaux; elles reçoivent (sauf les écoles agréées) une subvention d'État dont le montant s'est notablement accru au cours des dernières années. Ces établissements comprennent : les conservatoires nationaux de région (CNR), les écoles nationales de musique (ENM) et les écoles de musique agréées (EMA).

S'il existe au moins un conservatoire national de région par région, les écoles nationales de musique et les écoles de musique agréées sont distribuées plus irrégulièrement sur le territoire. Par ailleurs, 4.000 communes déclarent posséder au moins une école de musique.

Toutes ces écoles municipales forment essentiellement des amateurs, et s'adressent en général à une population d'âge scolaire.

912. Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale

Vingt-deux universités dispensent un enseignement musical : le premier cycle délivre un *diplôme d'études universitaires générales (DEUG) de lettres et musique*. Le second cycle est sanctionné par une *licence d'éducation musicale* à laquelle fait suite une *maîtrise d'éducation musicale*. Il délivre aussi une maîtrise de musicologie et une maîtrise spéciale de sciences et techniques (MST) en histoire de la musique. Le troisième cycle est sanctionné par un diplôme d'études approfondies (DEA) et un doctorat.

Parallèlement sont préparés les concours de recrutement des enseignants en éducation musicale : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire (CAPES) et agrégation.

L'enseignement technique du second degré est dispensé dans des sections spécialisées des lycées menant au baccalauréat de technicien F 11 et F 11′, en collaboration avec le ministère chargé de la Culture (la partie musicale de l'enseignement est assurée par les CNR ou les ENM). D'autre part, il existe deux brevets de techniciens (BT) et plusieurs certificats d'aptitude professionnelle (CAP) musicaux, préparant aux métiers de la musique et à la facture instrumentale (1).

92. Arts plastiques et histoire de l'art

921. Établissements relevant du ministère chargé de la Culture

L'enseignement des arts plastiques est dispensé, au plus haut niveau, par deux écoles ayant le statut d'établissement public : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA) qui délivre le *diplôme supérieur des arts plastiques* (DSAP) et l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD).

Par ailleurs, des écoles publiques d'art dispensent à la fois un enseignement supérieur à temps plein sur lequel le ministère chargé de la Culture exerce un contrôle pédagogique, un enseignement péri et postscolaire à temps partiel et, dans certains cas, des formations spécifiques.

Ces établissements sont les écoles nationales d'art gérées par le ministère chargé de la Culture (Aubusson, Bourges, Cergy-Pontoise, Dijon, Limoges, Nancy, Nice et l'École nationale de la photographie d'Arles créée en 1982), et 70 écoles régionales et municipales.

En outre, plus de 400 communes possèdent une école d'art non habilitée par l'État.

L'enseignement contrôlé par le ministère chargé de la Culture comporte deux filières : un cycle long de préparation au diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP) et un cycle court conduisant au diplôme national d'arts et techniques (DNAT). La plupart des élèves sont des bacheliers.

L'école du Louvre est un établissement public qui dispense un enseignement d'histoire de l'art, d'archéologie et de muséologie original et de haut niveau. Outre les élèves suivant la scolarité à temps plein, l'école accueille un très grand nombre d'auditeurs.

922. Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale

Onze universités délivrent un enseignement d'arts plastiques, conduisant au DEUG (lettres et arts, mention « arts plastiques »), à la licence, à la maîtrise, au DEA et au doctorat d'arts plastiques, ainsi qu'au CAPES et à l'agrégation.

Dix-neuf universités comportent tout ou partie des trois cycles d'histoire de l'art et archéologie.

En outre, il existe une maîtrise des sciences et techniques de « Conservation et restauration des œuvres d'art, sites et objets archéologiques et ethnologiques ».

L'enseignement technique supérieur est dispensé essentiellement dans quatre écoles nationales supérieures d'arts appliqués (ENSAA) : Boulle, Duperré, Estienne, Olivier-de-Serres, qui délivrent à la fois leurs diplômes spécifiques et des brevets de techniciens supérieurs.

1. Préparés dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP).

L'enseignement professionnel du second degré conduit à des brevets de techniciens (20 spécialités environ) et à de très nombreux CAP de métiers d'art et d'arts appliqués (tailleur de pierre, graveur, tailleur sur cristaux, dessinateur en art graphique, sculpteur sur bois, relieur, bronzier, serrurier d'art...).

En outre, une préparation au baccalauréat de technicien F 12, option « Arts appliqués », existe depuis l'année scolaire 1982-1983.

10. Pratiques culturelles
(tableaux 34 et 35)

Les données sur les pratiques culturelles en 1973 et 1981 sont issues de deux enquêtes réalisées par le ministère de la Culture à partir d'un échantillon de 2.000 personnes en 1973 et 4.000 en 1981.

Le champ des enquêtes est la population métropolitaine âgée de quinze ans et plus, vivant dans les ménages ordinaires (à l'exclusion de la Corse).

TABLEAU E.02-1

Fonds conservés dans les archives nationales et départementales

Source : Ministère chargé de la Culture — *Unité :* Km de rayonnages occupés

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Archives nationales	373	377	387	403	403	417	420	441	457	454	458
Archives départementales	997	1.002	1.049	1.066	1.082	1.114	1.135	1.163	1.257	1.220	1.281
Ensemble	**1.370**	**1.379**	**1.436**	**1.469**	**1.485**	**1.531**	**1.555**	**1.604**	**1.714**	**1.674**	**1.739**

TABLEAU E.02-2

Collections de microfilms (originaux et copies) des archives nationales et départementales (1)

Sources : Ministère chargé de la Culture — *Unité :* Km de films

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Archives nationales :											671
soit : Dépôt principal (2)	400	420	440	460	485	511	559	591	622	649	13
Section Outre-Mer (3)	●	●	●	●	●	●	●	●	12	13	2.007
Espeyran (4)	///	491	661	859	1.018	1.434	1.552	1.679	1.795	1.885	1.2
Aix (5)	41	52	61	70	77	78	82	88	93	102	2.4
Archives départementales	1.917	1.966	2.013	2.059	2.102	2.139	2.196	2.251	2.303	2.390	5.2
Ensemble	**2.358**	**2.929**	**3.175**	**3.448**	**3.682**	**4.162**	**4.389**	**4.609**	**4.825**	**5.039**	

(1) En 1949, un service photographique a été créé aux Archives nationales, qui dispose actuellement à Paris (rue des Francs-Bourgeois) de plus de 600.000 mètres de microfilms originaux, soit quelque 15 millions de vues. Parallèlement, les Archives départementales, dont la moitié dispose d'ateliers bien équipés, ont accumulé plus de deux millions de mètres de microfilms, équivalant à environ 50 millions de pages d'archives. — (2) A Paris, rue des Francs-Bourgeois. Chiffre correspondant à l'unique exemplaire des microfilms réalisés, conservé sur place. Des exemplaires de sécurité sont systématiquement réalisés et envoyés à Espeyran. — (3) A Paris, rue Oudinot. Dépôt créé en 1960. Chiffres non disponibles avant 1960. — (4) Dépôt créé en 1973. Il reçoit un exemplaire de sécurité de tout microfilm exécuté par les services d'archives nationales et départementales. — (5) Dépôt créé en 1966.

TABLEAU E.02-3

Lecteurs des services d'archives nationales et départementales

Source : Ministère chargé de la Culture

Unité : Lecteur

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Archives nationales	7.730	9.693	7.953	11.614	13.088	12.084	10.377	11.890	12.755
Archives départementales	39.201	49.665	49.326	52.563	57.535	66.595	80.804	89.970	91.841
Ensemble	**46.931**	**59.358**	**57.279**	**64.177**	**70.623**	**78.679**	**91.181**	**101.860**	**104.596**

TABLEAU E.02-4

Arrêtés de protection des monuments historiques

(nombres cumulés en fin d'année)

Source : Ministère chargé de la Culture

Unité : Arrêté

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Classements (1)	10.986	11.465	11.590	11.724	11.857	12.021	12.180	12.239	(1) 12.362	12.535
Inscriptions	16.574	18.769	19.047	19.503	19.824	20.145	20.467	20.737	21.005	21.240
Ensemble	**27.560**	**30.234**	**30.637**	**31.227**	**31.681**	**32.166**	**32.647**	**32.976**	**33.367**	**33.775**

(1) Le nombre des arrêtés de classement à la fin de chaque année est supérieur au nombre des édifices classés comptabilisés à la même date par le fichier informatique. La différence s'explique par des extensions de classements d'édifices déjà protégés.

TABLEAU E.02-5

Monuments historiques classés suivant le propriétaire et la catégorie

Situation au 31 décembre 1982

Source : Ministère chargé de la culture

Catégorie de monuments	Type de propriétaire (en %)							Nombre
	Commune	Propriétaire privé	État	Département	Établissement public	Non ventilé	Ensemble	
Antiquités préhistoriques	19	57	8	1	1	14	100	1.292
Antiquités historiques	48	31	9	3	1	8	100	453
Châteaux	20	66	8	4	2	—	100	1.232
Architecture militaire	70	16	13	1	—	—	100	475
Cathédrales	—	—	100	—	—	—	100	87
Églises	98	1	1	—	—	—	100	4.190
Chapelles	76	19	2	1	1	1	100	581
Monastères	39	42	9	7	3	—	100	458
Édifices civils publics	60	13	15	4	8	—	100	504
Édifices civils privés	22	68	5	2	2	1	100	1.330
Divers	80	10	8	1	—	1	100	1.046
Ensemble	**62**	**28**	**6**	**1**	**1**	**2**	**100**	**11.648**
Nombre de monuments	7.177	3.234	689	174	120	254	11.648	

TABLEAU E.02-6

Entrées payantes dans les monuments les plus visités de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites

Source : Caisse nationale des monuments historiques et des sites

Unité : Millier de visiteurs

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Ensemble	**5.594**	**5.734**	**6.352**	**6.577**	**6.452**	**6.591**	**7.018**	**7.130**
dont :								
Abbaye de Brou	109	110	119	118	108	104	98	104
Abbaye de Cluny	75	81	90	96	90	98	101	102
Abbaye de Fontevrault	73	82	86	95	93	102	106	104
Abbaye de Jumièges	34	41	46	48	54	49	49	58
Abbaye du Mont-Saint-Michel	539	565	587	584	582	594	623	713
Abbaye du Thoronet	53	55	68	77	74	79	78	83
Arc de Triomphe	511	516	529	560	507	503	630	637
Cathédrale de Notre-Dame de Paris (tours)	350	427	482	482	458	437	578	608
Château d'Angers	124	136	154	156	155	152	167	158
Château d'Azay-le-Rideau	270	283	314	329	322	345	335	343
Château de Chambord	350	388	443	449	473	491	502	534
Château de Chaumont	105	108	121	117	117	156	117	132
Château de Haut-Koenigsbourg	390	518	548	548	534	521	497	541
Château d'If	124	139	125	128	121	121	130	138
Château de Pierrefonds	60	115	110	111	111	135	120	119
Cité de Carcassonne	138	142	154	154	182	193	209	217
Conciergerie	154	153	168	188	168	159	190	222
Crypte archéologique de Notre-Dame de Paris	///	///	///	///	///	96	170	86
Église abbatiale de Saint-Denis	58	89	106	101	104	112	115	99
Fort de Salses	27	33	42	53	59	63	67	78
Fouilles de Glanum à Saint-Rémy	77	95	103	103	95	81	67	80
Palais du Tau à Reims	33	38	45	56	63	57	54	58
Panthéon	146	132	165	175	161	167	210	189
Remparts d'Aigues-Mortes	123	131	169	177	191	179	184	187
Sainte-Chapelle	419	452	508	546	508	514	565	410
Trophée d'Auguste à la Turbie	61	48	49	51	51	57	64	64

(1) Le ticket spécial d'entrée pour les jeunes a été supprimé pour 1983. Il en résulte une diminution apparente de la fréquentation.

TABLEAU E.02-7

Opérations de fouilles terrestres *(archéologie)*

Source : Ministère chargé de la Culture

Unité : Opération de fouille

	1970	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Sondages	191	287	230	207	184	200	236	176	191	203
Sauvetages	346	461	577	548	597	654	740	662	845	856
Fouilles programmées	352	346	354	368	327	348	390	390	375	375
Ensemble	**889**	**1.094**	**1.161**	**1.123**	**1.108**	**1.202**	**1.366**	**1.228**	**1.411**	**1.434**

TABLEAU E.02-8

Fréquentation des musées nationaux (entrées payantes)

Source : Ministère chargé de la Culture

Unité : Millier

	1980	1981	1982	1983
Ensemble (1)	**5.824**	**6.031**	**5.088**	**5.163**
soit :				
Paris	*2.825*	*2.938*	*2.373*	*2.455*
dont :				
Palais de Tokyo (2)	64	99	75	62
Arts africains et océaniens	89	81	75	62
Arts et traditions populaires	38	37	32	28
Cluny	105	107	90	89
Delacroix	13	14	19	18
Guimet	61	45	34	43
Jeu-de-Paume	564	639	560	570
Louvre	1.610	1.632	1.247	1.310
Monuments français	25	28	22	25
Moreau	14	12	11	11
Rodin	221	232	201	235
Région parisienne	*2.484*	*2.553*	*2.265*	*2.300*
dont :				
Antiquités nationales (Saint-Germain-en-Laye)	50	43	44	40
Ecouen	29	36	32	26
Fontainebleau	318	330	273	267
Malmaison - Bois-Préau	119	109	98	96
Sèvres	23	21	18	19
Versailles (1)	1.940	2.010	1.796	1.847
Château	1.699	1.763	1.537	1.607
Grand Trianon	204	195	166	172
Petit Trianon et musée des voitures	37	52	93	68
Province	*515*	*540*	*450*	*408*
dont :				
Adrien Dubouché (Limoges)	13	19	16	18
Chagall (Nice)	50	59	45	48
Compiègne	94	94	85	65
Les Eyzies	114	118	97	99
L'île d'Aix (musée napoléonien)	18	20	17	17
Maison Bonaparte (Ajaccio)	70	73	61	49
Pau	109	107	90	90
Vallauris	27	27	19	—

(1) Y compris pour Versailles les billets vendus par les agences de voyage, non compris les billets des agences de voyage non ventilés : 59.000 en 1980, 37.000 en 1981, non communiqués en 1982 et 1983. — (2) En 1977, le Musée national d'art moderne a été transféré au Centre Georges Pompidou; le Palais de Tokyo continue de présenter des collections permanentes et des expositions.

TABLEAU E.02-9

Fréquentation des musées de la ville de Paris [présentations permanentes et expositions temporaires] (1)

Source : Ville de Paris

Unité : Millier

	1970	1975	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Art moderne (2)	79,6	228,5	206,1	182,0	99,4	455,7	236,7	243,5
Balzac	6,4	11,2	11,0	17,1	8,2	8,6	30,5	18,3
Bourdelle	8,4	6,9	14,0	10,3	9,8	7,6	14,2	13,0
Carnavalet	72,7	97,1	96,7	128,2	65,5	60,8	200,9	218,3
Cernuschi	15,7	12,1	14,7	24,1	15,1	22,6	20,1	34,7
Cognacq-Jay	5,2	12,3	10,7	12,9	7,5	9,0	14,5	16,8
Mode et costume	22,7	(3) ///	32,7	55,1	36,0	32,1	81,2	65,9
Petit Palais	206,3	135,8	219,5	194,2	67,7	272,1	593,5	272,8
Victor-Hugo (4)	32,8	76,8	70,6	67,7	28,6	27,3	87,3	86,2
Zadkine (5)	///	///	///	///	///	///	7,9	6,1
Renan-Scheffer (6)	///	///	///	///	///	///	///	6,1
Ensemble	**449,8**	**580,6**	**676,0**	**691,6**	**337,8**	**895,8**	**1.286,8**	**981,7**

(1) Non compris la galerie du Pavillon des arts et la maison de Victor-Hugo à Guernesey, gérée également par la ville de Paris. — (2) En 1981 chiffre très important dû essentiellement à l'exposition Modigliani. — (3) Musée fermé. — (4) En 1980 et 1981 fermeture pour travaux de certaines salles. — (5) Ouvert le 19 avril 1982. — (6) Musée géré par la ville de Paris depuis 1982, appelé à devenir une annexe du musée Carnavalet.

TABLEAU E.02-10

Expositions organisées par ou avec le concours de la réunion des musées nationaux, dans les établissements parisiens

Source : Réunion des musées nationaux

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 Ensemble	1983 Plus de 100.000 visiteurs (1)
Nombre total d'expositions	13	18	18	21	13	20	20	15	21	1
dont : Expositions payantes	9	3	10	14	9	12	15	11	13	1
Visiteurs des expositions payantes (en milliers)	920	1.633	1.011	1.391	1.524	1.246	1.409	884	2.183	1.948

(1) 1983 : nombre d'entrées payantes (en milliers) pour les expositions ayant reçu plus de 100.000 visiteurs : Manet (Grand Palais) : 735; Turner (Grand Palais) : 548; Raphaël dans les collections françaises (Grand Palais) : 202; Claude Gellée dit le Lorrain (Grand Palais) : 200; Raphaël et l'art français (Grand Palais) : 137; Ecole de La Haye, maîtres hollandais du XIXe siècle (Grand Palais) : 124.

TABLEAU E.02-11

Entreprises ayant des contrats d'abonnés avec la SACEM

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM)

Unité : Entreprise

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Spectacles avec danse (1) (3)	4.623	12.455	12.817	13.204	12.893	12.987	12.960	12.975
Spectacles sans danse (2)	556	614	694	772	815	892	968	1.190
Cinémas (4)	4.429	4.997	5.006	4.964	4.992	5.956	5.575	6.132
Entreprises diverses	167.475	179.546	180.063	188.466	189.029	192.760	195.996	200.446
Ensemble	**177.083**	**197.612**	**198.580**	**207.406**	**207.729**	**212.595**	**215.499**	**220.743**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers. — (3) Y compris, à partir de 1977, les municipalités qui organisent des spectables. — (4) Le fichier a été mis à jour en 1981.

TABLEAU E.02-12

Séances occasionnelles déclarées à la SACEM

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM)

Unité : Séance

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Spectacles avec danse (1)	143.238	153.885	167.303	179.619	182.464	175.259	173.343	173.550
Spectacles sans danse (2)	69.476	75.603	82.595	88.985	92.228	91.860	92.988	95.550
Cinémas	6.679	6.498	5.594	5.586	5.387	5.122	4.547	4.050
Divers	3.940	4.083	4.187	3.524	3.490	3.806	3.616	4.150
Ensemble	**223.333**	**240.069**	**259.679**	**277.714**	**283.569**	**276.047**	**274.494**	**277.300**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers.

TABLEAU E.02-13

Droits d'auteur perçus par la SACEM pour la diffusion publique du répertoire protégé

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM)

Unité : Millier de francs

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Spectacles avec danse (1)	122.951,6	145.174,1	155.934,7	174.498,8	194.531,1	219.202,7	254.361,9	274.779,3
Spectacles sans danse (2)	40.187,8	48.658,5	50.665,7	59.299,5	67.712,3	79.044,3	88.827,7	101.619,8
Cinémas	23.544,5	24.242,8	28.364,9	30.364,4	35.976,8	43.185,2	54.638,4	58.506,9
Entreprises diverses	74.121,7	81.925,1	99.546,3	106.705,4	123.648,0	135.325,1	146.153,1	161.640,7
Ensemble	**260.805,6**	**300.000,5**	**334.511,6**	**370.868,1**	**421.868,2**	**476.757,3**	**543.981,1**	**596.546,7**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers.

TABLEAU E.02-14

Activités lyriques

Source : Ministère chargé de la Culture

	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83
Orchestres subventionnés par le ministère de la Culture								
Orchestre de Paris :								
Concerts	80	80	104	93	98	91	116	107
Auditeurs [en milliers]	182	226	221	181	117	200	205	205
Orchestres régionaux :								
Concerts	1.000	820	860	970	1.100	1.000	1.050	1.100
Auditeurs (1) [en milliers]	560	590	517	574	602	690	740	760
Associations symphoniques parisiennes :								
Auditeurs (2) [en milliers]	69	84,5	80	81,5	69,5	73	70	70
Théâtre national de l'Opéra de Paris								
Représentations lyriques et chorégraphiques (3)	219	242	247	242	319	227	169	227
Spectateurs (3) [en milliers]	484	426	374	299	471	334	242	337
Théâtres lyriques municipaux (4)								
Spectacles	250	293	214	283	235	208	354	205
Représentations	952	987	958	913	956	875	1.099	970
Spectateurs [en milliers]	772	985	852	834	857	900	913	815

(1) Données incomplètes. — (2) Uniquement pour les concerts donnés dans le cadre de la convention passée entre ces associations et le ministère de la Culture soit 48 concerts an 1980/81, 43 en 1981/82 et 46 en 1982/83. — (3) Non compris les concerts et les tournées en province et à l'étranger. Y compris les spectacles de l'Opéra donnés à la salle Favart, au Palais des Congrès, au théâtre des Champs-Élysées, dans la Cour carrée du Louvre. — (4) Appartenant à la Réunion des théâtres lyriques municipaux de France (RTLMF).

TABLEAU E.02-15

Dépôts au département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale

Source : Bibliothèque nationale

En unités

	Nombre de supports (1)			Nombre de titres		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982
Disques						
30 cm	*10.860*	*10.702*	*9.889*	*9.135*	*8.966*	*8.368*
25 cm	8.652	8.522	7.661	6.944	6.791	6.143
17 cm	31	40	11	31	40	11
Cassettes	2.177	2.140	2.217	2.160	2.135	2.214
	3.449	*3.999*	*3.616*	*3.215*	*3.639*	*3.219*
Ensemble	**14.309**	**14.701**	**13.505**	**12.350**	**12.605**	**11.587**

(1) Un support correspond à un document (une unité), disque ou cassette. Un titre peut nécessiter plusieurs supports et plusieurs titres peuvent se trouver sur un même support.

TABLEAU E.02-16

Édition de disques

Source : Fédération nationale de la musique (enquête annuelle d'entreprise)

Unités : Personnel en unité
Production : million de disques et cassettes
Sommes en millions de F

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Nombre d'entreprises ayant répondu à l'enquête	98	108	89	82	83	90	71	77
Nombre d'établissements correspondant	108	117	96	92	92	100	81	87
Fabrication de phonogrammes par les entreprises de pressage :								
Disques	143,1	154,5	166,9	186,5	(1) 151,3	107,5	127,9	164,1
Cassettes	9,3	12,8	18,6	21,4	27,1	17,3	24,1	31,6
Chiffre d'affaires (toutes taxes comprises)	1.996,5	2.321,1	2.744,4	3.357,7	3.504,2	3.836,0	4.153,6	4.720,2
Taxes (T.V.A.)	466,3	542,6	640,5	781,6	824,5	886,9	982,6	1.120,0
Chiffre d'affaires (hors taxes)	1.530,2	1.778,5	2.103,9	2.576,2	2.679,7	2.949,1	3.171,0	3.600,2
Droits versés par les maisons d'édition de disques	188,2	228,1	282,7	349,7	416,7	529,6	401,8	...
soit : Droits d'auteur	102,9	122,3	138,9	174,6	218,5	236,1	191,2	246,5
Redevances payées aux artistes	85,3	105,8	143,8	175,1	198,2	293,5	210,6	...
Personnel employé :								4.598
Effectif du personnel permanent	6.266	6.296	6.177	6.336	6.191	5.161	4.698	...
Nombre de journées de travail du personnel intermittent (2) et à domicile (3)	36.067	30.025	28.745	26.842	21.927	16.764	(4) 6.130	...
Salaires distribués :								410,6
Personnel permanent	210,9	258,5	281,2	325,7	334,9	360,1	*r* 372,3	165
Personnel intermittent et à domicile	12,5	11,4	12,0	12,7	16,8	16,1	(4) 8,0	...

(1) Non compris 34,7 millions de microdisques souples pour l'exportation. — (2) Artistes musiciens. — (3) Musiciens copistes. — (4) Certaines entreprises n'ont pas été en mesure de fournir des réponses à ces questions.

TABLEAU E.02-17

Activités théâtrales

Source : Ministère chargé de la Culture

	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82
Théâtres nationaux							
Comédie française (1) :							
Représentations	328	320	381	391	388	386	396
Spectateurs (en milliers)	244	247	271	296	298	289	298
Théâtre national de l'Odéon (2) :							
Représentations	346	338	426	405	505	382	404
Spectateurs (en milliers)	122	126	136	136	187	157	138
Théâtre national de Chaillot :							
Représentations	248	250	304	285	232	242	453
Spectateurs (en milliers)	57	74	134	107	93	46	137
Théâtre de l'Est parisien :							
Représentations	288	253	362	262	278	*r* 385	408
Spectateurs (en milliers)	71	75	81	88	87	*r* 132	131
Théâtre national de Strasbourg (3) :							
Représentations	198	191	202	283	150	160	56
Spectateurs (en milliers)	94	78	63	72	51	80	50
Centres dramatiques nationaux (4)							4.615
Représentations	2.841	3.525	2.548	*r* 3.815	*r* 4.568	*r* 4.643	1.396
Spectateurs (en milliers)	923	1.030	686	*r* 1.130	*r* 1.273	*r* 1.348	...
Théâtres privés (5)							10.650
Représentations	13.150	11.203	10.816	11.504	(6)	11.535	3.037
Spectateurs (en milliers)	3.411	2.470	2.560	3.363	(6)	3.384	...

(1) Pour les seules représentations de la salle Richelieu; non compris les représentations données à l'Odéon, dans d'autres salles parisiennes, en province ou à l'étranger. — (2) Non compris les représentations à l'Odéon de la Comédie française. — (3) Spectacles à Strasbourg et hors Strasbourg. — (4) Activités dramatiques uniquement; sont exclues les autres activités (danse, cinéma, variétés, animations scolaires) des centres nationaux. A partir de 1979, les statistiques fournies comprennent les Centres dramatiques pour l'enfance et la jeunesse. Les spectacles en tournées et les spectacles invités sont inclus. — (5) Résultats donnés pour l'ensemble de l'année. Théâtres privés proprement dits, théâtres municipaux subventionnés, spectacles donnés dans les salles ou espaces (Palais des Congrès...) accueillant occasionnellement des spectacles vivants. — (6) Par suite du réaménagement des programmes informatiques des sociétés d'auteurs qui sont la source des statistiques habituellement communiquées, les données pour 1979 ne sont pas disponibles.

TABLEAU E.02-18

Le service des archives du film (1)

Source : Centre national de la cinématographie

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Nombre de déposants	533	585	637	689	739	804	865	925	972
Nombre de bobines déposées (2)	218.657	250.273	282.252	309.105	353.808	401.157	441.842	526.987	564.802
Nombre de films déposés	21.516	24.784	28.265	33.763	42.354	49.880	57.007	65.496	72.871

(1) En nombres cumulés. — (2) Il convient d'ajouter au chiffre de l'année 1981 les dépôts effectués dans le cadre de conventions passées avec deux sociétés d'actualités (Pathé et Gaumont) et l'Institut national de l'audiovisuel, soit environ 70.000 bobines.

TABLEAU E.02-19

Production française de films

Source : Centre national de la cinématographie

En unités

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Sociétés de production de long métrage (1) :											
Autorisées	365	389	435	486	517	535	574	616	657	688	722
Actives (2)	137	169	190	185	164	162	162	188	174	192	169
Sociétés de production de court métrage :											
Autorisées	865	891	903	990	1.037	1.014	1.135	1.232	1.337	1.433	1.433
Actives (2)	152	150	152	204	180	198	208	203	329	219	182
Réalisateurs actifs de long métrage (3)	118	137	150	148	135	141	129	134	128	133	119
Soit ayant participé à la réalisation :											
D'un film	113	121	126	120	116	110	118	119	114	113	...
De 2 films	5	15	17	16	6	15	9	13	8	9	...
De 3 films	—	1	5	8	6	5	2	1	4	3	...
De plus de 3 films	—	—	2	4	7	11	—	1	2	8	...
Réalisateurs actifs de court métrage recensés	—	150	240	310	276	331	326	282	282	369	...
Production de films de long métrage (4)	169	181	191	162	156	144	160	174	189	231	164
Films intégralement français	71	85	101	101	112	112	116	126	144	186	134
Films de coproduction	98	96	90	61	44	32	44	48	45	45	30
A majorité française	49	54	41	36	20	19	19	26	16	22	15
A majorité étrangère	49	42	49	25	24	13	25	22	29	23	15
Production de films de court métrage (5)	279	254	320	461	432	484	509	355	429	474	438

(1) Long métrage : film de plus de 1.600 m. — (2) Ayant effectivement participé à la production d'au moins un film ayant accès au soutien financier de l'État. — (3) Ayant effectivement réalisé des films français ayant accès au soutien financier de l'État. — (4) Ne sont pris en considération que les longs métrages ayant accès au soutien financier de l'État, à l'exclusion des films pornographiques et d'incitation à la violence. — (5) Commerciaux exclusivement.

TABLEAU E.02-20

Activité des sociétés de distribution de films

Source : Centre national de la cinématographie

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Sociétés autorisées (en unités)	183	193	192	206	216	243	253	254	271	294
dont : Ayant enregistré des résultats d'exploitation	131	133	138	151	159	177	184	179	190	178
Distributeurs spécialisés « Art et essai »	30	35	40	45	49	63	63	58	68	64
Nombre de films distribués (1)	7.829	7.961	8.303	8.552	8.578	8.577	8.523	8.417	8.422	8.493
Chiffre d'affaires des sociétés de distribution (en millions de F)	467,3	549,6	643,5	720,8	757,3	886,2	984,8	1.061,9	1.346,1	1.633,7
soit : Distributeurs diffusant en majorité des films français	304,4	332,9	396,8	436,3	492,5	554,8	664,9	740,2	988,3	1.180,6
dont : Spécialisés « Art et essai »	16,8	21,6	31,5	29,1	31,8	33,6	47,7	47,5	68,0	57,9
Distributeurs diffusant en majorité des films américains	162,9	216,7	246,7	284,5	264,8	331,4	319,9	321,7	357,8	453,1

(1) Certains films sont comptabilisés plusieurs fois car ils peuvent être distribués par plusieurs distributeurs régionaux.

TABLEAU E.02-21

Exploitation cinématographique

(format standard 35 mm et format substandard)

Source : Centre national de la cinématographie

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Format standard (35 mm)										
Équipement :										
Nombre de salles (1) [en unités]	4.206	4.250	4.286	4.328	4.443	4.448	4.464	4.523	4.540	4.572
Nombre de fauteuils (en milliers)	1.936,9	1.870,8	1.817,0	1.775,6	1.684,7	1.601,4	1.522,8	1.472,4	1.408,8	1.342,7
Programmation :										
Films projetés (en unités)	4.414	4.449	4.710	4.715	4.866	5.064	5.084	5.189	5.256	5.357
Français	1.326	1.365	1.390	1.454	1.507	1.637	1.701	1.753	1.763	1.841
Étrangers	3.088	3.084	3.320	3.261	3.359	3.427	3.383	3.436	3.493	3.516
dont : Américains	1.256	1.224	1.275	1.209	1.281	1.277	1.255	1.338	1.344	1.396
Spectateurs (en millions)	184,4	176,0	179,4	181,7	177,3	170,3	178,5	178,1	174,8	*r* 189,2
Recettes (en millions de francs)	1.078,2	1.174,8	1.359,2	1.572,7	1.756,7	1.838,6	2.110,8	2.308,9	2.474,8	*r* 3.061,7
% films français dans la recette	55,9	61,8	56,1	52,4	52,5	47,3	46,5	51,1	47,7	50,5
Format substandard (16 mm)										
Nombre total de points de projection autorisés [en unités] (2)	1.920	1.589	1.558	1.438	1.100	938	858	811	807	807
soit : Autorisations d'ouverture d'un premier point	783	721	715	651	337	275	230	203	185	163
Autorisations d'extension	1.137	868	843	787	763	663	628	608	622	644
Résultats d'exploitation :										
Nombre de spectateurs (en millions)	1,6	1,4	1,3	1,2	1,1	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6
Recette (en millions de francs)	5,6	5,6	6,2	6,4	6,4	5,3	4,8	5,2	4,6	5,0

(1) Y compris « les patronages » (séances gratuites) 39 établissements en 1979, 40 établissements en 1980 et en 1981. — (2) Y compris « les patronages » (séances gratuites) 39 établissements en 1982.

TABLEAU E.02-22

Décomposition de la recette des exploitants de cinéma *(format standard)*

Source : Centre national de la cinématographie

Unité : En %

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Taxe sur la valeur ajoutée [TVA] (1) (2)	14,4	14,4	14,3	15,0	14,9	15,0	13,3	6,9	6,7
Exploitation	49,4	49,1	49,2	48,2	48,1	47,5	47,8	50,7	50,2
Production-distribution (3)	34,4	34,8	34,9	35,3	35,5	36,1	37,5	40,9	41,7
Droits d'auteur	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4
Presse filmée	0,5	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	ε

(1) La diminution de la TVA par rapport à l'année 1978 s'explique par la modification du taux de la taxe sur la valeur ajoutée, ramenée de 17,6 % à 7 % à compter du 1er novembre 1979. — (2) A partir de 1980, compte tenu de la perception au taux majoré de la TVA s'appliquant aux programmes pornographiques ou d'incitation à la violence. — (3) A partir de 1982, la TVA affectant le film est exclue. La part brute « production - distribution » (les actualités et la TVA affectant le film incluses) est de 1.082,5 millions de F en 1980, de 1.470,6 millions de F en 1981 et de 1.646,3 millions de F en 1982.

TABLEAU E.02-23

Contrats enregistrés pour la cession de films français à l'étranger

Source : Centre national de la cinématographie

En unités

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Nombre de contrats	2.101	2.261	2.082	2.081	1.995	2.267	2.053
Long métrage	1.806	1.960	1.813	1.875	1.799	1.993	1.794
Court métrage	235	239	218	143	109	185	131
Films TV	60	62	51	63	87	89	108

TABLEAU E.02-24

Activité des ciné-clubs

(du 1er octobre au 30 septembre)

Source : Centre national de la cinématographie

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982
Spectateurs des ciné-clubs (millier) :							
Films en 35 mm	533,5	467,1	321,7	264,8	256,8	190,0	100,0
Films en 16 mm	5.176,5	5.714,1	5.115,1	4.719,0	4.183,0	4.192,0	3.700,0
Ensemble	*5.710,0*	*6.181,2*	*5.436,8*	*4.983,8*	*4.439,8*	*4.382,0*	*3.800,0*
Programmes projetés (en unités) :							
Long métrage	47.113	55.678	52.282	51.267	47.106	47.981	43.200
Court métrage	3.583	4.763	4.845	4.202	3.357	2.713	2.000
Ensemble	*50.696*	*60.441*	*57.127*	*55.469*	*50.463*	*50.694*	*45.200*

TABLEAU E.02-25

Ventes de livres par les éditeurs (1)

(marché intérieur et exportations)

Source : Syndicat national de l'édition

Unité : Million de francs

Branche :	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Livres scolaires	429,9	464,9	531,8	577,6	632,8	700,2	839,4	976,8
Livres scientifiques, professionnels et techniques	227,2	248,7	261,7	297,9	330,2	341,7	399,1	412,0
Livres pratiques	442,5	490,7	566,2	522,5	613,1	661,7	851,3	1.046,3
Livres de sciences humaines	261,3	307,9	338,5	385,7	409,5	448,4	501,6	578,0
Littérature	883,7	947,3	1.045,8	1.195,7	1.337,4	1.462,0	1.559,4	1.815,2
Encyclopédies et dictionnaires	671,8	796,6	908,9	1.011,1	1.059,2	1.249,7	1.224,9	1.293,4
Beaux-arts et beaux livres	240,3	267,8	288,4	305,2	362,1	437,6	443,9	528,4
Livres pour la jeunesse	304,7	323,7	372,0	455,7	522,5	551,0	618,1	726,0
Divers non ventilés	52,2	62,8	108,7	84,3	109,5	126,7	129,8	95,0
Total des ventes (2)	**3.513,6**	**3.910,4**	**4.422,0**	**4.835,7**	**5.376,3**	**5.979,0**	**6.567,5**	**7.471,1**
soit : Marché intérieur	3.066,1	3.418,9	3.887,3	4.243,1	4.742,9	5.272,5	5.781,5	6.623,3
Exportations	447,4	491,4	534,7	592,6	633,4	706,5	786,0	847,8
Cession de droits	**81,8**	**93,1**	**101,2**	**130,1**	**123,0**	**214,4**	**170,7**	**202,4**
soit : Marché intérieur	46,3	43,9	49,4	72,6	64,6	145,0	93,2	107,1
Exportations	35,5	49,2	51,8	57,5	58,4	69,4	77,5	95,3
Ensemble (1)	**3.595,3**	**4.003,4**	**4.523,2**	**4.965,8**	**5.499,3**	**6.193,4**	**6.738,2**	**7.673,5**

N.B. — Il convient de signaler qu'une partie non négligeable des exportations passe par les diffuseurs et les grossistes et de ce fait se trouve reprise dans le marché intérieur. — (1) Maisons d'édition dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 100.000 F jusqu'en 1975 et 200.000 F à partir de 1976. — (2) Non compris les cessions de droits.

TABLEAU E.02-26

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires

Source : Syndicat national de l'édition

Unité : Maison d'édition

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
100 millions et plus					11	13	15	18
De 50 à moins de 100 millions	40	43	49	50	11	10	13	18
De 20 à moins de 50 millions					32	36	41	35
De 10 à moins de 20 millions	18	27	28	34	43	40	36	41
De 5 à moins de 10 millions	42	48	52	53	58	51	51	54
De 2 à moins de 5 millions	83	74	88	80	76	77	72	72
De 1 à moins de 2 millions	63	70	67	62	52	48	57	57
De 0,5 à moins de 1 million	62	61	66	57	71	72	65	55
De 0,2 à moins de 0,5 million	72	63	66	64	50	49	55	48
Ensemble (1)	**380**	**386**	**416**	**400**	**404**	**396**	**405**	**398**

(1) Ensemble des maisons d'édition ayant un chiffre d'affaires supérieur à 100.000 F jusqu'en 1975 et 200.000 F à partir de 1976.

TABLEAU E.02-27

Chiffre d'affaires de l'édition par circuit de distribution

Source : Syndicat national de l'édition

Unité : En %

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Vente aux libraires, grossistes, commissionnaires et grandes surfaces	37,6	37,5	37,5	37,9	36,8	36,4	37,3
Vente aux diffuseurs	31,8	33,4	34,7	33,9	35,5	37,4	36,1
Vente directe au consommateur par correspondance	15,8	15,4	14,0	15,0	15,2	13,7	13,8
Vente directe au consommateur par courtier	11,0	10,4	10,1	9,5	9,0	8,9	8,6
Vente aux clubs	1,6	1,3	1,1	1,2	1,0	1,1	1,3
Vente aux collectivités et administrations	2,2	1,0	1,3	1,3	1,0	1,1	1,3
Autres circuits	—	1,0	1,3	1,2	1,5	1,4	1,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

TABLEAU E.02-28

Production de livres par branche (1)

Source : Syndicat national de l'édition

Unités : Titre
Millier d'exemplaires

Branche	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	Nouveautés	Nouvelles éditions (2)	Réimpressions (3)	Total
Nombre de titres produits											
Livres scolaires	3.181	3.147	3.281	3.325	3.207	3.150	3.139	881	94	2.295	3.270
Livres scientifiques, professionnels et techniques	1.599	1.496	1.752	1.831	1.823	1.847	1.791	1.146	227	614	1.987
Livres pratiques	1.607	1.895	2.180	1.905	2.022	2.115	2.732	893	586	1.265	2.744
Sciences humaines	2.991	3.362	3.735	3.440	3.550	3.601	3.380	2.089	233	1.250	3.572
Littérature générale	7.843	8.558	8.934	9.603	9.367	8.860	8.472	4.276	426	3.816	8.518
Encyclopédies et dictionnaires	406	488	477	667	673	458	476	105	4	347	456
Beaux-arts	734	764	1.000	1.018	1.106	1.182	1.080	522	114	391	1.027
Livres pour la jeunesse	3.481	3.653	4.464	4.795	4.939	4.549	4.532	1.975	64	2.735	4.774
Divers non ventilés	127	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	**21.969**	**23.363**	**25.823**	**26.584**	**26.687**	**25.762**	**25.602**	**11.887**	**1.748**	**12.713**	**26.348**
Nombre d'exemplaires produits											
Livres scolaires	50.321	50.699	58.114	59.513	59.856	55.350	53.452	16.891	1.951	35.146	54.088
Livres scientifiques, professionnels et techniques	7.559	5.854	6.665	7.465	7.538	6.655	6.806	3.374	736	2.377	6.487
Livres pratiques	28.068	37.621	41 236	40.507	41.610	40.535	43.674	11.181	20.285	15.511	46.977
Sciences humaines	17.486	20.477	21.918	20.883	19.619	18.080	18.127	9.905	2.017	7.968	19.890
Littérature générale	132.713	136.068	138.277	148.880	157.763	168.036	145.281	87.109	16.999	47.940	152.048
Encyclopédies et dictionnaires	9.848	11.137	12.772	12.556	11.021	11.905	10.339	3.095	56	7.062	10.213
Beaux-arts	6.148	5.607	7.582	8.792	8.230	8.641	6.490	3.387	219	2.762	6.368
Livres pour la jeunesse	57.423	57.599	64.717	75.992	74.951	69.558	61.754	26.999	590	38.161	65.750
Divers non ventilés	85	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	**309.651**	**325.062**	**351.311**	**374.588**	**380.588**	**378.760**	**345.923**	**161.941**	**42.853**	**156.927**	**361.721**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 100.000 F (hors taxes) jusqu'en 1975; à 200.000 F à partir de 1976. — (2) Ouvrages comportant des modifications par rapport à la première édition ou publiés dans une autre collection. — (3) Ouvrages réimprimés sans modification par rapport à la précédente édition.

TABLEAU E.02-29

Bibliothèques centrales de prêt

Source : Ministère chargé de la Culture

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Nombre de bibliothèques centrales de prêt (en unités)	70	71	71	72	73	76	76
Nombre de communes desservies (en unités)	17.171	17.476	17.893	18.347	18.875	19.118	19.463
Population desservie (en milliers)	18.090	18.256	18.578	18.945	19.451	19.673	19.937
Personnel (en unités)	737	753	762	805	*r* 846	*r* 859	880
dont : Personnel scientifique (en unités)	90	92	92	95	*r* 100	100	102
Collections :							
Nombre de disques et cassettes (en milliers d'unités)	30,0	34,5	39,2	42,0	51,2	61,0	*e* 67,0
Nombre de volumes (en milliers)	6.632	7.113	7.636	8.213	8.884	9.446	*e* 9.980
Nombre de bibliobus (en unités)	174	181	186	195	204	209	210
Prêt par dépôt :							
Nombre de lieux desservis (1) [en unités]	24.044	24.596	25.392	26.240	26.935	27.291	27.387
Nombre de dépôts effectués (en unités)	63.551	67.504	70.902	72.649	75.936	74.149	75.101
Nombre de livres déposés (2) [en milliers de volumes]	6.865	7.404	7.849	8.223	8.942	9.016	9.431
Prêt direct :							
Nombre de communes desservies (en unités)	786	849	920	1.019	1.131	1.280	1.411
Nombre de livres prêtés dans les communes (en milliers de volumes)	1.947	2.095	2.363	2.496	2.475	2.682	2.724
Nombre de classes desservies dans les établissements scolaires (en unités)	9.598	11.979	10.094	10.635	9.524	10.870	(3) 9.440
Nombre de livres prêtés dans les établissements scolaires (en milliers de volumes)	1.814	1.755	1.594	1.703	1.587	1.564	1.424

(1) Il s'agit essentiellement de mairies, écoles, foyers éducatifs. Les dépôts effectués et renouvelés régulièrement sont gérés en général de manière bénévole par des secrétaires de mairie, des instituteurs. — (2) On estime le nombre de livres prêtés à 2,5 fois le nombre de livres déposés. — (3) Deux bibliothèques centrales de prêt sur 17 pratiquant le prêt direct dans les établissements scolaires n'ont pas répondu.

TABLEAU E.02-30

Bibliothèques municipales - Activités de prêt (1)

Source : Ministère chargé de la Culture

Unités : Communes : En unités
Population : En milliers
Prêts : Pour 1.000 habitants

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Communes possédant une bibliothèque municipale	804	842	905	948	870	921	930
Population desservie	25.521	25.793	26.401	26.908	26.790	27.404	27.659
Prêt à domicile (pour 1.000 habitants)							
Livres :							
Emprunteurs inscrits	68	74	78	86	91	97	100
Volumes prêtés	164	175	181	196	203	213	219
Disques et autres enregistrements :							
Emprunteurs inscrits (2)	6	●	●	113	123	130	130
Nombre de prêts (2)	133	●	●	235	240	279	272

(1) Non compris les prêts par dépôt. — (2) Des communes possédant ce type de collection.

TABLEAU E.02-31

Bibliothèques municipales - Moyens de fonctionnement

Source : Ministère chargé de la Culture

Unité : Pour 1.000 habitants

	1974	1977	1980
Collections pour 1.000 habitants			
Imprimés : livres et périodiques	1.337	1.504	1.669
Disques et autres enregistrements (1)	20	37	53
Acquisitions pour 1.000 habitants			
De livres (2)	65	83	95
De disques et autres enregistrements (1)	6	10	12
Personnel			
Effectif total pour 1.000 habitants	17,3	21,6	25,9
dont :			
Bibliothécaires	1,8	2,2	2,6
Sous-bibliothécaires	2,8	4,2	5,7

(1) Des communes possédant ce type de collection. — (2) Le rapport nombre de volumes acquis/nombre de titres est de 1,29 en 1980.

TABLEAU E.02-32

Enseignement de la musique

Élèves des établissements relevant des ministères de la Culture et de l'Éducation nationale

Sources : Ministère chargé de la Culture, ministère de l'Éducation nationale

	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982
Unité : Élève					
Année scolaire					*1982-1983*
Établissements contrôlés par le ministère de la Culture :					
Conservatoires nationaux supérieurs de musique (1)	1.137	1.174	1.204	1.277	1.398
Conservatoires nationaux de région [CNR] (2) (3)	36.078	36.093	39.332	35.210	43.304
Écoles nationales de musique [ENM] (2) (3)	32.140	37.864	39.431	42.685	50.273
Écoles de musique agréées (2) (4)	29.733	27.165	37.099	35.676	38.315
Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale :					
Université (2) :					
1er cycle	2.985	3.261	3.284	3.229	3.326
2e et 3e cycles	964	722	1.307	1.386	1.517
Enseignement du second degré (second cycle professionnel long) :					
BTn F11 et F11′	1.147	1.125	1.268	1.297	1.244
BT (5)	...	66	119	59	55

(1) Y compris années préparatoires et cycle de spécialisation (CNSM de Paris). En 1979 création d'un deuxième établissement à Lyon. — (2) Ces chiffres sont sous-estimés : certains établissements n'ayant pas fourni leurs effectifs. — (3) Il y avait en 1980-1981 : 30 CNR, 62 ENM, 83 écoles agréées; on compte en 1982-1983 : 31 CNR, 76 ENM, 104 écoles agréées. Il y a, en outre, 2 ENM outre-mer dont les effectifs ne sont pas inclus ici. — (4) Chaque établissement a été classé dans la catégorie à laquelle il appartenait à une date donnée. A compter de 1981, il n'y a plus qu'une seule catégorie d'écoles agréées, la majeure partie des écoles du second degré ayant été promues ENM. — (5) Brevets de techniciens des métiers de la musique et de la facture instrumentale.

TABLEAU E.02-33

Enseignement des arts plastiques et de l'histoire de l'art

Élèves des établissements relevant des ministères de la Culture et de l'Éducation nationale

Source : Ministère chargé de la Culture

	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982
Unité : Élève					
Année scolaire					*1982-1983*
Établissements relevant du ministère de la Culture					
École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA)	2.651	2.292	2.158	2.165	2.158
École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD)	673	691	764	839	903
Écoles d'art (1) :					
Nationales	1.198	1.198	1.181	1.257	1.327
Régionales et municipales (2) (3)	7.885	7.976	8.397	8.751	9.164
École du Louvre :					
Élèves	2.502	2.749	3.137	3.200	3.045
Auditeurs (4)	9.529	11.358	12.011	11.636	10.771
Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale					
Universités (3) :					
Arts plastiques :					
1er cycle	3.047	3.199	3.017	2.759	2.549
2e et 3e cycles	///	2.146	2.315	2.295	2.447
Histoire de l'art et archéologie :					
1er cycle	3.033	3.325	3.784	4.181	4.321
2e et 3e cycles	///	3.025	2.598	2.781	3.408
Sections de techniciens supérieurs (3) (5)	682	715	731	733	811
BTn F 12	///	///	///	///	///
BT (5)	2.448	2.508	2.657	2.569	2.089

(1) Ensemble des effectifs, à l'exclusion de ceux des enseignants péri et post-scolaires. — (2) Non compris les établissements dispensant uniquement un enseignement péri et post-scolaire (écoles de 3e classe). — (3) Ces chiffres sont sous-estimés : certains établissements n'ayant pas fournis leurs effectifs. — (4) Il s'agit ici du nombre d'inscriptions et non du nombre d'individus. — (5) BTS et BT d'arts appliqués.

TABLEAU E.02-34

Pratiques culturelles - Vie quotidienne

Source : Ministère chargé de la Culture (enquête sur les pratiques culturelles)

Unité : En %

	1973	1981
Ont lu des livres (1)	70	74
En ont lu :		
1 à 4	14	19
5 à 9	9	9
10 à 14	13	13
15 à 19	4	4
20 à 24	7	8
25 à 49	9	9
50 et plus	13	11
Non précisé	1	1
Ont écouté de la musique enregistrée [sur disques, bandes ou cassettes] (1)	66	76
Et ceci :		
Tous les jours	15	31
Environ 3 ou 4 jours/semaine		
1 ou 2 fois/semaine	20	20
1 à 3 fois/mois	14	12
Plus rarement	14	12
NR (non réponse)	3	1
Disposent au foyer d'un magnétophone à cassettes	15	54
Disposent au foyer d'un magnétophone à bandes	12	9
Se sont servis d'un magnétophone (1) :		
Seulement pour écouter des enregistrements	4	18
Aussi pour enregistrer	16	27
Disposent au foyer d'un appareil photo	72	78
Qu'ils utilisent personnellement :		
Souvent	18	20
De temps en temps	27	28
Rarement	11	11
Ont utilisé (1) :		
Un projecteur de diapositives	12	12
Une caméra	8	8
Un projecteur de films	12	7
Disposent au foyer d'au moins un instrument de musique	33	37
Ont utilisé personnellement un instrument de musique quelconque (1) :		
Souvent ou de temps en temps	11	13

(1) Au cours des douze derniers mois.

TABLEAU E.02-35 A

Pratiques culturelles - Sorties

Source : Ministère chargé de la Culture

	Ont fréquenté au moins une fois au cours des douze derniers mois							
	Cinéma		Music-hall		Théâtre		Concerts classiques	
	1973	1981	1973	1981	1973	1981	1973	1981
Ensemble de la population	**51,7**	**49,5**	**11,5**	**10,5**	**12,1**	**10,3**	**6,9**	**7,5**
Sexe :								
Hommes	55,6	53,1	11,9	10,6	12,2	9,4	8,4	8,0
Femmes	48,1	46,4	11,1	10,5	12,1	11,0	5,4	7,1
Age :								
15 à 19 ans	87,4	80,4	13,6	10,1	15,6	12,8	5,2	7,4
20 à 24 ans	81,7	84,5	21,0	17,1	18,1	10,1	7,0	8,6
25 à 39 ans	63,1	64,4	15,6	16,0	15,0	14,5	9,6	9,4
40 à 59 ans	43,2	37,7	9,6	8,2	9,4	8,3	6,8	8,1
60 ans et plus	22,3	12,9	4,9	4,0	8,7	6,4	4,9	4,0
Catégorie socio-professionnelle de l'interviewé :								
Agriculteurs (exploitants et salariés)	31,3	27,7	5,5	4,3	1,5	2,7	4,1	5,1
Patrons indépendants et commerce	55,2	62,5	12,8	22,8	14,6	9,2	8,9	16,9
Cadres supérieurs et professions libérales	86,3	84,1	22,3	18,6	35,8	33,4	21,5	29,0
Cadres moyens	83,9	78,3	26,8	20,0	33,5	25,4	16,7	18,0
Employés	74,5	66,7	16,4	19,2	12,0	8,9	7,1	7,1
OQ, contremaîtres	62,8	54,2	13,6	13,2	7,4	7,2	11,1	6,1
OS, manœuvres, personnel de service	53,7	49,9	11,6	6,8	6,0	3,2	1,8	3,0
Femmes de moins de 60 ans « inactives »	52,9	49,7	10,9	9,0	13,1	8,9	5,3	5,8
Inactifs de 60 ans et plus	20,1	12,7	5,2	4,3	8,6	6,2	4,9	3,3
Etudiants et élèves (1)	●	96,9	●	16,9	●	23,5	●	14,1
Tailles agglomération :								
Communes rurales	33,4	33,0	6,1	5,2	3,4	4,6	3,2	4,3
Communes de 2.000 à 20.000 habitants	47,6	40,3	13,2	7,2	7,1	4,5	6,8	4,4
De 20.000 à 100.000 habitants	52,0	47,8	9,3	10,4	12,6	6,8	5,8	5,6
Plus de 100.000 habitants (province)	62,1	56,8	12,2	12,6	14,8	10,6	9,7	8,0
Paris intra-muros	83,1	79,6	25,2	17,7	43,3	39,5	15,5	27,3
Reste agglo-parisienne	65,4	73,7	17,6	19,7	18,9	23,0	6,9	12,8
Diplômes fin d'études :								
Pas de diplôme	34,2	30,2	4,1	4,7	6,3	2,9	4,8	1,2
CEP	45,4	28,9	10,7	6,1	7,1	3,8	3,8	3,7
Brevet ou CAP	75,6	62,4	19,6	13,0	18,5	10,1	10,2	7,5
Baccalauréat et études supérieures	81,8	82,3	20,1	19,9	36,7	28,2	19,8	20,4

(1) Catégorie non prévue à l'enquête de 1973.

TABLEAU E.02-35 B

Pratiques culturelles - Sorties

Source : Ministère de la Culture

Unité : %

	Ont fréquenté au moins une fois, au cours des douze derniers mois					
	Expositions temp. d'art		Monuments historiques		Musées	
	1973	1981	1973	1981	1973	1981
Ensemble de la population	**18,6**	**21,4**	**31,8**	**31,7**	**27,4**	**30,1**
Sexe :						
hommes	21,1	21,0	33,3	33,0	29,4	30,1
femmes	16,3	21,8	30,4	30,4	25,6	30,1
Age :						
15 à 19 ans	23,5	26,2	41,2	39,8	39,5	40,2
20 à 24 ans	26,6	26,7	39,1	37,7	31,6	38,0
25 à 39 ans	20,4	28,7	37,5	36,6	34,3	34,1
40 à 59 ans	17,9	18,4	32,0	30,6	24,8	28,2
60 ans et plus	12,2	11,9	18,7	20,6	16,4	19,6
Catégorie socio-professionnelle de l'interviewé :						
Agriculteurs (exploitants et salariés)	8,6	7,9	20,7	23,4	14,7	17,3
Patrons indépendants et commerce	23,2	29,2	29,1	47,4	24,4	40,6
Cadres supérieurs et professions libérales	49,6	52,6	59,6	57,7	53,2	61,0
Cadres moyens	39,9	39,9	55,8	50,2	46,9	53,1
Employés	21,2	28,4	43,9	34,8	31,0	32,8
OQ contremaîtres	21,3	17,7	40,1	27,5	32,5	23,5
OS manœuvres, personnel de service	11,3	13,2	23,4	24,8	24,8	19,5
Femmes de moins de 60 ans « inactives »	16,7	20,7	33,6	31,7	29,0	30,8
Inactifs de 60 ans et plus	11,7	11,3	19,8	20,3	15,8	19,0
Etudiants et élèves (1)	●	39,1	●	51,2	●	54,3
Tailles agglomération :						
Communes rurales	8,3	12,7	25,8	24,7	17,7	20,1
Communes de 2 000 à 20 000 habitants	17,4	18,9	30,1	29,9	22,2	26,0
de 20 000 à 100 000 habitants	19,4	20,7	37,8	31,6	29,8	28,1
plus de 100 000 habitants (province)	25,2	23,4	33,4	34,6	31,3	33,2
Paris intra-muros	38,2	50,0	41,0	39,9	47,5	55,6
Reste agglo-parisienne	21,3	30,2	34,0	39,8	37,4	43,8
Diplômes fin d'études :						
Pas de diplôme	6,0	7,4	18,0	18,0	12,8	14,0
CEP	15,0	10,0	31,0	22,8	25,4	20,9
Brevet ou CAP	30,3	25,1	38,6	36,8	38,1	33,9
Baccalauréat et études supérieures	44,5	48,6	54,9	52,4	51,8	55,6

(1) Catégorie non prévue en 1973.

SOURCES DE DOCUMENTATION

• Ministère chargé de la culture.

— Service des études et de la recherche, 2, rue Jean-Lantier, 75001 Paris. Tél. : 233.99.84.

Publications :

Annuaire statistique de la culture :
— Données 1960 à 1970, La documentation française, 1977;
— Données 1970 à 1974, La documentation française, 1978.
— Fascicules : livre (1981), cinéma (1981), musique, art lyrique et danse (1981), musées (1983), bibliothèques (1983), enseignement des arts plastiques (1984) de l'*Annuaire statistique de la Culture*, Ministère de la culture, 1982 à 1984.

Des chiffres pour la culture, La documentation française, 1980.
Des chiffres pour le patrimoine, La documentation française, 1981.
Atlas culturel 1977, La documentation française, 1977.

Pratiques culturelles des français, descriptions socio-démographiques, 1973-1981 — Dalloz 1982.

— Direction des archives de France, 60, rue des Francs-Bourgeois, et 87, rue Vieille-du-Temple, 75141 Paris Cedex 03.

Publication :

La Gazette des archives (trimestriel), Association des archivistes français.

— Direction du patrimoine, 3, rue de Valois, 75042 Paris Cedex 01.

Publication :

Fichier informatique des monuments historiques (immeubles classés).

— Direction des musées de France, Palais du Louvre, pavillon Mollien, 75041 Paris Cedex 01.

Publication :

Musées et collections publiques de France (bulletin trimestriel de l'association générale des conservateurs des collections publiques de France).

— Direction du livre, 1, rue de la Banque, 75002 Paris.

Publications :

Bulletin des bibliothèques de France (mensuel) publié par la direction du livre et le service des bibliothèques du ministère des universités.

Statistiques annuelles des bibliothèques municipales, bibliothèques centrales de prêt, bibliothèques universitaires.

Bibliothèques municipales. Statistiques 1974-1975; Statistiques 1977.

— Direction de la musique de l'art lyrique et de la danse, 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

— Caisse nationale des monuments historiques et des sites, hôtel Béthune, Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

— Réunion des musées nationaux, pavillon Mollien, Palais du Louvre, 75041 Paris Cedex 01 et 10, rue de l'Abbaye.

— Centre national de la cinématographie, 12, rue de Lubeck, 75784 Paris Cedex 16.

Publications :

Bulletin d'information du CNC (trimestriel) avec une annexe statistique annuelle.

— Bibliothèque nationale, département de la phonothèque et de l'audiovisuel, 58, rue de Richelieu, 75002 Paris.

● **Mairie de Paris, Direction des affaires culturelles.**

— Service technique des bibliothèques de la ville de Paris, 57-57 *bis* rue du Théâtre, 75015 Paris.

Publication :

Les bibliothèques de la ville de Paris en 1976, 1977, 1978.

● **Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique**, 225, avenue Charles-de-Gaulle, 92521 Neuilly-sur-Seine, Cedex.

● **Confédération musicale de France**, 121, rue Lafayette, 75010 Paris.

● **Fédération nationale de la musique**, 57, avenue de Villiers, 75017 Paris.

● **Syndicat national des éditeurs**, 117, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Publication :

Données statistiques sur l'édition de livres en France (annuel).

Chapitre E.03

Tourisme

1. Le touriste

2. L'offre

3. La demande

1. Le touriste

Une définition du touriste a été proposée par l'UIOOT devenue l'OMT (Organisation mondiale du tourisme), à la conférence des Nations unies sur le tourisme et les voyages internationaux (Rome, 1963) :

« On appelle *touriste* toute personne qui se rend dans un pays autre que celui où elle a son lieu de résidence habituelle pour y effectuer un séjour d'au moins vingt-quatre heures ou (une nuitée au moins) et dont les motifs de voyage peuvent être classés en :

— loisirs (agrément, vacances, santé, études, religions et sports);

— affaires, famille, mission, réunion,

à l'exclusion du motif consistant à exercer dans le pays visité une profession rémunérée dans le pays même. »

Une telle définition s'applique au tourisme international. La Direction du Tourisme a été conduite à la généraliser en élargissant sa portée au tourisme national. Toutefois celle-ci a été assortie d'une contrainte supplémentaire — celle d'une durée maximale de séjour de quatre mois — afin d'éliminer concrètement certaines catégories de voyageurs, et notamment étudiants, voyageurs en mission de longue durée... qu'il convient de considérer davantage comme résidents temporaires que comme touristes.

Largement extensive par rapport à la seule notion de « tourisme agrément », une telle définition offre l'avantage de reposer sur un critère simple : celui du déplacement assorti d'une nuit au moins passée hors du domicile principal.

La définition retenue est la suivante :

« Doit être considérée comme *touriste,* toute personne en déplacement hors de sa résidence principale pour une durée d'*au moins vingt-quatre heures* et *inférieure à quatre mois* et pour l'un des motifs suivants :

a. Agrément (vacances et séjours de fin de semaine);
b. Santé (thermalisme, thalassothérapie...);
c. Mission ou réunion de toutes sortes (manifestations sportives, congrès, séminaires, pèlerinages...);
d. Voyage d'affaires;
e. Voyage scolaire à l'occasion de la « transplantation » de classes (classe de mer, classe de neige...).

Ne sont pas considérés comme touristes :

a. Les personnes dont la durée du déplacement est inférieure à vingt-quatre heures (excursionnistes);
b. Les personnes arrivant dans une région avec ou sans contrat de travail pour y occuper un emploi ou exercer une activité professionnelle;
c. Les autres personnes venant fixer leur domicile dans la région;
d. Les étudiants, jeunes gens dans des pensionnats ou écoles ainsi que les militaires du contingent;
e. Les personnes se rendant (ou séjournant) dans un établissement hospitalier;
f. Les parents ou amis se déplaçant à l'occasion d'un événement familial (maladie ou décès) dans les limites des congés légaux.

2. L'offre

21. Agences de voyages

Dans ce chapitre sont donnés les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des agences de voyages. (NAP 74-09).

Ce chapitre a été établi avec la collaboration de la Direction du Tourisme.

22. Hôtellerie

· *L'hôtellerie homologuée comprend les hôtels, les motels et les relais de tourisme.*

« L'*hôtel de tourisme* est un établissement commercial d'hébergement classé, qui offre des chambres ou des appartements meublés en location soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Il peut comporter un service de restauration; il est exploité toute l'année en permanence ou seulement une ou plusieurs saisons » (arrêté ministériel du 16 décembre 1964, art. 1er).

« Le *motel de tourisme* » est un établissement commercial d'hébergement classé, situé à proximité d'un axe routier, hors des agglomérations ou à leur périphérie; il comporte des unités de logement isolées sous forme de pavillons ou groupées en un lotissement de plain-pied » (arrêté du 27 mars 1973, art. 1er).

« Le *relais de tourisme* est un établissement commercial d'hébergement classé, doté d'un parc ou d'un jardin situé en général hors des agglomérations; il offre obligatoirement un service de restauration à caractère gastronomique avec un choix de menus régionaux » (arrêté du 27 mars 1973, art. 1er).

Hôtels, motels et relais sont respectivement classés en 2e, 3e et 4e catégories par arrêté préfectoral après avis de la commission départementale d'action touristique.

Les résidences de tourisme ne sont pas incluses dans ces statistiques.

Les *hôtels non homologués de tourisme,* parfois improprement appelés hôtels non classés ou de préfecture, sont des établissements ne remplissant pas les conditions pour être homologués de tourisme. Ils sont classés dans l'une des catégories prévues dans l'arrêté n° 77-3/P du 31 janvier 1977.

Les *hôtels rattachés de tourisme,* créés par arrêté du 7 mars 1978, sont des établissements classés en une catégorie, en fonction de normes moins contraignantes que celles des hôtels de tourisme.

Les statistiques relatives aux hôtels non homologués, qui regroupent également celles des hôtels rattachés de tourisme, ne constituent qu'une estimation et doivent être utilisées avec la plus grande prudence.

23. Autres hébergements

Les *terrains de camping-caravanage* aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 22 juin 1976.

Les statistiques ci-après (tableau 3) ne comprennent pas les terrains déclarés en mairie (dont le camping à la ferme), les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

« Est considéré comme *village de vacances* tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fouriture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels », (décret n° 68-476 du 25 mai 1968 art. 1er modifié).

L'agrément est facultatif et réservé aux villages de vacances classés et à but non lucratif. Il porte sur l'équipement et non le gestionnaire et permet à celui-ci de bénéficier de diverses aides publiques.

Les *auberges de jeunesse* sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales. La fréquentation des auberges de jeunesse fait l'objet du tableau 16.

Les *maisons familiales de vacances* sont des établissements sans but lucratif, destinés à des familles ayant un niveau de vie réduit, qui, tout en offrant des conditions d'hébergement comparables à celles des hôtels ou pensions de famille voisins et des services collectifs adaptés aux besoins des familles, doivent demander des prix de journée notablement inférieurs. Ces établissements sont régis par un arrêté ministériel du 26 février 1954 modifié le 4 avril 1958.

3. La demande

31. Les départs en vacances des Français

Les départs en vacances sont saisis à partir d'une enquête bi-annuelle (mai et octobre) réalisée auprès d'un échantillon d'environ 8.000 ménages.

L'enquête de mai étudie tous les séjours de vacances dites d'hiver, ayant débuté entre le 1er octobre de l'année (*n* — 1) et le 30 avril de l'année *n*.

Celle d'octobre étudie les séjours de vacances dites d'été, ayant commencé entre le 1er mai de l'année *n* et le 30 septembre de la même année.

Lorsqu'on parlera de l'année *n,* il s'agira de la période écoulée entre le 1er octobre de l'année (*n* — 1) et le 30 septembre de l'année *n*.

Les Français : il s'agit non pas des personnes de nationalité française, mais de tous les membres de ménages ordinaires habitant en France métropolitaine, quelle que soit leur nationalité.

Les vacances : ce sont des séjours de quatre jours consécutifs ou davantage passés hors du domicile pour des motifs autres que professionnels, d'étude ou de santé. Une même personne peut effectuer plusieurs séjours de jours de vacances dans l'année. Chacun des séjours est pris en compte.

La notion de taux de départ est différente. C'est le nombre de personnes parties au moins une fois dans l'année en vacances rapporté à la population totale.

32. Le tourisme d'affaires

Figurent dans le tableau 17, les statistiques d'entrées dans quelques foires importantes dont le comité d'organisation adhère à l'office de justification des statistiques.

D'autre part, il convient de noter que le visiteur d'une foire, s'il se déplace hors de son domicile pendant moins de vingt-quatre heures, n'est pas considéré, selon les termes de l'OMT comme un touriste.

33. La fréquentation étrangère Bilan financier du tourisme avec l'étranger

On trouvera au tableau 20 les résultats du poste « voyages » de la balance des paiements en termes de recettes et dépenses ventilées par pays. Ces résultats sont certes relatifs aux échanges touristiques (y compris : voyages d'affaires, voyages officiels et séjours prolongés tels que cures, scolarité...) entre la France et l'extérieur, mais incluent d'autres transactions créées, par exemple par les travailleurs frontaliers ou immigrés, etc. Par ailleurs, les règlements en devises effectués par les voyageurs sont ventilés soit selon la nationalité de la monnaie utilisée, soit selon le pays de résidence des titulaires de comptes « étranger » débités ou crédités faute de renseignements suffisants quant à la nationalité des voyageurs.

TABLEAU E.03-1

Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAP 74-09)

Année 1982

Source : INSEE. Enquête annuelle d'entreprise : services

Unité : Sommes en millions de F

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 décembre	Effectif non salarié	Chiffre d'affaires (hors taxes)	Marge (1) (hors taxes)	Valeur ajoutée (hors taxes)	Investissements
Hors tranche (2)	78	258	92	153	4	— 35	5
1 à 5 salariés	641	1.523	758	1.131	350	235	15
6 à 19 salariés	382	3.607	333	2.447	771	548	23
20 à 49 salariés	94	2.738	55	2.328	546	352	26
50 à 99 salariés	18	1.250	9	1.109	226	152	8
100 salariés et plus	23	8.283	5	7.091	3.136	1.779	148
Total	**1.236**	**17.659**	**1.252**	**14.259**	**5.033**	**3.031**	**225**

(1) Marge : Chiffre d'affaires + variations des stocks — (achats pour revente + sous-traitance, prestations rétrocédées). — (2) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif ou chiffre d'affaires nul.

TABLEAU E.03-2

Hôtellerie : établissements et chambres par catégorie

Parc au 31 décembre

Source : Direction du tourisme

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Hôtellerie homologuée										
1 étoile :										
Hôtels	9.156	9.197	9.425	9.696	9.888	10.161	10.218	10.274	10.289	10.273
Chambres	169.078	167.884	169.633	173.552	174.097	177.017	176.907	177.011	177.189	175.816
2 étoiles :										
Hôtels	4.526	4.613	4.832	4.937	5.076	5.371	5.613	5.783	5.798	6.173
Chambres	123.801	124.576	129.420	136.578	138.197	146.224	151.316	156.138	156.628	166.655
3 étoiles :										
Hôtels	1.434	1.521	1.658	1.738	1.771	1.826	1.861	1.890	1.890	1.916
Chambres	61.158	65.355	72.481	75.126	78.471	79.769	80.092	80.950	80.950	81.754
4 étoiles :										
Hôtels	279	280	296	309	321	340	360	364	364	358
Chambres	23.307	22.121	23.672	23.250	22.778	23.108	24.531	24.952	24.952	24.409
Luxe 4 étoiles :										
Hôtels	60	66	77	91	99	124	127	131	131	134
Chambres	10.574	10.856	12.301	15.051	15.010	17.138	17.169	17.513	17.513	17.980
Total :										
Hôtels	**15.455**	**15.677**	**16.288**	**16.771**	**17.155**	**17.822**	**18.179**	**18.442**	**18.472**	**18.854**
Chambres	**387.918**	**390.792**	**407.507**	**423.557**	**428.553**	**443.256**	**450.015**	**456.564**	**457.232**	**466.614**
Hôtellerie non homologuée										
Hôtels (*e*)	●	●	37.036	39.384	38.818	36.117	30.841	30.072	29.522	29.237
Chambres (*e*)	●	●	388.542	412.265	411.860	390.827	336.827	331.720	329.192	328.691

TABLEAU E.03-3

Autres hébergements : établissements et lits

Parc au 31 décembre

Source : Direction du tourisme

Unités : Nombre d'établissements
Millier de lits

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Nombre d'installations									
Terrains de camping (1)	5.452	5.494	5.278	■ 6.215	6.362	6.535	6.746	7.015	7.612
Villages de vacances agréés	●	327	368	●	●	443	●	537	552
Auberges de jeunesse	207	195	200	202	●	209	●	194	284
Maisons familiales de vacances	531	●	571	633	●	605	●	632	741
Places disponibles (ou lits)									
Terrains de camping	1.336,7	1.403,8	1.409,4	■ 1.623,0	1.705,9	1.776,6	1.870,2	1.993,0	2.164,4
Villages de vacances agréés	●	136,8	144,9	*e* 150,0	*e* 150,0	171,5	●	193,7	196,5
Auberges de jeunesse	12,8	12,2	12,2	12,4	●	14,0	●	14,7	15,5
Maisons familiales de vacances	44,5	●	51,3	61,6	●	62,9	●	67,0	79,7

(1) À partir de 1976, en raison d'un apurement du fichier, la série 1976-1981 a été modifiée par rapport à celle publiée les années précédentes.

TABLEAU E.03-4

Les vacances sur l'ensemble de l'année : généralités

Source : INSEE

Unité : Million

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Effectif de la population des ménages ordinaires *d'après l'enquête* (2)	49,6	49,7	49,8	49,7	50,6	51,5	52,9	52,2	52,2	52,5	53,6
Nombre de personnes parties en vacances	24,5	24,9	26,1	26,8	27,0	27,9	29,6	29,3	29,9	30,4	31,2
Taux de départ (1) [en %]	49,2	50,1	52,5	54,0	53,3	*r* 56,0	*r* 56,2	*r* 57,2	57,2	57,8	58,3
Nombre de séjours de vacances	37,5	39,1	41,7	43,9	43,9	48,8	51,5	52,8	54,0	55,4	56,4
Soit : en France	31,2	33,5	35,2	37,4	36,6	40,6	43,8	44,8	45,7	47,0	48,3
à l'étranger	6,3	5,6	6,5	6,5	7,3	8,2	7,7	8,0	8,3	8,4	8,1
Nombre de journées de vacances	723	746	785	817	796	861	886	866	882	895	920
Soit : en France	591	622	649	682	651	696	733	718	724	740	766
à l'étranger	132	124	136	135	145	165	153	148	158	155	154

(1) Pourcentage de personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre de l'année (*n* — 1) et le 30 septembre de l'année (*n*). — (2) Population des ménages ordinaires d'après l'enquête : *cette estimation,* obtenue à partir de l'échantillon, nécessairement différente de la population réelle, assure la cohérence des taux de départ.

TABLEAU E.03-5

Les vacances sur l'ensemble de l'année : taux de départ

Source : INSEE

Unité : En %

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Taux de départ pour l'ensemble de la population des ménages ordinaires	**49,2**	**50,1**	**52,5**	**54,0**	**53,3**	***r* 56,0**	***r* 56,2**	***r* 57,2**	**57,2**	**57,8**	**58,3**
Suivant l'âge :											
0-13 ans	54,1	56,1	60,0	61,8	58,8	60,8	64,0	62,5	66,2	66,0	67,9
14-19 ans	52,2	51,5	55,7	57,5	54,3	55,9	58,0	58,3	57,4	59,9	61,0
20-24 ans	53,5	54,4	55,4	56,8	57,3	54,9	55,7	57,5	58,4	60,5	59,8
25-29 ans	61,5	59,8	61,7	64,5	63,9	62,1	64,8	62,1	65,0	63,2	63,1
30-39 ans	59,5	61,4	62,3	64,6	63,1	65,1	65,3	66,4	67,1	67,6	68,4
40-49 ans	50,3	50,9	53,3	53,8	53,2	54,9	57,6	58,3	59,3	59,4	58,9
50-54 ans	45,4	44,3	47,7	49,7	50,6	50,6	53,2	51,1	50,5	51,3	50,7
55-59 ans	44,4	46,9	48,4	45,9	48,7	50,5	47,7	51,7	49,6	51,4	50,1
60-64 ans	36,0	39,4	39,2	42,4	46,4	46,4	46,3	47,6	48,0	51,3	49,6
65-69 ans	33,5	33,6	36,5	39,3	36,6	36,1	40,8	44,5	42,4	45,1	45,7
70 ans et plus	26,1	24,5	26,2	25,9	30,1	30,1	28,0	32,1	31,2	30,8	30,0
Suivant la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage :											
Exploitants et salariés agricoles	15,7	13,5	14,7	16,8	19,3	24,1	19,0	16,9	21,5	22,8	25,2
Patrons industrie et commerce	56,7	55,2	58,1	50,4	56,6	58,7	56,4	64,8	63,4	60,4	59,7
Cadres supérieurs, professions libérales	88,0	85,9	89,6	87,1	90,4	89,2	90,0	85,2	86,5	88,2	89,1
Cadres moyens	77,9	79,2	82,2	81,3	78,7	78,1	80,5	80,7	80,4	81,2	81,3
Employés	60,3	62,4	64,9	66,2	65,7	66,3	67,5	69,3	69,8	67,7	72,7
Ouvriers	44,7	47,4	50,3	53,4	48,8	50,3	54,9	52,6	55,4	55,7	54,8
Personnels de service	49,3	52,4	49,9	53,1	50,2	54,0	55,3	57,9	51,8	58,7	53,0
Autres actifs	71,9	65,9	71,8	76,8	81,4	72,9	76,2	85,0	73,6	76,6	76,5
Inactifs	31,5	33,5	34,9	35,9	38,5	37,6	37,7	40,6	39,3	41,0	42,1
Suivant la catégorie de commune de résidence principale (1) :											
Communes rurales	25,3	25,5	27,5	30,1	30,1	32,5	31,9	35,7	36,8	38,1	39,6
Agglomérations de — de 20.000 habitants	40,8	43,6	47,4	48,2	43,9	45,7	48,3	51,7	50,3	51,3	54,7
Agglomérations de 20.000 à 100.000 habitants	53,7	52,4	57,0	54,3	56,6	61,8	62,4	57,1	59,5	62,3	59,1
Agglomérations de + de 100.000 habitants (sauf agglomération parisienne)	59,8	61,2	63,0	64,9	62,5	61,6	63,8	64,1	65,6	64,8	66,5
Agglomération parisienne (sauf ville de Paris)	77,0	79,0	78,1	82,2	83,6	78,7	83,2	78,8	82,6	81,7	79,7
Paris	78,9	79,2	82,6	83,1	85,7	81,2	83,9	85,3	80,8	85,5	83,1

(1) Selon les délimitations du recensement de 1968 pour les résultats des années antérieures à 1977; selon les délimitations des recensements de 1968 et 1975 pour les résultats de 1977; selon les délimitations du recensement de 1975 pour les résultats des années postérieures à 1977.

TABLEAU E.03-6

Les vacances sur l'ensemble de l'année : nombre moyen de journées par personne partie

Source : INSEE

Unité : Journ

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Nombre moyen de journées pour l'ensemble de la population des ménages ordinaires	**29,6**	**29,9**	**30,0**	**30,3**	**29,4**	**30,7**	**29,7**	**29,4**	**29,5**	**29,5**
Selon l'âge :										
0 à 13 ans	32,5	31,4	33,2	32,7	32,6	33,6	32,0	31,5	31,3	31,7
14 à 19 ans	30,2	30,9	31,1	33,3	30,9	32,6	30,8	30,0	29,8	30,8
20 à 24 ans	28,0	28,1	28,1	28,8	27,1	27,4	27,2	25,6	27,0	26,2
25 à 29 ans	27,3	27,8	27,1	27,6	26,6	27,4	27,0	23,1	26,3	25,2
30 à 39 ans	27,3	27,2	28,5	28,8	28,3	29,7	28,5	27,5	27,5	27,4
40 à 49 ans	26,4	26,9	27,4	27,5	26,0	27,6	26,8	27,1	27,6	26,8
50 à 54 ans	26,4	27,4	26,5	26,0	25,6	26,2	25,6	25,6	25,1	27,0
55 à 59 ans	27,1	28,3	26,8	28,1	27,3	27,7	28,2	27,7	28,0	28,5
60 à 64 ans	29,4	31,4	30,3	30,0	29,1	28,3	32,8	35,1	34,5	33,2
65 à 69 ans	35,0	40,0	35,1	34,8	35,1	36,9	35,2	34,2	35,8	38,0
70 ans et plus	34,3					39,2	37,3	38,1	39,8	37,9
Selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage :										
Exploitants et salariés agricoles	16,7	17,1	17,4	16,9	19,2	17,5	16,9	15,3	16,1	15,0
Patrons de l'industrie et du commerce	24,4	25,5	27,6	20,1	23,9	24,7	23,6	23,2	23,0	22,3
Cadres supérieurs et professions libérales	39,5	37,7	40,6	41,2	40,1	40,4	38,7	38,4	39,1	37,7
Cadres moyens	31,0	32,6	32,6	32,4	31,0	34,5	32,3	30,4	31,1	31,7
Employés	28,5	27,6	26,8	28,6	26,1	26,8	27,9	28,3	26,3	27,6
Ouvriers	25,5	25,6	25,9	26,2	25,3	25,7	24,7	24,7	24,1	24,5
Personnel de service	27,4	25,8	24,6	27,7	28,0	28,2	28,2	24,0	25,3	24,7
Autres actifs	35,8	32,4	33,8	33,0	32,3	33,6	33,9	31,2	33,1	38,9
Inactifs	33,9	36,5	33,4	34,1	32,2	35,7	34,9	36,5	36,5	35,7

TABLEAU E.03-7

Les vacances sur l'ensemble de l'année : répartition des journées de vacances passées en France

Source : INSEE

Unité : En %

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Selon le genre de vacances :										
Circuit	3,9	3,0	3,4	3,5	3,5	3,7	3,6	3,8	3,5	3,6
Campagne	30,4	30,8	29,0	29,5	28,9	29,2	28,5	28,3	28,7	26,5
Mer	41,3	41,0	41,4	41,4	41,2	40,8	41,8	46,5	39,8	42,4
Montagne	18,0	17,8	20,1	19,9	19,9	19,8	19,4	17,2	20,5	19,6
Ville	6,4	7,4	6,1	5,7	6,5	6,5	6,7	4,2	7,5	7,9
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :										
Hôtel	9,0	7,8	8,1	7,7	7,7	7,1	6,8	7,2	7,0	6,7
Location	16,3	15,8	15,6	16,6	15,8	14,8	16,5	14,9	13,6	14,4
Résidence secondaire possédée	12,1	12,4	12,4	12,4	13,0	13,9	12,0	13,5	14,5	13,5
Résidence principale parents ou amis	31,2	31,4	28,6	29,4	29,0	30,2	30,5	30,3	30,2	30,1
Résidence secondaire parents ou amis	6,7	8,1	7,8	7,0	9,0	8,2	7,5	8,2	8,8	8,9
Tente, caravane	17,3	18,5	20,4	19,5	17,0	18,1	18,2	17,5	17,7	18,5
Autres	7,4	6,0	7,1	7,4	8,5	7,7	8,5	8,4	8,2	7,9
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU E.03-8

Les vacances sur l'ensemble de l'année : séjours de vacances des Français à l'étranger

Source : INSEE

Unité : Millier

Pays de destination	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Espagne (1)	2.410	2.260	1.967	2.156	1.762	1.783	1.760	1.769	1.831
Portugal			623	674	832	748	844	945	821
Italie	1.010	1.040	1.043	1.191	1.132	1.176	1.287	1.329	1.287
Suisse	440	360	393	359	334	354	375	284	331
Allemagne fédérale, Autriche	270	280	414	389	471	566	569	642	511
Benelux, Scandinavie	280	330	363	354	364	349	314	414	311
Iles britanniques	350	370	621	566	475	515	430	403	462
Pays de l'Est	●	●	208	177	178	178	189	183	177
Algérie, Maroc, Tunisie	●	●	647	978	931	960	1.069	972	963
Autres pays méditerranéens (2)	●	●	531	648	639	650	668	680	518
Autres pays (3) (4)	1.740	1.830	494	*r* 530	460	540	538	535	626
Total (4)	**6.500**	**6.470**	**7.304**	**8.022**	**7.578**	**7.819**	**8.043**	**8.156**	**7.838**

(1) Espagne + Andorre. — (2) Autres pays méditerranéens : Monaco, Yougoslavie, Grèce, Bulgarie, Turquie, Liban, Israël. — (3) Autres pays : Afrique, Asie, Amérique. — (4) La différence constatée, à partir de 1978, entre ce total et le nombre de séjours à l'étranger donné au tableau 3 est due aux séjours (à l'étranger) à destination non précisée; ceux-ci étaient, avant 1978, inclus dans « Autres pays ».

TABLEAU E.03-9

Les vacances sur l'ensemble de l'année : journées de vacances des Français à l'étranger

Source : INSEE

Unité : Million

Pays de destination	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Espagne (1)	54,0	53,0	56,4	50,0	40,4	42,7	35,8	33,0	31,9	30,0	31,1
Portugal					17,3	20,0	22,2	21,9	23,9	25,4	23,6
Italie	18,8	20,7	19,9	19,0	20,4	26,2	20,2	21,8	20,3	22,0	22,8
Suisse	7,1	6,6	5,7	5,6	5,4	4,4	3,8	5,1	4,1	3,0	3,0
Allemagne fédérale, Autriche	4,3	3,1	5,1	4,0	6,5	5,8	6,8	6,9	7,2	7,2	6,0
Benelux, Scandinavie	4,4	3,0	4,1	4,8	4,5	5,7	4,3	5,0	4,5	4,6	4,0
Iles britanniques	5,4	5,1	6,3	6,9	8,7	9,7	7,6	6,9	6,6	5,5	7,0
Pays de l'Est	●	●	●	●	3,8	2,6	3,0	3,1	3,9	2,6	2,2
Algérie, Maroc, Tunisie	●	●	●	●	15,0	24,5	25,0	21,6	24,9	23,9	26,8
Autres pays méditerranéens (2)	●	●	●	●	10,7	12,0	11,7	11,5	14,3	13,8	9,5
Autres pays (3) (4)	37,6	32,0	39,2	44,0	12,1	13,1	12,7	11,7	12,7	11,2	13,4
Total (4)	**131,6**	**123,5**	**136,7**	**134,3**	**144,8**	**165,7**	**153,1**	**148,5**	**154,3**	**149,2**	**149,4**

(1) Espagne + Andorre. — (2) Autres pays méditerranéens : Monaco, Yougoslavie, Grèce, Bulgarie, Turquie, Liban, Israël. — (3) Autres pays : Afrique, Asie, Amérique. — (4) La différence constatée, à partir de 1981, entre ce total et le nombre de journées à l'étranger donné au tableau 4 est due au fait que la destination des séjours correspondants n'a pas été précisée; avant 1981, ces journées étaient comptabilisées dans « Autres pays ».

TABLEAU E.03-10

Les vacances sur l'ensemble de l'année : répartition des journées de vacances à l'étranger

Source : INSEE

Unité : En %

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Selon le genre de vacances :										
Circuit	20,2	13,7	15,7	17,5	20,1	16,8	17,8	18,7	16,4	15,1
Campagne	13,4	19,6	19,4	17,2	17,8	20,0	18,5	22,4	21,8	20,4
Mer	37,7	39,4	36,9	38,6	37,2	40,9	34,7	37,2	35,3	35,8
Montagne	14,2	13,2	12,9	10,8	10,5	10,8	10,3	7,5	8,2	10,9
Ville	14,5	14,1	15,1	15,9	14,4	11,5	18,7	14,2	18,3	17,8
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :										
Hôtel	25,3	19,9	22,0	21,8	24,8	20,5	21,2	23,7	20,1	23,5
Location	7,9	11,9	10,8	9,9	9,0	8,6	8,9	6,8	7,3	8,1
Résidence secondaire possédée	4,3	4,2	7,6	4,6	4,5	6,2	4,8	5,5	4,4	7,3
Résidence principale parents ou amis	39,9	45,0	40,5	43,1	41,3	43,9	45,6	45,6	48,1	44,2
Résidence secondaire parents ou amis	1,6	5,0	3,8	3,2	2,7	3,9	4,4	4,0	3,7	3,3
Tente ou caravane	14,4	9,7	10,4	10,1	10,7	11,9	7,8	8,0	9,2	7,2
Autres	6,6	4,3	4,9	7,3	6,0	5,0	7,3	6,4	7,2	6,4
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU E.03-11

Les vacances d'été : généralités

Source : INSEE

Unité : Million

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Nombre de personnes parties en vacances d'été	23,6	24,0	25,0	25,6	25,7	26,6	28,2	27,8	28,4	28,6
Taux de départ en été (1) [en %]	47,6	48,2	50,2	51,6	50,7	51,7	53,3	53,3	54,3	54,5
Nombre des séjours	27,1	28,1	30,1	30,5	31,3	33,3	35,3	35,3	36,3	36,9
— en France	22,1	23,6	24,9	25,6	25,7	27,2	29,5	29,5	30,1	31,0
— à l'étranger	5,0	4,5	5,2	4,9	5,6	6,1	5,8	5,8	6,2	5,9
Nombre de journées de vacances	606	626	661	672	659	702	722	692	705	706
— en France	491	518	542	557	538	563	594	572	572	583
— à l'étranger	115	108	119	115	121	139	128	120	133	123

(1) Pourcentage de personnes parties au moins une fois entre le 1er mai et le 30 septembre de l'année (*n*).

TABLEAU E.03-12

Répartition des journées de vacances par mois d'été (1)

Source : INSEE

Unités : En %
Million de journées

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Mai	2,1	2,6	2,7	2,6	2,0	2,1	2,1	2,6	2,3	2,9
Juin	9,8	10,4	10,8	10,2	5,3	4,5	4,9	5,0	5,2	5,5
Juillet	45,3	39,7	39,4	44,8	36,4	34,8	32,8	32,0	29,8	31,9
Août	37,8	42,2	42,8	38,7	48,0	49,8	52,0	50,6	50,9	51,2
Septembre	5,0	5,1	4,3	3,7	8,3	8,8	8,2	9,8	11,8	8,5
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Ensemble des journées	**606**	**626**	**660**	**668**	**641**	**694**	**714**	**692**	**697**	**698**

(1) Seuls les séjours ayant démarré et fini dans les limites mai-septembre ont été comptabilisés pour cette répartition.

TABLEAU E.03-13

Les vacances d'été : répartition des séjours en France

Source : INSEE

Unité : En %

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Selon le mode de transport :											
Train	●	12,7	12,2	11,4	12,5	11,2	11,8	11,0	●	10,2	10,7
Auto	●	81,8	81,9	83,4	82,1	83,3	81,7	83,0	●	82,9	82,1
Car	●	2,9	3,3	2,7	2,9	2,8	3,1	2,8	●	2,7	2,4
Avion	●	1,1	1,3	1,1	1,1	1,1	1,9	1,8	●	2,1	2,4
Autre	●	1,5	1,3	1,4	1,3	1,6	1,5	1,4	●	2,1	2,4
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	●	100	100
Selon le genre de vacances :											
Circuit	5,4	4,1	4,6	5,1	4,5	5,0	5,0	5,0	5,1	5,2	4,8
Mer	44,8	43,4	44,2	44,3	44,2	45,0	45,6	44,8	43,6	46,0	46,0
Montagne	16,5	17,1	17,9	17,4	17,4	16,9	16,7	17,2	17,4	17,3	18,0
Campagne	27,6	29,6	27,5	27,8	27,8	27,2	27,0	27,0	27,1	25,0	25,3
Ville	5,7	5,8	5,8	5,4	6,1	5,9	5,7	6,0	6,8	6,5	5,9
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Selon le mode d'hébergement :											
Hôtel	●	10,5	10,6	10,0	10,3	9,5	9,4	9,7	9,5	9,1	8,1
Location	●	14,8	14,2	15,0	14,5	13,5	14,9	14,1	12,4	13,6	13,9
Résidence secondaire	●	8,1	8,3	8,2	9,2	9,4	8,2	9,0	10,0	8,9	8,5
Résidence principale des parents et amis	●	30,8	28,7	29,0	28,2	29,6	29,7	28,0	30,2	28,9	29,8
Résidence secondaire des parents et amis	●	7,8	7,3	7,2	9,1	8,6	7,8	9,1	8,8	8,8	9,8
Tente ou caravane	●	22,5	23,8	23,1	20,1	22,0	21,8	21,7	20,8	22,9	20,6
Autres	●	5,5	7,1	7,5	8,6	7,3	8,2	8,4	8,2	7,8	9,3
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

TABLEAU E.03-14

Les vacances d'hiver : généralités

Source : INSEE

Unité : Effectifs en million

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Nombre de personnes parties en vacances d'hiver	7,8	8,0	8,7	9,4	9,4	10,8	11,7	12,2	12,6	13,3	13,1
Taux de départ en hiver (1) [en %]	15,7	16,2	17,1	18,1	17,9	20,6	22,1	22,7	23,8	24,6	24,3
Nombre de séjours de vacances	10,4	11,0	11,6	13,4	12,6	15,5	16,2	17,5	17,7	18,5	18,6
— en France	9,1	9,9	10,3	11,8	10,9	13,4	14,3	15,3	15,6	16,0	16,1
— à l'étranger	1,3	1,1	1,3	1,6	1,7	2,1	1,9	2,2	2,1	2,5	2,5
Nombre de journées de vacances	116,4	119	124	145	137	159	164	174	177	189	188
— en France	99,5	104	107	125	114	133	139	146	152	157	158
— à l'étranger	16,5	16	17	20	23	26	25	28	25	32	30

(1) Pourcentage des personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre et le 30 avril.

TABLEAU E.03-15

Les vacances d'hiver : répartition des séjours en France

Source : INSEE

Unité : En %

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Selon le mode de transport :										
Train	●	23,1	20,4	22,0	20,6	19,9	17,6	17,4	18,1	16,4
Auto	●	72,7	75,4	72,5	64,4	74,9	75,7	77,7	75,8	75,8
Car	●	2,1	2,1	3,6	9,7	3,5	3,3	3,2	2,9	3,8
Avion	●	1,2	1,4	1,5	3,5	1,3	1,7	1,3	2,3	2,8
Autre	●	0,9	0,7	0,4	1,8	0,4	1,7	0,4	0,9	1,2
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Selon le genre de séjour :										
Circuit		2,6	2,1	1,4	1,8	2,5	3,2	2,4	2,1	1,8
Mer		15,9	16,1	14,1	17,1	16,2	15,8	17,3	14,3	15,8
Montagne		30,0	28,8	33,4	32,6	35,1	34,1	34,6	34,7	34,3
Campagne		35,9	33,8	35,3	35,2	29,6	31,4	30,8	32,4	33,0
Ville		15,6	19,2	15,8	13,3	16,6	15,5	14,9	16,5	15,1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Selon le mode d'hébergement :										
Hôtel	●	12,6	14,5	13,2	12,5	13,2	10,9	11,4	10,2	10,8
Location	●	6,8	8,3	9,9	10,7	9,6	12,8	9,7	10,9	11,0
Résidence secondaire	●	15,8	13,3	14,5	11,6	13,7	12,2	13,0	14,0	14,0
Résidence principale des parents et amis	●	49,5	48,5	45,4	46,9	44,1	42,5	46,6	43,4	41,5
Résidence secondaire des parents et amis	●	8,8	9,3	8,3	9,8	8,6	9,0	8,4	10,6	10,9
Tente et caravane	●	1,2	1,6	2,0	1,5	2,1	2,3	1,7	2,3	2,4
Autres	●	6,3	4,5	6,7	7,0	8,7	10,3	9,2	8,6	9,4
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

TABLEAU E.03-16

Tourisme de jeunes : nuitées en auberges de jeunesse

Sources : Fédération unie des auberges de jeunesse
Ligue française des auberges de jeunesse

Unité : Millier de nuitées

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Nuitées	1.304,9	1.297,2	1.350,5	1.323,4	1.405,8	1.322,9

TABLEAU E.03-17

Tourisme d'affaires : entrées dans quelques foires importantes (1) par région

Source : Office de justification des statistiques

Unité : Millier d'entrées

Régions	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	Principales villes de foire	1981	1982
Ile-de-France	1.007,4	1.144,3	1.258,7	1.152,8	1.080,9	1.085,8	1.025,5	Paris	1.085,8	1.025,5
Champagne - Ardenne	221,4	291,9	299,5	322,8	329,7	344,5	328,2	Châlons-sur-Marne	107,0	110,3
Picardie	38,4	41,9	42,6	34,2	44,1	42,6	40,2	Beauvais	42,6	40,2
Haute-Normandie	138,1	173,6	164,1	163,6	178,1	166,5	185,5	Rouen	166,5	185,5
Centre	152,7	202,9	189,9	179,3	164,0	116,2	133,7	Orléans	97,3	111,6
Basse-Normandie	227,2	274,8	286,3	229,5	273,3	254,1	260,8	Caen	204,5	194,0
Bourgogne	412,1	328,5	426,2	401,6	445,1	418,3	482,8	Dijon	302,1	321,8
Nord - Pas-de-Calais	378,5	393,7	435,6	380,9	412,1	353,8	365,5	Lille	327,7	310,6
Lorraine	427,7	407,8	387,1	323,0	362,2	292,3	342,3	Nancy	166,1	152,2
Alsace	520,4	521,2	543,4	519,9	665,7	803,2	835,6	Strasbourg	498,6	493,2
Franche-Comté	115,9	117,6	111,7	130,6	148,0	152,4	138,3	Besançon	116,3	112,1
Pays de la Loire	415,3	455,8	427,7	479,9	427,2	489,0	401,9	Nantes	158,2	152,7
Bretagne	268,2	414,2	407,3	494,7	516,5	523,2	542,7	Rennes	301,9	321,1
Poitou - Charentes	131,2	269,8	275,5	316,1	342,9	368,6	349,6	Niort	148,0	138,3
Aquitaine	509,4	594,1	598,2	643,2	712,7	713,2	677,3	Bordeaux	378,3	346,0
Midi - Pyrénées	192,2	302,6	357,5	356,0	372,9	387,6	420,0	Toulouse	196,5	202,7
Limousin	91,4	94,2	188,1	100,9	105,6	192,1	103,1	Limoges	107,3	103,1
Rhône - Alpes	871,8	864,0	1.001,9	1.007,8	1.040,5	1.113,0	1.234,1	Lyon	325,4	417,2
Auvergne	●	●	●	120,3	92,1	87,2	143,3	Clermont-Ferrand	87,2	91,6
Languedoc - Roussillon	186,6	274,5	282,6	285,7	271,4	276,3	273,3	Montpellier	210,5	216,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	816,3	800,2	884,9	934,6	937,5	907,1	1.046,4	Marseille	652,4	654,4
Corse	—	—	—	—		27,0	26,6	Bastia	27,0	26,6
France	**7.122,2**	**7.967,6**	**8.568,8**	**8.576,4**	**8.922,5**	**9.114,1**	**9.356,8**			

(1) Total des entrées enregistrées comprenant à la fois des touristes et des visiteurs (déplacement hors du domicile pendant moins de 24 heures). Le champ des foires déclarées varie d'une année à l'autre.

TABLEAU E.03-18

Thermalisme : nombre de cures réalisées par région (1)

Sources : Compagnie française de thermalisme (CFT)
Syndicat national des établissements thermaux (SNET)
Union nationale des établissements thermaux (UNET)

Régions	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Ile-de-France	2.785	2.851	2.817	3.590	3.579	3.594	3.725	4.026	4.286	4.607	4.512
Champagne - Ardenne	8.497	8.496	8.579	9.145	9.700	10.109	11.347	11.613	12.675	13.615	14.635
Haute-Normandie	—	188	293	282	254	235	227	241	202	213	180
Basse-Normandie	16.821	17.225	17.321	17.685	18.193	18.026	18.263	17.656	16.876	16.472	16.433
Bourgogne	8.474	6.730	8.323	8.831	8.956	8.616	8.783	9.093	9.346	9.643	9.551
Nord - Pas-de-Calais	1.557	1.184	1.121	1.160	1.502	1.532	1.576	1.627	1.681	1.699	1.924
Lorraine	20.815	20.334	20.158	20.367	20.458	20.628	20.030	19.357	20.356	21.262	21.702
Alsace	684	664	7.024	828	10.006	6.401	840	875	880	887	884
Franche-Comté	5.037	371	5.200	5.249	5.008	4.896	4.861	4.829	4.937	5.270	3.465
Poitou - Charentes	7.044	7.702	8.051	8.587	9.655	9.419	9.838	10.924	10.296	10.669	11.471
Aquitaine	31.817	24.446	29.993	31.150	32.263	37.396	38.941	50.542	53.250	53.963	58.405
Midi - Pyrénées	67.121	67.865	69.888	74.491	78.591	80.743	81.914	72.257	84.551	87.329	89.698
Limousin	1.607	1.534	1.563	1.588	1.527	1.507	1.584	1.642	1.625	1.687	1.789
Rhône - Alpes	81.414	85.216	89.414	93.471	97.169	95.676	98.027	102.358	99.817	105.000	107.424
Auvergne	112.037	111.955	114.945	116.129	115.870	114.317	113.984	114.561	112.806	112.790	113.481
Languedoc - Roussillon	33.785	33.335	35.307	40.764	45.703	48.345	27.619	32.419	56.901	63.752	69.896
Provence - Alpes - Côte d'Azur	18.123	19.161	19.835	21.800	26.274	27.445	10.609	25.629	28.675	31.672	37.386
France métropolitaine	**417.618**	**409.257**	**439.832**	**455.117**	**484.708**	**488.885**	**452.168**	**478.819**	**519.160**	**540.530**	**562.836**

(1) Curistes libres ou assurés sociaux.

TABLEAU E.03-19

Tourisme étranger en France (1)

Source : Direction du tourisme

Unité : Million

Pays de résidence habituelle	1976			
	Touristes	Nombre de nuitées	Touristes	Nombre de nuitées
Algérie, Tunisie, Maroc	582	11.621	724	12.1
Allemagne fédérale	6.502	52.864	8.403	75.5
Amérique latine	321	3.388	315	3.6
Autriche	196	1.622	539	3.5
Belgique (2)	5.170	56.943	2.856	5.7
Canada	367	3.557	250	16.5
Espagne	773	8.598	892	51.9
Etats-Unis	1.107	9.581	1.355	17.9
Grande-Bretagne	2.518	24.897	5.863	33.5
Italie	1.148	7.142	1.999	5.7
Pays-Bas	2.464	21.135	3.888	17.5
Scandinavie (3) + Islande	403	3.432	574	2.9
Suisse	1.718	8.277	3.215	27.5
URSS et Pays de l'Europe de l'Est	151	1.846	126	
Autres pays	1.618	19.228	3.060	302.7
Ensemble	**25.038**	**234.131**	**34.059**	

(1) Résultats obtenus à partir de l'enquête aux frontières. — (2) Pour des raisons méthodologiques, les résultats relatifs à la Belgique ne sont pas comparables entre 1976 et 19 — (3) Scandinavie : Danemark + Norvège + Suède.

TABLEAU E.03-20

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

Source : Banque de France

Unité : Million de fran

Pays (1)	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	19
Recettes										
Allemagne Fédérale	2.123	2.460	2.819	3.739	4.889	4.997	5.795	5.937	6.916	7.5
Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	1.263	1.548	1.607	2.013	2.763	3.394	3.943	2.468	3.924	4.2
Canada	207	201	232	241	236	246	248	392	531	6
Espagne, Portugal (2)	830	1.030	■ 1.251	1.718	1.499	1.570	1.373	1.308	1.452	1.4
États-Unis	2.680	3.004	4.164	5.085	5.087	5.446	5.519	8.085	1.142	15.0
Grande-Bretagne, Irlande	1.158	1.227	1.446	1.963	2.703	2.444	4.449	4.861	4.953	5.4
Italie	632	707	614	712	860	1.121	1.454	1.721	2.171	2.7
Suède	110	119	128	126	141	162	189	279	315	3
Suisse	1.899	2.255	2.307	3.148	4.751	4.927	5.710	4.911	6.494	8.9
Autres	1.883	2.328	2.829	2.796	3.734	4.758	5.913	9.178	8.118	8.6
Ensemble	**12.785**	**14.879**	**17.397**	**21.541**	**26.663**	**29.065**	**34.593**	**39.140**	**46.016**	55.0
dont : *Communauté économique européenne* (3)	*5.217*	*5.992*	*6.546*	*8.491*	*11.290*	*12.048*	*15.764*	■ *r* 16.498	18.196	19.9
Dépenses										
Allemagne Fédérale	1.050	1.018	1.231	1.408	1.375	1.554	1.680	2.086	2.199	2.6
Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	765	947	1.067	1.113	1.122	1.435	1.602	1.592	2.088	1.8
Canada	89	115	162	142	138	156	185	289	312	2
Espagne, Portugal (2)	2.070	2.451	■ 2.912	3.607	3.971	3.354	4.042	3.952	5.157	5.1
États-Unis	1.670	1.876	2.797	3.306	3.729	4.083	4.509	6.251	7.629	7.3
Grande-Bretagne, Irlande	832	943	1.302	1.870	1.645	1.869	2.918	2.701	2.996	2.5
Italie	1.298	1.546	2.023	2.073	2.288	2.935	3.071	3.094	3.560	3.7
Suède	51	47	80	69	74	67	104	108	124	1
Suisse	1.147	1.111	1.311	1.617	1.182	1.729	1.664	2.985	2.316	2.4
Autres	2.451	3.086	3.528	4.069	3.760	4.914	5.550	8.174	7.514	7.7
Ensemble	**11.423**	**13.140**	**16.413**	**19.274**	**19.284**	**22.096**	**25.325**	**31.232**	**33.895**	32.6
dont : *Communauté économique européenne* (3)	*4.072*	*4.502*	*5.664*	*6.515*	*6.529*	*7.884*	*9.332*	■ *10.544*	11.415	10.2
Solde de la balance touristique										
Ensemble des pays	**1.362**	**1.739**	**984**	**2.267**	**7.379**	**6.969**	**9.268**	**7.908**	**12.121**	22.4

(1) Faute de renseignements suffisants quant au pays de résidence effectif des touristes étrangers, on enregistre soit le pays dont la devise est utilisée, soit le pays de résidence des titulaires de comptes « étrangers » débités ou crédités. — (2) Espagne seulement jusqu'à 1975 inclus. — (3) De 1974 à 1980 inclus, Europe des neuf; à partir de 1981, Europe des dix.

• Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, secrétariat d'État au Tourisme, direction du Tourisme, bureau des Statistiques et Enquêtes, 17, rue de l'Ingénieur-Robert-Keller, 75740 Paris Cedex 15. Tél. : 575.62.16.

Publications :

La *Revue trimestrielle de la direction du Tourisme* a revêtu plusieurs titres qui sont rappelés ci-dessous :
- de 1950 à 1963 : *Le tourisme en France*;
- de 1963 à 1973 : *Bulletin statistique*;
- de 1974 à 1978 : *Statistiques du tourisme*;
- de 1978 à 1980 : *Regards sur l'économie du tourisme*;
- depuis 1981 : *Objectifs temps libre, l'économie du tourisme.*

Statistiques du tourisme et *Regards sur l'économie du tourisme* ont connu une numérotation continue de 1 à 29.

Les n° 4 (décembre 1982) et n° 8 (décembre 1983) de *L'Économie du tourisme* contiennent un index analytique de toutes les études ou statistiques parues depuis 1974 (n° 1 de *Statistiques du tourisme*).

A l'exception des numéros épuisés, le reste de la collection commencée en 1974 peut être commandé à la Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : (1) 834.92.75.

Les numéros les plus récents peuvent être achetés à la librairie de la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris. Tél. : (1) 261.50.10.

Annuaire statistique du tourisme (la Documentation française, 1re édition en 1983) contient la totalité des données disponibles par région et département depuis dix ans.

• INSEE, département « Population ménages ». Division « Conditions de vie des ménages ».

Publications (vacances) :

Debreu (P.). — « Les vacances des Français en 1973 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 41, février 1975.

Statistiques du tourisme, nos 2, 6, 10, 14, 18.

Regards sur les statistiques du tourisme, n° 21.

Regards sur l'économie du tourisme, nos 26, 28.

Objectifs temps libre, l'économie du tourisme, nos 3 et 4.

Anfré (J.) et Rempp (J.-M.). — « Les vacances des Français », *Économie et statistique,* n° 101, juin 1978.

Bertrand (M.). — « La France sous la tente », *Économie et statistique,* n° 101, juin 1978.

Bertrand (M.). — « Vacances : en hiver aussi », *Économie et statistique,* n° 111, mai 1979.

Bertrand (M.). — « Les vacances des Français en 1982 ». *Premiers résultats,* note n° 323/453 du 10 février 1983.

Choquet (O.). — « Les vacances de la saison d'hiver 1982-1983 ». *Premiers résultats,* n° 1, septembre 1983.

Couder (M.). — « Les départs en vacances de l'été 1983 ». *Premiers résultats,* n° 6, décembre 1983.

— Microfiches disponibles dans les Observatoires économiques régionaux « Vacances d'été, vacances d'hiver » chaque année depuis 1976.

• Autres.

Publications diverses :

Conseil économique et social : *Le développement de nouvelles formes d'activités touristiques* (*JO* RF avis et rapport du Conseil économique et social, n° 18 du 4 août 1982, séances des 25 et 26 mai 1982).

RECENSEMENT DE LA POPULATION 1982

La série « verte »
(métropole)

– Cette série présente les résultats de l'exploitation du sondage au 1/4 pour ce qui concerne la population, les ménages, les familles et les logements précédés de données rétrospectives des recensements de 1962, 1968 et 1975.*

Le fascicule départemental ..... prix variable
La collection des 96 fascicules départementaux ..... 2 700 F
22 fascicules régionaux ..... 1 000 F

* Les résultats relatifs à chaque commune et chaque unité urbaine de 100 000 habitants ou plus figurent dans les fascicules départementaux.

La série « bleue »

– Cette série présente les résultats du dénombrement de la population dans les circonscriptions administratives : régions, départements, arrondissements, cantons et communes.

Le volume France entière ..... 220 F
Le fascicule départemental ..... 7 F
La collection des 101 fascicules départementaux ..... 440 F

– Tableaux statistiques de population légale (métropole), communes de plus de 2 000 habitants ..... 30 F

– Tableaux statistiques de population légale (Départements d'Outre-Mer), unités urbaines et communes rurales ..... 20 F

La série « orange »
(métropole)

– Cette série fournit par commune, canton, arrondissement, unité urbaine, la population, la densité, le nombre d'immeubles et de logements (résidences principales, résidences secondaires, logements vacants) ainsi que les évolutions démographiques 1968-1975 et 1975-1982.

Population légale et statistiques communales complémentaires

Le fascicule départemental ..... 28 F
Les 22 fascicules régionaux ..... 1 900 F
– Villes et agglomérations urbaines ..... 70 F
– Zones de peuplement industriel ou urbain ..... 140 F

P 657

CONSULTATION, VENTE :

Dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication).

insee Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Chapitre E.04

Jeunesse et sports

1. Éducation populaire
2. Jeunesse
3. Sports
4. Équipements sportifs, de jeunesse et de loisir

1. Éducation populaire

11. Promotion de l'éducation populaire (tableau 1)

Cette action s'effectue soit directement par les services du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports, soit par une aide aux associations, aux collectivités et aux organismes concernés. Plusieurs axes d'action sont retenus, dont :

— aide aux actions d'animation engagées par les associations et les collectivités locales;

— aide au développement de la vie associative par la reconnaissance de l'utilité sociale des associations.

12. Formation de cadres (tableaux 2 à 4)

121. Formation d'animateurs diplômés (BASE, CAPASE, DEFA)

Cette formation a principalement pour objet de valoriser les fonctions d'animateurs professionnels (CAPASE: *certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives*, remplacé en 1980 par le DEFA : *diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur*), mais aussi d'animateurs bénévoles (BASE : *brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative*).

Le BASE, délivré par une commission départementale de la promotion socio-éducative (CODEPSE), sanctionne une expérience pratique d'animation. L'animateur titulaire du BASE intervient dans le domaine éducatif ou social, pour encadrer un groupe, gérer un établissement ou un équipement, ou animer un secteur géographique particulier.

La préparation du CAPASE s'effectuait par des stages courts donnant droit à l'attribution d'unités de valeur, auxquels s'ajoutaient des contrôles de connaissances et des épreuves d'aptitude.

Pour le DEFA qui remplace ce certificat, deux cursus de formation ont été prévus :

— en cycle continu de trois ans dans un centre de formation agréé;

— en sessions discontinues sur une durée minimale de trois ans.

Les conditions d'accès sont les suivantes :

— justifier de trois ans d'activité professionnelle;

— ou de trois ans de responsabilité d'animation non professionnelle;

— ou être titulaire du BASE.

La formation comprend cinq unités de formation de cent soixante heures minimum chacune, suivies d'un contrôle de connaissances.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports (bureau des études et de la statistique).

Les candidats doivent ensuite effectuer un stage pratique en situation de quatre à huit mois, puis une expérience d'animation de neuf mois, comportant un stage de deux cent quarante heures d'adaptation à la fonction, à l'issue duquel le DEFA est attribué.

122. Formation professionnelle continue

· *Formation professionnelle continue de longue durée.*

Les animateurs professionnels peuvent suivre des stages de promotion de longue durée variant de un à deux ans, soit dans des centres privés dépendant d'associations ayant passé des conventions de formation professionnelle avec le ministère, soit dans des centres publics de formation.

· *Loi « Congé-Cadre-Jeunesse ».*

Cette loi vise à favoriser le recrutement, la formation et le perfectionnement de cadres et d'animateurs bénévoles. Elle accorde un congé non rémunéré de six jours ouvrables par an aux jeunes travailleurs salariés et apprentis âgés de 18 à 25 ans désireux d'assumer des responsabilités au sein d'organismes qualifiés.

2. Jeunesse

21. Loisirs de vacances Loisirs quotidiens
(tableaux 1, 4 et 5)

L'objectif est de développer les activités de loisirs socio-éducatifs sur les lieux de vie et pendant les vacances en faveur des jeunes. Cette intervention s'effectue soit directement par les services du ministère, soit en apportant une aide aux associations nationales ou locales agréées et subventionnées, aux collectivités locales et aux établissements scolaires.

Les grands axes d'action sont :

— la promotion des activités de loisirs quotidiens en faveur des enfants et des adolescents;
— l'accroissement de l'aide en faveur des centres de vacances;
— le développement de l'aide à la vie associative;
— le développement des actions favorisant une meilleure protection et une meilleure insertion des jeunes.

A cet effet sont prévus des stages « jeunes volontaires » pour des jeunes de 18 à 25 ans, sans emploi ou désirant changer d'emploi, mais n'étant pas en cours de formation. Ces stages, de six mois à un an (plus de 11 000 stages en 1983), sont rattachés à ceux de la formation professionnelle; ils sont proposés par des organismes du secteur non marchand :

— l'aide à l'initiative des jeunes;
— l'accroissement des échanges internationaux de jeunes.

22. Formation des cadres de Centres de vacances
(tableau 6)

Une habilitation est accordée par le ministère à des associations, pour l'organisation de sessions de formation d'animateurs et de directeurs.

Le BAFA (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateurs en centres de vacances) comporte trois étapes :

— une session de formation théorique de huit jours;
— un stage pratique dans un centre de vacances de quinze à vingt-quatre jours suivant le type de centre;
— une session de perfectionnement, de conversion ou de spécialisation de cinquante heures de travail en six jours.

Le BAFA peut être suivi du BAFD (*brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances*). Il prévoit :

— une session de formation de dix jours;
— un stage pratique effectué en qualité de directeur de centre de vacances ou de loisirs en situation de responsabilité totale;
— une session de perfectionnement de six jours;
— un deuxième stage qui permet d'établir un bilan d'ensemble de la formation.

3. Sports

31. Pratique sportive pour le plus grand nombre

Une des actions engagées par le ministère en matière de sport est de développer la pratique sportive pour le plus grand nombre en faisant connaître les bienfaits de la pratique sportive et en donnant les moyens de pratiquer sans chercher à atteindre le haut niveau. Dans ce but le ministère apporte :

— des moyens en personnel (conseillers techniques, collaborateurs saisonniers, moniteurs itinérants, assistants sportifs);
— des moyens en matériel technique et pédagogique. Il verse des subventions sous des formes diverses, en provenance de son budget et du fonds national pour le développement du sport (section sport de masse).

32. Sport de haute compétition
(tableaux 7 à 11)

La promotion du sport de haute compétition est un objectif reconnu pour la force d'attraction que les champions sportifs exercent sur la masse et donc sur le développement d'une pratique sportive pour tous. Elle est en outre nécessaire à la bonne représentation du sport français dans les grandes compétitions internationales.

Les fédérations sportives organisent les compétitions, sélectionnent les athlètes et établissent les programmes d'entraînement. L'aide de l'État dans ce domaine prend la forme de subventions versées aux fédérations à partir du budget du ministère chargé du Temps libre, de la Jeunesse et des Sports et des ressources du fonds national pour le développement du sport (section sport de haut niveau).

De plus le ministère recrute du personnel techniquement hautement qualifié (directeurs techniques nationaux, entraîneurs nationaux et conseillers techniques) qu'il met à la disposition des fédérations sportives.

Afin d'offrir à des espoirs sportifs des conditions de scolarisation leur permettant une poursuite normale de leurs études secondaires et supérieures, en même temps qu'un entraînement physique adapté à la pratique sportive de haut niveau et la participation aux compétitions, une action en faveur des sections « sport-études » est poursuivie, en coordination avec plusieurs administrations et organismes.

33. Formation de cadres : les brevets d'État à trois degrés d'éducateur sportif
(tableau 12)

Le brevet d'État à trois degrés permet d'exercer la profession d'éducateur physique ou sportif. Les examens pour l'obtention de ce brevet intéressent la plupart des activités sportives et sanctionnent une formation commune à tous les sports et une formation spécifique à la discipline intéressée. Cette formation doit permettre de donner ainsi à tous les groupements sportifs un personnel d'encadrement qualifié.

34. Médecine du sport
(tableau 13)

La médecine du sport a pour but de favoriser les effets bénéfiques de la pratique des activités physiques et sportives à tous les stades du développement de l'homme et de protéger les pratiquants contre les nuisances dues à une activité sportive insuffisante, excessive ou inadaptée.

Les deux axes de cette politique sont :
— d'une part, des actions de recherche, d'enseignement et de formation;
— d'autre part, un accroissement de l'effort en faveur de l'exercice de la médecine dans le domaine du sport; cet effort porte :

Dans le cadre des activités sportives générales :
— sur le contrôle médical sportif : médecine préventive;
— sur la médecine de soin : traumatologie et réadaptation.

Dans celui de la haute compétition :
— sur la surveillance médicale de l'entraînement des athlètes de haut niveau, hygiène sportive et psychologie du sport;
— sur la lutte antidopage.

4. Équipements sportifs, de jeunesse et de loisir
(tableaux 14 et 15)

41. Équipements de jeunesse et de loisir

Les moyens en équipements de jeunesse, de tourisme et de loisir qui peuvent être subventionnés par le ministère chargé de la Jeunesse et des Sports comprennent les installations suivantes :
— locaux d'activités socio-éducatives;
— centres de vacances et de loisirs;
— bases de plein air et de loisirs;
— locaux d'accueil;
— centres d'information jeunesse;
— établissements de la jeunesse, des sports et des loisirs.

42. Équipements sportifs

L'État ne construit pour son propre compte que dans quelques cas particuliers, notamment pour les établissements de formation des cadres. Dans les autres cas, il subventionne les opérations entreprises au bénéfice des collectivités intéressées.

Les installations sportives comprennent :
— les terrains de plein air;
— les installations sportives couvertes;
— les piscines;
— les équipements sportifs particuliers : patinoires, frontons de pelote basque, tremplins de saut à ski, stands de tir...

A ces installations s'ajoutent les établissements régionaux de formation de cadres (UEREPS, CREPS) et des établissements nationaux (INSEP, écoles nationales de ski et d'alpinisme, de ski de fond et de saut, de voile, d'équitation).

TABLEAU E.04-1
Associations de jeunesse et d'éducation populaire

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Associations agréées :											
Nationales.....	210	219	221	227	239	263	271	277	295	327	333
Régionales et locales.....	12.041	12.508	12.852	13.395	13.899	14.507	17.874	18.876	19.535	19.791	...

TABLEAU E.04-2

Diplômes d'animateurs socio-éducatifs

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

Nature du diplôme	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
BASE (1) [diplômes délivrés]	1.600	1.341	1.221	1.326	1.386	1.619	1.842	1.799	1.346	1.001
CAPASE (2) (3) :										
— admis à la session d'ouverture	872	720	772	822	825	890	1.074	632	///	///
— diplômes délivrés	24	46	99	249	395	416	296	334	///	
DEFA :										
— candidats en cours de formation	///	///	///	///	///	///	///	///	5.099	6.773
— diplômes délivrés	///	///	///	///	///	///	///	///	18	26

(1) Brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative. — (2) Certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives. — (3) formation d'animateurs CAPASE a été supprimée en 1980 et remplacée par le DEFA (diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur).

TABLEAU E.04-3

Formation professionnelle continue de longue durée d'animateurs

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Stagiaires pris en charge	420	425	520	697	797	1.088	1.130	1.070
Nombre de conventions passées	—	14	23	26	28	31	30	30
Centres publics organisant des stages de formation professionnelle continue de longue durée (INEP, CREPS)	3	4	5	5	5	5	5	5
Centres privés de formation (fonctionnant avec convention depuis 1971)	9	12	18	20	26	26	28	31

TABLEAU E.04-4

Bourse congé-cadre jeunesse

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Nombre de bourses congé-cadre jeunesse accordées	4.217	3.428	3.571	3.256	3.256	3.256	3.256
Montant de la bourse (en francs)	500	500	500	500	500	500	500

TABLEAU E.04-5

Centres de vacances d'été : effectifs déclarés à l'accueil (1)

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

Unité : Millier d'enfants

	1975 (2)	1976 (2)	1977 (2)	1978 (2)	1979 (2)	1980 (2)	1981 (2)	1982 (2)	Noël 82/83	Février	Pâques
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	19,3	20,3	21,6	22,0	20,6	21,5	20,2	22,4	0,5	0,8	2,9
Centres de vacances (6-12 ans)	774,9	754,5	727,2	683,7	659,9	660,7	644,0	623,9	32,0	73,6	89,9
Centres de vacances (12-18 ans)	247,7	262,7	279,5	307,1	291,6	281,7	284,0	312,2	28,4	52,7	52,6
Camps de scoutisme (6-12, 12-18 ans)	104,1	100,5	98,3	93,9	98,1	96,7	102,9	102,1	2,3	3,9	7,3
Ensemble	**1.146,0**	**1.138,0**	**1.126,6**	**1.106,7**	**1.070,2**	**1.060,6**	**1.051,1**	**1.060,6**	**63,2**	**131,0**	**152,7**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil. Non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances. — (2) Été.

TABLEAU E.04-6

Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

Nature du diplôme	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	*e* 1983
B.A.F.A. (1) [animateurs].....	29.931	●	●	17.763	26.350	26.953	27.503	29.200	29.684	32.863	33.500
B.A.F.D. (2) [directeurs].....	944	●	●	1.409	1.306	1.486	1.722	1.540	1.756	1.865	1.950

(1) Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur. — (2) Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur.

TABLEAU E.04-7

Licences sportives par type de fédération

Source : Fédérations sportives

Année	Fédérations olympiques	Fédérations non olympiques	Groupements nationaux multisports	Groupements nationaux scolaires et universitaires	Total
1949.....	869.641	398.841	409.177	186.859	1.864.518
1950.....	909.391	400.112	440.756	331.102	2.081.361
1951.....	1.129.132	414.941	338.529	338.024	2.220.626
1952.....	1.131.421	441.461	336.167	382.005	2.291.054
1953.....	951.962	440.977	386.234	400.832	2.180.005
1954.....	980.360	449.984	384.360	425.835	2.240.539
1955.....	932.551	466.708	394.982	469.879	2.264.120
1956.....	923.690	490.909	393.327	494.271	2.302.197
1957.....	858.226	519.883	401.708	554.212	2.334.029
1958.....	907.677	600.460	401.464	589.293	2.498.894
1959.....	987.854	603.351	446.635	659.819	2.697.659
1960.....	1.035.552	601.677	505.751	729.901	2.872.881
1961.....	1.106.552	659.816	549.466	838.082	3.153.916
1962.....	1.186.826	671.363	575.849	892.185	3.326.223
1963.....	1.228.336	659.420	585.446	853.575	3.326.777
1964.....	1.319.999	723.003	619.198	922.556	3.584.756
1965.....	1.468.901	755.788	581.110	1.013.317	3.819.116
1966.....	1.606.399	717.248	620.766	1.079.241	4.023.654
1967.....	1.759.683	861.900	737.533	1.150.481	4.499.597
1968.....	1.864.420	921.232	778.682	1.156.873	4.721.207
1969.....	2.084.683	944.250	683.124	1.192.047	4.904.104
1970.....	2.252.655	989.221	696.770	1.297.452	5.236.098
1971.....	2.409.958	1.053.705	741.132	1.443.644	5.648.439
1972.....	2.668.271	1.176.153	884.922	1.681.894	6.411.240
1973.....	2.754.151	1.266.148	921.892	1.734.605	6.676.796
1974.....	2.877.938	1.371.155	946.642	1.865.746	7.061.481
1975.....	2.994.693	1.463.819	1.061.285	1.861.857	7.381.654
1976.....	3.087.003	1.704.476	1.104.303	1.950.081	7.845.863
1977.....	3.347.569	1.871.283	1.175.495	2.117.637	8.511.984
1978 (1) (2).....	3.567.163	1.892.585	945.297	2.163.570	8.568.615
1979.....	3.750.190	2.269.404	1.050.416	2.035.564	9.109.574
1980.....	3.824.608	2.478.802	1.108.093	2.089.673	9.501.176
1981.....	3.958.517	2.699.700	1.093.294	2.176.422	9.927.933
1982 (3) (4).....	5.310.997	2.169.127	1.148.736	2.390.168	11.019.028

(1) En 1978, non compris les licences de la FF twirling-bâton, de la FF de montagne, de la FF des pêcheurs en mer, de la FF de sauvetage et secourisme. — (2) En 1978, non compris les licences de l'Union sportive des travailleurs. — (3) A partir de 1982, le tennis et le tennis de table deviennent sports olympiques. — (4) A partir de 1982, on distingue les fédérations non olympiques d'une part agréées et habilitées soit : 1.396.781, et d'autre part agréées, soit 772.346.

TABLEAU E.04-8

Sports olympiques : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Unités : Section de club; licence

Sports olympiques	Sections de clubs				Licences			
	1979	1980	1981	1982	1980	1981	Hommes	Femmes
Fédération française d'athlétisme	1.545	1.555	1.593	1.610	101.009	104.000	72.616	34.656
Fédération française de basket	4.354	4.586	4.720	4.893	304.375	314.902	167.569	159.575
Fédération française de boxe	475	479	483	482	13.226	13.473	13.085	339
Fédération française de canoë-kayak	506	547	541	558	20.090	23.322	17.703	6.327
Fédération française de cyclisme	2.083	2.099	2.284	2.290	99.310	98.700	93.750	3.135
Fédération française d'escrime	619	632	680	682	25.685	30.901	23.852	7.924
Fédération française de football	19.898	20.411	20.938	21.292	1.554.069	1.577.796	1.583.334	22.581
Fédération française de gymnastique	1.376	1.125	1.153	1.098	103.189	107.364	36.173	69.683
Fédération française d'haltérophilie et musculation	506	524	475	436	18.859	17.532	17.399	—
Fédération française de hand-ball	2.359	2.363	2.383	2.420	149.109	151.990	105.649	54.111
Fédération française de hockey	116	110	113	116	7.490	7.715	6.157	1.877
Fédération française de judo	4.473	4.672	3.873	5.312	351.888	363.932	311.196	76.690
Fédération française de lutte	265	274	256	245	8.719	8.595	8.487	646
Fédération française de natation	1.206	1.197	1.198	1.246	93.710	92.628	53.264	41.230
Fédération française de pentathlon moderne	9	7	9	9	130	155	130	35
Fédération française de ski	2.336	2.373	2.373	2.469	544.270	(1) 590.867	418.487	275.310
Fédération française des sociétés d'aviron	189	195	204	216	16.493	18.619	15.277	4.493
Fédération française des sports équestres	1.041	1.055	1.083	1.121	133.740	137.605	57.049	83.210
Fédération française des sports de glace	194	196	200	209	23.194	24.435	12.202	12.641
Fédération française de tennis (2)	///	///	///	6.492	///	///	665.670	393.325
Fédération française de tennis de table (2)	///	///	///	4.062	///	///	82.151	10.602
Fédération française de tir	1.434	1.701	1.818	1.873	91.276	103.840	105.774	9.103
Fédération française de tir à l'arc	728	798	829	1.082	15.366	16.231	13.050	3.458
Fédération française de volley-ball	1.652	1.670	1.637	1.670	64.028	63.645	38.726	27.121
Fédération française de voile	1.141	1.169	1.233	1.241	85.383	90.270	●	●
Totaux	**48.505**	**49.738**	**50.076**	**63.123**	**3.824.608**	**3.958.517**	(3) **3.918.749**	(3) **1.298.072**

(1) Dont 547.441 cartes-neige non réparties entre hommes et femmes. — (2) A partir de 1982, le tennis et le tennis de table deviennent sports olympiques. — (3) Non compris Fédération française de voile.

TABLEAU E.04-9

Sports dits non olympiques : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Unités : Section de club; licence

Sports non olympiques	Sections de clubs			Licences				
	1980	1981	1982	1980	1981	1982		
						Hommes	Femmes	Total
Fédération française de badminton	75	97	112	3.215	3.979	2.752	1.725	4.477
Fédération française de ballon au poing	37	37	39	604	735	627	4	631
Fédération française de base-ball	21	21	21	660	928	●	●	3.081
Fédération française de billard	358	375	360	8.265	9.064	9.080	96	9.176
Fédération française de boxe française	362	403	476	11.473	14.433	16.959	1.398	18.357
Fédération française de char à voile	32	34	38	991	1.039	899	144	1.043
Fédération française de course camarguaise (2)	●	116	120	●	186	207	1	208
Fédération française de course d'orientation	169	168	201	2.666	3.085	4.810	1.227	6.037
Fédération française de course landaise (2)	●	12	182	●	1.886	1.857	89	1.946
Fédération française de cyclotourisme (2)	2.196	2.365	2.453	79.491	84.478	74.342	12.548	86.890
Fédération française de danse, art chorégraphique (2)	261	268	309	22.404	23.487	●	●	28.441
Fédération française d'éducation physique, gymnastique volontaire (2)	4.093	4.293	4.820	238.450	252.840	19.886	255.080	274.966
Fédération française d'études et sports sous-marins	1.005	1.055	1.074	65.218	66.120	57.021	11.940	68.961
Fédération française de golf	151	186	191	38.718	41.405	28.775	17.285	46.060
Fédération française de jeu à XIII	303	290	294	24.392	22.248	23.323	157	23.480
Fédération française de jeu de balle au tambourin	20	●	18	671	●	705	47	752
Fédération française de jeu de paume	16	18	18	221	291	332	0	332
Fédération française de joutes et sauvetage nautique	75	74	75	2.835	2.892	2.660	264	2.924
Fédération française de karaté et arts martiaux	1.752	1.951	2.178	69.469	68.397	70.791	12.567	68.397
Fédération française de longue paume	40	42	42	1.543	1.527	1.380	149	1.529
Fédération française de montagne	174	186	197	110.296	113.193	●	●	117.873
Fédération française de motocyclisme	765	825	843	14.581	14.405	13.574	206	13.780
Fédération française de motonautique	35	34	33	2.565	2.146	●	●	2.590
Fédération française de parachutisme	283	298	294	9.579	10.124	8.657	1.830	10.487
Fédération française de patinage à roulettes	97	126	156	5.323	6.608	●	●	8.443
Fédération française des pêcheurs en mer	135	159	157	7.066	10.577	●	●	10.255
Fédération française de pelote basque	163	173	196	7.647	8.064	8.550	418	8.968
Fédération française de pétanque et jeu provençal	6.773	6.929	7.072	426.282	443.463	429.829	25.888	455.717
Fédération française de rugby	1.730	1.707	1.715	208.913	197.703	209.144	●	209.144
Fédération française de ski nautique	133	129	130	6.286	5.629	4.779	1.686	6.465
Fédération française de spéléologie (2)	429	445	447	5.131	5.751	●	●	6.046
Fédération française de sports automobiles	208	214	217	21.321	21.844	21.615	1.711	23.326
Fédération française de sports de boules	3.554	3.646	3.633	162.404	159.229	154.991	975	155.966
Fédération française de sports de quilles	461	475	507	15.399	15.877	15.640	2.353	17.993
Fédération française de squash raquettes	●	97	129	●	7.262	7.292	2.825	10.117
Fédération française de surf et skate	154	52	49	1.302	1.064	1.107	81	1.188
Fédération française de tennis (1)	4.889	6.069	(1)	786.811	941.141	(1)	(1)	(1)
Fédération française de tennis de table (1)	3.821	3.874	(1)	83.797	90.022	(1)	(1)	(1)
Fédération française de trampoline	37	36	50	3.451	4.829	●	●	5.598
Fédération française de twirling-bâton (2)	318	743	734	25.647	24.539	●	●	22.535
Fédération française de viet-vo-dao (2)	●	82	80	●	3.501	2.631	384	3.015
Fédération française de vol libre	120	138	142	3.715	4.757	●	●	5.502
Fédération française de vol à voile	●	121	130	●	8.682	●	●	10.086
Totaux	**35.645**	**38.363**	**29.932**	**2.478.802**	**2.699.700**	●	●	**1.752.482**

(1) A partir de 1982, le tennis et le tennis de table deviennent sports olympiques. — (2) Fédérations non olympiques agréées, les autres étant des fédérations non olympiques agréées et habilitées.

TABLEAU E.04-10

Fédérations et groupements multisports et affinitaires : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Fédérations et groupements multisports affinitaires	Sections de clubs			Licences			
	1980	1981	1982	1980	1981	Hommes	Femmes
Fédération française d'entraînement physique dans le monde moderne	1.673	1.857	1.979	128.822	128.985	25.220	103.856
Éducation par le sport des handicapés mentaux	39	48	72	■ 9.395	9.950	2.940	1.629
Fédération des sourds de France	61	64	67	2.725	2.728	2.300	403
Fédération de handisport	188	161	222	6.197	7.304	5.319	2.289
Fédération sportive et culturelle de France	2.148	2.110	2.195	178.711	183.678	94.730	93.099
Fédération sportive et gymnique du travail	3.760	3.846	3.946	317.888	318.637	●	●
Union française des œuvres laïques d'éducation physique	9.360	9.759	10.128	427.740	442.012	325.330	136.525
Union sportive des travailleurs	1.297	●	320	36.615	●	14.416	7.010
Ensemble	**18.526**	**17.845**	**18.929**	**1.108.093**	**1.093.294**	**470.225**	**344.811**

TABLEAU E.04-11

Sections « sports-études »

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

	1974-1975	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983	Année scolaire 1983-1984
Nombre de sections ouvertes	55	101	124	127	136	145	151	162	181	
Effectif	1.180	2.204	2.437	2.726	3.059	3.204	3.208	3.633	4.040	
Nombre de spécialités enseignées	14	22	22	22	22	22	23	25	25	

TABLEAU E.04-12

Formation des cadres sportifs : brevet d'État d'éducateur sportif

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

Unités : Candidats

	Réussite à la formation commune	Réussite à la formation spécifique	Nombre de brevets d'État ou diplômes d'État délivrés
1977	2.300	2.790	
1978	3.119	4.060	
1979	4.037	3.641	
1980	2.329	5.165	
1981	2.091	6.286	
1982	2.359	2.866	

TABLEAU E.04-13

Médecine du sport

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	*e* 1983
Candidats reçus aux certificats d'études spécialisées de biologie et de médecine du sport	600	673	1.161	1.455	1.500	*r* 1.300	1.500
Centres médico-sportifs	287	331	364	390	390	390	390
Commissions médicales fédérales	36	42	43	44	44	*r* 46	49
Instituts régionaux de médecine du sport	●	3	6	10	12	17	20
Sujets examinés en médecine préventive sportive	475.021	516.700	562.588	597.280	615.900	650.000	680.000
Sportifs de haut niveau examinés	1.470	3.058	3.694	3.200	3.200	*r* 3.480	3.600
Examens pratiqués dans les sections sport-études	2.415	2.512	2.891	3.098	*r* 3.614	*r* 4.500	4.500
Contrôles antidopage effectués	1.252	1.247	1.473	894	*r* 1.236	1.500	1.500

TABLEAU E.04-14

Création d'équipements sportifs, de jeunesse, de tourisme et de loisir financés par le ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports (fichier des équipements)

Type d'installation	1977	1978	1979	*r* 1980	*r* 1981	1982	*e* 1983
Terrains de plein air	545	596	885	842	810	*r* 750	750
Installations sportives couvertes	439	337	425	418	399	380	400
Piscines	100	53	31	29	28	21	20
Équipements sportifs particuliers	36	36	35	33	26	23	23
UEREPS-CREPS	1	1	1	2	1	2	1
Locaux d'activité socio-éducatifs	156	143	165	141	173	180	180
Centres de vacances	6	7	5	6	4	5	5
Centres de loisir sans hébergement	—	9	11	10	21	25	25
Locaux d'accueil	18	10	13	12	10	9	9

TABLEAU E.04-15

Équipements sportifs, de jeunesse, de tourisme et de loisir (stock)

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports (fichier des équipements)

Type d'installation	1977	1978	1979	*r* 1980	*r* 1981	*r* 1982	*e* 1983
Terrains de plein air	52.354	53.798	55.741	61.384	64.578	67.341	69.771
Installations sportives couvertes	12.912	13.407	14.091	15.494	16.492	17.481	18.349
Piscines	3.079	3.152	3.204	3.383	3.439	3.494	3.555
Équipements sportifs particuliers	2.743	2.817	2.914	3.144	3.192	3.240	3.989
Locaux d'activités socio-éducatives	6.738	6.985	7.242	7.699	8.153	8.610	8.820
Centres de vacances	5.997	6.034	6.077	6.106	6.176	6.244	6.305
Centres de loisir sans hébergement	1.536	1.604	1.644	1.815	1.900	1.953	2.010
Locaux d'accueil	774	788	816	903	929	957	982

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports : Bureau des études et de la Statistique, 78, rue Olivier-de-Serre, 75739 Paris Cedex 15. Tél. : 828.40.00.

Publications :

— Annuaire 1982.
— Licences 1982.

TEF 84

Le guide économique et social

Une présentation claire
Des utilisations multiples
Un prix modique

TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

Une somme de données essentielles qui résument la vie économique démographique et sociale de la France.

Volume broché - format 16 × 24 cm - 184 pages - 32 F

CONSULTATION-VENTE : P 623

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

insee

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Chapitre E.05

Loisirs divers

1. Courses de chevaux pari mutuel

2. Loterie nationale

3. Jeux de casinos

4. Navigation maritime de plaisance

1. Courses de chevaux pari mutuel

11. Organisation des courses

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.

Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2 juin 1891 modifiée par la loi du 16 avril 1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU).

Seul le pari mutuel est licite en France.

Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de 283 sociétés, dont 5 sociétés parisiennes, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif.

Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture) elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et d'organisation du pari mutuel.

Elles sont régies par le décret n° 83-878 du 4 octobre 1983 et les différentes formes de pari par l'arrêté du 29 avril 1979 modifié.

12. Enjeux et prélèvements

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 18,60 %).

Les sommes engagées en paris sur les courses font l'objet :

— d'un prélèvement de base, d'une TVA répartie entre les sociétés et les parieurs (33 1/3 % au 1er janvier 1984);

— d'un droit de timbre de 3 %.

Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 10 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978.

En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor.

L'article 15 de la loi de finances pour 1965, modifié par l'article 7 de la loi de finances pour 1979, avait autorisé le Gouvernement à faire verser par chaque société parisienne la moitié de l'excédent de ses recettes nettes par rapport aux recettes nettes de l'exercice précédent.

2. Loterie nationale

21. Modalités générales de fonctionnement

La Loterie nationale a été instituée par l'article 136 de la loi de finances du 31 mai 1933. Sa forme et son mode de fonctionnement ont été arrêtés par décrets. Depuis le 1er janvier 1979, l'organisation et l'exploitation de la Loterie nationale et des tirages supplémentaires de la Loterie nationale dénommés Loto national sont confiés à une société d'économie mixte, la Société de la Loterie nationale et du Loto national.

Les billets sont vendus par l'intermédiaire des comptables publics et de douze organismes émetteurs de dixièmes de billets agréés par la Loterie nationale.

Avant le tirage de chaque tranche, les billets et dixièmes de billets en excédent peuvent être repris dans certaines conditions par la Société de la Loterie nationale et du Loto national.

Conformément à l'article 2 du décret du 8 septembre 1933, le droit au paiement des lots d'une tranche se prescrit dans un délai de six mois à compter du jour du tirage. Pour ce qui est des dixièmes de billets, le délai de prescription est de douze mois.

22. Tirages et résultats

La Loterie nationale a procédé au tirage de 81 tranches en 1982 et de 82 tranches en 1983, se répartissant ainsi :

1982	1983	
—	—	
26	26	tranches à 65 F le billet
52	53	tranches à 92 F le billet
3	3	tranches à 230 F le billet

Pendant cette période, le montant du gros lot a varié, selon la tranche, de 2 à 5 millions de F.

Le tableau 4 fait apparaître, pour chacune des années 1973 à 1983, le nombre de tranches, le nombre de billets placés, le placement brut correspondant aux billets vendus par la Loterie nationale sans déduction du montant des billets rachetés, le placement net et le montant global des lots payés.

23. Tirages supplémentaires (Loto national)

Depuis mai 1976, un tirage supplémentaire est effectué chaque semaine, à l'occasion du tirage d'une tranche de la Loterie nationale, par extraction au hasard de 6 boules plus une 7e d'un appareil contenant 49 boules numérotées de 1 à 49.

Pour participer à ces tirages supplémentaires, le joueur choisit 6 numéros qu'il coche sur un bulletin. Il fait valider ce bulletin dans un centre agréé par la Société de la Loterie nationale et du Loto national contre versement d'une mise s'élevant à 1 F pour chaque ensemble de 6 numéros.

Tout ensemble comportant au moins 3 numéros sur les 6 sortis au tirage est gagnant.

3. Jeux de casinos

En application de la loi du 15 juin 1907 et du décret n° 59-1489 du 22 décembre 1959 modifié, réglementant les jeux dans les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques, l'État et les communes exercent un prélèvement progressif sur le produit brut des jeux après abattement forfaitaire de 25 %. Le barème des prélèvements actuellement en vigueur a été fixé par le décret n° 81-476 du 8 mai 1981, pour application à compter du 1er janvier 1981.

En vertu des dispositions de la loi de finances du 7 février 1953, les communes où sont implantés des casinos bénéficient d'une somme égale à 10 % du montant du prélèvement progressif opéré par l'État dans la limite de 5 % des ressources ordinaires de la commune.

Par ailleurs, la loi du 27 avril 1946 prévoit en son article 44 un second prélèvement au profit des communes en vertu des clauses des cahiers des charges imposés aux établissements de jeux, dans la limite de 15 % du produit brut des jeux.

La somme des prélèvements opérés par l'État et par la commune ne peut dépasser 80 % du produit considéré.

Enfin, l'article 72 de la loi de finances pour 1962 prévoit la possibilité pour les casinos de bénéficier d'un abattement supplémentaire de 10 % maximum du produit brut des jeux correspondant au déficit résultant des manifestations artistiques de qualité qu'ils organisent et aux dépenses d'équipement et d'entretien à caractère immobilier qu'ils prennent en charge dans les établissements hôteliers ou thermaux situés dans le département du siège du casino ou dans les départements limitrophes.

4. Navigation maritime de plaisance

Les données statistiques de ce paragraphe sont établies par le bureau de la navigation de plaisance et le centre administratif des Affaires maritimes.

En ce qui concene l'effectif de la flotte, chaque direction des affaires maritimes a procédé, au cours de l'année 1969, à une mise à jour de ses fichiers des navires de plaisance effectuant une navigation maritime; seules les fiches de navires existants ont été conservées, ce qui a permis de présenter une situation exacte de la flotte de plaisance au 1er janvier 1970, mise à jour chaque année à l'aide des immatriculations constatées.

D'autre part, la production ou la facturation des bateaux de plaisance et des planches à voile sont données par le chapitre K-10 « caoutchouc, matières plastiques et industries diverses ».

TABLEAU E.05-1

Prélèvements de base sur les sommes engagées sur les courses de chevaux

Répartition appliquée depuis le 15 mai 1984 (4)

Source : Ministère de l'Agriculture (service des haras)

En %

Bénéficiaire	Hippodromes			PMU		
	Paris (1)	Paris-Banlieue (2)	Province (3)	Paris (1)	Paris-Banlieue (2)	Province (3)
1. Prélèvements non fiscaux fixés par décret						
Sociétés de courses (HT)	7,521	7,521	11,13	9,407	9,407	9,453
Ville de Paris	1,500	—	—	1,500	—	—
Fonds de concours :						
Élevage	2,275	2,275	—	1,445	1,445	1,457
Fonds National pour le Développement du Sport	0,300	0,300	—	0,323	0,323	0,300
Budget général	0,250	—	—	0,3695	0,7445	0,443
Fonds National pour le Développement des Adductions d'Eau	1,821	2,946	2,590	0,5735	1,16985	2,084
Total	13,667	13,667	13,720	13,618	13,618	13,737
2. Prélèvements fiscaux						
Timbre	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
TVA sur prélèvement sociétés	2,507	2,507	3,710	3,136	3,136	3,151
Ensemble	**19,174**	**19,174**	**20,430**	**19,754**	**19,754**	**19,888**

(1) Auteuil, Longchamp, Vincennes. — (2) Enghien, Évry, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud. — (3) Y compris les courses organisées à Caen, Chantilly, Deauville, Pau, Durtal et Vichy par les sociétés parisiennes. — (4) Pour les prélèvements antérieurs, voir les annuaires 1975, 1982 et 1983.

TABLEAU E.05-2

Produit des prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux

Barèmes des décrets n° 60-227 du 2 mars 1960 pour le PSP ordinaire et n° 67-421 du 12 janvier 1967 pour le PSP sur le tiercé, n° 78-1292 du 29 décembre 1978 à partir du 1er janvier 1979

Source : Ministère de l'Agriculture (service des haras)

Unité : Million de francs

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs	884,9	1.026,0	1.226,8	1.232,7	1.407,2	1.435,5	1.794,5	1.957,1	2.091,8	2.217,0	2.598,1

TABLEAU E.05-3

Recettes des hippodromes et montant des paris engagés

Source : Ministère de l'Agriculture (service des haras)

Unité : Million de francs

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Montant des entrées	23,68	28,09	28,97	30,21	32,92	35,97	42,00	46,00	53,23	57,21	61,49
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	1.498	1.712	1.913	2.095	2.363	2.481	2.689	2.939	3.171	3.393	3.549
Sommes engagées au pari mutuel urbain.	8.495	10.090	11.825	12.157	13.562	15.186	16.686	18.954	19.902	22.093	24.750
dont : *tiercé et quarté* (1)	*5.004*	*6.108*	*7.132*	*6.845*	*7.139*	*7.792*	*9.182*	*10.636*	*11.413*	*12.449*	*13.683*

(1) A partir de 1980 tiercé et quarté, antérieurement tiercé seul.

TABLEAU E.05-4

Loterie nationale : billets placés, placement brut, placement net, lots payés et produit net

Source : Société de la Loterie nationale et du Loto national

Unité : Millier de francs

Année	Nombre de tranches	Nombre de billets placés	Placement brut	Placement net	Montant global des lots payés (1)
1973	60	17.406.715	613.700	535.558	384.522
1974	61	17.334.535	659.823	587.871	372.092
1975	61	16.003.576	739.700	638.264	466.307
1976	61	14.900.584	760.307	658.081	561.952
1977	60	12.301.471	698.922	568.196	448.555
1978	59	10.097.826	615.947	494.021	421.019
1979	59	8.272.568	586.297	440.003	405.014
1980	68	8.775.444	576.041	445.299	323.172
1981	84	10.499.280	655.930	497.172	346.878
1982	81	9.053.662	762.517	537.116	451.055
1983	82	8.905.108	754.164	526.591	396.976

(1) Ces résultats correspondent aux sommes effectivement versées au cours de l'année civile.

TABLEAU E.05-5

Loto national : montant des mises et prélèvement de l'État

Source : Société de la Loterie nationale et du Loto national

Unité : Millier de francs

Année	Montant des mises	Prélèvement au profit de l'État (1)
1976	134.630	31.5
1977	2.154.812	504.2
1978	3.578.259	855.0
1979	4.539.908	1.130.4
1980	6.146.290	1.538.4
1981	7.234.497	1.816.4
1982	7.755.118	2.179.1
1983	8.375.789	2.353.5

(1) TVA non comprise.

TABLEAU E.05-6

Revenus des jeux de casinos (1)

(France métropolitaine - Départements et territoires d'outre-mer)

Source : Direction du tourisme

Unité : Millier de francs

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Produit brut des jeux	447.064,1	530.612,4	616.034,7	546.864,5	629.819,6	597.237,4	720.762,0	725.716,7
Part de l'État	●	185.269,0	217.623,3	190.157,2	220.785,1	180.375,9	226.996,9	226.736,1

(1) La saison de l'année (*n*) s'étend du 1er novembre de l'année (*n*) — 1) au 31 octobre de l'année (*n*).

TABLEAU E.05-7

Flotte de plaisance

Situation au 30 septembre

Source : Secrétariat d'État chargé de la Mer (Bureau de la plaisance)

Unité : Nombre

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
France métropolitaine :										
Voiliers	124.529	132.605	142.250	152.916	162.566	173.101	183.840	192.740	199.590	205.23
soit : 2 tonneaux et moins	92.444	96.188	99.900	104.259	107.706	111.132	114.539	117.409	119.353	120.81
Plus de 2 tonneaux	32.085	36.417	42.350	48.657	54.860	61.969	69.301	75.331	80.237	84.42
Navires à moteurs	206.286	223.893	245.359	267.129	289.500	313.960	337.523	359.174	379.838	399.49
soit : 2 tonneaux et moins	168.254	182.908	200.597	218.896	237.357	256.772	275.771	293.369	310.909	327.26
Plus de 2 tonneaux	38.032	40.985	44.762	48.233	52.143	57.188	61.752	65.805	68.929	72.23
Ensemble des navires	**330.815**	**356.498**	**387.609**	**420.045**	**452.066**	**487.061**	**521.363**	**551.914**	**579.428**	**604.72**
soit : 2 tonneaux et moins	260.698	279.096	300.497	323.155	345.063	367.904	390.310	410.778	430.262	448.08
Plus de 2 tonneaux	70.117	77.402	87.112	96.890	107.003	119.157	131.053	141.136	149.166	156.64
Départements d'outre-mer (1) :										1.19
Voiliers	1.173	1.841	1.902	1.981	2.028	944	1.216	1.068	1.117	5.65
Navires à moteurs	2.975	4.322	4.753	5.079	5.794	4.387	4.695	5.085	5.313	57
Territoires d'outre-mer (2) :										
Voiliers	256	263	283	289	335	361	408	466	507	7.10
Navires à moteurs	5.342	5.211	5.139	5.353	5.570	5.867	6.285	6.597	6.837	

(1) Y compris Saint-Pierre-et-Miquelon. — (2) Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.

TABLEAU E.05-8

Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes. France métropolitaine

Résultats par période annuelle *(1er octobre - 30 septembre)*

Source : Secrétariat d'État chargé de la Mer (Bureau de la plaisance)

Jauge brute des navires	Voiliers						Navires à moteur					
	Le Havre	Saint-Servan	Nantes	Bordeaux	Marseille	Total	Le Havre	Saint-Servan	Nantes	Bordeaux	Marseille	Total
						1976-1977						
2 tonneaux et moins	567	672	1.146	481	776	3.642	3.321	2.304	3.208	1.667	6.064	16.564
Plus de 2 à 5 tonneaux	547	521	987	450	993	3.498	445	241	412	384	1.200	2.682
Plus de 5 à 10 tonneaux	355	217	534	257	799	2.162	80	31	128	63	246	548
Plus de 10 à 25 tonneaux	87	32	119	73	264	575	26	4	25	21	110	186
Plus de 25 tonneaux	3	3	7	2	26	41	1	1	1	—	29	32
Ensemble	**1.559**	**1.445**	**2.793**	**1.263**	**2.858**	**9.918**	**3.873**	**2.581**	**3.774**	**2.135**	**7.649**	**20.012**
						1977-1978						
2 tonneaux et moins	416	593	961	379	776	3.125	3.382	2.104	3.233	1.798	7.237	17.754
Plus de 2 à 5 tonneaux	473	476	913	478	956	3.296	456	281	456	491	1.419	3.103
Plus de 5 à 10 tonneaux	332	208	539	305	879	2.263	82	35	139	73	316	645
Plus de 10 à 25 tonneaux	87	41	132	76	279	615	20	5	19	8	95	147
Plus de 25 tonneaux	2	1	4	4	7	18	1	—	—	—	3	4
Ensemble	**1.310**	**1.319**	**2.549**	**1.242**	**2.897**	**9.317**	**3.941**	**2.425**	**3.847**	**2.370**	**9.070**	**21.653**
						1978-1979						
2 tonneaux et moins	423	844	915	354	707	3.243	3.419	2.383	3.056	1.965	7.784	18.607
Plus de 2 à 5 tonneaux	540	648	1.061	602	1.165	4.016	493	394	534	640	1.861	3.922
Plus de 5 à 10 tonneaux	334	230	581	254	969	2.368	102	38	150	116	412	818
Plus de 10 à 25 tonneaux	112	43	128	63	337	683	29	7	29	34	158	257
Plus de 25 tonneaux	4	—	5	2	6	17	2	—	5	2	18	27
Ensemble	**1.413**	**1.765**	**2.690**	**1.275**	**3.184**	**10.327**	**4.045**	**2.822**	**3.774**	**2.757**	**10.233**	**23.631**
						1979-1980						
2 tonneaux et moins	387	754	875	476	733	3.225	3.103	2.165	3.132	1.924	7.662	17.986
Plus de 2 à 5 tonneaux	503	646	972	681	1.068	3.870	496	346	505	583	1.693	3.623.
Plus de 5 à 10 tonneaux	313	252	650	298	1.087	2.600	67	41	99	98	347	652
Plus de 10 à 25 tonneaux	142	45	155	101	372	815	31	1	37	24	157	250
Plus de 25 tonneaux	9	—	6	4	28	47	2	—	2	2	33	39
Ensemble	**1.354**	**1.697**	**2.658**	**1.560**	**3.288**	**10.557**	**3.699**	**2.553**	**3.775**	**2.631**	**9.892**	**22.550**
						1980-1981						
2 tonneaux et moins	279	704	915	282	524	2.704	2.903	1.920	3.172	1.759	6.924	16.678
Plus de 2 à 5 tonneaux	354	442	786	495	829	2.906	414	286	404	540	1.473	3.207
Plus de 5 à 10 tonneaux	247	221	491	258	886	2.103	49	44	85	72	319	569
Plus de 10 à 25 tonneaux	120	37	188	127	462	934	24	5	25	17	134	205
Plus de 25 tonneaux	7	—	3	4	23	37	2	—	4	—	23	34
Ensemble	**1.007**	**1.404**	**2.383**	**1.166**	**2.724**	**8.684**	**3.392**	**2.255**	**3.780**	**2.388**	**8.878**	**20.693**
						1981-1982						
2 tonneaux et moins	225	474	524	251	363	1.837	3.086	1.999	2.784	1.824	6.897	16.590
Plus de 2 à 5 tonneaux	311	355	539	396	598	2.199	369	231	356	475	1.185	2.616
Plus de 5 à 10 tonneaux	242	162	488	260	759	1.911	34	26	44	39	202	345
Plus de 10 à 25 tonneaux	99	39	171	111	331	751	15	9	11	13	78	126
Plus de 25 tonneaux	—	5	3	5	9	22	2	—	—	—	19	21
Ensemble	**877**	**1.035**	**1.725**	**1.023**	**2.060**	**6.720**	**3.506**	**2.265**	**3.195**	**2.351**	**8.381**	**19.698**
						1982-1983						
2 tonneaux et moins	166	264	366	281	304	1.381	2.833	1.709	2.710	1.788	6.428	15.468
Plus de 2 à 5 tonneaux	227	284	469	350	463	1.793	394	205	421	576	1.078	2.674
Plus de 5 à 10 tonneaux	191	117	373	247	545	1.473	38	26	59	73	225	421
Plus de 10 à 25 tonneaux	110	44	223	105	356	838	11	7	18	15	110	161
Plus de 25 tonneaux	7	1	4	7	15	34	1	1	1	—	18	21
Ensemble	**701**	**710**	**1.435**	**990**	**1.683**	**5.519**	**3.277**	**1.948**	**3.209**	**2.452**	**7.859**	**18.745**